

Septembre 2015

Rapport Annuel du Mouvement SUN

Scaling Up
NUTRITION

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR



Rapport Annuel du Mouvement SUN

Septembre 2015

Crédits photo de couverture :

© SUN Movement Secretariat / Thuy Nguyen
© UNICEF Malawi
© Bill & Melinda Gates Foundation / Akintunde Akinleye
© MIDIS
© Save the Children / Anne-Sofie Helms
© Panos Pictures / Marc Shoul
© WFP / Sylvain Cherkaou
© Bill & Melinda Gates Foundation / Justin Mott
© SESAN Guatemala
© Bill & Melinda Gates Foundation / Paul O'Driscoll
© Guy Calaf 2009
© Bill & Melinda Gates Foundation / Suzanne Lee
© Bill & Melinda Gates Foundation / Glenna Gordon
© Bill & Melinda Gates Foundation / Jane Hahn

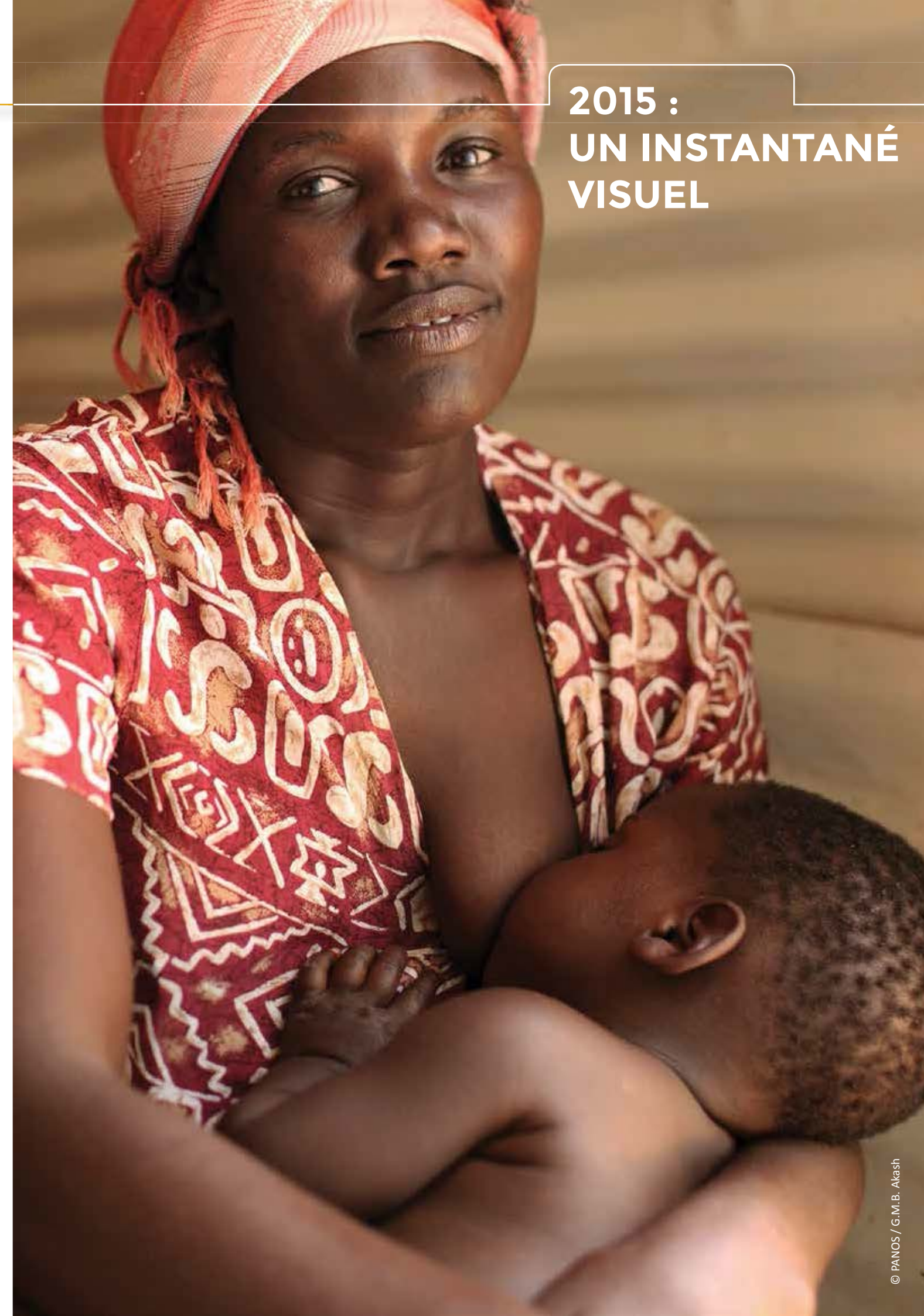
Toutes les informations contenues dans le présent rapport ont été recueillies, examinées et rassemblées par le Secrétariat du Mouvement SUN pendant les mois de juin, juillet et août 2015. Le Secrétariat du Mouvement SUN est soutenu par la Fondation Bill et Melinda Gates, le Canada, l'Union Européenne, la France, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Table des matières

2015 : Un instantané visuel	5
Introduction : Construire un Mouvement SUN fort pour vaincre la malnutrition	12
Chapitre 1 : Pays qui dirigent le Mouvement SUN	16
Chapitre 2 : Transformations de pays	26
Les quatre processus du Mouvement SUN et les marqueurs de progrès connexes	29
2.1 Objectif stratégique 1 : Progrès vers le maintien de l'engagement politique et mise en place des plates-formes multi-acteurs fonctionnelles	30
2.2 Objectif stratégique 2 : Progrès vers l'approbation des politiques nationales de nutrition intégrant les meilleures pratiques	36
2.3 Objectif stratégique 3 : Progrès vers un alignement des actions à travers les secteurs et parties prenantes	42
2.4 Objectif stratégique 4 : Progrès dans l'accroissement des ressources pour la nutrition et la démonstration des résultats	49
Chapitre 3 : Soutenir le progrès et renforcer les résultats	54
3.1 Gestion de la politique et du cycle budgétaire - de la planification à la comptabilisation des résultats	58
3.2 Mobilisation sociale, plaidoyer et communication (SMAC) effectifs au sein du Mouvement SUN	63
3.3 Capacités fonctionnelles de renforcement efficace et coordonné de la nutrition dans les actions	67
Chapitre 4 : Les catalyseurs de changement	74
Chapitre 5 : L'avenir du Mouvement SUN	88
Chapitre 6 : Profils des progrès des pays	94
Annexes	208
Annexe 1 : Statistiques d'indicateurs de nutrition dans les Pays SUN	210
Annexe 2 : Progrès accomplis au sein du Mouvement SUN	214
Annexe 3 : Liste des abréviations et acronymes	225

2015 : UN INSTANTANÉ VISUEL

Chronologie



© PANOS / G.M.B. Akash



© PAM / Mariko salle

Introduction

Annexe chronologique

Toutes les données de la chronologie visuelle sur le retard de croissance représentent les données les plus récentes sur la prévalence du retard de croissance pour 2014 et les deux points de données antérieures, tel que rapporté par les Pays SUN et approuvé par le Groupe conjoint UNICEF, OMS et Banque mondiale pour des estimations sur la malnutrition.

Les sources de données pour chaque point de données sont les suivantes :

Bénin	2001	39,1	Enquêtes démographiques et de santé au Bénin 2001. Enquêtes démographiques et de santé.
Bénin	2006	44,7	Enquêtes démographiques et de santé (EDSB-III) - Bénin 2006. Enquêtes démographiques et de santé.
Bénin	2014	34,0	Enquête en Grappes à Indicateurs Multiples (MICS), 2014, résultats clés. Cotonou, Bénin.
Cambodge	2008	39,5	Enquête anthropométrique au Cambodge 2008. Cambodge, 2009 (et analyses supplémentaires).
Cambodge	2010	40,9	Enquêtes démographiques et de santé au Cambodge 2010. Enquêtes démographiques et de santé.
Cambodge	2014	32,4	Rapport sur les indicateurs clés des enquêtes démographiques et de santé au Cambodge 2014.
Éthiopie	2005	50,7	Enquêtes démographiques et de santé en Éthiopie 2005. Enquêtes démographiques et de santé.
Éthiopie	2011	44,2	Enquêtes démographiques et de santé en Éthiopie 2011. Enquêtes démographiques et de santé.
Éthiopie	2014	40,4	Mini-Enquêtes démographiques et de santé en Éthiopie 2014. Addis Abeba, Éthiopie, 2014.
Ghana	2008	28,6	Enquêtes démographiques et de santé au Ghana 2008. Enquêtes démographiques et de santé.
Ghana	2011	22,7	Enquête en grappes à indicateurs multiples au Ghana (MICS) avec un module et un biomarqueur améliorés de paludisme 2011 : Rapport final.
Ghana	2014	18,8	Indicateurs clés des Enquêtes démographiques et de santé au Ghana 2014
Guinée-Bissau	2008	27,7	Enquête SMART. Évaluation de la situation nutritionnelle en Guinée Bissau : Rapport final, décembre 2008 (et analyses supplémentaires).
Guinée-Bissau	2010	32,2	Inquérito aos indicadores múltiplos (MICS), inquérito demográfico de saúde reprodutiva - Guiné-Bissau, 2010.
Guinée-Bissau	2014	27,6	Inquérito aos Indicadores Múltiplos (MICS) 2014.
Kenya	2005	40,9	Enquête intégrée sur le budget des ménages au Kenya (KIHBS), 2006 / 06 : Édition révisée.
Kenya	2009	35,2	Enquêtes démographiques et de santé au Kenya 2008 - 09. Enquêtes démographiques et de santé.
Kenya	2014	26,0	Indicateurs clés des Enquêtes démographiques et de santé Kenya 2014.
Kirghizstan	2009	22,6	Enquête nationale sur l'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois et de leurs mères, Kirghizstan 2009.
Kirghizstan	2012	17,8	Enquêtes démographiques et de santé au Kirghizstan 2012. Enquêtes démographiques et de santé.
Kirghizstan	2014	12,9	Enquête en grappes à indicateurs multiples 2014 : Principales conclusions (MICS).
Malawi	2009	48,8	UNICEF et CDC. Enquête nationale sur les micronutriments 2009.
Malawi	2010	47,8	Enquêtes démographiques et de santé au Malawi 2010. Enquêtes démographiques et de santé.
Malawi	2014	42,4	Enquête de ligne de fond sur les OMD au Malawi 2014. Principales conclusions. Zomba, Malawi : Bureau national de statistique 2014.
Tanzanie	2010	42,5	Enquêtes démographiques et de santé en Tanzanie 2010. Enquêtes démographiques et de santé.
Tanzanie	2011	34,8	Rapport d'étude de panel national (NPS) - Vague 2, 2010 - 2011. Dar es-Salaam, Tanzanie : NBS 2012.
Tanzanie	2014	34,7	Enquête nationale sur la nutrition en Tanzanie 2014.
Zambie	2002	52,5	Enquêtes démographiques et de santé en Zambie 2001 - 2002. Enquêtes démographiques et de santé.
Zambie	2007	45,8	Enquêtes démographiques et de santé en Zambie 2007. Enquêtes démographiques et de santé.
Zambie	2014	40,1	Enquêtes démographiques et de santé en Zambie 2013 - 14.
Zimbabwe	2009	35,1	Enquête de surveillance à indicateurs multiples au Zimbabwe (MIMS), 2009.
Zimbabwe	2010	32,3	Enquêtes démographiques et de santé au Zimbabwe 2010 - 11. Enquêtes démographiques et de santé.
Zimbabwe	2014	27,6	Enquête en grappes à indicateur multiple 2014. Principales conclusions (MICS). Harare, Zimbabwe : ZIMSTAT 2014.



© UNICEF Malawi

Construire un Mouvement SUN fort pour vaincre la malnutrition

par le Coordonnateur ad interim du Mouvement SUN, Tom Arnold

Messages clés

- Le Mouvement SUN marque sa cinquième année avec 55 pays et l'État indien du Mahārāshtra engagés à renforcer la nutrition
- De nombreux pays connaissent des réductions significatives de la malnutrition prouvant que nous pouvons l'éradiquer de notre vie
- Vaincre la malnutrition, avec de multiples secteurs et parties prenantes tous unis dans une approche véritablement cohérente, n'est plus une aspiration abstraite - c'est la nouvelle norme
- Une combinaison d'engagement politique de haut niveau, de lois et politiques efficaces, d'actions alignées de tous les coins de la société et de ressources accrues - soutiennent le changement
- Constituer un dossier intelligent d'investissement pour la nutrition, renforcer notre alignement et coordination maintenant et mobiliser des ressources pour l'avenir devraient être la priorité

Le Mouvement pour le renforcement de la nutrition est un mouvement qui ne ressemble à aucun autre. À partir de 2015, le Mouvement est dirigé par 55 pays et l'État indien du Mahārāshtra. Ensemble, avec de multiples parties prenantes de la société civile, les agences des Nations unies (ONU), les donateurs, le secteur privé et les universités - nous sommes tous unis par notre conviction et détermination de mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes. Il est en notre pouvoir de relever le défi.

Une personne sur trois est touchée par la malnutrition dans presque tous les pays du monde entier. C'est une crise mondiale, mais des progrès sont réalisés et nous savons ce qu'il faut faire pour l'arrêter. 2015 a été une étape importante dans la marche vers notre objectif, main dans la main.

Ensemble, nous sommes guidés par l'engagement et le leadership des pays du Mouvement SUN. Des progrès sont réalisés, avec un leadership politique fort, l'augmentation des investissements, l'amélioration de l'alignement et la collaboration multi-acteur et multisectorielle.

Tout au long de 2014 - 15, de nombreux Pays SUN ont rapporté des progrès significatifs dans la réduction du retard de croissance, y compris le Bénin, le Cambodge, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Kirghizstan, le Malawi, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe¹. De nombreux autres pays dans le Mouvement SUN réalisent également des progrès importants, avec des données pré-préliminaires montrant des tendances prometteuses, mais il ne faut pas dormir sur les lauriers – les risques sont trop grands.

Ces réductions nous donnent raison de croire que nous sommes sur la bonne voie et que nous sommes mieux ensemble.

Vaincre la malnutrition, unis avec de multiples secteurs et parties prenantes dans une approche véritablement cohérente, n'est plus une aspiration

abstraite – c'est la nouvelle norme. Cette conviction est au cœur du Mouvement SUN.

À mesure que les leçons apprises affluent dans les rapports de progrès des pays, nous sommes certains que les améliorations de la nutrition pour lesquelles nous plaidons appuient le changement. La puissance combinée de l'engagement politique de haut niveau ouvrant le chemin pour une action multisectorielle ; un environnement politique pour l'appui dans tous les secteurs essentiels en vue d'améliorer la nutrition – comme le renforcement des interventions à efficacité avérée dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'éducation, de la responsabilisation de la femme, et de l'eau et l'assainissement ; sont des ingrédients clés à l'appui de ces transformations.

Une action dédiée et alignée de tous les secteurs de la société basée sur un ensemble de résultats de nutrition convenus et réalisables appuiera davantage ces transformations. Ceci est un défi pour nous tous - mieux travailler ensemble, faire preuve d'audace, être ambitieux, innover et être redevables les uns envers les autres.

Suite à l'Évaluation globale indépendante (ICE) du Mouvement SUN, le Groupe principal du Mouvement SUN a été unanime que le Mouvement reste inclusif, multi-acteur et multisectoriel. Une « grande tente » ouverte pour accueillir tous les pays engagés à atteindre la justice nutritionnelle pour tous.

Guidés par l'évaluation et les décisions ultérieures du Groupe principal du Mouvement SUN, ensemble, nous avons les regards tournés vers les cinq prochaines années du Mouvement SUN. Nous veillerons à ce que le plaidoyer pour une meilleure nutrition, unique au Mouvement SUN, soit plus fort et plus visible que jamais. Nous continuerons d'enrichir la capacité unique du Mouvement à catalyser l'action ; assurer et améliorer notre transparence ; et renforcer notre accent sur le genre et la responsabilisation de la femme, le changement climatique et la lutte contre les inégalités.

¹ Les progrès enregistrés dans les Pays SUN cités ci-dessus ont été validés par le Groupe conjoint UNICEF, OMS et Banque mondiale pour des estimations sur la malnutrition

Nous devons également concentrer notre attention sur l'amélioration de la qualité et de l'ampleur de notre soutien aux Pays SUN, ainsi que sur une meilleure communication des résultats. Pour rester efficaces, nous devons agir comme un accélérateur, guidés par les ambitions des Pays SUN, l'Agenda de développement de l'après-2015 en suivant l'exemple fixé par les États membres lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2).

Tout en réfléchissant sur les progrès de 2014 - 15, il est essentiel de rester ambitieux pour l'année à venir. Nous devons tous nous mettre ensemble dans notre mission commune et maximiser les ressources existantes pour la nutrition. Des efforts significatifs dans les Pays SUN en 2015 pour estimer l'argent investi dans des interventions contribuant à la nutrition et les interventions spécifiques à la nutrition dans leurs budgets nationaux sont une étape importante dans la bonne direction. Il est également évident qu'avec davantage de ressources, nous pouvons réaliser plus. Ce coût est estimé à un montant supplémentaire de 8,50 de dollars US par enfant et par an, soit un total de 49,6 milliards de

dollars US sur 10 ans, pour atteindre les objectifs globaux de retard de croissance couvrant le renforcement des interventions à efficacité avérée². Il reste un consensus fort et sans cesse grandissant, que l'amélioration de la nutrition des enfants est l'un des meilleurs investissements qu'un pays puisse faire pour sa prospérité future. Un dollar US (1 \$) investi dans la réduction du retard de croissance génère environ 16 \$ en rendement économique³.

Il incombe à nous tous de continuer à élaborer un dossier d'investissement intelligent pour la nutrition, de renforcer notre alignement et coordination et de mobiliser des ressources pour l'avenir. Au cœur de tout cela - nous devons également reconnaître qu'il n'y aura pas d'améliorations durables en matière de nutrition à moins que nous ne responsabilisions la femme et les filles afin de leur permettre de jouer leur rôle crucial dans l'éradication de la malnutrition. Elles jouent de plus en plus le rôle de leaders dans leurs familles, communautés et gouvernements - elles peuvent mener vers un monde plus fort et sain. **Dans l'année à venir, ensemble – soyons audacieux, ambitieux et novateurs.**

² Atteindre l'objectif global de réduction du retard de croissance : Combien cela va-t-il coûter et comment pouvons-nous payer pour cela ? Banque mondiale, Results 4 Development, Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance, 1000 Days (programme des 1^{er} 000 jours les plus décisifs), Fondation Bill et Melinda Gates.

³Rapport mondial sur la nutrition 2014





Pays qui dirigent le Mouvement SUN

Messages clés

- Le Réseau des pays, composé de Points focaux SUN des gouvernements et divers acteurs de la société civile, des agences des Nations unies, des donateurs, du secteur privé, des établissements universitaires et d'autres, est au cœur du Mouvement SUN
- L'apprentissage, l'innovation et le partage à travers le Mouvement SUN a continué d'être une caractéristique du Mouvement tout au long de 2014 - 15
- Les téléconférences, les ateliers régionaux et internationaux dirigés par le Réseau des Pays SUN, ont favorisé les échanges croisés entre les régions et à travers les continents
- À travers une sensibilisation multisectorielle et multi-acteur, le Réseau des Pays SUN a contribué à catalyser une coordination efficace et a élevé le profil de la nutrition dans les programmes nationaux
- Tout au long de 2014 - 15, il y avait une reconnaissance importante des compétences, des caractéristiques et du leadership nécessaires pour faciliter des partenariats significatifs pour améliorer la nutrition et atténuer les conflits d'intérêts
- La prochaine phase du Mouvement SUN doit de manière cruciale, souligner la traduction de l'engagement politique en augmentation de ressources et en interventions pour un impact immédiat et des transformations durables

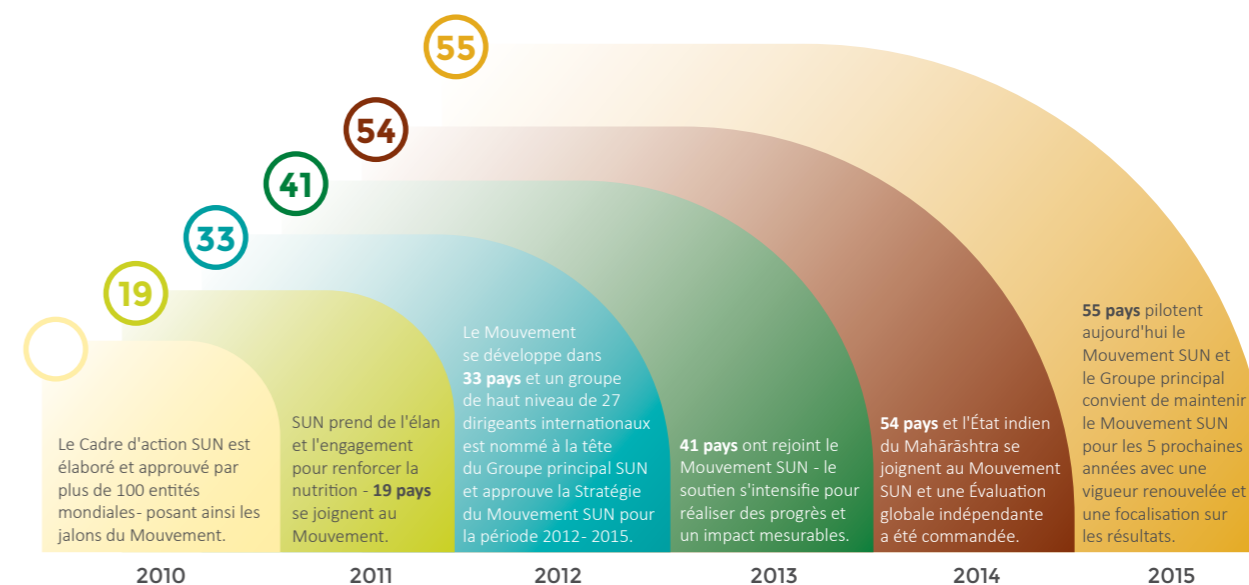
“ Il est 6 heures, c'est un dimanche. Et vous êtes motivés. Ce n'est pas normal. C'est une bonne chose. ”

Ertharin Cousins,
Directrice exécutive du PAM
au Rassemblement global du Mouvement SUN,
novembre 2014

Le Mouvement SUN continue à briller

55 pays et l'État indien du Mahārāshtra dirigent actuellement le Mouvement SUN. Dans ces pays vivent plus de 85 millions d'enfants victimes du retard de croissance⁴. Grâce à l'engagement de ces pays, des millions d'enfants ont la chance de bénéficier d'une vie meilleure.

35 chefs d'État ou de gouvernement ont personnellement commis leurs gouvernements à renforcer la nutrition. Dans 17 autres pays, des ministres ou des hauts fonctionnaires des ministères de la Santé, de l'Agriculture, de la Planification et des Finances ont été mandatés. Au niveau opérationnel, les Pays SUN s'engagent dans le Mouvement SUN à travers un Point focal SUN du gouvernement nommé, qui coordonne une plate-forme multi-acteurs (MSP), composée d'un ensemble diversifié de parties prenantes.

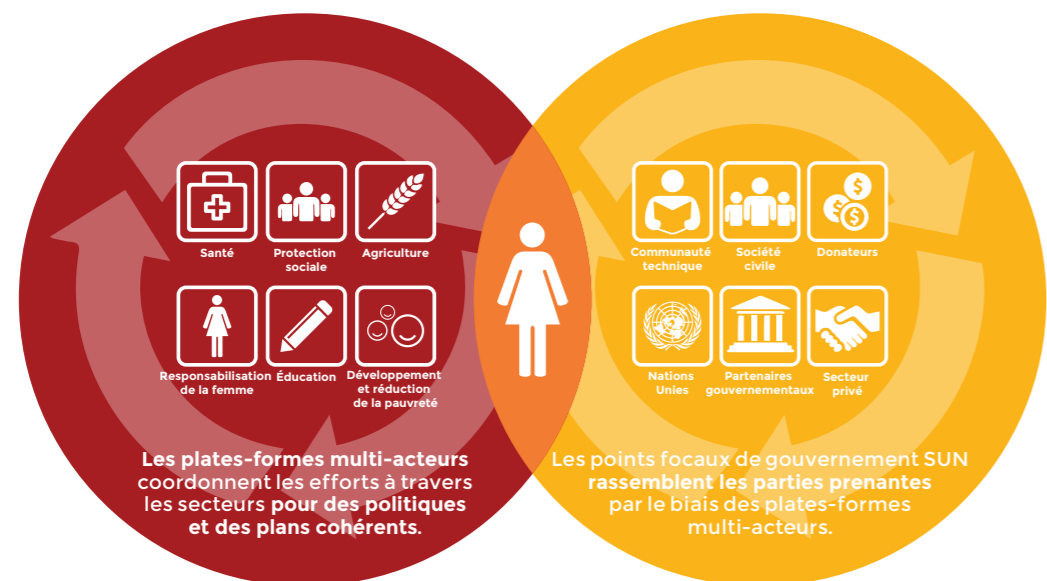


⁴ Perspectives de population mondiale révisée 2015, Publication en ligne conjointe OMS, UNICEF et Banque mondiale sur la malnutrition infantile

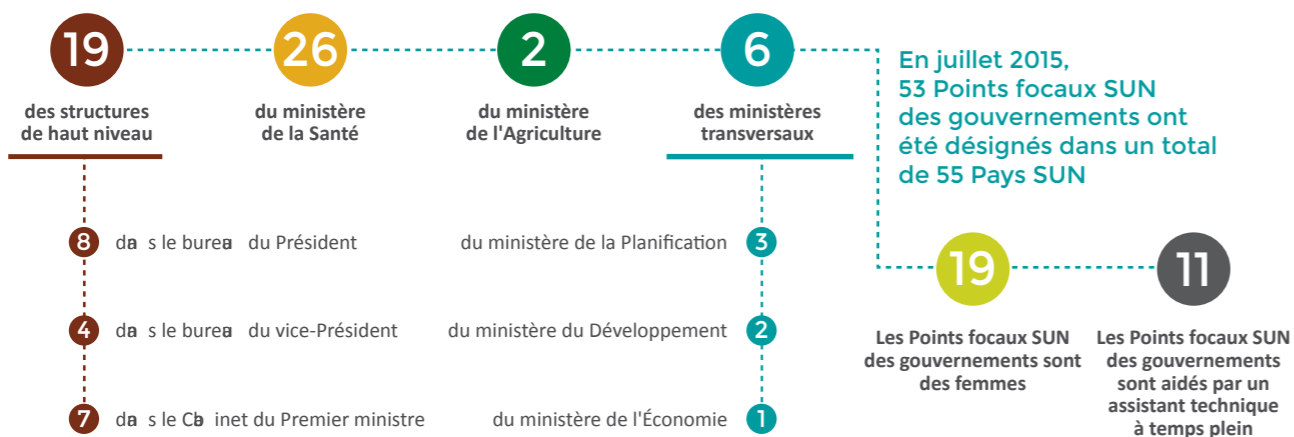
55 Pays SUN dirigent le Mouvement SUN



Qui sont les Points focaux SUN des gouvernements ?



Le Réseau de Pays SUN est composé de Points focaux SUN des gouvernements, qui rassemblent les principales parties prenantes des agences des Nations unies, de la société civile, du secteur privé ainsi que des donateurs, des établissements universitaires et autres. Leur mission collaborative pour vaincre la malnutrition est au cœur du Mouvement SUN. Les Points focaux SUN des gouvernements occupent des postes de profil élevé dans leurs gouvernements respectifs, des postes de coordination de haut niveau tels que le Bureau du Président et le Bureau du premier Ministre aux postes dans les secteurs clés comme la santé, la planification, l'économie et l'agriculture. Ensemble, ils dirigent l'impulsion dans le Mouvement SUN.



Les Points focaux SUN des gouvernements sont en première ligne de l'élévation du profil de la nutrition pour en faire une priorité dans leur pays et coordonnent les efforts de leurs communautés en matière de nutrition. Pour beaucoup, 2015 a été une année cruciale pour mieux définir et comprendre quelles sont les compétences, capacités de leadership et capacités professionnelles clés nécessaires au sein des plates-formes multi-acteurs (MSP) afin de favoriser les partenariats, de diriger dans un environnement multi-acteur difficile et d'atténuer les conflits d'intérêts potentiels.

Comment le Réseau des Pays SUN fonctionne-t-il en tant qu'un ensemble ?

En 2014 - 15, le Réseau de Pays SUN s'est réuni tous les deux mois par vidéo et téléconférence avec le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS). Les réunions ont été l'occasion de discuter des progrès de pays et de plonger dans des thèmes clés qui ont émergé comme des priorités pour les Pays SUN.

Centres d'intérêts thématiques		
Réunions du Réseau des Pays SUN	16 ^e séance, 3 au 6 novembre 2014, 234 participants de 47 pays	Contribution des spécialistes de la nutrition, des scientifiques et des universitaires au renforcement de la nutrition
	17 ^e réunion, 26 janvier au 3 février 2015, 251 participants de 47 pays	Rapport de l'Évaluation globale indépendante (ICE) du Mouvement SUN et accélération des efforts visant à présenter des rapports sur les allocations budgétaires pertinentes pour la nutrition
	18 ^e réunion, 23 au 26 mars 2015, 255 participants de 43 pays	Engagement du Secteur privé dans la nutrition
	19 ^e réunion, 18 au 22 mai 2015, 152 participants de 37 pays	Renforcement des partenariats efficaces au sein du Mouvement SUN
	20 ^e réunion, 27 au 30 juillet 2015, 194 participants de 41 pays	Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN, 2016 - 2020

Ces réunions du Réseau des Pays SUN ont favorisé l'échange croisé d'expériences et d'innovations à travers les régions et continents. Les discussions thématiques ont mis en évidence les capacités et les connaissances qui existent dans chaque Pays SUN et ont servi comme un espace important de partage, d'apprentissage et de solidarité entre les pays. Elles ont également aidé à catalyser une série d'initiatives dirigées par le Réseau de Pays SUN, y compris :

- La mise en place de **plates-formes académiques pour la nutrition dans 14 Pays SUN**
- L'organisation de deux ateliers en marge de la **troisième réunion de la Fédération des sociétés africaines de la Nutrition (FANUS)** à Arusha, en Tanzanie pour explorer le rôle de la science dans la nutrition
- Une note d'information *Renforcement de la nutrition : dans les faits sur l'amélioration de l'accès à la science pour de meilleurs résultats*
- La publication des **estimations de la répartition du budget de la nutrition** dans le Rapport mondial sur la nutrition (RMN) pour 30 Pays SUN comme le résultat de quatre ateliers d'analyse budgétaires tout au long de 2015
- Le premier **atelier régional du Réseau du secteur privé Mouvement SUN** et la publication d'un Guide de l'engagement du Secteur privé
- L'identification des ingrédients essentiels pour soutenir le renforcement efficace et transparent de la nutrition dans le cadre d'un **atelier sur les capacités fonctionnelles en juin à Nairobi**
- Les visites d'échange au Sénégal et au Pérou impliquant les parties prenantes de 14 Pays SUN **dans le cadre des itinéraires d'apprentissage.**

Ces initiatives appuient directement les progrès vers les quatre objectifs stratégiques Mouvement SUN et sont mises en œuvre où le véritable potentiel de partage et d'apprentissage du Mouvement SUN est effectif. Les leçons et les conclusions de ces initiatives sont explorées plus en détail dans les chapitres qui suivent.

Aperçus des nouveaux Points focaux SUN des gouvernements

Tout au long de 2015, le Mouvement SUN a accueilli un certain nombre de nouveaux Points focaux SUN des gouvernements. Ils se joignent à un réseau de plus en plus inter-connecté qui organise des réunions, négocie et partage les expériences pour informer les mesures nécessaires au renforcement de la nutrition. À mesure que les pays se joignent au mouvement, ils rapportent une plus forte coordination et un plus fort alignement. Plus ils contribuent au Mouvement SUN, plus ils affirment que, lorsque les différentes parties prenantes conjuguent leurs compétences et leurs ressources, ils mènent à terme plus de réalisations qu'ils n'auraient pu en travaillant individuellement.

Leur leadership, soutenu par les plates-formes multi-acteurs, est la force qui impulse le Mouvement SUN et le fait croître comme une plate-forme unique d'échange d'expériences et de mobilisation pour obtenir des résultats. Ils ont dirigé le processus de collecte et d'analyse des informations, lequel processus est à la base du progrès du Mouvement SUN, décrit dans ces pages.

Instantanés sur les nouveaux Points focaux SUN des gouvernements



« Dans ma nouvelle nomination en tant que point focal SUN pour le Kenya, je vais m'engager à soutenir tous les réseaux SUN dans le pays afin qu'ils puissent apporter leur contribution et changer positivement les indicateurs de la sous-nutrition, notamment les indicateurs du retard de croissance et de l'anémie, qui sont hors cible selon le Rapport mondial sur la nutrition 2014 ».
Gladys Mugambi, directrice de la nutrition au ministère de la Santé et Point focal de gouvernement SUN pour le Kenya



« Dans ma nouvelle nomination en tant que point focal SUN intérimaire pour le Malawi, je veillerai à ce que la politique nationale multisectorielle de la nutrition et le Plan stratégique, la base de donnée nationale de suivi et d'évaluation basé sur le Web ainsi que le système de suivi financier également basé sur le Web soient mis en place et déployés ».
Felix Pensulo Phiri, directeur de la nutrition, Département de nutrition, VIH et SIDA, ministère de la Santé, Malawi



« L'état d'esprit et le comportement des professionnels de la nutrition doivent se transformer effectivement pour faciliter un environnement véritablement propice à l'engagement de toutes les parties prenantes dans la lutte contre la malnutrition. Tout progrès significatif n'est possible que si et seulement si la « fraternité » de l'alimentation ouvre son « territoire » à toutes les parties prenantes afin qu'elles puissent jouer leur rôle ».
Tiisetso Elias, responsable de coordination régionale pour l'alimentation et la nutrition à la direction régionale de coordination de la nutrition (FNCO), Bureau du premier Ministre du Lesotho



Cet exercice [analyse budgétaire] nous a permis de savoir où trouver les allocations de nutrition et quels sont les secteurs qui y contribuent ; de telle sorte que nous savons maintenant à quel niveau, des mesures doivent être prises pour mieux informer les plans ».
Dr Bouraima Mouawiyatou, chef du département de la nutrition au ministère de la Santé du Togo



« J'espère apporter le meilleur de moi-même dans cette noble tâche de lutter contre la malnutrition. C'est l'affaire de tous et je lance un appel à tous les secteurs, qu'il s'agisse du secteur public ou privé, ainsi qu'à la société civile, afin que nous nous joignons les mains pour résoudre ce problème de malnutrition. Travaillons ensemble pour un avenir meilleur pour nos enfants ! »
Holy Malala Raobelina, coordinatrice nationale de l'Office national de la nutrition et Point focal de gouvernement SUN, Madagascar



« De manière permanente, nous obtenons des résultats qui nous aident à atteindre l'objectif global – réduire la malnutrition et éradiquer tout problème de faim dans le pays à terme ».
Germán González, Secrétaire du SESAN et Point focal de gouvernement SUN pour le Guatemala



« Le gouvernement de la République du Congo est engagé à faire de la réduction du retard de croissance une priorité. Son engagement dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition est incarné dans son engagement N° 2 « Industrialisation axée sur l'agriculture » du Programme social « Le chemin de l'avenir », lancé par le Président de la République, Son Excellence monsieur Denis Sassou Nguesso.
M. Jean Baptiste Ondaye, ministre et secrétaire général de la présidence de la République du Congo ; Point focal de gouvernement SUN.



« Dans ma nouvelle nomination en tant que Point focal de gouvernement SUN pour le Myanmar, je vais initier et lancer le plan national intégré pour l'amélioration de la nutrition (IPNI) en coordination avec le Réseau SUN ».
Dr. Soe Lwin Nyein, directeur général, département de la santé publique, ministère de la Santé, République de l'Union du Myanmar



« Comme nutritionniste travaillant au sein du ministère de l'Agriculture, je suis convaincu que nous devons faire en sorte que tous les secteurs et en particulier l'agriculture, contribuent davantage à la nutrition, en contextualisant la recherche dans les processus politiques et l'économie politique afin de mieux caractériser « un environnement habilitant » pour une planification et programmation transectorielle contribuant à la nutrition et façonner cette planification et programmation pour qu'elle soit durable ».
Tidimalo Beauty Rakgantswana (spécialiste technique SUN intérimaire), ministère de l'Agriculture, département de la recherche agricole, des statistiques et l'élaboration des politiques, Botswana



« Je suis impatiente de conduire mon pays vers une nation nourrie avec l'engagement national et l'appui international, dans ma nouvelle nomination en tant que Point focal de gouvernement SUN pour le Sri Lanka ».
M. Kingsley Fernando Secrétaire adjoint, Secrétariat présidentiel du Sri Lanka



« Nos priorités sont actuellement la mise en œuvre du Plan d'action intersectoriel pour l'alimentation et la nutrition (PAINA), la diffusion de la politique nationale de nutrition et de l'alimentation (PNNA), et la mise en œuvre des comités régionaux de nutrition et d'alimentation (CRNA). Cet élan nous offre d'importantes possibilités de renforcer la nutrition. La vision 2015 pour le PNNA semble réaliste et réalisable pour moi ».
Himeda Makhlof, Ph.D, chef adjoint du Centre national de nutrition et de technologie alimentaire (CNNTA), Tchad

Perspectives

Comme indiqué tout au long de l'Évaluation globale et indépendante (ICE) du Mouvement SUN et les réponses qui en ont découlé en provenance des pays, la prochaine phase du Mouvement SUN doit de manière cruciale, souligner la traduction de l'engagement politique en augmentation de ressources et en renforcement d'interventions étendues pour un impact immédiat et des transformations durables.

Ce sera un défi majeur pour le Réseau de Pays SUN et même l'ensemble du Mouvement SUN en perspective, notamment lorsque les connaissances et l'expérience collective des pays devront être mieux utilisées et partagées. Le Réseau de Pays SUN a contribué à faciliter un échange de connaissances riche et concerté en utilisant le Mouvement SUN comme sa base de partage et d'apprentissage. Guidé par cet échange, l'orientation et le soutien plus pratiques doivent être générés pour aider à informer les trajectoires sur lesquelles les pays s'engagent.

Le Mouvement SUN continuera à soutenir les Points focaux SUN des gouvernements dans leurs efforts pour catalyser et coordonner les progrès des pays. Les rôles et responsabilités seront définis dans la nouvelle feuille de route du Mouvement SUN 2016 - 2020, en tirant parti de la richesse des connaissances existantes et de l'expérience acquise au sein du Mouvement.

Sur la base des demandes de soutien du Réseau de Pays SUN, trois *Communautés de pratique thématiques* ont évolué tout au long de 2015 pour assurer l'accès aisé aux bonnes pratiques, aux connaissances et au soutien technique.

« Les communautés de pratique pour le renforcement de la nutrition sont des groupes de personnes ayant des intérêts communs, qui se réunissent en personne ou en ligne pour des récits de faits, le partage et les discussions sur les problèmes et possibilités de les résoudre, ainsi que pour discuter des meilleures pratiques et parler des leçons apprises et des innovations pour combler les lacunes » – définition convenue en juin 2015, lors d'une réunion avec les prestataires de services du Mouvement SUN. Tirée de (Wenger, 1998 ; Wenger et Snyder, 1999)

1. Gestion de la politique et du cycle budgétaire – de la planification à la comptabilisation des résultats⁵

Soutenir les efforts déployés par les gouvernements et leurs partenaires pour planifier, chiffrer et mettre en œuvre des actions alignées en vue d'une meilleure nutrition, sera une thématique clé en 2016. Avec la direction des Points focaux SUN des gouvernements, cette *communauté de pratique Mouvement SUN* aidera à guider les efforts coordonnés des parties prenantes et à soutenir la mobilisation des ressources pour combler les lacunes et rendre les résultats durables.

2. Mobilisation sociale, plaidoyer et communication (SMAC)

Cette *communauté de pratique Mouvement SUN* continuera à soutenir les efforts multi-acteurs de SMAC pour plaider auprès des décideurs politiques, stimuler les journalistes et les parlementaires à jouer le rôle de champion de la nutrition et faire pénétrer les messages de la nutrition dans différents secteurs de la société. En 2016, à travers le partage des bonnes pratiques à l'échelle du Mouvement SUN et l'accès au soutien technique, le Réseau de Pays SUN peut continuer à soutenir le plaidoyer et la communication durables qui sont restés les principales forces du Mouvement SUN à ce jour.

3. Capacités fonctionnelles pour un renforcement efficace et coordonné de la nutrition en pratique

Les principaux domaines de progrès dans l'année à venir se concentreront sur les attitudes et les comportements spécifiques qui sont nécessaires pour guider l'engagement multi-acteur. Le défi de coordonner les parties prenantes de différents secteurs focalisera l'attention ainsi que les compétences et attributs clés de leadership nécessaires pour renforcer la confiance, favoriser un environnement transparent et de collaboration et partager les connaissances – Ce sera des piliers de soutien au Réseau de Pays SUN.

À travers ces *communautés de pratique Mouvement SUN*, les réunions du Réseau de Pays SUN, les possibilités d'apprentissage croisé pro-actif et les outils innovants de transfert de connaissances, le Réseau de Pays SUN continuera de faciliter l'action multisectorielle multi-acteur tout au long de 2016 – tout en reconnaissant que tout le monde a un rôle à jouer.

⁵ Remarque : tout au long de 2014 - 15, un autre *communauté de pratique* était en place et était focalisée sur le suivi fiable de progrès, l'évaluation des résultats et la démonstration des résultats de la nutrition. Elle a été intégrée à la première *communauté de pratique* afin de mieux saisir les éléments du cycle de planification.

Le paysage global de la nutrition

Tout au long de 2014 - 15, il y a eu une attention sans précédent sur la nutrition et plusieurs initiatives clés ont contribué à renforcer les progrès déjà remarquables dans les Pays SUN. En novembre 2014, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont dirigé la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2), qui a attiré l'attention mondiale sur la nutrition. Lors de la CIN 2, le Rapport mondial sur la nutrition (RMN) a été officiellement lancé, renouvelant ainsi l'accent sur le plaidoyer basé sur les données probantes. En avril 2015, le fonds de financement de la nutrition Power of Nutrition a été lancé, permettant ainsi de débloquer jusqu'à un (1) milliard de dollars US de nouveaux fonds privés et publics. En juin, la Fondation Bill et Melinda Gates a annoncé 776 millions de dollars US de nouveaux financements pour la nutrition. Le mois suivant, lors de la Conférence pour le financement du développement en Éthiopie, la Banque mondiale et Results 4 Development ont lancé leur évaluation selon laquelle 42 milliards de dollars US de financement supplémentaire sont nécessaires pour les 37 pays avec la plus forte charge pour atteindre l'objectif global de réduction du retard de croissance, au cours des 10 prochaines années. Le Roi du Lesotho en tant que Champion officiel de la nutrition de l'Union africaine (UA) a également saisi l'occasion de la conférence pour lancer la Stratégie de nutrition de l'UA.

L'énergie libérée par ces initiatives clés continuera à jouer un rôle essentiel pour façonner le paysage de la nutrition, galvaniser l'élan et transformer les résultats au cours de l'année à venir. Il existe plusieurs initiatives ayant un impact sur le paysage de la nutrition et la liste ci-dessous est loin d'être exhaustive.

La deuxième Conférence internationale sur la nutrition

La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2) était une réunion intergouvernementale de haut niveau qui a attiré l'attention mondiale sur la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes. Plus de 2 200 participants ont assisté à la réunion, y compris des représentants de plus de 170 gouvernements, 150 représentants de la société civile et près de 100 personnalités du Secteur privé. Les deux principaux documents finaux à savoir la *Déclaration de Rome sur la nutrition et le Cadre d'action pour la nutrition* ont été approuvés par les gouvernements participants à la conférence, engageant les dirigeants mondiaux à établir des politiques nationales visant à éradiquer la malnutrition et à transformer des systèmes alimentaires afin de rendre des régimes alimentaires nutritifs accessibles à tous. Tout au long de 2015, le suivi de la CIN 2 a eu lieu avec d'autres discussions à travers les réunions pertinentes du Conseil exécutif de la FAO et de l'OMS, le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale. Il a également eu lieu par l'intermédiaire des comités liés à l'Assemblée générale de l'ONU. Ces interactions aident à définir des mécanismes de redevabilité et à soutenir la mise en œuvre des décisions clés qui sont définies dans la *Déclaration de Rome*.

Comité sur la sécurité alimentaire mondiale et le Groupe de haut niveau d'experts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est une plate-forme internationale et intergouvernementale inclusive permettant de faire travailler toutes les parties prenantes ensemble et de manière coordonnée pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous. Le Groupe de haut niveau d'experts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (HLPE) était créé en 2010 comme l'interface science-politique du CSA de l'ONU. Le HLPE vise à améliorer la robustesse de l'élaboration des politiques en fournissant des analyses et de conseils indépendants sur la base des données probantes à la demande du CSA. La Déclaration de la CIN 2 interpelle le système des Nations unies, y compris le CSA à travailler plus efficacement ensemble pour soutenir les efforts nationaux et régionaux, le cas échéant, et renforcer la coopération internationale et l'aide au développement pour accélérer les progrès dans la lutte contre la malnutrition. Ce sera l'occasion d'accélérer les travaux du CSA sur la nutrition à partir de sa 42^e session dès octobre 2015.

Les objectifs de développement durable et l'Agenda de développement de l'après-2015

Le contexte global de la nutrition en 2015 est marqué par les négociations dans le cadre de l'Agenda de développement de l'après-2015, qui culmineront en un sommet de l'ONU à New York du 25 au 27 septembre. En perspective au sommet, une série de négociations a eu lieu à New York, où les Points focaux SUN des gouvernements ont été encouragés à s'engager avec leurs liaisons auprès de leurs représentants permanents de pays à New York. Au-delà des buts et des objectifs spécifiques de l'Agenda de développement de l'après 2015, les « moyens d'exécution » des objectifs sont indispensables et seront soumis aux négociations. La Conférence internationale sur le financement du développement du 13 au 16 juillet à Addis-Abeba a été une étape importante avec l'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba et un précurseur aux discussions et négociations politiques à New York.

Nutrition pour la croissance

La manifestation de haut niveau de la nutrition pour la croissance (N4G) (2013) a conduit à un engagement mondial sans précédent pour lutter contre la sous-nutrition en aidant à combattre la faim et la malnutrition dans le monde, à sauver la vie d'au moins 1,7 million d'enfants et à investir plus de 23 milliards de dollars US. Les signataires du Pacte mondial de la nutrition pour la croissance (N4G) se sont engagés à veiller à ce qu'un cadre soit en place à la fois au niveau de pays et au niveau international afin de rendre les données facilement disponibles pour les citoyens et les parties prenantes et de suivre ouvertement les progrès réalisés par rapports aux engagements pris. Le décor est planté pour que l'attention du monde se tourne une fois de plus vers la nutrition comme des leaders mondiaux conviennent de se réunir au Brésil à Rio de Janeiro à l'occasion des Jeux olympiques d'été de 2016.

Monter le dossier de l'investissement et des nouveaux financements

Les efforts globaux importants se sont inspirés des initiatives des Pays SUN qui ont analysé leurs budgets nationaux, pour estimer le coût supplémentaire d'atteindre les objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé dans les 37 pays les plus touchés. Il est estimé que l'investissement total nécessaire pour le renforcement d'un ensemble d'interventions avérées à fort impact pour lutter contre le retard de croissance est 49,6 milliards de dollars US au cours des 10 prochaines années. Atteindre l'objectif global nécessitera une intensification de l'engagement des pays et des donateurs, ainsi qu'une priorisation et harmonisation globale des investissements en matière de nutrition. L'écart de financement qui existe actuellement peut être fermé par un effort coordonné visant à mobiliser des ressources supplémentaires auprès des gouvernements nationaux, de l'assistance des donateurs traditionnels et de nouveaux mécanismes de financement innovants.

En avril 2015, le fonds de financement de la nutrition Power of Nutrition a été lancé, permettant ainsi de débloquer jusqu'à un (1) milliard de dollars US de nouveaux fonds privés et publics. En juin, la Fondation Bill et Melinda Gates a annoncé 776 millions de dollars US de nouveaux financements pour la nutrition. En juillet, le Global Financing Facility (Mécanisme de financement mondial) à l'appui de Chaque femme, chaque enfant a annoncé que 12 milliards de dollars US en financements nationaux et internationaux, publics et privés ont été mobilisés pour accélérer les progrès dans la santé des femmes et des enfants.

Défi Faim Zéro

Le Défi Faim Zéro est un appel à l'action-basé sur la vision du Secrétaire général de l'ONU d'un monde sans faim. Il encourage les décideurs à concentrer davantage leur attention sur la faim, la nutrition et l'agriculture durable. Il vise à mettre en place une base d'intérêt pour éclairer davantage sur le caractère crucial des questions alimentaires et nutritionnelles. Le Défi Faim Zéro ne dispose actuellement d'aucune architecture explicite ; c'est une vision et une balise de guidage pour l'engagement et le leadership de haut niveau et les pays s'attaquent aux défis à travers leurs propres approches qu'ils dirigent eux-mêmes, telles que le lancement de plans nationaux ou l'alignement des programmes pré-existants sur la vision et les éléments du Défi. Un des centres d'intérêt clés du Défi Faim Zéro est le retard de croissance. Le Mouvement SUN est l'un des efforts les plus tangibles et spécifiques pour réaliser le Défi Faim Zéro, ainsi que pour résoudre d'autres questions de nutrition qui sont transversales à tous les éléments du Défi.

Stratégie de nutrition de l'Union africaine

Le 13 juillet, la Commission de l'Union africaine a lancé la Stratégie régionale africaine de la nutrition (SRNA 2016 - 2025), une feuille de route continentale pour améliorer et promouvoir la nutrition en Afrique. La stratégie intègre les préoccupations nutritionnelles émergentes et fixe des objectifs clairs parmi lesquelles la réalisation d'une réduction de 40 pour cent du retard de croissance et la réduction de 5 pour cent de l'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans d'ici 2025. La Commission a organisé en collaboration avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'UNICEF ; un événement parallèle dans le cadre de la troisième Conférence sur le financement du développement tenue à Addis-Abeba pour préconiser un investissement accru dans la nutrition afin de « mettre fin à toutes les formes de malnutrition », comme énoncé dans les Objectifs de développement durables 2015 (ODD).

Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDAA)

En Afrique, les efforts visant à renforcer la contribution du secteur de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté sont galvanisés par le Cadre de la sécurité alimentaire en Afrique du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDAA), un programme du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). La plupart des plans nationaux pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (NAFSIP) du PDAA ont été préparés et incluent des objectifs nutritionnels ; mais des actions coordonnées restent essentielles pour assurer la sécurité nutritionnelle. Cet écart est abordé par l'initiative du NEPAD pour le renforcement des capacités pour traiter des questions de nutrition dans la formulation et la mise en œuvre des plans nationaux pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Le Rapport mondial sur la nutrition

Le Rapport mondial sur la nutrition a comblé avec succès un écart crucial dans le suivi et la redevabilité pour la nutrition. Présentation des tendances et des progrès couplée avec des études de cas – Il s'agit désormais d'un outil de plaidoyer essentiel pour la communauté de la nutrition. Il a contribué à fournir un aperçu global de l'état de la nutrition qui fait autorité à la fois à l'échelle nationale et globale avec un examen et une analyse des données pour interpréter les progrès vers la réduction de la malnutrition en général et vers des objectifs consensuels de l'Assemblée mondiale de la santé et du Pacte de la nutrition pour la croissance. Le Secrétariat du Mouvement SUN et les réseaux Mouvement SUN ont soutenu le développement du rapport, notamment en facilitant le suivi des progrès par rapport aux engagements pris dans le cadre du Pacte de la nutrition pour la croissance en 2014 et avec l'analyse de l'allocation des ressources nationales en 2015.

Transformations de pays

Messages clés

- 2015 est le tournant où la force de galvanisation du Mouvement SUN, doit maintenant transformer des vies
- Les transformations institutionnelles sont fondamentales pour un renforcement effectif et sont au cœur des objectifs stratégiques du Mouvement SUN
- De nombreux Pays SUN tels que le Bénin, le Cambodge, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Kirghizistan, le Malawi, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe⁶ rapportent des baisses significatives dans le retard de croissance, mais il ne faut pas dormir sur les lauriers
- La réalité de l'estimation du coût du renforcement des allocations pour les approches contribuant à la nutrition ainsi que pour les approches spécifiques à la nutrition est problématique, mais les Pays SUN prèchent par l'exemple

“ Notre expérience dans le renforcement de la nutrition nous donne l'assurance que la réduction de moitié de la malnutrition globale et son éradication au bout du compte sont à notre portée et que nous en avons les moyens. ”

Président de la République-Unie de Tanzanie,
Son Excellence **Jakaya Mrisho Kikwete**

Aperçu

Ce chapitre se penche sur les transformations qui ont lieu dans les pays à travers le Mouvement SUN. Il puise dans les expériences des Pays SUN et la façon dont les gouvernements nationaux travaillent avec la société civile, les donateurs, le secteur privé, les agences des Nations unies entre autres pour revigorer l'engagement, accroître la coordination, la cohérence des plans et des ressources et mener des actions pour améliorer la nutrition.

Inspiré de l'exercice d'autoévaluation Mouvement SUN de 2015 qui examine la période allant de mai 2014 à mai 2015, des réunions du Réseau de Pays SUN, des échanges de pays à pays, des communications bilatérales et des *communautés de pratique*, ce chapitre distille d'importantes transformations qui ont lieu telle que mesurée par rapport aux objectifs stratégiques du Mouvement SUN. 43 pays⁷ dans le Mouvement SUN ont entrepris l'exercice d'autoévaluation en 2015. Les 12 pays restants ont été évalués par le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) et validés par les pays.

Les résultats de l'exercice et les progrès signalés par les Pays SUN tout au long de 2014 - 15, montrent que le fort sentiment de communauté cultivé par le Mouvement, est palpable. Diverses parties prenantes de la nutrition s'unissent de plus en plus sur les objectifs communs et l'ampleur de l'enthousiasme et de l'énergie pour améliorer la nutrition n'a jamais été aussi tangible. 2015 est le tournant où la force de galvanisation du Mouvement SUN, doit maintenant transformer des vies.

L'impact se situe au cœur du Mouvement SUN, mais les indicateurs de nutrition seuls ne suffisent pas. Au sein du Mouvement SUN, un élan véritable des Pays SUN est pris, visant à comprendre et à communiquer comment les systèmes efficaces soutiennent l'éradication de la malnutrition. Cet élan pour mettre en place un environnement propice est crucial pour le Mouvement SUN. Les Pays SUN démontrent comment rassembler diverses parties prenantes, quelles lois et politiques soutiennent l'amélioration de la nutrition, de plus en plus comment mieux aligner les actions et la façon de financer plus efficacement les transformations de la nutrition. Ces éléments constituent les fondements des objectifs stratégiques du Mouvement SUN.

⁶ Les progrès enregistrés dans les Pays SUN cités ci-dessus ont été validés par le Groupe conjoint UNICEF, OMS et Banque mondiale pour les estimations sur la malnutrition.

⁷ Voir annexe : Suivi des progrès dans le Mouvement SUN - 2015 pour de plus amples informations sur le processus de suivi. Voir Profils de pays pour les informations individuelles de progrès des pays.

Objectif stratégique 1 : Engagement politique soutenu et établissement de plates-formes multi-acteurs fonctionnelles

Création d'un environnement politique favorable, avec un leadership fort dans le pays, et un espace partagé (des plateformes multi-acteurs) où les différents secteurs et parties prenantes alignent leurs activités et se rendent mutuellement redevables du renforcement de la nutrition

Objectif stratégique 2 : Approbation des politiques nationales de la nutrition qui intègrent les meilleures pratiques

Mise en place et adoption de politiques qui intègrent les meilleures pratiques pour le renforcement des interventions à efficacité avérée, y compris, l'adoption de lois, avec un accent particulier sur les intérêts et les besoins des femmes, compte tenu de leurs multiples rôles au sein de la société

Objectif stratégique 3 : Alignement des actions entre les secteurs et entre les parties prenantes

Alignement et mise en œuvre effective des actions autour de plans nationaux de haute qualité bien chiffrés sur la base de cadres de résultats convenus et redevabilité mutuelle entre les parties prenantes

Objectif stratégique 4 : Ressources accrues pour la nutrition et démonstration de résultats

Mobilisation des ressources financières accrues pour la mise en œuvre des plans de multiples secteurs et parties prenantes d'une manière cohérente et alignée, et démonstration de résultats.

Depuis sa création en 2010, le Mouvement SUN a contribué à créer un espace pour l'interaction entre les Pays SUN et un ensemble plus diversifié de parties prenantes, reflétant la diversité des approches nécessaires pour lutter contre la malnutrition.

Des mouvements nationaux forts ayant émergé, se servent de leur propre approche de pays et mettent en place les systèmes qui leur permettront de répondre de manière effective à leurs défis uniques. Il n'existe pas d'approche standard. Pour répondre à leurs défis, les parties prenantes se sont organisées en réseaux de soutien qui incluent généralement la société civile, le système des Nations unies, les donateurs et le secteur privé en collaboration avec les gouvernements à travers une plate-forme multi-acteur (MSP).

De plus en plus, les Pays SUN mènent leur plaidoyer auprès des groupes tels que les parlementaires, journalistes, scientifiques et universitaires dans le but de créer un environnement propice nécessaire pour une lutte globale contre la malnutrition.

La réalité de l'estimation du coût de l'extension des allocations pour les approches contribuant à la nutrition ainsi que pour les approches spécifiques à la nutrition est problématique, mais les Pays SUN prêchent par l'exemple. 30 Pays SUN ont analysé les allocations pertinentes pour la nutrition à travers leurs budgets gouvernementaux entiers, en les classant dans des catégories spécifiques à la nutrition et contribuant à la nutrition, et en attribuant des mesures en termes de niveau de pertinence pour la nutrition. Dans une série de quatre ateliers régionaux en Thaïlande, en Ouganda, au Guatemala et en Côte d'Ivoire, ils se sont réunis en délégations multi-acteurs dans une première étape pour mener à bien ce travail en tant que mouvement et partager leurs expériences.

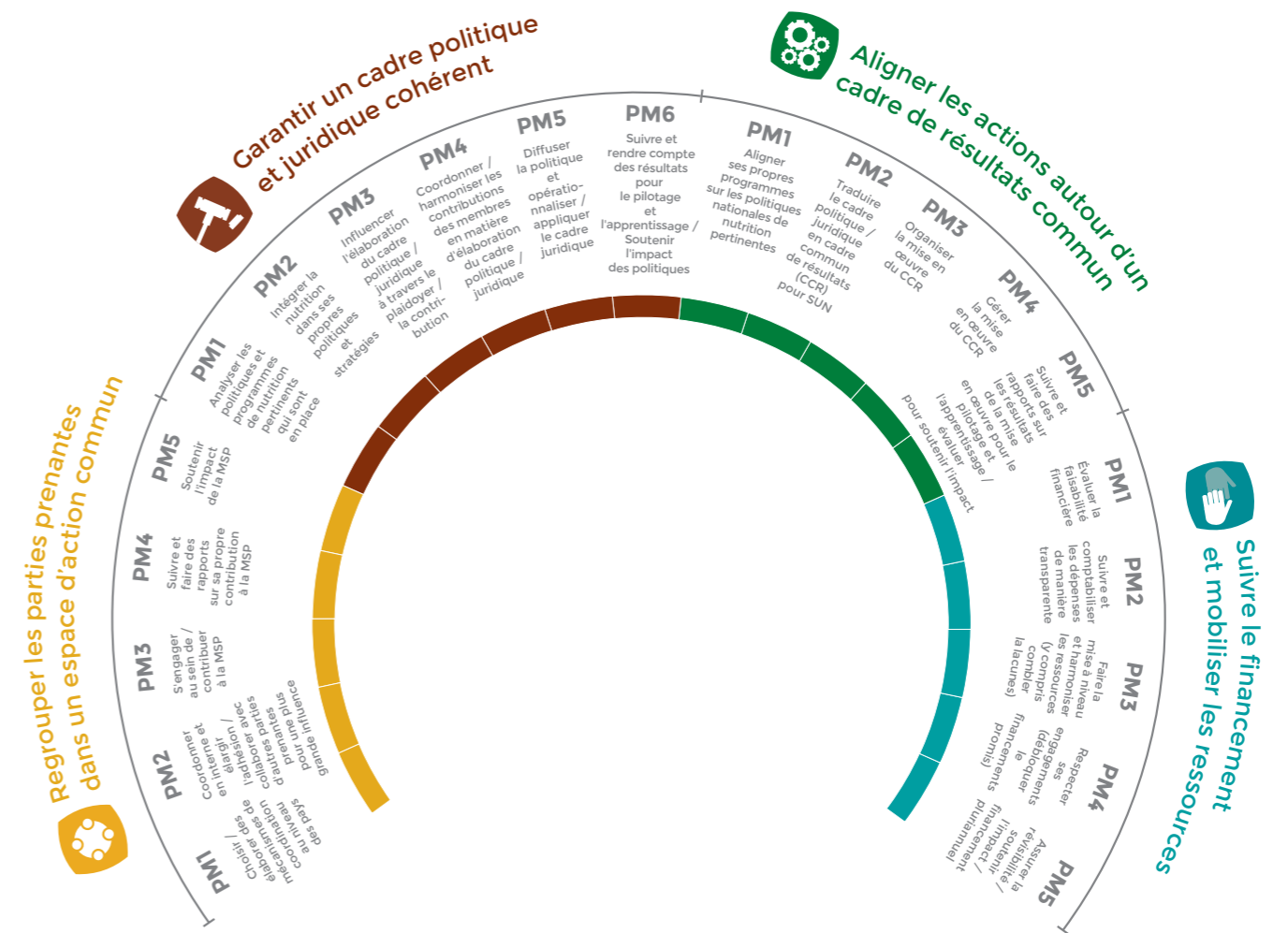
Informée par les efforts des Pays SUN, lors de la *Conférence sur le financement du développement* à Addis-Abeba, en Éthiopie, la communauté mondiale de la nutrition a estimé qu'un montant supplémentaire de 49,6 milliards de dollars US en plus du financement actuel pour la nutrition est nécessaire pour atteindre la cible de l'Assemblée mondiale de la Santé pour le retard de croissance. Il est clair que l'engagement et la prise de conscience que le Mouvement SUN a activé, devront relever ce défi.

Les quatre sections du Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN suivantes examinent les progrès réalisés dans les Pays SUN et analysent les tendances émergentes à mesure que les pays cherchent à façonner l'avenir de la nutrition. En mettant en lumière les évolutions clés, en extrayant les études de cas de pays et en mettant l'accent sur des idées des parties prenantes de pays et de réseau, le rapport vise à encadrer la façon dont ces processus soutiennent un changement efficace.

Les progrès documentés dans ce rapport puisent dans le cadre de suivi-évaluation du Mouvement SUN développé en 2013. Il évalue les progrès en mesurant comment les pays et réseaux Mouvement SUN adaptent leurs comportements pour réaliser les quatre objectifs stratégiques. Le suivi des progrès dans le Mouvement SUN en se servant des auto-évaluations par pays permet aux plates-formes nationales multi-acteurs d'évaluer – et d'améliorer - leur efficacité. Les Pays SUN rapportent que le processus d'auto-évaluation aide les parties prenantes nationales à réfléchir sur les progrès collectifs, à définir les moyens d'améliorer en continu leurs contributions et à être mutuellement responsables de leurs actes.

En 2016 et au-delà, le principe de responsabilité devra être renforcé dans l'ensemble du Mouvement SUN, avec des rôles et des responsabilités clairement articulés. Le Rapport mondial sur la nutrition (RMN) soutiendra cette orientation et continuera à jouer un rôle essentiel dans le suivi de l'impact des actions.

Les quatre processus du Mouvement SUN et les marqueurs de progrès connexes



2.1 Objectif stratégique 1 : Progrès vers le maintien de l'engagement politique et mise en place des plates-formes multi-acteurs fonctionnelles

Messages clés

- Les Pays SUN prouvent que l'engagement politique est une étape critique pour galvaniser l'action concertée
- À mesure que les pays se joignent au Mouvement SUN, les efforts multisectoriels sont catalysés
- Les plates-formes multi-acteurs élargissent leur adhésion, dirigent un engagement plus profond et soutiennent l'impact
- De plus en plus d'efforts concertés sont mis en œuvre pour engager des universitaires, des parlementaires, le secteur privé, des médias, des chefs traditionnels et religieux
- Les pays décentralisent de plus en plus leur engagement pour le renforcement de la nutrition
- L'apprentissage, le partage et le renforcement des capacités et des compétences clés seront cruciaux pour le maintien de l'engagement multi-acteur

“ Les plates-formes multi-acteurs (MSP) augmentent la visibilité de la nutrition et la sensibilisation des populations sur son importance. Tout d'abord, si des parlementaires et des partenaires non gouvernementaux sont présents dans la MSP, ils peuvent stimuler le débat public et influencer l'agenda des différents partis politiques. En plus, quand on y retrouve des partenaires au développement et le secteur privé, les possibilités de mobiliser des ressources financières et techniques pour la nutrition s'accroissent. Les MSP sont des espaces d'échange d'expériences et d'apprentissage des leçons. Elles peuvent faciliter l'échange d'informations, la transparence de l'action et la redevabilité mutuelle. ”

David Nabarro, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et Coordonnateur du Mouvement SUN

Aperçu

Tout au long de 2014 - 15, les Pays SUN continuaient à prouver que l'engagement politique de haut niveau est un ingrédient essentiel pour la galvanisation de l'action concertée entre les ministères clés, encourageant la coordination et élevant le profil de la nutrition dans l'agenda politique.

Cet environnement politique est la mécanique de coulisses qui aide à diriger les politiques, programmes et interventions de nutrition. Le leadership se révèle être un fondement essentiel pour la création de l'espace politique où les Points focaux SUN des gouvernements, soutenus par les MSP nationales, peuvent procéder à leurs actions et réaliser des progrès.

Grâce à des efforts pour créer des espaces partagés – où les responsables gouvernementaux et les parties prenantes collaborent – les Pays SUN rapportent une intensification de l'alignement, des partenariats plus solides et une approche commune à l'action.

L'Évaluation globale indépendante (ICE) a reconnu que le plaidoyer influent du Mouvement SUN a aidé à catapulter la nutrition à une position de profil élevé dans l'agenda global et à renforcer les efforts de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication au niveau des pays. L'ICE a également noté que les progrès du Mouvement SUN se reflètent dans la croissance rapide des mouvements SUN à l'échelle nationale.

Sur cette base, l'exercice d'autoévaluation 2015 montre que de grands progrès ont été réalisés dans un climat de confiance, de coordination de multiples parties prenantes et de diversification des partenariats. Cependant plus de travail est nécessaire pour traduire cette bonne volonté en action concrète – tels que l'amélioration des systèmes de mise en œuvre, l'alignement des efforts, le suivi des progrès et la démonstration de réalisations.



Réalisations et résultats

Des présidents, premiers ministres, premières dames et principaux ministres ont mené des événements de nutrition de haut niveau dans 34 Pays SUN tout au long de 2014 - 15. Ces engagements ont donné l'occasion de lancer des plans nationaux de nutrition, encourager les engagements, créer la sensibilisation de masse à travers les médias et unir les parties prenantes.

Un engagement politique de haut niveau dans les Pays SUN soutient la coordination entre les ministères de gouvernement et contribue à donner aux acteurs de plaidoyer une fenêtre d'opportunité pour entrer dans un débat constructif et forger des partenariats fructueux. Le Point focal de gouvernement SUN joue un rôle fondamental dans la conversion de cet engagement en partenariats multi-acteurs efficaces pour la nutrition, d'autant qu'il collabore avec les ministères concernés, la société civile, le secteur privé, les donateurs et les agences des Nations unies.

Les champions de la nutrition de haut niveau désignés par les Pays SUN, de tous les horizons de la vie et qui ont la puissance, le charisme, l'intelligence et la passion, ont été identifiés et font entendre leur voix dans 30 Pays SUN. Ces personnalités sont membres de parlement, leaders d'opinion, premières dames, présidents, premiers ministres, célébrités et des acteurs de plaidoyer de grande envergure et sont à la tête de réseaux leur permettant de gagner les cœurs et les esprits.

Instantanés des champions de la nutrition de haut niveau au cours de moments nationaux de nutrition



Le Cambodge fait une déclaration multi-acteur et multisectorielle historique sur la nutrition

Le 3 mars 2015, la Conférence nationale sur la nutrition au Cambodge a été ouverte par S.E. le vice-premier Ministre Yim Chhay Ly. Les participants ont approuvé une déclaration sur la nutrition qui reconnaît les améliorations apportées et le trajet qui reste à parcourir. La Stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (2014 - 2018) mise en évidence dans la déclaration était lancée par le premier Ministre Hun Sen en 2014.



Colloque sur la nutrition au Kenya – intensification des engagements et intensification des actions

Le 18 février 2015, le gouvernement du Kenya a accueilli un symposium national sur la nutrition de deux jours à Nairobi sur « l'intensification des engagements pour le renforcement de la nutrition au Kenya ». L'invité d'honneur, la première Dame, Margaret Kenyatta, dans son nouveau rôle en tant que championne de la nutrition du pays, a salué les efforts consentis.

« Ce programme multisectoriel marque un tournant significatif dans l'approche du Kenya pour la lutte contre la malnutrition dans le pays. Le gouvernement du Kenya se félicite du fait que nos partenaires ont pris l'engagement de travailler ensemble pour aider à construire la résilience des communautés les plus vulnérables du Kenya ».

Margaret Kenyatta, première Dame du Kenya



La Sierra Leone réorganise son plan et poursuit la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous

Le 2 juillet 2015, le vice-Président de la Sierra Leone, Victor Bockarie Foh, a lancé la Mise en œuvre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNSI).

« Notre adhésion au Mouvement global pour le renforcement de la nutrition depuis les deux dernières années nous a permis de réaliser des avancées considérables. Nos plans de renforcement de la nutrition suivaient bien leur cours jusqu'à l'année dernière, lorsque le virus Ebola a frappé, avec son lourd tribut sur toutes les facettes de la société, en particulier le secteur de la santé. Cependant, l'épidémie d'Ebola a seulement ralenti nos progrès. Elle n'a jamais anéanti notre détermination et notre engagement à bâtir une Sierra Leone saine et prospère. L'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle implique un engagement certain et nous poursuivrons nos efforts sans relâche, parce qu'il s'agit d'une dimension importante de notre développement économique et humain. Notre détermination à atteindre la prospérité doit donc être sans entrave »



Succès du premier forum national du Tchad sur la nutrition

Sous l'autorité du Président, le Premier ministre du Tchad a inauguré le premier forum national du pays sur la nutrition et l'alimentation à N'Djamena du 28 au 30 avril 2015. Les 350 délégués ont discuté des rôles et responsabilités dans la Politique nationale de nutrition et d'alimentation (PAINA) et ses plans d'actions intersectoriels pour la nutrition et l'alimentation (PNNA). 11 champions de la nutrition, y compris le ministre de la Santé ont été identifiés dans tous les secteurs et un réseau de scientifiques du Mouvement SUN au Tchad a été créé.

Comme les pays se joignent au Mouvement SUN et les efforts multisectoriels sont catalysés et diversifiés

L'exercice d'auto-évaluation Mouvement SUN 2015 montre que plus un pays met du temps dans le Mouvement SUN, plus forte est la coordination, l'efficacité et l'harmonisation de ses efforts. Pour les pays qui ont été membres du Mouvement SUN pendant quatre ans, il y a eu des progrès significatifs rapportés, ce qui démontre que l'approche de travail multi-acteur et multisectorielle devient la nouvelle norme.

Les Pays SUN rapportent des niveaux croissants d'engagement au sein de leurs plates-formes multi-acteurs, ce qui suggère que la participation au Mouvement SUN contribue à renforcer les partenariats nationaux. Les plates-formes multi-acteurs (MSP) se réunissent régulièrement, en se servant des réunions des réseaux de pays organisées par le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) tous les deux mois comme un moment clé pour la réflexion et le partage.

Les Pays SUN ont également indiqué l'augmentation des contributions de réseaux au sein de leurs MSP à mesure que leurs rôles et responsabilités deviennent plus clairs. Les MSP s'étendent également et se diversifient au sein du Mouvement, avec des efforts concertés pour engager le secteur privé, des parlementaires, des journalistes et des universitaires.

49 pays ont établi des plateformes Mouvement SUN qui réunissent les différents secteurs de gouvernement et d'autres parties prenantes. **27** MSP sont situées dans les instances de haut niveau, avec **14** au niveau du Premier ministre, **5** au niveau présidentiel et **1** comme organe indépendant. **13** sont dans les ministères clés, dont **11** dans le ministère de la Santé et **2** dans le ministère de l'Agriculture. **5** MSP sont dans les ministères transversaux dont **3** dans le ministère de la Planification et **2** dans le ministère du Développement. **4** autres sont basées dans des organismes indépendants. **28** MSP sont assistées par un Secrétariat. **22** pays ont établi des MSP au niveau du district, et **10** autres pays sont en train d'en faire autant.

Les coordinateurs des partenaires de développement ont été nommés dans **37** pays (la Banque mondiale est l'un des donateurs bilatéraux ou joue les deux rôles). L'ONU est impliquée dans les MSP dans la majorité des pays et le mécanisme REACH ONU apporte son soutien aux dix-sept pays. Au moins **39** pays ont établi des alliances de la société civile qui contribuent activement. Le Secteur privé est engagé dans les plates-formes de **29** pays, tandis que **10** pays ont établi des réseaux du Secteur privé **25** pays impliquent des scientifiques chevronnés dans leurs MSP. Certains Pays SUN travaillent pour formaliser de nouveaux réseaux et engagent davantage des différents publics pour atteindre les objectifs. **25** pays rapportent maintenant qu'ils engagent des parlementaires et au moins **10** sont activement engagés auprès des médias.

Gros plan sur les Pays SUN



Cameroun

Depuis 2013, un réseau de parlementaires pour la lutte contre la malnutrition est en place au Cameroun. Ce réseau a été baptisé « Racine de la vie », et compte aujourd'hui 49 membres qui travaillent pour le renforcement de la nutrition dans leurs activités de plaidoyer auprès des autorités et de sensibilisation des populations locales.

Le plan d'action 2015 du réseau est basé sur trois priorités : sensibiliser et encourager l'engagement de tous, renforcer l'activité gouvernementale et appliquer la législation existante sur la nutrition.

En partenariat avec l'UNICEF et le Réseau des journalistes amis de l'enfance (REJAE), les membres du Parlement ont organisé un séminaire de deux jours en mai 2005 avec d'autres membres de parlement et des personnalités des médias de huit pays africains. Des visites de terrain et une réunion d'échange à l'Assemblée nationale avec des entreprises alimentaires sur le suivi de la mise en œuvre de la législation régissant la commercialisation des substituts du lait maternel et l'enrichissement des aliments, aideront à finaliser le plan d'action.

© PAM / Sylvain Cherkaou



© Fondation Bill & Melinda Gates

République du Ghana

Le Ghana s'est joint au Mouvement SUN en mars 2011 et la Plate-forme académique Mouvement SUN pour le Ghana (Ghana Mouvement SUN Academic Platform) est active depuis 2013. La plate-forme est un réseau à but non lucratif de 10 chercheurs en nutrition de diverses universités avec une passion avérée pour la contribution à l'action au niveau national en vue du renforcement de la nutrition à l'échelle nationale. La plate-forme est un membre actif de la plate-forme multi-acteur (MSP) et permet l'utilisation des meilleures preuves disponibles pour garantir que les ministères, les agences et les départements concernés du gouvernement, ont les connaissances et les capacités nécessaires pour intégrer les objectifs et les stratégies de nutrition dans leurs plans de secteur.

Au niveau national, les membres ont joué un rôle dans la rédaction, la finalisation et la validation de la politique nationale de nutrition et les processus de renforcement des capacités institutionnelles. Au niveau mondial, la plate-forme travaille en collaboration avec les autres sociétés (Société africaine pour la nutrition, la Fédération des Sociétés Africaines de la Nutrition et l'Union internationale des sciences de la nutrition). Récemment, la plate-forme s'est mise en partenariat avec le réseau EVIDENT pour renforcer les capacités nationales de conduite des examens systématiques pour informer la formulation et l'application des politiques de nutrition. En perspective, la Plate-forme académique Mouvement SUN pour le Ghana vise à inspirer plus de plates-formes académiques de Pays SUN qui créeront des occasions de réseautage et de partage d'expériences entre les pays.

Instantanés sur le partage et l'apprentissage au sein du Mouvement SUN

Tout au long de 2014 - 15, les Pays SUN ont été confrontés aux défis liés au travail dans des partenariats efficaces, avec de multiples parties prenantes, alignés sur l'objectif d'amélioration de la nutrition.

Au cours de la 16^e réunion du Réseau de Pays SUN, la nécessité de mieux accéder à l'expertise technique de scientifiques de la nutrition et des universitaires d'une manière plus systématique a été exprimée. Les Pays SUN ont partagé leurs expériences de travail avec les institutions universitaires et scientifiques. Les universitaires et les scientifiques font partie de la plate-forme multi-acteur (MSP) dans la plupart des Pays SUN et au moins quatre pays ont établi des plates-formes académiques spécifiques. 14 Pays SUN ont rapporté qu'ils mettent en place des plates-formes académiques. Ces conversations ont été explorées avec la communauté scientifique et universitaire lors du Rassemblement global du Mouvement SUN 2014 et en 2015, des chercheurs clés à travers les Pays SUN ont été interrogés pour trouver des moyens d'accroître la sensibilisation sur le rôle essentiel que la communauté scientifique doit jouer dans la production de données pour les politiques et la pratique. En mai 2015, le SMS et EVIDENT ont organisé deux ateliers lors de la troisième Conférence de la fédération des sociétés africaines de la Nutrition (FANUS) à Arusha, en Tanzanie. Des perspectives et expériences ont été recueillies à partir du milieu de la recherche sur la meilleure façon de développer ce travail dans la prochaine phase du Mouvement SUN. Ces efforts servent de base pour un bulletin *Mouvement SUN en pratique récemment publié portant sur l'amélioration de l'accès à la science pour de meilleurs résultats*, qui inclut des expériences de l'Éthiopie, du Bénin, de la Tanzanie, du Ghana, du Pakistan et du Costa Rica. Cette initiative vise à partager les leçons sur la façon dont les Pays SUN intensifient la contribution de la science dans leurs objectifs nationaux de nutrition à travers le renforcement et la coordination des réseaux et des associations existantes.

Un exercice biennuel sur la prévention et la gestion des conflits d'intérêts (CI) à l'échelle du Mouvement, facilité par l'Observatoire social de Genève, a pris fin en février 2015, ce qui a encore cimenté le rôle des Principes Mouvement SUN d'engagement en tant que phare d'orientation essentiel. 15 Pays SUN ont pris part au processus au cours duquel une note de référence et une boîte à outil ont été élaborés pour aider à la prévention, l'identification, la gestion et le suivi des conflits d'intérêts dans le Mouvement SUN.

Au cours de la 18^e réunion du Réseau de Pays SUN mettant l'accent sur l'engagement du Secteur privé, 29 Pays SUN ont demandé un soutien supplémentaire pour l'établissement de réseaux du Secteur privé ou le renforcement des plates-formes existantes. En réponse aux demandes de soutien, le Réseau du secteur privé Mouvement SUN a également créé un *Guide d'engagement du Secteur privé*, qui est en cours de déploiement en anglais, français et espagnol à travers trois ateliers régionaux. Le Réseau du secteur privé Mouvement SUN a tenu son premier atelier régional en juin 2015, réunissant 19 Pays SUN d'Afrique orientale et australe, et plus de 120 participants.

Suite à cet échange, un atelier portant sur le thème : **Mettre l'accent sur l'engagement effectif pour le renforcement de la nutrition a eu lieu à Nairobi**, au Kenya, lequel atelier a donné lieu à l'examen des obstacles au renforcement des partenariats efficaces inspiré des enseignements tirés de l'exercice de construction d'un consensus entre les parties prenantes. Les participants se sont alignés sur les volets d'action essentiels convenus pour soutenir un engagement efficace et transparent pour renforcer la nutrition. Ces volets d'action étaient le renforcement de la confiance, le développement du leadership, l'appui à la transparence et le partage des connaissances.

Au cours de 2014, deux itinéraires d'apprentissage ont eu lieu au Pérou et au Sénégal réunissant 40 représentants des plates-formes nationales multi-acteurs de 14 Pays SUN d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Les Points focaux SUN des gouvernements, la société civile et le secteur privé ont collaboré dans les voyages prévus qui visaient à renforcer les capacités multi-acteurs dans la gestion des connaissances, l'apprentissage, le réseautage et la promotion de la coopération Sud-Sud.

Voir p. 67 pour un résumé détaillé de ces processus et de la façon dont les capacités fonctionnelles sont soutenues à travers le Mouvement SUN.

Mise en place d'une culture de partenariat efficace

Aperçu de Geraldine Murphy, directrice des partenariats du Secteur privé pour la nutrition à l'Alliance mondiale pour une meilleure nutrition (GAIN)

Partenariats avec le Secteur privé

Afin d'engager le Secteur privé à jouer un rôle véritablement significatif et constructif dans l'amélioration de la nutrition, trois éléments clés sont à prendre en considération.

Tout d'abord, nous pouvons prendre des mesures pour mieux comprendre le point de vue du Secteur privé. Cela signifie que dans les pourparlers avec le Secteur privé, il faut tenir compte de leur niveau de compréhension de la nutrition. Certaines entreprises, notamment dans le secteur alimentaire, ont une expertise et une sensibilisation aux questions de nutrition et veulent faire avancer la nutrition avec des partenaires d'autres secteurs. Mais pour d'autres entreprises, la nutrition peut n'être pas encore dans leurs visées, par conséquent, il faudrait les approcher avec des outils et un langage adéquat pour attirer leur attention sur l'importance de la nutrition. Il faut en arriver à l'essentiel.

Ensuite, il faut identifier un point d'entrée. Nous pouvons faire plus pour exprimer l'importance de la nutrition pour le Secteur privé, comme d'avoir une population active saine conduisant à une plus grande productivité ou de créer de nouveaux marchés pour des produits nutritifs. Bien qu'il nous soit souvent difficile de reconnaître les motivations de profit du Secteur privé, la réalité est que les entreprises ne s'engagent pour des actions dans le long terme que si elles perçoivent un argument commercial convaincant. Nous devons toutefois reconnaître que les bénéfices des entreprises et l'amélioration des résultats de nutrition ne sont pas opposés. Ils peuvent être atteints simultanément.

Enfin, nous avons besoin de communiquer clairement aux entreprises, la façon dont elles peuvent le mieux soutenir les objectifs nationaux de nutrition.

Le partenariat avec le Secteur privé est plus exigeant que de l'engager. Nous sommes conscients de l'ampleur des risques impliqués. Pourtant, l'exclusion pure et simple de tout partenariat ne va pas non plus sans inconvénient. Cela a pour implication un manque d'accès du gouvernement à l'expertise, la technologie et l'innovation que le Secteur privé peut apporter et cela signifie également que le gouvernement ne travaille pas efficacement avec les acteurs qui sont la source d'alimentation de la majorité des populations.

Il est possible de gérer soigneusement les risques impliqués dans l'engagement du Secteur privé. En particulier, en veillant à ce que les gouvernements obtiennent les conseils neutres et objectifs dont ils ont besoin pour être en mesure d'engager efficacement le Secteur privé.

Construire de meilleurs partenariats avec toutes les parties prenantes

Les partenariats sont essentiels pour atteindre les objectifs en matière de nutrition. Bien que tous les partenariats soient différents, il existe des moyens clés pour établir et maintenir des partenariats fructueux avec toutes les parties prenantes.

- **Il est important d'identifier clairement l'objectif du partenariat, ainsi que ce que chaque acteur recherche dans le partenariat. S'il n'y a pas d'incitations claires, ouvertes et transparentes pour chacun autour de la table, alors il s'ensuit un désengagement.**
- **Reconnaître les conflits d'intérêts et décider de l'approche de résolution dans le cadre du partenariat. Convenir d'un processus de résolution de problème dans le cadre du partenariat de sorte que tous les problèmes puissent être traités avec équité et sans parti pris.**
- **Garantir que les parties prenantes peuvent être tenus redevables de leurs contributions. Avoir un champion politique fort dont la participation est significative et peut aider en ce sens que cela renforce l'incitation à la redevabilité par toutes les parties prenantes.**
- **Garantir que les plates-formes multi-acteurs aient la bonne combinaison de personnes – dirigeants, visionnaires ainsi que les personnes ayant les compétences nécessaires pour transformer cette vision en réalité.**
- **Ne pas oublier la diffusion et la communication. La nutrition devrait être considérée comme une question fédératrice qui rassemble toutes les différentes parties prenantes dans un effort concerté. Continuer la sensibilisation est la clé.**

Et après ?

Comme indiqué dans l'ICE, le Mouvement SUN a connu beaucoup de succès en jetant un coup de projecteur sur la nutrition et l'approche multi-volets nécessaire pour l'améliorer. Pourtant démontrer l'impact est encore un travail en cours. En effet la collaboration n'est pas une fin en soi et les efforts de renforcement efficace des capacités des institutions et des individus seront cruciaux.

Les Points focaux SUN des gouvernements ont clairement indiqué que le manque de capacité technique, fonctionnelle et financière au sein des MSP nationales et locales limite leur efficacité. Comme les MSP dans les Pays SUN dirigent un engagement plus profond, décentralisent la sensibilisation et le plaidoyer et deviennent plus ambitieuses et inclusives, 2016 sera une année cruciale pour soutenir le développement des capacités fonctionnelles et techniques. Ce sont les blocs de construction pour la réalisation des transformations nécessaires pour l'éradication de la malnutrition.

La Stratégie et la Feuille de route du Mouvement SUN 2016 - 2020 permettront de saisir des façons novatrices, les capacités de construction et de définir les rôles et les responsabilités au sein du Mouvement plus large. En perspective, un défi majeur pour le Mouvement SUN sera également de soutenir et renforcer l'engagement politique. La société civile, y compris des parlementaires, des journalistes et des organisations non-gouvernementales (ONG) ont un rôle clé à jouer dans le maintien permanent de la nutrition à l'avant-garde et au centre des préoccupations fondamentales de développement. L'engagement continu et l'élan croissant sont plus nécessaires aujourd'hui que jamais.

La demande de compétences et de « savoir-faire » pour engager efficacement le secteur privé n'a jamais été aussi forte dans le Mouvement SUN. Mettre en place une culture de partenariat efficace, avec une forte approche de prévention et de gestion de ces conflits, aidera à orienter la façon dont les pays étendent leur sensibilisation et plaidoyer. De même, les efforts croissants de la société civile, des scientifiques et du milieu universitaire, des donateurs et d'agences des Nations unies mènent à un intérêt accru dans la façon de construire des partenariats productifs et résilients. Les Principes d'engagement Mouvement SUN fournissent une balise de guidage, mais des défis demeurent. Garantir que les MSP et les individus ont les capacités pour identifier et résoudre ces conflits, sera crucial pour les résultats à l'avenir.

La Communauté de pratique Mouvement SUN focalisée sur la gestion de la politique et du cycle budgétaire partagera ses expériences sur la façon dont le travail collectif de la planification, l'exécution et le suivi des actions, en partenariat, peut aider à renforcer une culture efficace de partenariat entre MSP. Le Mouvement cherchera à exploiter les enseignements tirés, pour le bénéfice de tous les Pays SUN, et à documenter les expériences des approches multisectorielles, multi-acteurs et multi-niveaux.

La Communauté de pratique Mouvement SUN focalisée sur la mobilisation sociale, le plaidoyer et la communication accroîtra son soutien pour s'assurer que les efforts de plaidoyer et de communication sont clairs, urgents et impérieux pour maintenir l'élan au niveau politique et pour présenter la nutrition comme une question fondamentale de la vie et du bien-être futurs – pour tous. Continuer à faire preuve d'ambition, de réussite et d'énergie libérée par le Mouvement SUN pour l'après-2015, renforcera l'unité et la détermination à l'avenir.

La Communauté de pratique Mouvement SUN focalisée sur les capacités fonctionnelles de coordination et de renforcement effectif de la nutrition est en cours tout au long de 2015. Ensemble, avec des universitaires clés, la société civile, des partenaires du secteur privé, les agences des Nations unies et les donateurs - la Communauté mettra l'accent sur les compétences clés et les attributs de leadership nécessaires pour renforcer la confiance, favoriser un environnement transparent et de collaboration et partager les connaissances. Le Rassemblement global du Mouvement SUN d'octobre 2015 sera un moment clé pour l'examen des approches qui ont jusque-là eu du succès et un regard en perspective.

2.2 Objectif stratégique 2 : Progrès vers l'approbation des politiques nationales de nutrition intégrant les meilleures pratiques

Messages clés

- Avoir en place, des politiques et plans adéquats fondés sur des preuves, conformément aux priorités nationales, peut montrer la voie
- Le droit à l'alimentation et à une nutrition adéquate sous-tend le Mouvement SUN
- Le plaidoyer en faveur de politiques et législations nationales s'est fortement intensifié en 2015 de même que les efforts visant à diffuser et à opérationnaliser les politiques
- Les Pays SUN mènent de plus en plus le suivi et le reporting des résultats pour un partage et un apprentissage effectifs à travers le mouvement
- Les Pays SUN actualisent leurs politiques en matière de nutrition, intègrent des résultats des approches contribuant à la nutrition dans les politiques multisectorielles et établissent des processus juridiques et institutionnels en reconnaissant que la nutrition est l'affaire de tous
- L'autonomisation des femmes et l'équité sont la clé

“ Nous ne pouvons réussir, sauf si nous intégrons les dimensions sexospécifiques de la nutrition et de l'importance de l'autonomisation des femmes et de leur rôle absolument essentiel à ce mouvement. ”

Mary Robinson, Présidente de la Fondation Mary Robinson - Justice Climatique (MRFCJ) et Envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs de l'Afrique, Groupe principal du Mouvement SUN, lors du Rassemblement global du Mouvement SUN 2014

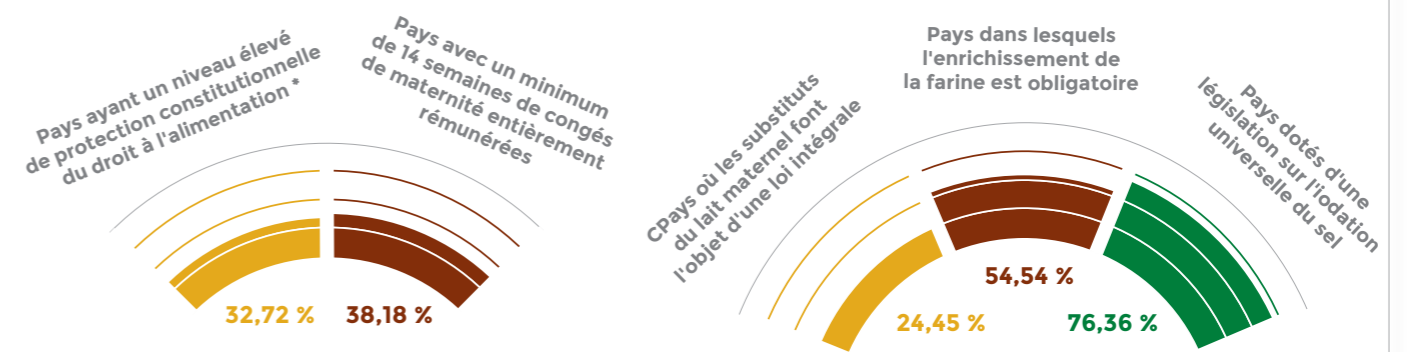
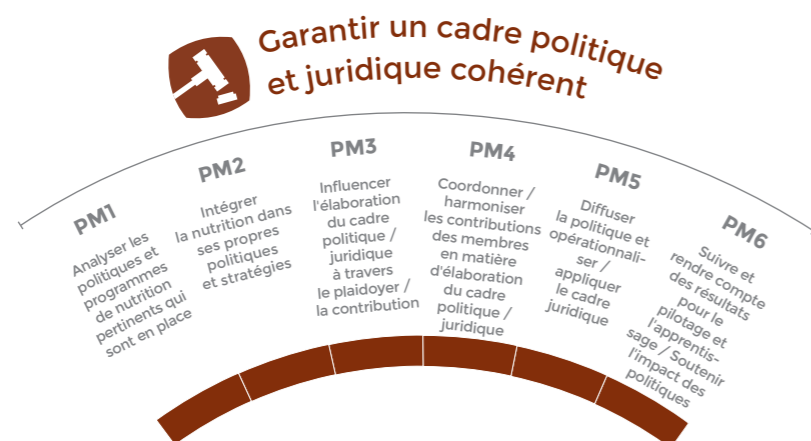
Aperçu

Tout au long de 2014 - 15, les Pays SUN continuaient d'établir, mettre à jour et approuver les politiques qui intègrent les meilleures pratiques pour l'intensification des interventions de nutrition à efficacité avérée. Il s'agissait d'adoption de lois, avec un accent sur les femmes et les filles, en notant leur importance centrale en tant qu'agents du changement.

Les politiques, lois et institutions ont un rôle clé à jouer dans la mise en œuvre et le renforcement des interventions efficaces de nutrition. Grâce à son approche participative, l'exercice d'auto-évaluation du Mouvement SUN 2015 a stimulé la réflexion entre les parties prenantes sur la façon dont elles peuvent renforcer l'action coordonnée sur la nutrition.

En 2015, les Pays SUN ont rapporté d'importants progrès dans l'élaboration d'un cadre juridique et politique cohérent qui permette une gouvernance efficace pour le renforcement de la nutrition en ligne avec les objectifs de gouvernement. Les Pays SUN ont de plus en plus diffusé et communiqué des politiques, soutenus par des stratégies de plaidoyer. Ils ont également rapporté plusieurs mécanismes en place pour opérationnaliser et appliquer des lois telles que le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, le congé de maternité, l'enrichissement des aliments, le droit à l'alimentation, l'iодation du sel et le Codex Alimentarius, entre autres.

Les Pays SUN rapportent que de tels cadres contribuent à réduire les chevauchements et améliorer la responsabilité. De plus en plus, les Pays SUN démontrent que disposer de politiques et de plans fondés sur des preuves en place peut aider à guider l'élan politique et la bonne volonté qui existe pour améliorer la nutrition dans les Pays SUN.



*Remarque : Ce sont les constitutions qui contiennent des dispositions explicites relatives au droit à l'alimentation ; OU ce sont des constitutions qui protègent le droit à l'alimentation, implicitement, par des dispositions plus larges portant sur le droit à un niveau de vie suffisant, ainsi que par des dispositions relatives soit à la sécurité sociale soit aux droits des travailleurs - ou les deux, de façon cumulative, offrant un degré élevé.

Réalisations et résultats

L'exercice d'auto-évaluation Mouvement SUN 2015 révèle que, plus les pays sont anciens dans le Mouvement SUN, plus ils sont capables d'établir des politiques et législations sur la nutrition fondées sur des preuves qui soutiennent la mise en œuvre. Les Pays SUN actualisent leurs politiques en matière de nutrition, intègrent des résultats des approches contribuant à la nutrition dans les politiques multisectorielles et établissent des processus juridiques et institutionnels en reconnaissant que la nutrition est l'affaire de tous

Le progrès le plus remarquable en 2015 est la mesure dans laquelle les pays rapportent l'amélioration progressive de la diffusion et l'opérationnalisation de leurs politiques et plans. Il est clair que les stratégies de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication (SMAC) jouent un rôle de soutien dans l'amplification de ces efforts. 20 Pays SUN rapportent qu'ils ont maintenant des stratégies nationales SMAC en place.

Il est également important de noter que la diffusion des lois et des politiques est essentielle à la prévention des conflits d'intérêts au sein d'un large éventail de parties prenantes. En 2015, la majorité des Pays SUN n'a rapporté aucun cas émergent où les conflits d'intérêts (CI) ont créé des défis, qui pourraient être attribués à la diffusion des politiques qui aident à la transparence entre les parties prenantes de la nutrition. Cependant, il est reconnu que les systèmes de rapports officiels pour ces cas de conflits d'intérêts sont nécessaires. Sept Pays SUN ont signalé qu'un conflit d'intérêts a été identifié à l'intérieur ou en dehors de leur MSP.

Tout au long de 2014 - 15, la contribution des scientifiques et des universitaires a occupé les devants, avec 27 pays impliquant désormais les scientifiques chevronnés dans leurs MSP et les 14 Pays SUN établissant des plates-formes académiques. Les événements clés tels que la troisième Conférence de la fédération des sociétés africaines de la nutrition (FANUS) à Arusha, en Tanzanie, ont aidé à disséminer les moyens par lesquels la communauté scientifique soutient des politiques et une législation fondées sur des preuves en matière de nutrition.

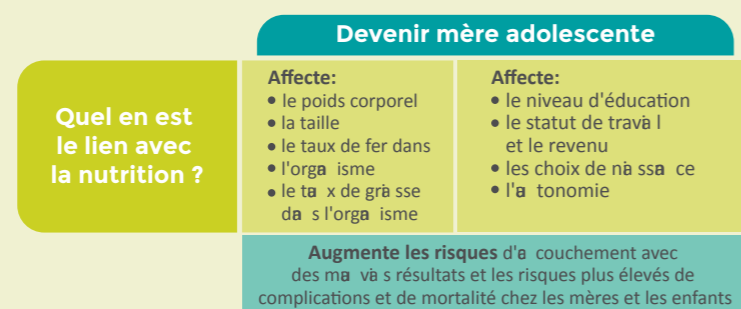
Instantanés sur l'échange et l'apprentissage mutuel

Bangladesh	La Politique nationale de Nutrition (PNN) a été rédigée par de multiples parties prenantes et a été approuvée par le Cabinet. Un projet de Communication nationale sur la nutrition et de Stratégie de plaidoyer a été développé.
Kirghizstan	Les efforts conjoints des autorités étatiques, des organisations internationales et de la société civile ont conduit à l'adoption de la loi n° 54 sur « l'insertion des amendements et des ajouts à la loi de la République kirghize sur l'enrichissement de la farine de cuisson ».
Mozambique	Le plan quinquennal du gouvernement du Mozambique (2015 - 2019) Plano Quinquenal do Governo (PQG) approuvé par le Parlement comprend des domaines d'action spécifiques de la nutrition. Un plan de communication et de plaidoyer a été adopté avec la devise « La nutrition est le développement, un engagement pour tous ».
Myanmar	Le nouveau plan de stratégie nationale de protection sociale approuvé par le président privilégie la nutrition et comprend des dispositions pour les femmes et les enfants. Le nouveau plan national d'action multisectorielle du Myanmar sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (MNAPFNS) avec une vision décennale a été élaboré.
Comores	L'Union des Comores a adopté une loi sur la Commercialisation et la distribution de substituts du lait maternel (Loi N14-010, 21 avril 2014). Une stratégie accélérée de « croissance et de développement durable » 2015 - 2019 a été adoptée en juillet 2014, définissant le rôle de chaque secteur dans le renforcement de la nutrition.
RD du Congo	La nouvelle politique nationale de nutrition qui a suivi une étude des politiques et des programmes existants a été validée en 2013 et est largement diffusée.
Costa Rica	Le nouveau gouvernement national (2014 - 2018) a inclus la nutrition comme une priorité dans la section Santé de son Plan national de développement.
Côte d'Ivoire	La Côte d'Ivoire a mis à jour sa politique nationale de nutrition 2010 et a élaboré un plan multisectoriel national de la nutrition de 2016 à 2020.
Éthiopie	En Éthiopie, le projet de loi sur la protection de la maternité pour les 90 jours de congé de maternité est en attente d'approbation.
Sierra Leone	Avec le soutien des commissions parlementaires (santé, agriculture, genre, et éducation), le Parlement accélère la promulgation d'une législation en faveur de la nutrition. La Politique nationale d'alimentation et de nutrition a été validée et lancée en juin 2015.
Swaziland	La Politique nationale de nutrition (PNN) a été élaborée et est en attente d'approbation par le Parlement. La loi révisée sur la santé publique (en attente d'approbation) intègre le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel.

Autonomisation des femmes et des filles dans les Pays SUN

Les femmes jouent un rôle décisif dans la sécurité alimentaire, la santé et la nutrition de leur famille et cela doit être pris en compte dans la conception et la projection de toutes les actions de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Alors que les déterminants d'une bonne nutrition et santé sont complexes, il existe plusieurs domaines où des changements de politique, de législation et la planification peuvent jouer un rôle essentiel dans l'autonomisation de la femme, afin qu'elle puisse agir comme agent clé de changement pour améliorer la nutrition. Il s'agit de :

- protéger les petites filles contre le mariage et les grossesses précoces
- sauvegarder et renforcer l'accès des femmes à, et leur contrôle des revenus et autres ressources
- explorer des approches novatrices pour réduire les contraintes de temps des femmes
- améliorer la compréhension qu'ont les femmes d'une bonne nutrition
- accroître la participation des femmes au processus décisionnel à tous les niveaux.



Il est important d'éliminer le mariage des enfants et les grossesses des adolescentes pour garantir que chaque fille et femme puisse atteindre son plein potentiel. Être une mère d'enfant ralentit et entrave la croissance d'une jeune fille. Cela réduit le potentiel d'éducation et de futures opportunités de la vie - comme l'emploi. L'expérience montre que les adolescentes mères et leur bébé sont exposées aux risques de complications et à la mortalité.⁸

Le rôle des femmes en tant que petits exploitants agricoles et producteurs de denrées alimentaires est également important. Les femmes apportent une contribution importante aux économies agricoles et rurales de toutes les régions du monde - les femmes représentent au moins 50 % de la population active en Asie et en Afrique⁹. Les femmes rurales gèrent parfois des ménages complexes et poursuivent des stratégies de subsistance multiples. Leurs activités peuvent inclure la production de cultures agricoles, l'élevage, la transformation et la préparation des aliments, le travail comme salariées dans l'agriculture ou des entreprises rurales, la recherche des moyens de cuisson et de l'eau, le commerce, les soins aux membres de la famille et l'entretien de leurs maisons. Lorsque les femmes ont plus de contrôle sur les ressources des ménages, les familles sont en meilleure santé, mieux éduquées et ont davantage accès à des aliments plus nutritifs.

Ce qui est nécessaire

1. Un engagement politique soutenu à tous les niveaux de gouvernement pour résoudre les problèmes structurels qui empêchent les femmes et les filles de bénéficier de leurs droits humains. La reconnaissance de deux droits fondamentaux et du rôle clé que jouent les femmes dans le déblocage des progrès en matière de nutrition et de développement exige une action plus concrète.
2. Une traduction de cet engagement en des cadres juridiques et politiques qui défendent les droits de toutes les femmes et des filles. Ceci inclut la protection contre le mariage précoce et forcé ainsi que l'accès à l'éducation universelle, l'accès à l'eau potable, le droit à la non-discrimination et le droit à une vie exempte de violence. Alors que ceux-ci existent au niveau international, leur application à l'échelle nationale est d'une importance vitale.
3. Des cadres de financement solides et des mécanismes de responsabilisation sont nécessaires pour étendre à l'échelle nationale, l'application des services autorisés par la législation et la politique. Les engagements de financement ambitieux doivent être traduits en actions pouvant être suivies. La ventilation des données par sexe et par âge garantira la prise en compte des filles. Sur les 30 pays qui ont entrepris l'exercice Mouvement SUN d'analyse du budget 2015, 22 Pays SUN ont identifié les lignes budgétaires contribuant à la nutrition axées sur l'autonomisation de la femme.

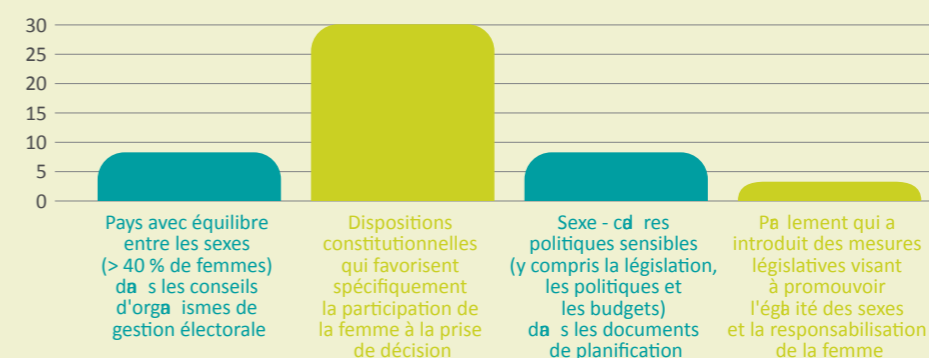
Si les filles et les femmes ne sont prises en compte comme catégorie à part dans les politiques et la pratique, les résultats en souffriront sévèrement. 21 Alliances de la société civile Mouvement SUN ont rapporté qu'elles travaillent sur les questions d'autonomisation de la femme. Mais beaucoup plus doit être fait à l'échelle du Mouvement.

⁸ 2014 Statistiques de santé mondiale

⁹ FAO. 2010a. Rôle des femmes dans l'agriculture. Préparé par l'équipe de SOFA et Cheryl Doss. Rome

Regards sur l'autonomisation de la femme dans les Pays SUN

Résultats de recherches des pays SUN entre 2014 - 15



Source de données : Compendium des données sur la femme des Nations unies 2014

Mise à jour de l'instantané - L'enrichissement des aliments en vitamines et minéraux essentiels

Plus de 2 milliards de personnes manquent de vitamines et nutriments essentiels nécessaires à la croissance et pour vivre une vie saine, principalement en raison de régimes composés de féculents qui fournissent des calories mais ne sont pas nutritifs.¹⁰

Sans micronutriments essentiels tels que les vitamines A, D, le fer, le zinc, l'acide folique et l'iode, les conséquences sanitaires peuvent varier des handicaps physiques graves aux divers troubles qui peuvent mettre la vie en danger. Par exemple, quand une femme est victime d'une carence en iode pendant la grossesse, le développement cognitif de son bébé est altéré, conduisant à des effets irréversibles. De même, l'anémie - souvent due à une carence en fer - affecte près d'un tiers de la population du monde et contribue à 20 % de tous les décès maternels.¹¹

L'enrichissement des aliments est un outil puissant pour augmenter les apports en micronutriments et a contribué à l'élimination virtuelle de certaines maladies et conditions mortelles dans de nombreux pays développés. L'enrichissement a également gagné du terrain de manière significative dans les pays à revenu faible et moyen. Les gouvernements, l'industrie et la société civile se réunissent actuellement pour mettre en œuvre des programmes d'iodation du sel dans plus de 140 pays à travers le monde¹² ; 83 pays ont rendu obligatoire l'enrichissement d'au moins un type de céréales¹³, 20 pays déploient de vastes programmes d'enrichissement focalisés sur les huiles comestibles¹⁴, et près d'une douzaine de pays enrichissent les condiments. Ces chiffres représentent un énorme succès dans le renforcement des interventions de nutrition à efficacité avérée et très rentables. La preuve de l'impact est également en train d'émerger rapidement des pays à revenu faible et moyen.

Grâce à l'investissement dans la mise en œuvre de l'iodation du sel, seulement 25 pays sont actuellement identifiés comme ayant une insuffisance en iode¹⁵. Cela représente une baisse par rapport aux 54 pays en 2003 et représente une opportunité sans précédent d'éliminer la carence en iode de façon durable. De même, si l'enrichissement en acide folique est étendu dans seulement 18 pays d'Afrique et d'Asie, on estime que quelques 103 293 cas de maladies tropicales négligées pourraient être évités chaque année dans ces pays¹⁶. Avec l'enrichissement en fer, si un pays suit les Lignes directrices de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et que les facteurs adéquats sont en place, une réduction de 2,4 % par an des cas d'anémie pourrait être atteinte¹⁷.

La réglementation sur le papier ne peut améliorer le respect de l'enrichissement sans incitations réelles et sans mesures punitives fortes pour faire sortir les aliments sous-enrichis des marchés. Un modèle de chiffrage a été développé pour 25 pays et 60 véhicules alimentaires, lequel modèle chiffre l'investissement total nécessaire pour assurer une programmation soutenue sur une période de dix ans à environ 150 M. de dollars US¹⁸. Il aiderait à financer de manière ciblée, le plaidoyer et la communication, l'assistance technique pour l'amélioration du suivi réglementaire et le contrôle de la qualité, l'amélioration du suivi et de la mesure et ainsi que des contributions de qualité fondamentales aux programmes.

Proposé par l'Alliance mondiale pour une meilleure nutrition (GAIN)

¹⁰ Initiative pour les micronutriments, Investir dans l'avenir : Un appel uni à l'action sur les carences en vitamines et minéraux (Ottawa : Initiative pour les micronutriments, 2009).

¹¹ OMS, la carence en micronutriments, la carence en fer, 2015 - <http://www.who.int/nutrition/topics/ida/en/>, consultée le 30 juillet 2015.

¹² Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Données sur l'expansion de l'iode (rapport interne). New York : UNICEF ; 2013.

¹³ Initiative sur l'enrichissement des aliments (FFI) [Internet]. Atlanta (GA) : FFI ; c2015. Progrès global ; [cité le 20 juillet 2015].

Disponible au : http://www.ffinetwork.org/global_progress/index.php

¹⁴ Sablah M, Grant F, Fiedler JL. Enrichissement des aliments en Afrique: Progrès à ce jour et les priorités pour l'avenir. Sight and Life. 2013 ; 27(3) :18 - 24. Disponible au : http://www.sightandlife.org/fileadmin/data/Magazine/2013/27_3_2013/food_fortification_in_africa.pdf

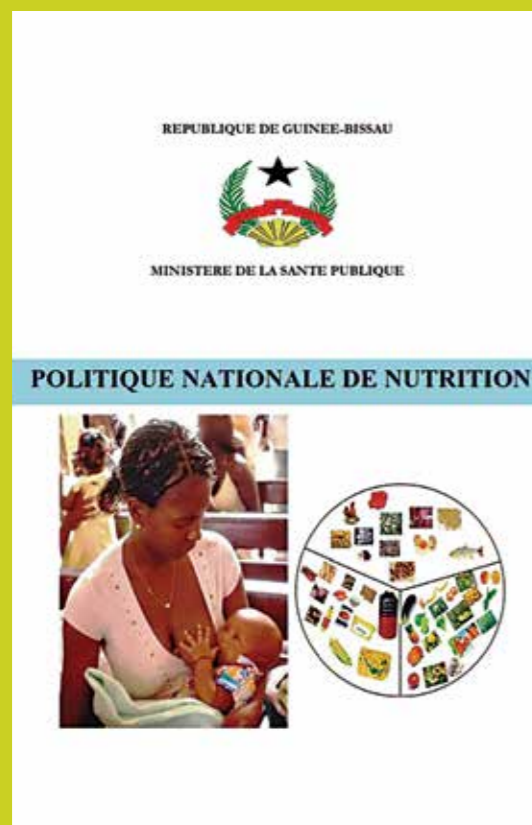
¹⁵ http://www.ign.org/cm_data/Scorecard_IGN_website_02_03_2015.pdf

¹⁶ Cannon, M. CDC, septembre 2015, présentation plénière du Sommet mondial sur l'enrichissement des aliments.

¹⁷ Barkley S, Wheeler KS, Pachon H, La prévalence de l'anémie peut être réduite dans les pays qui enrichissent la farine. Br J Nutr. 23 juin 2015 ;

¹⁸ Modèle de coût de GAIN développé pour le Sommet mondial sur l'enrichissement des aliments, septembre 2015.

Gros plan sur les Pays SUN



République de Guinée-Bissau

Le but de la révision de la politique nationale de nutrition 2011, qui a mis l'accent sur la sécurité alimentaire et les interventions de nutrition directes, était d'adopter une approche holistique multisectorielle au problème de la malnutrition, approche également inscrite dans une nouvelle politique nationale de nutrition adoptée en février 2014. Elle était élaborée avec les différents ministères et des partenaires techniques et financiers, et l'appui de l'UNICEF. Son objectif principal est de créer des synergies entre les interventions spécifiques à la nutrition et celles qui y contribuent, de manière à réduire la malnutrition chronique de 40 % et la malnutrition aiguë à moins de 5 % chez les enfants de moins de cinq ans à l'horizon 2025.

Elle énonce des principes directeurs de leadership par l'État, la décentralisation, l'approche multisectorielle, l'autonomisation des communautés, l'équité, l'approche fondée sur le sexe et le partenariat, tout en soulignant les contributions potentielles des 13 secteurs (eau, environnement, éducation, planification, industrie, économie, sexe, protection sociale, urgences, fonction publique, communication).

Elle prévoit également de mettre en place un Comité national multisectoriel de nutrition, placé sous l'autorité directe du premier Ministre, et de ses organes décentralisés. C'est sur la base de cette politique que le pays est en train d'élaborer le Plan stratégique multisectoriel de la nutrition, qui précisera les interventions prioritaires à mettre en œuvre et les conditions de leur mise en œuvre.



République du Costa Rica

Les origines de l'enrichissement des aliments remontent à 1970, lorsque les politiques de santé publique ont commencé à mettre l'accent sur la prévention. Ce changement comprenait la création d'une base scientifique, dont le personnel technique est chargé de la surveillance et du respect de la réglementation, et aussi d'une équipe politique pour faire face à des négociations avec l'industrie alimentaire.

L'Enquête nationale sur la nutrition menée en 1996 a fourni la base de référence et une plate-forme solide pour forger une relation étroite entre l'équipe de recherche technique et les hautes autorités du ministère de la Santé. Le choix des aliments à enrichir avec des micronutriments était basé sur des études de la consommation nationale qui indiquaient les aliments utilisés universellement, à faible coût et sans danger pour la consommation (sel, farine de maïs, farine de blé, lait, riz et sucre).

Des études récentes ont montré que la prévalence de l'anémie chez les enfants d'âge préscolaire et les femmes en âge de procréer s'était réduite de 18 % à 8,7% entre 1996 et 2009. Il a également été constaté que, après l'enrichissement en acide folique sur la période 1997 - 2009, le taux de mortalité infantile due aux défauts du tube neural a considérablement diminué de 71 %, et sa prévalence de 58 % respectivement.

© Ministerio de Salud, Costa Rica

Communiquer les politiques et renforcer les connexions entre les sexes

Par Christopher Mweembe, coordinateur national de l'Alliance des organisations de la Société Civile zimbabwéenne pour le renforcement de la nutrition (ZCOSUNA)

Mon expérience à ce jour dans le mouvement SUN a mobilisé les organisations de la société civile à se joindre à l'alliance et prendre conscience des politiques nationales qui soutiennent la nutrition, du niveau national au niveau local. Nous nous efforçons de connecter les universités, les médias et les organismes professionnels et de les sensibiliser sur les principes clés de la nutrition. Mais plus important encore, nous cherchons à démontrer la nécessité de travailler ensemble en les capacitant, ainsi que d'autres personnes influentes par les faits et les statistiques de la malnutrition au Zimbabwe.

Aujourd'hui, nous sommes plus de 100 membres qui travaillent de plus en plus de manière alignée, soutenant les politiques nationales en place, œuvrant pour l'amélioration et communiquant les principes fondamentaux de ces politiques et plans à travers le pays. Dès les phases initiales de l'élaboration de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (NFNSP), les acteurs de la société civile ont été engagés. La politique met la priorité sur les interventions en faveur des femmes en âge de procréer : la Politique de protection maternelle permet d'aller en congé de maternité de trois mois post-partum et donne aux mères qui travaillent, une heure de pause supplémentaire au cours des six premiers mois de vie du bébé afin de promouvoir l'allaitement maternel exclusif. La Stratégie nationale sur la nutrition (2014-18), lancée en 2015 favorise la mise en œuvre des interventions de nutrition à efficacité avérée avec une perspective sexospécifique dans un vaste cadre de collaboration multisectorielle.

Nous avons contribué à diffuser et communiquer les politiques et stratégies à différents niveaux, avec un accent sur l'atteinte du niveau communautaire. C'était un de nos objectifs clés - stimuler la sensibilisation sur les politiques et garantir qu'elles sont communiquées d'une manière qui résonne avec les populations des communautés, en particulier les mères et les filles.

Il y a beaucoup de barrières culturelles et sociales que nous devons surmonter, mais nous visons à créer une sensibilisation de masse, en travaillant avec le gouvernement pour promouvoir des lois et des politiques pertinentes, telles que le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, la loi sur la protection de la maternité (Convention 183) et les lois interdisant le mariage des enfants, pour exiger la justice sociale et le respect de la dignité humaine.

À travers tout ce travail - nous faisons la promotion des femmes comme agents de changement.

En tant que responsable des questions relatives aux femmes au Zimbabwe, le Ministère des affaires féminines, du Genre et de la Communauté, est un partenaire clé au niveau de la politique. La Constitution nationale et la politique nationale de genre (2013 - 17) sont des exemples de documents politiques clés qui orientent les acteurs impliqués dans l'autonomisation de la femme. Le défi était de mettre en exergue les liens étroits qui existent entre l'autonomisation de la femme et la malnutrition et nous nous efforçons de communiquer les questions d'une manière permettant à tout le monde de bien comprendre.

Nous le faisons à travers la formation en leadership, des groupes de soutien locaux et la formation des femmes au niveau de la communauté pour mener le plaidoyer local. Une grande partie de ce travail a impliqué la diffusion de messages pertinents.

« Entrer dans le mariage à un âge précoce - mènera à des enfants victimes du retard de croissance. Se marier à l'âge légal du mariage mènera à une famille en bonne santé ».

Outre la préoccupation sur la formulation des questions de nutrition et de soutien des lois et politiques, il y a le défi de la persistance de la mise en œuvre efficace des politiques. La société civile joue un rôle clé. Tout récemment, nous avons travaillé avec un champion de la politique de la nutrition au Parlement, qui plaide pour des questions contribuant à la nutrition et des questions spécifiques à la nutrition à travers une perspective du genre.

En mobilisant les personnes clés, nous pouvons rendre ces connexions politiques efficaces pour les mères et les filles. À travers un plaidoyer et une communication clairs et ciblés - nous continuerons à travailler avec le gouvernement pour garantir que les politiques et stratégies atteignent les leaders communautaires afin qu'ils comprennent la malnutrition et prennent des mesures.

Et après ?

Comme indiqué dans l'ICE, la prochaine phase du Mouvement SUN devrait renforcer l'accent mis sur l'égalité et l'équité en ce qui concerne la nutrition. Grâce à un regain d'intérêt à travers la CIN 2, des efforts pour s'assurer que la fenêtre des 1000 jours les plus décisifs, l'autonomisation de la femme et l'équité sont au cœur de la mise en œuvre des lois et politiques, seront une priorité clé tout au long de 2016 et au-delà. Peu d'attention est encore accordée à l'importance de l'autonomisation de la femme pour une bonne nutrition dans les politiques nationales. Ceci est fondamental pour le progrès dans les Pays SUN, si des améliorations en matière de nutrition doivent être accélérées.

Une analyse, un dialogue, une planification et un plaidoyer revigorés avec une focalisation sur les déterminants de la malnutrition, soutiendront une plus grande cohérence des politiques et une large reconnaissance des valeurs d'une approche multisectorielle. Les organismes normatifs de l'ONU développent de plus en plus les normes et standards concernant les questions de nutrition, mais plus de sujets doivent être couverts et largement diffusés pour aider davantage les Pays SUN à définir et mettre en œuvre des actions.

La Communauté de pratique Mouvement SUN focalisée sur les capacités fonctionnelles pour la coordination et le renforcement effectif de la nutrition continuera de faciliter le dialogue avec les Pays SUN sur les moyens de soutenir la législation qui contribue à la nutrition des personnes, avec un accent renouvelé sur des politiques qui reflètent les besoins des femmes et des filles.

La Communauté de pratique Mouvement SUN focalisée sur la mobilisation sociale, le plaidoyer et la communication, aidera les Pays SUN dans la communication des politiques en mettant en évidence la façon dont les champions - tels que les médias et les parlementaires - peuvent atteindre les masses. Elle cherchera également à partager à l'échelle du Mouvement, les bonnes pratiques d'efforts pour articuler le lien entre l'autonomisation, l'équité et la nutrition des femmes.

La Communauté de pratique Mouvement SUN focalisée sur la gestion de la politique et du cycle budgétaire aidera les Pays SUN à amplifier les questions de genre, afin qu'elles deviennent des composantes essentielles de la planification gouvernementale et de la mise en œuvre des politiques. Une priorité clé pour l'avenir sera de veiller à ce que davantage de conseils pour les approches contribuant à la nutrition soient exploités pour utilisation par les Pays SUN.

2.3 Objectif stratégique 3 : Progrès vers un alignement des actions à travers les secteurs et parties prenantes

Messages clés

- Les plans nationaux de nutrition sont les véhicules permettant de traduire les politiques en actions et résultats.
- Les Pays SUN font des progrès dans la mise à jour des plans et dans l'engagement des parties prenantes à se mobiliser et se rallier autour d'un ensemble commun de résultats
- Les cadres communs de résultats sont une « négociation dirigée » parmi les secteurs clés, un processus central de responsabilisation et une voie pour encourager l'allocation efficace des ressources
- De nombreux Pays SUN rapportent des progrès significatifs dans les accords et la mise en œuvre des actions en conformité avec les cadres communs de résultats
- L'expérience des Pays SUN démontre que la planification, l'évaluation des coûts, mise en œuvre et le financement alignés sur un ensemble commun de résultats, est un processus d'apprentissage continu.

“ Je suis profondément convaincu que chaque secteur doit être tenu responsable de sa performance et de sa contribution à l'alimentation et à la nutrition au moyen d'indicateurs très clairs suivis et évalués chaque année. ”

Ibrahim Assane Mayaki,
Directeur général du NEPAD
et membre du Groupe principal Mouvement SUN

Aperçu

En alignant les actions de nutrition autour d'objectifs partagés, les Pays SUN travaillent à améliorer le renforcement de l'impact de la nutrition. En 2015, les parties prenantes du Mouvement SUN ont continué à entrer en négociation franche autour des plans nationaux de nutrition dirigés par les gouvernements. Ces plans sont le véhicule pour traduire la politique en action et résultats.

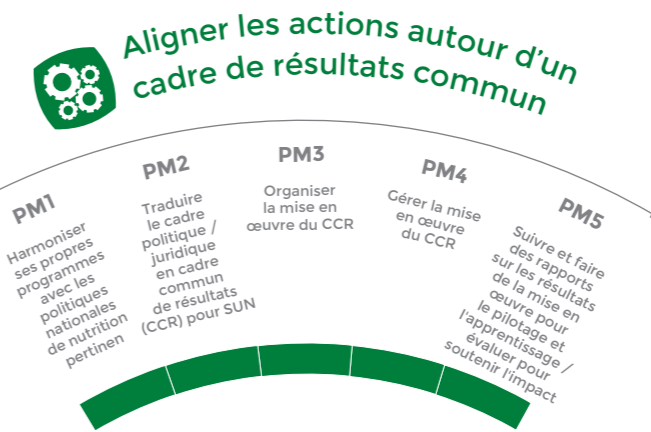
Les plans nationaux de nutrition décrivent les actions à mettre en œuvre, les rôles des parties prenantes et les résultats à atteindre grâce à la collaboration. Les plans comprennent des actions qui ont des résultats spécifiques à la nutrition tels que l'allaitement maternel exclusif, l'amélioration de la livraison des micro-nutriments et de la prise en charge contre la malnutrition aiguë. Ils aident également à atteindre un consensus sur la façon dont les actions des différents secteurs concernés peuvent aborder les causes sous-jacentes de la malnutrition et contribuer davantage à la nutrition. Les secteurs de l'agriculture, la sécurité alimentaire, la protection sociale, l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement - jouent tous un rôle clé. L'autonomisation de la femme en est la base.

Grâce à ces plans, la mise en œuvre des approches, les estimations de coûts et les sources de financement sont aussi articulées et l'alignement des parties prenantes en matière de nutrition, permet de convertir le plan en résultats renforcés.

L'élaboration de plans nationaux de nutrition forts repose sur l'engagement effectif des secteurs publics concernés. Ils ont besoin d'apprécier et de définir leur rôle pour vaincre la malnutrition. Cette élaboration repose également sur la bonne volonté collective et l'alignement des multiples parties prenantes qui peuvent mobiliser leurs actions derrière les efforts nationaux.

Ce partenariat est plus efficace - lorsque tous les secteurs et les parties prenantes peuvent se mobiliser autour des résultats communs convenus. **Au sein du Mouvement SUN, le terme « Cadre commun de résultats » (CCR) est utilisé pour décrire un ensemble de résultats escomptés qui ont été débattus et convenus entre les différents secteurs de gouvernement et d'autres parties prenantes.** Un CCR peut être la base essentielle pour les plans de nutrition efficaces, les systèmes de mise en œuvre des actions et pour assurer la responsabilité mutuelle entre les parties prenantes et envers les personnes les plus touchées par la malnutrition. Il peut servir de feuille de route permettant à divers partenaires dans la poursuite des résultats communs de planifier et hiérarchiser les efforts en synergie.

Aux niveaux national et local, les CCR peuvent être utilisés pour identifier les lacunes cruciales, assurant la visibilité dans les domaines de sous-investissement et de sous-performance. Il peut orienter l'allocation efficace des ressources et réduire la fragmentation. Pour la communauté technique, à travers les partenaires gouvernementaux et de développement, il peut jeter les bases d'estimation des coûts et de hiérarchisation des actions visant à développer des systèmes robustes de mise en œuvre et de suivi des progrès.



Réalisations et résultats

En 2014 - 15, des progrès importants ont été réalisés pour le développement des cadres communs de résultats (CCR) dans les Pays SUN, cependant, de grandes disparités existent encore entre les pays. La plupart rapportent l'existence d'un CCR et concentrent leurs efforts sur l'application dudit cadre et dans la mobilisation des partenaires, mais il reste des obstacles à la mise en œuvre. Une plus grande clarté, orientation et soutien ont été demandés pour soutenir les Pays SUN.

Les Pays SUN perçoivent le processus par lequel le CCR est développé comme une « négociation dirigée » entre les secteurs clés. Ils le considèrent comme un processus qui contribue à une meilleure coordination.

Le développement d'un CCR tend à procéder plus rapidement et de manière flexible s'il a lieu sous l'autorité du plus haut niveau du gouvernement, avec des instructions claires à tous les acteurs concernés, un calendrier robuste et un engagement de tous pour soutenir la réalisation des résultats convenus aussi pleinement que possible, dans leurs domaines de responsabilité respectifs.

Alors que le développement d'un CCR est difficile, l'exercice d'auto-évaluation du Mouvement SUN 2015 continue de démontrer que les pays les plus anciens dans le Mouvement SUN sont en principe les plus avancés dans l'utilisation du CCR pour la gestion de la mise en œuvre et le suivi des progrès.

28 Pays SUN rapportent qu'ils disposent désormais de CCR nationaux en place. Deux autres sont dans le processus de développement de ces CCR. 23 Pays SUN rapportent qu'ils disposent d'un plan d'action lié à leur CCR, trois pays ayant déclaré qu'ils sont en cours d'élaboration. 11 Pays SUN élaborent ou affinent leurs plans nationaux de nutrition. 19 Pays SUN disposent des plans Mouvement SUN déjà chiffrés. 22 Pays SUN rapportent qu'ils ont établi des systèmes ou des cadres de suivi et d'évaluation multisectoriels de la nutrition en même temps que leurs plans.

De nombreux pays ont demandé de l'aide pour l'élaboration et le chiffrage de leurs plans ainsi que pour le renforcement de leurs capacités nationales dans ces domaines. Au moins 15 pays ont bénéficié de l'assistance directe via MQSUN.

MQSUN est un consortium de sept organisations non-étatiques de premier plan, financé par le Département britannique pour le développement international (DFID), qui vise à améliorer la qualité des programmes spécifiques à la nutrition ainsi que des programmes contribuant à la nutrition.

Le groupe s'engage à :

- élargir la base de données sur les causes de la sous-nutrition ;
- renforcer les compétences et les capacités pour soutenir l'extension des programmes spécifiques à la nutrition et des programmes contribuant à la nutrition
- fournir les meilleurs conseils disponibles pour appuyer la conception, la mise en œuvre, et le suivi et évaluation des programmes ;
- intensifier les innovations dans les programmes de nutrition ;
- procéder à l'échange des connaissances pour s'assurer que les leçons sont apprises à travers le DFID et au-delà.

Des systèmes d'information efficaces aideront à orienter le processus depuis la conception des politiques et la planification stratégique au suivi de la mise en œuvre et la responsabilité pour les résultats. Les rapports des Pays SUN indiquent que les décideurs veulent savoir si les investissements dans les programmes pertinents pour la nutrition sont liés à des changements dans les niveaux de malnutrition. Les systèmes d'information permettront aux responsables des Pays SUN d'analyser et comparer l'efficacité potentielle des différentes approches de mise en œuvre en contribuant à la réduction des niveaux de malnutrition. L'initiative des plates-formes d'information nationales pour la nutrition (NIPN), soutenue par l'Union européenne, est une plateforme de nature à pouvoir contribuer à combler les lacunes et explorer des approches systématiques pour renforcer l'apprentissage de pays à pays.

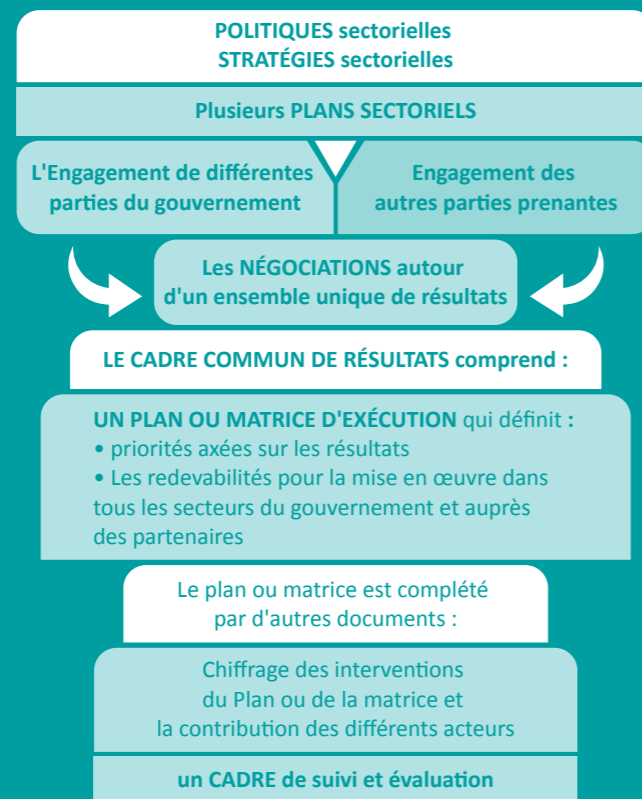
Développer une base de données de planification du Cadre commun de résultats

Au cours de 2013, les Pays SUN ont commencé à travailler avec le Secrétariat du Mouvement SUN pour analyser leurs plans nationaux, y compris la composante chiffrée. Ces plans ont été identifiés par les Pays SUN comme leur Cadre commun de résultats (CCR) sur lequel les efforts de toutes les parties prenantes dans le pays devraient s'aligner. Dans le cadre de l'exercice, chaque article pour une ligne chiffrée a été analysé et classé à l'aide d'un ensemble de trois grandes catégories

- Contribuant à la nutrition, spécifique à la nutrition et gouvernance de la nutrition - pour aider le gouvernement et les partenaires à mieux évaluer et comparer les besoins avec les ressources existantes. La classification a été effectuée par MQSUN, un consortium d'experts techniques.

Cet outil analytique de cadre commun de résultats est une base de données utilisée pour détailler, résumer et comparer les plans de nutrition développés par les pays participant au Mouvement SUN. L'outil de CCR offre une occasion de normaliser la conversation sur la planification de la nutrition. Par ailleurs, il fournit un cadre pour comprendre les multiples actions impliquées dans l'organisation et la mise en œuvre d'une initiative à grande portée de renforcement de la nutrition, même si les actions spécifiques varient selon les pays. L'outil CCR est accessible au public sur le site Web du Mouvement SUN permettant à quiconque intéressé d'explorer la base de données afin de mieux comprendre l'ensemble des résultats et actions incluses dans les plans nationaux des pays à travers le mouvement.

Cadre commun de résultats - composants clés



Leçons des Pays SUN

Tout au long du processus de négociation d'un CCR, des défis émergent. Les leçons des Pays SUN qui ont reçu le soutien de MQSUN dans le développement de leurs CCR suggèrent ce qui suit :

- Il est important d'établir l'appropriation par toutes les parties prenantes afin d'éviter le manque d'intérêt.
- Il faut s'assurer que les résultats et les actions incluses dans le CCR reflètent les réalités de personnes souffrant de malnutrition et sont fondés sur les faits probants. Le contexte est crucial et il n'existe aucune approche standard.
- Il existe des variations entre Pays SUN sur les stratégies contribuant à la nutrition à incorporer dans les CCR, qui reflètent les travaux en cours au sein de chaque pays pour établir des objectifs appropriés de pertinence pour la nutrition dans divers plans sectoriels - y compris la santé, l'agriculture, la protection sociale et l'eau / assainissement.
- Les approches d'estimations de coûts et de mise en œuvre sont plus utiles si elles sont guidées par des objectifs convenus qui sont établis sur une base annuelle dans un délai de cinq ans ou plus. Les actions sont les plus à même d'aboutir à des efforts synergiques et efficaces si elles accordent une attention particulière aux besoins nutritionnels des individus et des communautés vulnérables.
- La plupart des plans comprennent actuellement des actions spécifiques à la nutrition dans la fenêtre des 1000 jours les plus décisifs allant de la conception au deuxième anniversaire de l'enfant. Alors que le secteur de la santé reste le principal fournisseur, des liens clairs doivent être établis avec d'autres secteurs afin de créer un environnement favorable qui est requis par les enfants et les femmes en âge de procréer, y compris les adolescentes, pour obtenir des prestations efficaces des actions spécifiques à la nutrition.
- L'élaboration des plans au niveau local informée par les recommandations nationales est essentielle pour la mise en œuvre effective.
- Des résultats communs convenus sont plus utiles s'ils sont traduits en indicateurs de suivi des progrès dans la mise en œuvre : 22 Pays SUN ont élaboré des cadres de suivi des progrès dans la mise en œuvre. Cependant, tous les cadres ne comprennent pas les données nécessaires pour l'évaluation des progrès vers les objectifs nationaux.

Gros plan sur les Pays SUN



© Fondation Bill & Melinda Gates / Frederic Courbet

République du Malawi

Le gouvernement du Malawi a développé son cadre national de suivi et évaluation (S & E) avec des indicateurs clairement définis en ligne avec la politique nationale de nutrition et le Plan stratégique (NNPSP) 2007 - 15 qui a déjà pris effet dans 70 % des districts. Une base de données en ligne a également été mise au point par le gouvernement qui relie les acteurs à tous les niveaux - du district au niveau national. Tous les agents de S & E dans les districts ont été formés et soutenus avec les équipements appropriés pour assurer un reporting efficace.

Un système de suivi financier basé sur le Web a été développé avec un tableau d'indicateur pour aider à obtenir le financement global auprès des partenaires. Le système permettra la prévision des lacunes en matière de ressources et les projections et intensifiera l'alignement des acteurs. Ce processus est presque finalisé et a été diffusé aux parties prenantes de la nutrition au niveau national. Les prochaines étapes comprennent la diffusion du système et la formation des utilisateurs finaux à tous les niveaux.



© USAID / Michael Gebremedhin

Royaume du Cambodge

La phase III de la Stratégie rectangulaire pour la croissance, l'emploi, l'équité et l'efficacité (2014 - 18) du Cambodge intègre la nutrition et a fixé une orientation politique pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FSN). La Stratégie rectangulaire identifie les priorités pour améliorer la disponibilité, améliorer l'accès et l'utilisation des aliments.

La Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (NSFSN) (2014 - 2018) est un instrument de plaidoyer pour un financement supplémentaire, une meilleure coordination et une action intégrée pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Afin d'aligner le cadre d'indicateur de la NSFSN avec le Cadre de résultats du Plan national de développement stratégique 2014 - 2018, ainsi qu'avec les cadres d'indicateurs d'autres stratégies et plans nationaux, il était convenu que le suivi et l'évaluation (S & E) soient mis en œuvre selon le processus suivant :

Le suivi des interventions et des programmes spécifiques est réalisé par les secteurs de mise en œuvre qui font rapport des statistiques au Conseil de développement agricole et rural (CADR). ii) Le CARD fera un suivi auprès des ministères sectoriels, pour compiler et intégrer les rapports sectoriels, et évaluer l'impact global par rapport aux objectifs et cibles de la NSFSN. Le CARD publiera un rapport annuel de S & E pour la NSFSN. iii) Un atelier d'examen des progrès annuel de la NSFSN sera organisé par le CARD pour discuter du rapport de S & E pour informer les décideurs, les exécutants et les partenaires au développement dans le cadre du Forum de coopération au développement du Cambodge (CDCF) qui évaluera la planification globale des interventions liées à la FSN et les futures allocations de ressources. iv) Un examen indépendant à mi-parcours de la NSFSN sera effectué à la fin de 2016 pour soutenir un dialogue plus éclairé sur la poursuite du développement de la stratégie.

Les indicateurs de suivi conjoint (JMI), qui sont fondés sur les principes de la responsabilité mutuelle pour atteindre les résultats de développement, fournissent un cadre pour fixer des objectifs à moyen terme basés sur les résultats de développement qui ont été prioritaires dans la Stratégie rectangulaire et pour mettre en œuvre le Plan stratégique national de développement (NSDP). Chaque année, les indicateurs de suivi conjoint sont revus et adaptés, le cas échéant. Les JMI de 2014 / 2015 comprennent 14 indicateurs.

Résumé d'analyse inter-pays des plans nationaux de nutrition par le Réseau des Nations Unies du Mouvement SUN

Le Réseau des Nations unies Mouvement SUN a récemment procédé à un examen des plans nationaux de nutrition pour les 55 Pays SUN, qui met en évidence des tendances intéressantes dans l'état des plans et la mesure dans laquelle elles étaient prises en compte dans la multisectorialité, les groupes cibles importants et les domaines thématiques. L'examen a révélé que 44 Pays SUN ont en place des plans ou sont en train de les formuler, dont 39 étaient disponibles pour l'analyse et ont été examinés. De nombreux plans (28 sur les 39 plans) étaient reconnus comme ayant été formulés ou mis à jour au cours des cinq dernières années. Sur les plans existants, neuf sont en cours de formulation, trois sont en cours de révision, et 32 ont été adoptés. Plus de la moitié des plans nationaux de nutrition ont été chiffrés dans une certaine forme, ce qui peut aider à informer les exercices de hiérarchisation, bien que des efforts du même ordre aient été entrepris pour beaucoup moins de plans (38 % soit 15 plans).

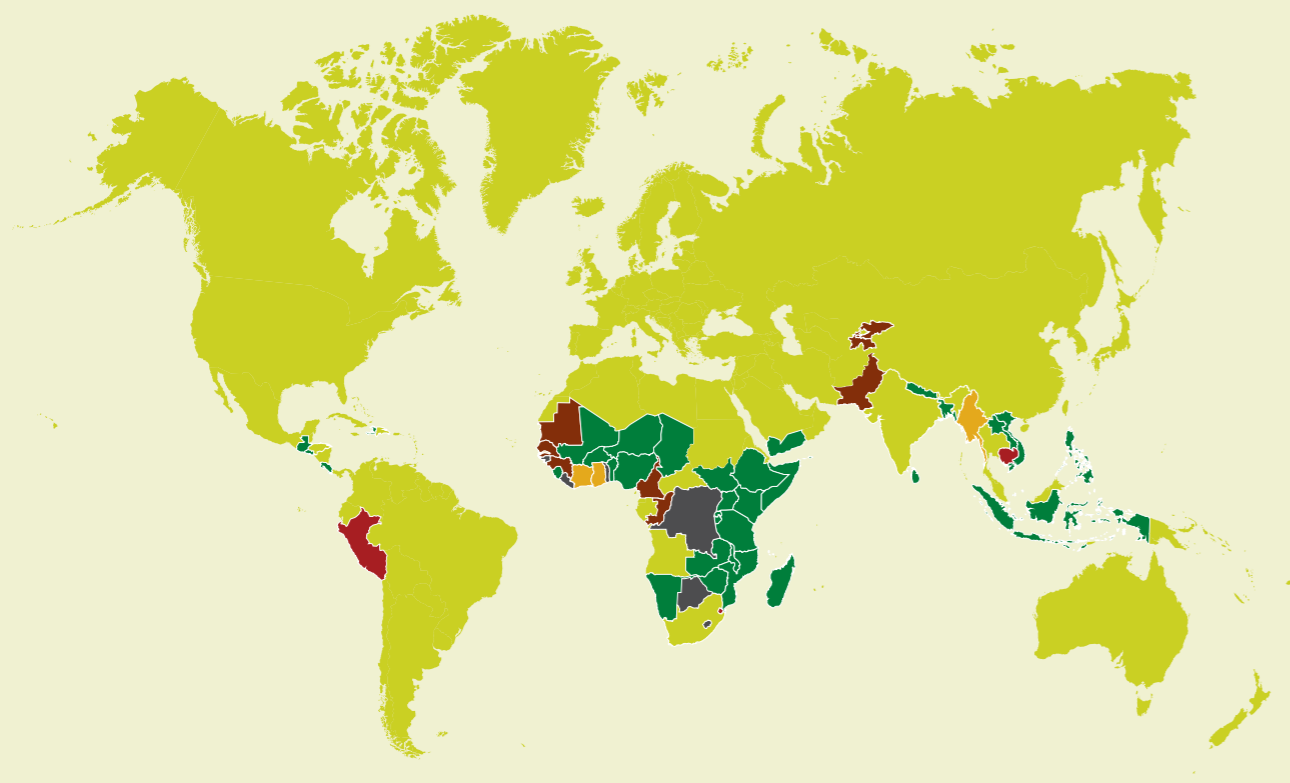
La plupart des plans nationaux de nutrition sont parrainés par les ministères de tutelle, en particulier le ministère de la Santé, et le parrainage supra-ministériel des plans est plus fréquent dans la forme de plates-formes de collaboration nationales et d'organes de nutrition. Tous les plans à l'exception d'un seul ont fait montre de multisectorialité en prévoyant des actions pour trois ou plusieurs secteurs, et un plus grand engagement des secteurs de la santé, de l'agriculture et de l'éducation par rapport à d'autres secteurs connexes.

Chaque plan national de nutrition a abordé la gouvernance de la nutrition bien qu'avec moins d'attention accordée à la politique et la planification par rapport aux autres aspects de la gouvernance. En outre, les plans étaient plus susceptibles d'inclure des actions sur les systèmes d'information nutritionnelle lorsqu'ils sont formulés dans les cinq dernières années.

Presque tous les plans ont abordé la résilience, le changement de comportement, la recherche et le développement, bien que seulement la moitié ait abordé l'autonomisation de la femme ou des questions commerciales. Seulement 26 % des plans (10 plans¹⁹) ont abordé tous les cinq domaines. Alors que les deux tiers des plans ont largement reconnu le double fardeau de la malnutrition, moins de la moitié comprenaient des actions pour aborder la sur-nutrition quelle que soit la région géographique ou l'âge du plan. La plupart des plans nationaux de nutrition ont abordé les périodes clés du cycle de vie telles que les 1000 jours les plus décisifs et l'adolescence, avec tous les plans examinés pour l'Asie en reconnaissant les deux périodes. Les plans récents étaient plus à même d'aborder l'adolescence.

Cette analyse inter-pays indique des possibilités d'amélioration globale des plans, notamment sur les actions pour les secteurs de l'eau, de l'assainissement et d'autres secteurs choisis, les domaines de l'autonomisation de la femme et du commerce, et du double fardeau émergent de la malnutrition.

Les plans nationaux en matière de nutrition sont à différents stades de développement dans les pays SUN sans tendances géographiques apparentes



■ Projets / en cours d'élaboration	■ Adopté
■ En cours de révision / mise à jour	■ Aucun plan
	■ Non applicable ou inconnu

Remarque : Les frontières et les noms qui figurent sur cette carte n'impliquent aucune reconnaissance ou acceptation officielle des Nations Unies.

¹⁹ plans de pays qui abordent tous les 5 : Bangladesh (Plan national d'action sur les politiques alimentaires (2008 - 2015)), Burundi, Éthiopie, Guatemala, Laos, Malawi, Myanmar, Niger, Nigeria et Rwanda

Il n'y a pas de « mesure unique » concernant l'alignement

Par Chandavone Phoxay MD, M.Sc., Ph.D., directeur général adjoint, département de la promotion de l'hygiène et de la santé, ministère de la Santé et Point focal de gouvernement Mouvement SUN pour le Laos

Un engagement politique fort au plus haut niveau du gouvernement et au parlement du Laos a fourni un espace où les parties prenantes peuvent converger et harmoniser les efforts, dans un partenariat pour une bonne nutrition. En 2012, le Laos a établi une plate-forme multisectorielle pour la nutrition ainsi qu'un Comité national de la nutrition (NNC). Celui-ci est présidé par le vice-premier Ministre et composé de quatre ministères de base, notamment les ministères de la Santé, de l'Éducation, de l'Agriculture, et de la Planification et de l'investissement - et d'autres ministères de tutelle, d'institutions et les organisations de masse impliqués dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le Secrétariat du NNC est dirigé par le vice-ministre de la Santé et est co-présidé par le vice-ministre de l'Agriculture et des Forêts, de l'Éducation et du sport, de la Planification et de l'investissement et fait partie de la plate-forme multisectorielle pour la nutrition. Il mène la coordination des partenaires pour le développement, des donateurs, des communautés techniques et de recherche et de la société civile, dans un effort pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays.

En 2013, le Laos a reconnu que l'OMD 1 était hors-piste et que les efforts déconcertés ne permettaient pas de réaliser l'impact. Apprenant des expériences internationales et des approches fondées sur les faits probants en provenance du Bangladesh, le Brésil et le Pérou, qui ont réduit la malnutrition entre 3 et 4 % par an - en 2013, le NNC a établi le processus d'élaboration d'un plan multisectoriel de sécurité alimentaire et nutritionnelle basé sur une approche de « convergence ». Depuis avril 2015, le NNC a travaillé sur la mise à jour de la Stratégie nationale de la nutrition actuelle (NNS) en Plan d'action NNS 2025 et le Plan d'action 2016 - 2020 (NNS-2025 PA-2020) dans le déploiement de l'approche de « convergence » d'une part et le renforcement de la qualité de la couverture des interventions de nutrition d'autre part. La mise à jour du NNS-2025 PA- 2020 devrait être finalisée et approuvée par le gouvernement du Laos pour l'exercice budgétaire en cours.

Le plan multisectoriel convergent a accordé la priorité à différentes provinces et districts. Actuellement, l'approche a été menée dans trois provinces cibles et six districts avec la micro-planification multisectorielle, qui comprend les principaux secteurs des ministères de la Santé, de l'Éducation, de l'Agriculture, du Développement rural, et de la Planification et de l'investissement.

Le plan d'action est révisé et développé par plusieurs secteurs et budgétisé, mis en œuvre et suivi par chaque secteur. Avec l'assistance technique des partenaires au développement et le Secrétariat du NNC, des interventions spécifiques à la nutrition et des interventions contribuant à la nutrition sont mises en œuvre chez les enfants souffrant de malnutrition dans les régions géographiques ciblées du pays. La mise en œuvre réussie de ce modèle de « convergence » pourrait réduire la sous-alimentation et réduire la proportion de personnes qui souffrent de la faim à 22 % d'ici 2015 et réduire la prévalence du retard de croissance à 34 % d'ici 2018.

L'accroissement des investissements du gouvernement et la mobilisation des ressources provenant de sources externes pour la nutrition est une approche qui a fonctionné. Cependant, le gouvernement doit encore faire face au défi de la coordination entre les parties prenantes, les acteurs et les donateurs pour la cartographie des interventions et des ressources, la couverture de la mise en œuvre et les résultats. Ensuite, les capacités limitées de financement et de mise en œuvre des interventions spécifiques à la nutrition et des interventions contribuant à la nutrition continuent d'être un obstacle que nous espérons surmonter dans les années à venir.

Nous prévoyons que cette approche renforce la collaboration entre la société civile, les organisations internationales et le secteur privé, en les reliant à l'approche du gouvernement à l'aide d'une stratégie convergente. La convergence est comme la coordination multisectorielle et elle n'est pas aisée. Les questions de savoir qui mène le processus de coordination, quand, comment et quels en sont les actions doivent encore trouver une réponse - Il n'existe pas d'approche standard. C'est un processus d'apprentissage au fil du temps.

Et après ?

Comme indiqué dans l'ICE, le processus de développement d'un CCR contribue à bâtir un consensus et devrait être encouragé. Les Pays SUN ont démontré que le développement d'un CCR est un processus de planification dynamique d'alignement des parties prenantes clés à l'origine des résultats communs, lequel processus doit être régulièrement revu et ré-évalué, en tirant parti des plans sectoriels clés. C'est un processus d'apprentissage, d'action, d'évaluation, et d'adaptation.

Grâce au partage des leçons apprises dans l'élaboration et la mise en œuvre du CCR, le Mouvement SUN continuera de promouvoir l'amélioration continue de la qualité axée sur les actions efficaces à partir d'une perspective multi-acteur, multisectorielle et multi-niveaux.

Les plans nationaux et régionaux chiffrés, qui fournissent des recommandations génériques en ligne avec les politiques, stratégies et lois existantes sont nécessaires mais ne suffisent pas à assurer l'application effective. Lors de la planification de l'action, les recommandations doivent encore être prioritaires, adaptées et budgétisées en fonction du contexte et des besoins spécifiques. La formulation, l'exécution et la responsabilité transparentes relatives au budget exigent des consultations efficaces au niveau local entre les organismes et les communautés d'exécution.

Le développement accéléré des systèmes de planification de l'information de la nutrition aidera à déterminer des actions mises en œuvre et les résultats, pour informer de ce qui doit être fait différemment. Ceci est crucial pour les décideurs qui ont besoin de définir ce qu'ils veulent renforcer et les résultats escomptés.

Grâce à la **Communauté de pratique Mouvement SUN sur la gestion de la politique et du cycle budgétaire**, les réseaux Mouvement SUN et les partenaires techniques travaillent pour assurer une approche cohérente pour soutenir le développement des CCR et des plans connexes, communiquer des progrès et assurer un soutien opportun et adéquat. En 2016, à travers les échanges croisés entre les pays, la consolidation de l'orientation autour d'actions et de coaching basés sur des données probantes, le Mouvement SUN cherchera à clarifier le processus d'élaboration de CCR et les pratiques qui soutiennent des approches multisectorielles dans les Pays SUN. Les Pays SUN trouvent généralement utile d'avoir leurs CCR examinés par d'autres pour les rendre plus forts - ou renforcés. En 2016, les approches pour le faire pourront être systématiquement explorées.

Grâce à la **Communauté de pratique Mouvement SUN sur les capacités fonctionnelles pour la coordination et le renforcement effectif de la nutrition**, le renforcement des capacités, des compétences et des pratiques collectives des Pays SUN pour la planification, le chiffrage, la gestion de la mise en œuvre, le suivi des dépenses et le suivi des progrès sera une priorité en 2016.

Grâce à la **Communauté de pratiques Mouvement SUN sur la mobilisation sociale, le plaidoyer et la communication**, les efforts de plaidoyer multisectoriel, multi-acteur, et multi-niveau seront essentiels pour veiller à ce que l'élan se poursuive, avec un accent sur l'innovation et l'ambition pour les résultats.

2.4 Objectif stratégique 4 : Progrès dans l'accroissement des ressources pour la nutrition et la démonstration des résultats

Messages clés

- Les Pays SUN font des progrès considérables dans l'identification des allocations contribuant à la nutrition et des allocations spécifiques à la nutrition dans leurs budgets nationaux - ce qui est le fondement de la responsabilité
- Les estimations préliminaires des allocations budgétaires nationales à la nutrition sont nouvellement disponibles pour 30 pays.
- Le financement pluriannuel est le but à long terme - nécessitant un suivi à long terme
- Comme de nouvelles facilités et des mécanismes de financement deviennent disponibles à l'échelle globale, une opportunité s'offre pour améliorer la transparence et la prévisibilité des ressources financières externes disponibles pour accès par les Pays SUN
- En 2016, Le Mouvement SUN est mis au défi de fournir une réponse audacieuse, ambitieuse et innovante pour soutenir l'intensification des financements en faveur de la nutrition, en se concentrant sur plus de nutrition pour l'argent disponible et plus d'argent pour la nutrition

“ Ceci est le fondement de la responsabilité. Il est aussi question d'orientation. Les gouvernements doivent être en mesure de voir où l'argent est dépensé. Les pays ont besoin des données comparables au fil du temps. Ne vous inquiétez pas pour des comparaisons transnationales - il faut être transparent et publier l'information. Commencer quelque part. ”

Lawrence Haddad,
chercheur principal à l'IFPRI,
co-président du Groupe d'experts indépendants
pour le Rapport mondial sur la nutrition

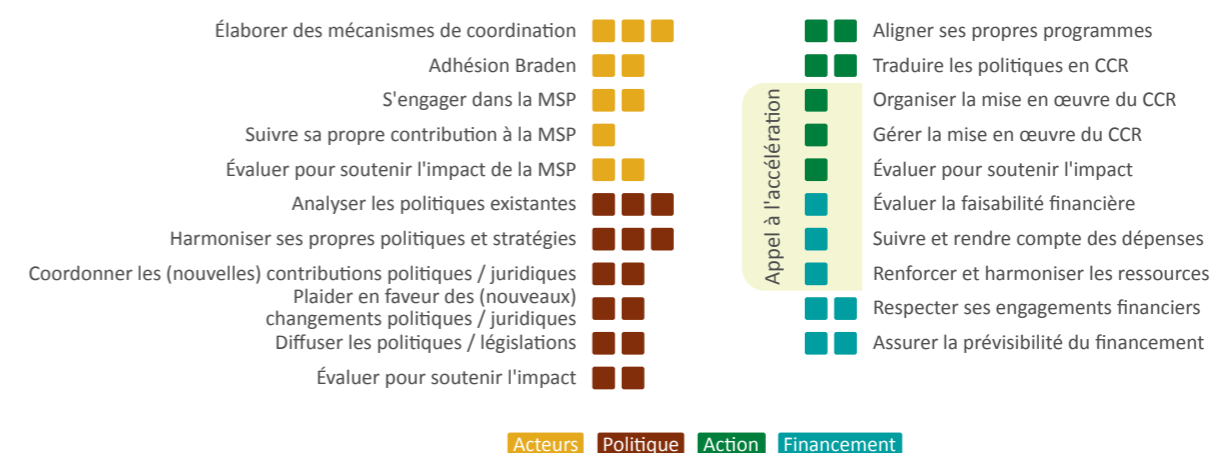
Aperçu

Il est essentiel pour les gouvernements nationaux et les MSP des Pays SUN d'évaluer les ressources existantes pour la nutrition et de mobiliser davantage de ressources financières. Le renforcement des actions et des interventions pour l'amélioration de la nutrition exige des ressources financières soutenues par les capacités individuelles, organisationnelles et systémiques.

Les décideurs politiques ont besoin de données fiables afin d'être en mesure de prendre des décisions éclairées quant à la répartition des ressources pour la nutrition dans les budgets nationaux. Le suivi des investissements pertinents pour la nutrition n'est pas une fin en soi, mais il peut permettre aux gouvernements de prendre des décisions de dépenses de nutrition fondées sur des données probantes, d'informer le public sur la façon dont les ressources sont dépensées, et permettre à la société civile de participer à un débat constructif sur la relation entre l'allocation de ressources et l'amélioration de l'état nutritionnel.

2015 a été une année d'exploration pour les Pays SUN entraînés par la nécessité d'en savoir plus sur le financement et les déficits des ressources pour la nutrition. Dans l'exercice d'autoévaluation Mouvement SUN 2014, il était clair qu'il y a une nécessité d'accélérer les efforts pour mieux suivre et rendre compte des dépenses pour permettre un renforcement effectif.

Exercice d'auto-évaluation (37 pays) 2014



Cette lacune évidente a incité à un exercice d'analyse budgétaire à l'échelle du Mouvement SUN en réponse urgente pour soutenir les Pays SUN à identifier les allocations de nutrition dans leurs budgets nationaux.

30 Pays SUN se sont réunis à travers quatre ateliers régionaux organisés par l'UNICEF au nom du Réseau des Nations unies Mouvement SUN et du Secrétariat du Mouvement SUN (SMS). Ils ont mené des enquêtes sur la nutrition, disséquant les budgets nationaux ou les systèmes nationaux de suivi budgétaire. Ils ont débattu des allocations spécifiques à la nutrition et des allocations contribuant à la nutrition et se sont efforcés de mesurer des dotations spécifiques, sur la base de la façon dont ces allocations étaient liées à la nutrition. C'était un processus d'apprentissage par la pratique et le partage de connaissances entre les Pays SUN. Ces pays sont en train de faire des progrès importants concernant un meilleur suivi des allocations contribuant à la nutrition et les allocations spécifiques à la nutrition dans leurs budgets nationaux. Suite à cet exercice, l'exercice d'auto-évaluation Mouvement SUN 2015 entrepris par les Pays SUN, démontre des améliorations majeures signalées dans la capacité des pays à évaluer la faisabilité financière du renforcement.

L'exercice commence à aider les Points focaux SUN des gouvernements et les décideurs nationaux à répondre à des questions difficiles relatives à « combien ça coûte de renforcer les interventions en matière de nutrition ? » Il sert également à dynamiser les efforts nationaux pour élaborer un dossier d'investissement plus convaincant et à l'incorporer dans leurs efforts de plaidoyer nationaux.

Cet effort collectif pour trouver un moyen convenu d'analyser les dépenses de la nutrition au sein du Mouvement SUN permettra à échéance aux Pays SUN de communiquer en toute transparence sur leur situation. Cela permettra au Mouvement SUN dans son ensemble de s'assurer que les investissements dans la nutrition ne sont pas seulement bien représentés mais aussi dirigés vers le meilleur effet.

Dans ce contexte, il y a eu des efforts globaux importants pour estimer le coût supplémentaire nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé dans 37 des pays les plus touchés. Dans l'ensemble, l'on estime que l'investissement total nécessaire pour le renforcement d'un ensemble d'interventions à efficacité avérée et à fort impact est de 49,6 milliards de dollars US au cours des 10 prochaines années²⁰. Atteindre l'objectif global du retard de croissance nécessitera une intensification de l'engagement des pays et des donateurs, ainsi qu'une hiérarchisation et harmonisation globales des investissements en matière de nutrition. L'écart de financement qui existe actuellement peut être fermé par un effort coordonné visant à mobiliser des ressources supplémentaires auprès des gouvernements nationaux, l'aide des donateurs traditionnels et de nouveaux mécanismes de financement innovants, tels que le fonds Power of Nutrition et Global Financing Fund.



Réalisations et résultats

30 Pays SUN se sont embarqués dans l'exercice visant à mettre une étiquette de prix sur la nutrition dans leurs budgets nationaux. Ils ont partagé, réfléchi, débattu et construit un consensus autour de leurs conclusions lors d'ateliers régionaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine au cours d'avril 2015.

Les chiffres préliminaires et les tendances reflétant l'élan dynamique vers la transparence et la responsabilité partagés par les Pays SUN figurent dans le Rapport mondial sur la nutrition 2015. La documentation du processus, des expériences, des résultats et des recommandations sur la voie à suivre est présentée dans le chapitre suivant, et de façon plus détaillée dans un rapport de synthèse, disponible sur le Rassemblement global du Mouvement SUN 2015.

Lier le chiffrage et le financement des actions de nutrition avec la planification, la mise en œuvre et le suivi de l'impact, sera crucial pour l'optimisation des ressources dans l'avenir. Avec des ressources limitées, la hiérarchisation sera essentielle. Le Réseau de Pays SUN a salué les ateliers en tant que forums utiles pour le partage, l'apprentissage et la formation de consensus. « Les budgets alloués aux interventions nutritionnelles sont généralement insuffisants et il n'y a pas d'estimations de dépenses ou d'allocations pour évaluer les lacunes, ce qui montre la pertinence de cet exercice », a déclaré le Dr Raymonde Goudou Coffie, ministre de la Santé et de la lutte contre le VIH en Côte-d'Ivoire.

La plupart des Pays SUN ont rapporté une amélioration significative de leur capacité à évaluer, suivre, renforcer et aligner les ressources en 2015. Des Pays SUN ont également rapporté que des engagements de financement ont de plus en plus été honorés et traduits dans les décaissements.

Des Pays SUN ont cependant rapporté que la mise en place de mécanismes de financement souples et prévisibles et les lacunes de financement pour la nutrition, a souffert de recul. Cette baisse met l'accent sur le manque d'allocation financière cohérente et de décaissement pour soutenir les objectifs de nutrition à long terme.

Il y avait aussi des défis dans la définition et la mesure des résultats contribuant à la nutrition, avec les Pays SUN demandant plus de conseils. Ce travail est essentiel pour guider la façon d'obtenir plus de résultats de nutrition à partir des fonds investis déjà dépensés dans tous les secteurs et sera un élément clé de 2015 - 16.

²⁰ Atteindre l'objectif global de réduction du retard de croissance : Combien cela va-t-il coûter et comment pouvons-nous payer pour cela ? Banque mondiale, Results 4 Development, Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance, 1000 Days (programme des 1000 jours les plus décisifs), Fondation Bill et Melinda Gates.

Gros plan sur les Pays SUN



© Save the Children / Alejandro Kirchuk

République du Pérou

Depuis plusieurs années, la République du Pérou met en œuvre les mécanismes de gestion et de suivi des résultats de ses interventions. Les interventions ont été renforcées par le développement d'un système de suivi et de planification financière qui est transparent et mis à jour quotidiennement. Cela permet aux utilisateurs de disposer d'informations en temps réel sur la répartition du budget et l'exécution des dépenses à travers une plate-forme web intitulée « friendly consulting ».

Les interventions de l'État dans la malnutrition, par ordre de priorité sur la base de preuves scientifiques, ont été incluses dans le budget national comme des programmes financés par le budget (Programme de santé maternelle et néonatale et Programme coordonné de nutrition). La planification et le suivi de ces interventions a pris en compte le modèle de causalité logique des deux programmes, et pour les mesures, les systèmes sont utilisés qui fournissent régulièrement des informations provenant d'enquêtes nationales (ENDE) et des registres administratifs (par exemple, les registres des services de santé ou de l'administration financière pour les questions budgétaires).

La disponibilité des informations opportunes et ventilées a facilité les processus de liaison entre les secteurs, les gouvernements et la société civile. En outre, la mise en œuvre de méthodes de paiement aux niveaux régional et local est conçue pour améliorer les processus de gestion à différents niveaux et pour inciter à la réalisation de la couverture des soins ciblés avec les produits prioritaires.



© Fondation Bill & Melinda Gates / Frederic Courbet

République du Kenya

Le Plan national d'action 2012 - 2017 de la nutrition (NNAP) est décentralisé. 17 plans d'action de nutrition de comtés (CNAP) sont en cours d'élaboration tandis que sept sont élaborés et chiffrés pour la période de 2015 à 2018. Ils sont alignés avec les plans de dépenses à moyen terme du gouvernement, les politiques et les plans sectoriels nationaux et de comtés.

Les comtés ont d'abord reçu des orientations des parties prenantes impliquées dans la rédaction du NNAP, avant d'engager un processus de consultation avec les principales parties prenantes nationales et de comté pour la nutrition. Une fois finalisés, les CNAPS ont été chiffrés, en utilisant l'approche basée sur des composants et chaque ressource nécessaire pour l'intervention a été identifiée et évaluée. Une note d'orientation et les projets d'outils de chiffrage élaborés au niveau national ont été partagés et adaptés en fonction du contexte de la mise en œuvre du comté spécifique, des objectifs annuels et des implications de coûts du renforcement au fil du temps. Le processus a également été orienté par des coûts unitaires provenant d'études documentées. Les profils nutritionnels de comté ont été utilisés pour estimer le fardeau de la malnutrition ainsi que les exigences en matière de ressources basées sur l'analyse actuelle des indicateurs d'interventions nutritionnelles à fort impact. Enfin de compte, un soutien technique a été fourni pour examiner les documents finaux.

Les CNAP chiffrés fournissent un cadre pour les interventions de nutrition coordonnées au niveau du comté en tant qu'outils solides de mobilisation des ressources et d'orientation de l'investissement pour des interventions nutritionnelles rentables.

Élaborer les budgets, secteur par secteur

Par le Professeur Endang Achadi, Université d'Indonésie

L'Indonésie a considérablement progressé dans la cartographie des allocations spécifiques à la nutrition et des allocations contribuant à la nutrition dans le budget national. Tout d'abord, nous avons effectué une sensibilisation des secteurs concernés pour expliquer les déterminants immédiats et sous-jacents de la malnutrition et comment ils se rapportent à leurs programmes sectoriels.

Nous avons utilisé des présentations inspirées du cadre conceptuel de l'UNICEF et des interventions de la série du The Lancet. Nous leur avons montré les causes directes - l'apport alimentaire et l'infection. Comment abordez-vous l'apport alimentaire ? Avec une alimentation suffisante et diversifiée - à partir d'ici il est simple de créer un lien avec l'agriculture et la pauvreté. Comment prévenir l'infection ? À travers des interventions WASH qui sont liées au secteur des travaux publics. Étape par étape, nous avons lié chaque déterminant à chaque secteur concerné. Cela les a guidés et leur a montré ce que leur contribution devrait être. De là, nous obtenons des informations sur les allocations budgétaires potentiellement pertinentes et demandons plus de détails qui sont déjà dans leur plan budgétaire à moyen terme. La prochaine étape est l'élaboration du Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition (RAN PG) 2015 - 2019 qui aura un accent plus fort sur les 1000 jours les plus décisifs de vie et impliquera des secteurs clés au-delà de la santé. Ceci a été réalisé grâce à leur implication dans le mouvement national Mouvement SUN et les réunions de sensibilisation tenues et le budget le travail d'analyse a encouragé les secteurs à analyser leurs programmes pertinents de nutrition plus en détail.

Barrières

Pour allouer les budgets de manière appropriée, les décideurs et les directeurs de programme ont besoin d'avoir une compréhension suffisante de la façon dont les programmes peuvent atteindre l'objectif d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ceci n'est pas encore pleinement réalisé.

Pour vous dire la vérité - la tâche n'est pas aisée. Il est essentiel d'avoir à bord, non seulement des experts techniques, mais également des décideurs de haut niveau. Lorsque les secteurs allouent leurs budgets, ils n'ont pas la nutrition comme objectif. Lorsque nous nous asseyons ensemble avec d'autres secteurs pour discuter de leur rôle dans l'amélioration de la nutrition à travers l'allocation de budget de leur secteur, ils commencent à comprendre comment mieux répartir le budget pour les programmes contribuant à la nutrition à l'avenir.

Monter le dossier d'investissement pour le développement contribuant à la nutrition

Lorsque vous parlez des allocations budgétaires - vous devez être clairs sur la signification vous leur accordez. Si vous n'êtes pas sûr de ce à quoi renvoie une l'allocation budgétaire, alors il est difficile de justifier l'inclusion. Dans le même temps, si vous commencez à partir du budget national, vous devez examiner les objectifs sectoriels de la nutrition et plaider pour l'allocation suffisante auprès des ministères concernés. Ces préoccupations doivent être liées avec le principe que l'investissement dans la nutrition est un investissement dans l'avenir de la nation. C'est l'un des investissements les plus rentables et nous avons besoin de démontrer les conséquences de ne pas investir dans la nutrition et les avantages de relever le défi de l'investissement. Il est important que nous fassions résonner cela par le plaidoyer auprès des décideurs au plus haut niveau, quand nous ventilons les budgets nationaux dans les secteurs concernés. L'insistance sur l'orientation aidera à bâtir une culture de compréhension autour de l'amélioration de la nutrition.

Et après ?

Comme indiqué dans l'ICE, les progrès sur le suivi financier dans le Mouvement SUN doit s'améliorer. Dans ce contexte, l'enthousiasme remarquable, la collaboration et le partage qui a caractérisé l'exercice d'analyse budgétaire Mouvement SUN 2015 a suscité un désir de se concentrer davantage sur les résultats.

Une priorité clé en 2016 consistera à soutenir davantage l'avancement de l'analyse avec le groupe des Pays SUN qui a participé à l'exercice 2015. Cela impliquera de se focaliser sur le suivi des dépenses réelles dans le budget et des ressources hors budget, telles que les contributions de la société civile et du secteur privé.

En 2016, il y aura un appel à répétition à l'endroit des Pays SUN intéressés à analyser leurs budgets nationaux et les Pays SUN qui ont déjà entrepris l'exercice seront engagés pour partager leurs expériences et orienter le processus. Des ateliers régionaux seront à nouveau lancés pour aider à faire avancer les pays qui ont déjà entrepris le travail et soutenir d'autres pays pour commencer.

Les Pays SUN ont également demandé plus de conseils et de soutien pour une meilleure définition des actions contribuant à la nutrition. L'accent sera mis sur l'atteinte d'un consensus sur les définitions convenues et la mesure des résultats contribuant à la nutrition d'une part, et les estimations de coûts contribuant à la nutrition d'autre part. Il sera essentiel que ce travail soit fortement lié aux travaux en cours sur l'estimation des investissements actuels pour la nutrition, exploitant les ressources existantes et les travaux sur les indicateurs et métriques. 2016 aura un fort accent sur l'obtention de plusieurs résultats de nutrition pour l'argent dépensé.

En 2016, l'accent mis sur la mobilisation des ressources et le montage des dossiers d'investissement intelligents pour les Pays SUN sera essentiel pour attirer plus de financements. Comme de nouvelles facilités et mécanismes de financement deviennent disponibles à l'échelle globale, une opportunité s'offre pour améliorer la transparence et la prévisibilité des ressources financières externes disponibles pour accès par les Pays SUN

Enfin, il y aura un accent de plus haut niveau sur une meilleure utilisation des données pour la prise de décision et la responsabilisation comme demandé par le Rapport mondial sur la nutrition en 2014 et 2015. La principale priorité est de garantir que les Pays SUN savent comment différentes initiatives peuvent renforcer leurs capacités nationales et répondre à leurs besoins en termes de gestion de l'information. Celles-ci sont entre autres, le Groupe technique consultatif d'experts sur la surveillance de la nutrition (TEAM) OMS / UNICEF, le Fonds mondial de soutien à la mise en place de plates-formes nationales d'information sur la nutrition (NIPN), le Groupe d'experts indépendant (GEI) pour le Rapport mondial sur la nutrition, le Groupe de travail technique FSIN (Initiative conjointe PAM / FAO) et le Groupe technique sur la sécurité alimentaire intégrée et la classification humanitaire par phase (IPC).

En 2016, Le Mouvement SUN est mis au défi de fournir une réponse audacieuse, ambitieuse et innovante pour soutenir l'intensification des financements pour la nutrition. À travers les communautés de pratique Mouvement SUN, des efforts seront fournis pour accélérer ce travail, s'assurer qu'il entraîne un plaidoyer efficace et soutenir les objectifs des parties prenantes pour mobiliser des ressources pour la nutrition.



Soutenir le progrès et renforcer les résultats

Messages clés

- Le Mouvement SUN aspire à agir comme un connecteur
- Il a cherché à créer un environnement d'apprentissage, de partage et de facilitation du soutien pour les Pays SUN quand l'expertise dans le pays est indisponible
- Le soutien peut être sous forme de coaching, d'assistance technique, d'échange d'expériences pour informer sur une voie à suivre, de gestion des connaissances et de financement de l'action.
- Le soutien est organisé à travers trois *Communautés de pratique Mouvement SUN*, mettant l'accent sur :
 - la gestion de la politique et du cycle budgétaire - de la planification à la comptabilisation des résultats
 - Mobilisation sociale, plaidoyer et communication
 - Capacités fonctionnelles pour un renforcement efficace et coordonné de la nutrition en pratique
- Dans la dernière année, 157 demandes de soutien de Pays SUN ont été enregistrées

Cadre de capacités de prestation du Mouvement SUN

Disposer des compétences et capacités individuelles et institutionnelles adéquates est fondamental pour effectivement renforcer la nutrition. Depuis le début du Mouvement SUN et tout au long de 2014 - 15, les Pays SUN ont souligné les capacités de base qui sont essentielles pour une action multisectorielle efficace.

Comme indiqué dans les chapitres précédents, il y a eu d'énormes progrès à travers le Mouvement SUN dans le renforcement de ces capacités de base et le soutien des progrès vers les Objectifs stratégiques du Mouvement SUN.

Le Mouvement SUN aspire à agir comme un connecteur - réunissant des Pays SUN, les réseaux Mouvement SUN qui s'efforcent de catalyser le progrès et la collaboration, et la communauté technique pour aider à ouvrir la voie à l'impact.

Comme les Pays SUN œuvrent pour le progrès, les lacunes dans la capacité émergent et agissent comme des blocages de la trajectoire vers la mise en œuvre et le renforcement des actions efficaces en matière de nutrition. Souvent, des solutions aux besoins de capacité des Pays SUN peuvent être apportées par les parties prenantes de pays telles que les agences de l'ONU. Dans certains Pays SUN, de nombreuses possibilités de soutien au niveau national existent et dans d'autres, l'assistance technique peut être limitée. Souvent, le soutien n'est pas bien coordonné ou aligné avec les objectifs nationaux des Pays SUN

Le Mouvement SUN a cherché à créer un environnement d'apprentissage, de partage et de facilitation de soutien aux Pays SUN quand l'expertise au niveau national est indisponible. Cela encourage également tous les acteurs concernés à renforcer leur soutien aux actions alignées et coordonnées au niveau national en faveur de la nutrition. Ce soutien peut venir des réseaux Mouvement SUN, des organisations internationales non gouvernementales (OING) ou des établissements universitaires disposant des connaissances et de l'expérience pour catalyser le progrès.

Le soutien peut être sous forme de coaching, d'assistance technique, d'échange et de partage d'expériences pour informer sur une voie à suivre, de gestion des connaissances et de financement de l'action.

À mesure que les demandes de soutien sont reçues des Pays SUN, il y a un effort concerté pour répondre à leurs besoins avec un soutien opportun, pratique et efficace qui existe dans tous les coins du Mouvement SUN. Ce système est appelé Cadre de capacités de prestation du Mouvement SUN.

Comment les pays sont-ils soutenus dans leurs besoins ?



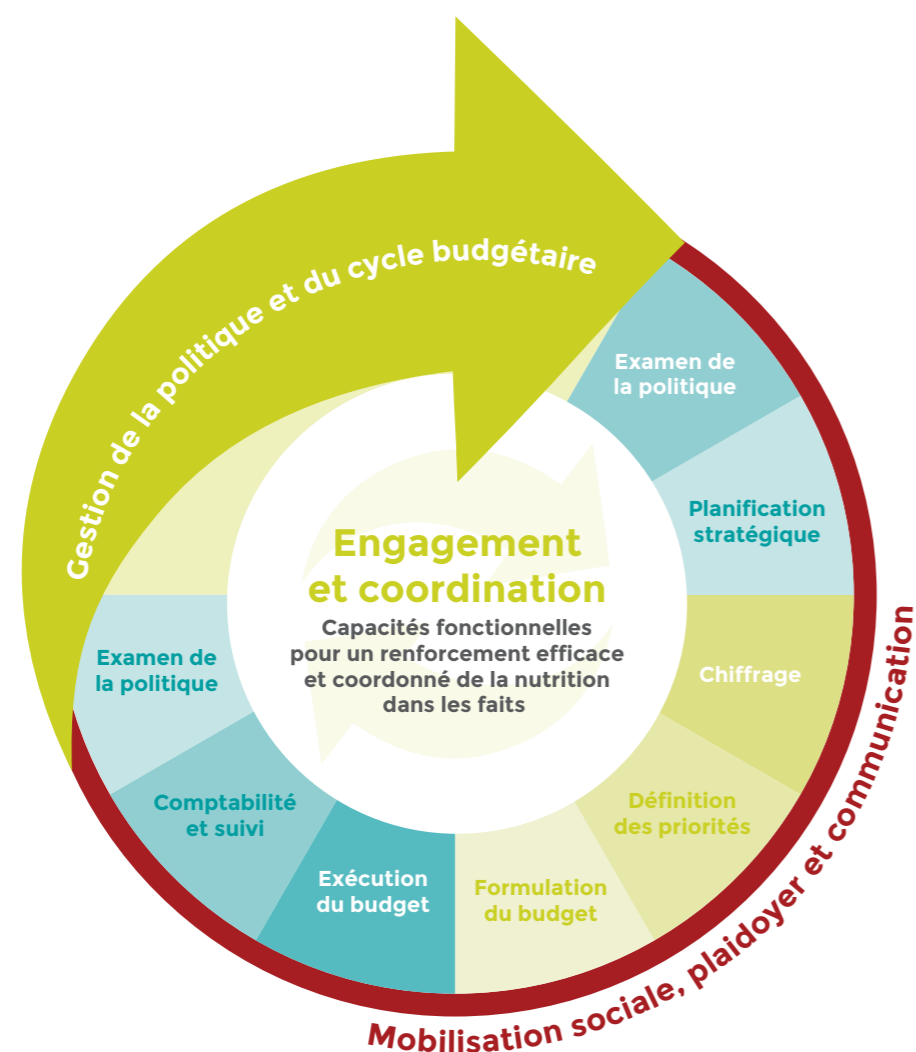
Suite à un soutien thématique décrit dans le Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN 2014, en 2014 - 15, sur la base de la nature des demandes en provenance des Pays SUN, il a été convenu de renforcer trois centres d'intérêts thématiques à l'échelle du Mouvement SUN qui ont découlé de la demande des pays. Trois *communautés de pratique Mouvement SUN* ont été mises en place pour récolter les connaissances et l'expérience collectives des acteurs, créer des plateformes de partage et d'apprentissage et fournir une expertise technique.

Trois Communautés de pratique Mouvement SUN

- la gestion de la politique et du cycle budgétaire - de la planification à la comptabilisation des résultats
 - Remarque : tout au long de 2014 - 15, un autre communauté de pratique était en place et était focalisée sur le suivi fiable de progrès, l'évaluation des résultats et la démonstration des résultats de la nutrition. Elle a été intégrée à la première communauté pour mieux saisir les éléments du cycle de planification.
- Mobilisation sociale, plaidoyer et communication
- Capacités fonctionnelles pour un renforcement efficace et coordonné de la nutrition en pratique

Ces *communautés de pratique Mouvement SUN* sont une façon de travailler ensemble. Elles visent à organiser une assistance technique efficace, générer des connaissances et offrir des options de financement pour appuyer les progrès dans le pays autour de trois thèmes principaux.

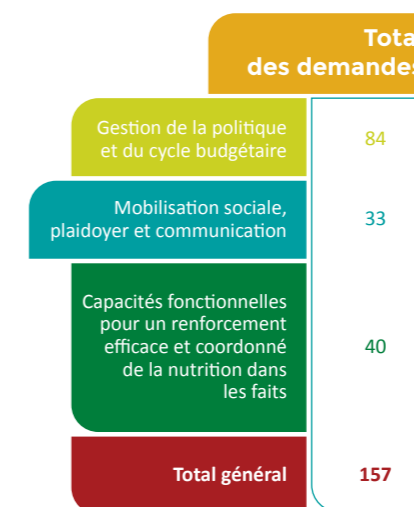
Il y a beaucoup d'autres communautés de pratique fournissant une base de connaissances et un appui solide pour le renforcement de la nutrition à l'échelle globale, telles que l'Institute of Development Studies (Institut d'études de développement), Secure Nutrition et le mécanisme REACH. Les *communautés de pratique Mouvement SUN* interagissent avec un large éventail de praticiens à l'échelle globale et visent à mobiliser le soutien pratique en appui aux Pays SUN.



État des demandes à ce jour

Le Secrétariat du Mouvement SUN a commencé à enregistrer les demandes de soutien de Pays SUN au cours des réunions du Réseau de Pays SUN, des ateliers régionaux et par la communication bilatérale sur une base systématique depuis mars 2014.

D'août 2014 à août 2015, 157 demandes de soutien ont été reçues par le SMS, dans les cas où une solution d'appui en capacités au niveau de pays n'a pu être identifiée par le Point focal de gouvernement Mouvement SUN. Une ventilation de ces demandes est détaillée comme suit :



Au total, 106 demandes d'aide ont été soit pleinement prises en compte par les fournisseurs ou sont en voie de l'être. 26 demandes ont été fermées comme des solutions dans le pays ont été identifiées.

Et après ?

Il est clair que la réponse aux demandes de renforcement des capacités doit encore être donnée pour satisfaire les attentes des Pays SUN, mais les efforts pro-actifs tels que l'exercice d'analyse budgétaire Mouvement SUN 2015 ont contribué à stimuler le progrès. En se fondant sur les enseignements tirés de 2014 - 15, le SMS continuera à faciliter les trois *communautés de pratique Mouvement SUN*, composées de pays et réseaux Mouvement SUN qui ont une large expérience, expertise et compétences disponibles pour fournir des réponses rapides et adaptées aux demandes spécifiques de soutien. Les *communautés de pratique Mouvement SUN* seront encore renforcées et formées pour assurer des réponses proactives de qualité afin de renforcer les capacités des Pays SUN.

En se basant sur les activités et l'apprentissage de l'année écoulée, les communautés de pratique intensifieront leurs efforts pour :

- engager d'autres prestataires de services afin de répondre aux besoins croissants des Pays SUN et encourager l'engagement des pays quand le soutien est limité ou non disponible ; élaborer des directives pour les nouveaux Pays SUN et les pays dans lesquels il se révèle difficile de mobiliser le soutien technique²¹,
- garantir que tous les Pays SUN ont un accès équitable aux possibilités de partage et d'apprentissage qui caractérisent le Mouvement SUN,
 - affiner les systèmes de gestion de l'information du SMS pour fournir une solide base de connaissances et garantir que les produits de partage des connaissances se penchent sur l'appétit pour les informations, l'expérience et les conseils de Pays SUN.
 - continuer à croître et à élargir la portée des *communautés de pratique Mouvement SUN* pour offrir des possibilités d'apprentissage et de partage proactives à travers tout le Mouvement SUN et
- soutenir les Pays SUN à mieux comprendre les types de financement global qui sont disponible et la meilleure façon d'accéder à ces fonds.

²¹ Comme mentionné dans une cartographie des prestataires de services actifs dans les Pays SUN, il y a une forte concentration de prestataires de services dans un petit nombre de Pays SUN et soit aucun soutien, soit un soutien plutôt insuffisant dans la majorité des Pays SUN. Dans ce contexte, on ne tient pas compte des agences de l'ONU, qui sont présentes dans tous les Pays SUN et peuvent être considérées comme partenaires de premier ordre pour les besoins d'assistance technique.

3.1 Gestion de la politique et du cycle budgétaire - de la planification à la comptabilisation des résultats

À ce jour, cette communauté de pratique Mouvement SUN a mis l'accent sur les efforts en cours par les gouvernements et les partenaires d'appui dans le Mouvement SUN pour chiffrer et suivre les plans nationaux de nutrition. Elle vise à orienter les efforts coordonnés des parties prenantes en matière de nutrition et à mobiliser les ressources nécessaires pour combler les lacunes et maintenir les résultats. Elle vise également à soutenir la création et l'utilisation de plates-formes d'information aux niveaux national et infranational qui peuvent aider à :

- suivre les progrès dans le cadre de la réduction de la malnutrition
- déterminer les associations entre les changements dans la malnutrition et les investissements financiers intérieurs et extérieurs en matière de nutrition
- construire des arguments de plausibilité sur l'efficacité des différentes interventions du point de vue de l'impact et du coût
- renforcer la responsabilité mutuelle des partenaires gouvernementaux et de développement dans le respect des engagements pris, en se servant des plates-formes d'information telles que la NIPN.

État des demandes à ce jour

84 demandes sont à ce jour enregistrées pour le soutien dans les différents domaines de la planification, du chiffrage, de la mise en œuvre et du financement (pour le suivi et la mobilisation des ressources).

Qui est impliqué ?

Un certain nombre de partenaires internationaux ont été impliqués dans cette communauté, fournissant une expertise technique en réponse aux demandes des Pays SUN. Ce sont la Banque mondiale, l'ONU REACH, FANTA, l'équipe de chiffrage One Health de l'ONU, MQSUN, FAO / PDDAA, Results for Development, Development Initiative, SPRING, IFPRI, ACF, Save the Children et Oxford Policy Management. Les quatre réseaux mondiaux Mouvement SUN sont activement impliqués dans cette communauté.

Enquête nutritionnelle dans les budgets nationaux

Le renforcement de la nutrition nécessite une approche globale où les efforts doivent être intégrés dans les programmes et plans de multiples secteurs. Alors qu'une approche à grande échelle est nécessaire, la complexité de cette approche rend difficile le suivi financier des efforts et la garantie de l'atteinte des objectifs. Comprendre les investissements en matière de nutrition aide les décideurs, aux niveaux national et international, à mieux planifier et prendre des décisions éclairées sur l'allocation des ressources pour la nutrition. Cela permet de réunir les parties prenantes pour accroître la performance et l'efficacité des allocations et des dépenses budgétaires. Cela permet également aux gouvernements de prendre des décisions en matière de dépenses de la nutrition qui sont fondées sur des preuves, d'informer le public et de permettre aux agents de plaidoyer de la société civile de participer à un débat constructif.

Reconnaître le défi

La nécessité d'un suivi adéquat des investissements en matière de nutrition a été reconnue dès le lancement du Mouvement SUN. Une revue de la littérature a été initiée en 2013 en examinant quelles analyses pouvaient être faites dans les pays et en 2014 un examen du budget en ligne a été mené sur 28 Pays SUN. Les résultats, bien que limités, ont fourni une base solide pour les efforts futurs. À la suite de séances de travail lors du Rassemblement global du Mouvement SUN 2014 sur le suivi des allocations pour la nutrition, la 17^e réunion du Réseau des Pays SUN, a exploré plus en profondeur, les aspects pratiques de la question. Au cours de cette réunion, les Pays SUN étaient invités à répondre à un *appel d'intérêt* qui visait à identifier les pays intéressés à accélérer leurs efforts pour faire des rapports sur les allocations budgétaires pertinentes de la nutrition.

Embrasser la réponse écrasante

Trente Pays SUN ont répondu à l'*appel d'intérêt* et étaient enthousiastes à l'idée de se lancer dans l'utilisation d'une approche en 3 étapes de rapport sur les allocations pertinentes pour la nutrition. L'approche en 3 étapes a été identifiée par le Secrétariat du Mouvement SUN comme un moyen rapide et pratique de faire des rapports sur les allocations pertinentes pour la nutrition. Elle est basée sur une méthodologie commune, approuvée par les responsables du Réseau de donateurs Mouvement SUN en 2013, pour suivre les investissements globaux en matière de nutrition.

L'approche en 3 étapes :

- **Première étape - identifier les allocations budgétaires pertinentes pour la nutrition à travers une recherche par mot clé.**
- **Deuxième étape - évaluer clairement les allocations budgétaires spécifiques à la nutrition, contribuant à la nutrition et enfin, sans rapport avec la nutrition.**
- **Troisième étape - attribuer une mesure aux allocations par exemple spécifiques à la nutrition (100 %), comme un programme national de nutrition dans le budget; et une allocation raisonnable pour les programmes qui contribuent à la nutrition (par exemple 25 %), comme les programmes de protection sociale et les programmes de développement de la petite enfance.**

La méthode fournit un exercice utile dans la transparence et un point de départ pour le suivi des dépenses de la nutrition dans le budget national, cependant, elle ne reflète pas une image complète et ne peut être utilisée comme une base de comparaison de pays à pays.

“ Les budgets alloués aux interventions nutritionnelles sont généralement insuffisants et il n'existe pas de prévisions de dépenses ou d'allocation pour évaluer les lacunes, ce qui montre à quel point cet exercice est pertinent ”

Dr Raymonde Coffie Goudou,
ministre de la Santé en charge
de la lutte contre
le VIH en Côte-d'Ivoire

Établissement d'un consensus encourageant : Des ateliers régionaux

Les travaux ont abouti à quatre ateliers régionaux d'analyse budgétaire en avril 2015, soutenus par l'UNICEF au nom du Réseau des Nations unies Mouvement SUN, en Thaïlande, Ouganda, Côte d'Ivoire et Guatemala. Les participants des Pays SUN se sont réunis pour les ateliers à différents stades de l'approche en 3 étapes et ont pu débattre des allocations spécifiques et des allocations contribuant à la nutrition, et de la mesure appropriée pour chaque type d'allocation, en fonction de leur sensibilité à la nutrition. C'était un processus d'apprentissage par la pratique et le partage de connaissances entre les Pays SUN.

Le Réseau de Pays SUN a salué les ateliers comme des forums utiles pour le partage, l'apprentissage et la recherche de consensus entre les Pays SUN.

Résumé des points clés issus des ateliers régionaux

1. Fournir des conseils pour normaliser la catégorisation des interventions « Contribuant à la nutrition » et « spécifique à la nutrition »
2. Élaborer des recommandations pour relever les défis actuels tels que la comptabilisation des coûts de personnel et des coûts de gouvernance de la nutrition
3. Élaborer des options pour harmoniser la « mesure » des interventions, en particulier de celles contribuant à la nutrition.
4. Fournir des recommandations sur les prochaines étapes. En particulier :
 - sur la façon de suivre les dépenses réelles
 - sur la manière de suivre les allocations et dépenses hors budget
 - sur la façon d'utiliser les résultats de l'analyse du budget pour le plaidoyer et la communication
 - sur la manière de lier l'analyse du budget avec les estimations de coûts afin d'établir les écarts financiers.

Partage des connaissances

En juin 2015, 30 Pays SUN avaient traversé les étapes 1 et 2, et 14 de ceux-ci avaient fait des progrès considérables à l'étape 3²². L'analyse préliminaire qui suit est un témoignage sur le fait que l'exercice d'analyse budgétaire a été un bon point de départ pour les Pays SUN, avec des signes qu'elle a catalysé un fort désir de poursuivre systématiquement une analyse plus approfondie en fonction des besoins des pays.

Engagement transectoriel et potentiel d'allocations

Il y avait un large éventail de ministères, départements et agences (MDA) à partir desquels les allocations budgétaires ont été tirées, pour l'exercice, de 2 au Vietnam à 15 au Guatemala (médiane de 7). Il y avait aussi un large éventail dans le nombre d'allocations budgétaires, trouvées grâce à des recherches par mots clés, qui contenaient potentiellement des éléments pertinents pour la nutrition, de 11 aux Philippines à plus de 100 au Bangladesh, Lesotho, Togo et Ghana.

Le nombre d'allocations spécifiques à la nutrition et contribuant à la nutrition non mesurées, produite par la recherche par mot clé, représente la « limite supérieure » de toutes les allocations à la nutrition. Les limites supérieures vont de <1 % du budget total du gouvernement au Vietnam à > 7 % au Bangladesh, Comores, Guatemala et Tadjikistan.

La moyenne de la limite supérieure pour les allocations spécifiques à la nutrition est de 0,47 % et la moyenne de limite supérieure pour les allocations contribuant à la nutrition est de 4,47 % du budget national.

Une compréhension plus profonde grâce aux mesures

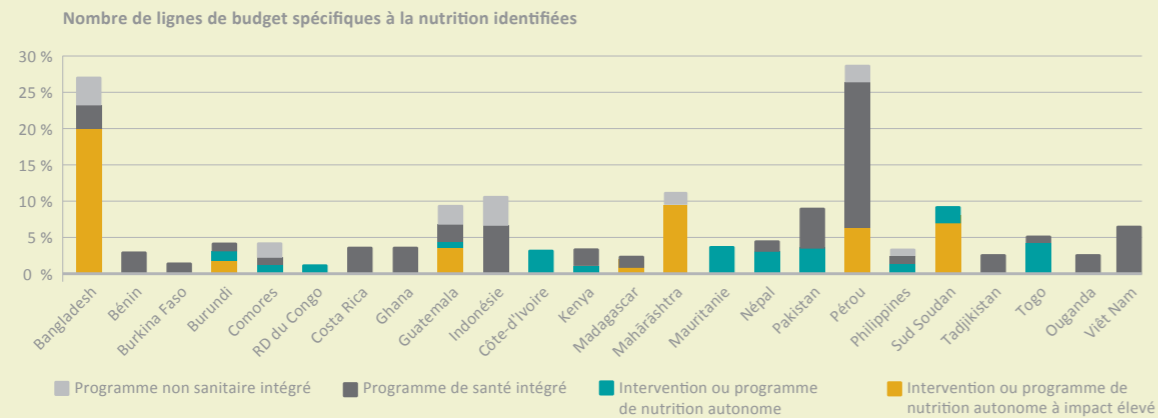
Pour les 14 pays qui ont mesuré les allocations pour la nutrition, les totaux vont de 0,1 % du budget total du gouvernement à 2,90 %. La moyenne est de 1,34 %. Ceci suggère que les allocations de nutrition du gouvernement sont très modestes, mais sont similaires aux pourcentages trouvés pour la nutrition dans le cadre de l'aide publique au développement (APD) dans le Système de notification des pays créanciers de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), comme indiqué dans le Rapport mondial sur la nutrition (RMN) 2014.

Dans ces pays, les allocations spécifiques à la nutrition mesurées représentaient 94 % de la limite supérieure des allocations spécifiques à la nutrition et les allocations contribuant à la nutrition mesurées représentaient 29 % de la limite supérieure des allocations contribuant à la nutrition. Le ratio d'allocations spécifiques aux allocations contribuant à la nutrition de 39 % est similaire au ratio des donateurs à 50 %, selon les estimations du RMN 2014.

Les allocations spécifiques à la nutrition ont été identifiées par 26 pays et se trouvaient surtout dans les budgets des ministères, départements et agences (MDA) qui fournissent des services de santé. Plus d'un tiers des pays ont été en

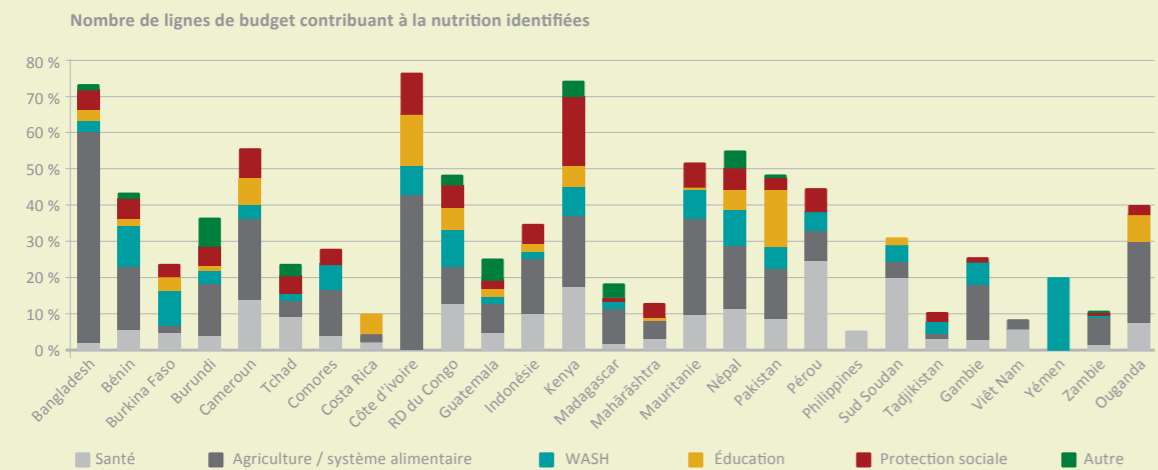
²² Les résultats ont été examinés grâce à des consultations dans le pays et à travers quatre ateliers régionaux animés par l'UNICEF au nom du Réseau des Nations unies et du Secrétariat du Mouvement SUN. Chaque équipe de gouvernement du pays a décidé des ministères, départements et agences (MDA) où mener la recherche et des postes du budget à inclure dans l'analyse, donc les comparaisons des estimations générées par les pays ne sont pas strictement valables.

mesure d'identifier des interventions ou des programmes autonomes de nutrition par exemple le programme national des 1000 jours les plus décisifs et le programme d'enrichissement des aliments. La figure ci-dessous montre le nombre et le type d'allocations spécifiques à la nutrition identifiées par ces pays.



Standardiser les allocations contribuant à la nutrition

Chaque budget national est structuré différemment. Afin de normaliser les résultats, un cadre d'analyse a été appliqué à chaque allocation identifiée comme contribuant à la nutrition. Des allocations ont été regroupées en cinq domaines sectoriels clés, tels qu'identifiés dans le RMN 2014 : la santé publique ; l'éducation ; l'agriculture ; la protection sociale et ; l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH).



Vingt-cinq pays ont été en mesure d'identifier les allocations contribuant à la nutrition à travers plus de quatre domaines sectoriels clés. La figure ci-dessous montre le nombre d'allocations identifiées par chaque pays dans les cinq domaines sectoriels. Le domaine agricole avait le plus grand nombre d'allocations budgétaires, suivi par la santé publique, les interventions WASH, la protection sociale et l'éducation.

Éléments supplémentaires : le sexe, la gouvernance et les changements au fil du temps

22 pays étaient en mesure d'identifier les allocations sensibles au genre ; celles-ci se trouvaient pour la plupart dans le domaine de la protection sociale et de l'éducation.

Bien que pas généralisées, les allocations en faveur de la gouvernance de la nutrition ont été identifiées et sont les suivantes :

- mécanismes de coordination pour la nutrition à Madagascar, au Bénin et en Zambie
- institutions de recherche dédiées à la nutrition en RDC et aux Philippines
- systèmes d'information sur la nutrition (autonomes et intégrés) au Bangladesh, Soudan du Sud, Zambie, Costa Rica, Pérou et Guatemala
- renforcement de la bonne gouvernance aux niveaux national et sous-national au Ghana et au Tchad
- technologies de communication et d'information au Kenya et au Tadjikistan.

Tendances au fil du temps

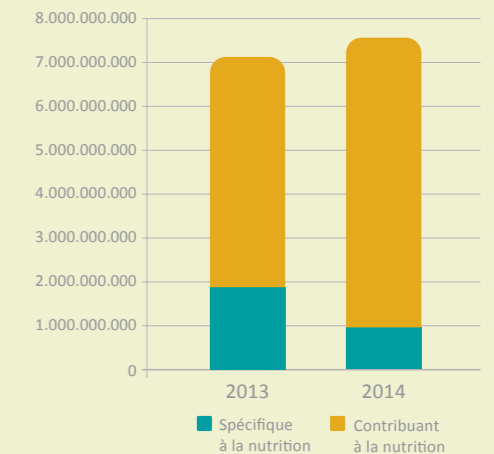
Douze pays ont fourni plus d'un point de données ; parmi eux, onze avaient des données pour 2013 et 2014. En se servant de 2013 comme base de référence, les chiffres de 2014 ont été ajustés pour tenir compte de l'inflation, ce qui montre le changement en termes réels. Il y avait une diminution relative dans les allocations pour les interventions spécifiques à la nutrition, à l'exception du Burundi et de la Mauritanie. Tous les pays, à l'exception du Bangladesh, montrent une augmentation des allocations contribuant à la nutrition.²³

Sources de financement intérieures et extérieures

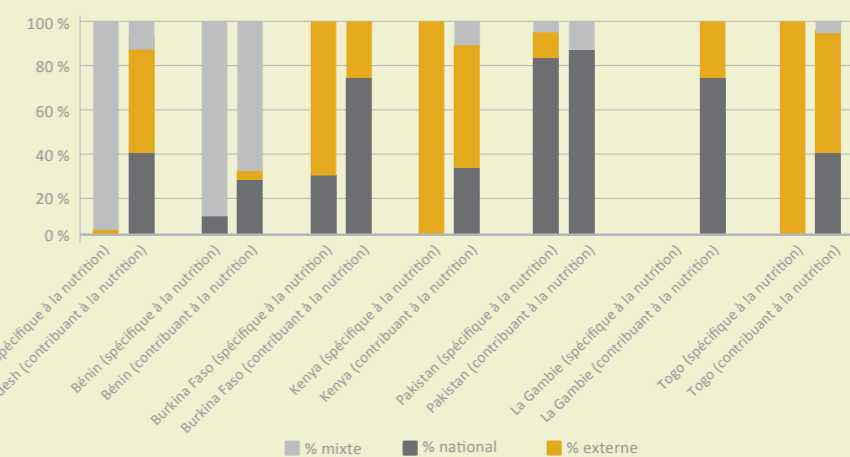
Sept pays ont été en mesure de fournir suffisamment de détails pour examiner les sources de financement afin de permettre une meilleure compréhension de qui investit où. Les sources externes et mixtes de financement sont prédominantes dans les allocations spécifiques à la nutrition tandis que les sources plus internes semblent se concentrer dans les allocations contribuant à la nutrition.

Une analyse plus approfondie permettra d'identifier les principales sources de financement parmi les allocations budgétaires les plus fréquemment rapportées « contribuant à la nutrition » dans les cinq secteurs clés.

Modifications apportées aux allocations budgétaires combinées (en dollars US) pour 11 pays (déflateur du PIB ajusté)



Nombre de lignes de budget spécifiques à la nutrition identifiées



Limites des conclusions

Le processus n'a pas été finalisé et présente quelques limites. Celles-ci sont : le système de mesure choisi par le pays, les MDA sélectionnés par le pays et la différence dans les hypothèses sous-jacentes de programmes contribuant à la nutrition et des programmes spécifiques à la nutrition entre les pays. Ces limites, cependant, ne nuisent pas à la capacité de chaque pays à suivre ses propres allocations au fil du temps en supposant que leurs définitions et hypothèses demeurent constantes.

Poursuivre le chemin à parcourir

Cet effort collectif pour trouver un moyen convenu d'analyser les dépenses de la nutrition au sein du Mouvement SUN permettra à échéance aux Pays SUN de communiquer en toute transparence sur leur situation. Cela permettra au Mouvement SUN dans son ensemble de s'assurer que les investissements dans la nutrition ne sont pas seulement bien représentés mais aussi dirigés vers le meilleur effet.

Les données partagées par les pays ont formé la base pour une importante impulsion de plaidoyer pour mobiliser plus d'argent pour la nutrition. Elles ont informé les nouveaux chiffres pouvant permettre d'« atteindre l'objectif mondial de réduction du retard de croissance » (Banque mondiale et al, 2015), qui a été présenté au cours de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (Addis-Abeba, en Éthiopie, juillet 2015).

Les chiffres préliminaires et les tendances reflétant l'élan dynamique vers la transparence et la responsabilité partagés par les points focaux des Pays SUN figurent dans le Rapport mondial sur la nutrition 2015. La documentation des expériences, des résultats et des recommandations sur la voie à suivre dans un rapport de synthèse sera disponible en octobre lors du Rassemblement global du Mouvement SUN

Une priorité clé en 2016 consistera à soutenir davantage l'avancement de l'analyse avec le groupe des Pays SUN qui a participé à l'exercice 2015. Des ateliers régionaux seront à nouveau lancés pour aider à faire avancer les pays qui ont déjà entrepris le travail et soutenir d'autres pays pour commencer. Cela impliquera de se focaliser sur le suivi des dépenses réelles et le suivi des ressources hors budget, telles que les contributions de la société civile et du secteur privé.

²³ La composante « contribuant à la nutrition » de la Mauritanie n'est pas incluse dans l'analyse. La variation relative entre 2013 et 2014 qui équivaut à 10,17 % est due à de nouvelles lignes budgétaires pour la protection sociale (24 millions de dollars US) et aux activités d'approvisionnement en eau (35 millions de dollars US)

Perspectives d'avenir

En 2016, le site web du Mouvement SUN continuera à héberger des documents, tels que les politiques, des législations, des plans, des lignes directrices élaborées par les pays. Les orientations et les synthèses des documents techniques fourniront des études de cas concrets pour soutenir les efforts des pays. Facile d'utilisation, la base de données en ligne détaillera également le chiffrage et les estimations de dépenses des Pays SUN et sera hébergée sur le site web du Mouvement SUN.

La communauté continuera de faciliter le soutien pour réaliser les documents nationaux tels que la politique, la législation et les plans et les requêtes techniques, le développement de CCR au niveau national, l'estimation des coûts, le suivi financier et la mobilisation des ressources et le soutien pour la décentralisation des systèmes. Elle s'efforcera également de soutenir le financement et la mise en œuvre des actions clés alignées sur les CCR consensuels.

Apprentissage et partage

- La communauté étendra le nombre de prestataires de services avec la flexibilité nécessaire pour répondre aux demandes des pays.
- Il y aura accès à des expériences via des webinaires et d'autres plates-formes d'échange sur des sujets spécifiques d'apprentissage.
- Les ateliers seront poursuivis sur les principaux domaines d'intérêt, tels que l'analyse budgétaire en 2016.
- La communauté va également faciliter les échanges d'apprentissage Sud-Sud organisés par les prestataires de services pour que les Pays SUN puissent mieux partager des approches.

En 2016, à travers le partage de pays à pays, la consolidation de l'orientation autour d'actions et le coaching basés sur des données probantes ; la communauté cherchera à clarifier le processus de développement de CCR et les pratiques collectives qui soutiennent des approches multisectorielles dans les Pays SUN.

Dans l'année à venir, l'accent ira au-delà de la planification et se concentrera sur l'accélération proactive vers la mise en œuvre, avec un accent sur la décentralisation et l'assurance d'une couverture efficace des personnes les plus dans le besoin. La nécessité de fournir davantage d'indications sur les approches contribuant à la nutrition sera au cœur des efforts de cette communauté de pratique Mouvement SUN.

3.2 Mobilisation sociale, plaidoyer et communication (SMAC) effectifs au sein du Mouvement SUN

Cette communauté de pratique Mouvement SUN cherche à exploiter les immenses efforts SMAC pour améliorer la nutrition, lesquels efforts se produisent au sein du Mouvement SUN. Du plaidoyer aux niveaux politiques les plus élevés, au travail avec les champions de la nutrition et les médias à l'utilisation de la puissance de la communication au niveau communautaire, cette communauté a pour objectif de :

- promouvoir des actions SMAC ayant un impact
- donner aux pays la possibilité d'apprendre de ces expériences à travers le partage des connaissances
- renforcer les capacités et apporter un soutien technique pour des actions SMAC spécifiques grâce aux experts nationaux et aux spécialistes internationaux à travers le Mouvement
- partager les réussites, les innovations et les outils qui appuient le changement.

Qu'est-ce qui a été réalisé jusqu'à présent ?

Des stratégies globales de SMAC ont été établies dans 20 pays du Mouvement SUN. Les parlementaires ont plaidé activement pour renforcer la nutrition (y compris la création de réseaux avec des objectifs spécifiques de plaidoyer) dans 25 pays. Les outils de plaidoyer spécifiques à chaque pays ont été élaborés dans 15 pays pour le plaidoyer auprès des décideurs de haut niveau sur la nutrition (y compris les outils PROFILES, Coût de la faim en Afrique et RENEW). Dans 15 pays de l'ONU REACH, des récits communs, des tableaux d'indicateurs et des présentations d'analyse de la situation de la nutrition ont été créés aux niveaux national et décentralisé.

État des demandes à ce jour

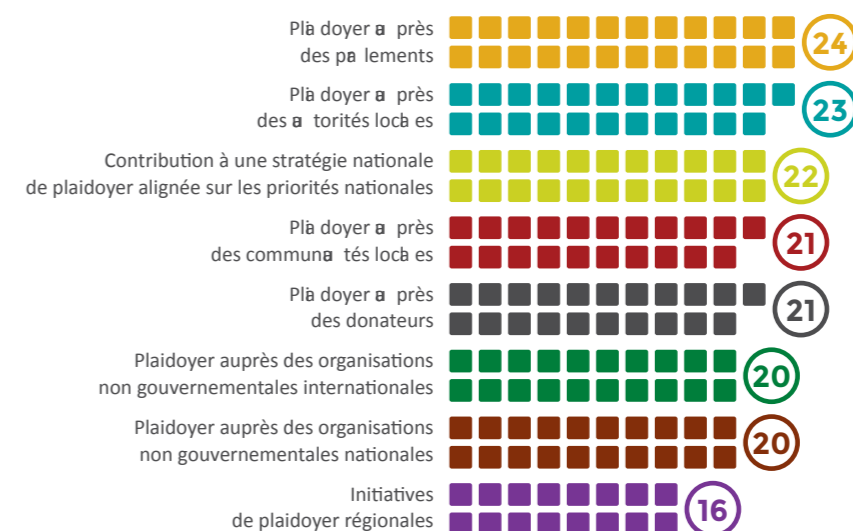
33 demandes ont été enregistrées à ce jour pour le soutien dans les différents domaines de SMAC.

Qui est impliqué ?

Un certain nombre d'organisations et d'agences non gouvernementales internationales se spécialisent dans le soutien des pays en matière de plaidoyer et de communication pour le développement. Elles constituent une base de prestataires avec l'expertise technique et les ressources appropriées pour répondre aux demandes des pays liées à différents aspects de SMAC, y compris Action Contre La Faim, ACTION, Alive & Thrive, GMMB, Graça Machel Trust, PATH, REACH, UNICEF, Save the Children, Results for Development, la Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance, GAIN, SPRING, l'Institut d'études du développement et FANTA. 22 Pays SUN collaborent pour aider à façonner la communauté avec chacun des réseaux du Mouvement SUN.

Divers efforts de plaidoyer de la société civile

Le Réseau de la société civile Mouvement SUN a continué à exceller en veillant à ce que les efforts de plaidoyer soient au cœur du Mouvement. Les alliances nationales de la société civile Mouvement SUN ont entrepris divers efforts comme indiqué ci-dessous, avec un grand nombre d'alliances ciblant leurs efforts de plaidoyer à tous les niveaux.



Tanzanie - Le premier échange sur la mobilisation sociale, le plaidoyer et la communication

Du 23 au 25 septembre 2014, les Pays SUN se sont réunis pour le premier atelier SMAC pour le renforcement de la nutrition à Dar es Salaam, en Tanzanie. L'événement était organisé par l'Alliance de la société civile tanzanienne PANITA avec le soutien du Bureau du premier Ministre, la Food and Nutrition Centre de Tanzanie, World Vision et le mécanisme REACH ONU. Plus de 40 participants de neuf Pays SUN d'Afrique ont pris part avec des prestataires techniques ayant une expertise et une expérience spécifique de SMAC.

Les participants représentaient plusieurs groupes de parties prenantes y compris le gouvernement, la société civile, le secteur privé, les donateurs et les agences des Nations unies. L'atelier a été l'occasion de réunir, d'explorer des méthodes en vue de l'élaboration d'approches de SMAC fondées sur des preuves. Il s'est aussi agi d'identifier les défis communs qui peuvent être abordés par une communauté de SMAC croissante.

La plupart des pays participants étaient focalisés sur la mobilisation des fonds et le lancement des stratégies de SMAC. Il y avait un consensus clair sur la nécessité d'un plaidoyer dirigé vers le plus haut niveau du gouvernement. De plus, il s'est avéré important de positionner le Mouvement SUN de cette façon afin d'assurer une coordination efficace des efforts de SMAC. Les objectifs de plaidoyer communs ont émergé, tels que la nécessité d'augmenter le financement pour la nutrition, de renforcer les capacités des ressources humaines et de mener la mobilisation et la sensibilisation multisectorielle massive auprès des ministères clés, mais aussi des partenaires clés tels que les médias et les parlementaires.

Beaucoup ont noté que même dans les cas où il y avait de fortes stratégies de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication en place, le ralliement, les ressources ou les compétences nécessaires pour les mettre en œuvre de manière efficace restaient préoccupants. L'apprentissage de ces ateliers axés sur les besoins de capacité permettant aux responsables de plaidoyer de plaider en faveur de la nutrition de manière effective a informé la communauté de SMAC qui cherchera à se concentrer sur les besoins clés émergents en 2016.

Tanzanie et Sénégal : des ateliers de plaidoyer du Réseau de la société civile

Le 29 mai 2015, le lancement du Rapport mondial sur la nutrition (RMN) en Afrique de l'Est a été organisé à Dar es-Salaam par les réseaux de la société civile Mouvement SUN de la Tanzanie, du Kenya, d'Ouganda, d'Éthiopie, du Burundi et du Rwanda, ainsi que le Consortium d'ONG d'aide du Kenya (KANCO) et ACTION. Ils ont rassemblé les responsables de plaidoyers de six pays avec les réseaux Mouvement SUN actifs, et des profils nutritionnels semblables, pour mettre en évidence les défis et les succès communs à travailler pour vaincre la malnutrition dans la région.

La table ronde était focalisée sur le plaidoyer pour l'engagement accru et la redevabilité pour la nutrition. Elle a été suivie par un renforcement des capacités des champions de la nutrition de la société civile pour qu'ils entreprennent une formation approfondie des médias et puissent parfaire leurs compétences en tant que prescripteurs de nutrition.

Le 15 juin, les alliances de la société civile du Bénin, de Guinée, du Sénégal, du Niger, de Mauritanie, du Burkina Faso, du Mali, de Côte d'Ivoire, du Togo, du Tchad, du Cameroun et du Libéria se sont réunis à Dakar, au Sénégal, pour une formation de trois jours sur le plaidoyer suivie immédiatement par un atelier régional d'une journée. L'événement était organisé par Action Contre La Faim (ACF), le Réseau de la société civile Mouvement SUN et soutenu par l'UNICEF avec l'appui de facilitation supplémentaire des responsables de plaidoyer de RESULTS et de WASH.

L'atelier a exploré les divers éléments de la planification conjointe du plaidoyer et comprenait la cartographie des ressources, l'analyse et l'identification des cibles clés et des ressources nécessaires pour atteindre tous les publics. Les discussions sur les politiques multisectorielles de nutrition ont aidé les responsables de plaidoyer à comprendre la puissance du plaidoyer basé sur les preuves. L'atelier s'est fortement inspiré de l'exercice d'analyse budgétaire Mouvement SUN 2015 et a démontré la nécessité de pouvoir organiser les preuves d'une manière qui interpelle les décideurs.

Les ateliers à la fois en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest ont permis d'identifier des personnes clés capables de faire avancer la Communauté SMAC en 2016 et ont exposé les questions clés qui serviront à lancer l'apprentissage et le partage.

APERÇU DE LA SMAC : Le Kenya embrasse le plaidoyer politique pour renforcer la nutrition

Par Titus Mung'ou - Directeur de plaidoyer et communications chez Action Contre la Faim (ACF) et président de l'Alliance de la société civile pour le renforcement de la nutrition au Kenya (ASC SUN).

« En dépit des progrès réalisés sur les causes de la malnutrition et de la façon d'aborder le problème, nous n'en avons pas accordé l'attention méritée en tant qu'individus, planificateurs, dirigeants et même en tant que gouvernements », a déclaré la Première dame de la République du Kenya, Son Excellence Margaret Kenyatta, dans un article d'opinion publié dans le journal The East African Newspaper, le 6 juin 2015.

En février 2015, la Première dame était révélée comme patronne de la nutrition au Kenya. Le Point focal de gouvernement SUN et chef de la nutrition Mme Gladys Mugambi, s'exprimant aux membres de l'Alliance de la société civile Mouvement SUN (ASC SUN) le 10 décembre 2014, a déclaré qu'à travers les efforts du réseau, elle avait présenté une requête demandant à la Première dame d'être la patronne de la nutrition. Dans leur quête de positionner la nutrition au plus haut niveau dans les structures gouvernementales, les réseaux Mouvement SUN sont sur la bonne voie.

Outre la Première dame, un membre du Parlement et de la Commission parlementaire sur la santé, l'honorable Stephen Mule est un ardent défenseur de la nutrition. Dans son commentaire publié dans le journal The Standard du 15 mai 2015, il a appelé les décideurs politiques à soutenir les programmes de nutrition : « Avec la décentralisation dans le cadre de la constitution du Kenya, où 96 pour cent des activités de nutrition sont abordées par les gouvernements de comté, le plaidoyer devient impérieux dans chacun des 47 comtés pour assurer que la nutrition est une priorité ».

L'ASC SUN du Kenya engage activement les politiciens dans le plaidoyer pour les questions de nutrition et de sécurité alimentaire. Un certain nombre de dirigeants nationaux et de comtés sont invités à des ateliers de plaidoyer, où ils traitent des questions spécifiques en rapport avec leurs comtés et prennent des engagements à soutenir les efforts pour lutter contre la malnutrition. Le plaidoyer politique pour le renforcement de la nutrition a été mené à une vitesse supérieure depuis la fin de 2014.

Prenant la parole lors de l'atelier pour le plaidoyer sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'ASC SUN dans le comté de Baringo en octobre 2014, le gouverneur du comté, l'honorable Benjamin Cheboi, a fait quelques propositions pour aider à réduire les taux élevés de malnutrition. Ces propositions étaient suivies par l'attribution de plus de fonds pour les programmes de nutrition dans le budget du comté pour 2015 - 16.

Au cours d'un atelier de plaidoyer pour la nutrition de l'ASC SUN et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le comté de West Pokot en août 2014, les dirigeants du gouvernement de comté se sont engagés à prioriser les problèmes alimentaires et nutritionnels dans le Plan et le budget de développement intégré du comté. La législation et l'emploi de plus de nutritionnistes dans un comté où un nutritionniste sert 85 331 personnes, ont été repris par le vice-gouverneur, honorable Titus Lotee, et le président de l'Assemblée du comté, Robert Katina. Pour l'exercice budgétaire 2015 - 16 du comté, le gouvernement a alloué plus de fonds pour le personnel travaillant dans le département de la nutrition.

Le rôle des politiques dans le plaidoyer pour la nutrition a été bien énoncé par le sénateur du comté de West Pokot, le Pr John Lonyangapuo, dont le comté est en tête des cas de malnutrition aiguë. Prenant la parole au cours d'un atelier ASC SUN d'éditeurs de médias à Nairobi, le sénateur a été catégorique : « Les Kenyans écoutent leurs politiciens. Si j'étais déjà au courant de cette situation (taux de malnutrition élevé dans le comté de West Pokot), après mon statut acquis en deux heures comme « King » (Roi) (après avoir été voté dans un sondage d'opinion comme le sénateur à la meilleure performance au Kenya), j'en aurais parlé (de la malnutrition) à plus de 20 000 personnes devant lesquelles j'ai pris la parole quand je suis arrivé dans mon comté ».

Le Pr Lonyangapuo a recommandé aux acteurs de la nutrition de développer des campagnes de sensibilisation bien conçues visant les politiciens et parmi eux les gouverneurs, sénateurs, membres des assemblées parlementaires et des comtés. Il a déclaré que les politiciens devaient être sensibilisés sur l'importance de la nutrition, de manière à contribuer aux campagnes de plaidoyer Mouvement SUN.

Un autre niveau de plaidoyer politique par l'ASC SUN est le développement d'un environnement politique adéquat pour la mise en œuvre des programmes de nutrition. Au niveau national, l'ASC et d'autres réseaux Mouvement SUN continuent d'influencer les décisions et les législations pertinentes pour le secteur. Par exemple, les points de vue des réseaux Mouvement SUN sur le projet de politique de la santé du Kenya 2014-2030 et le Projet de loi sur la santé 2014 ont été formulés dans des documents de prises de position soumis par l'ASC SUN au secrétaire du Cabinet de la santé, l'honorable James Macharia. Dans sa réponse à un document de position sur la politique de santé, le secrétaire du Cabinet a assuré les parties prenantes de la nutrition que leurs préoccupations seront abordées, et a ajouté : « Le ministère de la Santé reconnaît la nutrition comme un bloc de construction essentiel dans la fondation de la santé et du développement. Elle figure parmi les interventions prioritaires pour le secteur de la santé humaine ».

Un certain nombre de comités de santé du comté ont été sensibilisés sur la nécessité de développer des projets de loi pour aider à transformer les secteurs de la santé et de la nutrition. Les parlementaires Johnson Osoi et Robert Katina, des comtés de Kajiado et West Pokot respectivement, sont parmi les leaders de la décentralisation. Il se sont engagés à mobiliser les membres de leurs assemblées pour comprendre que la nutrition n'est pas seulement une question d'alimentation, mais une question constitutionnelle tel que stipulé dans la Constitution du Kenya : « Toute personne a le droit à une alimentation adéquate de qualité acceptable » et « chaque enfant a le droit à la nutrition ».

« Je lance un appel à tous les dirigeants pour discuter avec passion des questions qui affectent les enfants et les femmes. En dehors de l'allocation de ressources aux activités de nutrition, la nutrition devrait être intégrée dans d'autres secteurs tels que l'agriculture », a fait remarquer l'honorable Mary Seneta, représentante des femmes du comté de Kajiado à l'Assemblée nationale, au cours d'un atelier de l'ASC SUN sur le plaidoyer pour la nutrition en juin 2015.

Les parties prenantes de la nutrition du Kenya se sont engagées dans la mobilisation des divers acteurs pour intégrer la nutrition dans leurs programmes et le plaidoyer auprès des dirigeants politiques. L'objectif est d'élever le statut de la nutrition et faire allouer davantage de ressources pour la programmation de la nutrition.

Perspectives

Le site web du Mouvement continuera à présenter une variété de stratégies et plans d'action de SMAC de Pays SUN, un référentiel d'outils pour une approche globale SMAC des parties prenantes à travers le Mouvement, des outils et expériences novateurs qui ont soutenu le changement social dans d'autres secteurs, des études de cas développées d'après des expériences des Pays SUN sur les efforts de SMAC ayant un impact et des blogs interactifs pour faciliter le partage d'approches.

La communauté continuera de faciliter l'appui et de prodiguer des conseils sur l'élaboration de stratégies et des actions de SMAC en vue de soutenir le plaidoyer basé sur les preuves ; l'élaboration de stratégies de communication pour le changement de comportement social ; l'élaboration des messages et des canaux de distribution appropriés ; le renforcement des capacités des champions de la nutrition ; l'élaboration d'outils, d'événements et de ressources à l'appui des plans nationaux et le soutien pour le développement de la recherche SMAC en fonction des lacunes identifiées par les parties prenantes nationales.

Apprentissage et partage

- La communauté étendra le nombre de prestataires de services avec la flexibilité nécessaire pour répondre aux demandes des pays.
- Il y aura accès à des expériences via des webinaires et d'autres plates-formes d'échange sur des sujets spécifiques d'apprentissage.
- Les ateliers seront poursuivis sur les principaux domaines d'intérêt, tels que le plaidoyer budgétaire en 2016.
- La communauté va également faciliter les échanges d'apprentissage Sud-Sud organisés par les prestataires de services pour que les Pays SUN puissent mieux partager des approches.

La *Communauté de pratique Mouvement SUN* focalisée sur la SMAC accroîtra son soutien aux efforts. Il s'agira de veiller à ce que les efforts de plaidoyer et de communication soient clairs, urgents et impérieux pour maintenir la dynamique au niveau politique et présenter la nutrition comme une question fondamentale de la vie et du bien-être futur - pour tous.

Compte tenu des progrès rapportés dans la diffusion des politiques en 2014 - 15, la *Communauté de pratique Mouvement SUN* aidera les Pays SUN dans la communication des politiques en mettant en évidence la façon dont les champions des politiques - tels que les médias et les parlementaires - peuvent atteindre les masses. Les efforts pour défendre et faire connaître les avantages d'une approche multisectorielle, multi-acteurs et multi-niveaux seront intensifiés.

3.3 Capacités fonctionnelles de renforcement efficace et coordonné de la nutrition dans les actions

Les gouvernements des Pays SUN coordonnent de multiples efforts pour renforcer la nutrition à travers divers mécanismes, dans différents secteurs, parmi les nombreuses parties prenantes et entre plusieurs niveaux de gouvernement.

Les Pays SUN expriment de plus en plus la nécessité d'optimiser le fonctionnement de ces mécanismes multi-acteurs pour renforcer la nutrition. L'objectif global de cette *Communauté de pratique Mouvement SUN* est de renforcer la capacité des groupes et des individus à fonctionner efficacement dans tous les secteurs, entre les multiples parties prenantes et entre plusieurs niveaux de gouvernement.

Le renforcement des capacités fonctionnelles implique la mise en place des politiques, procédures de fonctionnement, cadres et mécanismes administratifs, ainsi que du personnel doté d'une capacité suffisante pour travailler efficacement en synergie en vue de renforcer la nutrition. Ces capacités permettent aux pays de planifier, diriger, gérer et soutenir des initiatives dans différents secteurs, parmi les multiples parties prenantes et entre plusieurs niveaux de gouvernement.

Qui est impliqué ?

De nombreuses organisations ont été identifiées comme des partisans potentiels de cette communauté. Il s'agit du Réseau de la société civile Mouvement SUN, du Réseau du secteur privé Mouvement SUN et du Réseau des Nations unies Mouvement SUN. Le mécanisme REACH des Nations Unies et le Réseau de donateurs Mouvement SUN, en particulier, ont aidé à façonner cette communauté avec l'IFPRI, l'Université Cornell, l'IGAD, Procasur, l'Observatoire social de Genève, entre autres.

État des demandes à ce jour

À ce jour, le Secrétariat du Mouvement SUN a reçu 40 demandes individuelles de soutien dans le domaine des capacités fonctionnelles.

Prévention et gestion des conflits d'intérêts

En février 2015, le Mouvement SUN a conclu un effort de deux ans pour développer un processus transparent visant à aider les Pays SUN à prévenir et gérer les conflits d'intérêts (CI).

Le Processus

Depuis le démarrage en avril 2013, l'Observatoire social mondial (GSO), forum indépendant pour le dialogue multi-acteurs, avec le soutien financier de la Fondation Bill et Melinda Gates, a facilité un processus de consultation interactive. L'objectif était d'examiner certaines de ces questions conduisant à la production d'une *Note de référence* et d'une *Boîte à outils* sur la prévention et la gestion des conflits d'intérêts au sein du Mouvement SUN.

Dans le cadre de ce processus, le GSO a convoqué un comité directeur chargé de superviser l'initiative avec une série de réunions de consultation impliquant des représentants de Pays SUN et tous les réseaux Mouvement SUN. En 2014, le GSO a aidé à organiser quatre exercices de renforcement d'apprentissage pour tester l'utilité de la *Note de référence* et de la *Boîte à outils* et mieux comprendre certains des principaux défis auxquels sont confrontés les pays dans le traitement de ces questions. Les réunions ont également donné l'occasion d'apprendre et de partager les expériences des pays.

Enfin, une conférence mondiale finale à Genève le 16 et 17 février 2015 a offert l'occasion de discuter des principaux enseignements tirés du processus de CI GSO / Mouvement SUN. Les principales leçons tirées sont détaillées dans un rapport de synthèse disponible sur le site Web du Mouvement SUN.

Les messages clés qui ont émergé sont :

- Les Principes d'engagement du Mouvement SUN forment un cadre éthique pour la prévention et la gestion des conflits d'intérêts au sein du Mouvement SUN et peuvent être perçus comme une base à partir de laquelle les cadres politiques nationaux individuels peuvent être développés
- Le leadership à tous les niveaux est un prérequis pour la prévention et la gestion réussie des conflits d'intérêts
- Les politiques écrites appliquées et suivies systématiquement sont essentielles. L'accent devrait être mis sur un cadre politique qui empêche la survenue des conflits d'intérêts, mais permet de les gérer efficacement quand ils surviennent
- La *Note de référence* et la *Boîte à outils* présentent un cadre sur la prévention, l'identification, la gestion et le suivi des conflits d'intérêts, mais il est entendu que les mécanismes pour traiter des questions des conflits d'intérêts diffèrent d'un pays à un autre
- Toutes les parties prenantes au sein du Mouvement qui s'engagent dans des plates-formes multi-acteurs nationales (ou des partenariats mondiaux) ont le potentiel pour prendre en charge des conflits d'intérêt

Durabilité et perspectives

Suite à la conclusion du processus, le Secrétariat du Mouvement SUN a organisé avec les acteurs du Mouvement une réunion du Réseau de Pays SUN. Il s'est agi de discuter des modalités pratiques de la question et des compétences clés nécessaires pour opérer dans ces situations difficiles. Une note d'information *Renforcement de la nutrition : dans les faits* documentant les types de questions donnant lieu aux conflits d'intérêts rencontrés par les participants au Mouvement SUN et comment ils les ont abordés est en cours d'élaboration. En outre, les prochaines étapes comprendront la collecte de nouvelles études de cas pour aider les Pays SUN, l'intégration de la *Note de référence* et de la *Boîte à outils* pour le renforcement des capacités entrepris par la *Communauté de pratique Mouvement SUN* sur les capacités fonctionnelles et l'identification de mentors et champions pour stimuler un bon développement de la politique de CI.

Programme pilote des itinéraires d'apprentissage

En 2014, le Secrétariat du Mouvement SUN a lancé un programme pilote en partenariat avec Procasur Corporation appelé : « Renforcement de capacité des Pays SUN pour le renforcement de la nutrition à travers des itinéraires d'apprentissage ». Les principales activités ont été axées sur : i) le développement d'outils visant à identifier les expériences réussies et les bonnes pratiques liées à la nutrition ; et ii) la mise en œuvre des initiatives d'apprentissage face-à-face et en ligne pour soutenir le partage des connaissances et des expériences entre les représentants des MSP nationales Mouvement SUN.

En 2014, deux itinéraires d'apprentissage ont eu lieu. Le premier a eu lieu au Sénégal du 26 mai au 1 juin 2014, sous la coordination de la Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM) ; le second a eu lieu au Pérou, du 8 au 14 septembre 2014, et était organisé par le ministère du Développement et l'inclusion sociale (Ministerio de Desarrollo e Inclusion Social - MIDIS). Au total, 40 représentants des plates-formes nationales multi-acteurs de 14 Pays SUN d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont pris part aux deux itinéraires d'apprentissage. Les Points focaux SUN des gouvernements, des responsables gouvernementaux ainsi que des membres de la société civile et du secteur privé ont participé aux activités du Programme.

Impressions des participants et apprentissages clés des itinéraires

Les itinéraires d'apprentissage ont permis de rapprocher un ensemble de pays, au niveau régional et inter-régional, et ont permis la circulation de l'innovation et de bonnes pratiques entre les Pays SUN. Les relations créées entre les pays sont l'occasion de renforcer le Mouvement SUN et de renforcer ses capacités de mise en réseau entre les membres.

- Les délégations ont appris en profondeur sur une multitude de pratiques liées à la création et le maintien de l'engagement politique, la création et l'opérationnalisation des MSP, l'allocation et la négociation budgétaire, le renforcement des capacités et la participation des différents acteurs et secteurs.
- L'itinéraire a fourni un sens du leadership au Pérou et au Sénégal comme pays d'accueil.
- Il y avait une véritable appropriation de l'exercice par les délégations de pays, garantissant aux participants de rentrer dans leurs pays avec des connaissances clés.
- Les échanges entre les pays ont été très faciles, malgré les barrières linguistiques.
- Des présentations des communautés nationales, régionales, locales et des villages, ont montré les points forts de la décentralisation et de l'autonomisation des communautés locales et entretenus les participants tout au long de l'itinéraire.

« L'itinéraire d'apprentissage au Sénégal a été une expérience intense et précieuse dans la mise en œuvre d'une politique générale pour améliorer la nutrition. Les réseaux et contacts avec d'autres parties prenantes et les décideurs dans les pays participants ont été créés, renforçant ainsi le réseau du savoir global. »

Edgardo Sara Muelle,
MIDIS, Pérou

Les prochaines étapes clés recommandées

- Encourager le suivi des principales parties prenantes aux niveaux local, national et régional pour la mise en œuvre des plans d'action.
- S'accorder sur la façon d'intégrer les enseignements tirés du processus d'apprentissage dans les futurs itinéraires d'apprentissage et d'échange de connaissances.
- Favoriser la discussion avec les réseaux Mouvement SUN et plus largement sur les approches rentables pour atteindre plus de pays avec des itinéraires d'apprentissage.

Atelier sur les capacités fonctionnelles

Du 10 au 12 juin 2015, le Secrétariat du Mouvement SUN s'est mis en partenariat avec l'UNICEF pour le compte du Réseau des Nations unies Mouvement SUN et du Réseau du secteur privé Mouvement SUN pour une manifestation de trois jours sur le renforcement de la nutrition à Nairobi au Kenya. Mettant l'accent sur les capacités fonctionnelles de renforcement de la nutrition, ce premier atelier régional Mouvement SUN a fourni l'occasion de mieux comprendre le concept de capacités fonctionnelles et le rôle qu'elles jouent dans le renforcement d'une culture de l'engagement efficace.

Les participants provenaient des gouvernements des Pays SUN d'Afrique orientale et australe : Botswana, Burundi, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mozambique, Namibie, Rwanda, Somalie, Soudan du Sud, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe. Il faut aussi noter la participation des représentants de pays non-SUN comme l'Érythrée et l'Angola. Parmi les participants figuraient également des représentants des agences des Nations unies, de REACH, du secteur privé et de la société civile, entre autres.

L'atelier a reconnu que le Mouvement SUN est une communauté d'échanges de connaissances, d'expertise et de compétences qui peuvent être exploitées pour soutenir la capacité des individus à travailler efficacement ensemble pour renforcer la nutrition. La capacité des pays à tirer parti de cette culture de partenariat efficace et à la soutenir comme un moyen de travail est l'essence des capacités fonctionnelles au sein du Mouvement SUN.

L'atelier visait à définir plus précisément les capacités fonctionnelles nécessaires pour des partenariats multi-acteurs et multi-sectoriels pour fournir des résultats, tout en reconnaissant que les capacités sont nécessaires à trois niveaux : institutionnel, individuel et de l'environnement externe. Au niveau individuel, l'atelier a porté sur le renforcement de l'engagement efficace et exploré les attitudes et comportements spécifiques nécessaires pour guider les engagements multi-acteurs. Les problèmes de capacité institutionnelle les plus fréquemment cités liés à la coordination des MSP et les questions plus générales telles que la stabilité politique ont fait l'objet de discussions.

Messages clés :

- Il n'existe pas de schéma ou d'approche standard
- La coordination, la confiance et le leadership, la transparence, la redevabilité et le partage des connaissances sont des questions qui peuvent à la fois soutenir ou entraver l'engagement
- Le Cadre commun de résultats a été identifié comme un modèle pour améliorer la coordination, renforcer la confiance et développer le leadership, favoriser le partage de connaissances et la transparence
- Les pays ont indiqué clairement leurs succès et défis en matière de capacité fonctionnelle, puis identifié et priorisé un problème de capacité fonctionnelle sur lequel ils aimeraient se concentrer au cours des six prochains mois
- Le Secrétariat du Mouvement SUN et les réseaux du Mouvement SUN doivent comprendre les défis posés et peuvent jouer un rôle en facilitant le partage, l'apprentissage et le soutien

Atelier du Réseau du secteur privé Mouvement SUN

Lors de la 18^e réunion du Réseau des Pays SUN tenue en mars 2015, les Pays SUN ont demandé de plus amples informations sur la façon d'engager le Secteur privé dans les domaines suivants : agriculture, enrichissement à grande échelle, technologie mobile, main-d'œuvre pour la nutrition et développement de stratégies d'engagement de secteur privé national.

Sur cette base, le premier atelier du Réseau du secteur privé Mouvement SUN a abordé ces domaines en réunissant les entreprises du réseau avec les principales parties prenantes de 20 gouvernements des régions d'Afrique orientale et australe pour discuter des partenariats, des cadres et des stratégies visant à encourager la poursuite de l'engagement du Secteur privé dans le renforcement de la nutrition.

Messages clés :

- un nombre croissant d'alliances nouées avec le Secteur privé se développe en Afrique
- Le Secteur privé peut appuyer le renforcement de la nutrition à travers la chaîne de valeur de l'agriculture : des petits exploitants et partenariats à petite échelle
- Le Secteur privé est une force motrice dans l'enrichissement des aliments, de nombreuses possibilités existent à travers l'Afrique orientale et australe pour enrichir le sel, les céréales, les huiles comestibles, les condiments - mais l'application et le respect doivent être abordés
- Le Secteur privé peut conduire à des solutions locales novatrices de renforcement de la nutrition à travers l'engagement des entreprises nationales

Perspectives

Ensemble, avec des universitaires clés, la société civile, des partenaires du secteur privé, l'ONU et les donateurs - cette communauté de pratique Mouvement SUN continuera à faciliter l'appui et à prodiguer des conseils sur les initiatives qui contribuent à renforcer les capacités fonctionnelles des MSP. La communauté identifiera et se connectera avec un plus grand nombre de prestataires expérimentés, d'experts et d'organisations, qui ont la flexibilité nécessaire pour répondre aux demandes des pays, et sont en outre intéressés à développer et offrir de façon proactive des approches qui abordent des problèmes communs aux Pays SUN. Des approches innovantes qui cherchent à construire des bases institutionnelles plus rigoureuses seront une priorité clé en 2016, reconnaissant que le renforcement des capacités prend du temps et requiert une appropriation nationale pour garantir que le changement a lieu au sein des institutions.

Apprentissage et partage

- La communauté se focalisera sur le partage de connaissances et d'expériences sur la coordination multisectorielle et l'alignement entre les niveaux de gouvernance et de mise en œuvre de la nutrition aux niveaux national et local.
- Le site web du Mouvement SUN continuera à présenter des expériences des Pays SUN liées à l'engagement multi-secteur, le renforcement des capacités et la gestion des conflits d'intérêts.
- La communauté catalysera les activités de suivi pour l'identification, la prévention et la gestion des conflits d'intérêts, le renforcement des capacités de leadership et de négociation.
- Les ateliers sur des sujets spécifiques seront co-organisés pour partager des informations et faciliter la participation des représentants des pays. Des webinaires et d'autres plates-formes d'échanges organisés par les prestataires sur des sujets spécifiques soutiendront également la Communauté.
- Les Pays SUN seront également capables de se connecter avec les prestataires ayant une expérience dans la cartographie des parties prenantes et dans l'influence, ainsi que l'analyse des cadres institutionnels.
- La communauté continuera également à faciliter le dialogue avec les Pays SUN sur les moyens de soutenir une législation qui contribuera à la nutrition des personnes, avec un accent renouvelé sur des politiques qui reflètent les besoins des femmes et des filles.

En 2016, cette communauté de pratique SUN continuera à construire un consensus autour des éléments de l'environnement institutionnel et plus étendus de la capacité fonctionnelle. Il s'agit d'éléments à aborder au niveau des pays, parallèlement au développement des compétences clés telles que les attributs de leadership. Les dirigeants ne peuvent établir la confiance, favoriser un environnement transparent et de collaboration et partager les connaissances que si les processus institutionnels leur permettent, et si l'environnement plus étendu dynamise, habilite et soutient ces institutions. Améliorer la culture efficace de partenariat du Mouvement SUN est l'objectif clé pour l'avenir.

Communiquer au sein du Mouvement SUN

Construire une identité forte que les pays et réseaux SUN peuvent utiliser pour amplifier leurs voix et leurs efforts est au cœur de la stratégie de communication du Mouvement SUN. Depuis le lancement des chaînes de médias numériques du Mouvement SUN, il y a eu une croissance régulière et un engagement accru des publics clés, y compris les ONG et la Société civile, des experts mondiaux de la nutrition et du grand public. De plus en plus, les personnes provenant de Pays SUN tendent la main, accèdent à l'information et contribuent à la communication pour le Mouvement SUN.

Site web du Mouvement SUN

Le site web du Mouvement SUN (www.scalingupnutrition.org) est en constante évolution pour répondre aux besoins des Pays SUN, des réseaux SUN et des sympathisants en langues espagnole, anglaise et française.

Jusqu'au 31 juillet 2015, il y avait 121 734 visites du site, en moyenne, plus de 10 000 visiteurs par mois et une augmentation de 3,3 % par rapport à l'année précédente. Ce trafic élevé est constamment maintenu chaque mois et illustre l'importance du site perçu comme canal de partage et d'apprentissage. Les visiteurs du site SUN provenaient de tous les 55 Pays SUN.

Les dix Pays SUN ayant le nombre le plus élevé de visites étaient les Philippines, le Kenya, l'Indonésie, le Pakistan, le Bangladesh, l'Ouganda, la Tanzanie, l'Éthiopie, la Zambie et le Guatemala. Avec ce groupe de pays, le nombre de visites a augmenté de 22,5 %.

Les améliorations apportées au site Web de SUN dans la dernière année comprennent :

- Une mise à jour des pages d'accueil de Pays SUN, l'amélioration des fonctionnalités et l'alignement continuuel avec les quatre objectifs stratégiques du Mouvement SUN
- Une mise à jour des pages d'accueil du Réseau SUN
- Le Développement de Voix du Mouvement SUN, un espace pour les articles de presse reflétant les points de vue des individus ou des organisations dans le Mouvement
- Lancement du site Internet mobile convivial de SUN.

Le Bulletin d'information du Mouvement SUN

Le Bulletin d'information du Mouvement SUN sert à souligner les progrès sur une base mensuelle. Il donne une autre occasion de présenter l'actualité du Mouvement et d'attirer l'attention sur les principales activités à venir, notamment le programme de développement de l'après-2015.

Les tarifs d'abonnement au bulletin d'information ont plus que doublé (de 1 250 en juillet 2014 à 3 175 en juillet 2015). À la mi-2015, 133 personnes avaient souscrit à l'édition espagnole et 453 personnes à l'édition française du bulletin.

Médias sociaux du Mouvement SUN

La page Facebook du Mouvement SUN a été créée en 2013 et a connu une croissance régulière. En date du 31 juillet 2015, la page avait 2432 mentions « J'aime ». La page Facebook du Mouvement SUN amplifie la portée et l'engagement pour les autres organisations à renforcer la nutrition, en particulier, les alliances de la société SUN civile et les bureaux de pays des agences de l'ONU.

Le compte Twitter du Mouvement SUN a été créé en 2013 et a connu une croissance rapide. En date du 31 juillet 2015, le compte était suivi par 6258 comptes Twitter. Le compte Twitter est devenu un outil précieux pour la communication instantanée.

Les renvois des médias sociaux au site web du Mouvement SUN ont augmenté de 37,3 % (2142 en juillet 2014, contre 2940 en juillet 2015).

Publications du Mouvement SUN

Les nouveaux supports de communication et de partage des connaissances ont été développés pour renforcer l'identité du Mouvement SUN et encourager le partage et l'apprentissage. Ces documents clés ont été produits à des fins de téléchargement, d'adaptation et d'utilisation à l'appui des efforts nationaux par tous les membres du Mouvement SUN.



Grâce à une alimentation appropriée, les enfants, les familles, les communautés et les pays prospéreront.

En travaillant ensemble en tant que mouvement, nous pouvons accomplir beaucoup plus qu'en agissant individuellement.

Notes d'information Renforcement de la nutrition : dans les faits

La série *Renforcement de la nutrition : dans les faits* présente des études de cas et des expériences directement de Pays SUN. Elle vise à distiller des expériences pratiques au niveau des pays qui soutiennent le renforcement de la nutrition. Chaque article est une réflexion unique sur les processus, les défis et les leçons qui caractérisent l'expérience des Pays SUN.

1. Faire participer efficacement de multiples parties prenantes
2. Systèmes d'information pour la nutrition
3. Mobilisation sociale, plaidoyer et communication
4. Contribution de l'agriculture et de la protection sociale à l'amélioration de la nutrition

Les catalyseurs de changement

Messages clés

- Le Mouvement SUN est catalytique par nature et les réseaux SUN sont en première ligne pour influencer les institutions en vue d'un changement de comportement
- Les réseaux SUN rapportent une approche plus cohérente dans la coordination des actions à l'appui des efforts des pays
- Un nouveau Coordonnateur du Mouvement SUN du Mouvement SUN vous montrera la voie - renforçant les qualités uniques du Mouvement SUN
- Le Mouvement SUN reste une plate-forme unique d'interaction entre les acteurs mondiaux et au niveau des pays, mais il faut entreprendre davantage d'actions pour veiller à ce que la collaboration se traduise en résultats et actions concrets
- Le Secrétariat du Mouvement SUN continuera de réunir des pays et réseaux SUN pour s'assurer que l'aide demandée pour la nutrition est coordonnée et cohérente
- Tous les réseaux SUN sont en cours d'amélioration de l'apprentissage parmi les membres et démontrent leur potentiel en tant que pôles d'échange de connaissance et d'apprentissage
- Un nouveau Groupe principal de champions du Mouvement SUN continuera la galvanisation de l'élan global pour la nutrition
- Un comité exécutif du Mouvement SUN aidera à piloter le fonctionnement et la redevabilité du Mouvement
- À ce jour le Fonds d'affectation multi-partenaire (FAMP) du Mouvement SUN a alloué un total de 9,9 millions de dollars US pour catalyser l'élan en faveur de la nutrition

“ Je crois que si nous jouons tous notre rôle, nous pouvons parvenir à un avenir durable sans faim ni malnutrition. ”

Paul Polman,
PDG, Unilever

Vue d'ensemble de l'action au niveau mondial et national

Élargir la base de soutien pour la nutrition est fondamental pour le Mouvement SUN. Au cours de la période 2011 - 12, le Mouvement SUN a lancé cinq réseaux pour aider les acteurs ayant une vision similaire à trouver des moyens plus efficaces de collaborer tant au niveau national que mondial. Les réseaux sont nés de six « groupes de travail » préexistants, et chacun a maintenant son propre caractère unique. Tous partagent un engagement à s'unir contre la malnutrition, à trouver des moyens de coopérer dans toutes les disciplines et secteurs.

Au niveau des pays, les membres des réseaux Mouvement SUN soutiennent leurs gouvernements nationaux respectifs en participant à des MSP et en alignant leurs activités sur des objectifs nationaux à travers des cadres communs de résultats. Le but principal des réseaux Mouvement SUN (société civile, donateurs, Nations unies et secteur privé) est d'augmenter la capacité de leurs membres à soutenir les Pays SUN à mesure qu'ils renforcent la nutrition.

L'évolution progressive dans les contributions de la société civile Mouvement SUN, des donateurs, du secteur privé et des réseaux de l'ONU se reflète dans huit marqueurs de progrès qui décrivent comment les réseaux Mouvement SUN soutiennent la réalisation des quatre objectifs stratégiques Mouvement SUN au sein des Pays SUN.

Instantanés de progrès

Les réseaux Mouvement SUN ont conduit en continu des exercices d'auto-évaluation Mouvement SUN au cours des quatre dernières années et rapportent d'importants progrès dans l'alignement de l'action. Tous les réseaux Mouvement SUN indiquent une approche plus cohérente dans la coordination des actions à l'appui des efforts des pays.

Les opportunités pour élever davantage le profil de la nutrition dans l'agenda global se sont fortement présentées au cours de l'exercice d'auto-évaluation Mouvement SUN 2015, par des contributions au Programme de développement de l'après-2015 et les événements clés tels que la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2). La mobilisation des ressources reste cependant un travail en cours avec plusieurs grands engagements pris et des mécanismes de financement qui se mettent en place. 2016 sera une année clé pour s'assurer que de telles initiatives permettent de trouver des ressources adéquates pour les actions de nutrition.

Les réseaux Mouvement SUN continuent à se définir et à élaborer leurs activités en accord avec la Stratégie du Mouvement SUN 2010 - 15. Tous les réseaux Mouvement SUN ont intégré les Principes d'engagement du Mouvement SUN, se sont focalisés sur la coordination de leurs membres et alignent leurs efforts sur les politiques et programmes gouvernementaux des Pays SUN.

Principes d'engagement du mouvement SUN

Faire preuve de transparence concernant l'impact : Toutes les parties concernées sont appelées à démontrer de manière transparente et honnête l'impact de l'action collective.

Être inclusif : Au moyen de partenariats multi-acteurs ouverts qui apportent des solutions éprouvées et des interventions efficaces.

Agir au respect des droits : Agir conformément à l'engagement d'être équitable et de respecter les droits de toutes les femmes, les hommes, les enfants.

Communiquer en permanence : Partager régulièrement les expériences pertinentes avec tous les secteurs, les pays et les acteurs en ce qui concerne notamment les initiatives efficaces ou pas, pour en tirer des leçons et s'adapter.

Être mutuellement responsables : Agir de telle sorte que tous les acteurs se sentent responsables des engagements pris ensemble et qu'ils assument collectivement cette responsabilité.

Être disposé à négocier : En cas de conflit, comme on peut s'y attendre dans le cadre de la collaboration entre plusieurs partenaires, maintenir l'intention de le résoudre et trouver un moyen d'aller de l'avant.

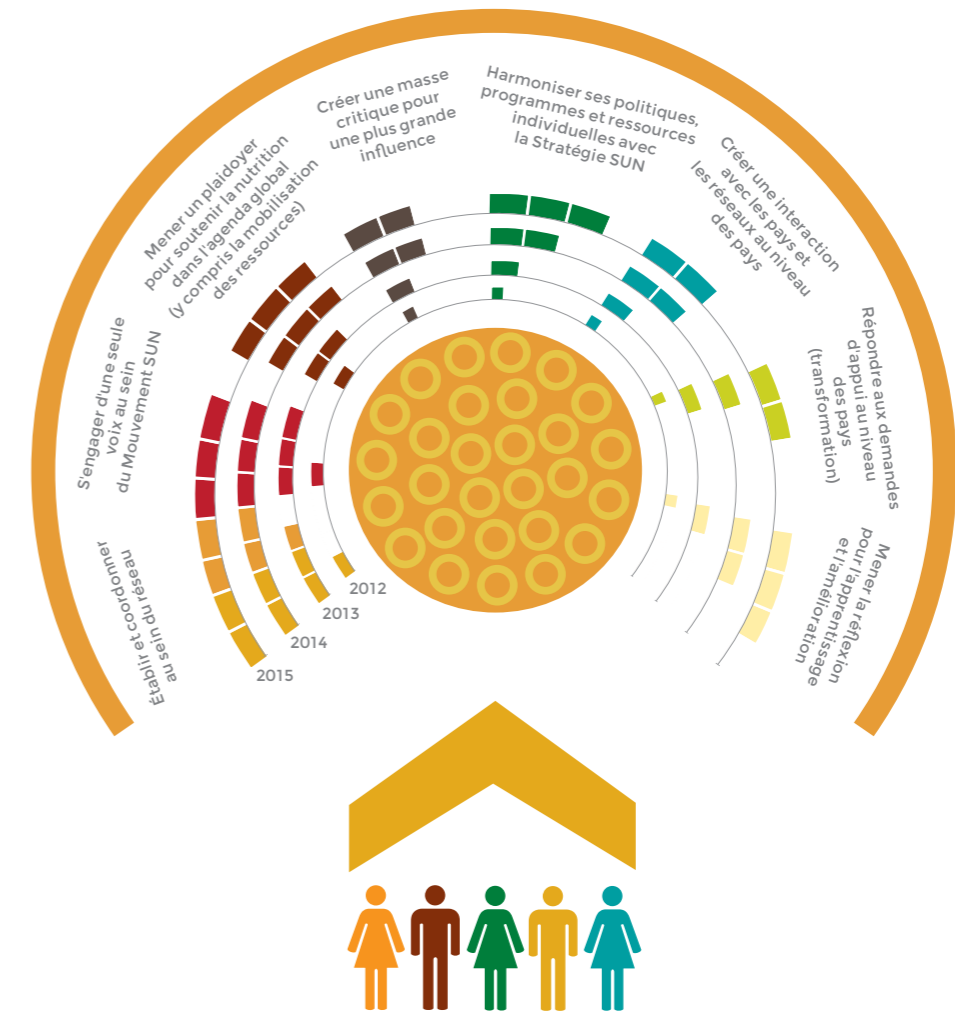
Être rentable : Définir les priorités fondées sur l'analyse des preuves qui montrent qu'une intervention aura un impact plus grand et plus durable à moindre coût.

Le Mouvement SUN reste une plate-forme unique pour l'interaction entre les acteurs de niveau global et du niveau des pays, même si beaucoup reste à faire pour garantir la traduction de la collaboration en résultats et actions concrètes. L'évaluation modeste par les réseaux Mouvement SUN reflète les efforts visant à équilibrer la participation au niveau global avec l'indépendance et le leadership des acteurs au niveau des pays dans le processus pour renforcer la nutrition. En 2016, la *Communauté de pratique Mouvement SUN* offrira de nouvelles occasions de participer et de puiser dans les connaissances et compétences disponibles au niveau global et d'aider à renforcer les capacités dans les pays dans une variété de domaines clés.

Les possibilités d'interaction créées au sein du Mouvement SUN ont aidé à clarifier les besoins des Pays SUN. Par exemple, dans le cas du Réseau du secteur privé Mouvement SUN, une augmentation significative de l'interaction est rapportée. Cela a été dû à la dédicace d'une réunion du Réseau de Pays SUN à la discussion de l'approche pour engager le Secteur privé de façon responsable.

Tous les réseaux Mouvement SUN utilisent de plus en plus des portails de connaissances en ligne pour partager des informations sur les bonnes pratiques et les différents outils pour améliorer le travail de leurs membres. Ces actions visent à améliorer l'apprentissage et démontrent le potentiel des réseaux Mouvement SUN en tant que pôles d'apprentissage et d'échange de connaissances. En 2014 - 15, le Réseau des donateurs Mouvement SUN a entrepris des recherches sur le rôle des coordinateurs de donateurs nationaux et les voies d'amélioration de leur travail. Le Réseau du secteur privé Mouvement SUN développe des modèles de stratégies de mobilisation du Secteur privé de pays et une plate-forme en ligne est disponible avec des outils et des ressources. Le Réseau des Nations unies Mouvement SUN tient également un portail de partage de connaissances par le biais du mécanisme REACH ONU, et travaille avec les pays pour rendre l'information disponible à partir de tableaux d'indicateurs nationaux de nutrition, des parties prenantes et de portails en ligne pour la cartographie de l'action dans les pays. Le Réseau de la société Mouvement SUN civile continue de recueillir et de partager des informations sur les progrès réalisés par les Alliances de la société civile nationale à travers leur portail en ligne et des blogs.

Réseau du secteur privé du Mouvement SUN



Aperçu des progrès du Réseau du secteur privé SUN

Soutenir les acteurs nationaux à s'engager avec le Secteur privé est apparu comme une demande clé de pays au sein du Mouvement SUN au cours de 2015. Le Réseau du secteur privé Mouvement SUN (SBN) a répondu par un soutien renforcé aux Pays SUN tout en intensifiant son rôle international comme principale plate-forme globale du Secteur privé pour la nutrition. Le SBN est guidé par les Principes d'engagement Mouvement SUN, et ses propres principes d'engagement supplémentaires (qui incluent le respect du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel).

En 2015, le SBN a soutenu dix pays dans la mise en place des réseaux du secteur privé national. Ces réseaux nationaux identifient les domaines nécessitant l'appui des stratégies nationales de nutrition existantes par le Secteur privé, sensibilisent les entreprises nationales et les autres acteurs sur le rôle que peut jouer le Secteur privé en tant que partenaires pour le renforcement de la nutrition et mobilisent les engagements du Secteur privé dans les domaines prioritaires.

Ces modèles et expériences ont été partagés au sein du Mouvement plus étendu, pour encourager plus d'action au niveau des pays, à travers :

- Deux conférences téléphoniques mensuelles entre le secrétariat global et le Réseau de pays
- Les coordinateurs nationaux ont également été recrutés dans quatre pays, et un point de contact au niveau régional pour conseiller d'autres plates-formes du Pays SUN
- 43 pays et 255 participants, ont participé à la téléconférence du Mouvement SUN engageant le Secteur privé, au cours de laquelle le réseau a présenté ses conseils et expériences à ce jour
- 120 représentants des plates-formes Mouvement SUN nationales dans 19 pays d'Afrique orientale et australe ont participé à un premier atelier régional du réseau sur l'engagement du Secteur privé, tandis que des ateliers en Asie et en Afrique de l'Ouest seront également organisés d'ici le début de l'année 2016
- Le site du SBN www.sunbusinessnetwork.org continue de fournir un espace pour partager l'apprentissage et les meilleures pratiques autour de l'engagement du Secteur privé à toutes les parties prenantes, y compris en fournissant une plate-forme à travers laquelle les réseaux du secteur privé des Pays SUN peuvent mettre en évidence leurs progrès.

En raison de la croissance de ses relations avec les Pays SUN, 29 pays ont demandé une aide supplémentaire du Mouvement et du SBN pour accroître le rôle du Secteur privé dans le renforcement de la nutrition.

Le SBN a également identifié des domaines spécifiques de soutien pour les Pays SUN à travers ses efforts d'extension en 2015. Élaborer des lignes directrices claires pour un engagement redevable du Secteur privé, appuyer le développement des réseaux nationaux et construire une compréhension des rôles que peut jouer le Secteur privé sont trois domaines clés dans lesquels une assistance a été identifiée. Dans le rôle du Secteur privé, les secteurs de l'agriculture, l'enrichissement, la technologie mobile et la politique de la main-d'œuvre ont émergé comme les quatre domaines prioritaires, où les Pays SUN aimeraient voir plus d'engagements du Secteur privé. Afin de soutenir davantage cet intérêt croissant, le Réseau du secteur privé Mouvement SUN a révisé son Guide d'engagement du Secteur privé Mouvement SUN et est en cours d'élaboration des guides détaillés sur le rôle du Secteur privé dans les quatre domaines prioritaires.

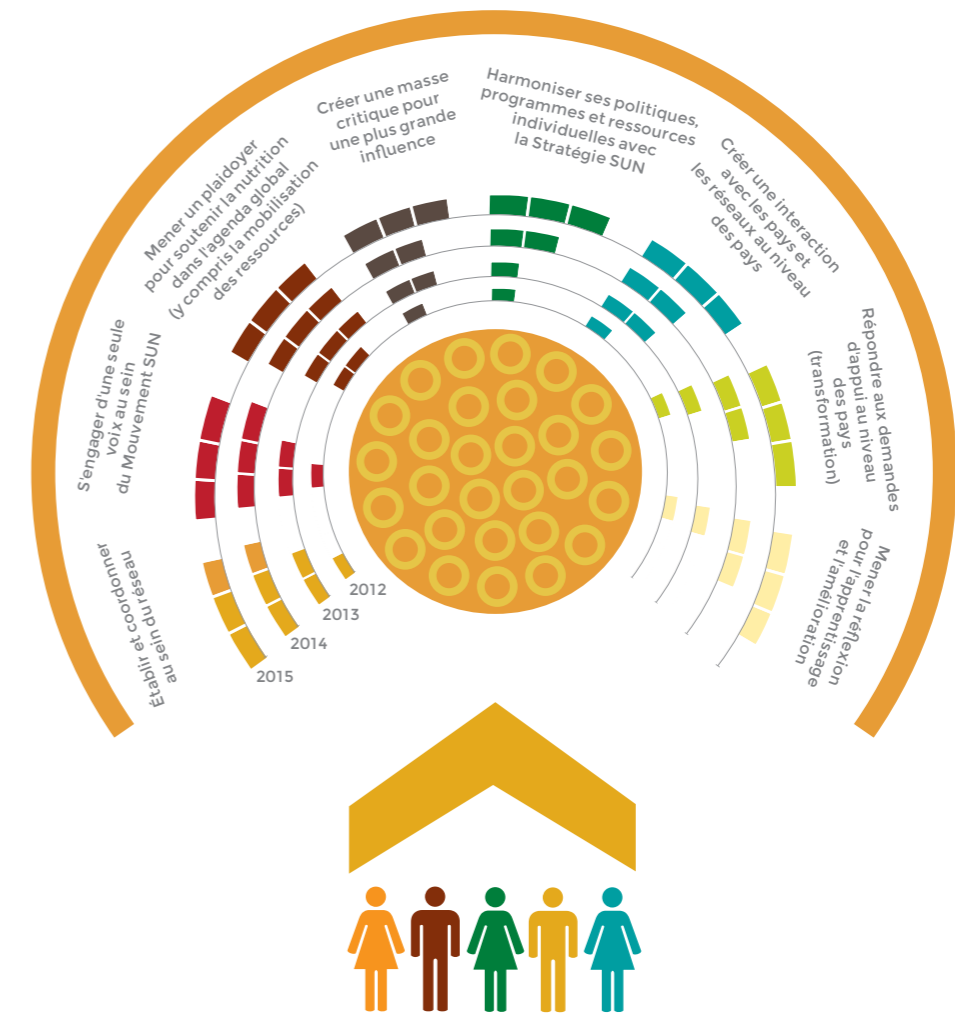
En 2015, le SBN a dépassé son objectif d'engager 99 entreprises, avec 160 entreprises prenant actuellement des engagements publics à améliorer la nutrition, et à en suivre les progrès chaque année. Ces engagements vont de l'intensification de la sensibilisation à travers des messages de nutrition sur téléphones portables et la radiodiffusion jusqu'à la fourniture d'aliments de base enrichis à 60 millions de personnes chaque année. Au total, les engagements du SBN visent à atteindre jusqu'à 125 millions de consommateurs, chaque année, d'ici 2020, avec une meilleure nutrition. Le SBN a également créé une boîte à outils de la nutrition des travailleurs du Secteur privé qui comprend des conseils sur la façon dont le Secteur privé peut améliorer la nutrition maternelle et soutenir l'allaitement maternel à travers ses politiques en milieu de travail. Pour la deuxième année, le SBN a suivi des engagements du Secteur privé à travers le Rapport mondial sur la nutrition.

Le SBN a également été activement impliqué dans le Rassemblement global du Mouvement SUN 2014, la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2), où il a coordonné la participation de 100 entreprises pour représenter la contribution du Secteur privé, le Forum économique mondial, et les événements de haut niveau au cours de l'Assemblée générale des Nations unies. Le SBN a en outre été impliqué dans l'Évaluation globale indépendante du Mouvement SUN et participe à l'exercice de visualisation conduisant à la prochaine phase du Mouvement SUN, de 2016 à 2020.

Le Groupe consultatif du SBN constitué de 12 chefs d'entreprise du Nord et du Sud continuera à mener le plaidoyer pour l'Agenda Mouvement SUN. Il a été demandé à quatre (4) représentants du groupe de présenter des discours à l'occasion de divers lancements nationaux du Rapport mondial sur la nutrition.

En perspective, le SBN projette de s'inspirer des fondations de 2015 pour garantir son plein soutien à la nouvelle stratégie Mouvement SUN 2.0 et concentre ses efforts sur la réalisation de résultats et l'impact sur la nutrition au niveau des pays à travers un alignement croissant des engagements du Secteur privé sur les stratégies nationales de la nutrition et la construction de la base de données probantes sur les interventions les plus efficaces du Secteur privé.

Réseau des organisations de la société civile du Mouvement SUN



Aperçu des progrès du Réseau de la société civile SUN

Les organisations nationales et internationales de la société civile qui composent le Réseau de la société civile Mouvement SUN (CSN SUN) sont à la pointe de la transformation des vies. Grâce au plaidoyer continu, une programmation novatrice et la coordination intersectorielle ambitieuse, le CSN SUN se focalise sur la mise en place d'un mouvement véritablement dirigé par les populations pour la transformation de la nutrition.

À ce jour, les agriculteurs, les pêcheurs, les défenseurs des droits de l'homme, des groupes de femmes, les agences d'aide humanitaire, les entités de recherche, les groupes de consommateurs, les syndicats et une myriade d'autres acteurs, ont été unis dans leur objectif commun de mettre fin à la malnutrition.

En 2015, les membres du CSN se sont accrus de façon notable pour atteindre plus de 2100 organisations de la société civile et le nombre reste croissant. Tous sont engagés à travers des alliances nationales de la société civile (ASC) établies dans 34 Pays SUN. Les réseaux régionaux sont en cours de mise en place, tels que le Réseau latino-américain qui a été initié lors du Rassemblement global du Mouvement SUN 2014. D'autres réseaux régionaux sont envisagés à travers l'Afrique et l'Asie et les réunions clés ouvrent la voie à suivre. L'atelier régional de l'ASC SUN pour le plaidoyer en Afrique de l'Ouest organisé par l'ACF, le CSN et l'UNICEF et un lancement régional du Rapport mondial sur la nutrition 2014 en Afrique de l'Est, ont contribué à poser des jalons clairs pour la collaboration régionale dans l'année à venir.

En 2015, les alliances de la société civile Mouvement SUN (ASC SUN) au niveau des pays se sont engagées dans de nombreuses initiatives de plaidoyer et de coordination à tous les niveaux à l'appui de la mise en œuvre des plans nationaux de nutrition, comme le ciblage des publics clés et des décideurs au sein des ministères nationaux et des institutions internationales. Par exemple, l'ASC SUN au Kenya a plaidé avec succès auprès du ministère de la Santé pour la consolidation de la composante nutrition dans la politique nationale de santé. La politique a été révisée en fonction de leur contribution. L'Alliance des organisations de la société civile zambienne a travaillé à augmenter la perception de la nutrition par le public par le biais des médias, comme la télévision / la radio, la presse écrite et les médias sociaux. ASC SUN de Madagascar - les efforts de plaidoyer de Hina leur ont valu d'avoir une audience privée avec le premier Ministre et un engagement à organiser un atelier avec tous les ministres et les donateurs pour commencer à discuter de l'augmentation des investissements en matière de nutrition. Cet engagement a été réaffirmé par le ministre de l'Agriculture de Madagascar au cours de la dernière séance de clôture du Rassemblement global du Mouvement SUN 2014. Les ASC du Malawi et de la Zambie ont pris part à des efforts d'analyse budgétaire pour éclairer le plaidoyer en faveur d'une mobilisation accrue des ressources.

Au niveau mondial, le CSN a contribué à façonner les résultats de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2, novembre 2014) et coordonne activement la messagerie commune avec les parties prenantes pour influencer les

objectifs et les indicateurs de l'Agenda de développement de l'après-2015. Il fournit également un appui aux alliances nationales de la société civile pour garantir que les Pays SUN mènent un plaidoyer pour la nutrition lors des discussions dans le cadre de l'Agenda de l'après-2015 y compris avec les ASC du Niger, Mozambique, Malawi, Kenya et Zambie.

Du niveau des pays, à l'échelle globale - le CSN a continué à démontrer que les approches collectives de plaidoyer pour la nutrition aident à stimuler l'engagement politique en faveur de la nutrition. Ensemble, ces initiatives combinées représentent les efforts fondamentaux de plaidoyer du Mouvement SUN.

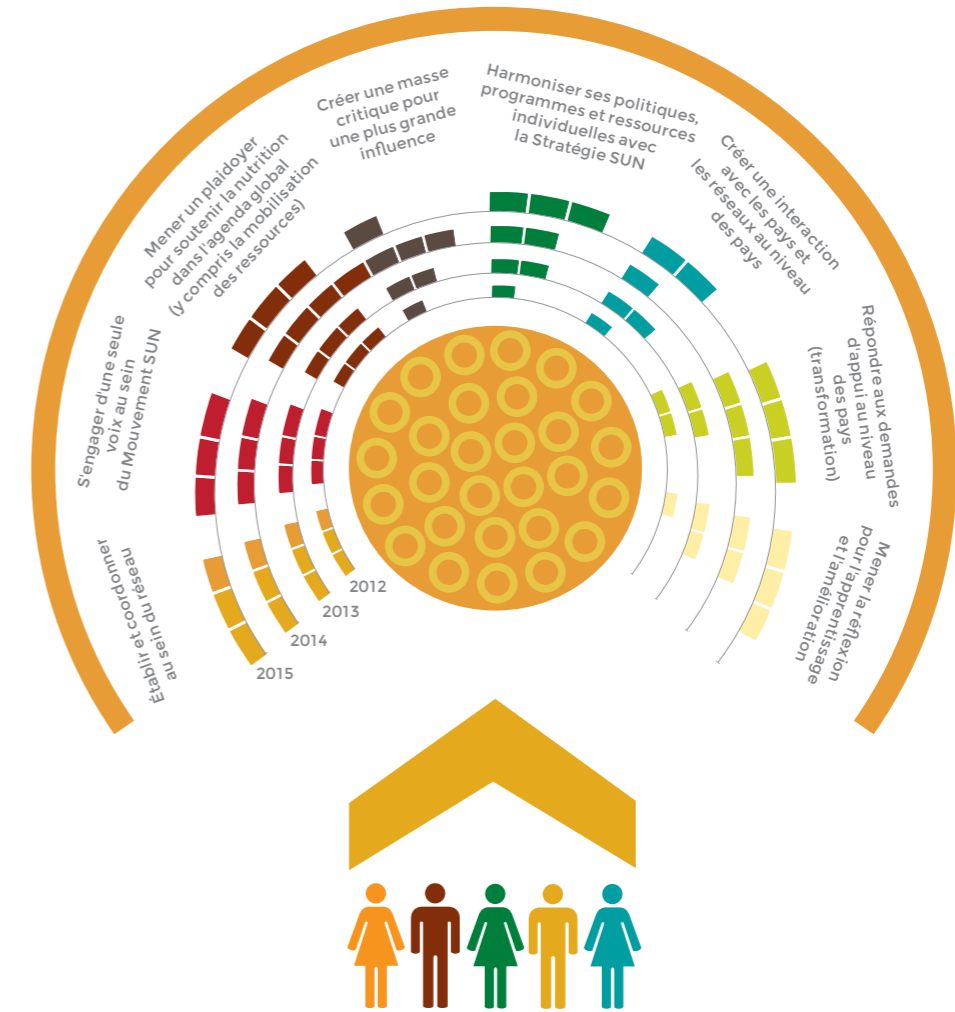
L'augmentation de l'alignement des efforts est essentielle pour renforcer la nutrition et se prolonge au-delà de la défense collective. Les membres du CSN SUN ont revu leurs plans de travail afin de mieux soutenir les efforts de la société civile dans les Pays SUN et identifient activement les options en matière de durabilité. Les OING alignent de plus en plus les activités prévues dans leurs bureaux de pays pour soutenir la réalisation des plans nationaux et des cadres communs de résultats. Ces tendances sont encourageantes. Le CSN a commandé une consultation pour définir l'alignement de la Société civile, renforcer la connaissance de l'état de l'alignement actuel et faire des recommandations pour améliorer l'alignement dans la prochaine phase du Mouvement SUN.

Le partage et l'apprentissage qui font partie intégrante du Mouvement SUN ont été renforcés en 2015, en grande partie grâce aux efforts du CSN pour recueillir des connaissances et des meilleures pratiques des efforts nationaux et internationaux, et faciliter les échanges entre les membres nationaux. Ces efforts de renforcement des capacités et le partage de bonnes pratiques sont facilités par des notes d'orientation, une boîte à outils de plaidoyer (qui sera publiée à la fin de 2015), des webinaires, des visites d'échange et d'apprentissage, et le mécanisme d'échange croisé, qui est désormais systématiquement utilisé pour répondre aux demandes de soutien reçues par le Secrétariat du CSN. Compte tenu de l'enthousiasme croissant autour du Mouvement SUN, 228 demandes de soutien ont été reçues par le Secrétariat du CSN, dont 70 % ont reçu l'aide demandée et le reste sont dans le processus.

Le dialogue et le partage d'expériences contribue à promouvoir la responsabilité et la redevabilité mutuelle avec les autres parties prenantes de la plate-forme multi-acteurs. Autonomiser les ASC pour suivre et évaluer les interventions et dépenses de nutrition permet de définir les lacunes à combler dans leur messagerie de plaidoyer et les besoins à prendre en compte dans leur programme de travail. En supervisant la prestation des services et le suivi du budget à tous les niveaux de mise en œuvre du programme, l'ASC du Pérou a été en mesure de tenir le gouvernement redevable de ses actions et engagements. La transparence et le dialogue ont également contribué à définir clairement les rôles et redevabilités des différents acteurs du Mouvement SUN, réduisant le risque de survenue des conflits d'intérêts.

Le CSN a soutenu activement les ASC au fur et à mesure de leur mise en place, fournissant un appui pour les défis et la résolution des conflits et facilitant l'accès aux financements. En plus des ressources financières reçues à travers la subvention du Fonds d'affectation multi-partenaires, le CSN bénéficie d'un certain nombre de contributions en nature de ses membres et sympathisants pour permettre ces réalisations.

Réseau des donateurs du Mouvement SUN



Aperçu des progrès du Réseau des donateurs SUN

Le Réseau de donateurs Mouvement SUN rassemble des partenaires de développement, y compris les donateurs bilatéraux, les fondations et les banques de développement, pour appuyer le renforcement des efforts en matière de nutrition dans les pays. Le Réseau des donateurs est co-organisé par l'Allemagne, le Canada et les États-Unis, avec la participation du Royaume-Uni (DFID), la Commission européenne, l'Irlande, la France, les Pays-Bas, l'Australie, le Japon, la Suisse, la Fondation Bill et Melinda Gates et la Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance (CIFF) pour soutenir les activités du Mouvement SUN. En 2014 - 2015, le réseau a organisé des téléconférences mensuelles régulières, deux réunions de hauts fonctionnaires et s'est activement engagé dans le Mouvement SUN à travers les téléconférences de pays, le Rassemblement Global, des ateliers thématiques et le processus d'élaboration de la nouvelle Stratégie du Mouvement SUN 2016 - 20.

Le Réseau des donateurs continue à soutenir les efforts de coordination nationaux à travers les coordinateurs de donateurs dans 39 Pays SUN, avec dix dont le rôle de coordination est joué par l'ONU. Une étude de cas de pays a été lancée en 2014 pour en savoir plus sur les besoins et les défis posés par le rôle du coordinateur de donateurs. Le Réseau de donateurs veut améliorer la communication entre les agences au niveau mondial et les donateurs dans les pays respectifs en élaborant des directives pratiques sur le rôle du coordinateur de donateurs tout en étendant ces rôles à d'autres partenaires de développement.

Au niveau mondial, le Réseau des donateurs travaille à garantir que la nutrition demeure une priorité de développement dans les forums internationaux, que davantage de ressources sont engagées pour la nutrition et que les approches des donateurs à la nutrition sont mieux harmonisées. À cet égard, au cours de la période, certains donateurs ont révisé leur stratégie de nutrition (par exemple, États-Unis, CE, CIFF et BMGF), des plans d'action ont été développés et des initiatives spéciales ont été introduites y compris : Nutrition Japan qui a été lancée pour encourager le développement du Secteur privé, la mise en place d'une initiative spéciale de l'Allemagne pour lutter contre la faim et promouvoir la nutrition (OneWorld - No Hunger) et le lancement par la CE du Plan d'action pour la l'alimentation et la nutrition 2015 - 2020.

Le financement de la nutrition continue d'être une priorité pour le Réseau de donateurs. Les donateurs ont fourni les fonds nécessaires pour le Secrétariat du Mouvement SUN pour faciliter ses opérations. Le Réseau a également appelé à une évaluation du Fonds d'affectation multi-partenaire Mouvement SUN pour aider à informer les mécanismes ultérieurs de financement potentiels dans la prochaine phase du Mouvement SUN (2016 à 2020). D'autres initiatives de financement plus notables 2014 - 2015 sont Power of Nutrition, lancé par le CIFF, la fondation Optimus d'UBS et le DFID en partenariat avec

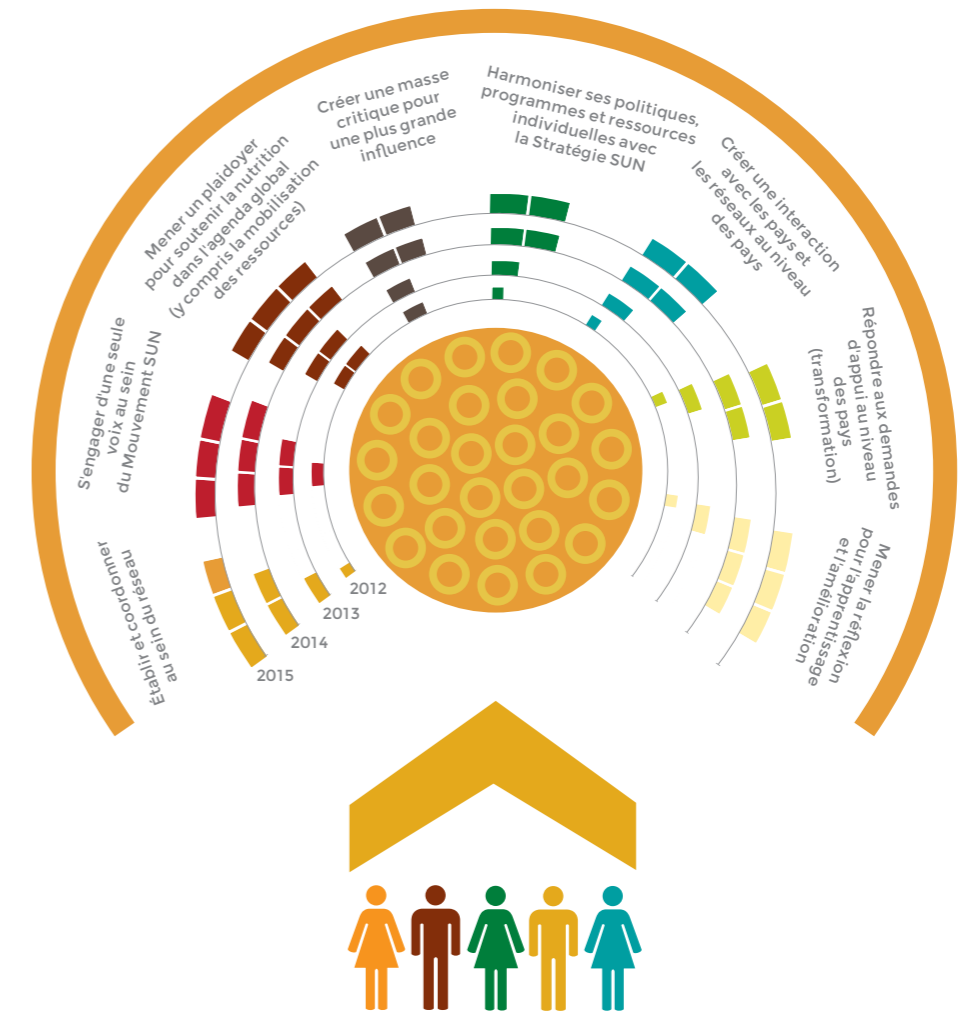


la Banque mondiale et l'UNICEF, visant à lever 1 milliard de dollars de fonds publics et privés pour réduire la sous-alimentation, permettant aux pays de bâtir des collectivités fortes et prospères à terme. La Fondation Bill & Melinda Gates a également annoncé un nouvel investissement de 776 millions de dollars US dans la nutrition pour lutter contre la mortalité infantile et aider toutes les femmes et les enfants à survivre et prospérer.

Le suivi des ressources et la redevabilité demeurent une question clé que le Réseau des donateurs cherche à résoudre, notamment, les efforts visant à affiner la méthodologie de suivi des ressources Mouvement SUN pour aider à augmenter l'efficacité du processus et l'exactitude des données. Le Réseau des donateurs cherchera une expertise externe et la participation de l'équipe du Rapport mondial sur la nutrition pour examiner la méthode et faire des ajustements en 2016.

Pour l'avenir, le Réseau des donateurs veut faciliter la mise en œuvre des principes de partenariat pour une bonne nutrition comme convenu à Ottawa pour assurer l'alignement des donateurs au niveau des pays. Cela impliquera le renforcement du rôle des coordinateurs de donateurs de pays. Cela permettra également d'entreprendre des travaux sur l'échange d'expériences sur les bonnes pratiques dans les approches " contribuant à la nutrition " au sein du Réseau de donateurs. Outre la participation active dans le nouveau processus de gouvernance et de stratégie de développement du Mouvement SUN, le Réseau des donateurs vise à intensifier la coopération avec d'autres réseaux Mouvement SUN et les possibilités de financement de ces derniers.

Réseau des Nations unies du Mouvement SUN



Aperçu des progrès du Réseau du Système des Nations unies SUN

En novembre 2014, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (FNUC), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont convenu que le Partenariat ONU REACH (redoubler d'efforts contre la faim et la nutrition infantile) serviront d'organes de coordination de l'ONU et d'organes pivots pour la nutrition dans les Pays SUN. Depuis lors, le secrétariat d'ONU REACH a également agi comme le Réseau de l'ONU pour Mouvement SUN. Le Comité permanent de la nutrition (UNSCN) se concentre sur les questions de nutrition au niveau global à travers le monde. Alors que les membres du Réseau des Nations unies Mouvement SUN comprennent actuellement les agences mentionnées ci-dessus, d'autres agences des Nations unies engagées dans la nutrition au niveau des pays sont encouragées à se joindre au réseau. D'autres organismes intéressés par la nutrition sont le HCR (Rwanda), le PNUD (Bangladesh), le FNUAP (Ouganda), et l'ONUSIDA en Tanzanie.

Le Réseau des Nations unies Mouvement SUN vise à rassembler tous les organismes compétents des Nations unies pour aider les pays à accélérer leurs efforts pour intensifier et améliorer la nutrition par le biais d'une action plus harmonisée, alignée et coordonnée au niveau des pays. Depuis la création du Mouvement SUN, les agences des Nations unies ont fait des efforts considérables pour agir dans une plus grande harmonie, également en vertu du principe du « Delivering as One UN » (Agir pour les Nations unies en tant qu'entité unique).

Grâce à l'amélioration de la collaboration au niveau des pays, les contributions de la connaissance globale et l'établissement de normes internationales pour la nutrition par les agences de l'ONU sont en cours d'opérationnalisation. L'OMS et l'UNICEF collaborent pour la maintenance et la mise à jour des données globales pour le suivi des objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé et l'information du Rapport mondial sur la nutrition. L'OMS, l'UNICEF, la FAO et d'autres ont également travaillé ensemble sur le cadre global de suivi de la nutrition maternelle, néonatale et du jeune enfant. La FAO, le PAM, et le FIDA collaborent étroitement sur les outils harmonisés et la plate-forme de base de données pour le suivi des indicateurs basés sur l'alimentation pour la sécurité alimentaire. L'organisation de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2) en novembre 2014 à Rome, conjointement par l'OMS et la FAO, et en étroite collaboration avec les autres agences des Nations unies, était un autre événement marquant un jalon important. Sous le thème « Une meilleure nutrition, une meilleure vie », les États membres ont approuvé la *Déclaration de Rome* sur la nutrition et le *Cadre d'action*, qui soulignent les engagements et les recommandations pour prévenir la malnutrition sous toutes ses formes, y compris la faim, les carences en micronutriments et l'obésité. Le *Cadre d'action* reconnaît que les gouvernements ont le rôle et la redevabilité

d'aborder les questions et les défis de la nutrition, en dialoguant avec un large éventail de parties prenantes. L'élaboration d'une position commune des Nations unies pour la plus grande redevabilité pour la nutrition dans le cadre de l'objectif de développement durable, sous la direction de l'UNSCN y compris les efforts de plaidoyer y relatifs, est un autre excellent exemple de travail d'équipe mondiale de l'ONU dans la dernière année.

Le partenariat REACH ONU continue d'appuyer les efforts avec la FAO, l'UNICEF, le PAM et l'OMS pour finaliser l'élaboration d'un compendium des actions pour la nutrition visant à aider à démystifier ce que signifie l'action de la nutrition multisectorielle en termes concrets. Le compendium examinera le niveau de preuves qui sous-tendent les actions, dévoilera toutes les questions de gouvernance de la nutrition qui ont trait à divers domaines thématiques, et identifiera les liens entre les actions et les opportunités liées à la nutrition pour les actions intégrées.

Le soutien aux processus Mouvement SUN au niveau des pays continue à un rythme considérable, en particulier grâce aux efforts des coordinateurs nationaux et internationaux REACH. Le Réseau des Nations unies Mouvement SUN, à travers REACH, a maintenant fourni la facilitation directe et le soutien de la coordination aux gouvernements dans 17 pays. Les exemples incluent l'approbation du gouvernement pour la mise en place d'une cellule de coordination de la nutrition au Mali et le lancement de plates-formes de coordination de haut niveau au Burundi et au Tchad. Des efforts pour soutenir les pays dans l'élaboration des plans de développement des capacités fonctionnelles pour relever les défis liés au renforcement de la nutrition dans une approche multisectorielle et multi-acteur ont été menés à terme au Ghana et au Népal alors que les plans sont en cours pour soutenir d'autres pays qui ont manifesté leur intérêt. En outre, l'UNICEF, au nom du Réseau des Nations unies Mouvement SUN, en collaboration avec le SMS a organisé et animé quatre ateliers régionaux sur le chiffrage et le suivi des investissements dans la nutrition (Bangkok, Entebbe, Abidjan et Guatemala).

Au cours de la période de rapport, des réflexions internes du Réseau des Nations unies Mouvement SUN ont continué. Cette période est marquée par une série de réunions internes fructueuses en face-à-face organisées conjointement par l'UNSCN et REACH, y compris des réunions globales au niveau technique supérieur en avril et novembre 2014 et février 2015, ainsi que des réunions d'équipe au niveau des pays. Ces consultations ont permis aux agences de discuter et décider de la meilleure façon de préparer la voie à suivre pour rendre le Réseau des Nations unies Mouvement SUN apte pour la prochaine phase du Mouvement SUN et l'après-2015.

Le résultat de ces consultations était la publication de la version v1.0 de l'Agenda global de nutrition des Nations unies (UNGNA) en juin 2015. Cet UNGNA sert à stimuler le dialogue entre les agences des Nations unies à tous les niveaux sur la meilleure façon d'aligner leurs activités, compte tenu de leurs mandats et des ressources spécifiques, dans le cadre d'un système de développement global en évolution pour les cinq prochaines années. Il sert à fournir des conseils et de l'inspiration à l'action décisive pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes, dans notre vie. Une vision partagée, des résultats proposés, des objectifs, des résultats et activités visent l'établissement des priorités et la planification du travail par les agences et les équipes inter-institutions aux niveaux global, régional et national pour atteindre cet objectif.

Guidés par l'UNGNA, les réseaux des Nations unies Mouvement SUN au niveau des pays sont actuellement engagés dans l'identification des actions concrètes pour renforcer le soutien conjoint des Nations unies pour les priorités de pays dans le renforcement de la nutrition. Celles-ci sont entre autres, la réalisation d'un inventaire commun d'actions de nutrition des Nations unies, l'élaboration d'une stratégie conjointe des Nations unies pour soutenir les pays dans la nutrition et un récit de faits conjoint des Nations unies.

En juin 2015, l'UNSCN en collaboration avec le Réseau de l'ONU SUN a organisé une réunion régionale de l'ONU pour la nutrition en Asie et au Pacifique dans le cadre du thème du renforcement du soutien conjoint de l'ONU aux pays pour l'amélioration des programmes de nutrition. La réunion a rassemblé 114 participants, y compris les membres des équipes de pays des Nations unies de 15 pays, des représentants gouvernementaux, des représentants de la société civile, ainsi que le personnel régional de l'ONU et des partenaires mondiaux, y compris les donateurs, les agences des Nations unies et le SMS. La réunion a abordé les principaux résultats de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2) et les nouvelles orientations du Réseau des Nations unies Mouvement SUN, y compris l'UNGNA et l'UNDAF. C'était une occasion unique de partager les expériences et les leçons apprises directement entre les membres et les parties prenantes de l'équipe de pays des Nations unies. La réunion a abordé les questions clés de nutrition dans la région, y compris les tendances à la hausse du surpoids et de l'obésité ; et identifié les étapes en perspective afin de clarifier les liens entre le Mouvement SUN et d'autres initiatives en matière de nutrition et de renforcer la collaboration de l'ONU en vue de maximiser l'impact sur les priorités régionales et nationales de nutrition.

Pilotage du Mouvement SUN

Groupe principal du Mouvement SUN

Le Groupe principal du Mouvement SUN était créé en 2012 pour améliorer la cohérence, le suivi stratégique ; améliorer la mobilisation des ressources et assurer la redevabilité collective. Le Groupe principal du Mouvement SUN est composé de dirigeants de haut niveau qui représentent un éventail de partenaires engagés dans les gouvernements, société civile, organisations internationales, donateurs et agences des Nations unies, Secteur privé et fondations Mouvement SUN. Les membres sont nommés par le Secrétaire général de l'ONU, siègent à titre personnel et sont collectivement redevables pour le fonctionnement du Mouvement SUN.

Les répondants à l'ICE ont reconnu l'importance du Groupe principal du Mouvement SUN comme un puissant réseau de champions de la nutrition, dont le haut profil a contribué à l'augmentation de l'attention mondiale sur la nutrition. Cette fonction sera conservée et agrandie, avec plus de représentation et de participation active de l'ensemble du Sud. Un nouveau Groupe principal sera nommé par le Secrétaire général de l'ONU en 2016 et se réunira une fois par an - en face à face, pour examiner les implications stratégiques du progrès et les défis au sein du Mouvement SUN. Le Groupe principal va continuer de galvaniser l'élan mondial pour la nutrition et de chercher à dynamiser l'attention centrée sur la nutrition sur laquelle le Mouvement SUN a jusque-là contribué à faire briller sous les projecteurs.

Instantanés du Groupe principal du Mouvement SUN en 2014 - 2015



Le président **Jakaya Mrisho Kikwete** accueille un groupe de travail du Groupe principal du Mouvement SUN pour une réunion pour discuter, débattre et découvrir les options possibles pour l'avenir du Mouvement SUN.



Sir Fazle Hasan Abed est annoncé comme lauréat du Prix mondial de l'alimentation 2015 pour son engagement à mettre fin à l'extrême pauvreté.



Nadine Heredia Alarcón, Première Dame du Pérou, se joint aux participants de sept Pays SUN pendant l'itinéraire d'apprentissage du Mouvement SUN, pour mettre en valeur les approches locales et régionales du Pérou pour lutter contre la malnutrition.



Sri Mulyani Indrawati, Directeur général et chef des opérations du Groupe de la Banque mondiale lance Power of Nutrition et est rejoint par Anthony Lake, directeur exécutif de l'UNICEF et le président du Groupe principal du Mouvement SUN Michael Anderson, PDG de la Fondation Fonds d'investissement pour l'enfance pour un panel de discussion de haut niveau. Anthony Lake échange

“ Je suis très heureux de ce que ce fonds constituera une composante fondamentale de l'élan croissant pour la nutrition et de ce qu'il fait pour tout le monde, tout cerveau et toute vie. ”



Ertharin Cousin, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial, lors de l'animation d'une réunion en marge de la deuxième Conférence internationale sur le renforcement de la nutrition par les pays du Mouvement SUN : Décrire les progrès et démontrer les réalisations

“ Si vous connaissez ce mouvement, vous savez que SUN possède une énergie imparable... SUN est une équipe en pleine croissance qui génère des actions pour soutenir les enfants, les femmes et les hommes souffrant de malnutrition dans les pays. ”

Membres du Groupe principal du Mouvement SUN

Président : **Anthony Lake**, directeur exécutif du Fonds des Nations unies pour l'enfance

Nahas Gideon Angula, ancien premier Ministre de Namibie | **Sheikh Hasina**, premier Ministre du Bangladesh | **Nadine Heredia Alarcón**, Première Dame du Pérou | **Ibrahim Assane Mayaki**, directeur général de l'Agence de Planification et de coordination du NEPAD | **Ngozi Okonjo-Iweala**, ancien ministre des Finances Nigeria | **Nina Sardjunani**, sous-ministre d'État pour la planification / Chef de Bappenas des ressources humaines et la culture | **Bruno Le Maire**, membre du Parlement et ancien ministre de l'Agriculture de la France | **Christian Paradis**, ministre du Développement international pour le Canada | **Andris Pieilbags** pour le commissaire européen pour le développement de la Commission européenne | **Rajiv Shah**, ancien administrateur de l'USAID | **Sir Faizle Hasan Abed**, fondateur et président du BRAC | **Hélène Hayle**, PDG Initiative sociale McKinsey | **Vinita Bali**, PDG et directeur général de Britannia Industries | **Paul Polman**, PDG d'Unilever | **Ertharin Cousin**, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial | **Sri Mulyani Indrawati**, Directeur des opérations et Directeur général du Groupe de la Banque mondiale | **Chris Elias**, président du Programme de développement mondial de la Fondation Bill et Melinda Gates | **Michael Anderson**, PDG de la Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance | **Jay Naidoo**, président du Conseil de partenariat de l'Alliance mondiale pour une meilleure nutrition | **Mary Robinson**, Présidente de la Fondation Mary Robinson | **Tom Arnold**, Coordonnateur du Mouvement SUN par intérim du Mouvement SUN | **David Nabarro**, Coordonnateur du Mouvement SUN du Mouvement SUN et Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Comité exécutif du Mouvement SUN

Réagissant à l'Évaluation globale indépendante du Mouvement SUN, lors de la 7^e réunion du Groupe principal du Mouvement SUN, le 4 mai 2015, la décision a été prise de nommer un Comité exécutif multi-acteur du Mouvement SUN chargé de la supervision du fonctionnement et de la redevabilité au sein du Mouvement SUN. Au moment de la rédaction, le processus de nomination avait commencé. Le Comité exécutif devrait être en place vers septembre 2015.

Son but est d'agir au nom du Groupe principal du Mouvement SUN pour superviser le développement et la mise en œuvre de la stratégie du Mouvement SUN et ses modalités de fonctionnement, afin de soutenir le Coordonnateur du Mouvement SUN pour galvaniser les engagements politiques de la nutrition et promouvoir l'éthique et les valeurs du Mouvement SUN. Le Comité exécutif du Mouvement SUN fournit des conseils et un soutien à la focalisation du Coordonnateur du Mouvement SUN sur les résultats pour améliorer l'état nutritionnel des mères et des enfants, et supervise les efforts visant à aligner le soutien pour tous les Pays SUN pour atteindre ces résultats.

Les mécanismes de pilotage transitoires ont été opérationnels tout au long de 2015 pour assurer la stabilité et maintenir l'élan. Une équipe de pilotage de transition (TST) a supervisé le renouvellement des accords de pilotage et le développement de la nouvelle stratégie.

Une fois en place, le Comité exécutif du Mouvement SUN composé de 16 personnes sera tiré parmi les gouvernements des Pays SUN et des hauts responsables des donateurs, du Secteur privé, de la Société civile et les agences des Nations unies.

Coordonnateur du Mouvement SUN du Mouvement SUN

En 2012, le Secrétaire général de l'ONU a affecté David Nabarro, Représentant spécial pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en tant que Coordonnateur du Mouvement SUN du Mouvement SUN. Depuis la nomination de David Nabarro en août 2014 comme Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies sur le virus Ebola, Tom Arnold est le Coordonnateur du Mouvement SUN *ad interim* du Mouvement SUN.

Tom assure le leadership stratégique du Mouvement SUN, travaillant en étroite collaboration avec les réseaux de Mouvement SUN et du Secrétariat du Mouvement SUN. Tom a continué à servir dans ses rôles en tant que directeur général de l'Institut irlandais des affaires internationales et européennes (IIEA) et président de la Convention irlandaise sur la Constitution, pendant son mandat comme Coordonnateur du Mouvement SUN *ad interim* du Mouvement SUN.

Au moment de la rédaction, le recrutement avait été lancé par le Secrétaire général de l'ONU pour un nouveau Coordonnateur du Mouvement SUN du Mouvement SUN pour diriger la prochaine phase du Mouvement.

Secrétariat du Mouvement SUN

Le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) fonctionne sous la direction stratégique du Groupe principal du Mouvement SUN, veillant à ce que l'esprit catalytique du Mouvement se poursuive et que ses progrès soient à la fois suivis de manière efficace et communiqués clairement. Il vise à relier les pays et les réseaux Mouvement SUN dans le Mouvement SUN pour garantir que le soutien demandé pour intensifier les actions et atteindre les objectifs en matière de nutrition soit reçu d'une manière coordonnée et cohérente.

Le SMS était mis en place en 2012 et a évolué avec la croissance du Mouvement, le renforcement de sa capacité et les opérations pour répondre à l'évolution des besoins et des attentes de ses parties prenantes. Lors de la réunion de septembre 2014, le Groupe principal du Mouvement SUN a demandé que le SMS soit étendu, dans sa forme actuelle, à la fin de 2016 pour être en mesure d'accompagner la transition, à la suite des résultats de l'Évaluation globale indépendante (ICE) du Mouvement SUN.

Suite à la nomination de David Nabarro comme Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies sur le virus Ebola et de Tom Arnold comme Coordonnateur du Mouvement SUN Mouvement SUN par intérim, le Secrétariat est aujourd'hui dirigé par le chef du personnel du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il comprend maintenant 13 conseillers politiques à temps plein, un agent de liaison au sein du Bureau exécutif du Secrétaire général de l'ONU et une équipe de coordination.

Le Secrétariat est entièrement financé pour couvrir le personnel et les coûts opérationnels jusqu'en décembre 2015, avec le soutien généreux de la part des gouvernements du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Irlande, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de l'Union européenne ; ainsi que de la Fondation Bill et Melinda Gates. Les ressources financières engagées couvriront également tous les coûts opérationnels jusqu'en décembre 2016.

Dans la dernière année, le Secrétariat a consacré une attention particulière à l'amélioration de la capacité du Mouvement SUN pour le partage, l'apprentissage et la focalisation sur les résultats. Tout au long de la période 2014 - 15, il a aidé à organiser le Rassemblement global du Mouvement SUN, a facilité la réponse du Mouvement à l'ICE, a fourni un appui pour l'organisation des réunions du Groupe principal du Mouvement SUN, facilité l'exercice d'analyse budgétaire du Mouvement SUN, conclu le programme pilote des itinéraires d'apprentissage et l'exercice de prévention et de gestion des conflits d'intérêt. Par ailleurs, il a facilité l'exercice d'auto-évaluation 2015, renforcé le cadre de capacité de prestation du Mouvement SUN et les *communautés de pratique Mouvement SUN thématiques*, coordonné les téléconférences du Réseau de Pays SUN tous les 2 mois et facilité le développement de la nouvelle Stratégie du Mouvement SUN suite à l'ICE.

Le Secrétariat a œuvré à communiquer ces efforts et les efforts de tous dans le mouvement via le site web du Mouvement SUN, les canaux de médias sociaux, les notes d'information *Renforcement de la nutrition : dans les faits* et des interactions régulières avec les pays et réseaux Mouvement SUN.

En 2016, le Secrétariat continuera à soutenir les Pays SUN et les objectifs stratégiques du Mouvement, en collaboration avec le Comité exécutif du Mouvement SUN et le Groupe principal du Mouvement SUN. La taille, la fonction et les capacités du Secrétariat devraient refléter les ambitions du mouvement dans sa prochaine phase.

Fonds d'affectation multi-partenaire Mouvement SUN

Le Fonds d'affectation multi-partenaire Mouvement SUN (FAMP) était créé en mars 2012 et visait à fournir des subventions catalytiques et de dernier recours pour le développement et la mise en œuvre des actions de renforcement de la nutrition. La nouvelle date de fin de mandat du fonds est décembre 2016.

Le FAMP du Mouvement SUN dispose de trois guichets de financement : 1) le soutien des actions Mouvement SUN initiales au niveau des pays ; 2) les programmes catalytiques pour les pays ; et 3) le soutien des efforts stratégiques globaux Mouvement SUN. Depuis 2012 trois donateurs²⁴ ont contribué au FAMP du Mouvement SUN avec un dépôt total d'environ 10 millions de dollars US. À ce jour le Comité de gestion du FAMP du Mouvement SUN a alloué un total de 9,9 millions de dollars US (environ 98 % du total des dépôts) pour les trois guichets.

Le Guichet I (10 %) a été utilisé 1) pour soutenir le projet d'itinéraire d'apprentissage pilote dirigé par PROCASUR pour améliorer les initiatives de partage et d'apprentissage entre les MSP nationales Mouvement SUN et 2) pour soutenir les Pays SUN dans le lancement de l'exercice d'analyse budgétaire 2015. Le Guichet 2 (75 %) apporte un soutien financier à la Société civile dans 24 pays²⁵ à travers l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Un soutien a également été accordé au Secrétariat du CSN SUN à travers le guichet 2 (10%). Le guichet III (3%) a été utilisé pour soutenir le développement du cadre de suivi et d'évaluation du Mouvement SUN et sera utilisé pour l'évaluation du FAMP du Mouvement SUN.

Le Rapport annuel du FAMP du Mouvement SUN 2014 a été publié en mai 2015²⁶ et a fait le point des progrès réalisés, des réalisations et des leçons apprises. L'analyse effectuée suggère que le FAMP du Mouvement SUN a joué un rôle de catalyseur dans la mise en place ou le renforcement de l'ASC SUN dans les 24 pays et dans la participation des acteurs de la société civile dans les processus liés au Mouvement SUN au niveau des pays. En fait, près de 90 % des alliances nationales de la société civile du Mouvement SUN financées par le FAMP SUN effectuent des mises en place fortes, cohérentes, inclusives et influentes. En outre, elles réalisent des progrès remarquables vers l'intensification des efforts pour renforcer la nutrition du niveau national au niveau sous-national. Avec plus de 1160 groupes de la Société civile engagés dans la nutrition, les efforts de la Société civile nationale Mouvement SUN sont de plus en plus renforcés. Les réalisations en 2014 sont entre autres, l'engagement actif dans des efforts multi-acteurs et multisectoriels ; des efforts de plaidoyer efficacement alignés pour soutenir les priorités de nutrition au-delà des cycles politiques, la sensibilisation des communautés et des parties prenantes sur l'importance de la nutrition et de l'augmentation des investissements pour les efforts de la nutrition dans les pays ; une contribution des ASC à environ 62,50 % à l'intégration de la nutrition dans les politiques, les processus juridiques et de mise en œuvre ; et presque la moitié des ASC qui commencent à jouer un rôle important pour influencer une forte redevabilité pour la nutrition au niveau des pays.

L'évaluation du FAMP du Mouvement SUN aura lieu dans la deuxième moitié de 2015 et fournira à la fois une évaluation ainsi qu'un ensemble de recommandations claires prospectives pour éclairer les décisions de gestion dans la conception de futurs mécanismes potentiels pour le Mouvement SUN.

²⁴ Département pour le développement international (DFID), IrishAid, Agence suisse pour le développement et la coopération (DDC)

²⁵ Bangladesh, Burundi, El Salvador, Ghana, Guatemala, Guinée, Kenya, Kirghizistan., Laos, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Nigeria, Pérou, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Ouganda, Zimbabwe

²⁶ Disponible à l'adresse <http://scalingupnutrition.org/about/how-is-the-movement-supported/sun-mptf>



L'avenir du Mouvement SUN

Par le Dr Ngozi Okonjo-Iweala,
économiste de renommée mondiale,
ancien ministre des Finances du Nigeria (deux fois)
et Directeur général de la Banque mondiale

Messages clés

- Le Mouvement SUN continue à inspirer une dynamique sans précédent en faveur de la nutrition
- De grands progrès ont été réalisés par un jeune mouvement dirigé par les pays, dans un environnement de la nutrition en constante évolution
- L'évaluation a cristallisé le fait que l'action du Mouvement SUN doit se poursuivre, avec une ambition et une vigueur renouvelées
- Nous devons sans cesse crier, secouer, influencer ; les efforts de plaidoyer doivent être doublés aux niveaux global, national et sous-national
- Le rôle que nous jouons dans la facilitation et la coordination doit aboutir à de meilleurs résultats
- Nous avons besoin d'une plus grande redevabilité de tous, à tous les niveaux
- La qualité du soutien qui est fourni aux pays doit être plus améliorée ; le renforcement des capacités au niveau des pays est un impératif
- Enfin, nous devons mobiliser plus de fonds et plus efficacement

Le Mouvement SUN a inspiré une dynamique sans précédent et croissante en faveur de la nutrition.

Le présent rapport explique comment ce Mouvement des nations engagées est en train de transformer la vie de millions de personnes. Quiconque a participé aux activités du Mouvement SUN a senti la croyance collective et de l'ambition. Ensemble, nous pouvons obtenir un impact durable.

Le Mouvement a célébré son cinquième anniversaire en 2015. Il a fait l'objet d'une évaluation globale indépendante (ICE). Les représentants de gouvernement, les acteurs de la société civile et les partenaires de développement actifs dans les pays SUN se sont exprimés sur la manière dont le mouvement peut soutenir au mieux leurs objectifs dans les années à venir.

Il ressort de l'évaluation que de grands progrès ont été réalisés par ce jeune mouvement, dirigé par les pays dans un environnement en constante évolution. La force du mouvement réside en sa capacité à être une puissante force collective pour des améliorations ambitieuses dans l'alimentation de tous les peuples. Nous avons cristallisé l'attention politique sur l'importance de la nutrition et veillé à ce qu'elle demeure une priorité politique. En outre, nous avons intensifié notre action de plaidoyer au fil du temps. Nous avons mis les intérêts des mères et des enfants au centre et fait de la fenêtre des 1000 jours les plus décisifs - de la conception au deuxième anniversaire de l'enfant - un concept général. Chacun d'entre nous au sein du mouvement accumule des connaissances et de l'expérience, et cela va nous guider vers la réalisation de notre objectif ultime : l'éradication de la malnutrition sous toutes ses formes.

L'évaluation a mis en évidence ce que nous devons faire pour nous assurer que nous sommes en train de réussir. Nous devons accorder plus d'attention aux besoins nutritionnels des adolescentes et trouver des moyens de mieux lutter contre le fardeau croissant de l'obésité dans certains pays SUN. Et nous devons être sûrs de documenter la preuve des progrès de pays - se fondant sur les premières indications que la démarche multidisciplinaire du mouvement est en train d'améliorer la nutrition dans les pays SUN.

En regardant vers l'avenir, nous devons nous inspirer des récits de progrès décrits dans ces pages. De nombreux pays SUN connaissent des réductions significatives de la malnutrition, ce qui prouve qu'elle peut être éradiquée de notre vivant. Les améliorations relatives à nutrition que nous préconisons soutiennent le changement, et cela nous inspire. La puissance combinée de l'engagement politique de haut niveau ouvrant un chemin pour une action multisectorielle ; un environnement politique favorable dans tous les secteurs, l'action alignée de tous les niveaux de la société sur les résultats convenus et des fonds mobilisés plus efficacement, sont les clefs du progrès.

Les enfants du Bénin, Cambodge, Éthiopie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Kirghizistan, Malawi, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe sont maintenant plus grands et plus forts grâce aux efforts nationaux efficaces déployés pour améliorer leur nutrition. Les gouvernements de leurs pays font des rapports sur des réductions significatives du nombre d'enfants victimes du retard de croissance au cours des dernières années. Ces exemples montrent que l'approche du Mouvement SUN est sur la bonne voie, que les résultats sont meilleurs lorsque les efforts dans différents secteurs sont combinés et lorsque les programmes des différents acteurs sont alignés. Toutefois, il est possible d'aller encore plus loin en partageant ce que nous faisons, en poursuivant les actions en faveur de l'équité des filles, en engageant femmes dans la prise de décision et rendant compte systématiquement des progrès réalisés. Quoi que nous fassions, nous travaillons mieux quand nous sommes ensemble.

L'évaluation a cristallisé le potentiel du Mouvement SUN à marquer des avancées notoires avec une ambition et une vigueur renouvelées, pour le rayonnement perpétuel du Mouvement SUN. Une nouvelle stratégie quinquennale permettra de renforcer les principes de redevabilité et de l'efficacité de l'aide. La fluidité et la flexibilité qui sont la marque du Mouvement SUN doivent se pérenniser. En effet, tous les acteurs du mouvement doivent continuer à reconnaître la diversité des pays SUN, et le fait que le renforcement de la nutrition sera poursuivi à un rythme différent dans chaque pays.

Étapes en perspective

Des plans sont en place pour le recrutement d'un nouveau Coordonnateur du Mouvement SUN du Mouvement SUN et pour rafraîchir le Groupe principal des champions SUN - tous devant être nommés par le Secrétaire général des Nations unies. Un comité exécutif supérieur est également en cours de mise en place pour superviser le fonctionnement du Mouvement et veiller à ce que tous ses membres soient redevables les uns envers les autres. Les réseaux du Mouvement SUN et le Secrétariat du Mouvement SUN seront renforcés avec encore plus de capacités humaines et financières pour soutenir les besoins croissants du Mouvement et aider à catalyser les transformations que ses membres sont en droit d'espérer. Cette évolution du mouvement a lieu dans le contexte de l'évolution du paysage global de la nutrition, en particulier dans le contexte de l'Agenda de développement durable de l'après-2015 et des résultats de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2).

Au milieu de ces développements, nous devons sans cesse parler, secouer le système et influencer le changement. Nos efforts de plaidoyer doivent être redoublés aux niveaux global, national et sous-national. Le Mouvement SUN a contribué à propulser la nutrition aux devants de la scène. Mais cette attention peut rapidement s'amenuiser si nous sommes incapables de réaliser de réels progrès. L'engagement politique est une condition préalable nécessaire à l'amélioration de la nutrition, mais en soi, il n'est pas suffisant pour impulser le changement. La mise en œuvre effective, avec l'accent sur les améliorations significatives et mesurables dans la nutrition des personnes est ce à quoi aspire le mouvement. Chacun de nous devra maintenir le cap jusqu'à ce que cet objectif soit atteint.

Voilà pourquoi la facilitation et la coordination par le Secrétariat du Mouvement SUN et les réseaux SUN doivent être améliorées et fournir de meilleurs résultats. En d'autres termes, nous devons entretenir un environnement favorable, où les interventions

nutritionnelles éprouvées peuvent être efficacement renforcées. Cela passe par l'amélioration de la volonté de collaborer et de changer notre comportement à la lumière des éléments de preuve sur ce qui fonctionne le mieux. Cela signifie une plus grande redevabilité de tous, à tous les niveaux. Cela signifie une augmentation de la qualité et de la pertinence de l'aide reçue par les pays SUN.

Enfin, cela signifie attirer plus de financements pour les pays du Mouvement. En tant qu'ancien ministre des Finances du Nigeria, je connais d'expérience l'importance d'un plaidoyer pour l'investissement qui est fondé sur des données probantes et tangibles. Le dossier d'investissement dans la nutrition doit être porté à l'avant et placé au centre de nos efforts de plaidoyer si nous voulons mobiliser la volonté politique et des finances nécessaires pour lutter contre la malnutrition. Je suis impressionné par les efforts déployés par le Mouvement SUN pour monter ce dossier : Je vous encourage tous à aller encore plus loin, en accentuant vos activités de plaidoyer, en soulignant le potentiel d'une population mieux nourrie et en étayant l'argumentation économique de manière encore plus forte.

C'est avec ces ambitions à l'esprit que nous nous projetons dans l'année à venir. Les Principes d'engagement du Mouvement SUN doivent être une priorité pour tous ; nous devons nous engager à faire preuve de transparence sur l'impact ; nous devons chercher à être inclusifs et faire en sorte que nos efforts reflètent les droits humains et d'équité ; nous devons être prêts à négocier, à être mutuellement redevables, pour être rentables et rester en permanence communicatifs.

Ces principes nous unissent tous dans le but de mettre fin à la malnutrition dans les prochaines décennies. Ils sous-tendent notre ambition commune. Chacun d'entre nous dans le Mouvement SUN doit les embrasser avec fierté et s'assurer qu'ils sont articulés dans tout ce que nous faisons.

Processus de visualisation et de transition

Au cours de la réunion du Groupe principal du Mouvement SUN en septembre 2013, la décision de faire réaliser une évaluation globale indépendante (ICE) était prise. L'évaluation était lancée en juin 2014 et conclue en janvier 2015. De janvier à avril 2015, les pays et réseaux SUN et le SMS ont fourni leur réponse aux conclusions de l'évaluation. Plus de 100 réponses ont été reçues - avec 50 % des Pays SUN fournissant des contributions.

Du 9 au 10 avril 2015, le Président Kikwete de Tanzanie, un membre du Groupe principal du Mouvement SUN a organisé une réunion multi-acteur à Dar es Salaam pour permettre l'examen des options pour l'avenir du Mouvement. Une équipe spéciale a réfléchi sur l'apport fourni par les participants, encadrés par les recommandations de l'ICE et des réponses à l'échelle du Mouvement à ses conclusions, capturées dans la synthèse par le Secrétariat du Mouvement SUN, et un document d'options développées par des consultants indépendants.

En mai, le Groupe principal du Mouvement SUN a approuvé les recommandations formulées par le Sous-groupe pour la vision, prenant les résolutions suivantes :

1. Le Mouvement SUN continuera avec un sens renouvelé de l'ambition d'obtenir des résultats.
2. Une stratégie mise à jour portera sur la période 2016 - 2020, appuyant sur les forces du Mouvement SUN et remédiant aux faiblesses constatées par l'ICE. Ce cadre stratégique sera revu pour la réunion du Groupe principal du Mouvement SUN en septembre 2015 et entrera en vigueur janvier 2016. Une feuille de route opérationnelle sera finalisée d'ici à décembre 2015.
3. La stratégie mise à jour doit être située dans le paysage plus étendu de la nutrition reconnaissant les multiples fardeaux de la malnutrition, les progrès mondiaux réalisés pour traiter l'impact de la sous-nutrition et la valeur ajoutée du Mouvement SUN par rapport aux agendas mondiaux tels que les objectifs de développement durable (SDG), le suivi de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2) et les engagements pris dans le cadre du Pacte de la nutrition pour la croissance et ; faisant une différenciation entre les organismes mandatés redevable de la gouvernance de la nutrition.

4. Le Mouvement SUN restera inclusif, multi-acteurs et multisectoriel et décentralisé - ouvert à tous les pays engagés à atteindre la justice nutritionnelle pour tous et à éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes.
5. Les priorités stratégiques pour le Mouvement SUN mettront l'accent sur le plaidoyer renforcé, une coordination accrue pour obtenir un impact, une redevabilité accrue, plus d'argent pour la nutrition, et plus de la nutrition pour l'argent existant dépensé et le soutien aux Pays SUN. Cet objectif sera atteint en tirant parti des structures existantes, y compris les réseaux de parties prenantes et les communautés de pratique SUN, consolidés et responsables, qui seront guidés par les besoins de pays.

Instantané des perspectives du Mouvement SUN

Mahārāshtra

« Comme justement recommandé, un accent doit être mis sur la sous-nutrition et l'élimination du retard de croissance, mais la suralimentation est également un problème urgent dans l'État. Le plaidoyer à tous les niveaux et surtout au niveau de la communauté devrait être l'objectif ».

Tadjikistan

« Nous avons une compréhension plus ou moins claire de ce qu'est un CCR, mais nous sommes d'accord avec la recommandation de l'évaluation que l'orientation et des principes plus clairs sur la façon de le constituer sont nécessaires. L'assistance technique forte autour des CCR devrait être intégrée dans SUN ».

Indonésie

« Le Mouvement SUN a démontré une énergie et un dynamisme impressionnants à la fois au niveau global et national, toutefois les défis en Indonésie relèvent de la mise en œuvre au niveau sous-national. Plus de partage d'orientation ou de leçons apprises sur la façon dont le Mouvement SUN peut être mis en œuvre dans le pays décentralisé, sont nécessaires. Le suivi et l'évaluation du Mouvement SUN doivent être renforcés pour faciliter le suivi des progrès du Mouvement au niveau des pays. La mobilisation de tous les acteurs, notamment les parties prenantes non gouvernementales doit être renforcée ».

Priorités de la Stratégie du Mouvement SUN 2016 - 2020

La stratégie 2016 - 2020 repose sur les forces et la dynamique d'action du Mouvement à ce jour, mais crée également des nouvelles voies, basées sur l'expérience et les leçons de sa première stratégie, sur de nouvelles demandes des pays, et les idées générées par l'ICE sur les forces, faiblesses et opportunités du Mouvement pour plus d'impact.

Points clés

- La stratégie mise à jour du Mouvement SUN est caractérisée par un accent sur le soutien et le renforcement des capacités des pays pour accélérer l'impact
- Le Mouvement SUN prendra des mesures déterminées pour tirer parti de son expérience stratégique
- Le Mouvement SUN a été et restera un exercice en amélioration continu, grâce à l'apprentissage et l'adaptation
- Le Mouvement SUN conserve son accent mis sur la sous-nutrition de 2016 à 2020, tout en cherchant des moyens de faciliter les efforts visant à accueillir et intégrer d'autres priorités en matière de malnutrition, y compris sur le surpoids et l'obésité
- Le Mouvement SUN doit soutenir et documenter les approches réussies qui répondent de manière plus holistique à toutes les formes de malnutrition.

La vision du Mouvement SUN est celle de l'éradication de la malnutrition sous toutes ses formes. Ses membres contribuent à la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate et à une justice nutritionnelle pour tous, en vue d'éliminer complètement tout retard de croissance au sein d'une génération.

Malgré les défis, des progrès sont réalisés. Aujourd'hui, plus que jamais, il y a de la clarté sur ce qui est nécessaire, avec un nombre croissant de preuves pointant vers une action claire qui peut vaincre la malnutrition. Le Mouvement SUN a été un agent essentiel du changement, avec les divers efforts et les expériences de tous les membres à jouer un rôle unique dans la mise en place des conditions de progrès et en façonnant le paysage de la nutrition. La stratégie 2016 - 2020 s'appuie sur les progrès réalisés à ce jour avec des objectifs stratégiques réorientés :

- étendre et renforcer un environnement politique stimulant ;
- prioriser des actions effectives qui contribuent à la bonne nutrition ;
- mettre en œuvre des actions alignées avec les Cadres nationaux de résultats communs ;
- utiliser efficacement et accroître de manière considérable les ressources financières destinées à la nutrition.

Les principales priorités à l'avenir qui seront davantage façonnées et définies dans la Stratégie du Mouvement SUN et la Feuille de route 2016 - 2020 sont entre autres :

La facilitation et la coordination des efforts pour obtenir un impact accru

Aborder la malnutrition nécessite une collaboration multisectorielle. L'impact sur les résultats nutritionnels peut être atteint plus efficacement si les interactions au sein des organisations et des structures administratives ou entre les groupes de parties prenantes sont mieux facilitées et leurs activités mieux coordonnées et alignées.

→ **Le Mouvement SUN travaillera pour faciliter le partage et l'apprentissage et renforcer le soutien apporté aux Pays SUN dans leurs efforts pour mieux définir et utiliser leurs CCR, renforcer leurs MSP, notamment en veillant à ce que tous les Pays SUN aient accès à des coordinateurs de donateurs à l'échelle nationale. Il accélérera également la mise en œuvre des plans nationaux.**

Améliorer la qualité de l'appui aux pays pour renforcer les capacités SUN

La mise à disposition en temps opportun, l'appui réactif et de haute qualité aux Pays SUN dans leurs efforts pour appliquer les mesures requises pour renforcer la nutrition, est une composante essentielle de la réalisation de l'impact.

→ **Le Mouvement SUN continuera à promouvoir l'amélioration permanente de la qualité dans la fourniture d'une assistance technique pour l'amélioration des résultats en matière de nutrition. Il favorisera une accélération proactive vers la mise en œuvre avec un accent sur la décentralisation et la garantie d'une couverture efficace. Les membres du Mouvement pourront accélérer le développement de systèmes de planification de l'information nutritionnelle qui permettront aux décideurs de déterminer les actions à mettre en œuvre et les résultats à en attendre. Ils bénéficieront de et contribueront à l'amélioration de la qualité de l'orientation des actions fondées sur les faits probants, y compris les approches contribuant à la nutrition et l'égalité ; le développement et la diffusion de textes normatifs ; et des moyens efficaces de documenter et de partager leur expérience. Il sera en permanence un processus d'apprentissage, d'action, d'évaluation et d'adaptation.**

Améliorer l'accès aux ressources internes et externes pour le renforcement de la nutrition, et utiliser plus efficacement ces ressources

Les ressources financières actuelles disponibles pour les interventions spécifiques à la nutrition et pour celles contribuant à la nutrition sont très insuffisantes. Alors que le financement pour la nutrition continuera à provenir des financements publics internationaux, privés et mixtes, l'augmentation des ressources publiques et privées nationales sera le seul moyen de financer durablement la nutrition.

→ **Le Mouvement SUN permettra d'accélérer des efforts concertés pour tirer parti de plus de financement pour la nutrition : hiérarchiser les résultats nutritionnels améliorés dans les budgets nationaux de développement et les plans sectoriels ; de façon plus optimale, aligner le soutien financier interne et externe autour des résultats communs, permettant un accès plus efficace aux sources de financement et ; améliorer la transparence des flux de financement. Le Mouvement plaidera pour que tous les fonds publics aient un impact positif sur les plus pauvres et les plus vulnérables dans toutes les sociétés et communiquera en permanence les progrès de ces efforts.**

Aborder plus efficacement les moteurs de la malnutrition liés aux questions de genre et d'équité

Les inégalités liées au manque d'accès à une nutrition adéquate minent la santé et le développement de l'enfant, les privant du droit à atteindre leur plein potentiel. Les femmes et les filles constituent l'un des groupes les plus souvent privés. La responsabilisation de la femme peut contribuer à briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition. Investir dans les femmes est bénéfique pour améliorer le capital humain en particulier en termes de nutrition, santé et éducation de l'enfant.

→ **Le Mouvement SUN permettra d'accélérer le travail pour aider les décideurs et les praticiens dans le pays à faire face aux inégalités en leur permettant d'identifier les opportunités pour surmonter les difficultés structurelles de l'amélioration de l'accès et de l'utilisation des services.**

Renforcer le plaidoyer pour une meilleure nutrition aux niveaux global, national et sous-national

Un plaidoyer soutenu est essentiel pour maintenir la nutrition en tête des agendas nationaux et internationaux, et est une pierre angulaire de tout mouvement pour le changement.

→ **Le Mouvement SUN va amplifier les efforts de plaidoyer nécessaires pour contribuer à des résultats mesurables dans les pays avec un accent sur les résultats suivants : l'augmentation de la couverture des interventions spécifiques à la nutrition et des interventions contribuant à la nutrition fondées sur des preuves ; l'augmentation des ressources, à la fois au pays et provenant de sources externes ; le maintien et le renforcement de la visibilité de la nutrition sur les agendas nationaux et mondiaux ; et la démonstration de la valeur de l'approche multisectorielle et multi-acteur du Mouvement SUN. Il va générer des approches de plaidoyer sur mesure et déployer des champions de la nutrition à tous les niveaux.**

Renforcer la redevabilité à tous les niveaux

La responsabilité première de garantir à tous les citoyens la réalisation de leur droit à l'alimentation retombe sur les gouvernements nationaux redevables devant leur population.

→ **Le Mouvement SUN, avec ses approches multisectorielles et multi-acteurs, se présente comme une affirmation par ses membres que le travail en synergie a le potentiel pour un plus grand impact et efficacité dans le renforcement de la nutrition par rapport aux efforts individuels. Il permettra d'accélérer les efforts pour soutenir les pays dans l'amélioration de la redevabilité et pour veiller à ce que leurs partenaires de développement s'acquittent de leurs propres redevabilités. Ces partenaires ont chacun leurs mandats, capacités et mécanismes de redevabilité spécifiques - et ont une portée à la fois internationale et nationale. On y retrouve des partenaires de développement qui fournissent des orientations normatives, des parties prenantes telles que les parlementaires et la société civile avec le mandat et la mission de suivre les progrès, qui ont l'expertise de mise en œuvre ou de renforcement des capacités.**

Perspectives

La cinquième année du Mouvement SUN a démontré qu'une immense énergie est le moteur de cette poussée collective pour obtenir des résultats en matière de nutrition, renforcée par un mantra sans cesse croissant que nous sommes tous dans le même bateau. Les dirigeants mondiaux et nationaux reconnaissent l'importance cruciale d'investir dans la nutrition pour assurer la santé et la richesse et comme un moyen de renforcer la résilience en période de turbulences. Mais l'élan continu ne peut pas être tenu pour acquis. Il faut de l'attention, à la fois à travers le plaidoyer cohérent, mais surtout en prouvant que l'approche SUN démontre des réalisations et les résultats.

En perspective de l'année 2016 et au-delà, la démonstration des résultats sera de plus en plus une priorité des pays dans le Mouvement SUN. Stimuler l'action et les réalisations efficaces autour de la nutrition est un projet à long terme mais documenter et partager les approches à succès et les approches qui ne fonctionnent pas devrait faire partie intégrante du Mouvement SUN. L'apprentissage et le partage sous-tendent le Mouvement SUN, mais veiller à ce que les principales leçons soient extraites, que des orientations soient formulées et le soutien étendu, seront au cœur de la réussite. Ceux qui sont engagés dans le Mouvement SUN comprennent l'importance de soutenir les tâches essentielles pour la durabilité - comme la construction de plates-formes multi-acteurs, l'établissement des stratégies communes et l'organisation à la fois des programmes et des investissements futurs dans les cadres convenus pour les résultats. Il sera essentiel de démontrer davantage les changements auxquels ces processus contribuent.

La nouvelle Stratégie du Mouvement SUN sera au centre de l'obtention de résultats, mais son adoption est juste le début d'un parcours difficile en perspective. La stratégie ne sera significative que dans la mesure où elle est utilisée par les Pays SUN et les multiples parties prenantes qui la soutiennent afin qu'elle devienne une réalité.

S'inspirer des succès actuels avec une plus grande ambition pour les résultats et l'impact sur le retard de croissance dans tous les pays engagés à renforcer la nutrition, sera vital. Cette ambition est la qualité unique qui a fait le succès du Mouvement. L'ambition sera de s'assurer que le Mouvement reste dirigé par les pays, qu'il soit inclusif, multi-acteur et multisectoriel. Des efforts seront doublés à consacrer les Principes d'engagement du Mouvement SUN qui sont le point d'ancrage des membres du Mouvement SUN à la stratégie et de veiller à ce que le rôle des femmes responsabilisées, les effets déstabilisants du changement climatique et la lutte poursuivie pour l'équité soient au cœur de tous efforts.

La formidable énergie et l'enthousiasme qui animent le Mouvement SUN est de bon augure pour l'avenir. La nutrition est à l'honneur - plus que jamais auparavant. La volonté politique est croissante, et les faits probants sont plus forts que jamais.

Le Mouvement SUN milite pour une transformation nutritionnelle. Des millions de filles, femmes, garçons et hommes sont défavorisés en raison de leur malnutrition notoire. Tous les membres de ce Mouvement sont à même d'éradiquer cette injustice. Le Mouvement est prêt à continuer ses actions, dopé par une ambition et une vigueur renouvelées. Il est temps que les choses changent !



Profils des progrès des pays

Ce chapitre donne un aperçu des réalisations dans 55 Pays SUN au cours de l'année écoulée. En 2015, 43 pays dans le Mouvement SUN ont entrepris l'exercice d'autoévaluation. Ils l'ont fait avec la participation des différentes circonscriptions représentées dans leurs plates-formes nationales de Mouvement SUN. Celles-ci incluent des participants de ministères sectoriels et des parties de gouvernement, ainsi que des représentants des donateurs, les organisations de la société civile, les agences onusiennes et le Secteur privé. Dans le cadre de cet exercice d'auto-évaluation, les parties prenantes dans les pays sont invitées à s'attribuer une note, individuellement et collectivement, contre les marqueurs de progrès attribués à chacun des quatre processus SUN (présentés à la page 35).

L'exercice d'auto-évaluation du Mouvement SUN est volontaire et fournit une occasion pour les parties prenantes de réfléchir sur les progrès réalisés au cours de l'année écoulée et de garantir que les efforts pour vaincre la malnutrition sont bien alignés et efficaces. Il est prévu que le processus d'auto-évaluation aidera les parties prenantes à avoir l'appropriation du suivi des progrès et à en bénéficier et ; à être mutuellement redevables de leurs actions collectives.

Guide de profils de pays

Les profils de pays dans ce rapport visent à fournir un aperçu des progrès dans les Pays SUN et sont composés de cinq éléments principaux en fonction des informations disponibles pour chaque pays :

1. **Graphique du progrès de pays** : il fournit une visualisation des notes de l'exercice d'auto-évaluation 2015 pour chacun des quatre objectifs stratégiques Mouvement SUN.
2. **Diagrammes à barres « retournés »** : ils fournissent une visualisation des notes de l'exercice d'auto-évaluation 2014 pour chacun des quatre objectifs stratégiques Mouvement SUN.
3. **Aperçu narratif des progrès** : il fournit un résumé écrit de l'évolution et des efforts à travers chacun des quatre objectifs stratégiques Mouvement SUN.
4. **Graphique sur la réduction du retard de croissance et les statistiques d'indicateurs clés de nutrition**. Pour plus d'informations sur les statistiques et les données utilisées, se référer à l'annexe 2.
5. Sélection de **les faits saillants** des Pays SUN à partager à travers le Mouvement

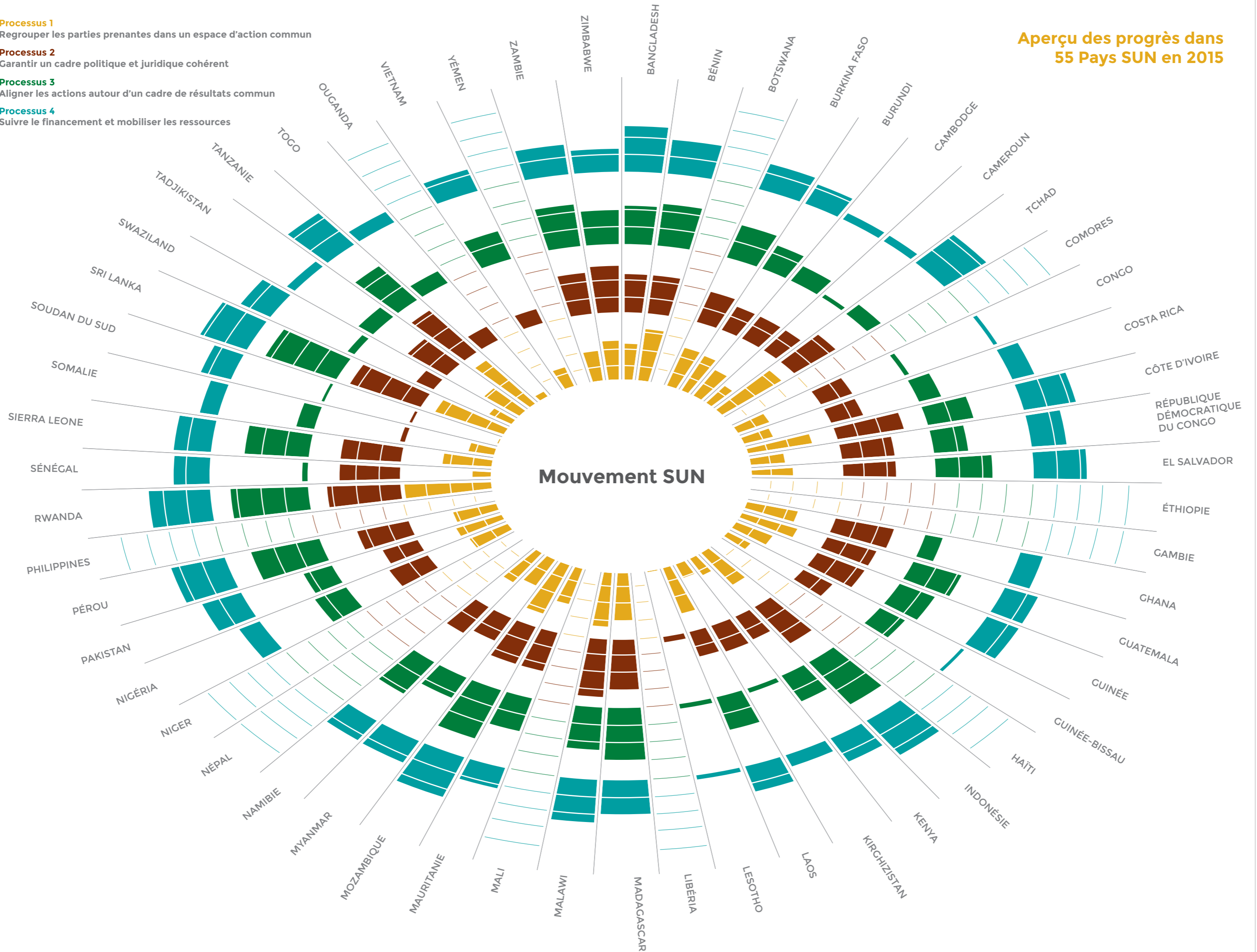
La différenciation dans l'apparence et le niveau d'analyse pour chaque profil de pays est décrite ci-dessous.

- Pour les Pays SUN qui ont participé à l'exercice d'auto-évaluation en 2015, les progrès sont représentés par une progression des graphiques de progrès des pays qui rassemblent les notes relatives à chaque objectif stratégique du Mouvement SUN et à travers un instantané narratif du progrès, qui sont tous deux basés sur leur exercice d'auto-évaluation Exercice. Certains pays ont également terminé l'exercice d'auto-évaluation en 2014, ce qui se reflète également dans les graphiques de progrès des pays en questions pour une base de comparaison.
- Pour les Pays SUN qui n'ont pas entrepris un exercice d'auto-évaluation, l'instantané narratif de progrès a été préparé par le point focal de gouvernement SUN, soutenu par le SMS. Aucun graphique de progrès de pays n'est fourni.
- Pour les Pays SUN qui ont entrepris l'exercice d'auto-évaluation en 2014 mais pas en 2015, un histogramme « recourbé » capture les notes de l'exercice antérieur d'autoévaluation du pays tandis que l'instantané narratif des progrès a été préparé par le point Focal de gouvernement SUN, soutenu par le SMS, et à la lumière des progrès en 2015.

Pour des informations détaillées sur le cadre de suivi du Mouvement SUN et l'analyse de l'exercice d'auto-évaluation 2015, se référer à l'annexe 2. Tous les exercices d'auto-évaluation des Pays SUN peuvent se trouver dans leur intégralité à www.scalingupnutrition.org.

- **Processus 1**
Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun
- **Processus 2**
Garantir un cadre politique et juridique cohérent
- **Processus 3**
Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun
- **Processus 4**
Suivre le financement et mobiliser les ressources

Aperçu des progrès dans 55 Pays SUN en 2015



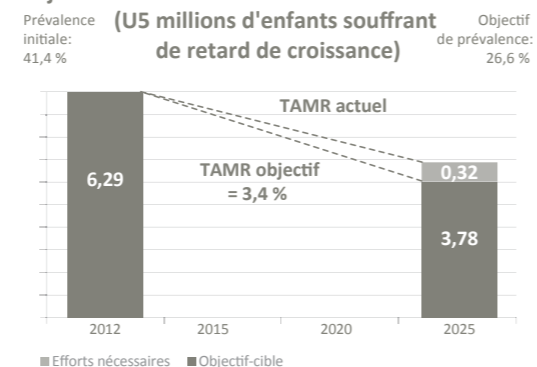
Bangladesh

Date d'adhésion :
Septembre 2010

Faits marquants

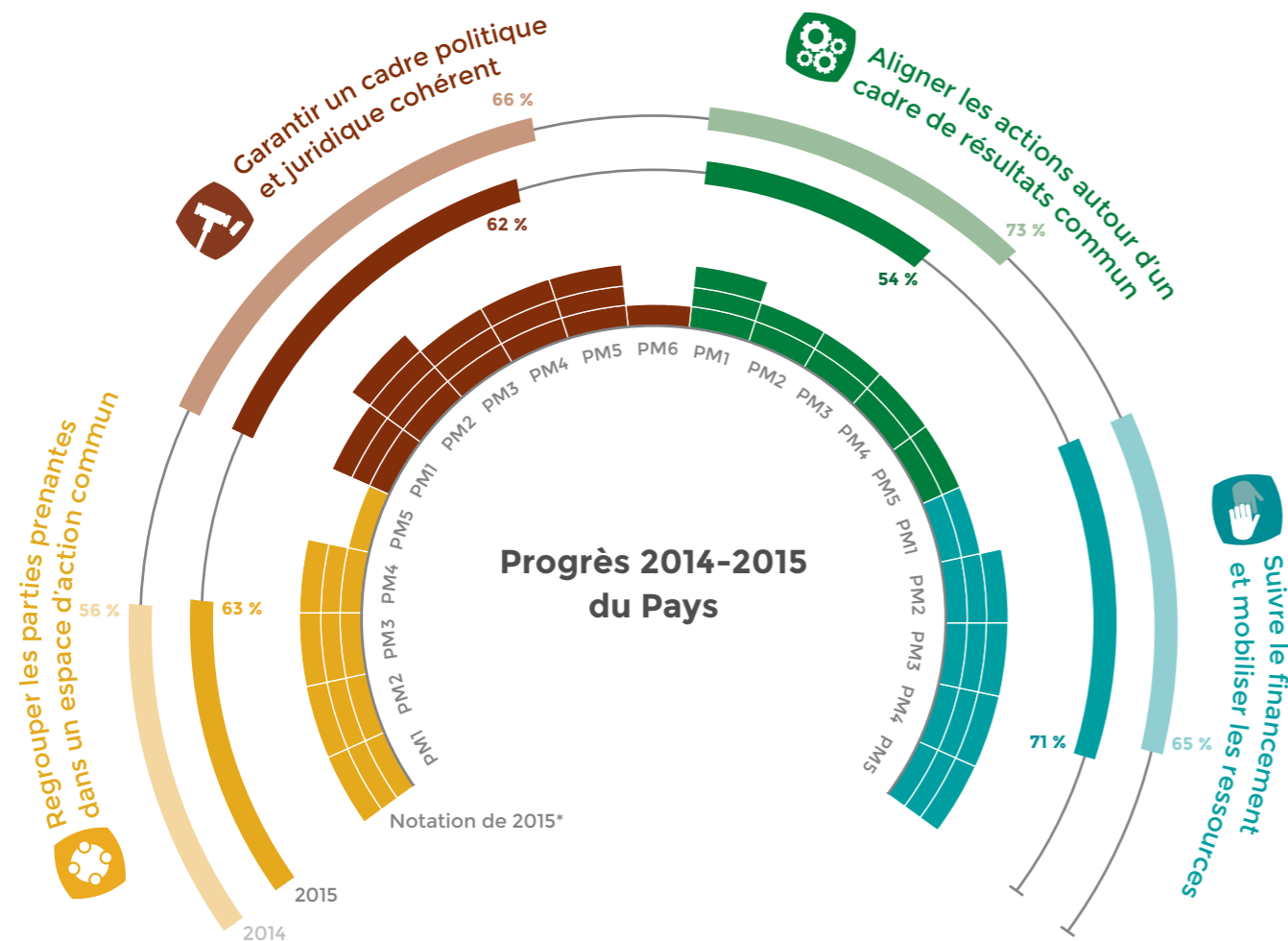
- La redynamisation du Conseil national de la nutrition au Bangladesh (BNNC) a été lancée. Le BNNC a été créé en application d'un décret présidentiel de 1975 et est envisagé comme le mécanisme de coordination multisectorielle au plus haut niveau autour de la nutrition. L'honorable Premier ministre préside le BNNC, avec les ministres concernés en tant que membres.
- La Politique nationale de nutrition a été finalisée en intégrant les recommandations de la Déclaration de la Deuxième conférence internationale sur la nutrition (CIN 2) et du Cadre d'action, et a été sanctionnée par le Cabinet.
- La stratégie de mobilisation sociale et de plaidoyer a été finalisée pour renforcer la participation multi-sectorielle et multi-acteurs visant à élargir les interventions spécifiques à la nutrition et les interventions contribuant à la nutrition dans le pays.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	38,7 %
Faible poids à la naissance :	21,6 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	64,1 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	18,1 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	2,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	43,5 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



Le Conseil national de la nutrition du Bangladesh (BNNC) a été revitalisé et devrait être le plus important mécanisme de coordination de la nutrition, présidé par le Premier ministre. Les termes de référence du Conseil exécutif, des sous-comités techniques permanents et du Secrétariat du Conseil national de la nutrition du Bangladesh ont été révisés. Avec leurs rôles et redevabilités désormais décrits, ces termes sont en cours d'approbation par le Premier ministre.

Le Comité directeur pour la mise en œuvre de la nutrition est dirigé par le secrétaire du ministère de la Santé et du bien-être familial (MOHFW). Il assure la collaboration multisectorielle et multi-acteurs entre 13 ministères et 10 départements, ainsi qu'entre les donateurs, les organismes des Nations Unies (ONU), les universités, le Groupe de travail sur la nutrition et l'Alliance de la société civile Mouvement SUN (ASC SUN). Il y a une forte

coordination interne entre le ministère de la Santé et du bien-être familial et le ministère de l'Alimentation (MoF).

Le mécanisme REACH de l'ONU facilite la collaboration entre les agences de l'ONU et favorise la coordination multisectorielle pour la nutrition. Il offre un soutien pour renforcer les progrès par rapport aux quatre processus de Mouvement SUN. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le ministère britannique pour le développement international (DFID) **sont co-organisateur du Réseau de donateurs et ont promis d'intensifier leur engagement. L'ASC SUN a étendu son adhésion de 125 organisations (en 2014) à 187 organisations. L'an dernier, il y a eu une intensification d'activités par les autres groupes de parties prenantes, y compris du Secteur privé et de tous les réseaux ayant accru leur présence dans les médias.**



La Politique nationale de nutrition (PNN) a été élaborée avec la contribution de toutes les parties prenantes et est actuellement en attente d'approbation par le Cabinet. Un document d'information substantiel a été préparé pour informer le 7e plan quinquennal (FYP) qui sera opérationnel à partir de la mi-2016. La nutrition est également intégrée dans différentes politiques sectorielles : vulgarisation agricole, protection sociale et sécurité alimentaire.

La révision du Plan d'action national de politique alimentaire (NFP-PoA, 2008 - 2015) et du Plan national de mise en œuvre (CIP; 2010-2015) est en cours.

La République populaire du Bangladesh a mis au point un projet de stratégie nationale de communication et de plaidoyer pour la nutrition, lequel est facilité par le mécanisme REACH

de l'ONU. Cinq partenaires au développement (Ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international, ministère britannique pour le développement international, Union européenne, USAID, Banque mondiale) ont développé conjointement le Common Narrative on Undernutrition (Récit de faits communs sur la sous-nutrition) pour soutenir les efforts de plaidoyer.

La législation en place est conforme au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, de même que la loi sur le congé de maternité dont la durée est de six mois rémunérés. **Des progrès ont été réalisés dans l'application de ces législations.** Après approbation de la politique nationale de nutrition, le Plan d'action national de politique alimentaire sera élaboré avec une participation multi-sectorielle et multi-acteurs.



Le gouvernement, avec d'autres parties prenantes pertinentes, élabore actuellement une ébauche de cadre commun de résultats multi-sectoriel de la nutrition (CCR), englobant les indicateurs sectoriels spécifiques à la nutrition et contribuant à la nutrition. Le plan opérationnel des Services nationaux de nutrition (NNS) facilite le déploiement d'un système de nutrition global et multisectoriel dans les communautés.

Il existe une surveillance annuelle régulière des activités de nutrition dans le cadre de deux mécanismes de suivi solides opérationnels au ministère de la famille et du bien-être familial (MOHFW) et au ministère de l'Alimentation (MoF). Les rapports nationaux de surveillance produits concernent

17 ministères / organismes partenaires. Une unité de planification d'information nutritionnelle (NIPU) a été établie et reçoit des rapports de diverses plates-formes de prestation de services pour la nutrition.

Des efforts sont en cours pour intégrer le Cadre commun de résultats dans le processus global de rapport sur le 7e plan quinquennal (FYP) du gouvernement et le Plan Annuel de Développement (ADP). Ces efforts s'appuient sur la Politique nationale de nutrition (PNN) et sont mis ensemble grâce aux mécanismes existants et alignés sur les engagements pris lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN 2) et les objectifs de développement durable.



Des rapports sont régulièrement faits sur le Cadre de résultats relatifs au développement national pour le programme annuel de développement (ADP) au titre du suivi du 6e plan quinquennal. Le suivi est réalisé par le Comité exécutif du Conseil économique national (ECNEC), dirigé par les ministères de la Planification et des Finances.

Le coût du plan quinquennal national a été évalué, mais il reste encore à élaborer un plan de faisabilité financière. Le processus de suivi du programme annuel de développement suit les dépenses dans le cadre de toutes les activités du gouvernement, même s'il importe de le rendre plus exhaustif. Le processus de surveillance nationale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est aligné au Plan d'action national de politique alimentaire, au Plan national

de mise en œuvre, aux projets et programmes spécifiques à la nutrition et à ceux contribuant à la nutrition pertinents dans le cadre du programme annuel de développement. Ce processus de suivi permet également d'identifier les lacunes en matière de ressources.

Le récent rapport de suivi montre que la contribution nationale pour la nutrition a été considérablement accrue. Des discussions sont en cours au sein du groupe de travail parlementaire pour dissocier le budget de la nutrition de celui de la santé. Un cadre budgétaire à moyen terme élaboré par le ministère des Finances prévoit une enveloppe de ressources pour les 3 prochaines années, améliorant ainsi la prévisibilité du financement.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

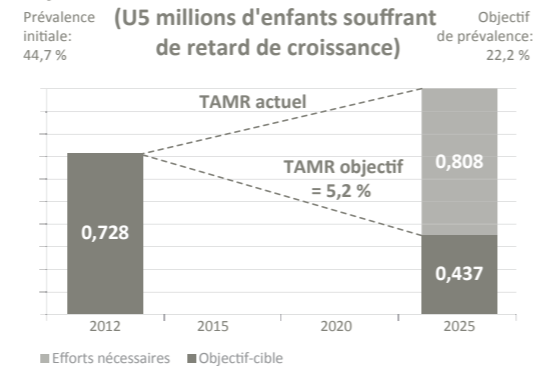
Bénin

Date d'adhésion :
Décembre 2011

Faits marquants

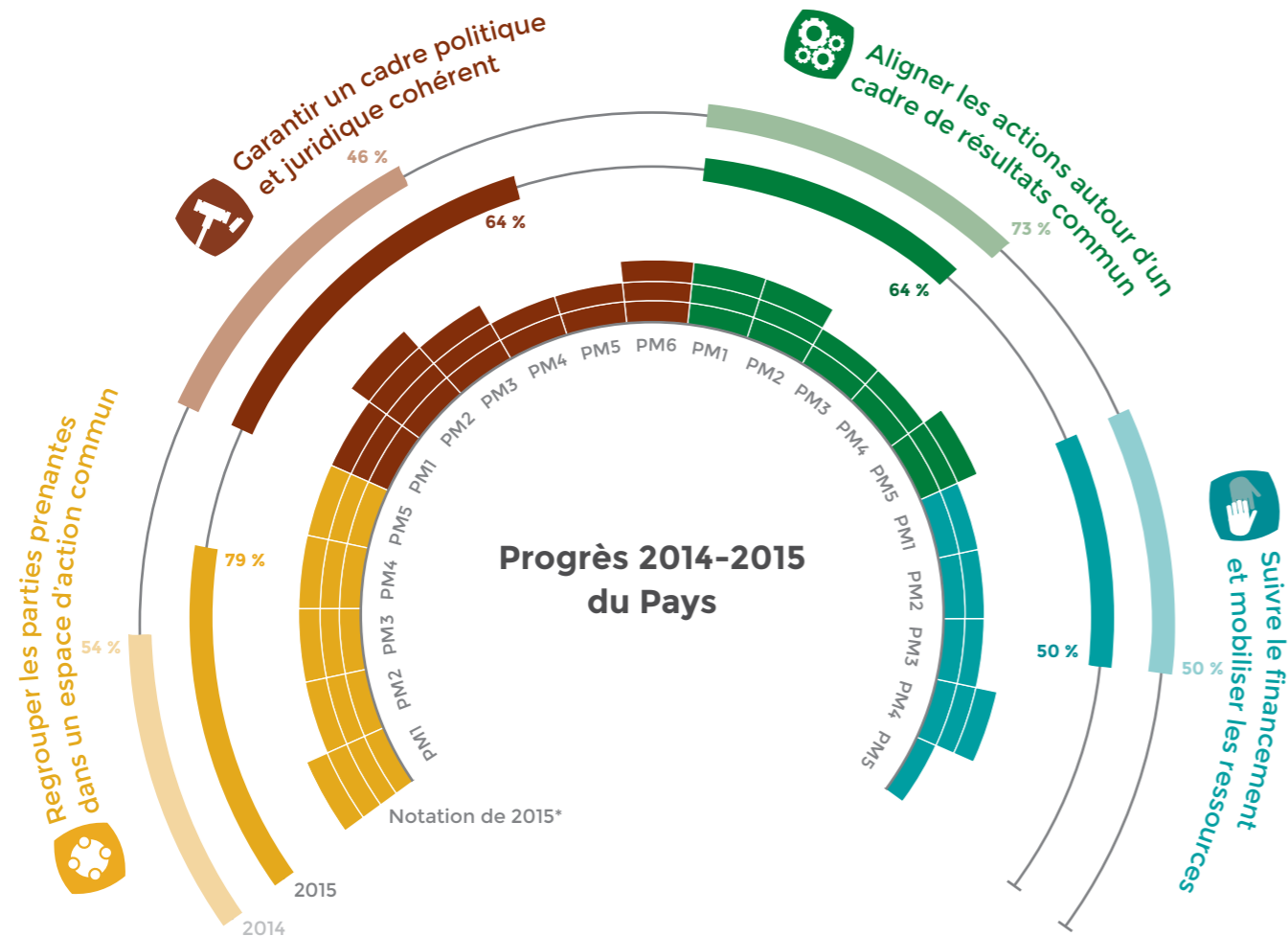
- Mise en synergies des processus AGIR (Alliance Globale pour la résilience) et de la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition. Le Conseil national de l'alimentation et de la nutrition coordonne les deux processus et va accueillir les acteurs clé du processus AGIR pour l'élaboration du Programme Résilience Pays.
- Le Bénin dispose d'un plan intégré de communication sur la nutrition et d'une stratégie de communication envers plusieurs collectivités locales. Une feuille de route pour un dispositif détaillé de communication à tous les niveaux est en cours d'élaboration.
- Le Cadre Commun de Résultats est mis en œuvre au niveau décentralisé. Des cadres de concertation communaux permettent l'élaboration et la mise en œuvre des plans de nutrition communale.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	34,0 %
Faible poids à la naissance :	12,5 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	41,4 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	4,5 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	1,7 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	49,6 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Existence et **consolidation progressive du Conseil National de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN)**. Son **Secrétariat Permanent (SP-CAN) est fonctionnel**.

Le leadership, la centralité et la présence du CAN au sein du secteur de l'alimentation et de la nutrition se confirment. La communication interne s'améliore : Les discussions en matière de nutrition et sécurité alimentaire au sein du CAN sont de plus en plus relayées dans les structures membres. Des partenariats durables sont également en cours de construction entre le CAN et les autres parties prenantes.

Une nouvelle dynamique est en cours pour **mettre en synergie les processus AGIR et La Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN-G8)**.

L'Alliance Société Civile Mouvement SUN (ASCINB) a été lancée en février 2015 et dispose d'une feuille de route. Elle se mobilise ainsi pour accroître sa visibilité et la qualité de sa contribution aux résultats. **Les donateurs** apportent un appui technique et financier à la mise en oeuvre des activités du CAN à travers la plateforme des donateurs. **Celle-ci, élargie aux ONGs, se concerta avec le CAN tous les 2 mois. Les parlementaires** sont a quis à l'idée de créer un réseau de parlementaires pour la nutrition.

Le plan d'action 2015 du CAN prévoit la **cartographie des interventions des acteurs et l'élaboration de la politique nationale d'alimentation et de nutrition**.

Les politiques sectorielles (santé, agriculture, éducation, protection sociale, eau et assainissement) s'inscrivent de plus en plus dans les stratégies nationales et dans la convergence autour d'un cadre commun de résultats pro-nutrition. La nutrition est prise en compte par le secteur agricole : élaboration d'un document stratégique d'alimentation et de nutrition dans le secteur agricole ; intégration du volet nutrition dans les projets et programmes du secteur agricole ; élaboration d'une loi d'orientation agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Un vaste travail de plaidoyer est réalisé avec l'appui des agences des Nations Unies, des donateurs et de la société civile:

- Elaboration de plaquettes et posters pour les documents de politiques d'alimentation et de nutrition (Plan stratégique de développement de l'alimentation et de la nutrition -PSDAN-, PMASN, CAN), processus de dissémination/vulgarisation en cours.
- Réalisation effective de plusieurs **rencontres de plaidoyer de haut niveau** en faveur de la nutrition notamment sur la problématique de la malnutrition chronique.
- Participation aux fora internationaux et suivie de restitution.

Le Bénin dispose d'un plan intégré de communication sur la nutrition. Une feuille de route sur la mise en place d'un dispositif détaillé de communication à tous les niveaux (central, décentralisé et communautaire) est en cours d'élaboration au niveau du CAN. Dans le cadre de la mise en œuvre du PNC, l'Association Nationale des Communes du Bénin a développé une stratégie de communication à l'endroit des collectivités locales de plusieurs communes.

Le cadre commun de résultats (CCR) est actualisé et mis en œuvre au niveau décentralisé par 10 communes à titre pédagogique (à travers le PNC), et sera progressivement étendu aux 77 communes. **Son élaboration et sa mise en œuvre bénéficient d'un appui technique et financier**. Les interventions des partenaires (NU, ONGs) et les **programmes des donateurs sont alignés sur ce cadre commun**.

Cadre de concertation communal : participation des services déconcentrés et décentralisés, de la société civile et du secteur privé à l'élaboration et la mise en œuvre du plan de nutrition communale. **Un plan de suivi-évaluation multisectoriel sera mis en place au niveau national et décentralisé.**

La budgétisation du CCR est terminée et validée. Un suivi des ressources nutritionnelles est effectué avec l'appui du secretariat Mouvement SUN.

mobilisés sur un besoin estimé à 144 millions USD). Existence d'une allocation budgétaire spécifique du gouvernement, mais qui est loin de répondre aux besoins existants.

Renforcement de l'engagement politique avec l'accroissement des ressources en faveur de la nutrition. **La stratégie de mobilisation des ressources est en cours** (28 millions USD

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

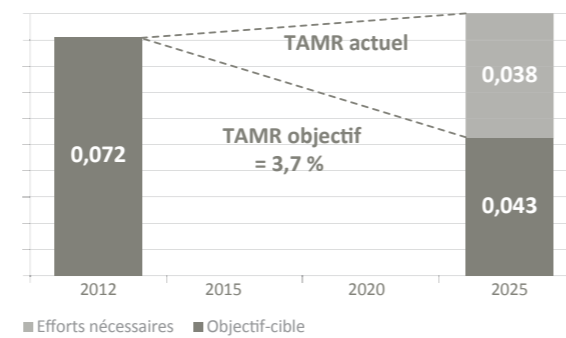
Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 31,4 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 19,3 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	31,4 %
Faible poids à la naissance :	-
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	-
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	7,2 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	11,2 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	28,5 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Faits marquants

- Il est généralement admis que les programmes de protection sociale contribuent grandement à lutter contre la faim, la pauvreté et la vulnérabilité. Par conséquent, le Botswana a mis en place un système de protection sociale complexe et consacre une grande partie de son revenu national à financer plusieurs programmes de protection sociale. Ainsi les indicateurs sociaux du Botswana se comparent bien avec ceux des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.
- Cependant, il est reconnu que des faiblesses dans leur conception, leur mise en œuvre, leur coordination et leur suivi ainsi que, et leur durabilité fiscale nécessite d'être abordées.



La République du Botswana s'est jointe au Mouvement SUN, le 9 avril 2015, avec une lettre de l'honorable ministre de l'Agriculture, Patrick Pule Ralotsia, dans laquelle les progrès réalisés dans la sécurité alimentaire étaient soulignés, ainsi que les domaines dans lesquels davantage d'attention était nécessaire en perspective ; de tels domaines étant l'accessibilité, la qualité et l'utilisation de la nourriture, la réponse aux besoins des plus vulnérables, la coordination et le suivi et l'évaluation de la nutrition.

Aucune plate-forme multi-acteurs spécialisée dans la nutrition n'est encore en place, mais trois solutions principales sont envisagées pour en créer une, soit par le Conseil de développement rural (CDR) qui engage les secrétaires permanents des ministères de tutelle concernés sur diverses questions de politique de développement rural, les ONG et le Secteur privé ; soit par la reconstitution de l'équipe multisectorielle pays, assemblée par le ministère de l'Agriculture,

qui a préparé l'Atelier de développement des capacités de nutrition du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) / Programme détaillé de l'agriculture africaine (PDDAA) qui a eu lieu au Botswana en 2013 ; soit encore par la relance des structures de rapport de l'équipe nationale d'alerte rapide (ASPIC).

Deux responsables intérimaires de haut niveau du gouvernement national et des points focaux techniques du ministère de l'Agriculture ont été désignés pour conduire tout processus concernant le Mouvement SUN.

Les scientifiques ont été très impliqués dans la rédaction des législations pertinentes pour la nutrition. La mobilisation des donateurs, de la Société civile, des agences des Nations Unies et du Secteur privé pour la nutrition doit être initiée et la mise en place et la coordination des réseaux dans le pays est considérée comme une priorité.



Le Botswana dispose d'une stratégie nationale révisée de l'alimentation (2000) et d'une stratégie nationale sur la nutrition qui n'a pas encore approuvée. Une réglementation sur l'iodation du sel et le contrôle des aliments (2008) est en place.

Des règlements sur la commercialisation des substituts du lait maternel datent de 2005, mais, le Botswana reconnaît que leur mise en œuvre effective reste un défi, en raison des

comportements des industries locales et d'autres partenaires commerciaux du pays. Le projet de Stratégie d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant existe, mais n'a pas encore été promulgué.

Enfin, bien que l'enrichissement des aliments ne soit pas obligatoire au Botswana, le gouvernement fournit le sorgho et le maïs enrichis à travers le programme Vulnerable Groups Feeding (Alimentation des groupes vulnérables).



Le Botswana ne dispose pas encore de cadre commun de résultats, mais mène plusieurs programmes qui contribuent à une meilleure nutrition au sein de la population, y compris : un programme de suivi de la croissance pour identifier les enfants de moins de cinq ans vulnérables qui ont besoin d'une attention particulière ; un programme d'alimentation des groupes vulnérables mis en œuvre à travers

le pays ; un programme d'alimentation scolaire ; un programme d'aide aux indigents (panier alimentaire) ; des projets de jardin potagers qui font partie du programme d'éradication de la pauvreté ; un programme de subvention aux jeunes leur permettant de se livrer à l'agriculture (production animale et végétale) ; et le Programme lpelegeng, dont l'objectif principal est de fournir un soutien et de l'aide pour l'emploi à court terme.



Il n'existe actuellement aucune information fournie par le Botswana relative à l'existence de systèmes de suivi financier pour les allocations et dépenses de nutrition ou des fonds spécifiques dédiés à la nutrition.

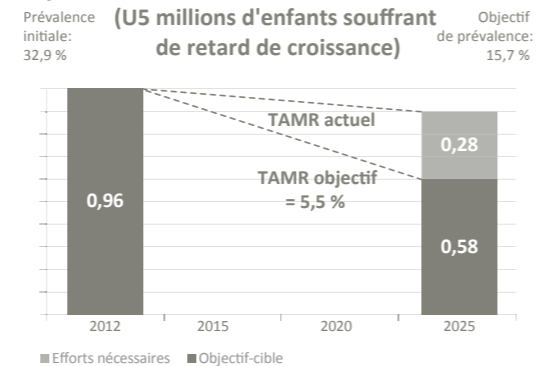
Burkina Faso

Date d'adhésion :
Juin 2011

Faits marquants

- Un réseau de journalistes en nutrition, dont les membres ont été formés ou sensibilisés à la nutrition, contribue au plaidoyer et à la visibilité des actions de nutrition et de sécurité alimentaire via l'information des populations et la communication pour le changement de comportement. Une caravane de presse a ainsi été organisée dans plusieurs régions en 2013 et 2014.
- Les programmes sensibles à la nutrition seront mieux pris en compte dans le cadre de la politique nationale de nutrition en cours de révision.
- Le Burkina Faso décentralise les responsabilités de la mise en œuvre des interventions spécifiques au niveau intermédiaire du système.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	32,9 %
Faible poids à la naissance :	16,2 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	47,2 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	10,9 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	-
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	49,5 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Le Conseil national de concertation en nutrition (CNCN) créé en 2008 est la plateforme multisectorielle (PMS) désignée. Rattachée au ministère de la Santé, elle inclut les ministères de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de l'Eau et de l'Assainissement, de l'Action sociale et de la Solidarité nationale et de l'Économie et des Finances, de l'éducation, **du commerce, de la promotion de la femme, de la recherche scientifique, des enseignements secondaire et supérieur. Elle comprend aussi la société civile, le milieu universitaire, et le secteur privé est représenté par la fédération des industries agroalimentaires et le groupement des transformateurs de produits oléagineux (huileries).**

Le réseau des Nations-Unies est en place, coordonné par UNICEF et un réseau des journalistes en nutrition est officiellement reconnu. Le réseau de la société civile pour la nutrition (RESONUT) attend des documents de reconnaissance officielle. En revanche, il n'y a ni coordinateur ni plan de travail commun aux donateurs.

Suite aux événements des 30 et 31 octobre derniers et la dissolution de l'Assemblée Nationale, les travaux sur la nutrition menés par le réseau des parlementaires ont été arrêtés.

L'initiative AGIR (Alliance pour la résilience) est pilotée par le Ministère de l'agriculture et prend en compte la nutrition à travers ses piliers 2 et 4.

La politique de nutrition est en cours de révision pour mieux considérer la multisectorialité de la lutte contre la malnutrition. Le pays s'est engagé à finaliser son nouveau plan national multisectoriel de nutrition (2016-2020) et à évaluer les ressources financières nécessaires à sa mise en œuvre d'ici la fin de 2015. **Ceci devrait permettre de mieux responsabiliser les différents secteurs.**

Plusieurs plans stratégiques pluriannuels sectoriels incluent la nutrition, notamment ceux de : réduction de la pauvreté, développement économique, éducation, développement durable, agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle, développement rural.

Le cadre commun de résultats multisectoriel a été finalisé en juillet 2015, au cours d'un atelier de restitution relatif à la cartographie des interventions spécifiques et sensibles de nutrition, qui a réuni différents secteurs, les partenaires, la société civile et le secteur privé. **Il doit encore être affiné avec les différents secteurs. La mise en œuvre des interventions spécifiques et/ou sensibles est dévolue aux responsables au niveau intermédiaire et périphérique du système.**

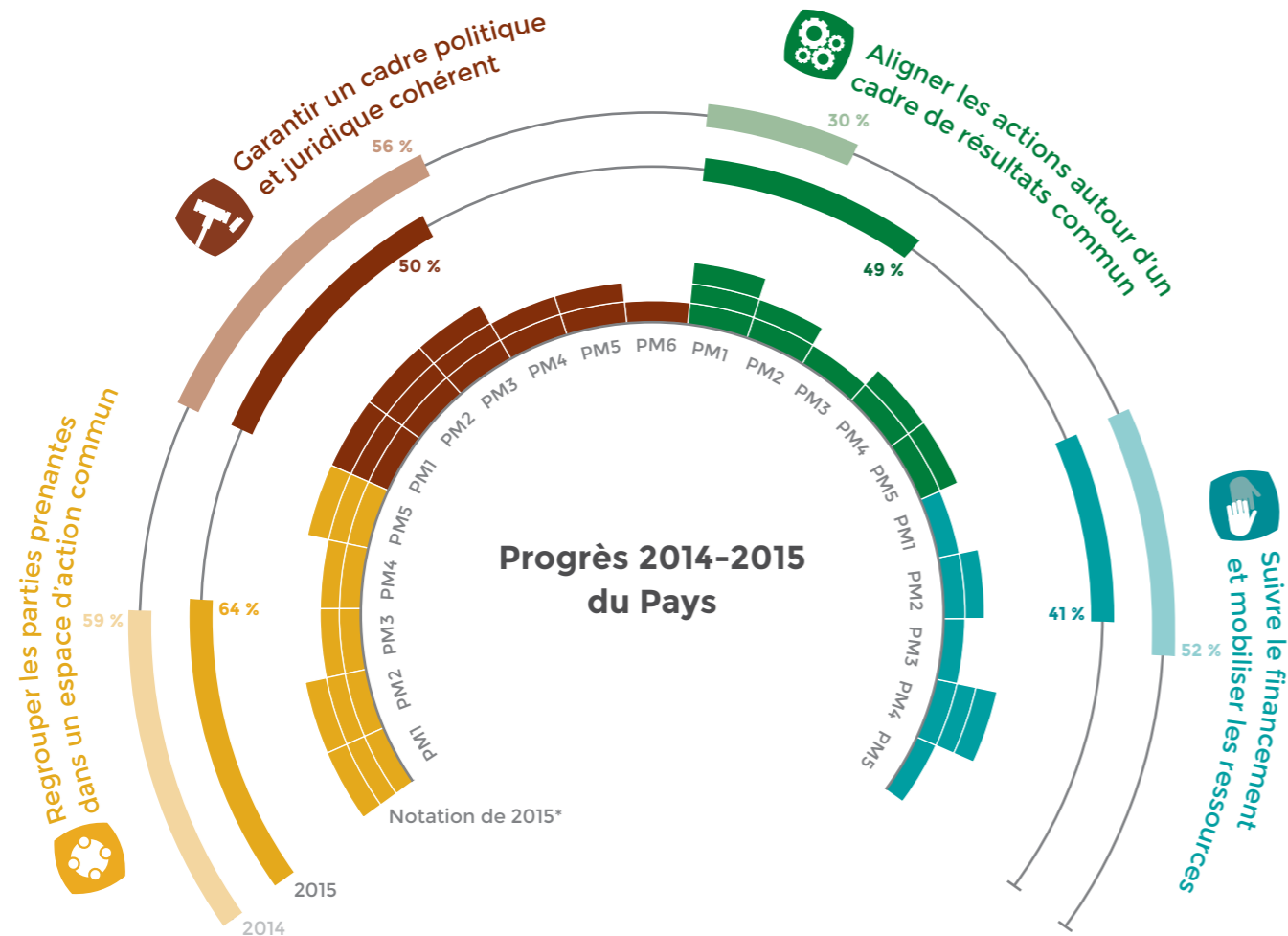
Les interventions spécifiques de nutrition sont alignées sur la Politique Nationale de Nutrition. **Les programmes de**

protection sociale, de sécurité alimentaire, d'éducation, d'eau hygiène et assainissement et autres interventions sensibles seront mieux pris en compte dans la politique nationale révisée.

Le Burkina Faso prévoit également de renforcer le système de surveillance nutritionnelle existant avant la fin de 2015. **A cet effet, un projet pilote est appuyé par l'OMS pour intégrer d'autres indicateurs de nutrition dans le logiciel de collecte national et central. Plusieurs systèmes de suivi sectoriels existent mais les résultats ne sont pas mis en commun.**

Les fonds destinés à la nutrition, classés en « sous-comité » du budget national pour la santé maternelle et infantile, ne sont pas aisément traçables. La mise en œuvre du plan chiffré relève principalement du Ministère de la Santé avec l'appui d'autres ministères. Le décaissement des engagements financiers du gouvernement est rendu difficile par la lourdeur administrative et la conjoncture, alors que les fonds dédiés à la nutrition par les Partenaires relèvent souvent de l'urgence, rendant la planification pluri-annuelle difficile.

La garantie de financements pour la mise en œuvre de différents plans en cours d'élaboration (plan stratégique, micro plan de lutte contre les carences en micronutriments...) n'est pas assurée, ni pour le plan de passage à l'échelle de l'ANJE qui est en cours de mise en œuvre. Un travail a commencé pour évaluer les financements publics et externes investis dans la nutrition depuis 2011, avec l'appui de l'UNICEF.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

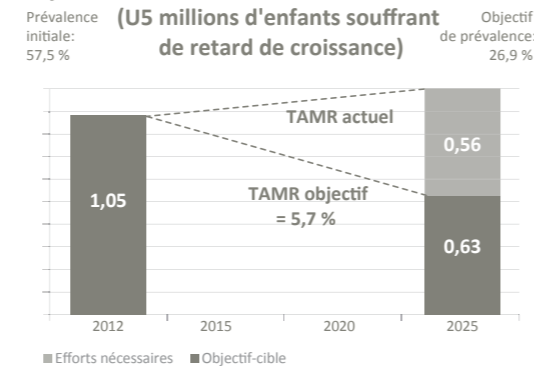
Burundi

Date d'adhésion :
Février 2013

Faits marquants

- Le dispositif associé à la Plateforme multisectorielle de sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui a été institutionnalisée par décret, assure une coordination dynamique et efficace avec un comité de pilotage interministériel présidé par le Deuxième Vice-Président, un Secrétariat du Mouvement SUN/REACH et dix groupes de travail multisectoriels et multi-acteurs coordonnés par le Point focal rattaché à la Deuxième vice-présidence.
- L'Union Européenne, qui est le coordinateur des donateurs, a promis son engagement financier sur la période 2016-2019 afin d'améliorer le cadre légal, la coordination et le système de suivi-évaluation de la nutrition, ce qui correspond aux priorités du gouvernement.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	57,5 %
Faible poids à la naissance :	10,7 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	69,3 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	6,1 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	2,9 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	20,9 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

La Plateforme multisectorielle de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PMSAN), existant depuis 2013, a été institutionnalisée par décret présidentiel en Février 2014. Elle associe divers acteurs (ministères, organisations internationales, société civile, recherche, partenaires techniques et financiers –PTF-) dans plusieurs structures de coordination : comité de pilotage, Secrétariat du Mouvement SUN/REACH, comité restreint et dix groupes de travail techniques. Le Point focal est le chef de cabinet adjoint du deuxième Vice-Président. **Cette architecture s'illustre par sa fonctionnalité et son dynamisme au niveau national, même s'il est admis que la présence de plans d'action annuels et de cadres de**

suivi-évaluation permettrait de renforcer et maintenir l'engagement de tous les participants. Leur décentralisation est également une priorité.

REACH facilite la coordination des Nations-Unies et de l'Union Européenne, coordinateur des donateurs, pour relayer l'information nutritionnelle et de la PMSAN auprès d'autres donateurs. **Le réseau de la société civile du Mouvement SUN, doté d'un comité exécutif et d'un secrétariat, a été lancé en janvier 2015 sous le haut patronage de la première dame.** Des termes de référence sont prêts pour la création de réseaux des scientifiques et du secteur privé.

La législation nationale sur la nutrition comprend l'enrichissement des aliments ; l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et la commercialisation des substituts du lait maternel ; la gratuité des soins pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes. **Le Burundi s'est engagé à adopter la législation relative à la fortification des aliments et à actualiser celle relative à l'importation et la commercialisation du sel et à améliorer la protection du congé de maternité.**

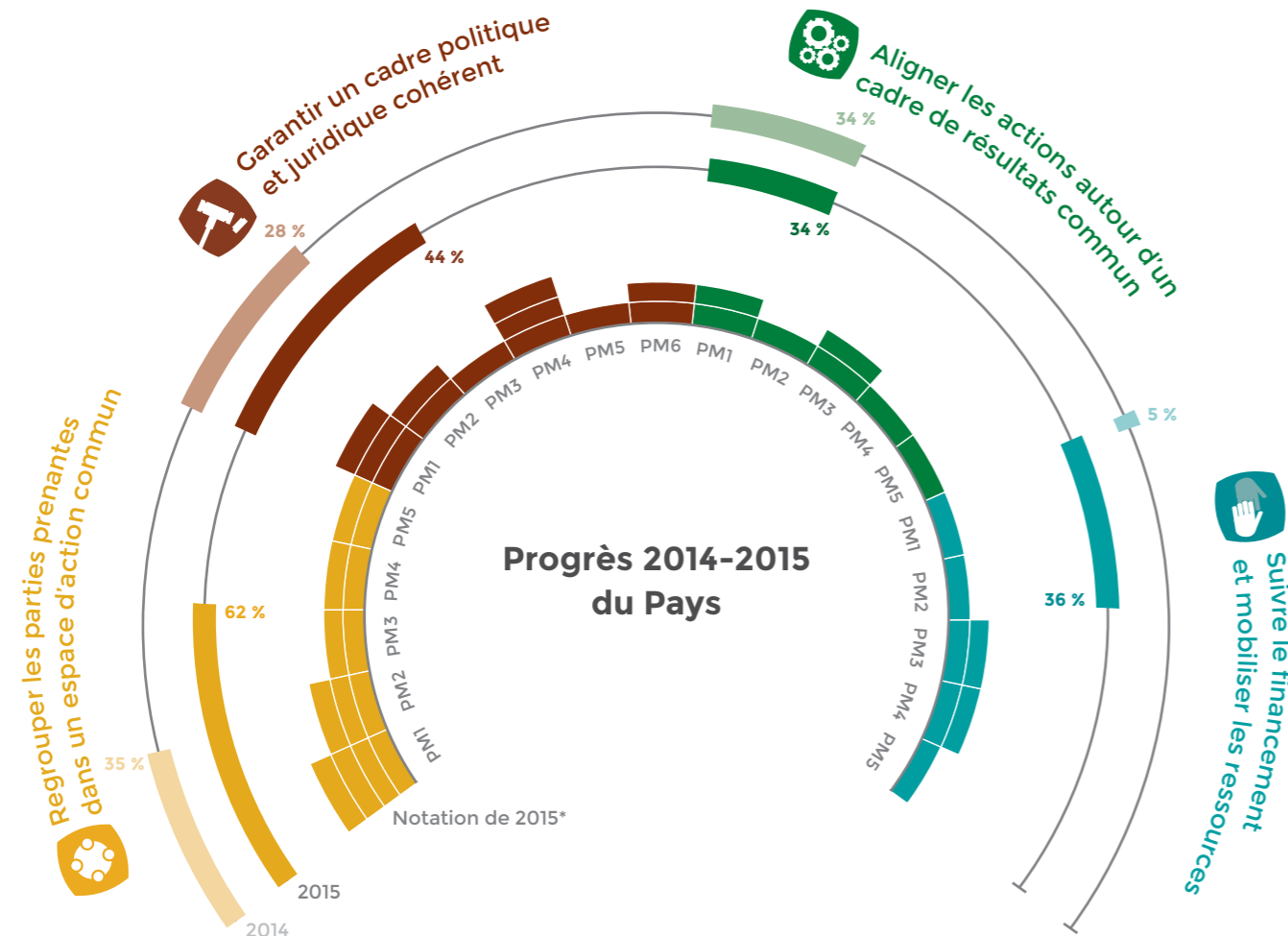
La nutrition est une priorité nationale. L'analyse, l'actualisation et la diffusion de politiques sectorielles existantes sont perçues comme prioritaires. La révision des documents politiques et programmatiques assurée par les groupes de travail et les parlementaires est en cours pour les Ministères de l'agriculture et des télécommunications et acquise pour la Politique Nationale de Santé 2016-2025, qui intègre la nutrition.

Le plan stratégique multisectoriel de sécurité alimentaire et nutritionnelle 2014-2017 finalisé en juin 2013 a été validé en mai 2014. Il s'articule autour de 4 orientations stratégiques : 1) Leadership et coordination Multisectorielle 2) Prévention et prise en charge de la malnutrition 3) Promotion et renforcement de la sécurité alimentaire 4) Développement et renforcement des stratégies sensibles à la nutrition. Le plan de suivi et d'évaluation qui sera élaboré prochainement **servira de Cadre Commun de Résultats. En attendant l'évaluation de ses coûts, qui est quasiment terminée, un mécanisme de communication du plan PMSAN a été proposé.** Deux actions phares, efficaces, visibles et facilement réalisables

ont également été priorisées, via l'établissement de jardins potagers pour les ménages (diversification alimentaire) et la vulgarisation du lavage des mains. Les acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 6 provinces (sur 17 au total) ont été sensibilisés à ces actions, lors d'un atelier en juillet 2014 pour renforcer leurs connaissances et leur alignement. L'objectif est une couverture nationale fin 2016 et les partenaires soutiennent ces activités, certains ayant déjà initié des projets et programmes pluriannuels en ce sens. Enfin, **le Burundi, avec le soutien de l'Union Européenne, travaille activement à l'établissement d'une plateforme nationale d'information pour la nutrition.**

Une fois le costing du plan finalisé, le Burundi entamera une mobilisation des fonds internes et externes. Les ministères seront encouragés à instaurer une ligne budgétaire pour la nutrition, à l'image des ministères ayant la Santé publique dans ses attributions et celui de l'Agriculture et de l'élevage. **Pour approfondir**

le suivi des allocations budgétaires de nutrition entamé à Abidjan en mai 2015, le Burundi compte répliquer l'exercice et actualiser les données annuelles pour permettre une évaluation régulière des fonds.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

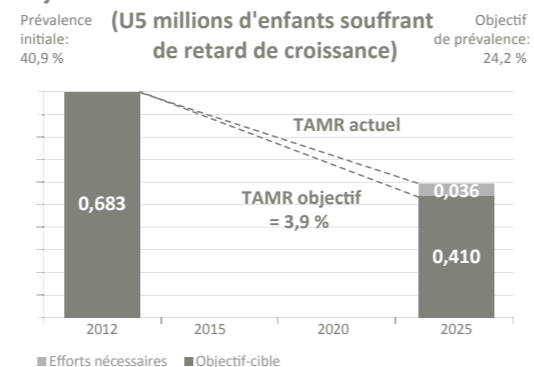
Cambodge

Date d'adhésion :
Juin 2014

Faits marquants

- La phase III de la Stratégie rectangulaire pour la croissance, l'emploi, l'équité et l'efficacité 2014 - 18 du Cambodge comprend la nutrition et a fixé une orientation stratégique générale pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FSN). La Stratégie Rectangulaire qui est un conseil national de supervision a été créée pour veiller au respect des législations.
- Un conseil national de supervision a été créé pour veiller au respect des législations sur le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel.
- Le Ministère de la Santé a développé son plan budgétaire pour les interventions nutritionnelles.
- Des indicateurs communs de suivi ont été acceptés et évalués par différents ministères.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	32,4 %
Faible poids à la naissance :	8,2 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	65,0 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	9,6 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	2,0 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	43,8 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



Le Gouvernement royal du Cambodge a mandaté le Conseil pour le développement agricole et rural (CARD) pour faciliter une coordination efficace, des orientations politiques, le suivi et la gestion de l'information sur l'agriculture et le développement rural, la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition. Le Groupe de travail technique (GTT) pour la protection sociale et la sécurité alimentaire et nutritionnelle est présidé par le Conseil pour le développement agricole et rural et reçoit un appui pour la facilitation de plusieurs agences des Nations Unies (PAM, FAO, UNICEF). Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) fournit une plate-forme permettant au GTT d'identifier les priorités, d'harmoniser les activités, de traiter des questions techniques, de mobiliser des ressources et suivre les progrès.

Le GTT se réunit à intervalles réguliers et un secrétariat du GTT a été établi avec la participation des ministères de tutelle et de multiples groupes de parties prenantes pour améliorer la coordination.

Le Réseau de la société civile est en cours de création avec Helen Keller International (HKI) nommé par le Conseil pour le développement agricole et rural pour le diriger. La mise en place des réseaux institutionnalisés du Secteur privé et des donateurs reste en discussion, bien qu'en mars 2015, plus de 250 représentants de tous les groupes de parties prenantes se sont réunis et ont adopté une déclaration sur la nutrition. Cette déclaration met en exergue la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (NSFSN) (2014 - 2018), sur laquelle toutes les parties prenantes alignent leur soutien.



La phase III du Rectangular Strategy for Growth, Employment, Equity and Efficiency (Stratégie rectangulaire pour la croissance, l'emploi, l'équité et l'efficacité) 2014 - 18 du Cambodge comprend la nutrition et a fixé une orientation de politique générale pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FSN). La Stratégie rectangulaire identifie les priorités permettant d'améliorer la disponibilité, l'accès et l'utilisation des aliments.

existants afin de combler les lacunes et inclure des mises à jour de recommandations internationales en matière de nutrition. Cette stratégie est un instrument de plaidoyer pour un financement supplémentaire, une meilleure coordination et une action intégrée visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Grâce au leadership du ministère de la Santé, une évaluation de la législation sur les substituts du lait maternel et l'iodation du sel a été menée à terme. Les violations des législations ont été signalées, puis un conseil national de surveillance a été créé pour favoriser le respect des législations contre les substituts du lait maternel.

La Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, lancée par le Premier ministre en 2014, a été élaborée pour compléter les stratégies et plans sectoriels



Afin d'aligner le cadre d'indicateur de la NSFN avec le cadre de résultats 2014 - 2018 du Plan national de développement stratégique, ainsi que des cadres d'indicateurs d'autres stratégies et plans nationaux, il a été convenu que le suivi et l'évaluation (S & E) devaient être mis en œuvre selon le processus suivant :

- Le suivi des interventions et des programmes spécifiques est effectué par les secteurs de mise en œuvre, qui présenteront des rapports statistiques au CARD.
- Le CARD fait un suivi auprès des ministères sectoriels, pour compiler et intégrer les rapports sectoriels, puis évaluer l'impact global sur le but et les objectifs de la NSFSN. Il publie un rapport annuel de S & E de la NSFSN.

- L'atelier annuel d'examen des progrès de NSFSN est organisé par le CARD pour discuter du rapport de S & E afin d'informer les décideurs, exécutants et partenaires au développement dans le cadre du Forum de coopération au développement du Cambodge (CDCF). Ce forum évaluera ensuite la planification globale des interventions liées à la FSN et les allocations de ressources futures.
- Un examen indépendant à mi-parcours de la NSFSN est effectué à la fin de 2016 pour soutenir un dialogue plus éclairé sur la poursuite du développement de la stratégie.

La Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle comprend actuellement 14 indicateurs de suivi conjoints qui fournissent un cadre pour fixer des objectifs à moyen terme fondés sur les résultats prioritaires de la stratégie rectangulaire.



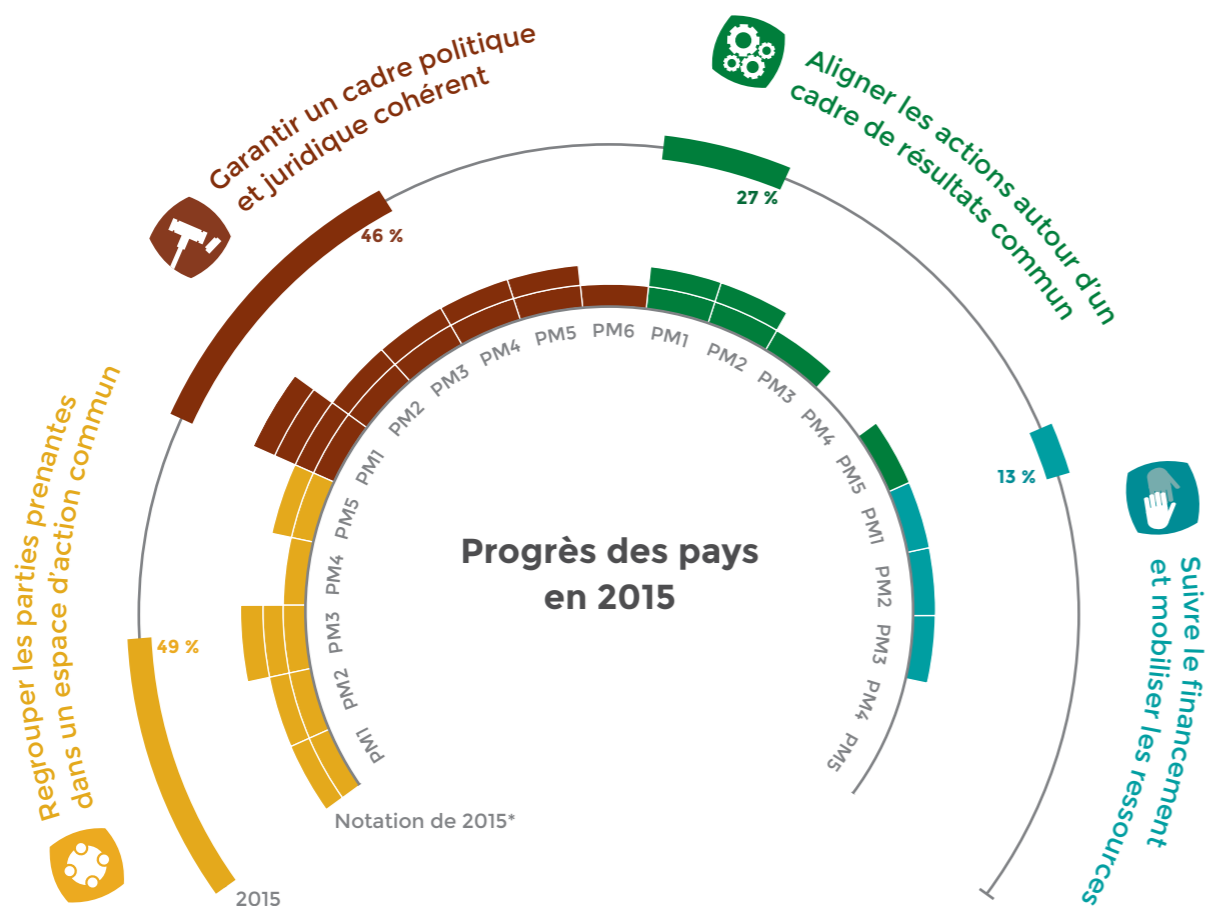
Le suivi des dépenses comprend une analyse récente menée par le ministère de la Santé avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé et de la Clinton Health Access Initiative. Cette analyse intitulée « Estimation des dépenses de santé au Cambodge - Rapport des comptes nationaux de santé (2012) » a été publiée en octobre 2014 et a montré qu'en 2012, le Cambodge a dépensé 1,3 % du produit intérieur brut pour la santé. L'analyse a montré que 0,4 % des dépenses de santé a été consacré à des carences nutritionnelles.

Le ministère de la Planification avec l'appui du CARD, l'UNICEF et HKI, a élaboré un budget conceptuel pour une feuille de route accélérée destinée à améliorer la nutrition au Cambodge (FTRM). Cette FTRM fournit aux partenaires un cadre permettant d'évaluer la faisabilité et le coût des interventions et une plate-forme pour discuter davantage des coûts, opportunités et défis y afférents. Au cours des 6 années de mise en œuvre, les coûts de la FTRM sont estimés à 40 millions de dollars US.

Une évaluation récente (UNICEF, WFP, CARD) estime que le fardeau économique de la malnutrition au Cambodge est une perte comprise entre 250 et 420 millions de dollars par an (env. 1,5 à 2,5 % du PIB). Suite à cela, le ministère de la Santé et le

Cambodge envisage la mise au point d'une ligne directrice pour intégrer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les programmes de formation des conseils communaux. L'objectif étant de renforcer de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le processus de planification et de budgétisation locale.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

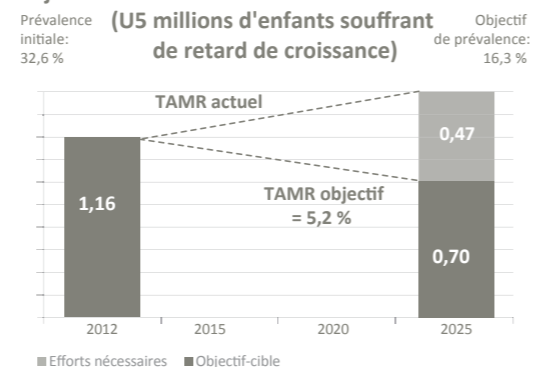
Cameroun

Date d'adhésion :
Février 2013

Faits marquants

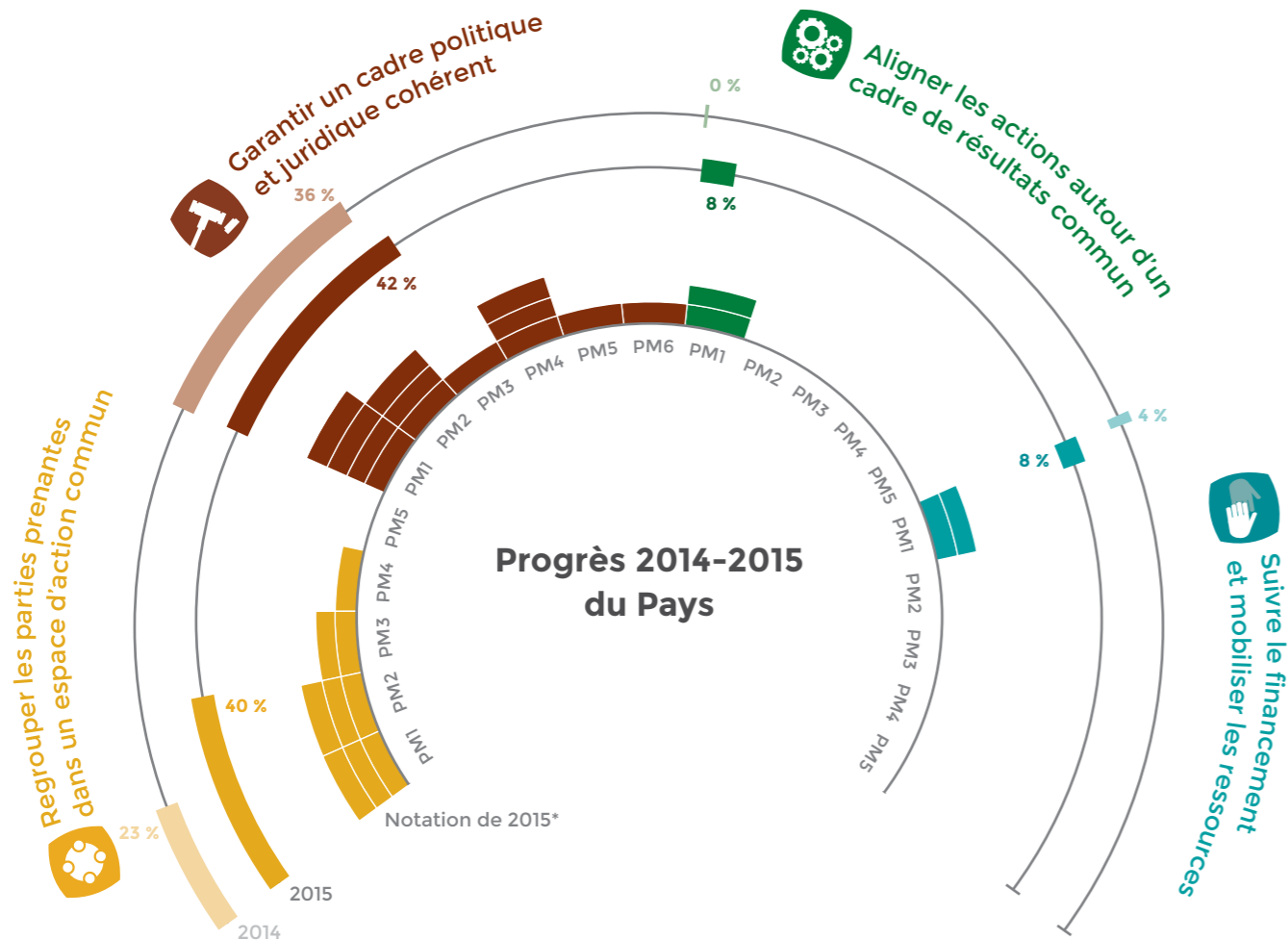
- Le réseau du secteur privé a été lancé lors du Business Forum de la nutrition de mai 2014 et contribue à la mise à l'échelle des interventions spécifiques et sensibles.
- Le réseau de parlementaires pour la lutte contre la malnutrition est très actif. Un Plan d'action de ce réseau a été élaboré pour 2015.
- Un Comité Interministériel de lutte contre la malnutrition est fonctionnel dans les 4 régions les plus touchées par le fléau. La présidence de cet organe de coordination et d'orientation stratégique est assurée par le Ministre Secrétaire Général des Services du Premier Ministre.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	32,6 %
Faible poids à la naissance :	7,6 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	20,4 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	5,8 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	6,5 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	41,5 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



Au niveau national, la coordination se fait à différents niveaux, au sein du Comité Interministériel de lutte contre la malnutrition et des groupes de travail nutrition au niveau central et régional (4 Régions sont concernées: Extrême-Nord, Nord, Adamaoua et Est). Le groupe de travail nutrition se réunit mensuellement. La plateforme multiacteurs n'a pas encore de coordination à haut niveau. **Un Point focal stratégique Mouvement SUN qui pourrait être un représentant du Premier Ministre ou de la Présidence devrait être nommé.**

Le Comité Interministériel a été mis sur pied et est fonctionnel. La présidence est assurée par le Ministre Secrétaire Général des Services du Premier Ministre.

La plateforme de la société civile (OSC) présidée par Helen Keller International associe divers secteurs (santé, éducation, agriculture). **La cartographie des OSC et l'élaboration du**

plan d'action pour ce réseau sont en cours, de même que la redynamisation des activités des OSC, avec en perspective la légalisation, le lancement officiel de la plateforme.

Le Réseau des Nations-Unies pour le Mouvement SUN, sous le leadership de l'UNICEF, est fonctionnel. **Une invitation a été adressée aux autres agences (UNHCR, FIDA, UNFPISA).**

La Coopération française, représentant des donateurs, **travaille à la création d'une plateforme des donateurs.**

Un Réseau du secteur privé pour le Mouvement SUN a été lancé en 2014. Un cadre de concertation, un mécanisme de mise en œuvre et de suivi et un fond d'investissement pour la nutrition ont été créés.

Un réseau de parlementaires pour la lutte contre la malnutrition est également très actif.



Le document d'orientation stratégique pour la lutte contre la malnutrition dans les régions du nord, extrême-nord, Adamaoua et de l'Est a été validé par le Comité Interministériel et intègre la nutrition dans les nouvelles stratégies du développement rural et de sécurité alimentaire, la santé, les pratiques d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), la protection sociale, la promotion de la femme, les actions en milieu éducatif.

La nutrition est intégrée dans les plans d'action des agences des Nations-Unies mais de manière timide dans l'UNDAF.

Enfin, une caravane de sensibilisation des leaders traditionnels, des autorités administratives, et des parlementaires a eu lieu pour l'élaboration **d'un Plan d'Action Prioritaire 2015-2020 pour la lutte contre la malnutrition.** Il est admis que les efforts de mise en œuvre et de diffusion des politiques doivent être renforcés.



Le cadre commun de résultats n'est pas encore élaboré, cependant, le document d'orientation stratégique de lutte contre la malnutrition a identifié les domaines prioritaires sur lesquels l'accent sera mis pour obtenir des résultats probants.

Du point de vue des programmes, les interventions directes en matière de nutrition sont concentrées sur la « fenêtre d'opportunité » des 1000 premiers jours. Les activités sont

centrées sur les interventions essentielles concernant la nutrition, la lutte contre les carences en micronutriments grâce à une campagne de grande envergure sur l'enrichissement des aliments à large échelle et l'enrichissement à domicile à l'aide de poudre de micronutriments, la supplémentation en vitamine A, en fer et en acide folique ; la prise en charge de la malnutrition aiguë, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, le déparasitage ainsi que la nutrition maternelle.



La part du budget consacrée à la nutrition n'a pas évolué dans les administrations sectorielles. L'exercice de budgétisation a cependant démontré que les interventions indirectes occupent plus de 90% du budget des secteurs. Chez certains partenaires, on a noté une augmentation significative des ressources en 2014.

Le chiffrage du plan ne pourra intervenir qu'une fois le plan d'action multisectoriel achevé. Il n'existe pas actuellement de système de suivi des financements consentis pour les activités et programmes de nutrition. Il n'existe pas de ligne budgétaire spécifique à la nutrition. Cependant, le plaidoyer a permis d'inscrire dans le cadre des dépenses à moyen terme du Ministère de la Santé Publique une ligne budgétaire sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

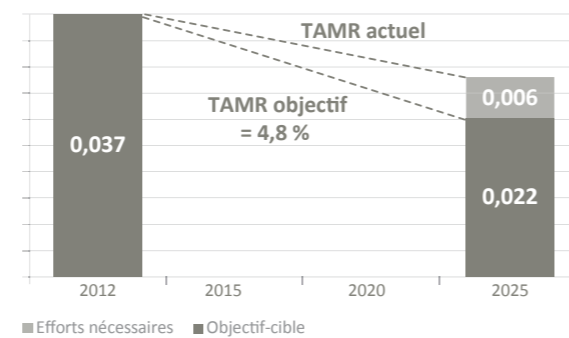
Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 32,1 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 17,0 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	32,1 %
Faible poids à la naissance :	-
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	12,1 %
Émaciement des enfants de moins de cinq ans :	11,1 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	10,9 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	30,8 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Faits marquants

- La dimension multisectorielle de la nutrition est bien comprise dans les sphères décisionnelles et est portée par la Première Dame au titre d'Ambassadrice du Mouvement SUN.
- Le Comité intérimaire multisectoriel présidé par la société civile en charge d'enclencher la mise en œuvre des processus Mouvement SUN au niveau du pays est toujours fonctionnel dans l'attente de la signature du Décret institutionnalisant formellement la plateforme Mouvement SUN, qui est soumis aux Autorités pour signature.
- La lutte contre la malnutrition demeure une priorité de la Stratégie de Croissance et de Développement Durable (SCADD) et l'actuel UNDAF.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



Un comité provisoire multisectoriel sur la bonne gouvernance de la nutrition a été mis en place, dont les termes de référence incluent la mise en place de la Plateforme multisectorielle et le lancement du Mouvement Mouvement SUN. Ce comité provisoire est présidé par le représentant de la société civile, la Fédération comorienne des consommateurs (FFC), en la personne de son Président et co-présidé par le Point focal Mouvement SUN ad interim. Il est composé des représentants de plusieurs Ministères (Santé, Solidarité, Cohésion Sociale et Promotion du Genre ; Agriculture et Production ; Education ; Commerce ; Emploi,

Travail, Formation Professionnelle et Entreprenariat féminin), du Commissariat Général au Plan, de l'Institut National de la Recherche pour l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement (INRAPE) et de partenaires (UNICEF, OMS et UNFPA).

Le comité provisoire a élaboré le projet de Décret pour la mise en place formelle de la plateforme multisectorielle sur la bonne gouvernance de la nutrition, qui est soumis aux Autorités nationales pour signature. La dimension multisectorielle de la nutrition est portée par la Première Dame qui est l'Ambassadrice du Mouvement SUN aux Comores.



La Politique nationale de la Nutrition et de l'alimentation élaborée en 2012 doit être révisée pour adopter une approche multisectorielle. Un appui sera sollicité auprès de l'OMS pour sa mise à jour.

malnutrition est une priorité de la Stratégie de Croissance et de Développement Durable (SCADD) **et de l'actuel UNDAF, qui prend en compte les aspects de gouvernance de la nutrition dans son plan d'action.**

Du point de vue législatif, l'Union des Comores a adopté **une Loi portant sur le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel en 2014** et une loi sur le congé maternité en 2012. **Un Arrêté d'application est en cours de rédaction.** Le décret d'application de la loi alimentaire adoptée en 2013 est en cours de rédaction. La lutte contre la

Des politiques dans les secteurs de l'agriculture, l'éducation et de la santé ainsi que la politique de réduction de la pauvreté intègrent la nutrition. **Une analyse sur les populations les plus vulnérables a été menée avec des consultants, qui permettrait d'élaborer une politique de protection sociale.**



L'Union des Comores a de fortes attentes sur sa capacité à améliorer la collecte de données nutritionnelles et cherche à renforcer le dialogue national sur les indicateurs multisectoriels dans le cadre de sa participation au Mouvement SUN.

Un projet de nutrition à base communautaire entrant dans le cadre d'un projet intitulé : Filets Sociaux de Sécurité est financé par la Banque mondiale pour une période de 4 ans (2015 – 2019) est signé par le Gouvernement et la Banque mondiale. Le montant alloué à ce projet s'élève à 1 Million de Dollars américains.



La mobilisation de ressources pour le Plan national de mise en œuvre de la gouvernance nutritionnelle aux Comores est une priorité pour 2015. Ainsi, dès que la plateforme multisectorielle sera fonctionnelle,

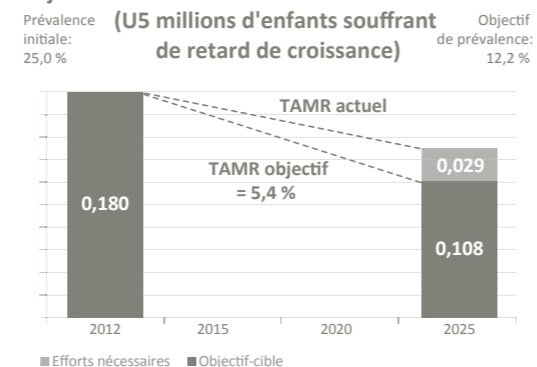
une allocation budgétaire exceptionnelle sera dégagée en 2015 en entendant qu'une ligne budgétaire soit inscrite à partir de 2016.

Progrès notés par le Secrétariat du Mouvement SUN en 2015 et validés par les pays

Faits marquants

- Une Cellule Technique Multisectorielle sous l'autorité du Ministre, Secrétaire Général de la Présidence, est en charge de la coordination de la nutrition et de la mise en œuvre des processus Mouvement SUN dans l'attente de l'adoption du décret instituant le Conseil National De Lutte Contre la Malnutrition
- Les nominations de deux Point focaux -un politique et un technique - ont permis de redynamiser l'attention portée à la nutrition et à sa coordination.
- Le Cadre stratégique multisectoriel de lutte contre la malnutrition a été élaboré de manière inclusive, assurant une sélection consensuelle des interventions prioritaires à implémenter. Il est de même pour son plan opérationnel qui est en phase d'adoption.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	25,0 %
Faible poids à la naissance :	10,0 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	20,5 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	5,9 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	3,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	50,7 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Les nominations du Ministre, Secrétaire Général de la présidence et de son Conseiller comme points focaux politique et technique du Mouvement SUN ont permis d'accélérer les efforts de la République du Congo en matière de nutrition, au cours de l'année en cours. Le Point Focal convoque régulièrement une cellule technique multisectorielle, lieu d'échanges sur la mise en œuvre des processus du Mouvement SUN.

Si la plateforme multisectorielle et multi-acteurs n'est pas encore formellement en place, le cadre stratégique multisectoriel de lutte contre la malnutrition – Horizon 2025 – prévoit la création d'un Conseil National de Lutte contre la Malnutrition qui serait doté d'un secrétariat technique.

Le décret portant sur la création, les attributions, l'organisation et le fonctionnement de cette institution a été finalisé, lors d'un atelier fin mai 2015, suite à des discussions avec les différents secteurs gouvernementaux et autres partenaires. Les efforts se tourneront maintenant vers son adoption officielle et sa promulgation.

La société civile, les donateurs et les agences des Nations-Unies soutiennent les processus du Mouvement SUN, et une unité de planification conjointe regroupant la société civile, le gouvernement et les agences de l'ONU existe déjà. La participation du secteur privé aux discussions demande à être renforcée. La création de réseaux capables de soutenir le réseau du gouvernement est envisagée dans le futur.

La législation nationale sur la nutrition comprend la promotion de l'allaitement maternel (dont des dispositions relatives au congé-maternité), la fortification des aliments mais se caractérise aussi par l'absence d'un texte relatif à la réglementation de la commercialisation des substituts du lait maternel.

L'analyse des politiques sectorielles en matière de nutrition et d'alimentation a commencé, grâce au remplissage de l'« état des lieux initial » proposé par le Secrétariat du Mouvement SUN lors de l'adhésion de la République du Congo. Néanmoins ce travail mérite d'être approfondi. La politique nationale d'action sociale et le programme national d'investissement agricole et nutritionnel, (qui est lui toujours en cours d'élaboration), intègrent tous les deux divers aspects relatifs à la nutrition.

L'atelier de mai 2015 a permis de valider collectivement le cadre stratégique multisectoriel de lutte contre la malnutrition et d'identifier des axes stratégiques intégrateurs à mettre en œuvre de manière prioritaire : renforcement du cadre institutionnel, normatif et juridique de lutte contre la malnutrition ; extension de la couverture des interventions directes et favorables à la nutrition ; mise en place d'un système opérationnel de communication pour le développement ; amélioration de la sécurité alimentaire des ménages ; renforcement des capacités de la recherche-action en nutrition. Ce cadre a ensuite été diffusé auprès de 18 ministères concernés.

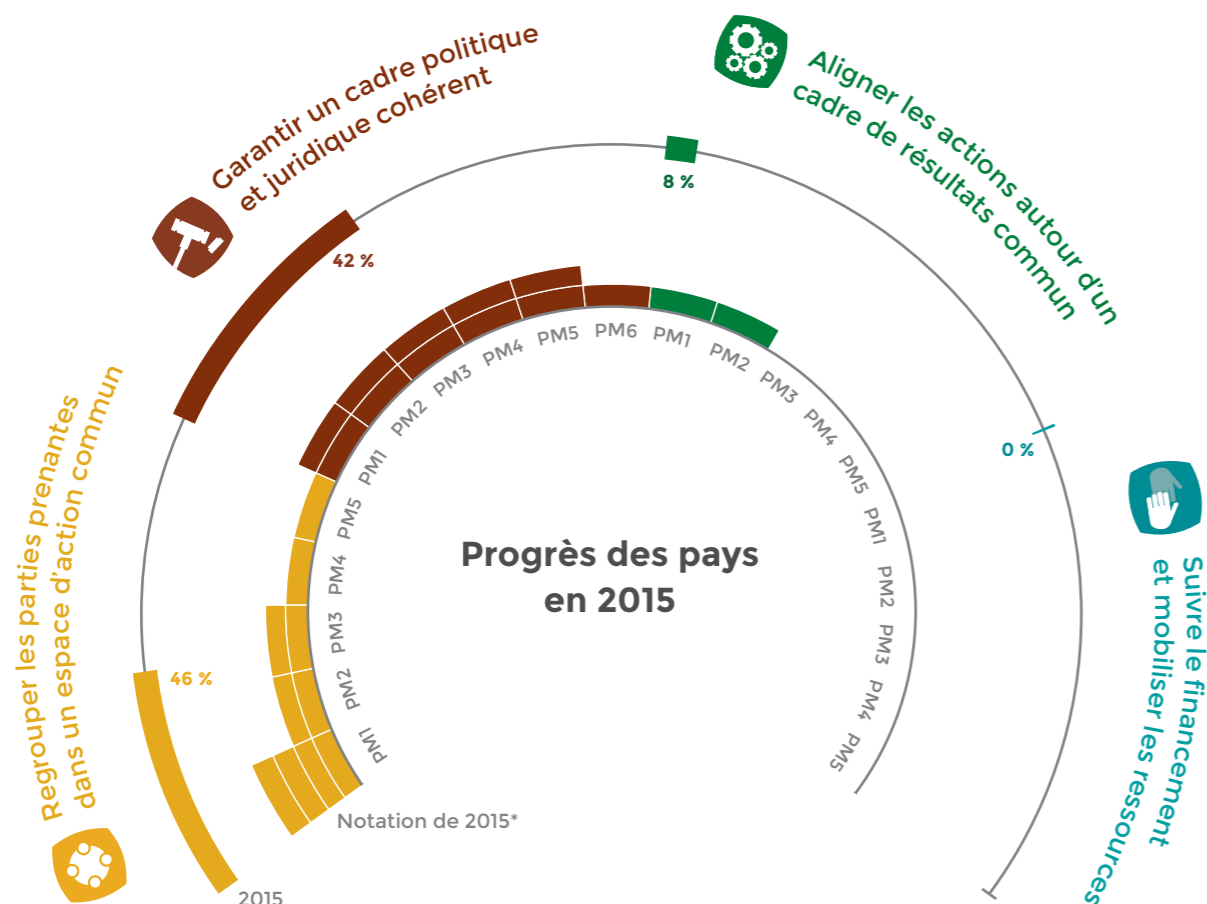
Le plan opérationnel découlant dudit cadre stratégique a été élaboré et est en cours de validation pour sa finalisation. Enfin, il est prévu qu'un plan de suivi - évaluation complète le dispositif,

afin de constituer un Cadre Commun de Résultats et un socle du suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation des différentes interventions multisectorielles. Les discussions sont toujours en cours pour améliorer la collecte et l'analyse des données en sécurité alimentaire et nutrition.

La République du Congo va estimer les coûts financiers associés au projet de plan opérationnel afin de pouvoir mobiliser les ressources internes et externes nécessaires à la mise en œuvre. L'inscription

et la mobilisation d'une ligne budgétaire en faveur des interventions directes de la nutrition est perçue comme une priorité de plaidoyer à mettre en œuvre.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

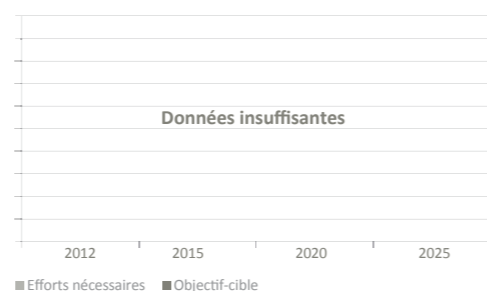


*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Faits marquants

- Le programme national d'enrichissement des aliments a servi de modèle pour plusieurs pays et a largement contribué à réduire l'anémie, la prévalence des anomalies du tube neural (ATN) et le taux de mortalité infantile (TMI) entre 1997 et 2009.
- Le Centre d'éducation et de nutrition, et les Centres intégrés de nutrition et de soins (CEN CINAI) créés dans les années 50 ont contribué à réduire la malnutrition infantile de 57,4 % en 1966 à 1,1 % en 2009. Ces centres sont entièrement financés par le gouvernement national.
- Le Programme alimentaire et nutritionnel des écoliers et des adolescents (PANEA) placé sous les auspices du ministère de l'Éducation fournit à la population une formation supplémentaire sur la nutrition et l'alimentation depuis 1974.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	5,6 %
Faible poids à la naissance :	7,2 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	18,7 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	1,0 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	8,1 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	19,0 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Depuis 1973, le Secrétariat légalement établi pour la politique nationale de l'alimentation et la nutrition (SEPAN), sous la responsabilité du ministère de la Santé, a été chargé de coordonner les différents secteurs et institutions en République du Costa Rica. Bien que le SEPAN ait dans le passé été miné par un manque de soutien politique, le gouvernement actuel est déterminé à renforcer l'institution.

La République du Costa Rica ne dispose pas seulement d'une plate-forme multi-acteurs, mais de huit comités et commissions techniques qui font office d'espaces communs d'action sur les questions de nutrition au niveau

central. Ces organismes sont redevables dans les domaines suivants : l'allaitement maternel, la santé et la nutrition des écoliers, la sous-nutrition des enfants et des adolescents, les guides nutritionnels, le réseau 5-A-Day (pour une alimentation saine), la valeur nutritionnelle des aliments, les micronutriments et la stratégie pour les maladies chroniques non transmissibles et l'obésité, les programmes alimentaires scolaires et préscolaires et la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Chacun de ces organismes a son propre plan de travail et des objectifs spécifiques, qui sont évalués à la fin de l'année.

La Politique nationale 2011 - 2021 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le Plan national 2011 - 2015 pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont les documents officiels d'orientation des interventions pour l'alimentation et la nutrition dans le pays. Le gouvernement de la République du Costa Rica pour 2014 - 2018 a inclus la composante nutrition comme une priorité dans la section du Plan national de développement portant sur la santé. Les objectifs fixés comprennent une réduction de 2 % de l'obésité pour les enfants de 5 à 12 ans, ainsi que des objectifs spécifiques relatifs à la réduction des maladies chroniques non transmissibles, dont les facteurs de risque apparaissent d'abord dans l'enfance.

Cette année, l'**accord national du Conseil des ministres pour une approche globale de lutte contre les maladies**

non transmissibles chroniques et l'obésité a été signé entre, d'une part, le président, 16 ministres et fonctionnaires des institutions gouvernementales de haut niveau et, d'autre part, le Bureau de l'Organisation panaméricaine de la santé en République du Costa Rica intervenant en qualité de témoin.

La République du Costa Rica dispose d'un cadre réglementaire solide pour l'enrichissement des aliments utilisant des micronutriments qui sont déficients dans la population. Ce cadre est le fruit de négociations et d'un plaidoyer opiniâtres entre le ministère de la Santé et l'industrie alimentaire sur la base de preuves scientifiques et des résultats des enquêtes nationales sur la nutrition. Les décrets exécutifs actuels régulent la production de sel, de riz, de sucre, de farine de blé et de maïs, et de lait.

Les programmes et mesures nutritionnelles sont une réponse à la politique nationale de santé et au Plan national de développement de 2014 à 2018, qui prévoit la gestion des ressources et des accords entre les institutions gouvernementales, les milieux universitaires et les ONG.

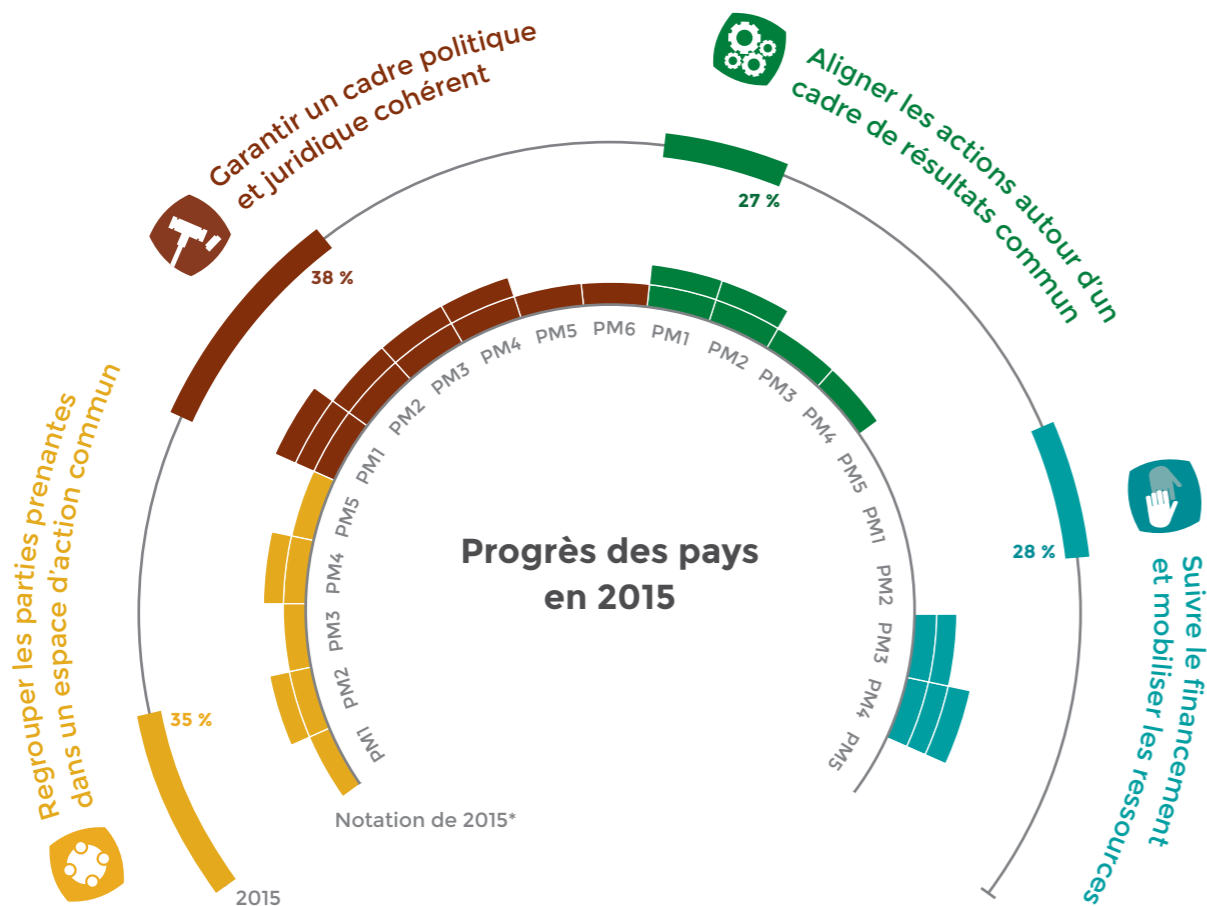
La Politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que la Stratégie et plan d'action de la République du Costa Rica pour la lutte contre les maladies non transmissibles, sont en ligne avec les plans institutionnels et les accords auxquels le pays est partie.

En 2013, un accord de coopération a été signé entre le ministère de la Santé, de l'Agriculture et de l'élevage et l'Institut national du recensement et des statistiques pour créer un système d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SINSAN). L'objectif de ce système, qui est actuellement en cours d'utilisation et de renforcement, est de fournir des informations à jour et fiables sur la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques publiques visant à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République du Costa Rica.

Bien que le pays finance ses programmes de nutrition par le biais de sources de financement nationales, les fonds sont insuffisants pour couvrir tous les besoins en ressources humaines. En 2015, le pays a débuté un processus d'identification des allocations

budgétaires contribuant à la nutrition et les allocations spécifiques à la nutrition, sur la base de la loi 2014 sur le budget national. Cette loi est à la disposition du grand public et concerne les organes centraux du gouvernement.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

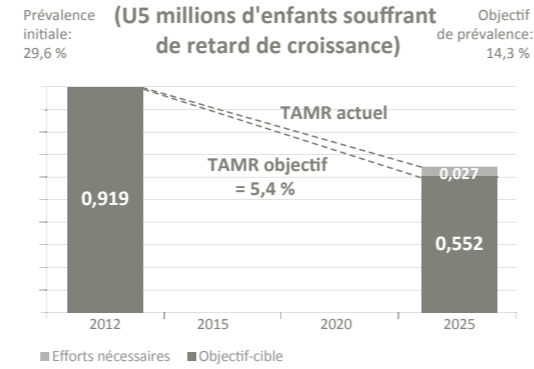
Côte d'Ivoire

Date d'adhésion :
Juin 2013

Faits marquants

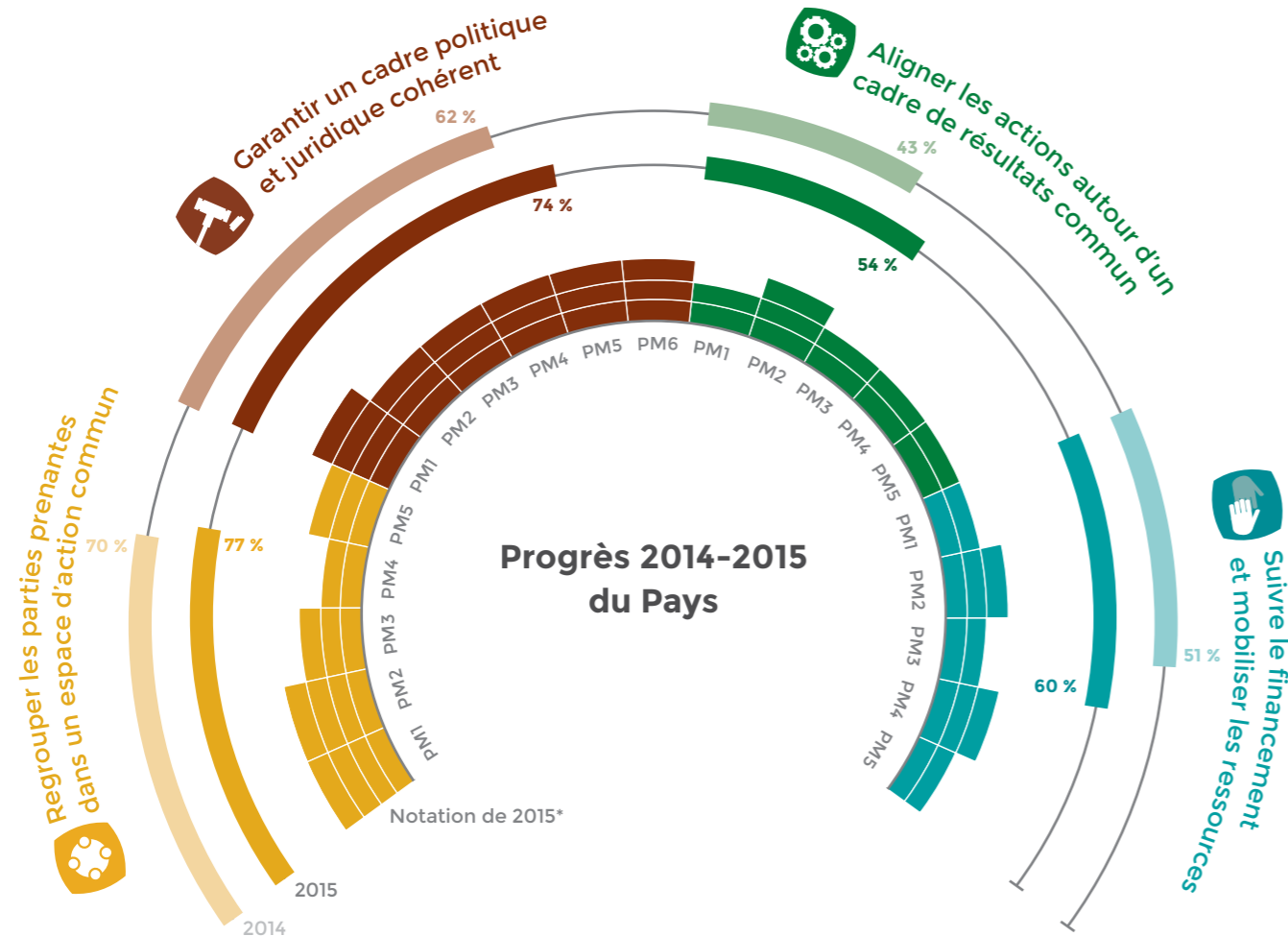
- Stratégie de sensibilisation et de communication visant à renforcer la nutrition au niveau national : CD de chansons de chanteurs nationaux ; formation des leaders religieux ; etc ...
- Les nominations de deux point focaux politique et technique ont permis de redynamiser l'attention portée à la nutrition et à sa coordination.
- Le Cadre Commun de Résultats (CCR) budgétisé vient juste d'être finalisé. Un système de suivi-évaluation avec des indicateurs consensuels a été défini. Certains indicateurs sont déjà suivis par les programmes sectoriels.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	29,6 %
Faible poids à la naissance :	14,2 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	12,1 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	7,6 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	3,2 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	48,8 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



Le comité national de nutrition (CNN), **doté d'un secrétariat technique permanent**, a été mis en place par décret et est présidé par le Premier Ministre.

Ce décret organise le CNN en :

- **comité décisionnel présidé par le Premier Ministre.** Ce comité valide les orientations politiques et stratégiques ainsi que facilite l'implication financière du gouvernement.
- **comité technique (ou MSP) présidé par le Représentant du Premier Ministre, Point Focal Mouvement SUN, intègre plusieurs ministères avec une représentation de tous les réseaux y compris le parlement, les collectivités.**
- **comités régionaux, qui seront présidés par les préfets de région et chargés du suivi de l'opérationnalisation de la politique.**

Les réseaux du secteur privé et du milieu scientifique existent mais leurs capacités doivent être renforcées. La plateforme des organisations de la société civile a été initiée.

Mise en place en juillet 2014 de la plateforme des partenaires techniques et financiers de la nutrition qui regroupe les Nations unies, les bailleurs et les ONG internationales. UNICEF et la BAD sont coprésidents des partenaires techniques et financiers.

Le CNN a permis de lever certaines incompréhensions notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire.



La Côte d'Ivoire a actualisé sa politique nationale de Nutrition de 2010 et vient d'élaborer un **Plan National Multisectoriel de Nutrition 2016-2020. Une analyse situationnelle a constitué une base de données pour la révision de ces documents, prenant en compte les interventions sensibles à la nutrition dans les politiques et stratégies sectorielles.**

La Côte d'Ivoire dispose d'une législation favorable à la nutrition (commercialisation des substituts du lait maternel, congé maternité, lutte contre la carence en iode, fortification de l'huile et de la farine, cantine scolaires).

Plusieurs politiques sectorielles ont des objectifs nutritionnels (santé, agriculture, protection sociale, éducation, environnement).

La Côte d'Ivoire bénéficie d'une stratégie de sensibilisation et de communication visant à renforcer la nutrition au niveau national.

Des études de politique, des évaluations d'impacts, des rapports de suivis sont réalisées au niveau sectoriel, cependant les rapports de la recherche restent limités et non pas encore d'incidence sur la nutrition. Le PNMN prévoit la mise en place d'un comité de validation des sujets de recherche en nutrition et de validation des résultats de la recherche.



Le cadre commun de résultats (CCR) vient juste d'être finalisé et budgétisé. Il comprend un ensemble d'interventions spécifiques et sensibles à la nutrition identifiées de manière collégiale par la plateforme. L'identification et définition des rôles et des tâches des acteurs et des interventions de renforcement des capacités est en cours d'élaboration.

Un système de suivi-évaluation avec des indicateurs consensuels a été défini. Certains indicateurs sont déjà suivis par les programmes sectoriels.

Les défis :

- Opérationnalisation de la politique nationale de nutrition et du plan multisectoriel.
- Mise en adéquation entre les actions menées et les activités prévues dans ces deux documents.
- Centralisation des actions menées au niveau sectoriel.



Existence de la liste des dépenses courantes, à la fois pour les interventions spécifiques et pour les interventions contribuant à la nutrition, ventilées par secteur. Le défi reste de mettre en place un système commun pour le traçage des allocations et des dépenses.

Le plaidoyer pour l'allocation des ressources allouées à la nutrition continue. **Une table ronde pour la mobilisation des ressources est en cours de préparation et se tiendra d'ici la fin de l'année.**

Identification de la couverture financière et réduction des écarts financiers en mobilisant des ressources supplémentaires (ressources gouvernementales et externes) en particulier pour la campagne de supplémentation en Vit A.

Elaboration de stratégies financières à long terme.

Existence de plans sectoriels chiffrés, tant pour la mise en œuvre du CCR que pour le renforcement des capacités (financières).

L'Etat contribuera à hauteur de 15% du coût global du PNMN.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

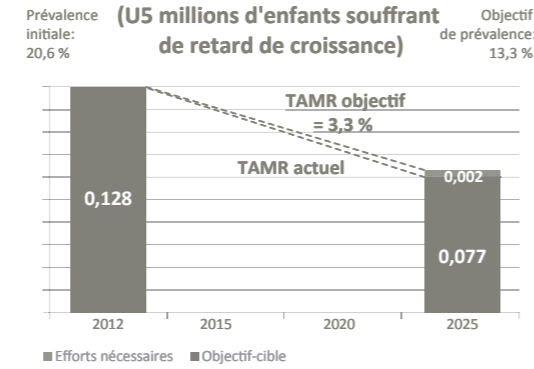
El Salvador

Date d'adhésion :
Septembre 2012

Faits marquants

- Mise en place d'un espace de dialogue entre le gouvernement et la Société civile afin de concevoir une vision nationale pour la souveraineté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Un processus de territorialisation (décentralisation) du plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle a commencé, avec l'organisation des comités et des plans départementaux et municipaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle formulés et mis en œuvre. Les plans sont conformes aux diagnostics de la situation locale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et sont en ligne avec les objectifs stratégiques du Plan national.
- En coordination avec le milieu universitaire et des ONG locales, un processus de renforcement des capacités a commencé au niveau départemental et municipal de Chalatenango afin de formuler et mettre en œuvre les plans.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	14,0 %
Faible poids à la naissance :	8,8 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	47,0 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	2,0 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	6,0 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	23,5 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONASAN) est l'organisme responsable de la coordination des interventions de sécurité alimentaire et nutritionnelle (FSN) et de la promotion de la coordination entre les secteurs et les institutions. Il est composé du ministère de la Santé, du ministère de l'Agriculture, du Secrétariat technique du Bureau du Président, du Secrétariat technique pour l'inclusion sociale et d'un Comité Technique Inter-institutionnel de 17 membres. Il a engagé le processus de création de conseils départementaux et municipaux de FSN. **La République d'El Salvador dispose également d'un groupe parlementaire engagé dans la lutte contre la faim.**

L'Alliance de la société civile pour la nutrition a été renforcée par la participation des organisations locales. Elle a été très active dans le lobbying et le plaidoyer pour la loi sur la sécurité et la souveraineté alimentaire et d'autres lois contraignantes, comme la loi sur l'eau et la loi sur les repas scolaires.

Depuis septembre 2014, le CONASAN a facilité le dialogue entre 16 institutions gouvernementales et plus de 250 organisations de la Société civile, dans le but de générer une vision partagée, devant être incorporée dans la future loi sur la souveraineté, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Il est à espérer que le projet de loi pour la nutrition, la loi sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire finisse par devenir le principal cadre de coordination intersectorielle des politiques et des plans décentralisés. La République d'El Salvador a fait des progrès dans la création d'un cadre juridique contribuant à la nutrition par les lois suivantes :

- le projet de loi sur les repas scolaires ;
- la loi sur la protection sociale et le développement global ;
- la loi sur la protection du consommateur ;
- la loi sur la protection globale de l'enfance

- et l'adolescence ;
- la loi sur l'utilisation des terres et le développement ;
- la loi sur la promotion, la protection et le soutien de l'allaitement ;
- la loi sur le verre de lait (Glass of milk Act).

Les actions de promotion et d'établissement des mécanismes de mise en œuvre de la loi sur l'allaitement maternel ont pour effet, **l'augmentation du pourcentage d'allaitement maternel comme la seule source de nourriture chez les nourrissons au cours des six premiers mois de vie de 31,4 % en 2008 à 47 % en 2014** (selon la dernière Enquête nationale sur la santé).

Le Plan stratégique 2014 - 2019 pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui prévoit l'élimination de toutes les formes de malnutrition dans le pays sert de cadre commun de résultats de sécurité alimentaire et nutritionnelle en République d'El Salvador. Divers secteurs gouvernementaux ont participé à son élaboration et sa mise à jour récemment, ainsi que de nombreuses parties prenantes du milieu universitaire, des initiatives de coopération internationale, les ONG et les organisations de la société civile.

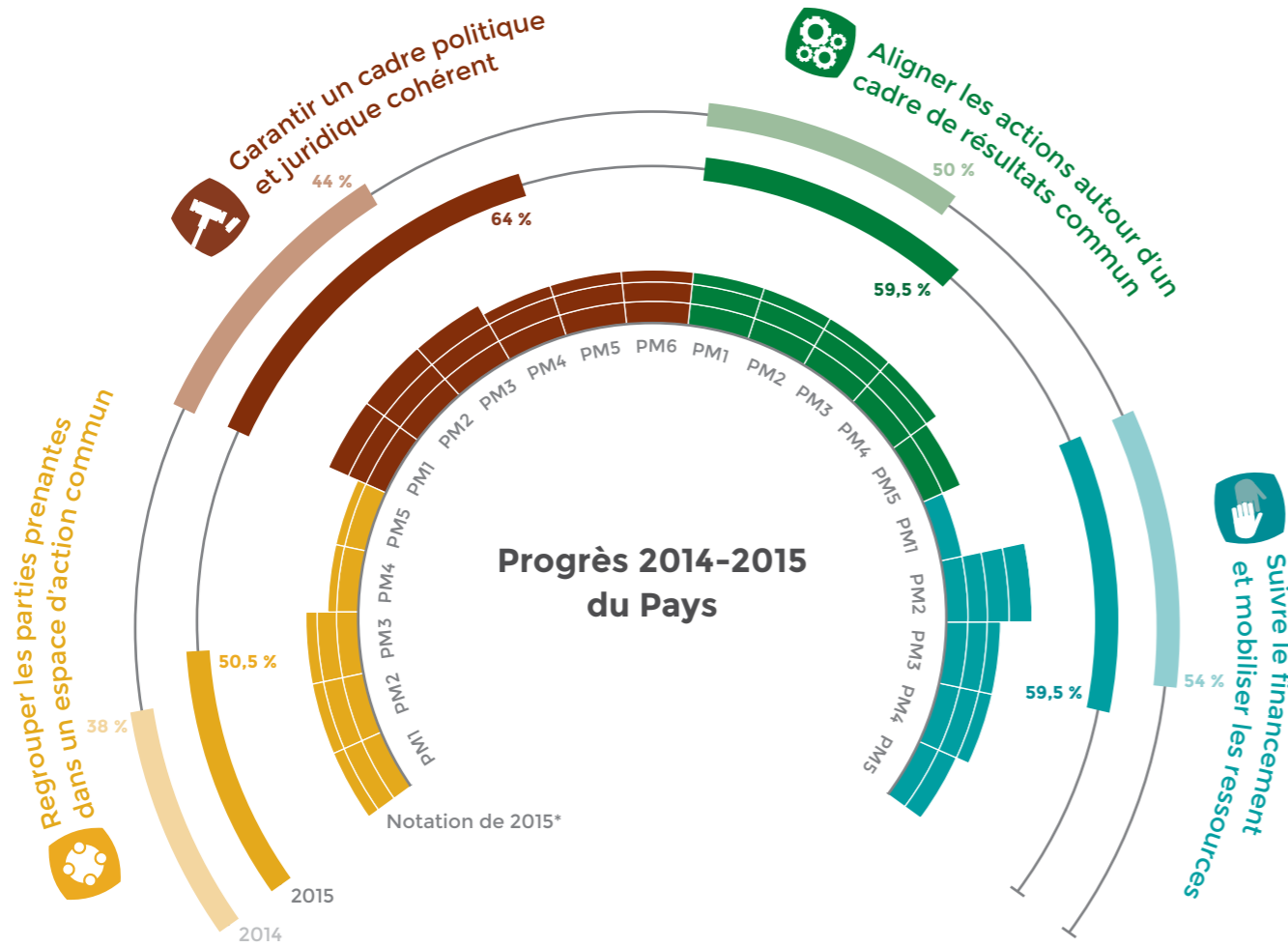
Avec l'objectif de faciliter la mise en œuvre du Plan départemental de sécurité alimentaire et nutritionnelle et des plans de sécurité alimentaire et nutritionnelle municipaux, **Chalatenango est devenu le premier département du pays à définir un plan intersectoriel départemental de sécurité alimentaire et nutritionnelle en ligne avec les objectifs du**

Plan national et à mettre en place un comité. Cet engagement a conduit à la signature d'un accord de coopération entre les institutions de niveau national (CONASAN), départemental (CODESAN) et municipal (COMUSAN). Douze municipalités sont en processus de conformation des Comités de SAN et disposent des comités de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Compte tenu de la nécessité d'accélérer les progrès dans la mise en œuvre du Plan, le **CONASAN a lancé un programme décentralisé de renforcement des capacités fonctionnelles et des connaissances sur l'analyse et la gestion des** indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle, en coordination avec les universités privées. De même, en coordination avec la FAO, **les fonctionnaires ont reçu une formation sur le droit à une alimentation adéquate.**

Les agences des Nations Unies ont aligné leurs interventions aux objectifs du Plan stratégique 2014 - 2019 pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers trois projets nationaux d'environ sept millions de dollars. Cette année, avec le soutien du

Secrétariat du Mouvement SUN, le CONASAN effectue le chiffrage du plan et l'estimation des écarts de financement. Ce chiffrage et cette estimation joueront un rôle essentiel dans la mobilisation des ressources.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

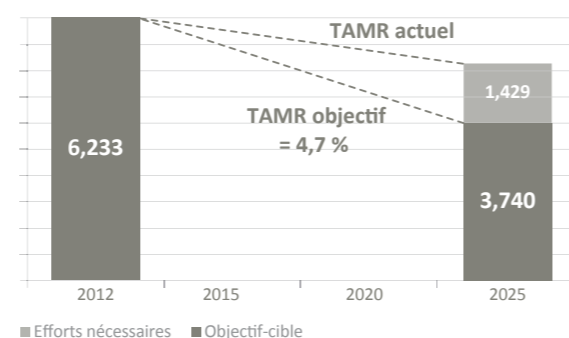
Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 44,2 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 23,5 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	40,4 %
Faible poids à la naissance :	10,8 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	52,0 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	8,7 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	2,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	19,2 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Faits marquants

- En 2015, la République fédérale démocratique d'Éthiopie s'est engagée à éradiquer la sous-alimentation en 2030 avec la Déclaration Seqota.
- L'Éthiopie a développé et étendu son programme national de nutrition (PNN II 2016 - 20). Le PNN souligne le caractère multi-sectoriel de la nutrition, et définit clairement les rôles et les responsabilités de chaque secteur avec une matrice de redevabilité et de chiffrage de toutes les activités.
- L'agriculture contribuant à la nutrition est actuellement incluse dans le Programme de filets sociaux productifs (PSNP) et le Programme de croissance agricole (AGP). Les deux ont des objectifs de nutrition, les activités et les indicateurs comprennent la protection sociale et une focalisation sur la fenêtre des 1000 jours les plus décisifs. La « Health Development Army » (Armée pour le développement de la santé) est une initiative dirigée par le ministère de la Santé, qui rassemble 3 millions de travailleurs de vulgarisation de première ligne qui permettent aux communautés de prendre en charge leur propre santé dès la base.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



En 2015, l'Éthiopie s'est engagée à mettre fin à la sous-alimentation en 2030 avec la Déclaration Seqota.

L'Organe de coordination national de la nutrition (NNCB) est présidé par le ministre de la Santé et coprésidé par les ministres de l'Agriculture et de l'éducation. Cet organe réunit neuf ministères des différents secteurs concernés et comprend des représentants des Nations Unies (ONU), les organismes donateurs et les universités également. Il dispose en outre, d'un comité technique d'appui national de la nutrition (NNTC). L'Organe national de coordination de la nutrition prévoit d'élargir l'adhésion et développer des plateformes régionales de coordination.

L'Unité de coordination d'urgence de la nutrition, au sein du ministère de l'Agriculture, réunit les partenaires d'exécution des interventions nutritionnelles d'urgence. L'Éthiopie dispose

d'un groupe de partenaires de développement de la nutrition (NDPG) qui engage les agences des Nations Unies, les donateurs et la Société civile. Le ministère britannique pour le développement international (DFID) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance coordonnent les donateurs et la Société civile participe au NDPG et à d'autres plates-formes pertinentes.

En 2013, la Coalition de la société civile éthiopienne (CECA) est créée pour galvaniser les efforts visant à alléger le fardeau de la malnutrition. Le secteur privé a rallié son soutien à travers la Chambre de Commerce éthiopienne. Le Groupe de travail multi-acteurs pour l'enrichissement des produits alimentaires a également joué un rôle dans l'établissement de normes de qualité pour l'iodation du sel et l'enrichissement de la farine et de l'huile.



L'Éthiopie a développé et étendu son programme national de nutrition (NPN II 2016-20).

Le NPN souligne le caractère multi-sectoriel de la nutrition et définit clairement les rôles et responsabilités de chaque secteur avec une matrice de redevabilité et de chiffrage de toutes les activités. Un certain nombre de politiques spécifiques ont trait à la promotion de bonnes pratiques nutritionnelles, la supplémentation en micronutriments, le soutien nutritionnel

des personnes vivant avec le VIH / Sida et le traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée. La loi sur la protection de la maternité prévoit 90 jours de congé de maternité. La législation sur l'enrichissement de la farine et de l'huile est en cours. Un plan de plaidoyer pour renforcer la nutrition est en place. Les stratégies de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication existent et sont alignées avec les plans nationaux de nutrition.



Le Gouvernement éthiopien est déterminé à réduire la prévalence du retard de croissance de 20 % et du faible poids de 15 % d'ici 2020. Il va miser sur des systèmes de coordination multi-sectoriels existants pour accélérer l'intensification des interventions nutritionnelles avérées et le suivi des progrès à tous les niveaux. Le Programme national de nutrition II 2016 - 20 fournit le cadre pour les objectifs stratégiques et les interventions dans tous les secteurs pertinents, y compris la santé, l'agriculture, l'éducation, l'eau, le travail et les affaires sociales, les questions liées aux femmes, aux enfants et à la jeunesse. Ce programme est chiffré et comprend les détails des interventions dans des secteurs clés (sécurité alimentaire et agriculture, eau, éducation et protection sociale) et comprend également un cadre logique d'activités, un volet de gestion des risques de catastrophe et de coordination du gouvernement.

L'agriculture contribuant à la nutrition est maintenant incluse dans le programme du filet de protection sociale productive (PSNP) et le Programme de croissance de l'agriculture (AGP). Les deux ont des objectifs de nutrition, les activités et les indicateurs comprennent la protection sociale et une focalisation sur la fenêtre des 1000 jours les plus décisifs. La « Health Development Army » (Armée de développement de la santé) est une initiative dirigée par le ministère de la Santé, qui rassemble 3 millions de travailleurs de vulgarisation de première ligne permettant aux communautés de prendre en charge leur propre santé dès la base.



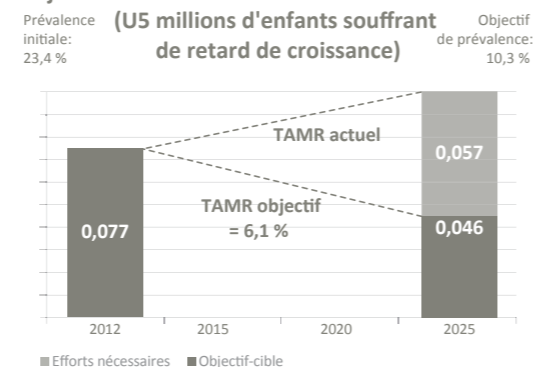
L'Éthiopie a avancé dans le développement d'un système de suivi financier durable. Ce système permet d'estimer la contribution des donateurs dans des interventions clés du Programme national de nutrition et de mobiliser de nouveaux partenaires. L'information financière est disponible pour d'autres programmes sectoriels, mais elle n'est pas prise en compte par rapport au NPN.

Le défi pour l'Éthiopie consiste à améliorer l'harmonisation de l'information financière afin de s'assurer que les dépenses financières dans tous les secteurs peuvent être suivies. À cet effet, l'Éthiopie consent des efforts pour intégrer la nutrition dans les comptes nationaux de la santé (dont l'échéance est fixée à 2016). Le gouvernement continue de travailler à l'accomplissement de son engagement visant à allouer un financement national de 15 millions de dollars par an à la nutrition jusqu'en 2020.

Faits marquants

- La Gambie a mis à jour sa politique nationale sur la nutrition (2010 - 2020) (NNP) et validé un plan stratégique national chiffré de la nutrition (2011 - 2015) (NNSP) ainsi que le plan du secteur privé pour une meilleure nutrition. La Gambie dispose des plans de décentralisation des mécanismes de coordination, mais une plus forte participation des ministères clés liés à la nutrition reste nécessaire.
- L'Association des organisations non-gouvernementales (TANGO) est un corps composite d'ONG, avec près de 80 membres nationaux et internationaux chargés d'influencer les décideurs politiques à galvaniser les efforts pour renforcer la nutrition dans le pays.
- La Gambie dispose d'une Politique nationale du genre et de responsabilisation des femmes (2010 - 2020) et d'une loi sur la femme (Women's Act) 2010 qui prévoient une durée de congés de maternité minima de six mois.

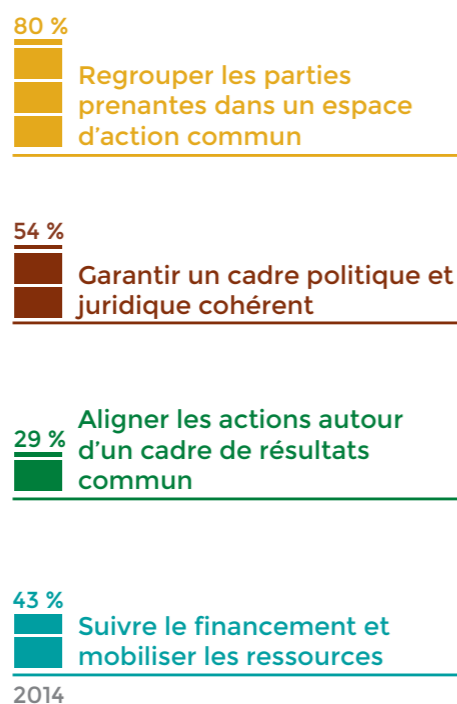
Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	23,4 %
Faible poids à la naissance :	10,2 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	33,5 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	9,5 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	1,9 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	45,3 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Rétrospective: Progrès rapportés lors de l'exercice d'auto-évaluation 2014



Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



La République de Gambie est engagée au plus haut niveau pour aborder la question de la sous-nutrition. La vice-Présidente et ministre des Affaires féminines, S.E. Dr. Aja Isatou Njie Saidy est une fervente partisane des efforts de renforcement de la nutrition en Gambie. L'Agence nationale de nutrition (NaNA), sous la supervision du Bureau de la vice-Présidente, est chargée de superviser et de coordonner la mise en œuvre de la Politique Nationale sur la Nutrition (2010-2020) et de produire un rapport adressé directement à l'Assemblée nationale. La NaNA coordonne tous les secteurs gouvernementaux concernés à travers le Conseil national de la nutrition, lui-même présidé par la vice-Présidente.

La Gambie vise à améliorer la participation des ministères mandatés sur la nutrition. Des sous-groupes thématiques ont été mis en place : Nutrition pour la santé maternelle et infantile ;

Contrôle de la carence en micronutriments ; Information, Éducation et Communication ; Suivi et évaluation et Mobilisation des ressources).

La Gambie a des plans de décentralisation des mécanismes de coordination cependant, une participation plus forte des ministères clés concernés par la nutrition reste nécessaire.

Un comité consultatif technique multisectoriel de nutrition a été créé en 2012 et comprend des acteurs du secteur public, de la Société civile et les partenaires au développement. **L'Association des Organisations Non-Gouvernementales (TANGO) est un corps composite des ONG, avec près de 80 membres nationaux et internationaux dont la mission est de faire impact sur les décideurs politiques afin de galvaniser les efforts de renforcement de la nutrition dans le pays.**



La Gambie a mis à jour sa politique nationale sur la nutrition (NNP)(2010 - 2020) et validé le Plan national stratégique chiffré de nutrition (NNSP) (2011 - 2015) et le Plan du Secteur privé pour une meilleure nutrition. Les politiques et législations pertinentes pour la nutrition sont effectives dans des secteurs clés tels que l'agriculture, la réduction de la pauvreté, la santé et l'éducation.

La Gambie dispose d'une Politique nationale du Genre et d'Autonomisation de la femme (2010 - 2020) et de la loi de 2010 sur la Femme (Women's Act 2010) qui garantissent le congé de maternité pour une durée minimale de six mois. Le ministère de l'Agriculture est en train d'intégrer la nutrition dans ses propres programmes. Les efforts déployés pour intégrer la nutrition

dans les politiques à travers le conseil d'administration seront accélérés, en consultation avec la NaNA.

Avec une implication croissante du Secteur privé, des normes et des capacités pour la sécurité et la qualité des aliments ont été mises à jour avec un accent sur la transformation, l'emballage et l'étiquetage des aliments. Une nouvelle loi sur la sécurité et la qualité des aliments (2011) a été promulguée et l'Autorité en charge de la sécurité et la qualité des aliments, mise en place pour coordonner l'exécution de la loi. Le Code de commercialisation des substituts du lait maternel est entièrement traduit en loi (Règlement sur la promotion de l'allaitement maternel 2006).



Pour suivre les progrès de la NNP et du NNSP, la Gambie a élaboré un cadre de suivi et d'évaluation pour la période 2011 - 2015.

Le NNSP, qui inclut le programme des 1000 premiers les plus décisifs doit être réexaminé pour l'intégration de plusieurs autres points d'entrée pour la nutrition. Cette question sera examinée lors de l'examen à mi-parcours du NNP. L'examen de ces deux documents conduira à l'élaboration d'un plan stratégique multisectoriel pour la nutrition, qui sera le Cadre commun de résultats devant harmoniser les programmes sectoriels et renforcer les capacités en Gambie, pour la mise en œuvre des programmes de nutrition.

Une stratégie nationale de communication pour la nutrition a été finalisée pour aligner les efforts de communication de toutes les parties prenantes.

Des programmes et des systèmes à grande échelle sont en place, mais pas encore à pleine échelle. La Gambie suit un processus visant le renforcement des interventions dans le cadre de la prise en charge de la malnutrition sévère et aiguë modérée (MAM) et des interventions en vue d'améliorer la consommation de sel iodé et d'aliments riches en micronutriments par les ménages.



L'UNICEF et la Banque mondiale sont les principaux investisseurs dans les programmes spécifiques à la nutrition. Le gouvernement alloue également des fonds publics pour la mise en œuvre des programmes de nutrition.

La Gambie a participé à l'exercice d'analyse budgétaire du Mouvement SUN pour le suivi des ressources financières

destinées à la nutrition. La NaNA dispose de mécanismes de suivi des ressources disponibles en son sein mais les investissements en faveur de la nutrition dans d'autres secteurs restent un défi. La Gambie reconnaît l'importance du suivi des dépenses spécifiques à la nutrition en plus de la santé et de la nécessité de cartographier le financement de la nutrition.

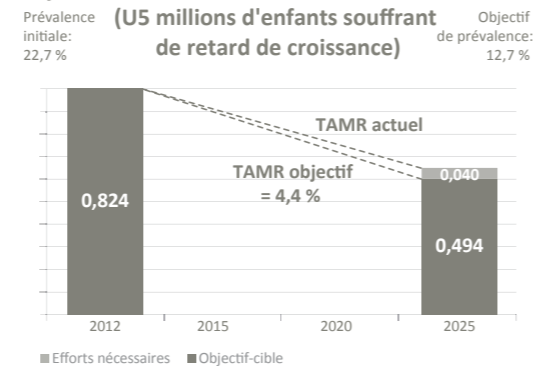
Ghana

Date d'adhésion :
Mars 2011

Faits marquants

- L'élaboration d'un plan de renforcement des capacités intégrera les recommandations de plusieurs évaluations de capacités liées à la nutrition menées au cours des deux dernières années.
- La plate-forme académique Mouvement SUN du Ghana soutient l'agenda du Mouvement SUN à travers l'élaboration de divers documents de réflexion et le lancement d'initiatives de renforcement des capacités.
- La Coalition des organisations de la société civile a formé et engagé plus de 40 maisons de presse sur la couverture pour la nutrition, ce qui a abouti à une augmentation de reportages, des débats et des programmes des médias imprimés et électroniques sur la nutrition, y compris un programme d'éducation nutritionnelle sur la télévision ghanéenne. Un clip vidéo a permis de vulgariser la campagne des 1000 jours les plus décisifs de la vie de l'enfant.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	18,8 %
Faible poids à la naissance :	10,0 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	52,3 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	4,7 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	2,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	56,4 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



Le Groupe de planification intersectorielle (CSPG), plateforme multi-sectorielle bien structurée (MSP), est en place soutenue par six groupes de travail techniques, chacun avec des termes de référence. Ces groupes sont composés de représentants clés du gouvernement, des réseaux des Nations Unies (ONU), de des organisations de la société civile (OSC), des universités, du secteur privé et des donateurs.

Le Réseau du secteur privé n'est pas encore pleinement opérationnel, toutefois, le secteur privé continue d'être engagé par les différentes parties prenantes dans leurs programmes. Le Groupe de planification intersectorielle mène actuellement des opérations visant à faire participer les parlementaires. Les organismes gouvernementaux, en collaboration avec un certain nombre d'organisations des Nations Unies, des partenaires de développement et des OSC, s'engagent plus directement avec les acteurs régionaux et de district dans les trois régions du nord du Ghana.

L'an dernier, les nouveaux membres, en particulier les ministères, départements et agences (MDA) du gouvernement contribuant à la nutrition, ont joué un rôle plus actif dans les activités des groupes de planification intersectorielle.

Il existe des opportunités permettant de renforcer la communication entre les membres du Groupe de planification intersectorielle et les six groupes de travail techniques. Pour l'heure, le CSPG renforce la coordination grâce à plusieurs mesures. Par ailleurs, il a élaboré et diffusé une feuille de route servant de base d'alignement des actions.

Le groupe de travail de renforcement des capacités du CSPG a entrepris l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités. Le plan prendra en considération, diverses évaluations de capacités effectuées dans le secteur de la nutrition, y compris un rapport d'évaluation de la capacité fonctionnelle récente par le mécanisme REACH de l'ONU, qui est actuellement en discussion.

La plate-forme des OSC tient régulièrement des réunions intra-réseau avec jusqu'à 140 organisations non gouvernementales déterminées à renforcer la nutrition. Les OSC ont également documenté le mécanisme de coordination de la gouvernance de la nutrition au Ghana.

La sensibilisation des médias est très accrue avec des programmes réguliers diffusés à la radio, à la télévision et par des téléphones mobiles. Les OSC ont également commencé à engager les parlementaires à accroître l'importance de la nutrition.



La République du Ghana a terminé sa première politique nationale de nutrition multisectorielle (NNP).

Cette politique est actuellement traduite en un plan national de renforcement de la nutrition et interpelle tous les secteurs appelés à renforcer la nutrition dans leurs plans de développement en s'alignant sur les objectifs et mesures politiques. Plusieurs politiques, stratégies sectorielles et plans ont depuis été revus et mis à jour en vue d'un alignement avec la NNP. Les agences des Nations Unies fournissent un appui financier et technique à cet effet.

Il importe encore d'assurer une cohérence juridique à mesure des amendements de certaines lois (enrichissement des aliments, aliments pour bébés, iodation du sel et autres normes alimentaires) ou de la mise au point d'instruments législatifs visant à favoriser la mise en œuvre harmonieuse de la politique de nutrition et du plan national de renforcement de la nutrition.



Certains secteurs ont terminé leurs plans et attendent une pleine consolidation. D'autres reçoivent une assistance dans l'alignement de leurs plans à la politique nationale de nutrition. La République du Ghana continue à construire des dialogues inter-sectoriels sur la nutrition, notamment sur l'éducation et la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et la nutrition, ainsi que sur la protection sociale et la nutrition.

Une ébauche de cadre de résultats commun (CCR) est en place et l'élaboration d'un plan de S & E a été entamée. Pour l'heure, les OSC s'arriment au plan national de renforcement de la nutrition. L'ONU a fourni un appui technique et financier au processus de planification multisectorielle de la nutrition aux niveaux national et sous-national et pour les principaux secteurs concernés de la nutrition. Il s'agit de la santé, l'agriculture, la protection sociale, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que l'éducation.

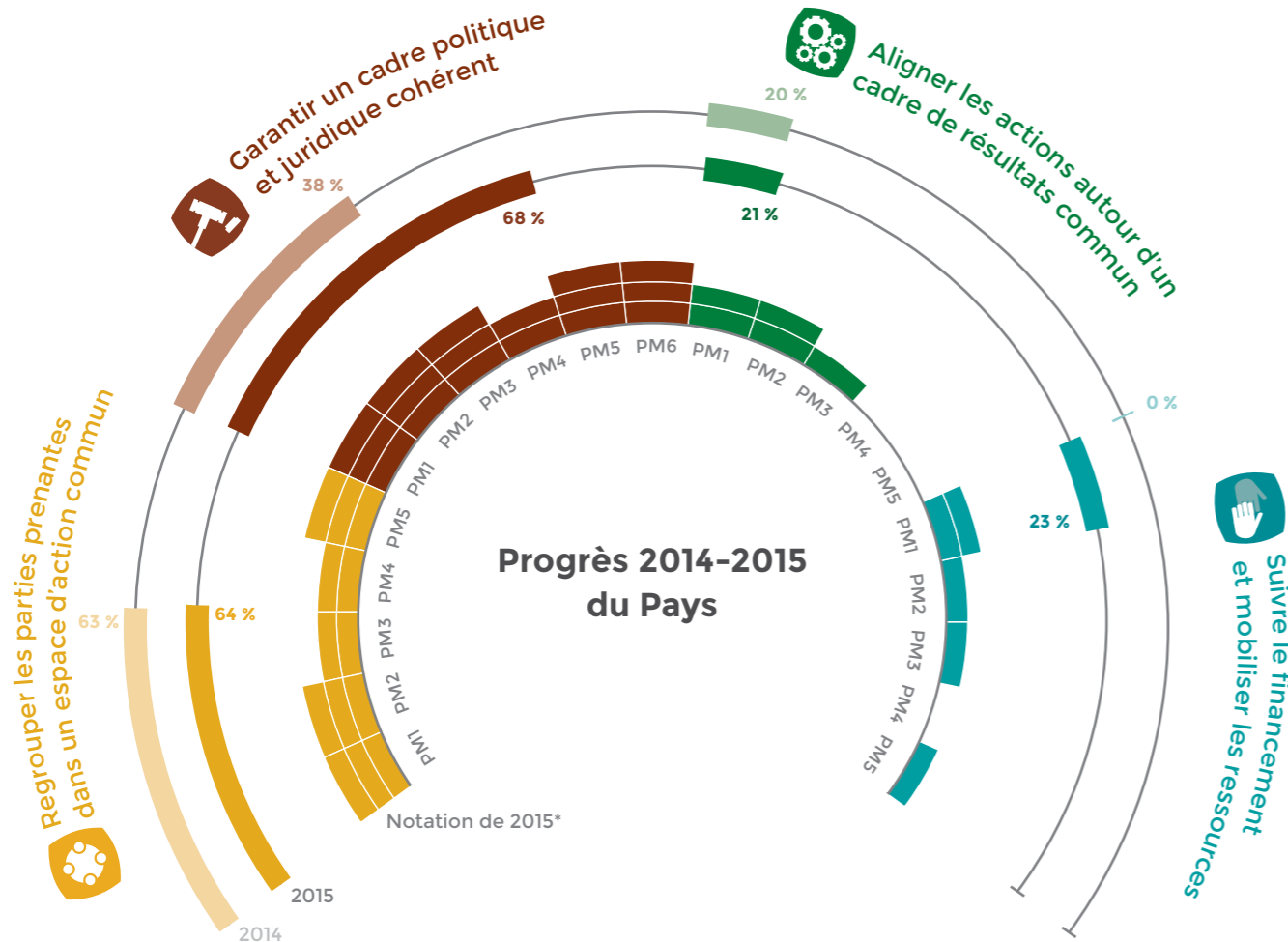


Le Ghana a commencé à développer un système de suivi des dépenses. Une ébauche de cadre (système de suivi) doit encore être élaborée. Le processus de planification et de chiffrage est en cours.

La mobilisation des ressources pour assurer un financement durable d'un plan national de renforcement de la nutrition. Le processus de marquage des programmes contribuant à la nutrition dans le système financier national est en cours. Il permettra de compléter la loi sur l'appropriation, qui vise à assurer la poursuite du financement pluriannuel de la nutrition par le gouvernement.

L'exercice de suivi budgétaire, les processus de planification et de chiffrage et le développement des scénarios de financement des coûts font tous partie des efforts du gouvernement en termes de mobilisation des ressources. Il faut relever l'évaluation des besoins financiers nécessaires au renforcement et au plaidoyer, la mobilisation des ressources nécessaires et le suivi des allocations, ainsi que les dépenses effectuées pour les programmes liés à la nutrition. Le Ghana élabore également une stratégie de

Le système des Nations Unies continue de jouer un rôle technique et financier à l'appui du gouvernement à travers le Cadre d'action de développement des Nations Unies (UNDAF). Les OSC jouent également un rôle de soutien dans le lobbying auprès des parlementaires pour fournir plus de financement pour la nutrition.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

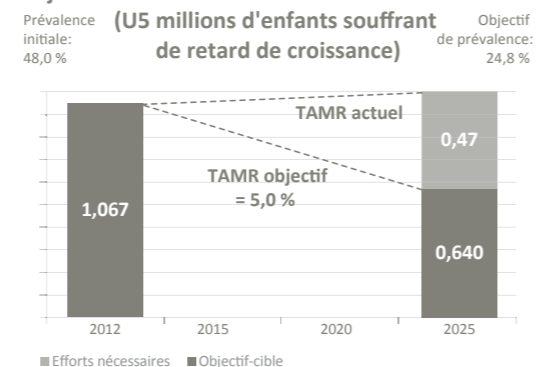
Guatemala

Date d'adhésion :
Décembre 2010

Faits marquants

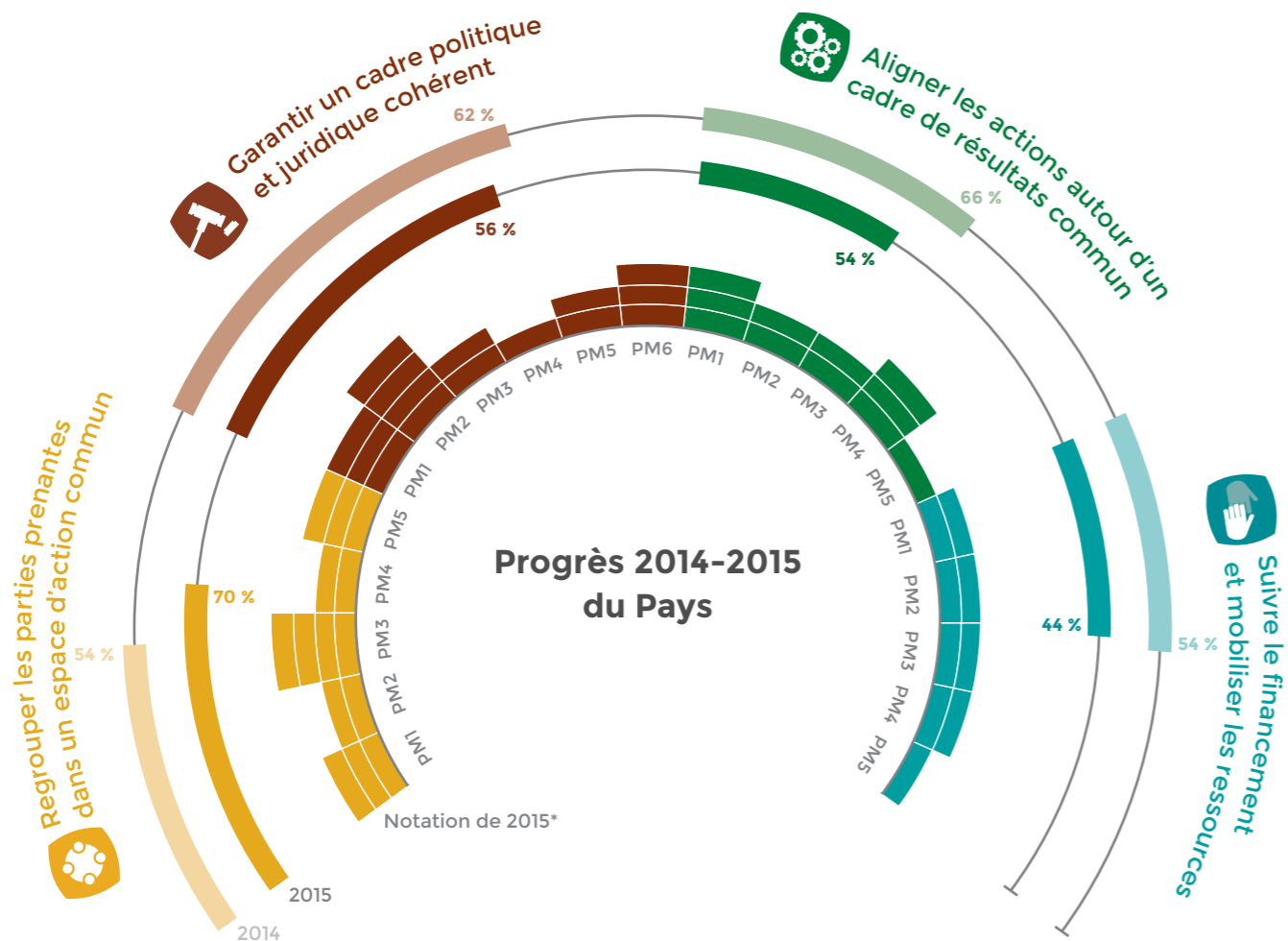
- El Plan del Pacto Hambre Cero (PPHO) es el Marco Común de Resultados a partir del cual se alinean las acciones multisectoriales del gobierno y de los actores de la sociedad civil, sector privado y academia.
- El Sistema de Monitoreo del PPHO denominado SIMON, es una herramienta que permite el seguimiento al gasto público y a las metas físicas a nivel central y descentralizado.
- La Alianza por la Nutrición, iniciativa del sector privado implementa acciones en coordinación con el PPHO y monitoreo de la Ventana de los Mil Días a nivel municipal.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	48,0 %
Faible poids à la naissance :	11,4 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	49,6 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	1,1 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	4,9 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	25,7 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle est l'organe de gestion et de prise de décisions politiques présidé par le vice-Président. Le Conseil est composé de huit ministères, des secrétariats des trois administrations centrales, d'une entité municipale, de cinq représentants de la Société civile et deux représentants du Secteur privé. Le Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SESAN) coordonne les actions des différents acteurs et institutions impliqués ; l'organe de consultation et de participation citoyenne comprend des représentants de 10 secteurs de la société civile, tandis que le Groupe d'appui institutionnel coordonne le soutien technique, financier et opérationnel pour la coopération internationale.

La plate-forme multi-acteurs du Mouvement SUN offre une opportunité de coordination technique. Le SESAN et cinq ministères gouvernementaux sont impliqués dans la plate-forme, ainsi que des représentants des agences des Nations Unies, du milieu universitaire ; les donateurs ; la Société civile et le Secteur privé. L'Alliance du secteur privé pour la nutrition est composée de 23 organisations du Secteur privé et de la Société civile ; elle coordonne les efforts visant à mettre en œuvre des actions pour la fenêtre des 1000 jours les plus décisifs. Les institutions des Nations Unies, les ambassades et les donateurs qui œuvrent sur le terrain dans le pays font partie de la Table ronde des partenaires pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement rural qui vise à harmoniser les actions avec les priorités nationales.

La loi sur le système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle et la politique nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont fourni le cadre politique et institutionnel pour définir, les organes centraux et décentralisés du système, ainsi que la Stratégie nationale de réduction de la sous-nutrition chronique (ENRDC) et le Plan stratégique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (PESAN 2012 - 2016).

Faim Zéro (PPHO) dans lequel tous les secteurs de l'État se sont engagés à réduire la malnutrition chronique des enfants et réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans sévèrement sous-alimentés. Le Plan 2012 - 2016 pour le Pacte Faim Zéro sert de feuille de route pour la mise en œuvre du Pacte Faim Zéro et du Plan stratégique 2012 - 2016 pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le Front parlementaire contre la faim au Guatemala favorise actuellement un mécanisme d'examen juridique pour analyser la cohérence des cadres actuels et promouvoir l'application de la législation existante.

La lutte contre la sous-nutrition chronique est l'une des quatre priorités du gouvernement national de 2012 à 2016 et a conduit à la mise en place du plan pour le Pacte

Le Plan pour le Pacte Faim Zéro est le cadre commun de résultats et est l'instrument technique et opérationnel pour la gestion des ressources et la coordination des actions avec le Secteur privé, la Société civile et les partenaires/donateurs. Le plan comprend des lignes directrices fixées dans l'ENRDC et la Fenêtre des 1000 jours les plus décisifs, qui se reflètent dans trois types d'actions : des actions directes, des actions de viabilité et de durabilité et des actions transversales. Les interventions ont été principalement concentrées sur 166 municipalités prioritaires.

L'Alliance pour la nutrition a aligné ses actions sur le cadre de la fenêtre des 1000 jours les plus décisifs dans 460 communautés, qui relient entre eux, les aspects de la communication, la sensibilisation et l'enrichissement des aliments. L'Alliance, en coordination avec le gouvernement, conçoit un modèle de logistique pour la distribution et la livraison de fournitures et de médicaments aux postes de santé.

Depuis 2012, le Guatemala a mis en place un système comptable intégré pour permettre la visualisation en ligne de l'utilisation des ressources en temps réel. En 2013, le ministère de la Santé a introduit un système de classification thématique pour la planification budgétaire des 13 principales actions visant à prévenir la sous-nutrition chronique.

Les systèmes de surveillance dans SIMON. L'Alliance pour la nutrition mène des enquêtes auprès des utilisateurs afin d'assurer un suivi régulier des services liés à la fenêtre des 1000 jours les plus décisifs.

Pour suivre la progression des objectifs concrets du Plan pour le Pacte Faim Zéro et les dépenses décentralisées, le SESAN a défini 106 indicateurs et coordonné tous les

L'Institut national de statistique effectue un suivi annuel et des enquêtes d'évaluation d'impact sur le Plan pour le Pacte Faim Zéro, en coordination avec le SESAN, et fournit un appui technique à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

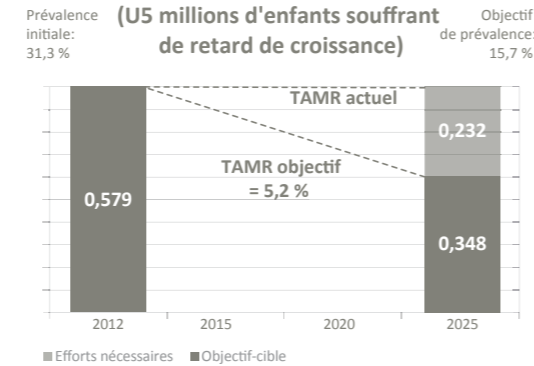
Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Faits marquants

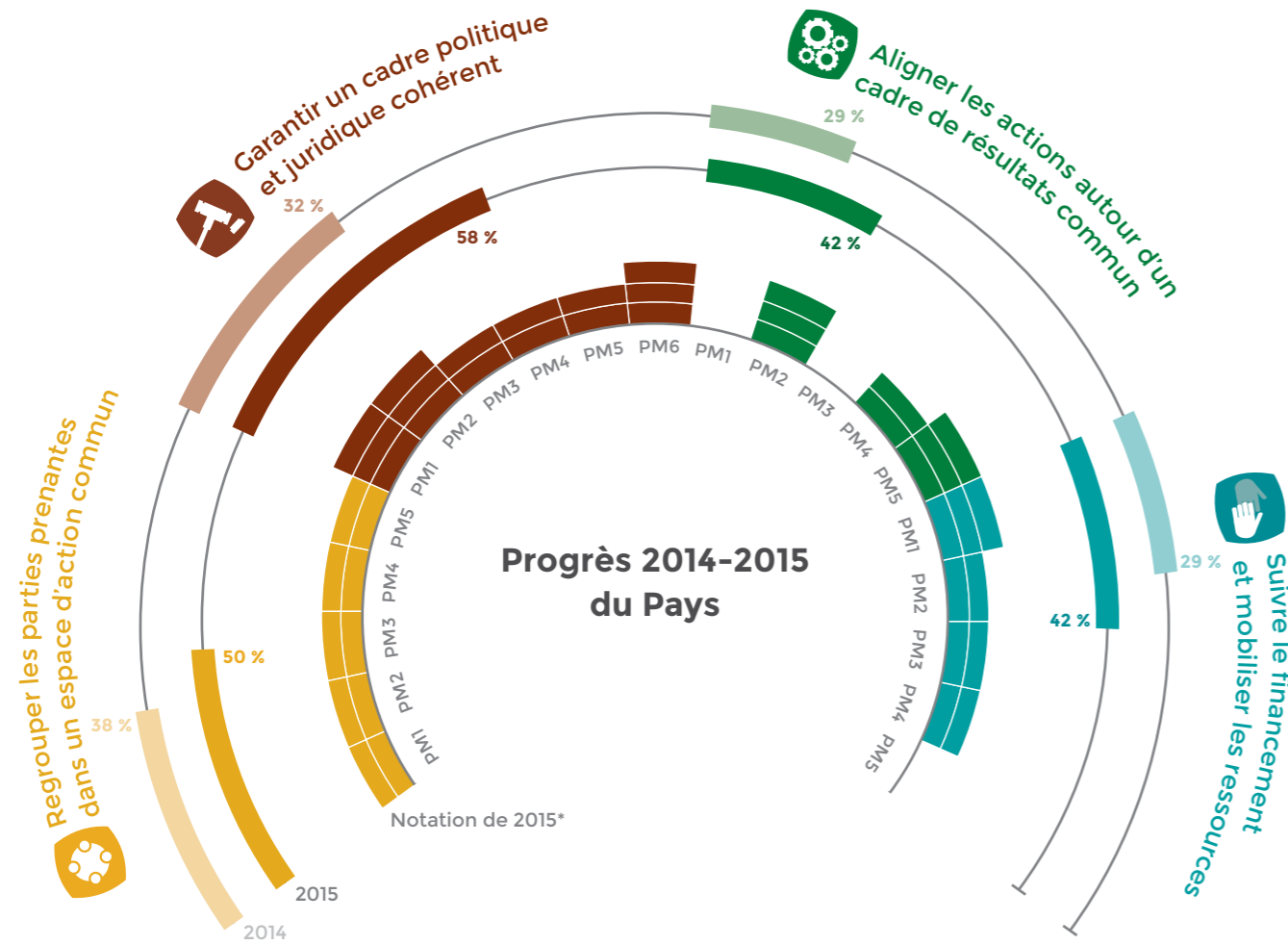
- La Guinée dispose d'une politique nationale d'alimentation et de nutrition (PNAN) depuis 2005 et elle s'est engagée dans sa révision afin de prendre en compte la multi-sectorialité, avec l'appui des Nations-Unies. Celle-ci vient d'être transcrite dans un plan stratégique multisectoriel.
- Cinq sous-groupes techniques sont mis en place au sein du cluster nutrition qui est actuellement la plateforme multisectorielle. Ils se concertent à travers plusieurs sous-programmes mis en œuvre par les collectivités locales.
- Des groupes régionaux de nutrition et d'alimentation, regroupant tous les services régionaux pertinents sont mis en place dans 4 régions sur 8 et se réunissent tous les 2 mois.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	31,3 %
Faible poids à la naissance :	-
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	20,5 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	9,9 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	3,8 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	48,4 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Dans le contexte du virus Ebola en Guinée, le Groupe technique nutrition et alimentation (GTNA) qui était la plateforme multisectorielle a été transformée en Cluster nutrition et sécurité alimentaire pour la période de crise Ebola. Il regroupe les mêmes acteurs du gouvernement, des agences des nations unies et de la société civile.

Il est important de noter que le Conseil National de Nutrition et d'Alimentation annoncé auparavant et placé à la primature n'est pas fonctionnel. C'est le GTNA coordonné par le Point focal Mouvement SUN qui avait fonctionné comme plateforme jusqu'à l'avènement Ebola.

Un facilitateur REACH a été recruté cette année. Il facilite entre autre la coordination nutritionnelle des agences

de l'ONU et entre les agences et le Gouvernement. La société civile est organisée au sein du Conseil national des organisations de la société civile qui a reçu un appui d'UNICEF pour renforcer la nutrition. Le réseau des donateurs et le réseau du secteur privé ne sont pas encore en place. Cependant, une Alliance nationale d'enrichissement des aliments existe. **L'Université de Conakry a ouvert un master en nutrition. En collaboration avec UNICEF, l'Université travaille à la compréhension des causes de la malnutrition chronique en Guinée.**

Le gouvernement travaille en étroite collaboration avec le parlement dans le cadre de la législation favorable à la nutrition. Il travaille également avec les medias.

La Guinée dispose d'une politique nationale d'alimentation et de nutrition (PNAN) depuis 2005 et elle s'est engagée dans sa révision afin de prendre en compte la multisectorialité, avec l'appui des Nations-Unies. La politique ainsi réactualisée est transcrite dans un plan stratégique multisectoriel. Le processus de validation de la politique est engagé pour cette année.

La législation nationale sur la nutrition comprend des lois sur l'allaitement maternel, la nutrition des enfants nés de mères séropositives, le protocole de prise en charge de la malnutrition aigüe, l'iodation du sel, la fortification de la farine et de l'huile. **Cependant, les efforts doivent être poursuivis afin de renforcer ou de diffuser ces législations. La Guinée s'est ainsi engagée à intégrer le code de commercialisation**

des substituts du lait maternel en révisant les dispositions existantes et à renforcer la protection du congé maternité.

La Guinée a élaboré cette année en 2015 un Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) qui prend en compte la nutrition. La nutrition est intégrée à certaines politiques sectorielles telles que l'agriculture et la sécurité alimentaire, la santé publique et l'éducation, et la protection sociale. Une politique d'alimentation scolaire va être élaborée. Cependant, le contenu de la nutrition est parfois insatisfaisant et la coordination entre les ministères techniques est faible. **Un atelier de concertation impliquant tous les acteurs impliqués dans la prise en charge de la malnutrition a été organisé en 2014 pour favoriser des synergies.**

La Guinée vient de recevoir une équipe du Comité Inter Etat de lutte contre la Sécheresse (CILSS) pour appuyer le lancement du Système d'alerte précoce (SAP) et la mise en place du cadre harmonisé qui sera un cadre commun de résultat, le plan d'action multisectoriel n'étant pas encore finalisé.

Cinq sous-groupes techniques sont mis en place au sein du groupe technique nutrition qui est actuellement le cluster. Ces 5 sous-groupes techniques sont : Prise en Charge de la

malnutrition aigüe, Prévention et micronutriments, Enquête et Evaluation, Cash Transfer et Sécurité alimentaire. Ils se concentrent sur les interventions nutritionnelles directes, à travers plusieurs sous-programmes mis en œuvre par les collectivités locales avec l'appui technique des autres secteurs.

L'adjonction d'un système de suivi-évaluation permettant de retracer les progrès constitue un défi à relever.

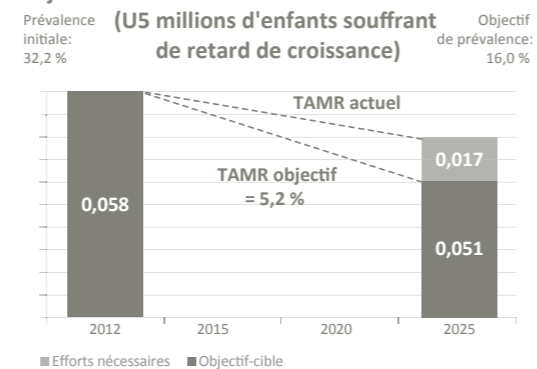
La crise due au virus Ebola a orienté les maigres financements vers la lutte contre ce fléau. Les interventions nutritionnelles ne sont actuellement pas coordonnées sur le plan financier. L'État ne dispose pas de ligne budgétaire spécifique pour la nutrition. Chaque participant dans le secteur est responsable de son propre budget.

Une fois le plan d'action multisectoriel terminé, son chiffrage est prévu, accompagné d'un plaidoyer auprès du gouvernement et des PTF pour son financement.

Faits marquants

- Un groupe Multisectoriel fonctionnel se réunit tous les deux mois pour échanger sur la nutrition
- Trois documents nationaux fournissent un cadre d'orientation pour la mise en œuvre d'interventions multisectorielles de nutrition : la Politique Nationale de Nutrition (PNN); le Plan Stratégique d'Investissement Agricole (PNIA); le Plan Stratégique National de Nutrition, dont l'estimation financière n'a pas encore été faite.
- Les lois relatives à la commercialisation des substituts du lait maternel, à la fortification des aliments et à la création de la Plateforme Multisectorielle sont soumises au parlement, en attente de signature.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	27,6 %
Faible poids à la naissance :	21,3 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	52,5 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	6,0 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	2,3 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	44,6 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

La Politique Nationale de Nutrition adoptée en février 2014 envisage une plateforme multisectorielle de coordination, le Comité National de Nutrition, incluant toutes les parties prenantes échelonné aux niveaux central, régional et communautaire. **Dans l'attente de son institution, un groupe de travail technique rassemble, sous le patronage du Ministère de la Santé, différents secteurs du gouvernement, les nations-unies, les donateurs, afin d'échanger des informations relatives à la nutrition.** Les participants au groupe technique assistent aussi aux réunions du Groupe de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (GSAN) réunit depuis 2011, sous la présidence rotative du PAM et de la FAO, plus de 30 institutions (ONG, Nations-Unies, partenaires techniques et financiers, structures étatiques).

Il existe une Alliance Nationale pour la Fortification des Aliments (ANFA) qui a démarré avec l'appui d'UNICEF, la stratégie d'iode du sel depuis 2012. Elle a été officiellement créée par Arrêté interministériel en avril 2014.

Le Réseau de la Société Civile pour la Souveraineté et la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (RESSAN) existe depuis novembre 2013. Il est créé pour coordonner les actions de ses membres intervenant dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

La Politique nationale de nutrition adoptée en février 2014 fournit le cadre d'orientation pour la mise en œuvre des interventions multisectorielles de nutrition. Elle a été élaborée et validée, suivant une approche participative et inclusive, par les différents intervenants du pays en matière de nutrition.

Les agences des Nations-Unies ont intégré la nutrition dans leur document stratégique de planification commun, UNDAF 2016-2020.

Le Plan Stratégique 2016 – 2020 pour la Nutrition est en cours d'élaboration et prévoit la promotion des aliments riches auprès de la population, la promotion de la disponibilité à imentà re et du revenu des méng es.

Le groupe de travail technique sur la nutrition entreprend un plaidoyer pour une meilleure intégration de la nutrition au niveau des politiques sectorielles. Des programmes et des stratégies contribuent à la nutrition dans les domaines de l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'éducation et la santé.

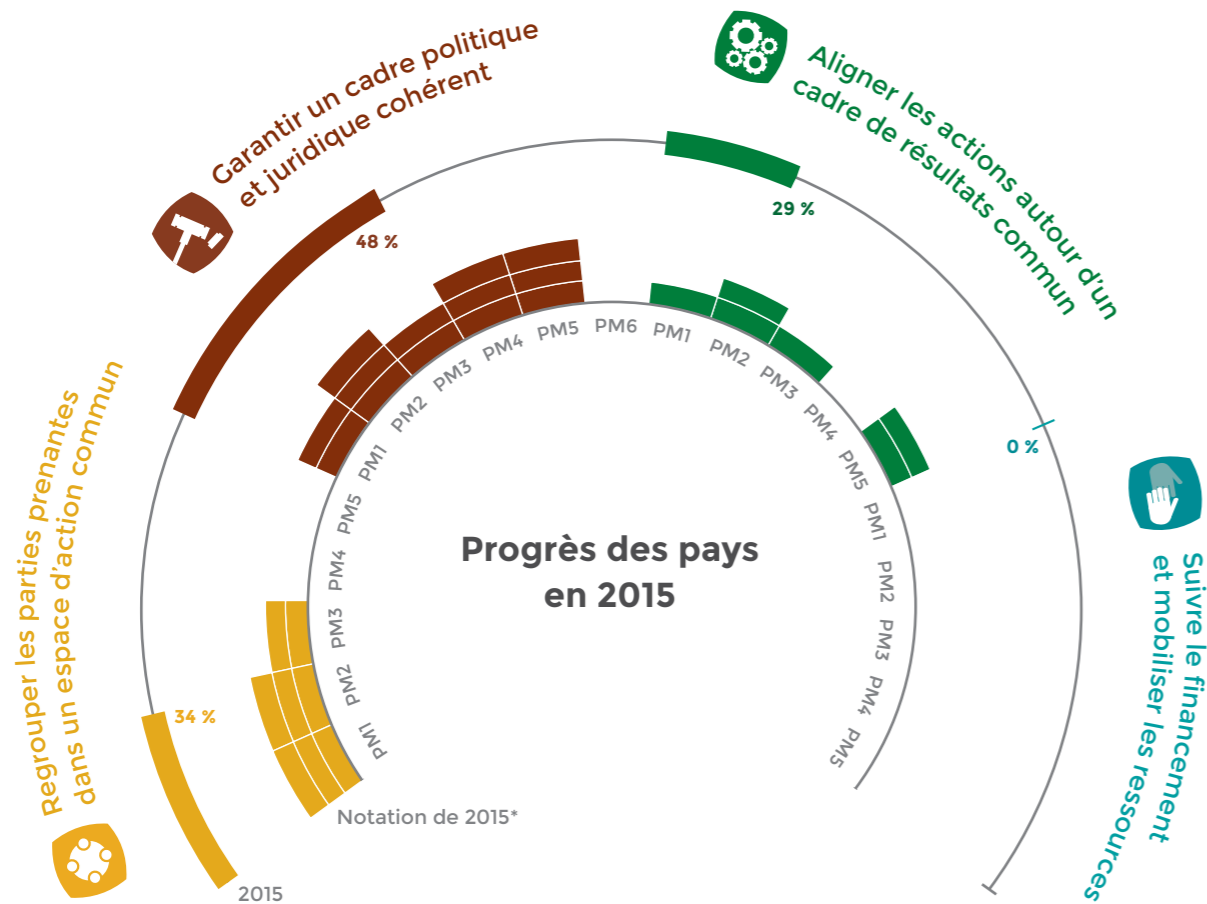
Le Plan Stratégique de Nutrition, en cours d'élaboration, est un plan d'action conjoint pour la mise en œuvre de la politique nationale de nutrition, qui prévoit des mécanismes conjoints de suivi-évaluation et un Cadre Commun de Résultats. **Le groupe de travail technique sur la nutrition travaille sur ce dernier élément, en participant à l'identification des objectifs nutritionnels communs au niveau national, au soutien à l'organisation de CCR et au renforcement des capacités, avec le soutien des Nations-Unies.**

Des projets sont en cours pour le renforcement de la prise en charge nutritionnelle dans les écoles via la promotion

de jardins, distribution de vivres, formation des professeurs en matière de nutrition, mais la plupart de ces programmes se termineront fin 2015. Les communautés productrices de sel sont aussi soutenues dans la commercialisation de leurs produits. Sur la protection sociale, l'UE travaille avec les agences de santé communautaires pour un accès universel aux soins de santé gratuits sur un projet de réduction de la mortalité materno-infantile, et un volet jardin et cantines scolaires. Une révision du Plan National d'Investissement Agricole a été réalisée, fin 2013, par tous les acteurs impliqués, afin de prendre en compte les aspects oubliés dans la précédente politique dont la nutrition.

Le Plan Stratégique de Nutrition doit inclure un budget prévisionnel pour la mise en œuvre de la Politique Nationale de Nutrition, qui permettra la mobilisation des ressources et le suivi des financements qui seront mobilisés pour les activités de nutrition.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Faits marquants

- Il existe un réseau de journalistes contre la faim et un réseau de journalistes en santé-nutrition, qui organisent des journées annuelles de formation pour les journalistes.
- La Première Dame est engagée dans des activités de santé qui incluent la nutrition. En 2015, elle a affirmé que 'le lait maternel est la composition idéale pour la nutrition des bébés jusqu'à l'âge de 6 mois'.
- Le "Comité Technique Nutrition" (CTN) et le groupe de travail technique de sécurité alimentaire et nutritionnelle permettent au gouvernement et aux donateurs d'échanger mensuellement sur la situation nutritionnelle et de collaborer pour éviter la duplication des programmes et des financements.

Rétrospective: Progrès rapportés lors de l'exercice d'auto-évaluation 2014

50 % Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

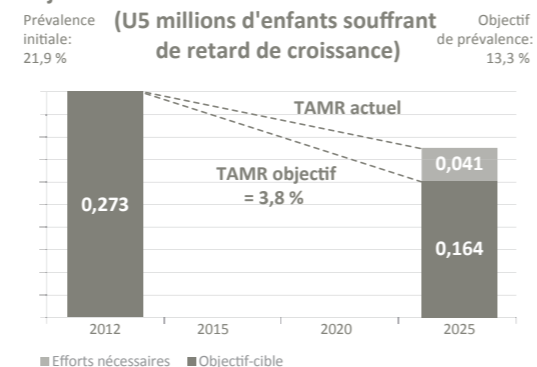
54 % Garantir un cadre politique et juridique cohérent

25 % Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

50 % Suivre le financement et mobiliser les ressources

2014

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	21,9 %
Faible poids à la naissance :	19,1 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	39,7 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	5,2 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	3,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	37,1 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



Le mandat de la Commission nationale de lutte contre la faim et la malnutrition (COLFAM), antérieurement chargée de l'orientation stratégique du cadre stratégique national contre la faim et la malnutrition (ABA GRANGO), n'a pas été renouvelé à son expiration (2014). Cette structure présidée par la Première dame d'Haïti, était composée de représentants de cabinets du Président, du Premier ministre, de ministères de tutelle et du Pa lement.

En parallèle, existent des groupes de coordination pilotés par le gouvernement : le Comité technique Nutrition (CTN) et un Groupe technique de sécurité alimentaire et nutritionnelle (GTSAN) associant représentants gouvernementaux, donateurs et différents acteurs clés.

Une plateforme nationale de recherche a été créée avec le soutien d'Harvest Plus, associant trois ministères (agriculture, développement durable, éducation nationale). Il est prévu que le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) s'y associe.

Plus d'une dizaine de rencontres ont été organisées avec des acteurs de la société civile. Le réseau de journalistes en santé-nutrition, lancé avec le soutien du Brésil, de l'OMS et de l'UNICEF, est toujours actif. Enfin, le dispositif REACH, mis en place début 2015, définit actuellement son périmètre d'intervention.



Haïti dispose d'une politique nationale nutritionnelle actualisée et d'un Plan Stratégique de Nutrition (2013-2018), sur lesquels la nouvelle stratégie nutrition d'UNICEF 2014-2017 est alignée. Un Plan de communication a été finalisé et partagé avec le Secrétariat du Mouvement SUN.

Le Conseil de Développement Economique et Social (CDES), dépendant de la primature, rédige actuellement un document de Politique Nationale de Souveraineté et de Sécurité alimentaire et Nutritionnelle. Une loi sur la fortification des aliments a été votée au Sénat en 2014 - 2015 et doit être approuvée par les députés.



Un nouveau plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle courant jusqu'en 2025 est en cours d'élaboration sous la houlette de la Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNSA), selon une approche participative et en s'inspirant de documents existants et de 15 mesures proposées par le Comité de stabilisation des prix.

Un plan de relance agricole élaboré par le Ministère de l'Agriculture constitue l'axe principal de développement du gouvernement mais la valorisation des aliments locaux et leur importance pour une bonne nutrition pourraient être mieux intégrée au programme d'achat de produits agricoles locaux. Le concept « agriculture de santé publique » est mis en œuvre au niveau de plusieurs projets.

Le MSPP a lancé en Mai 2015, la production de sel iodé soutenue par l'USAID via l'UNICEF, qui est maintenant disponible au niveau des 10 départements sanitaires.

Une « Task Force » associant le Ministre de l'Education nationale, le Canada et la Banque Mondiale travaille sur une Politique de Cantines scolaires, qui intégrera les leçons tirées de l'évaluation en cours de l'alimentation scolaire menée par le PAM. Cette évaluation porte sur les cantines scolaires, la supplémentation en micronutriments et le développement des capacités. En parallèle, un programme présidé et supporté par le bureau de la première dame et le MSPP, a été initié afin de renforcer l'assainissement des écoles.

Enfin, un nouveau projet pour la protection sociale visant la réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté avec une forte composante nutrition, est mené par un consortium CARE, PAM et ACF (financement de l'USAID).



La ligne budgétaire du gouvernement pour la nutrition, créée en 2013, n'est pas alimentée : aucun financement pour la nutrition n'a été perçu de 2012 à 2014. La mobilisation de ressources financières

extérieures allant au-delà de l'urgence est une priorité et la préparation du Fonds Européen de Développement constitue une fenêtre d'opportunité.

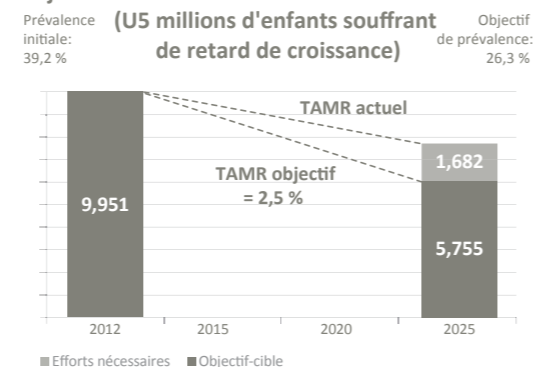
Indonésie

Date d'adhésion :
Décembre 2011

Faits marquants

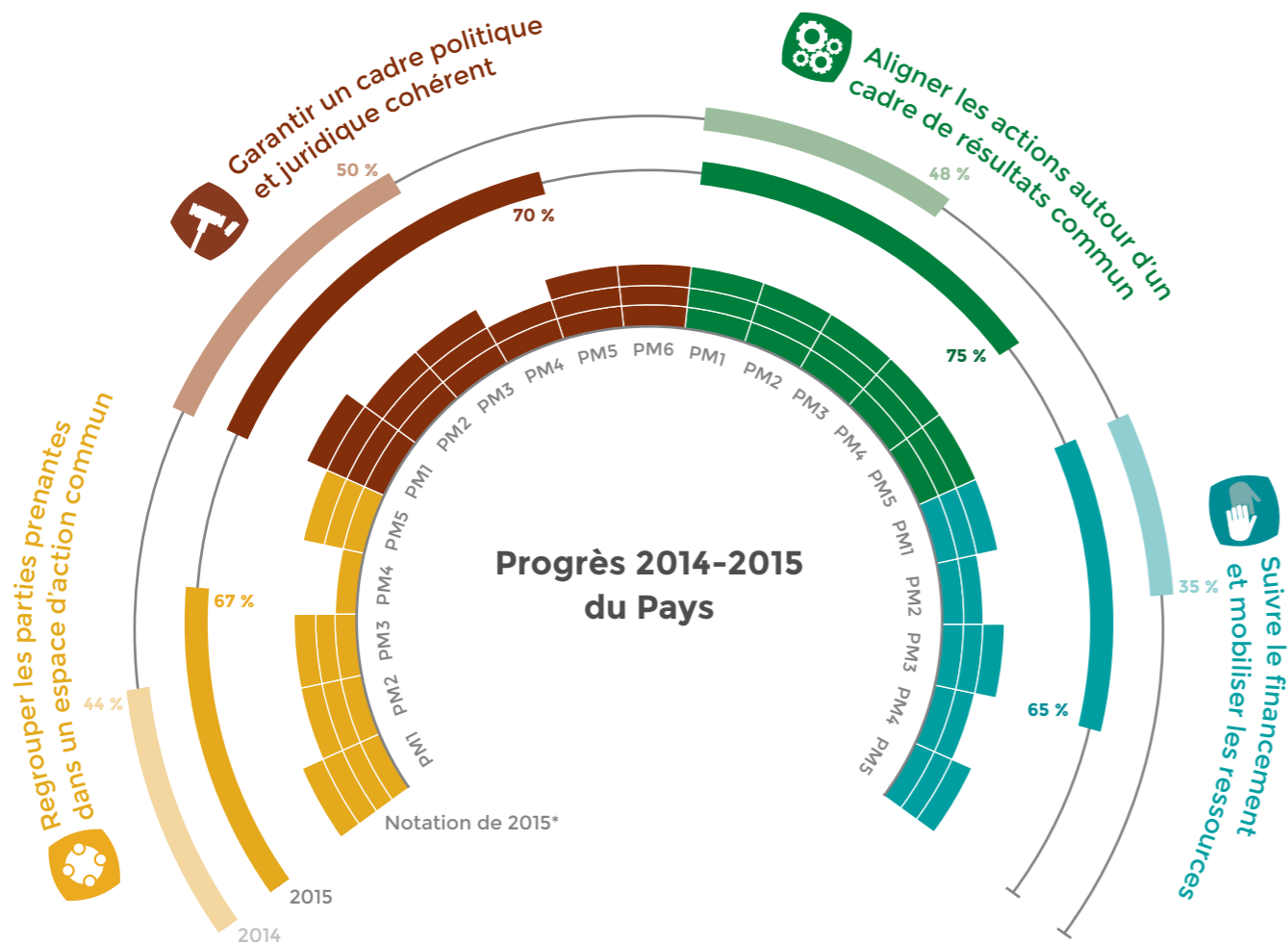
- Un Secrétariat du Mouvement SUN entièrement fonctionnel a été mis en place au ministère d'État pour la Planification du développement national dans le but de coordonner les activités du Mouvement SUN.
- Il élabore actuellement une ligne directrice pour les conflits d'intérêts inspiré du document sur la prévention et la gestion des conflits d'intérêt publié par le GSO - SUN.
- Le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition (RAN-PG) de 2015 à 2019 inclut tous les programmes menés par les ministères / organismes, ainsi que les donateurs, les agences des Nations Unies, les OSC, et le secteur privé et sert de référence aux gouvernements locaux (provincial et de district) dans la formulation de leur plan d'action régional sur l'alimentation et la nutrition (RAD-PG).

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	36,4 %
Faible poids à la naissance :	7,3 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	41,5 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	13,5 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	11,5 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	22,5 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Le décret présidentiel n° 42/2013 de la République d'Indonésie sur le Mouvement national pour accélérer l'amélioration de la nutrition dans le cadre des « 1000 jours les plus décisifs » a conduit à la création d'un groupe de travail de haut niveau, placé sous la tutelle du ministère du Bien-être des populations. **Ce groupe de travail réunit plusieurs parties prenantes et 13 ministères concernés au niveau national et infranational et devrait être décentralisé au niveau provincial.** Le décret n° 11/2014 du ministère du Bien-être des populations a conduit à la mise en place d'une équipe technique pour faciliter la coordination au niveau national.

La signature du décret n° 37/2014 par le vice-ministre des Ressources humaines et de la culture a abouti à la mise en place de six groupes de travail (campagnes, plaidoyer, formation, planification et budgétisation, partenariat et étude des facteurs de risque de l'environnement). Ces groupes sont

soutenus par une équipe d'experts avec des parties prenantes du gouvernement, du secteur privé, des agences des Nations Unies (ONU), du réseau international de partenaires, de la communauté et des organisations sociales, des organisations professionnelles, des universités et des médias.

Le ministère d'État en charge de la planification nationale du développement abrite un Secrétariat du Mouvement SUN pleinement opérationnel.

L'adhésion au Réseau du secteur privé s'est élargie et les partenaires internationaux de développement et agences des Nations Unies font partie du Réseau de donateurs et du Réseau de pays des Nations Unies sur la nutrition (DUNCNN). Le DUNCNN fournit un appui au Secrétariat du Mouvement SUN. Les termes de référence de l'Alliance de la société civile SUN ont été finalisés.

Le Plan national de développement à moyen terme (RPJMN) 2015 - 2019 (décret présidentiel n° 2/2015) **précise les résultats des programmes de nutrition pertinents et inclut le cadre de la politique de base pour les « 1000 premiers jours les plus décisifs de la vie ».**

Le Mouvement SUN en Indonésie est soutenu par le règlement gouvernemental n° 17/2015 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en application de la loi n° 18/2012 sur les aliments. Ce règlement exige que le gouvernement décentralise et mette en œuvre le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition (RAN-PG) au niveau national et local.

Le RAN-PG (2011 - 2015) a été formulé en utilisant l'approche des 5 piliers, à savoir :

- l'amélioration de l'état nutritionnel communautaire
- l'accroissement de l'accessibilité à la nourriture
- l'amélioration de la qualité et de la sécurité alimentaire
- la promotion de comportements sains, et
- le renforcement de l'institutionnalisation de l'alimentation et de la nutrition.

Le prochain RAN-PG 2015-19 est en cours d'élaboration avec des composants multi-sectoriels reflétant à la fois la sous-nutrition et la surnutrition. Il comprend une définition des rôles de tous les acteurs impliqués dans les interventions spécifiques à la nutrition et les interventions contribuant à la nutrition.

Le RAN-PG (2011-15) constitue actuellement le cadre de résultats commun (CCR) sur lequel toutes les parties prenantes en Indonésie alignent leur soutien. Le Plan d'action régional sur l'alimentation et la nutrition (RAD-PG) de 2011 à 2015 a été mis au point dans toutes les 34 provinces et rassemble les parties prenantes au niveau sous-national. **Plusieurs districts ont commencé à élaborer leurs plans d'action afin d'inclure le cadre du « Mouvement pour les 1000 jours les plus décisifs de la vie ».**

Le RAN-PG (2015-2019) comprendra tous les programmes menés par les ministères/organismes, ainsi que les donateurs, les agences des Nations Unies, la société civile et le secteur privé. Une fois finalisé, il servira de référence aux collectivités

locales (provinces et districts) dans la formulation de leurs nouveaux RAD-PG.

L'approche de la plate-forme multi-secteur du Mouvement a été intégrée dans le RPJMN 2015 à 2019. Le gouvernement a utilisé cinq indicateurs (anémie, retard de croissance, émaciation, obésité, allaitement maternel exclusif) comme référence pour tous les acteurs contribuant à accélérer l'amélioration de la nutrition. Le suivi et l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre des plans d'action sont limités aux secteurs gouvernementaux. Il y a la nécessité d'un mécanisme de suivi et d'évaluation des services fournis par les secteurs non gouvernementaux.

Le gouvernement central s'est engagé à consacrer 5 % du budget de l'État au secteur de la santé en 2016. L'on note aussi l'augmentation de l'allocation budgétaire en 2016 pour les ministères impliqués dans des interventions contribuant à la nutrition (travaux publics et logement, éducation et culture, agriculture, planification familiale et responsabilisation des femmes).

Le règlement gouvernemental n° 39 de l'année 2006 relatif à la procédure de suivi et d'évaluation du Plan de développement exige de chaque ministère/agence de faire un rapport

d'utilisation du budget alloué en vue de l'identification du type de dépenses effectuées.

Le gouvernement dispose d'un plan budgétaire à long terme, comme indiqué dans le RPJMN 2015 - 2019, cependant, les donateurs et le secteur privé ne disposent pas toujours d'un plan de financement pluriannuel. La cartographie du budget et le suivi financier des activités liées à la nutrition à travers des organismes gouvernementaux ont été réalisés ; et ceux des secteurs non gouvernementaux est toujours en cours.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

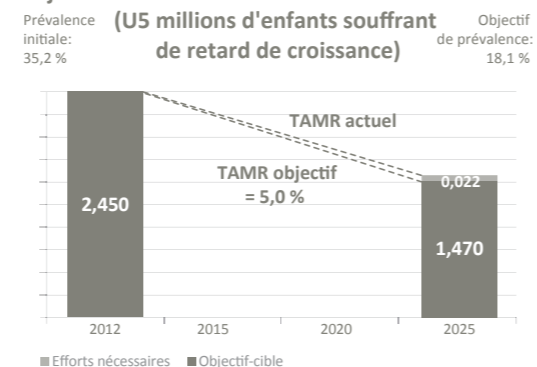
Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Faits marquants

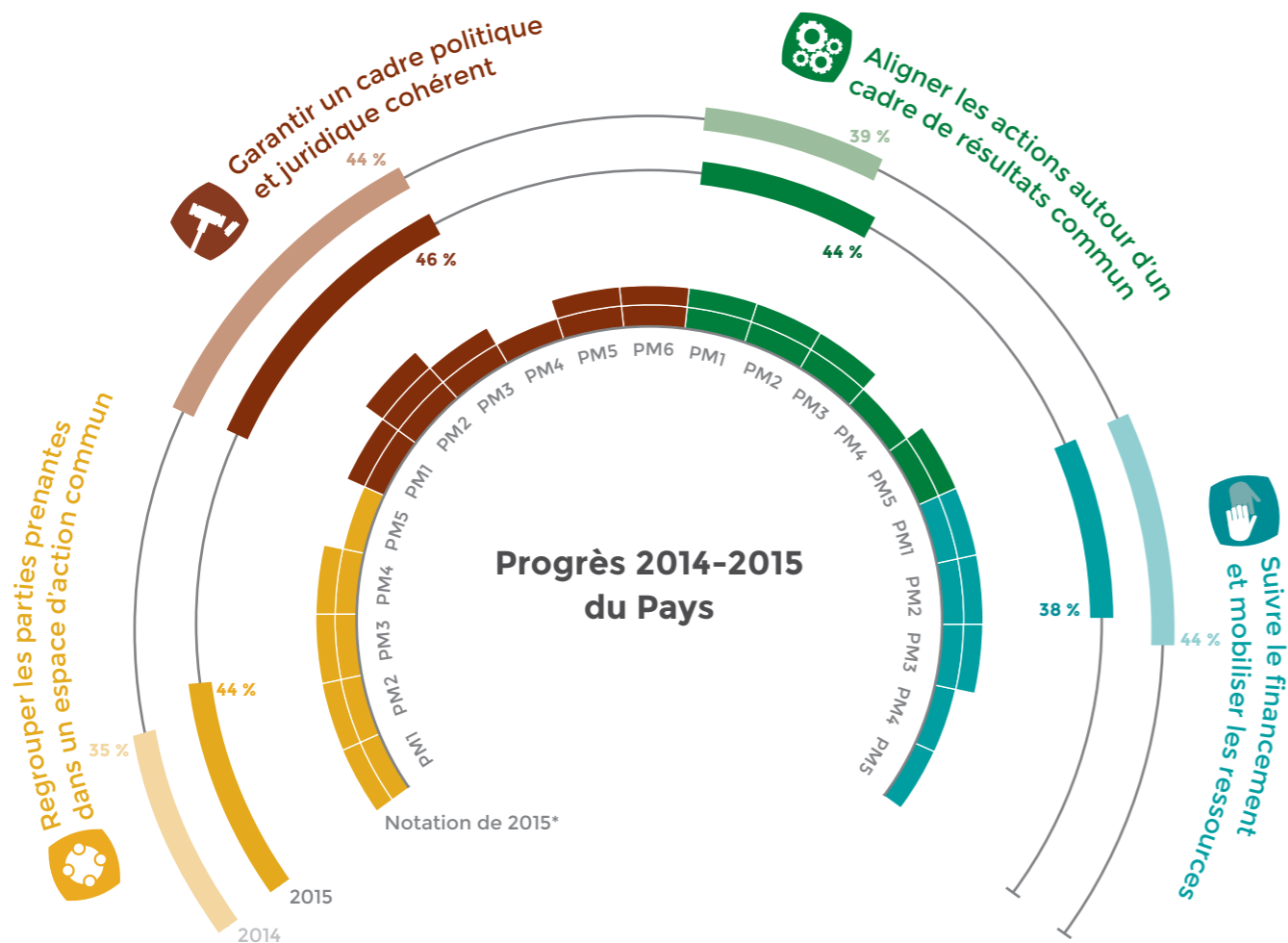
- Le Réseau du secteur privé Mouvement SUN formé en 2015 a lancé une analyse du paysage pour identifier les principaux domaines d'intérêt. Il s'agit du tout dernier réseau de pays déjà bien établi (Réseau de l'ONU, Réseau du gouvernement, Réseau des donateurs, Réseau de la société civile) dotés de plans de travail et des organes isateurs.
- Un groupe de travail sur le Plaidoyer, la communication, et la mobilisation sociale (ACSM) a remplacé le groupe de travail qui avait largement diffusé la série 2013 du The Lancet et le Plan d'action national sur la nutrition dans 42 des 47 comtés. Le projet d'une stratégie de l'ACSM doit être validé en août 2015.
- Les comtés ont commencé à développer leur propre plan d'action de la nutrition en s'inspirant du Cadre de résultats commun national ; 7 des comtés l'ont chiffré, achevé et diffusé.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	26,0 %
Faible poids à la naissance :	5,6 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	61,4 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	4,0 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	4,1 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	25,0 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Le Secrétariat multi-sectoriel pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle envisagé dans la Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Kenya (KFNSP) n'existe pas encore, car la politique n'est pas validée. Toutefois, **une feuille de route multisectorielle et multi-acteurs est en cours d'élaboration pour ancrer la coordination de la nutrition au niveau le plus élevé.** Dans le même temps, le Comité de coordination interagences pour la nutrition (NICC), présidé par le Point focal du gouvernement Mouvement SUN (FP), par ailleurs Directeur de la nutrition au ministère de la Santé publique et de l'assainissement, coordonne les interventions spécifiques en matière de nutrition. Le Comité de coordination interagences pour la nutrition implique cinq ministères, les Nations Unies, la société civile et le milieu universitaire. Il **est assisté par un comité technique et consultatif Mouvement SUN nouvellement créé** et une équipe de coordination Mouvement SUN, composée de neuf ministères engagés dans la Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Kenya. Des possibilités restent ouvertes pour l'implication d'autres acteurs de la nutrition.

Le Point focal SUN du gouvernement est assisté par un conseiller technique de l'UNICEF en temps plein, financé par l'Union européenne (UE). Avec la formation officielle du Réseau du secteur privé Mouvement SUN en janvier 2015, le Kenya a maintenant quatre réseaux en place, chacun ayant des termes de référence, des plans de travail et des coordinateurs identifiés (respectivement l'UNICEF, l'UE, GAIN, ACF). **Tous les réseaux ont récemment accueilli de nouveaux membres et l'Alliance de la société civile (ASC) a mis en place cinq alliances décentralisées.** Les réseaux du secteur privé, des donateurs et de l'ONU ont récemment terminé une cartographie de leurs circonscriptions dans le pays (alors qu'elle est en cours pour l'ASC). Les discussions sont en cours concernant la création d'une plate-forme académique.

La Première Dame coordonne la nutrition depuis 2014 et **une stratégie d'engagement a été rédigée en 2015.** L'ASC s'est activement engagée auprès des parlementaires et un **symposium national de la nutrition a été organisé par le gouvernement pour « redoubler d'engagements pour le Mouvement SUN au Kenya » en février 2015 afin de maintenir les engagements envers la nutrition.**

La constitution du Kenya reconnaît le droit à l'alimentation et à la nutrition de base. La législation sur la nutrition comprend le contrôle de la commercialisation des substituts du lait maternel, la réglementation sur l'enrichissement par des nutriments, la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant, la supplémentation en fer et acide folique pour les femmes enceintes et allaitantes.

Le secteur agricole, Document de stratégie de développement national et de réduction de la pauvreté 2030, Stratégie économique pour la création de richesse et d'emplois, Politique nationale de santé en milieu scolaire, Politique nationale de protection sociale. Toutefois, **des lignes directrices pour l'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles font défaut.** Récemment, des efforts ont été orientés vers l'inclusion de la nutrition dans les programmes, du développement de la petite enfance au développement au niveau secondaire et dans les projets de loi sur la santé et la politique de la santé 2030. **Une stratégie de plaidoyer, communication et mobilisation sociale doit être finalisée d'ici août 2015.**

La politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été approuvée en 2012 par neuf ministères. La nutrition est intégrée dans les documents suivants : Stratégie de développement du

Le Plan national d'action pour la nutrition (NNAP) 2012-2017 sert de cadre commun de résultats (CCR) pour les ministères de la Santé et de l'Agriculture. Il se concentre sur des interventions nutritionnelles à fort impact, les maladies non transmissibles, le surpoids et l'obésité. En 2014, 66 % des comtés du Kenya ont élaboré des plans d'action liés à la nutrition.

Comme il n'existe pas de CCR pour les acteurs contribuant à la nutrition, **des discussions sont en cours pour identifier des indicateurs et des programmes clés dans lesquels les différents ministères peuvent s'engager.** Ce processus s'appuiera sur l'analyse des politiques et le suivi financier visant à déterminer le niveau de contribution des secteurs à la nutrition et aidera à définir les approches à aligner dans les secteurs.

Récemment, une étude de faisabilité pour la plate-forme d'information nationale de la nutrition (NIPN) a été menée conjointement avec l'UE.

Le Plan national d'action pour la nutrition a été chiffré **(et 7 comtés ont chiffré leurs propres plans), alors que le chiffrage des activités contribuant à la nutrition est en cours avec l'appui de l'UNICEF et l'implication du secteur privé.**

avec le soutien de l'UNICEF, du Réseau de donateurs et de l'ASC.

Les ministères de la Santé et du genre disposent des lignes de nutrition et **un système de suivi financier pour les activités de nutrition intra et extra-budgétaires est en cours d'élaboration,**

L'UE a accordé 19 millions d'euros pour un programme de résilience de nutrition reparté sur quatre ans. Destiné à améliorer la nutrition maternelle et infantile, ce programme sera mis en œuvre par l'UNICEF et le gouvernement. Le plan pluriannuel du DFID pour la nutrition (2012-2015) a été chiffré à 30 millions de dollars US.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

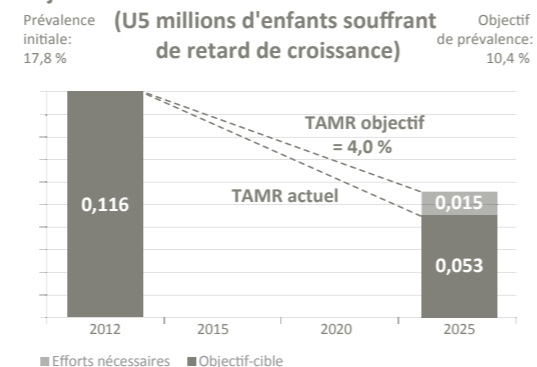
Kirghizistan

Date d'adhésion :
Décembre 2011

Faits marquants

- La Alianza de la Sociedad Civil ha acelerado sus esfuerzos de promoción y ha reunido a más de 40 organizaciones no comerciales (NCO) e individuos a lo largo del país.
- Los esfuerzos conjuntos de autoridades estatales, organizaciones internacionales y la sociedad civil han llevado a la adopción de la Ley n.º 54 sobre "Inserción de enmiendas y adiciones a la ley de la República de Kirguistán de enriquecimiento de la harina para panificación" del 12 de marzo de 2015.
- El Programa de Seguridad Alimentaria y Nutricional funcionará como la hoja de ruta para la implementación de intervenciones sobre la nutrición; sin embargo, los recursos actuales para la implementación son limitados. El programa será financiado principalmente a través del presupuesto estatal, con la complementación de apoyo externo.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	12,9 %
Faible poids à la naissance :	5,9 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	41,1 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	2,8 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	7,0 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	32,5 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Le gouvernement de la République kirghize s'est engagé au plus haut niveau à soutenir la nutrition et a fait des progrès significatifs en rassemblant différentes parties prenantes dans le cadre d'actions communes. Des institutions telles que le ministère de la Santé, le ministère de l'Agriculture et du développement, l'Association kirghize des producteurs de sel et l'Association des meuniers, l'Association des comités villageois de santé, le Centre national de santé maternelle et infantile, travaillent actuellement à améliorer la nutrition au sein de la population.

Une plate-forme multi-sectorielle doit encore être institutionnalisée bien que les partenaires du développement travaillent efficacement ensemble pour développer des mécanismes de coordination en coopération avec d'autres réseaux.

En comparaison à l'année précédente, **la participation de multiples parties prenantes a augmenté de manière significative, surtout avec l'augmentation des membres de la société civile et du milieu universitaire. Les politiciens au**

niveau exécutif ont été engagés et les représentants régionaux impliqués dans les différents processus. Cependant, il faut noter la nécessité de décentraliser la structure de coordination aux niveaux régional et provincial. L'absence d'une stratégie de plaidoyer et de communication est un défi si des progrès importants doivent être réalisés en termes d'impact sur les décideurs politiques concernés, afin qu'ils allouent des ressources pour la nutrition.

Le Réseau de la société civile a été mis en place, tandis que des efforts sont en cours pour établir des réseaux de milieu universitaires et du secteur privé. Le règlement de l'Alliance de la société civile a été approuvé et un conseil d'administration élu. **L'Alliance de la société civile a accéléré ses efforts de plaidoyer et réuni plus de 40 organisations non commerciales et personnalités à travers le pays. La cartographie de la société civile et des organisations non commerciales est en cours (réalisée à 65 %).**

La nutrition a été intégrée dans de multiples politiques et programmes sectoriels, notamment celui du ministère de la Santé, du ministère de l'Agriculture et du développement et du ministère du Développement social. L'Analyse des stratégies, politiques et cadres réglementaires en place et la cartographie des programmes et projets sont en cours avec la collaboration des parties prenantes. **Une analyse des mécanismes de coordination avec les structures du secteur privé est en cours.**

Les efforts conjoints des autorités étatiques, des organisations internationales et de la société civile ont conduit à l'adoption

de la Loi n° 54 sur « l'insertion des amendements et des ajouts à la loi de la République kirghize sur l'enrichissement de la farine à pain » du 12 mars 2015. Une ébauche de décret gouvernemental de la République kirghize sur l'enrichissement de la farine à pain est en cours de finalisation. **Le Programme national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui couvre les quatre piliers de la sécurité alimentaire, a été mis au point. Un des succès dans les efforts de plaidoyer est l'inclusion de la nutrition dans le Programme de protection sociale de la République kirghize (de 2015 à 2017).**

Le Programme de sécurité alimentaire et nutritionnel est en cours d'examen par le gouvernement. Une fois approuvé, il servira de Cadre commun de résultats (CCR). Il décrit les redevabilités des secteurs dans la mise en œuvre des interventions prioritaires de nutrition.

Le ministère de la Santé met en œuvre plusieurs interventions spécifiques à la nutrition, qui comprennent la promotion de l'allaitement maternel exclusif pour les enfants de moins de 6 mois, la nutrition des femmes enceintes et allaitantes, la

promotion de l'iodation du sel et de l'enrichissement de la farine. Il s'agit aussi d'améliorer le suivi de la croissance par le ministère de la Santé.

La législation pour la nutrition est disponible, mais sa mise en œuvre efficace est nécessaire.

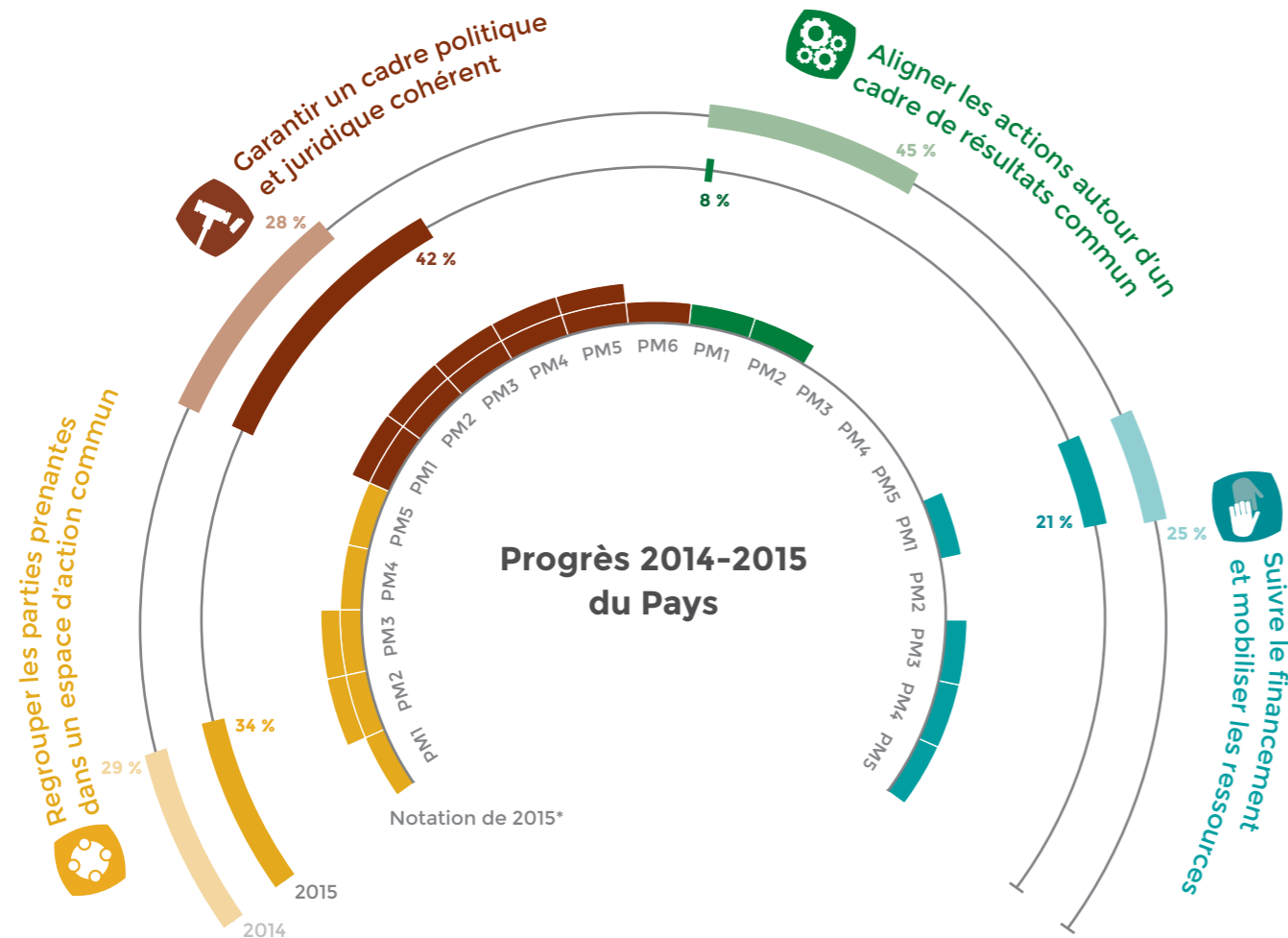
La République kirghize reconnaît que les systèmes d'information de la nutrition doivent être renforcés pour plus d'efficacité de la programmation fondée sur des preuves.

Le Programme de sécurité alimentaire et nutritionnel servira de feuille de route pour la mise en œuvre des interventions nutritionnelles, cependant, les ressources actuelles de mise en œuvre sont limitées. Le programme sera principalement financé par le budget de l'État et complété par un appui extérieur.

Les rapports sur les dépenses budgétaires de l'État sont disponibles, mais les rapports financiers et d'audit réguliers sur

les programmes relatifs à la nutrition ne sont pas disponibles. Le financement de la nutrition ne figure pas comme priorité dans l'agenda national. **Pour assurer le financement durable de la nutrition, une stratégie de mobilisation des ressources à long terme en ligne avec le programme national de sécurité alimentaire et nutritionnel, est nécessaire.**

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

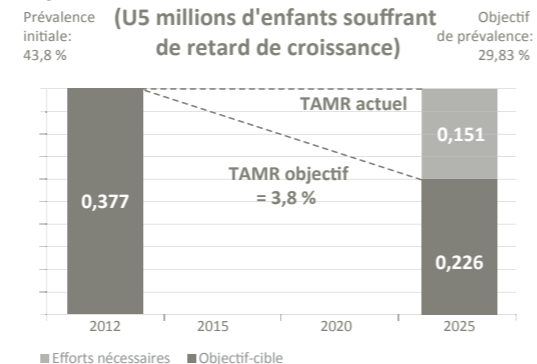


Date d'adhésion :
Avril 2011

Faits marquants

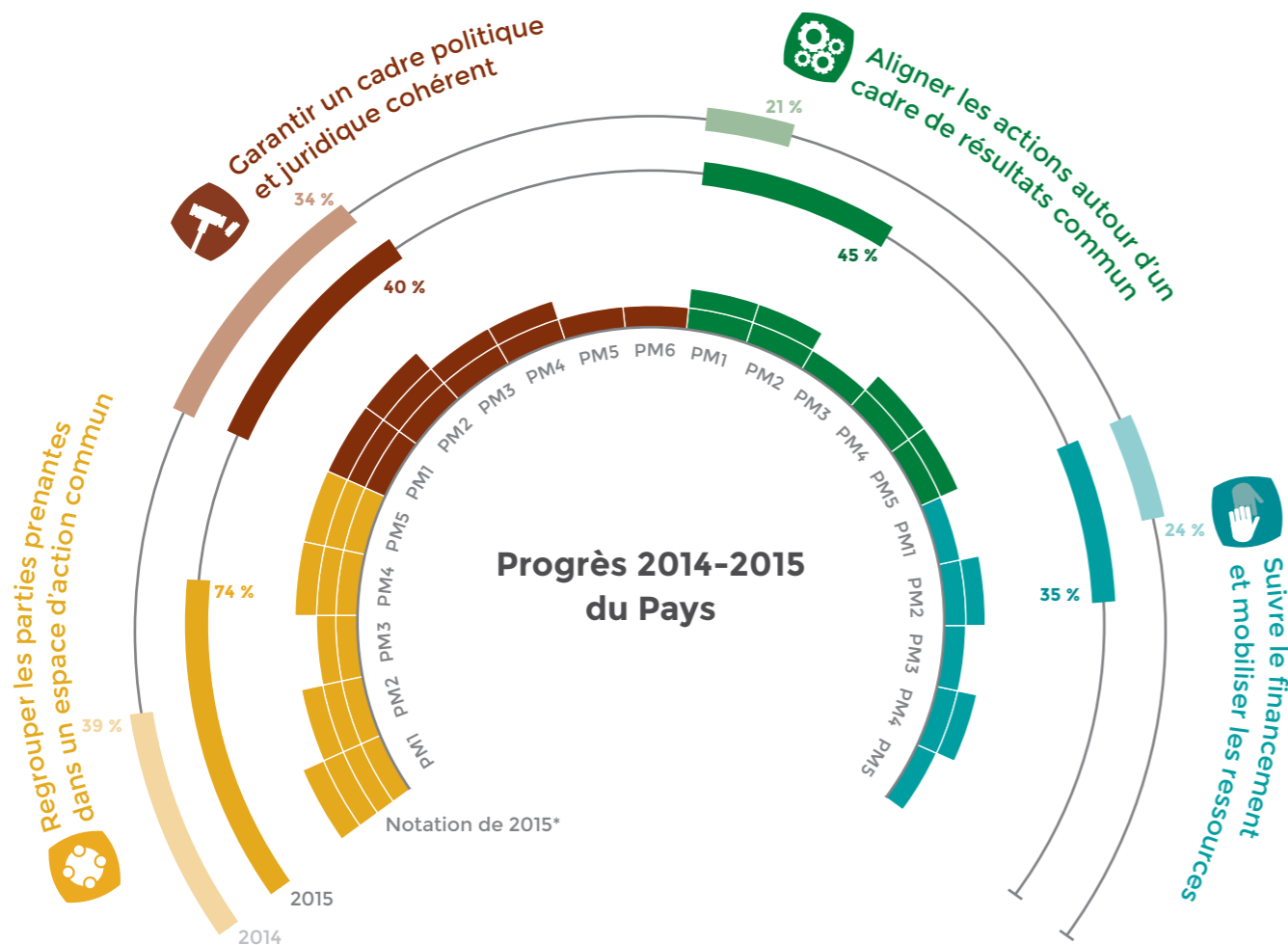
- Dans le processus de révision et d'actualisation de la Stratégie nationale de nutrition à l'horizon 2025 et du Plan d'action 2016 à 2020 en vue de donner la priorité à la nutrition en utilisant une approche de programmation convergente.
- Les cadres communs de résultats seront finalisés d'ici la fin de 2015 avec un plan d'action construit autour de la matrice et un plan de suivi et d'évaluation.
- Le Comité national de la nutrition (NNC) est la plate-forme multi-sectorielle (MSP) appuyée par un secrétariat fonctionnel qui vise à assurer la continuité de l'augmentation des investissements en faveur de la nutrition, à établir tous les mécanismes institutionnels et les modalités nécessaires pour résoudre les problèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	43,8 %
Faible poids à la naissance :	14,8 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	40,4 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	6,4 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	2,0 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	31,0 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Fondé en juillet 2013, le Comité national de la nutrition (NNC) est la plate-forme multi-sectorielle (MSP) en République démocratique populaire lao. Ce comité est dirigé par le vice-Premier ministre, ce qui témoigne de l'engagement de haut niveau à l'amélioration de la nutrition pour le peuple de la République démocratique populaire lao. Le comité rassemble des représentants de quatre ministères, des secteurs, des départements et d'organismes ; il est appuyé par un secrétariat fonctionnel abrité par le département de la promotion de la santé et de l'hygiène au ministère de la Santé.

Il se réunit tous les trimestres sous l'égide de l'équipe dirigée par le gouvernement et le Groupe de travail technique national de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les réunions visent à assurer la coordination et la collaboration efficace pour l'alimentation et la nutrition au niveau national.

Au niveau décentralisé : trois comités provinciaux et six comités de district pour la nutrition ont été mis en place. La République démocratique populaire lao vise à étendre le mécanisme de la MSP à d'autres provinces et districts pour améliorer la coordination des programmes de nutrition à tous les niveaux, en vue d'atteindre les populations les plus vulnérables.

Le Groupe de partenaires de développement (DP) pour la nutrition englobe près de 28 représentants des Nations Unies (ONU), les organismes donateurs et les organisations de la société civile. L'UNICEF et l'Union européenne sont les coorganisateur du Groupe de partenaires de développement pour la nutrition. L'Alliance de la société civile Mouvement SUN au Laos est un membre actif de longue date de la MSP.

La programmation de la nutrition est régie par deux documents de politique : la Stratégie et le plan d'action national de la nutrition 2010-2015 (NNS-PA 2015) et la Politique nationale de nutrition.

La stratégie actuelle expirant en 2015, les parties prenantes élaborent actuellement la Stratégie nationale de nutrition 2025 et le Plan d'action 2020 (NNS-PA 2025). La composante de la stratégie est en cours d'élaboration pour donner la priorité à la nutrition en utilisant une approche de programmation convergente. Elle est basée sur les leçons tirées d'une initiative pilote lancée dans trois provinces et six districts cibles. Le plan d'action de la composante de la NNS-PA 2025 se termine en 2020 ; il sera élaboré en ligne avec le Plan quinquennal national de développement socio-économique VIII qui se termine en 2020.

Il existe d'autres politiques et stratégies en place qui sont pertinentes pour la nutrition, notamment :

- la **Stratégie d'agriculture et de développement rural 2015 - 2025**
- la **Stratégie de santé maternelle, du nouveau-né et de l'enfant 2016 - 2025, et**
- la **stratégie d'approvisionnement en eau et d'assainissement.**

Des efforts ont été réalisés concernant une gamme de politiques et d'instruments juridiques communautaires, tels que le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, la législation sur la protection de la maternité, les lignes directrices ANJE et les lignes directrices de sensibilisation intégrée et de supplémentation en multi-micronutriments. Les exigences juridiques et politiques pour un enrichissement à grande échelle des aliments sont à l'étude.

La nouvelle NNS-PA 2025 qui sert de Cadre commun de résultats (CCR) sera le document de référence clé sur la politique et la programmation de la nutrition. Tous les groupes de parties prenantes impliqués dans le Comité national de la nutrition ont confirmé leur engagement à contribuer à son développement. La NNS-PA 2025 sera finalisée d'ici la fin de 2015 avec une matrice logique, un plan d'action construit autour de la matrice et plan de suivi et d'évaluation. Des groupes de travail dédiés ont été créés pour soutenir le développement de trois secteurs principaux : la santé et l'eau, l'assainissement et l'hygiène ; l'éducation ; et l'agriculture. Les groupes de travail soutiendront également

l'intégration du CCR dans les plans sectoriels pertinents avec des objectifs et des cibles contribuant à la nutrition.

La nutrition a été intégrée dans la planification sectorielle pour la santé, l'éducation et l'agriculture. Ces secteurs sont en train de préparer leurs plans sectoriels quinquennaux pour 2016 - 2020 et en raison de la nature multi-sectorielle de l'approche convergente, les partenaires ont convenu d'un système de suivi commun développé avec des outils utilisés par le Fonds pour les Objectif du millénaire pour le développement et les unités de programmes de suivi conjoint des Nations unies.

Le chiffrage préliminaire et l'analyse coût-bénéfice ainsi que la modélisation de la NNS-PA 2015 ont été réalisés en 2013 par l'ONU et inclus dans les recommandations sur le développement de la NNS-PA 2025.

Le suivi et la comptabilisation des financements de la nutrition sont une haute priorité pour le Laos, et les partenaires qui y travaillent se sont engagés à fournir un soutien pour trouver des solutions qui conviennent le mieux à la situation du pays.

Le chiffrage des interventions de santé dans le cadre du développement de la NNS-PA 2025 est actuellement soutenu par MQSUN (Maximiser la qualité du cadre des programmes de renforcement de la nutrition). Le chiffrage détaillé des interventions de santé du plan d'action opérationnel (NNS-PA 2025) et le renforcement des capacités du personnel local en charge du chiffrage de cet élément sera soutenu par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Le ministère de la Santé a commis une allocation de 340 000 dollars US pour l'achat de fournitures de nutrition en 2015. Tous les principaux donateurs ont annoncé des engagements financiers sur la nutrition et les ressources seront mises à disposition suite à la finalisation de la NNS-PA 2025.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

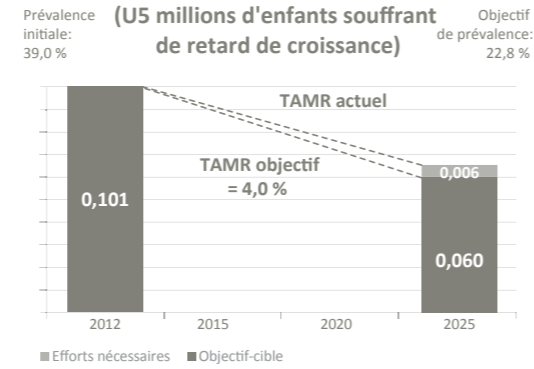
Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Faits marquants

- Un plan d'action pour la nutrition national, intersectoriel global, multi-sectoriel et multi-acteurs est en place, sert de cadre commun de résultats et définit le rôle des différentes parties prenantes dans la mise en œuvre des programmes de nutrition, comprend un cadre de suivi et d'évaluation et des outils de notification standard et un plan de mise en œuvre.
- Le Roi Letsie agit actuellement en tant que champion de l'Union africaine pour la nutrition.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	39,0 %
Faible poids à la naissance :	9,3 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	53,5 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	3,9 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	7,3 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	26,8 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



Le Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition (FNCO) basé dans les services du Premier ministre est chargé de fournir l'orientation de la politique, des conseils techniques, la coordination, la supervision, le suivi et l'évaluation et la mobilisation des ressources des programmes d'alimentation et de nutrition sur la base d'une vision. Il est également chargé de coordonner la mise en œuvre de la Politique nationale de nutrition (en cours de rédaction). Le Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition coordonne différents secteurs gouvernementaux, organisations non gouvernementales (ONG) et partenaires de développement. Ce bureau comprend quatre équipes de

travail multi-sectorielles : l'équipe technique de la nutrition ; le sous-comité de la politique ; le sous-comité de la recherche et un groupe de travail sur les micronutriments. Le Royaume du Lesotho n'a pas encore établi des partenariats avec le Secteur privé, mais reconnaît qu'il a un rôle crucial à jouer dans les initiatives de plaidoyer, qui favorisent le renforcement des efforts en matière de nutrition. Le Royaume du Lesotho entend organiser en 2015 une réunion de sensibilisation avec les différentes parties prenantes, afin de les sensibiliser aux principes du Mouvement SUN.



Une analyse approfondie des politiques et programmes existants pertinents pour la nutrition a été réalisée avant l'élaboration de la politique nationale de nutrition, dont l'ébauche a déjà été rédigée. La nutrition a été intégrée dans plusieurs politiques, y compris la Politique de sécurité alimentaire du Lesotho et les Orientations stratégiques (2003), la Politique nationale sur le VIH et le sida,

la Stratégie du secteur agricole et le Document stratégique de réduction de la pauvreté, qui a été adopté concomitamment avec la Vision nationale 2020. Plusieurs législations pertinentes pour la nutrition ont été rédigées par les ministères du Commerce et de la Santé avec un accent sur les normes de santé, de sécurité alimentaire et celles sur les produits alimentaires.



Un Plan d'action national pour la sécurité alimentaire (2007-2017) soutient l'amélioration de la planification et la mise en œuvre des activités alimentaires et nutritionnelles menées par les ministères de tutelle. Ces activités sont supervisées par le Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition et bénéficient du soutien de divers organismes des Nations Unies et des ONG.

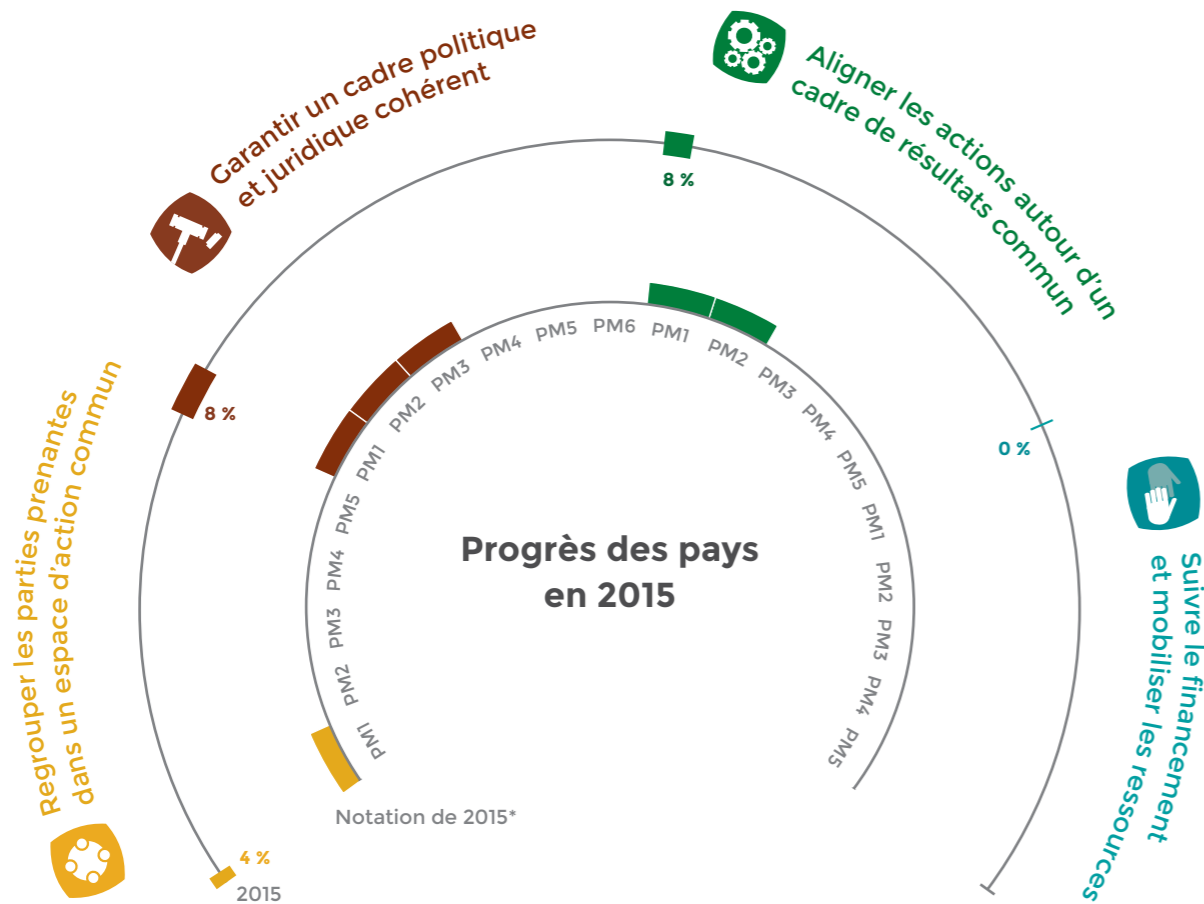
Avec l'appui technique des partenaires au développement, toutes les parties prenantes nationales concernées ont été consultées en 2014 pour élaborer un « Plan d'action intersectoriel

de nutrition » (CSNAP), qui possède de nombreux attributs d'un cadre commun de résultats (CCR). C'est un plan national de nutrition global avec une approche multi-sectorielle de mise en œuvre des programmes de nutrition par les différentes parties prenantes. Le Plan d'action intersectoriel de nutrition décrit clairement les moyens par lesquels les programmes peuvent s'arrimer aux politiques nationales pertinentes pour la nutrition. Ce plan définit aussi le rôle de diverses parties prenantes, propose un cadre de suivi et d'évaluation, ainsi que des outils standard de reporting.



Le chiffrage du Plan d'action intersectoriel de nutrition n'a pas été réalisé, ce qui a entravé la mobilisation des ressources. L'analyse du budget 2015 entrepris cette année a révélé l'existence d'importantes allocations budgétaires pour la nutrition, même si leur répartition ne permet pas d'estimations fiables de la part qui revient à la nutrition. Le ministère de la Santé, avec le soutien de la Clinton Health Access Initiative, effectue la cartographie annuelle

des ressources financières qui compare les dépenses et l'information budgétaire projective entre les gouvernements et les partenaires de développement pour identifier le niveau des ressources disponibles. Cette cartographie peut être améliorée afin de mieux saisir les allocations contribuant à la nutrition. Enfin, le Royaume du Lesotho va bientôt commencer une étude sur le coût de la faim en Afrique (COHA) afin d'aider à mobiliser des fonds.

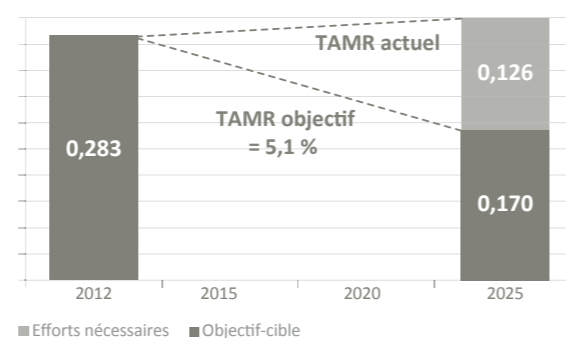


*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 41,8 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 21,7 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	32,1 %
Faible poids à la naissance :	9,7 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	55,2 %
Émaciement des enfants de moins de cinq ans :	5,6 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	3,2 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	49,3 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Faits marquants

- La nutrition a été intégrée dans les politiques en matière de croissance économique et de développement, de réduction de la pauvreté, d'alimentation et d'agriculture, des soins de santé, d'éducation et de développement social.
- La stratégie de réduction de la pauvreté 2012 place la nutrition comme une priorité nationale et dans le programme de développement global.
- Le Programme d'investissement pour l'agriculture (dérivé du PDDAA) comporte un volet spécifique sur l'alimentation et la nutrition pour atteindre une production alimentaire nutritive et la fourniture de suppléments nutritionnels.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



La République du Libéria a rejoint le Mouvement SUN en 2014 et bien qu'une plate-forme multi-acteurs n'ait pas encore été établie, la Division de la nutrition du ministère de la Santé et de la Prévoyance sociale (MSPS) coordonne tous les secteurs et les multiples groupes de parties prenantes pour aborder les questions de nutrition. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) agit comme coordinateur intérimaire des donateurs.

Avant l'épidémie d'Ebola, une lettre a été envoyée par le MSPS au Président du Libéria pour l'approbation d'un Secrétariat du

Mouvement SUN et la nomination simultanée d'un point focal de gouvernement SUN et d'un coordinateur de donateurs bien que **les activités aient été bloquées en raison de l'épidémie d'Ebola et de l'état d'urgence. Peu de temps après l'amélioration de la situation par rapport à crise d'Ebola, le MSPS a revitalisé son engagement pour la création d'un secrétariat national et la nomination d'un point focal de gouvernement SUN. Les principales priorités de la nutrition au Libéria incluent la réduction du retard de croissance, le renforcement des interventions spécifiques à la nutrition et l'intégration et l'expansion des interventions contribuant à la nutrition.**



La stratégie multisectorielle de l'alimentation et de la nutrition élaborée en 2010 est en ligne avec la politique nationale de nutrition élaborée en 2009. Elle énonce les priorités nationales à aborder d'une manière harmonisée pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle adéquate pour tous les Libériens. La nutrition a été intégrée dans les politiques de croissance économique et de développement, de réduction de la pauvreté, de l'alimentation et de l'agriculture, des soins de santé, d'éducation et de développement social et comprend :

- **la Stratégie de réduction de la pauvreté 2012, qui place la nutrition comme priorité nationale en lui donnant une place de choix dans le programme de développement global ;**
- **le Programme d'investissement pour l'agriculture (dérivé du PDDAA). Il comprend un volet spécifique sur l'alimentation et la nutrition pour atteindre la production alimentaire nutritive et la fourniture de suppléments nutritionnels.**

Il existe des documents et des plans contribuant à la nutrition et des recommandations sont faites pour réviser et consolider les politiques et stratégies alimentaires et nutritionnelles.

La situation d'Ebola, entre autres, a été identifiée comme entravant les progrès sur le terrain et la vitesse à laquelle ces engagements étaient censés être honorés. La réalisation de ces documents aurait dû être une partie des priorités prévues entre les secteurs.

La stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été révisée par le ministère de l'Agriculture. **Par ailleurs, le ministère de l'Éducation a élaboré un projet de santé scolaire et la Stratégie de nutrition qui seront examinés par le gouvernement et les parties prenantes concernées.**



Tous les secteurs ont des cadres de mise en œuvre et de reporting. Le processus d'un cadre commun de reporting est en cours. Dans le même temps, la Division de la nutrition du MSPS coordonne actuellement des rapports d'activités des ministères et partenaires concernés à travers des réunions mensuelles de coordination du Groupe sectoriel sur la nutrition.

Le ministère de l'Éducation et le MSPS sont dans le processus d'harmonisation de tous les plans pour combattre la malnutrition. Le ministère a déjà entrepris d'élaborer un plan national multisectoriel de mise en œuvre de la nutrition qui recouvre entièrement les interventions axées directement sur la nutrition ainsi que celles qui y contribuent.

Les interventions nutritionnelles ont été intégrées à l'ensemble essentiel de services depuis 2011 et la réduction du retard de croissance demeure la priorité nationale clé. Afin de réduire le taux de retard de croissance, un ensemble d'actions essentielles de nutrition (ENA) sont déployées dans cinq des 15 comtés du Libéria. **Les partenaires de nutrition sont impliqués de manière proactive dans le développement des plans d'urgence pour continuer à soutenir ces comtés, en dépit de l'épidémie d'Ebola. La République du Libéria envisage d'élargir les actions essentielles de nutrition (ENA) à dix autres comtés.**

La formation sur les ENA a regroupé tous les travailleurs de la santé et des bénévoles communautaires.



Le gouvernement du Libéria est engagé à suivre les ressources intérieures et extérieures mobilisées pour la nutrition. **Il a été convenu que tous les secteurs vont développer un plan chiffré pour la nutrition.**

Progrès notés par le Secrétariat du Mouvement SUN en 2015 et validés par les pays

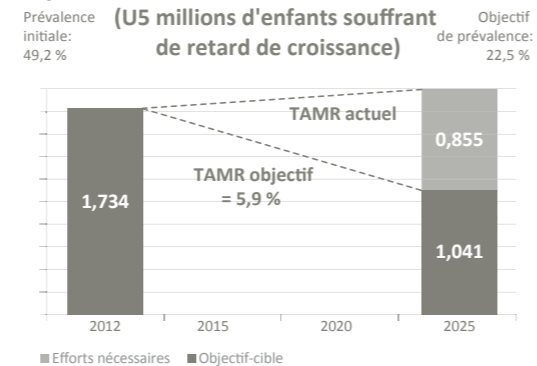
Madagascar

Date d'adhésion :
Février 2012

Faits marquants

- Des Offices Régionaux de la Nutrition et des Groupes régionaux de suivi-évaluation sont opérationnels dans toutes les régions de Madagascar et permettent d'assurer la coordination des interventions et le suivi de la mise en œuvre du PNAN II. Des villages de nutrition dans les 22 Régions servent à démontrer la nécessité des interventions multisectorielles et regroupent les intervenants des différents secteurs. Les actions de sensibilisations sont entreprises aux niveaux des ménages et des villages.
- Il existe un réseau actif de femmes membres du parlement qui plaident en faveur de la nutrition.
- La nutrition est incluse dans le Plan national de développement (PND 2015-2019) et dans son plan de mise en œuvre (PMO).

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	49,2 %
Faible poids à la naissance :	12,7 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	50,7 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	-
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	-
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	31,8 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

L'Office National de Nutrition a été créé par le Gouvernement Malagasy pour coordonner les interventions de lutte contre la malnutrition, il est rattaché à la Primature et à ses représentations, les Offices Régionaux de Nutrition, dans les 22 régions de Madagascar. Le Conseil national de la nutrition (CNN) est la plateforme multisectorielle et multi-acteurs pour la nutrition. Il est présidé par le Premier Ministre et est composé de plusieurs ministères et membres du parlement, des bailleurs et partenaires technico-financiers, des ONGs. Le CNN supervise l'Office national de nutrition (ONN). Chaque département ministériel rend compte à sa hiérarchie.

Les plateformes de la société civile (HINA) et des Nations Unies sont opérationnelles. La plate-forme du secteur privé et de la recherche sont en train de valider leurs termes de référence.

Une table ronde du secteur de la nutrition a été organisée afin de réaffirmer l'engagement des donateurs et du gouvernement pour la nutrition.

Le gouvernement, les Nations Unies et la société civile participent de façon systématique aux réunions du cluster nutrition.

Un mapping des interventions et des intervenants a été réalisé et diffusé.

La Politique Nationale de Nutrition date de 2004 et a été déclinée en Plans National d'Actions pour la nutrition (PNAN I en 2004-2009 et PNAN II pour la période 2012-2015). **Ces documents sont utilisés comme cadre de référence pour les acteurs.**

La Nutrition est relativement bien intégrée dans les politiques sectorielles **et en particulier dans le Plan Sectoriel d'Agriculture, d'Élevage et de Pêche PSAEP 2015-2025.** Mais Madagascar a entamé un processus de rédaction et d'actualisation des directives sur l'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles afin d'en guider l'application.

La législation nationale en matière de fortification des aliments, d'iode du sel et de protection de la maternité est en place. Cependant, le décret d'application du Code National sur les substituts du lait maternel n'est pas appliqué.

Intégration de la nutrition dans le Plan National de Développement (PND 2015-2019) et son Plan de Mise en Œuvre (PMO).

Le PNAN II couvre la période 2012-2015 et est actuellement mis en œuvre. Il bénéficie d'un plan de mise en œuvre et d'un plan de suivi-évaluation élaboré de façon collégiale. Il prend en compte les plans sectoriels des ministères, des donateurs et des ONG.

Un processus d'évaluation du PNAN II est en cours.

Les groupes régionaux de suivi-évaluation (GRSE) sont aujourd'hui opérationnels et permettent de suivre la mise en œuvre du PNAN II.

Le PNAN II comprend cinq priorités stratégiques couvrant la prévention et la gestion de la malnutrition, l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'efficacité de la coordination en matière de nutrition. **L'approche des 1000 jours guide le PNAN II.**

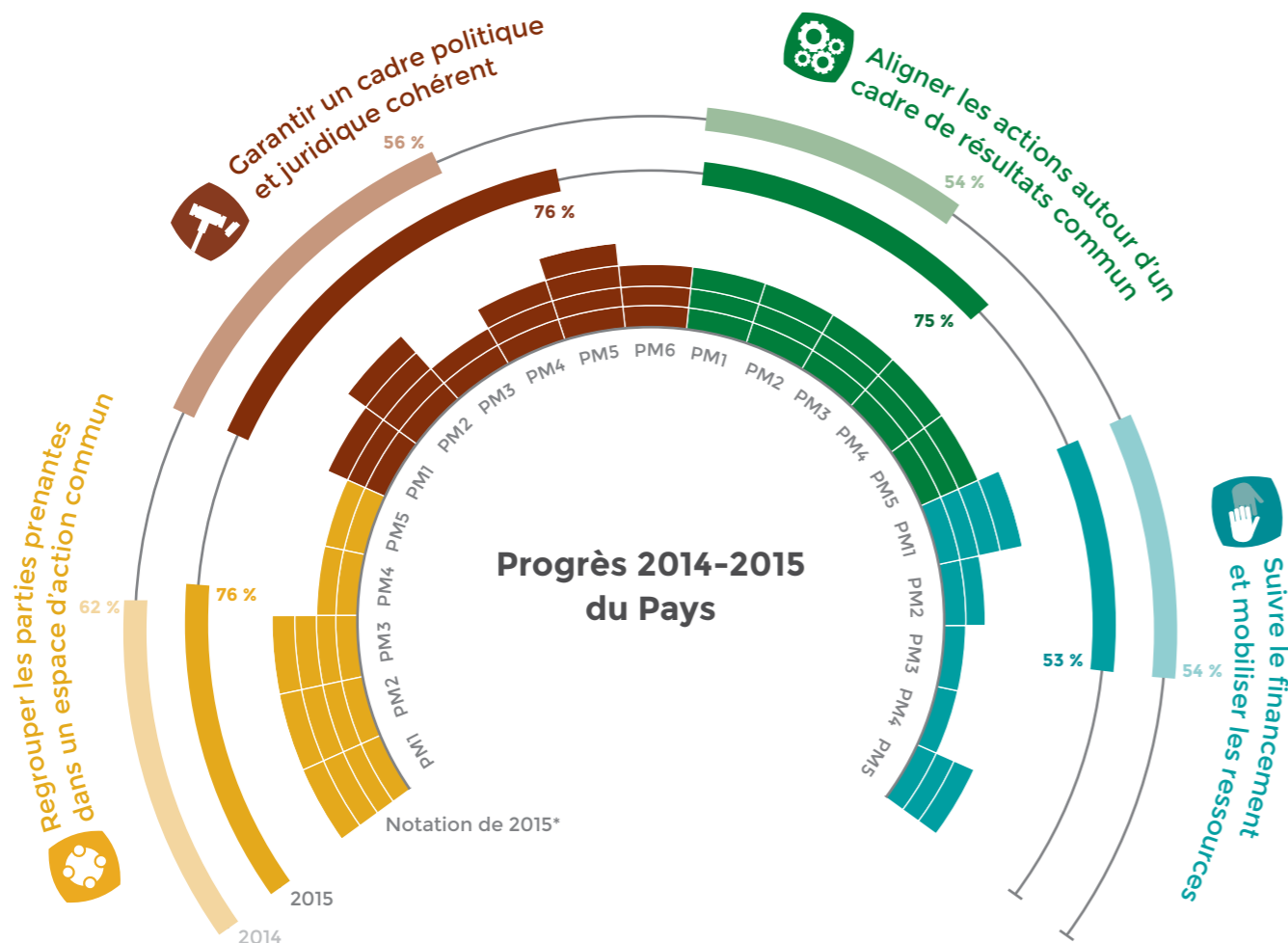
Coordination des interventions des acteurs par l'ONN avec notamment la mise en place des villages de nutrition dans les 22 Régions.

Le PNAN II et le PMO sont budgétisés et inscrits au budget du Gouvernement. Les écarts de financement ont été estimés et ont révélé un financement de la nutrition bien au-dessous du niveau jugé nécessaire pour atteindre les objectifs du PNAN II. **Ceci est dû à un manque d'informations sur les ressources disponibles auprès des différents intervenants et un déblocage des fonds alloués non assuré par l'Etat. Un canevas pour le suivi financier a été élaboré par l'ONN mais le retour de tous les acteurs n'est pas encore effectif.**

La nutrition à Madagascar a été incluse dans la loi des finances et est soutenue par une ligne budgétaire de l'État et le Programme d'investissement public (PIP).

Le plan de mise en œuvre (2015-2019) du PND a été budgétisé.

Intégration de la nutrition dans le 11ème FED (Fonds Européen pour le Développement).



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

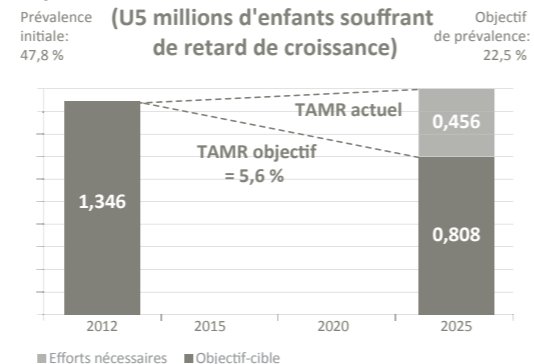
Malawi

Date d'adhésion :
Mars 2011

Faits marquants

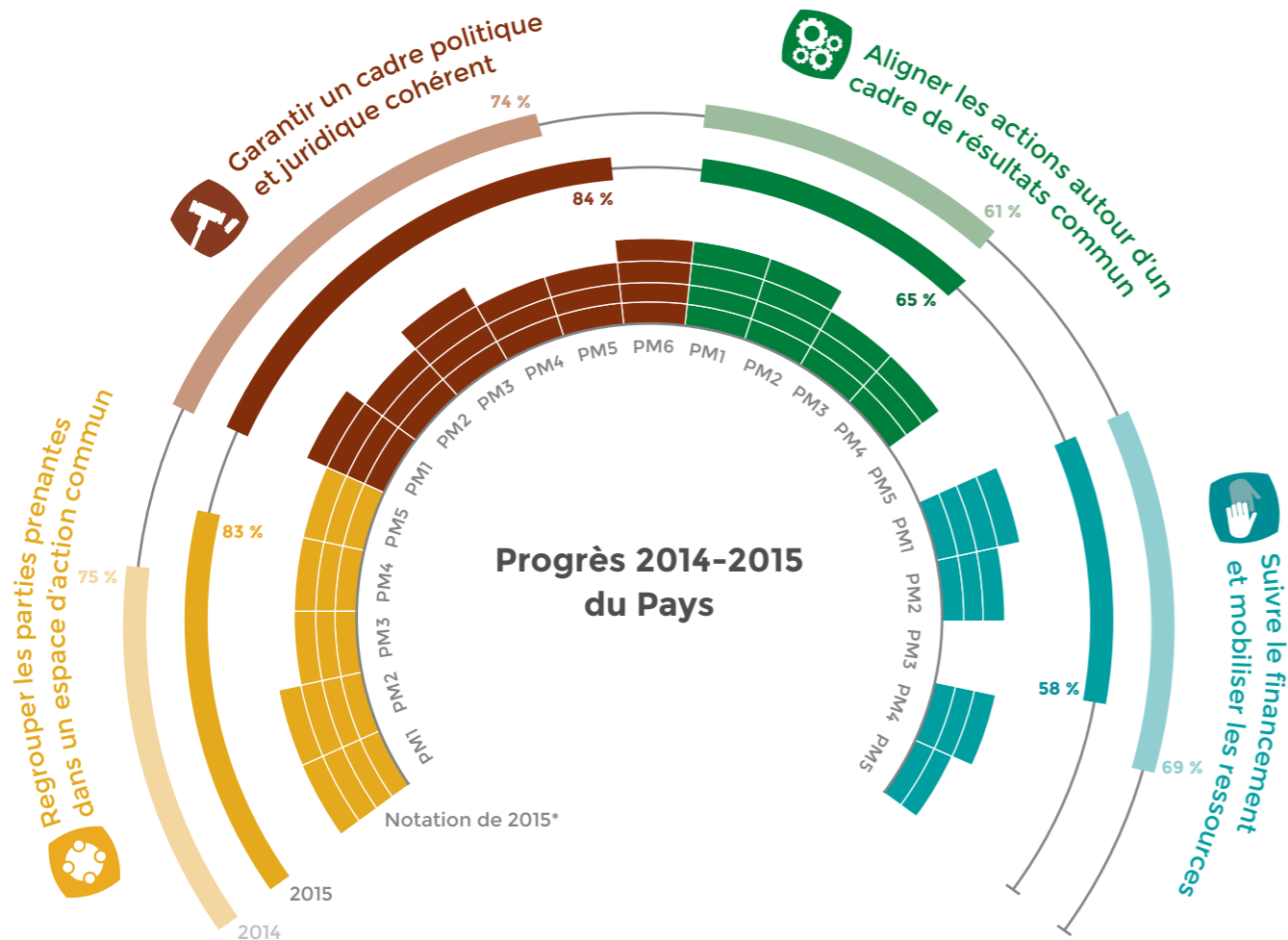
- Le cadre national de suivi et d'évaluation est aligné sur la politique nationale de nutrition et le plan stratégique est en place avec des indicateurs clairement définis. Une base de données sur le Web a été développée reliant le niveau de district au niveau national pour assurer une notification en temps opportun.
- Un système de suivi financier en ligne avec un tableau d'indicateurs a été élaboré par le gouvernement pour aider à suivre les ressources actuelles et les domaines d'intervention des donateurs et fournira également des informations en faisant des projections et en identifiant les lacunes dans les ressources.
- Le Département de la nutrition, VIH et Sida mène des examens multisectoriels annuels conjoints de nutrition qui rassemblent les parties prenantes aux niveaux national et de district pour analyser les progrès réalisés et les projets de plans pour l'avenir.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	42,4 %
Faible poids à la naissance :	12,9 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	70,2 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	3,8 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	5,1 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	28,8 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



Au Malawi, le Comité national de la nutrition (NNC) est l'organisme de coordination de l'action pour le renforcement de la nutrition. Ce comité fournit des conseils techniques sur la mise en œuvre du Plan national de politique et de stratégie de la nutrition (NNPSP) dans tous les secteurs connexes.

Cette plate-forme multi-acteurs (MSP) est reproduite au niveau décentralisé en comités de coordination des districts avec les points focaux de district pour la nutrition, en comités de développement villageois et en dirigeants communautaires des groupes d'action pour la nutrition.

D'autres structures de coordination politiques de haut niveau mises en place pour la nutrition comprennent le Comité du Cabinet, la Commission parlementaire, le Comité des secrétaires principaux et le Comité des partenaires du gouvernement pour le développement.

Le Département en charge de la nutrition, du VIH et du sida (DNHA) est mandaté pour diriger l'intégration de la nutrition dans

les ministères de tutelle de la Santé, de l'Agriculture, du Genre, de l'Information, de l'Éducation civique et des Gouvernements locaux pour assurer la coordination multisectorielle.

Les Termes de référence (TdR) du groupe de donateurs pour la sécurité nutritionnelle (DoNutS) ont été redéfinis pour harmoniser le travail des partenaires de développement afin de mieux soutenir les efforts nationaux. L'Agence américaine pour le développement international préside le groupe avec Irish Aid désigné comme coordinateur de donateurs.

Le Réseau des Nations Unies (ONU) est un élément clé dans le déploiement des plans nationaux au niveau de districts pour garantir que les plus vulnérables sont atteints.

L'Alliance de la société civile au Malawi (CSONA) joue un rôle de premier plan dans le soutien des efforts nationaux à travers un dialogue constructif et le plaidoyer. Concern Worldwide soutient le Secrétariat de l'Alliance de la société civile au Malawi.

Les partenaires du secteur privé ont été actifs à travers l'Alliance nationale pour l'enrichissement.



Le Plan national de politique et de stratégie de nutrition (de 2007 à 2015) sert de politique globale et de plan stratégique faïtier pour le Malawi. **Ce plan a maintenant été revu et est en attente d'approbation pour la diffusion.**

La nutrition a été positionnée comme une priorité dans la Stratégie de croissance et de développement du Malawi (MGDS I et II) qui en fait l'un des domaines prioritaires d'investissement du gouvernement. **Des efforts sont en cours pour soutenir l'accent sur la nutrition et l'inclure dans la MGDS III.**

D'autres documents stratégiques qui facilitent l'opérationnalisation du NNPSP et de la MGDS sont :

- la Stratégie nationale sur les micronutriments ;
- la Stratégie nationale d'éducation et de communication pour la nutrition (NECS) ;
- la Stratégie de prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë (PCMA) ;
- la Stratégie de prise en charge nutritionnelle et de soutien ;

- l'Approche étendue du secteur agricole (ASWA) ; et**
- la Politique nationale de protection sociale.**

Le Réseau des Nations Unies coordonne ses actions à travers le cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et DoNutS et la CSONA ont leur propre politique et stratégie alignée sur l'agenda national de nutrition. Les partenaires du secteur privé n'ont pas de politique propre définie, mais assurent la conformité avec les directives, normes et règlements nationaux.

Le code du travail prescrit le congé de maternité payé de 12 semaines dans le secteur public et jusqu'à 8 semaines dans le secteur privé. Le Malawi a intégré de nombreuses dispositions du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel (BMS) dans le cadre de La loi sur la santé publique (chapitre 34:01).

La loi sur l'alimentation et la nutrition est en cours de finalisation par le gouvernement qui fournira des conseils sur la nutrition adéquate, les normes pour l'enrichissement des aliments et les lignes directrices en matière d'étiquetage alimentaire.



Le Malawi dispose des stratégies de programme claires et précises alignées au NNPSP. La Stratégie d'éducation et de communication sur la nutrition (NECS) inclut explicitement une liste d'étapes pour le déploiement d'activités dans le cadre de l'effort national multi-sectoriel et multi-acteurs appelé *Mouvement SUN - 1000 Special Days Movement* (les 1000 jours les plus décisifs du Mouvement SUN) qui traduit la politique en action.

Un cadre de suivi et d'évaluation au niveau national est en place avec des indicateurs clairement définis pour guider le déploiement du NNPSP. Il a déjà pris effet dans 70 % des

districts. Pour assurer la communication en temps opportun, le gouvernement a créé une base de données basée en ligne, qui interconnecte le niveau de district au niveau national. Tous les agents de suivi et d'évaluation dans les districts ont été formés et soutenus avec les équipements appropriés.

Des progrès sont également suivis par le forum multi-acteur annuel d'apprentissage de Mouvement SUN, et à travers des enquêtes de surveillance de routine, y compris les enquêtes démographiques et de santé et des enquêtes en grappes à indicateurs multiples.



Le Malawi a mis au point un système de suivi financier en ligne avec un tableau d'indicateurs fournissant des informations sur les ressources actuelles et prévues provenant de sources externes avec des projections et des lacunes. Le processus est terminé à 80 % et a été diffusé aux parties prenantes clés de nutrition au niveau national. Les prochaines étapes comprennent la diffusion du système et la formation des utilisateurs finaux à tous les niveaux. Le système

de suivi des ressources capture globalement les engagements de financement de partenaires et permettra un alignement accru. Ce système de suivi de financement est coordonné avec le soutien de DoNutS.

En outre, le Malawi a récemment lancé le rapport sur le coût de la faim, utilisé comme outil de mobilisation des ressources.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

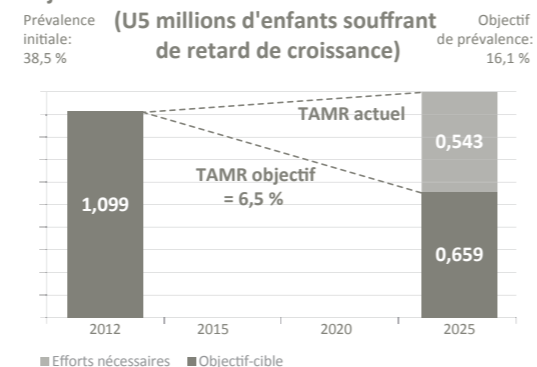
Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Faits marquants

- Le Mali a expérimenté l'opérationnalisation de l'approche multisectorielle dans le cadre de la lutte contre la malnutrition et l'implantation des plateformes au niveau local dans le Cercle de Yorosso, Région de Sikasso.
- Les acteurs des Nations-Unies et de la Société civile sont en train d'aligner leurs programmes sur la politique nationale de nutrition. Trois alliances régionales Mouvement SUN de la société civile ont été mises en place à Kayes, Sikasso et Ségou.
- La Nutrition fait partie intégrante du cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR) 2012-2017 du Mali.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	38,5 %
Faible poids à la naissance :	-
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	-
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	15,3 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	4,7 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	56,2 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Rétrospective: Progrès rapportés lors de l'exercice d'auto-évaluation 2014

59 % Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

46 % Garantir un cadre politique et juridique cohérent

50 % Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

40 % Suivre le financement et mobiliser les ressources

2014

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



Les instances de pilotage de la Politique Nationale de Nutrition, formellement adoptées en 2014, sont :

- le Conseil National de Nutrition (CNN), Il est en charge de la planification et de la coordination de la PNN ;
- le Comité Technique Intersectoriel de Nutrition (CTIN), en charge du pilotage et du suivi de la PNN ;
- le Secrétariat Technique (ST), en charge de la facilitation et de la préparation des réunions du CTIN.

En vue de renforcer le processus de coordination, une **Cellule de Coordination de la Nutrition vient d'être créée en mars 2015**, par un décret du Premier Ministre.

Cette cellule de coordination de la Nutrition, devra être dotée rapidement de ressources humaines et financières afin de jouer son rôle de coordination du niveau national et de mise à l'échelle des interventions.

Un effort de renforcement des capacités des membres du Comité Technique Intersectoriel de Nutrition a été réalisé.

Le Mali a expérimenté l'opérationnalisation de l'approche multisectorielle en nutrition et l'implantation des plateformes au niveau local dans le Cercle de Yorosso. Cette activité est réalisée avec l'Université Cornell dans le cadre du

partenariat pour la sécurité nutritionnelle en Afrique «ANSP», soutenu par l'UNICEF et financé par l'Union européenne.

Un point focal SUN a été nommé au Ministère de la Santé. Cependant un point focal politique est nécessaire pour aller au-delà de la coordination technique. La participation des ministères pourrait être améliorée. Une plus grande régularité dans la tenue des réunions et un meilleur partage des informations sont identifiés comme des moyens pour renforcer l'engagement des acteurs.

REACH facilite la coordination de quatre agences onusiennes qui ont signé un protocole d'entente.

La société civile collabore au sein d'une alliance nationale et de trois alliances régionales qui ont été mises en œuvre.

Des représentants d'universités et d'Instituts de formation participent au Comité technique intersectoriel. Un master en Santé Publique Nutrition a été créé au sein de la Faculté de Médecine avec l'appui financier et technique du projet ANSP/UNICEF.

Le secteur privé n'est pas encore organisé dans le Mouvement SUN-Mali, mais des contacts existent avec le Conseil National du Patronat, pour une meilleure implication du secteur privé.



Le lancement officiel de la politique nationale de nutrition est intervenu en juin 2014. L'analyse des politiques sectorielles réalisée avec le soutien de l'OMS a permis de faire le point sur la prise en compte de la nutrition dans les différents secteurs. L'analyse des engagements du gouvernement en matière de Nutrition et son plan de suivi a été réalisée par l'alliance de la société civile. Elle a également révisé et partagé l'outil de plaidoyer PROFILES avec les acteurs intéressés.

La nutrition fait partie intégrante du cadre stratégique 2012-2017 pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR) du Mali.

Une stratégie de prévention de la malnutrition chronique est également en cours d'élaboration.



Le Plan d'action multisectoriel budgétisé a été lancé officiellement en juin 2014. Il comprend un cadre commun de résultats dans lequel les responsables de la mise en oeuvre sont clairement désignés. Un système d'information doit être élaboré. L'accent sera mis sur la diffusion de ce Plan.

Les programmes gérés par les ministères de la Santé et de l'Agriculture sont conformes aux plans et aux stratégies sectorielles. Néanmoins, l'accent est mis sur la réponse à des situations d'urgence.

Les acteurs des Nations-Unies et de la Société civile rapportent ainsi qu'ils sont en train d'aligner leurs programmes sur la politique nationale de nutrition.



Le plan d'action multisectoriel de nutrition est budgétisé. Plusieurs activités sont déjà financées mais une analyse fine des déficits de financements reste à être réalisée. Il est cependant évident que le financement de la nutrition est globalement insuffisant. La mobilisation des fonds et l'alignement des ressources est une priorité.

Le gouvernement s'est engagé à financer la nutrition comme un des domaines prioritaires de développement. **Le budget doit faire l'objet d'une discussion avec les ministères concernés, ce qui devrait aboutir à la création d'une ligne budgétaire pour la nutrition qui remplacera les lignes individuelles existant déjà dans les budgets sectoriels.**

Progrès notés par le Secrétariat du Mouvement SUN en 2015; pays ayant effectué l'exercice d'autoévaluation en 2014

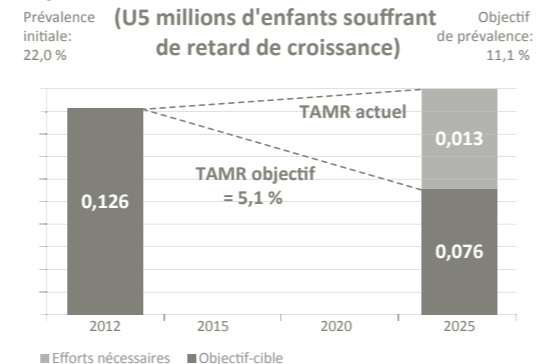
Mauritanie

Date d'adhésion :
Mai 2011

Faits marquants

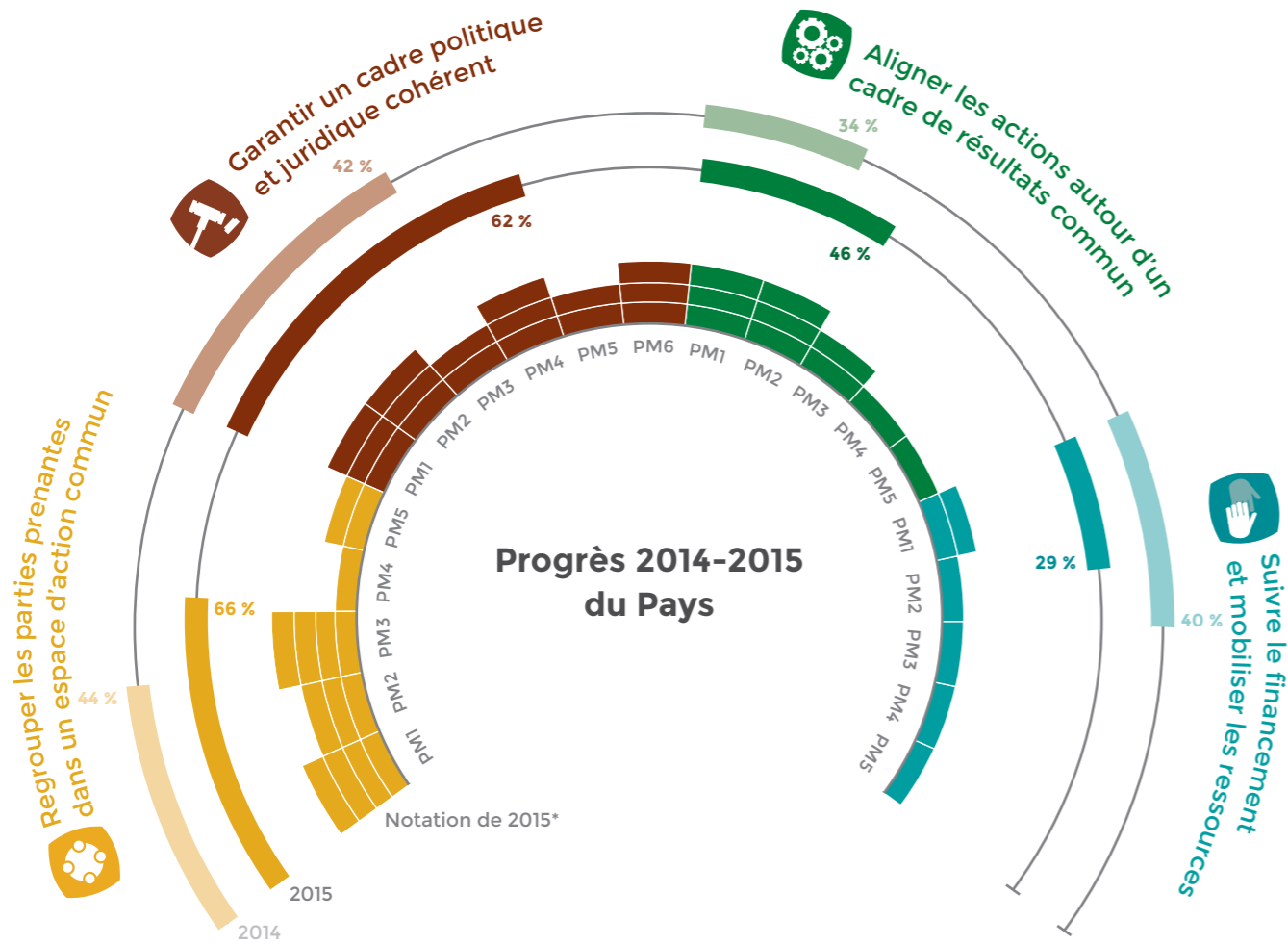
- La plateforme politique multi acteurs, le Conseil National de Développement de la Nutrition présidé par le Premier Ministre, est décentralisé en 'commissions' dans 7 des 15 régions composant la Mauritanie. Ces dernières se rencontrent périodiquement afin de coordonner et suivre les actions nutritionnelles, en veillant à leur inter-sectorialité, en assurant la concertation entre les différents intervenants et la mobilisation de ressources.
- L'ébauche du Plan d'Action Intersectoriel de Nutrition 2015-2020, futur Cadre Commun de Résultats, a fait l'objet de deux ateliers de révision afin d'intégrer les contributions des différents partenaires et des différents secteurs.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	22,0 %
Faible poids à la naissance :	34,7 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	26,9 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	11,6 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	1,2 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	39,0 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

La plateforme multi-acteurs et multisectorielle est le Conseil national de développement de la nutrition (CNDN), créé en 2010, qui est appuyé par un Comité technique permanent. Le Point Focal du gouvernement est le Directeur général de la Politique économique et des Stratégies de Développement au sein du Ministère des Affaires Économiques et du Développement. Ces structures rassemblent tous les ministères jouant un rôle dans la nutrition, les Nations Unies, des ONG, et le secteur privé, mais les donateurs n'y sont pas représentés pour le moment. **Trois régions ont récemment installé des 'Commissions de coordination pour le Développement de la Nutrition'** chargées d'orienter, de coordonner et de suivre les actions de nutrition, portant le nombre de ces structures à sept sur l'ensemble des quinze régions qui composent le Territoire National.

Malgré les démarches entreprises par le gouvernement, les donateurs et le secteur privé ne sont pas encore organisés en réseau. **Les coûts associés à la présence d'un facilitateur REACH (depuis 2008) sont désormais assumés par le gouvernement et la nutrition a été intégrée au document de planification des agences onusiennes (UNDAF).** Le pays travaille à rassembler les acteurs de la société civile pour une meilleure structuration de leurs actions. L'installation de réseaux dédiés permettrait d'amplifier les résultats de la plateforme et d'assurer une meilleure participation des acteurs.

Le cadre réglementaire de la nutrition comprend l'enrichissement de l'huile et la farine, l'iode universelle du sel, une stratégie d'alimentation pour les nourrissons et les jeunes enfants, la protection du congé maternité, et une Stratégie Nationale de Communication pour le Changement de Comportement. **Un projet de code de commercialisation des substituts du lait maternel est en cours d'études.** Une politique nationale de développement de la nutrition existe depuis 2006, de laquelle découle une stratégie de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication qui mérite cependant d'être actualisée

et un protocole national de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë (PCIMA).

Les politiques et stratégies nationales et sectorielles intègrent la nutrition dans la plupart des secteurs clés, comme l'agriculture et la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, la santé publique et la protection sociale. **Elles ont été actualisées et s'inscrivent dans le long terme, jusqu'en 2020.** La finalisation des directives pour l'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles devrait renforcer leur efficacité.

La priorité identifiée par la Mauritanie pour 2015 est de finaliser le Plan d'action intersectoriel sur la nutrition (PAIN), en intégrant les observations des différents secteurs. Cela permettra au PAIN 2015-2020 d'inclure des interventions sectorielles contribuant à la nutrition, de détailler leur synchronisation dans le temps, et d'intégrer un système de suivi évaluation et des activités de renforcement des capacités. Une fois finalisé, il devra être validé et budgétisé afin de servir de Cadre Commun de Résultats.

Les besoins d'une cohérence accrue entre les programmes, les difficultés de financement et le manque de ressources humaines qualifiées ont été identifiés comme les défis principaux que le PAIN devra surmonter. Il est à noter que certaines composantes du PAIN sont partiellement mises en œuvre.

Les programmes en cours sont alignés sur la politique nationale de nutrition et sont spécifiques à la nutrition ou y contribuent (via la protection sociale, l'eau, l'assainissement et l'hygiène).

La plupart des acteurs souhaitent qu'une ligne budgétaire spécifique à la nutrition soit créée au sein du budget de l'Etat et qu'un mécanisme de suivi des dépenses par secteur soit mis en place.

L'atelier régional de suivi des allocations budgétaires pour la nutrition a permis d'entamer le dialogue avec divers secteurs gouvernementaux.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

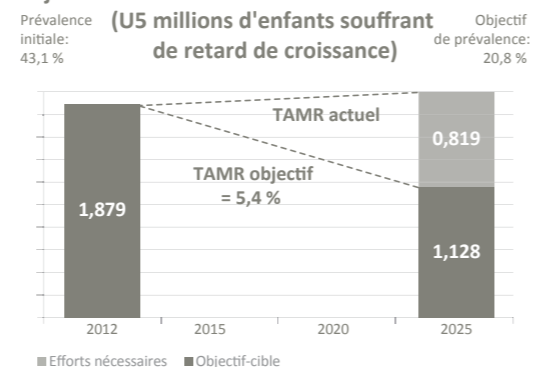
Mozambique

Date d'adhésion :
Août 2011

Faits marquants

- Le programme quinquennal du gouvernement du Mozambique 2015 - 2019 (PQG) accorde la priorité à la nutrition.
- Il a permis l'identification de cinq champions de nutrition représentant différents secteurs - politique, société civile, milieu universitaire, secteur privé et musique / divertissement.
- Le plan national de plaidoyer et de communication du PAMRDC adopté en 2014 avec le slogan « La nutrition est le développement, un engagement pour tous » vise les décideurs politiques afin d'influencer leurs décisions et les faire contribuer à la nutrition.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	43,1 %
Faible poids à la naissance :	16,0 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	42,8 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	6,1 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	7,9 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	44,2 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



Le Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SETSAN) est l'organe de coordination de la nutrition. Il est placé sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et la sécurité alimentaire. Le Groupe de travail technique du Plan d'action national multisectoriel de réduction de la sous-nutrition chronique (PAMRDC) est le mécanisme de coordination. Il est placé sous le SETSAN à travers lequel les ministères concernés sont engagés, y compris la Santé, l'Agriculture, le Genre, l'Enfance et l'action sociale et l'Éducation.

Les groupes techniques ont été créés au niveau provincial (8 provinces sur 11) et le reste sera approuvé sous peu.

Les réseaux de différents groupes de parties prenantes travaillent en étroite coordination avec le SETSAN. La Plateforme de la société civile (SCP) est coordonnée par l'Association pour

la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ANSA) et Helen Keller International (HKI) avec **les réseaux établis dans trois principales régions du pays. Le Forum conjoint pour la nutrition (NPF) est composé de donateurs et d'agences des Nations Unies (ONU). Il est présidé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et co-présidé par Irish Aid.** Le mécanisme REACH de l'ONU réunit des agences de l'ONU pour soutenir la mise en œuvre du PAMRDC. L'Alliance mondiale pour une **meilleure nutrition et le Programme alimentaire mondial facilitent la mise en place d'un réseau du secteur privé.**

En plus des réseaux, le Mozambique a identifié des champions de la nutrition représentant divers secteurs : La Première Dame, les Ministres de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la santé, musiciens, chanteurs, chefs religieux et représentants de la société civile et du secteur privé.



Le plan d'action stratégique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ESAN II) 2008 - 2015 est soumis au processus final d'évaluation et les résultats soutiendront la conception de l'ESAN III. Le PAMRDC national a subi l'examen à mi-parcours visant à accroître l'alignement des interventions. D'autres politiques contribuant à la nutrition comprennent le Plan national d'investissement pour le secteur agricole et le programme national d'alimentation scolaire.

Le plan quinquennal du gouvernement du Mozambique (2015-2019) (PQG) approuvé par le Parlement intègre des actions pour guider le gouvernement au cours de son mandat et comprend des domaines spécifiques d'action pour la nutrition. Ceux-ci sont entre autres, l'élargissement de l'accès aux services de santé afin de réduire la mortalité maternelle

et infantile et le retard de croissance, les programmes d'éducation nutritionnelle, l'enrichissement des aliments et l'agriculture des cultures hautement nutritives.

Les plans contribuant à la nutrition en 2015 sont des plans sur l'agriculture, la santé, l'industrie et le commerce, la femme et les affaires sociales, la pêche, l'éducation, et l'économie.

Le plan de communication et de plaidoyer du PAMRDC a été adopté en 2014, avec le slogan « La nutrition est le développement, un engagement de tous ».

Le Code national de commercialisation des substituts du lait maternel est en place et un décret ministériel sur l'iode du sel est approuvé depuis 2000. La législation sur l'enrichissement des aliments a été élaborée et est actuellement à l'étude et la législation de protection de la maternité couvre 8 semaines.



Le PAMRDC sert de cadre commun de résultats pour la nutrition et a été élaboré pour prendre en compte les politiques et stratégies adoptées dans le pays. Le cadre de suivi et d'évaluation de ce CCR a été révisé en 2014. **Le PAMRDC a été mis en œuvre dans six des onze provinces du Mozambique.** Un cadre d'évaluation des indicateurs existe pour évaluer annuellement, les progrès dans la mise en œuvre

du PAMRDC. Les rapports sont soumis par le SETSAN au Conseil des Ministres et conduisent à des recommandations concrètes à mettre en œuvre par chaque secteur.

Les acteurs nationaux de nutrition sont alignés avec les priorités gouvernementales. Les membres de la SCP et le Réseau du secteur privé alignent leurs plans avec le PAMRDC.



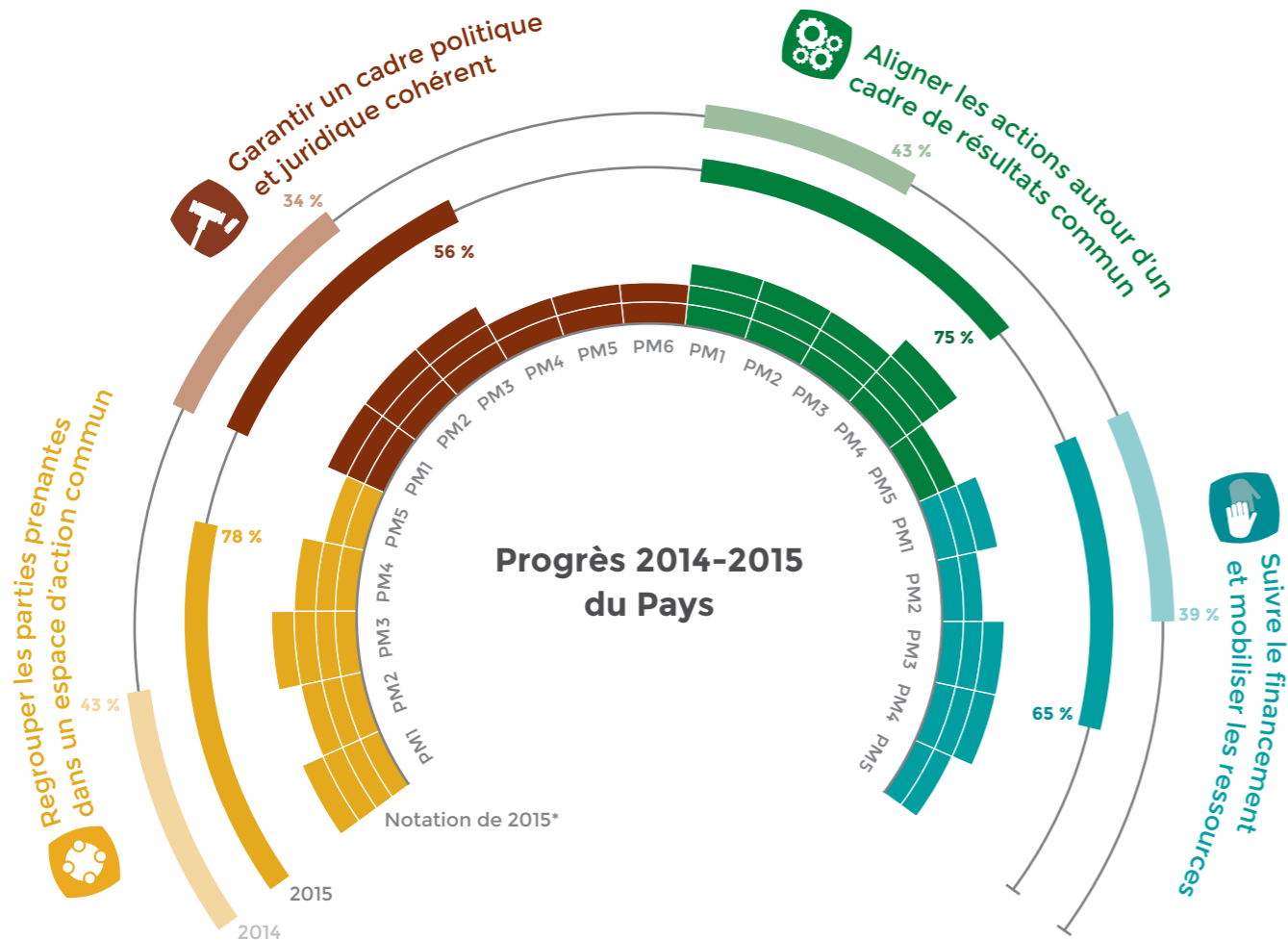
La plupart des actions de nutrition dans tous les secteurs sont financées par les budgets du secteur, mais le chiffrage de la nutrition reste un défi. Le PAMRDC a été chiffré en 2010, mais le SETSAN croit qu'il a la capacité d'intensifier les efforts en cours pour parvenir à des objectifs plus ambitieux dans le suivi financier et la mobilisation.

La transparence est activée par le fait que la plupart des fonds pour la nutrition, que ce soit du gouvernement ou des partenaires, sont acheminés par l'intermédiaire du système

des finances publiques (e-SISTAFE). Cela permet une meilleure visualisation de l'endroit où les fonds sont alloués.

Un groupe multi-acteurs a été établi pour la planification et la budgétisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau central (GT-POSAN). Ce groupe est dirigé par le SETSAN avec le soutien du ministère de l'Économie et des Finances. Les travaux se poursuivent pour identifier la disponibilité à long terme du financement externe et assurer la disponibilité des financements nationaux au sein de chaque secteur afin de soutenir le renforcement des interventions nutritionnelles.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

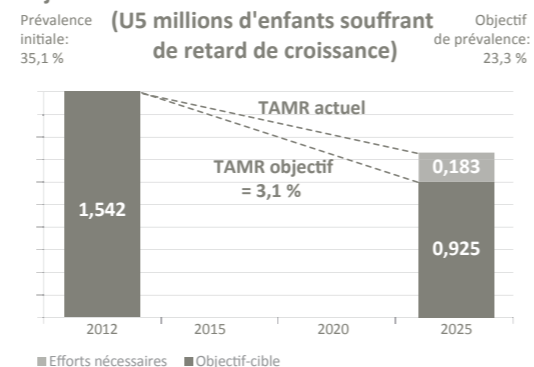
Myanmar

Date d'adhésion :
Avril 2013

Faits marquants

- Mise en place du Comité national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dirigé par le Président dans le cadre du Défi Faim Zéro qui s'intégrera dans la MSP SUN. La nutrition est mise en exergue dans le Plan national de développement intégré (NDPC 2011 - 2030).
- Mise en place d'un mécanisme de financement multi-donateurs. Le Fonds pour la réalisation des trois objectifs du Millénaire pour le développement (Fonds 3MDG) en partenariat avec le gouvernement pour un impact à l'échelle nationale sur l'amélioration de la santé maternelle, néonatale et infantile.
- L'Alliance de la société civile (ASC) lancée en 2014 rassemble plusieurs organisations locales et les médias impliqués dans la nutrition.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	35,1 %
Faible poids à la naissance :	8,6 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	23,6 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	7,9 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	2,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	30,3 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

La plate-forme multi-acteurs (MSP) pour le Mouvement SUN au Myanmar rassemble les plateformes de coordination nationale telles que le Conseil central pour l'alimentation et la nutrition (CBFN), le Centre national de la nutrition (NNC), les mécanismes sous-nationaux de coordination de la nutrition et d'autres acteurs non-gouvernementaux (agences de l'Organisation des Nations Unies (ONU), organisations de la Société civile, partenaires au développement et secteur privé).

Le NNC a renforcé son engagement et son dialogue avec d'autres acteurs clés, par exemple, la Food Drug Administration, le Bureau de l'Attorney General et le Réseau technique pour la nutrition au Myanmar (MNTN).

Le Comité national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (NCFNS) au Myanmar a été récemment créé par le Président dans le cadre des efforts du pays à éradiquer la faim et la malnutrition. La nouvelle architecture du NCFNS représente une possibilité de créer un impact soutenu de la MSP en intégrant et en renforçant les initiatives en cours dans le pays.

Le Réseau de l'ONU est présidé par l'UNICEF et travaille à renforcer la cohérence des Nations Unies sur la nutrition. Des plans sont en cours pour un partenariat REACH des Nations Unies avec le gouvernement en août 2015.

Le ministère britannique du Développement international (DFID) est le Coordonnateur du Mouvement SUN des donateurs nommé et aux côtés d'autres donateurs clés, il fait partie des mécanismes de financement multi-donateurs. **Par ailleurs, il existe un engagement bilatéral avec le secteur privé et des projections du gouvernement à lancer le Réseau du secteur privé Mouvement SUN au Myanmar en 2015.** L'Alliance de la société civile (ASC) a été lancée au début de 2014 et son nombre de membres n'a cessé de s'accroître de façon constante avec les membres des organisations locales, tout comme son engagement auprès des médias pour les questions de nutrition n'a cessé de s'intensifier.

Le Plan d'action national sur l'alimentation et la nutrition (NPAFN) (2011-2015) a été examiné par le NCFNS pour informer l'élaboration d'un nouveau plan national multi-sectoriel. Le nouveau plan de stratégie nationale de protection sociale approuvé par le président privilégie la nutrition et comprend des dispositions pour les femmes et les enfants. La nutrition a également été mise en avant dans le Plan national de développement intégré (NDPC, Période 2011-2030) et le Plan stratégique national pour l'avancement

des femmes (NSPAW, Période 2013-2022). L'ordonnance sur la commercialisation des aliments composés pour nourrissons et jeunes enfants dans le cadre de la Loi nationale sur les aliments a été approuvée et depuis mars 2014, le congé de maternité a été prolongé jusqu'à six mois pour les mères qui travaillent dans le secteur public. En outre, si les deux parents sont des employés du gouvernement, 2 semaines de congé de paternité sont également prévues.

Le Secrétariat du NCFNS en collaboration avec plusieurs ministères concernés (Ministère de la Planification nationale et du Développement économique, de l'Agriculture et de l'Irrigation, de l'Élevage, des Pêches et du Développement rural et de la Santé) ont récemment mis au point le nouveau Plan d'action national multisectoriel du Myanmar sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (MNAPFNS) avec une vision de 10 ans. Le MNAPFNS est le cadre de résultats commun (CRC) consensuel pour la nutrition avec un cadre de suivi et évaluation et une série d'indicateurs clés convenus.

Les indicateurs de nutrition identifiés par le MNAPFNS ont été intégrés dans le système d'information sanitaire (SIS) du Myanmar et les systèmes d'alerte précoce, mais la précision et la disponibilité des données doivent être renforcées.

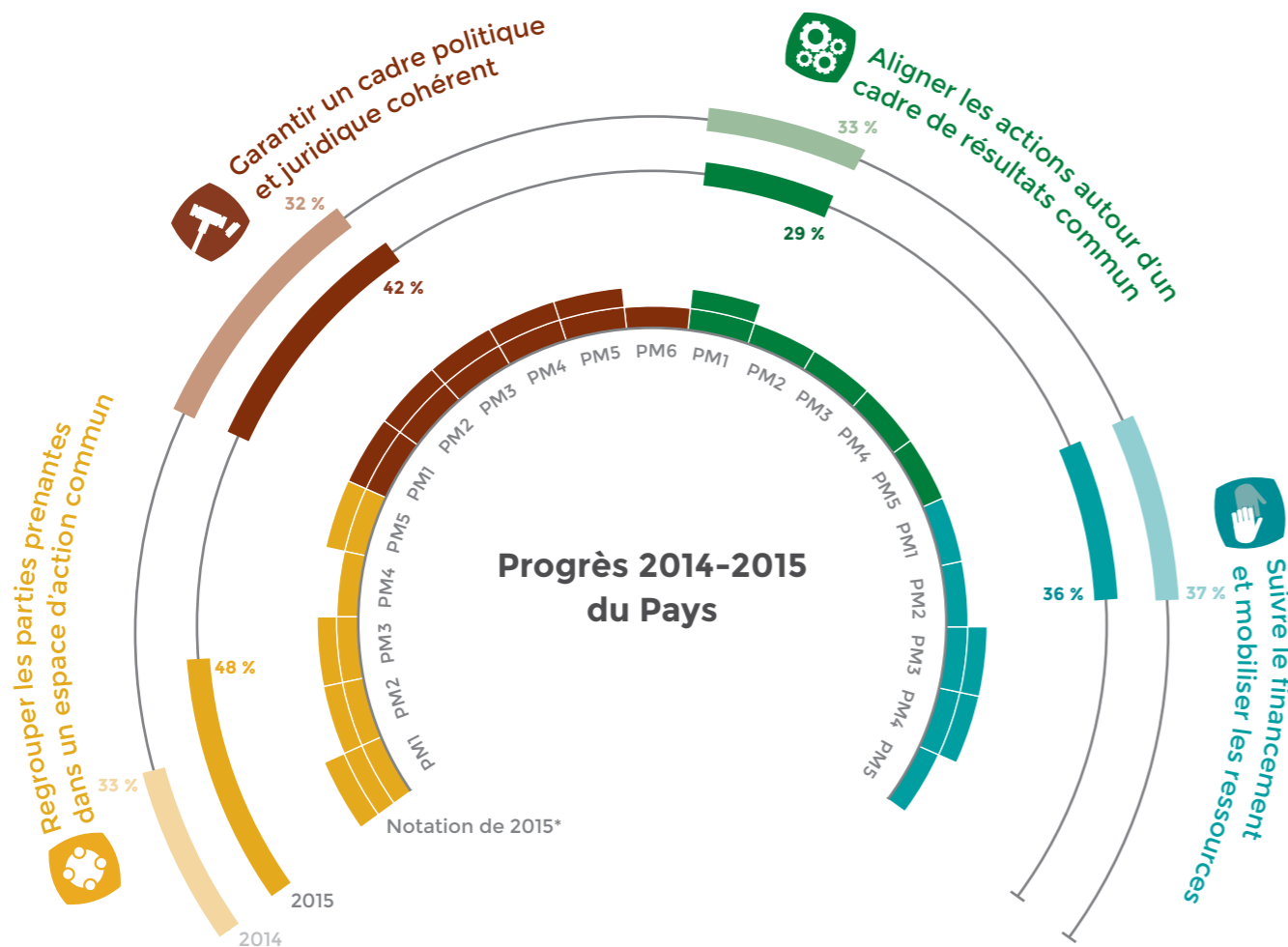
Au niveau décentralisé, le Plan intégré de la nutrition rassemble les partenaires locaux qui travaillent dans des secteurs clés de la santé, de l'agriculture, de l'assainissement, de l'eau, et de la protection sociale, afin d'harmoniser les actions avec les cibles courantes contribuant à la nutrition.

Le NPAFN a été chiffré, mais en raison de retards, les données ont été utilisées pour soutenir le développement du nouveau MNAPFNS. Bien qu'il n'y ait aucun mécanisme de suivi financier formel en place pour la nutrition, des outils de planification sont utilisés par le gouvernement pour identifier les besoins de ressources aux fins de renforcement. La mise en place d'un mécanisme formel à l'attention des partenaires et parties prenantes afin qu'ils puissent signaler et diffuser leurs contributions et dépenses en matière de renforcement de la nutrition est actuellement examinée par le NCFNS.

L'allocation budgétaire nationale pour les approvisionnements de produits nutritifs et les infrastructures de santé a considérablement augmenté au cours de la dernière année. Le financement extérieur est en cours d'alignement pour combler les lacunes du gouvernement.

Les mécanismes de financement multi-donateurs comprennent le Fonds pour la réalisation des trois objectifs du Millénaire pour le développement (Fonds 3MDG) et le Fonds d'affectation spéciale pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire (LIFT). **Le ministère de la Santé fait actuellement partie du conseil d'administration du Fonds 3MDG à titre d'étape vers une action coordonnée.**

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

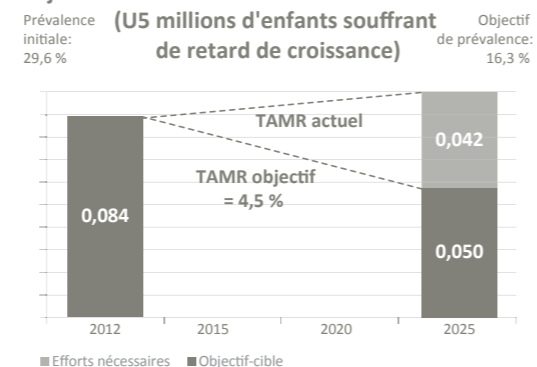


*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Faits marquants

- Le Plan multi-sectoriel de mise en œuvre pour la nutrition, le Cadre de résultats sert de Cadre de résultats commun chiffré (CRC) pour le plan national de nutrition de la Namibie.
- Un tableau d'indicateurs qui utilise les feux de signalisation routière - vert, jaune et rouge pour présenter l'état d'avancement des contributions des secteurs clés en matière de nutrition.
- Le Rt. L'Honorable Premier ministre Nahas Angula est président de la NAFIN et est également membre du Groupe principal du Mouvement SUN et champion actif pour la nutrition.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	23,1 %
Faible poids à la naissance :	13,0 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	48,5 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	7,1 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	4,1 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	32,7 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

L'Alliance pour une meilleure nutrition en Namibie (NAFIN) est une plate-forme multi-sectorielle et multi-acteurs coordonnée par le Cabinet du Premier ministre (OPM). Elle comprend 10 ministères, les partenaires au développement, les organisations de la société civile (OSC), le secteur privé et le milieu universitaire. L'organisation mondiale à but non lucratif Synergos est le Secréariat de la NAFIN. Des équipes spéciales et des groupes de travail ont été créés et rendent compte à la NAFIN. **Des plans sont en cours en vue de mettre sur pied un forum de secrétaires permanents placé sous les auspices de la NAFIN, avec la participation des ministères de tutelle. La NAFIN vise également à piloter les forums régionaux de coordination pour une meilleure prise en charge de la communauté.**

Les agences des Nations Unies (ONU) sont bien représentées avec la participation du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS),

du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Le Groupe de partenaires pour le développement de la santé (HDPG) est composé du Réseau de donateurs de la Namibie et des agences des Nations Unies (OMS, UNICEF, Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH / Sida (ONUSIDA)), de l'Agence américaine pour le développement international, des Centers for Disease Control and Prevention (CDC), de l'Union européenne, de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), et de la Coopération espagnole. Le Forum du Fonds des organisations non gouvernementales de Namibie (NANGOF) sert d'organisation faitière pour l'engagement de la Société civile. Businesses Pupkewitz Foundation, Namib Mills et Namibia Diaries sont pleinement engagés dans le Groupe de travail technique pour l'enrichissement des aliments présidé par le Conseil agronomique namibien.

La Namibie dispose d'une politique nationale alimentaire et nutritionnelle (1995) et d'un Plan stratégique national pour la nutrition (2010). En outre, il existe une variété de politiques et stratégies contribuant à la nutrition, y compris :

- Alimentation du nourrisson et du jeune enfant,
- Lutte contre les carences en micronutriments,
- Prise en charge de la malnutrition aiguë,
- Gestion de la nutrition pour les personnes vivant avec le VIH / SIDA, et
- Maladies non transmissibles liées au régime alimentaire.

Plusieurs ministères sont en train de réviser leurs politiques et cadres juridiques pour intégrer davantage d'indicateurs de la nutrition. Les plans de la NAFIN sont intégrés dans le Plan national de développement 4 (NDP4). La législation nationale contribue à la nutrition et comprend l'iodation du sel, la gestion de l'eau et la protection sociale. La loi sur la sécurité sociale

(2004) fournit des prestations de congé de maternité et met en place des programmes de distribution qui permettent un meilleur accès à l'alimentation pour les plus démunis. La loi sur la protection de la maternité prévoit 12 semaines de congé de maternité. Une politique de partenariat d'organisation civique (2005) vise à créer un partenariat de travail, créant la base d'une planification du développement multi-acteurs.

La loi sur la santé publique et environnementale (2015) contient une disposition sur la sécurité alimentaire, et l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. Elle sert de plate-forme pour le développement de la réglementation concernant l'application du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel.

Le Plan de mise en œuvre du renforcement de la nutrition (SUNCIP) a été lancé en collaboration avec la Stratégie de survie de l'enfant (CSS) sous l'égide d'« Une promesse renouvelée » en septembre 2014.

Le Plan multi-sectoriel de mise en œuvre de la nutrition, le Cadre de résultats et le tableau d'indicateurs servent de cadre de résultats commun (CRC) chiffré pour le plan national de nutrition de la Namibie. Tous les plans nationaux de développement des ministères clés visant la nutrition sont alignés et reflétés dans le CRC. Le tableau des indicateurs aide les décideurs à visualiser l'état des contributions des secteurs clés en matière de nutrition en Namibie.

La mise en œuvre du CRC est surveillée par la NAFIN avec le soutien d'un certain nombre de sous-groupes tels que

Maternal Infant Young Child Nutrition (Nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant), ainsi que des groupes de travail sur l'enrichissement des aliments, la sécurité alimentaire et la malnutrition.

Les progrès sont documentés individuellement par les ministères de tutelle, les agences des Nations Unies, les donateurs et la société civile. Un système de rapports conjoints sur une base régulière doit encore être mis à disposition même si un bon système de surveillance de la sécurité a déjà été établi.

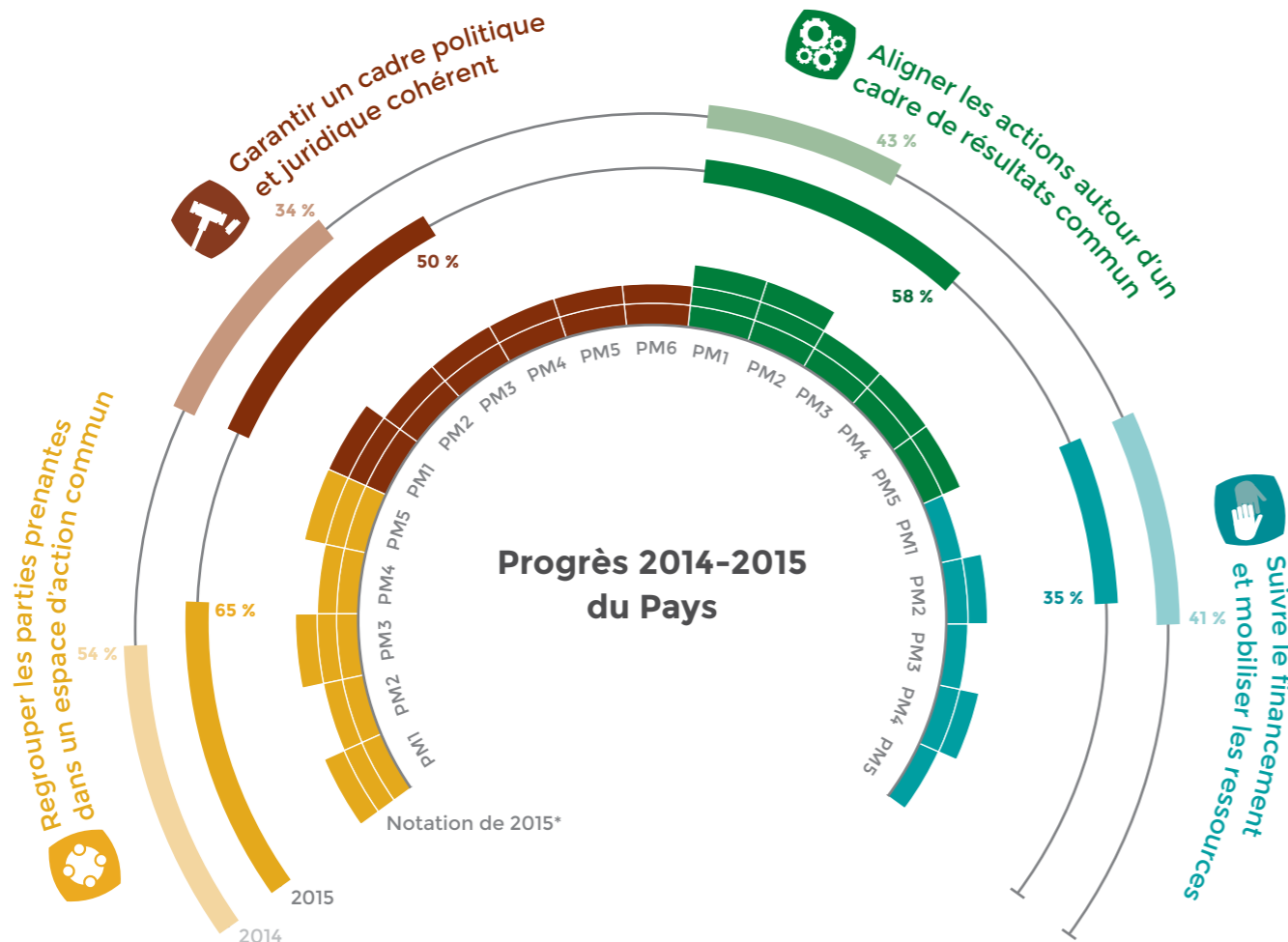
Les ressources allouées à la NAFIN depuis le ministère des Finances sont de l'ordre de 300 000 \$ (30 000 dollars US) par an et ont augmenté au cours des dernières années.

Le CRC chiffré est inscrit dans le budget du Cadre de dépenses à moyen terme du gouvernement et devrait soutenir l'alignement des ressources par les secteurs et les parties prenantes externes. Il existe un consensus sur les ressources financières limitées disponibles et leur répartition en faveur de

la nutrition entre le gouvernement et les partenaires, mais le montant des fonds disponibles n'a pas été convenu.

Le système financier du gouvernement de la Namibie ne prévoit pas une ligne budgétaire spécifique à la nutrition, bien que, les activités spécifiques à la nutrition et celles contribuant à la nutrition sont financées par d'autres lignes budgétaires. Une baisse des financements extérieurs a créé une augmentation du déficit financier pour les interventions nutritionnelles en Namibie.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Faits marquants

- Le Népal a mis en place un réseau des médias, qui comprend des journalistes formés et il a été mis en place pour intensifier l'engagement dans tout le pays.
- Il est prévu que le processus de S & E du MSNP au niveau du district et au niveau national soit lancé vers la fin de 2015.
- Le MSNP a été lancé en 2013 dans six districts sélectionnés et sera étendu à 15 autres à l'avenir. Les plans multi-sectoriels au niveau du district ont été établis et des comités de coordination au niveau de district ont été mis en place pour surveiller la mise en œuvre. Des cours de formation ont été menés dans les districts pilotes pour le MSNP en 2014 et 2015.

Rétrospective: Progrès rapportés lors de l'exercice d'auto-évaluation 2014

39 % Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

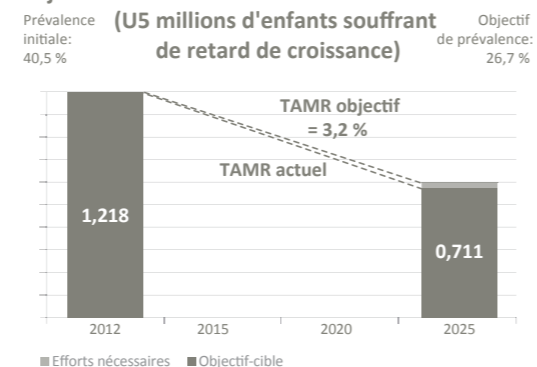
52 % Garantir un cadre politique et juridique cohérent

42 % Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

61 % Suivre le financement et mobiliser les ressources

2014

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	40,5 %
Faible poids à la naissance :	12,4 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	69,6 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	11,2 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	1,5 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	36,1 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



Au Népal, le Comité de pilotage de haut niveau pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (HLNFSSC) fournit l'orientation stratégique du Comité national de coordination de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (NNFSC) qui est la plate-forme multi-acteurs. Le Secrétariat national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (NNFSS) a été créé en 2013 pour apporter un soutien technique au NNFSC.

Le HLNFFSSC est présidé par la Commission nationale de planification (NPC) et regroupe des représentants des ministères concernés, notamment la Santé, l'Agriculture, l'Éducation et les Femmes, les Enfants et la Protection sociale. **Le ministère de l'Information et de la Communication était le dernier à le rejoindre.**

Le NNFSS n'est pas encore pleinement institutionnalisé, cependant, des rencontres entre les groupes multi-acteurs sont organisées régulièrement et ont abouti à des réalisations substantielles. Ces réalisations sont entre autres le Cadre des résultats commun du Népal (CRC) pour la nutrition, le Plan multi-sectoriel pour la nutrition (2013-2017) (MSNP) et la Stratégie multi-sectorielle mixte de communication et de plaidoyer.

En plus des structures de coordination, une plate-forme académique et trois groupes de travail multi-sectoriels (renforcement des capacités ; plaidoyer et communication ; suivi et évaluation et systèmes de gestion de l'information) ont été établis, et dans lesquels les agences des Nations Unies (ONU), les donateurs, les groupes de la société civile et les représentants du gouvernement sont engagés.

Un réseau médiatique, qui comprend des journalistes formés, a été mis en place pour intensifier ses actions dans tout le pays.

L'Alliance de la société civile pour la nutrition au Népal (CSANN) a été créée en 2014 et une plate-forme du Secteur privé est prévue.

Les tremblements de terre de 2015 ont causé des dommages considérables à travers le pays. Avec le soutien de la communauté internationale, le Népal se remet bien que la situation demeure fragile. Cela a également eu un impact sur les progrès dans les efforts de renforcement de la nutrition.



Le MSNP a été élaboré en étroite collaboration avec les partenaires au développement et définit les rôles et redevabilités des différents ministères ainsi que de la Commission nationale de planification (NPC) pour la mise en œuvre des interventions nutritionnelles. Le MSNP est complété par des plans tels que la Politique et la stratégie nationales pour la nutrition du secteur de la santé (2004/8) et le Plan de sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNSP) en préparation pour le secteur de l'agriculture dans le cadre de la Stratégie de développement de l'agriculture (ADS).

Le Népal a élaboré des stratégies et des plans pour résoudre le problème d'insécurité alimentaire, en promouvant la nutrition. Les régimes de protection sociale dans le pays contribuent à fournir suffisamment de nourriture et d'aliments nutritifs pour les pauvres et les groupes socialement marginalisés.



Le MSNP est le CRC sur lequel les parties prenantes alignent leurs interventions et objectifs stratégiques.

Un cadre de suivi et évaluation (S & E) du MSNP a été achevé en consultation avec les ministères de tutelle. La version révisée du cadre de S & E a été officiellement approuvée et des lignes directrices et des documents de formation sont en phase finale d'élaboration. **Il est prévu que le processus de S & E du MSNP au niveau du district et au niveau national soit lancé vers la fin de 2015.**

Le MSNP a été lancé en 2013 dans six districts sélectionnés et sera étendu à 15 autres à l'avenir. Les plans multi-sectoriels au niveau du district ont été établis et des comités de coordination au niveau de district ont été mis en place pour surveiller la mise en œuvre. **Des cours de formation ont été organisés dans les districts pilotes pour le MSNP entre 2014 et 2015. Un plan directeur WASH a été élaboré et finalisé en 2014.**



Le MSNP a été chiffré et des experts techniques ont jusqu'à présent assisté le ministère des Finances et la NPC dans l'analyse du plan chiffré et des propositions pour le suivi financier et les modalités communes de gestion de fonds.

La NPC a soutenu le développement de plans multisectoriels chiffrés dans les districts. Suite aux examens au niveau du district des plans de district, une allocation supplémentaire de fonds du gouvernement aux districts a été faite et une extension est même prévue.

Faits marquants

- Le mécanisme multisectoriel de coordination existant au niveau national est décentralisé jusqu'aux niveaux régional et local. La feuille de route pour l'alignement des secteurs, l'approche des 'communes de convergence' qui prône une approche intégrée de réduction de la vulnérabilité des populations ont montré des résultats probants en matière d'alignement et de cohérence des actions menées par les acteurs.
- La société civile s'organise pour la nutrition : le collectif Tous Unis en faveur de la Nutrition (TUN) est actif et trois réseaux des femmes journalistes, des parlementaires et des entités de recherche et académique ont été mis en place.

Rétrospective: Progrès rapportés lors de l'exercice d'auto-évaluation 2014

51 % **Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun**

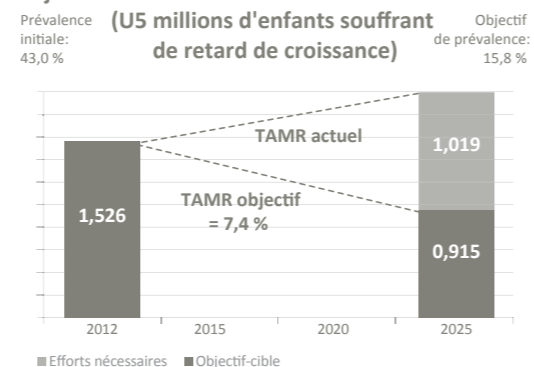
46 % **Garantir un cadre politique et juridique cohérent**

21 % **Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun**

37 % **Suivre le financement et mobiliser les ressources**

2014

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	43,0 %
Faible poids à la naissance :	12,0 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	23,3 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	18,7 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	3,0 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	46,7 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



Le Comité multisectoriel et multi-acteurs du Programme stratégique de nutrition (MCSP 4) présidé par le Ministre de la Santé Publique est la plateforme Mouvement SUN, placée sous la direction du Comité interministériel d'orientation de l'Initiative 3N (Les Nigériens nourrissent les Nigériens), présidé par le Président de la République. Le MCSP 4 est appuyé par un secrétariat. Ces mécanismes de coordination sont décentralisés jusqu'aux niveaux régional et local.

Des progrès ont été réalisés avec la mise en place du comité de pilotage de l'initiative 3N. Au cours de la réunion des directives ont été élaborées afin d'intégrer des activités de nutrition à d'autres secteurs.

Des activités de plaidoyer ont été menées par le collectif Tous Unis en faveur de la Nutrition (TUN): atelier et réunions de plaidoyer, afin de mettre à l'échelle la nutrition.

Un réseau des femmes journalistes a été mis en place.

L'initiative REACH participe à l'animation du réseau des Nations Unies et la formation de tous les acteurs quant à leurs rôles et responsabilités dans le renforcement de la nutrition.

La société civile est organisée au sein d'une plate-forme multisectorielle.

Il n'existe pas de réseau des secteurs privés spécialisés en nutrition mais le processus d'élaboration est en cours. Cependant ces secteurs sont organisés entre eux et au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie et le secteur privé s'est engagé avec l'Alliance pour l'enrichissement des aliments.

Un réseau de parlementaires pour la nutrition et la sécurité alimentaire a été mis en place

Il existe un réseau des entités de recherche et académique qui regroupe tous les chercheurs et enseignants en nutrition. Il est doté d'un représentant au sein de la plateforme SUN. Les TDR de ce réseau sont en cours d'élaboration ainsi que la mise en place d'un cadre de coopération formelle entre scientifiques et professionnels de la nutrition.

L'Union Européenne est le coordinateur des donateurs désigné.



La politique nationale de sécurité nutritionnelle (PNSN) incluant une vision multisectorielle est en cours d'élaboration. Elle sera assortie d'un plan multisectoriel budgétisé.

Des politiques actualisées sont en vigueur dans les secteurs clés. Le décret sur la réglementation de la commercialisation des substituts du lait maternel a été révisé.

Un accord entre quatre ministères fixant la production, la commercialisation et l'importation du sel dans le cadre de l'iodation du sel a été adopté par le gouvernement. Sensibilisation des régions et diffusion de cet arrêté (visant à la fois consommateurs et producteurs).

Une stratégie de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication (SMAC) a été élaborée et harmonisée avec le plan national de nutrition.



Le plan multisectoriel d'application de la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle sera finalisé et adopté.

La feuille de route pour l'alignement des secteurs, l'approche des 'communes de convergence' qui prône une approche intégrée de réduction de la vulnérabilité des populations d'une même zone ont montré des résultats probants en matière d'alignement et de cohérence des actions menées par les acteurs.

Le Niger poursuit la mise en œuvre de l'Initiative 3N à travers son plan d'action pour la période 2012-2015 qui comprend différents programmes visant à renforcer le secteur agricole tout en favorisant également la résilience aux crises alimentaires et l'amélioration de la situation nutritionnelle de la population.

La supervision des activités sur le terrain s'effectue à tous les niveaux. Les outils de suivi sont disponibles et un système de suivi des résultats est en place. REACH aide le gouvernement à collecter des données et à effectuer le suivi et l'évaluation.



Une fois finalisé, le plan stratégique multisectoriel devra être chiffré, le montant des engagements de l'état déterminé, en parallèle d'une mobilisation des fonds. Il est prévu qu'une commission de suivi des engagements pour la nutrition soit mise en place.

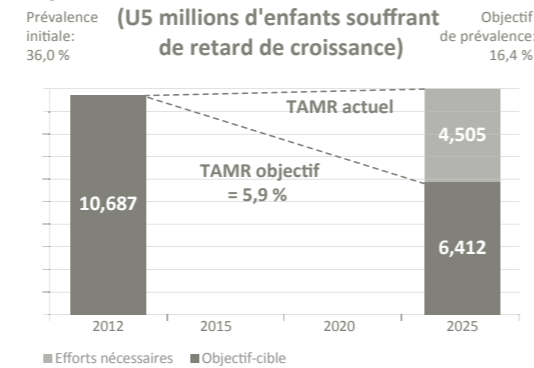
Le gouvernement a mis en place une ligne budgétaire pour l'achat des intrants thérapeutiques en 2012 et une ligne pour appuyer la supplémentation des enfants de 6 à 59 mois en vitamine A et déparasitage en 2014. La première ligne est passée de 500 millions de FCFA en 2013 à 537 millions de FCFA en 2014.

Progrès notés par le Secrétariat du Mouvement SUN en 2015; pays ayant effectué l'exercice d'autoévaluation en 2014

Faits marquants

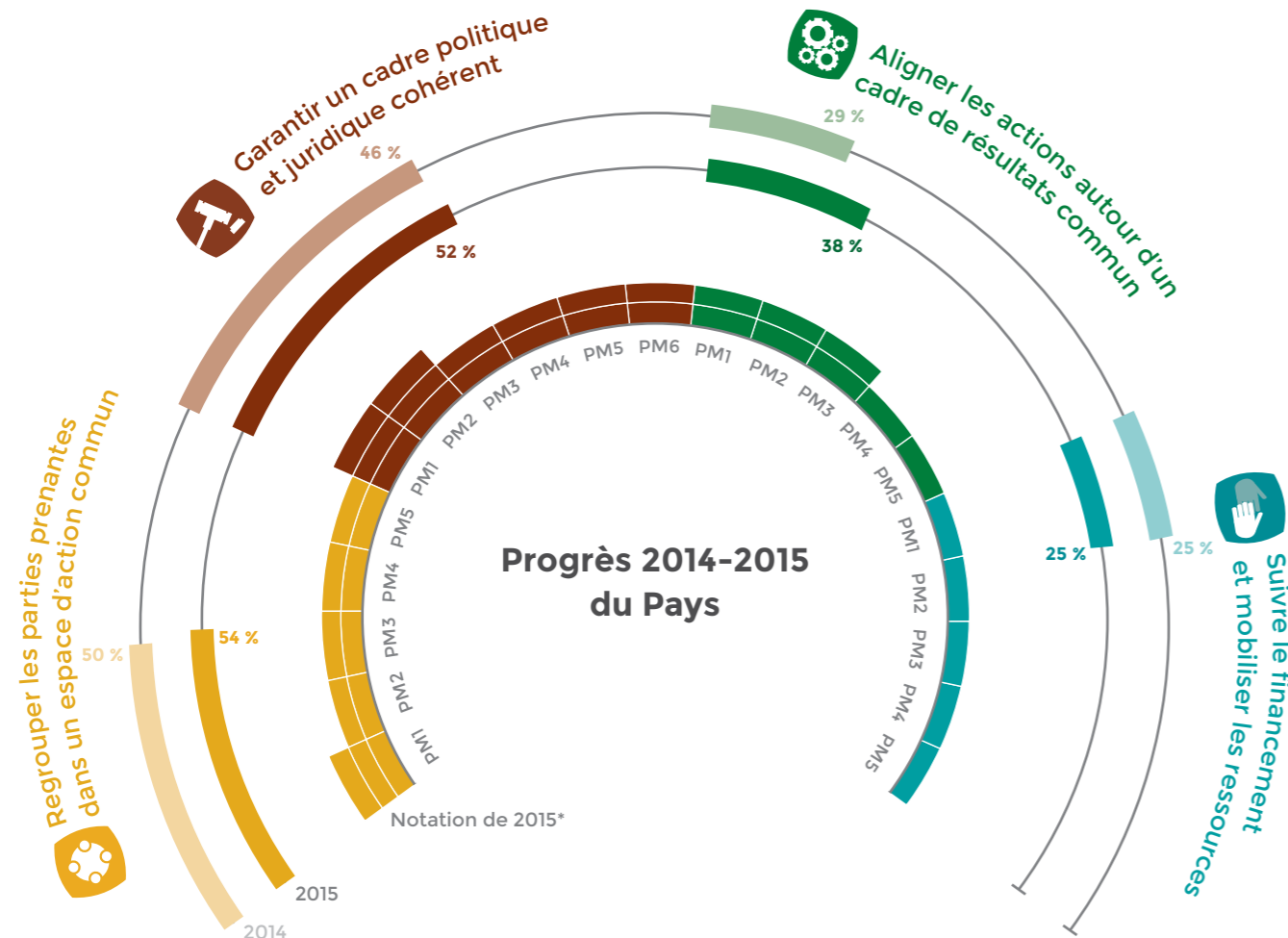
- Un coordinateur du Réseau du secteur privé Mouvement SUN est en place pour assurer la liaison avec le gouvernement et les autres réseaux pour une mise en place effective et durable des partenariats public-privé et des modèles d'affaires pour améliorer la nutrition.
- L'enrichissement de la farine de blé, de la farine de maïs et de l'huile végétale est mandaté par la loi et le certificat de l'iodation universelle du sel (USI) a été obtenu.
- Le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition (PANN) avec ses indicateurs globaux et son cadre de S & E sert de cadre des résultats commun chiffré.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	36,4 %
Faible poids à la naissance :	8,1 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	17,4 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	18,1 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	4,9 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	48,5 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



En République fédérale du Nigeria, le Forum des partenaires de la nutrition est présidé par le Chef du Département de la santé familiale. Il s'agit de la plate-forme multi-sectorielle multi-acteurs qui engage plusieurs ministères de tutelle, y compris de la Santé, de l'Éducation, de l'Agriculture, de la Condition féminine, des Finances, de l'Information, des Sciences et des Technologies, des Ressources hydrauliques et la Commission nationale de planification. Les groupes de parties prenantes externes sont également engagés avec des représentants du forum issus du Secteur privé, des organisations non-gouvernementales nationales et internationales, des agences des Nations Unies (ONU), des donateurs, du milieu universitaire et des médias.

La Division de la nutrition au ministère fédéral de la Santé est l'organe de coordination nationale qui coordonne la mise en œuvre des programmes relatifs à la nutrition et est responsable du renforcement de la nutrition.

Le Comité national pour l'alimentation et la nutrition, coordonné par la Commission nationale de planification, est actuellement en train d'être renouvelé et renforcé.

Il existe un mécanisme de coordination des Nations Unies en place qui réunit les agences de l'ONU. De plus, un réseau de donateurs a été mis en place, dont le Ministère britannique pour le développement international et l'UNICEF sont coordinateurs de donateurs. La société civile pour le renforcement de la nutrition au Nigeria (SC-SUNN) est une alliance qui mobilise les organisations de la Société civile afin de réaliser une réduction de la malnutrition à travers le plaidoyer, le soutien politique, la mobilisation des ressources, la sensibilisation du public, les programmes, les budgets et le suivi de la mise en œuvre, et les campagnes. **Le Réseau du secteur privé Mouvement SUN s'élargit pour inclure plus de partenaires du secteur privé issus de différents secteurs y compris l'alimentation, l'agriculture, les télécommunications et le secteur bancaire et s'engage avec les petites et moyennes entreprises. Un coordinateur du Réseau du secteur privé Mouvement SUN, qui assure la liaison avec le gouvernement et d'autres réseaux a été nommé.**



Le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition (PANN), a été adopté en 2014 par le Comité national sur l'alimentation et la nutrition pour traduire les buts, les objectifs et les stratégies énoncés dans la Politique nationale pour l'alimentation et la nutrition (NPFN) en activités et projets réalisables.

La NFNP qui a été lancée en 2002, a été mise à jour et soumise au Conseil exécutif fédéral pour approbation.

Les actions qui aident à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont été intégrées dans le Plan d'action national stratégique (2012) pour la mise en œuvre du Programme Great Green Wall. Le programme est mis en œuvre avec le soutien de la Commission de l'Union africaine et se concentre sur la restauration des écosystèmes pour améliorer les moyens de subsistance.

Les directives ministérielles nationales soutiennent l'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles. La plupart des politiques et stratégies pertinentes à la nutrition comprennent :

- la Politique d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ;
- le Cadre national stratégique et de mise en œuvre de l'agriculture pour la sécurité alimentaire ;
- la Politique nationale sur l'éducation ;
- la Politique nationale de la santé scolaire ;
- la Politique de développement social ;
- la Politique de développement rural ;
- la Politique sur la participation des femmes au développement ;
- le Plan national de développement stratégique de la santé ; et
- la Politique de communication de masse.

Une législation complète est en place pour la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. L'enrichissement de la farine de blé, de la farine de maïs et de l'huile végétale est mandaté par la loi et la certification de l'iodation universelle du sel a été réalisée en 2005.

Les actions de l'ONU sont intégrées à travers le Cadre d'assistance au développement des Nations Unies et le Réseau des donateurs dispose de plans de coordination pour faciliter la cohérence des activités.



Le NPAN est le cadre de résultats commun (CRC) national sur lequel toutes les parties prenantes alignent leurs actions en soutien au Nigeria. Le plan comprend un cadre de suivi et d'évaluation.

Lorsque la NFNP mise à jour est prête pour la diffusion, les parties prenantes seront en mesure de s'aligner davantage sur le NPAN.

La NFNP actuelle fait l'objet d'un suivi et ceci va continuer une fois qu'elle a été mise à niveau. Il existe des plans pour développer un système de suivi et de rapports régulier pour la plate-forme multi-acteurs. Les instruments d'évaluation des capacités ne sont pas encore en place et le renforcement des capacités effectives de suivi et d'évaluation est nécessaire.



Le NPAN a été chiffré par la Banque mondiale. Le Nigeria a reconnu la nécessité de mettre en place des mécanismes qui permettent une évaluation financière plus poussée du coût du renforcement de la nutrition.

La cartographie des allocations pour la nutrition dans le budget public a permis une meilleure planification du renforcement des

interventions. L'information sur le chiffrage est également utilisée pour le plaidoyer auprès des membres concernés de la plate-forme dans le but de soutenir les activités et les interventions requises.

Une augmentation de l'affectation des ressources à la nutrition pour combler les lacunes de financement est une priorité pour le Nigeria.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

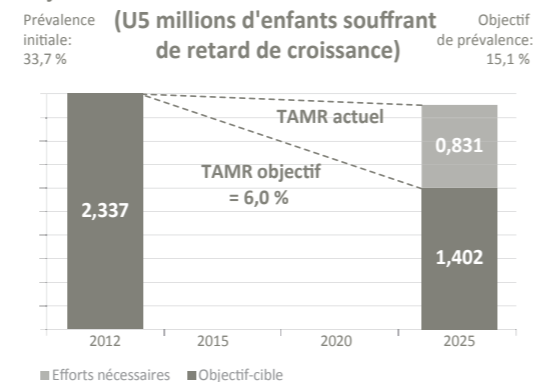
Ouganda

Date d'adhésion :
Mars 2011

Faits marquants

- En accélérant les efforts dirigés par les pays, l'objectif de réduction du retard de croissance a été fixé dans le 2e Plan national de développement 2016 - 2020 à partir de la base de référence actuelle de 33,4 % à 22 %.
- L'Ouganda a élaboré et adopté le Plan d'action pour la nutrition de l'Ouganda (UNAP) 2011-2016, le cadre stratégique du gouvernement pour le renforcement de la nutrition (SUN) couvrant la période de 2011 à 2016. La mise en œuvre du plan d'action est coordonnée par le bureau du Premier ministre.
- Une stratégie de plaidoyer sur la nutrition a été élaborée et a été combinée avec une stratégie de communication pour le changement de comportement ainsi qu'une stratégie de mobilisation sociale pour former une stratégie nationale globale de communication pour la nutrition.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	33,7 %
Faible poids à la naissance :	10,2 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	63,2 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	4,8 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	3,8 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	26,7 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Rétrospective: Progrès rapportés lors de l'exercice d'auto-évaluation 2014

37 % Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

34 % Garantir un cadre politique et juridique cohérent

41 % Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

43 % Suivre le financement et mobiliser les ressources

2014

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



L'Ouganda fait preuve d'un engagement de haut niveau dans le renforcement la nutrition et était parmi les premiers pays engagés à rejoindre le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN). Le Bureau du Premier ministre est l'organisme chargé de la coordination du Plan d'action pour la nutrition en Ouganda (UNAP). Il est composé d'un secrétariat qui assure la coordination et le suivi de l'UNAP.

Le Comité technique multi-sectoriel de coordination (MSTCC) est la principale plate-forme multi-acteurs de la nutrition dans le pays. Il comprend huit ministères de tutelle en charge de la mise en œuvre, y compris l'Autorité nationale de la planification, les partenaires au développement, la Société civile, le milieu universitaire et le secteur privé.

Le MSTCC est soutenu par le Comité de coordination des partenaires au développement pour la nutrition, un sous-comité du Cabinet sur la nutrition et un conseil pour l'alimentation et la nutrition, qui est composé des secteurs de l'UNAP. Pour décentraliser les efforts nationaux, les structures de coordination ont été mises en place, y compris des comités de coordination des secteurs et des districts pour la nutrition.

L'Ouganda a harmonisé les plans et les stratégies nationales existants pour un meilleur résultat de la nutrition et la nutrition est le domaine d'intervention prioritaire dans le Plan national de développement de l'Ouganda (NPD). **Le 2^e Plan national de développement de l'Ouganda (2016 - 2020) a fixé un objectif de réduction du retard de croissance à 22 % à partir de la base de référence actuelle de 33,4 %.**



Diverses politiques contribuant à la nutrition sont en place dans tous les secteurs clés, sur la protection sociale, le développement communautaire, et l'alimentation scolaire. Ce sont par exemple la loi sur l'éducation, la Politique de genre et le Développement de la petite enfance.

La législation nationale relative à la nutrition, notamment à l'enrichissement obligatoire des aliments et au Code international de commercialisation des substituts du lait

maternel a été adoptée. Le ministère du Genre, du travail et du développement social a élaboré une politique fixant les congés de maternité à 60 jours.

L'Ouganda dispose des plans pour aligner davantage les programmes spécifiques à la nutrition et les programmes contribuant à la nutrition à travers les secteurs concernés de l'UNAP.



L'UNAP sert de cadre commun de résultats multi-sectoriel pour la nutrition. Sa mise en œuvre est en cours avec la participation des ministères de l'Éducation, l'Agriculture, la Santé, le Commerce et l'industrie, le Genre, le Développement communautaire et social, les Finances et le gouvernement local. **L'Ouganda a accordé la priorité à l'amélioration du rôle des comités de coordination de la Nutrition des districts dans la mise en œuvre de l'UNAP.**

Le cadre de suivi et d'évaluation de l'UNAP est en cours d'élaboration et le cadre budgétaire est en cours de préparation avec l'appui de la Banque mondiale.

À travers l'UNAP, l'Ouganda vise à transformer la vie des enfants et des femmes en âge de procréer, car les chances de vie de nombreux enfants sont sapées à la suite d'une mauvaise nutrition au cours de leurs 1 000 premiers jours de vie entre la grossesse et le deuxième anniversaire.

Une stratégie de plaidoyer sur la nutrition a été élaborée et a été combinée à une stratégie de communication pour le changement de comportement ainsi qu'une stratégie de mobilisation sociale pour former une stratégie nationale globale de communication pour la nutrition.



L'Ouganda a participé à l'exercice d'analyse budgétaire du Mouvement SUN pour suivre les allocations pertinentes pour la nutrition dans le budget national. En outre, l'Ouganda a accordé la priorité aux efforts de renforcement des capacités nationales de suivi financier et de développement d'un cadre politique approprié pour orienter la gestion financière de la nutrition.

Cela permettra de soutenir la mobilisation des ressources nationales pour la nutrition et l'amélioration du plaidoyer auprès des donateurs pour gérer le manque de ressources. Le suivi financier des investissements en matière de nutrition sera renforcé avec l'élaboration des directives de la politique financière et la création de lignes budgétaires sectorielles pour la nutrition dans le budget de chaque secteur concerné de la nutrition.

Progrès notés par le Secrétariat du Mouvement SUN en 2015 et validés par les pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

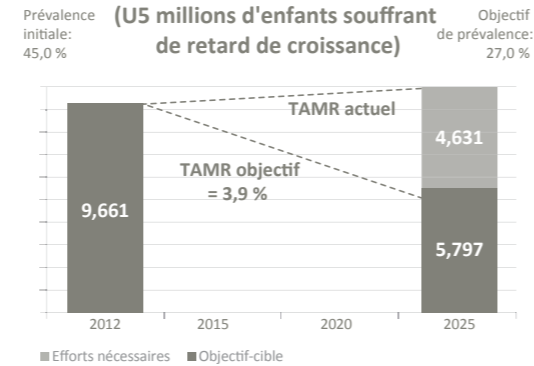
Pakistan

Date d'adhésion :
Janvier 2013

Faits marquants

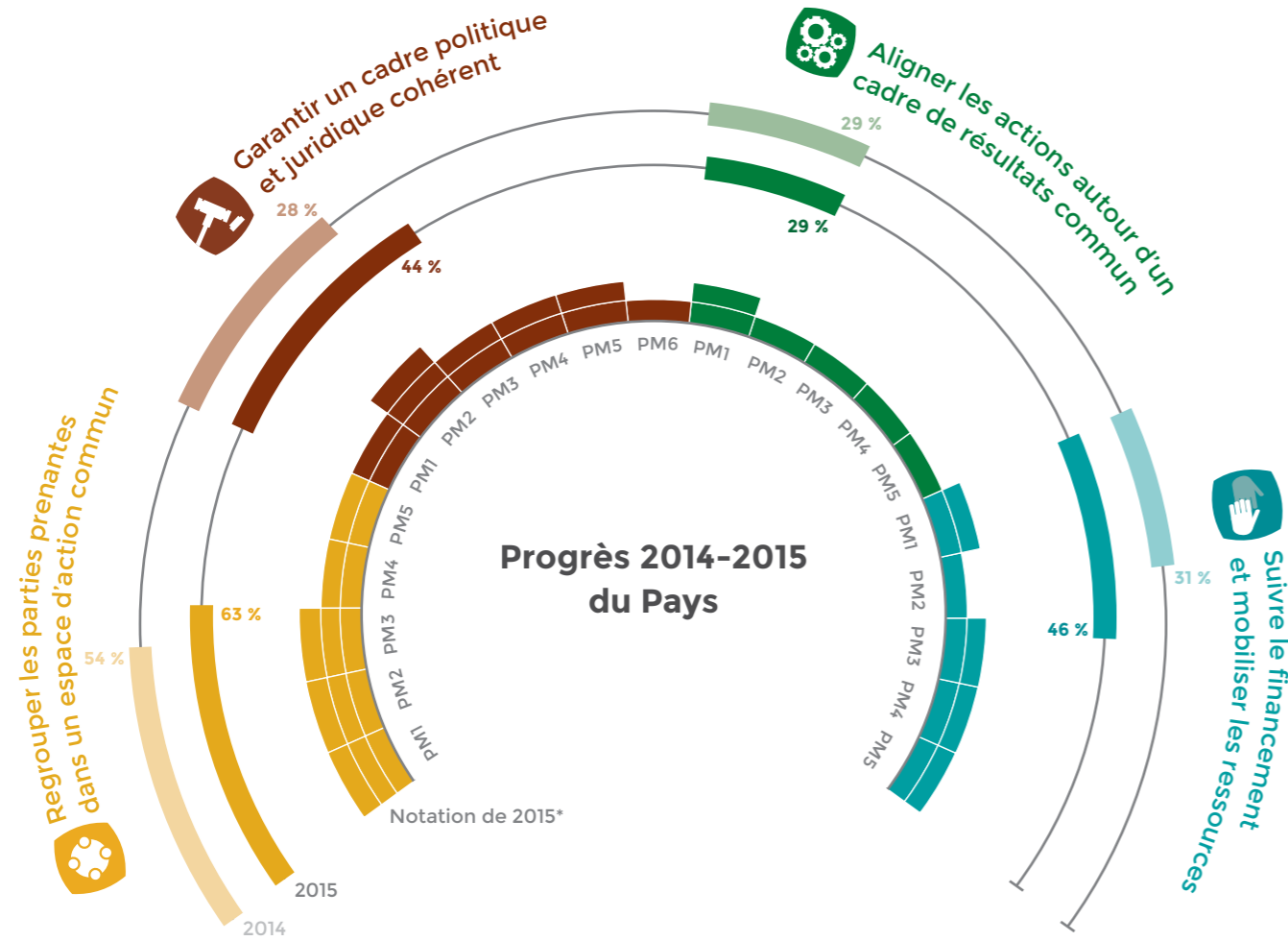
- La décentralisation de Mouvement SUN comprendra la mise en place d'unités Mouvement SUN sous-nationales. Elles sont prévues dans les services provinciaux de planification et de développement (P & DD) et seront mises en place avec le soutien des agences des Nations Unies (ONU) et de l'Initiative pour les micronutriments (IM).
- Le 11e Plan national de développement quinquennal comprend une composante de la nutrition et des allocations pour la nutrition sont en cours dans le Plan de développement du secteur public (PSDP) au niveau fédéral ainsi que dans le Plan de développement annuel (ADP) au niveau provincial.
- Le mécanisme suit les allocations liées à la nutrition pour les programmes aux niveaux fédéral et provincial dans les budgets du secteur public. Chaque année des rapports sont élaborés sur les allocations et sont disponibles en ligne.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	45,0 %
Faible poids à la naissance :	25,0 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	37,7 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	10,5 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	4,8 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	51,1 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



La République islamique du Pakistan a réalisé des progrès significatifs pour faire avancer son programme de nutrition. Sa plate-forme multi-acteurs est le Comité national de haut niveau pour la nutrition (NNC) au sein du ministère de la Planification, du Développement et des Réformes (MPD&R). **Un Secrétariat national du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) a été établi avec le soutien du Programme alimentaire mondial.**

La décentralisation du Mouvement SUN comprendra la mise en place des unités sous-nationales Mouvement SUN. Celles-ci sont prévues dans les départements de planification et de développement (P & DD) et seront mises en place avec le soutien des agences des Nations Unies (ONU) et de l'Initiative pour les micronutriments (IM).

Le Réseau de l'ONU est proactif dans la planification et la coordination. Chaque agence a harmonisé ses efforts sous l'égide du Mouvement SUN.

Le Réseau des donateurs, s'est engagé avec d'autres secteurs (secteurs et acteurs non sanitaires) pour intégrer et renforcer les interventions contribuant à la nutrition au sein de tous les secteurs connexes. Les donateurs dirigent le plaidoyer dans le but d'améliorer les processus de coordination.

L'Alliance de la Société civile pour le renforcement de la nutrition (ASC) au Pakistan a approuvé son plan de travail 2015 et est en train de renforcer son engagement au niveau national et provincial avec les parties prenantes pour promouvoir la redevabilité et mener des actions de plaidoyer pour la nutrition.

Le Réseau du secteur privé Mouvement SUN est en cours de création avec les engagements pris par les entreprises concernées. L'Alliance nationale pour l'enrichissement (NFA) rassemble le secteur de l'enrichissement et s'engage activement auprès du NNC. Elle a récemment mis en place un Secrétariat de la NFA.

Un réseau universitaire a été créé en mai 2015 et devrait jouer un rôle fort envisagé dans le développement de la stratégie du Mouvement SUN pour le Pakistan.



Un engagement politique de haut niveau pour la nutrition est observé avec la reconnaissance de la nutrition dans la Vision 2025 pour le Pakistan et l'engagement de créer un Centre d'excellence pour la nutrition au niveau fédéral.

Le 11e Plan national de développement quinquennal comprend une composante de la nutrition et des allocations pour la nutrition sont proposées dans le Programme de développement du secteur public (PSDP) au niveau fédéral ainsi que dans le Plan de développement annuel (PDA) au niveau provincial.

Une politique nationale de nutrition est en cours d'élaboration et sera examinée et finalisée en consultation avec toutes les parties prenantes.

La République islamique du Pakistan est passée par un processus de décentralisation entre 2011 et 2012 et divers ministères

nationaux ont été dévolus au niveau provincial. Dans le contexte post-transfert, l'adoption des cadres juridiques nécessite plus de temps et de ressources bien qu'elle soit effectuée d'une manière harmonisée. La mise en place du Secrétariat du Mouvement SUN au niveau provincial et l'actuelle reformulation de M/o NHR&C aidera à stimuler les progrès et à mettre en oeuvre des stratégies existantes.

Au niveau provincial, l'ASC est guidée par des stratégies provinciales intersectorielles de nutrition et la Vision 2025 du Pakistan.

La NFA (présidé par le Ministre fédéral de **NHR&C, avec une forte représentation de ministres fédéraux dont M/o PD&R, départements provinciaux et d'autres parties prenantes**) travaille avec des partenaires au développement, y compris les agences de l'ONU, GAIN et l'IM pour mettre en oeuvre les programmes d'enrichissement.



Les objectifs communs en matière de nutrition sont axés sur la réduction de la malnutrition via l'identification des interventions rentables. Le gouvernement a alloué des budgets spécifiquement à la nutrition à travers le PSDP et le PDA, en couvrant des secteurs clés tels que la santé, l'agriculture, l'éducation, l'eau et l'assainissement, et la protection sociale.

Le Plan d'action national de la nutrition (NNAP) servira de cadre de résultats commun (CRC) du Pakistan et est en cours d'élaboration en consultation avec toutes les provinces et partenaires.

Le Ministère de la Sécurité alimentaire et de la Recherche nationale planifie un programme national pilote Faim Zéro avec les agences de l'ONU et travaille également avec Harvest Plus,

pour le bio-enrichissement de la farine de blé. Le Ministère de la Santé Nationale, de la régulation et de la coordination (M/o NHR&C), à travers de l'Alliance nationale pour l'enrichissement (NFA), est chargé de coordonner, la formulation politique et le développement du cadre réglementaire national pour les programmes d'enrichissement des aliments, dont l'enrichissement de la farine de blé et l'iодation universelle du sel.

Au niveau provincial, les projets intégrés de nutrition (PC-1) ont été approuvés. Ces PC-1 ont été approuvés conformément aux notes d'orientation de la politique de nutrition et aux stratégies intersectorielles. Actuellement les PC-1 des provinces de Sindh et du Baloutchistan sont spécifiques au secteur de la santé et les PC-1 de Khyber Pakhtunkhwa et du Punjab sont des plans de réforme de santé intégrés avec la nutrition.



Le Pakistan a participé à l'analyse budgétaire du Mouvement SUN et diffusé son mécanisme de suivi financier pour les interventions spécifiques à la nutrition et les interventions contribuant à la nutrition. Le mécanisme suit les allocations liées à la nutrition pour les programmes aux niveaux fédéral et provincial dans les budgets du secteur public. Des rapports sont réalisés sur les allocations chaque année et sont disponibles en ligne.

Les allocations hors-budget provenant des sources externes, y compris les agences des Nations Unies, les donateurs et la société civile, pour les programmes liés à la nutrition, se révèlent difficiles à suivre et à documenter.

La prochaine étape est de suivre les dépenses liées à la nutrition pour assurer la redevabilité du financement des programmes de nutrition et une distribution équitable des ressources.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

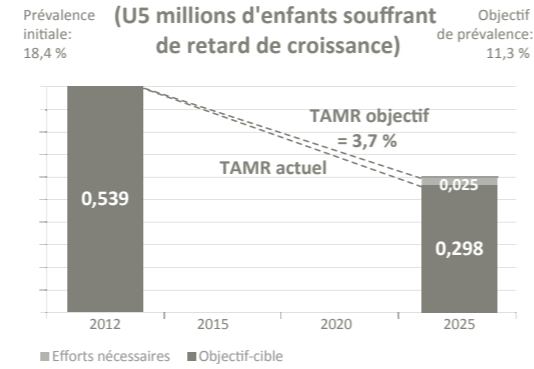
Pérou

Date d'adhésion :
Novembre 2010

Faits marquants

- La transparence des informations a été la clé de l'élaboration des politiques et des plans de pays. « Easy consulting » est un système public décentralisé chargé du suivi de la programmation et de la mise en œuvre budgétaires. Il surveille les dépenses et les progrès vers les objectifs tangibles.
- Un aspect important du budget national est défini par la budgétisation axée sur les résultats, qui établit des mesures incitatives en gestion et surveille la performance des indicateurs pour faciliter l'identification des interventions efficaces.
- Le Pérou dispose d'un mécanisme d'incitation basé sur la performance, tel que le Fonds d'incitation pour la performance sociale et l'atteinte des résultats (FED). Il s'est efforcé à améliorer les processus de gestion régionale et à favoriser la réalisation des objectifs de couverture des services directement liés aux résultats escomptés pour le développement de la petite enfance.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	18,4 %
Faible poids à la naissance :	6,9 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	67,6 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	0,6 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	7,2 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	18,5 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Le ministère du Développement social et de l'Inclusion (MIDIS) est responsable de la coordination interministérielle et intersectorielle de la Stratégie nationale pour le développement social et l'inclusion « Inclusion pour la croissance » (ENDIS), qui encourage la coordination des programmes et des interventions de lutte contre la sous-nutrition dans les deux axes stratégiques : Nutrition infantile et développement de la petite enfance.

Cette coordination soutenue par le MIDIS est attestée par la signature d'accords. L'accord Lamay-Cusco d'octobre 2013 a été signé par cinq secteurs (santé, éducation, logement,

femmes et groupes vulnérables, développement et inclusion sociale) et des organismes décentralisés (autorités régionales et municipalités) qui ont fixé les objectifs nationaux pour 2016 visant à réduire de 10 % la sous-nutrition infantile chronique, de 20 % la prévalence de l'anémie et à accroître de 85 % l'accès à l'éducation préscolaire, à l'eau et à l'assainissement. Le Pérou a également d'autres expériences en matière de coordination telles que l'Initiative de lutte contre la sous-nutrition infantile qui regroupe des organisations non gouvernementales et des organisations internationales, des agences des Nations Unies, des donateurs et la Table ronde pour la lutte contre la pauvreté.

La politique nationale relative au développement de la petite enfance au Pérou (DIT) suit un modèle logique informel basé sur des preuves scientifiques. Parmi ses sept résultats, la politique comprend un résultat lié à la sous-nutrition infantile chronique qui est suivi par l'Enquête démographique et de santé de la famille et des rapports des systèmes administratifs liés à la prestation des services de santé et d'éducation. La Stratégie nationale pour le développement social et l'inclusion « Inclusion pour la croissance » (ENDIS), et la Politique nationale relative au développement de la petite enfance (DIT) sont les principaux points de référence pour la promotion de la coordination intersectorielle axée sur les enfants ainsi que pour le suivi des progrès et des réalisations.

Nutrition has been included in the following intersectoral strategies and plans:

- **Work Strategy on the Amazonian population**
- **National Plan to Decrease Malnutrition and Anaemia (Ministry of Health)**
- **National Action Plan for Infants and Adolescents (Ministry of Women and Vulnerable Groups)**
- **National Food and Nutritional Security Strategy (Multisectoral Food and Nutritional Security Commission)**

Les politiques démontrent le niveau élevé de cohérence qu'il est également prévu qu'elles atteignent le plus rapidement dans les cadres réglementaires.

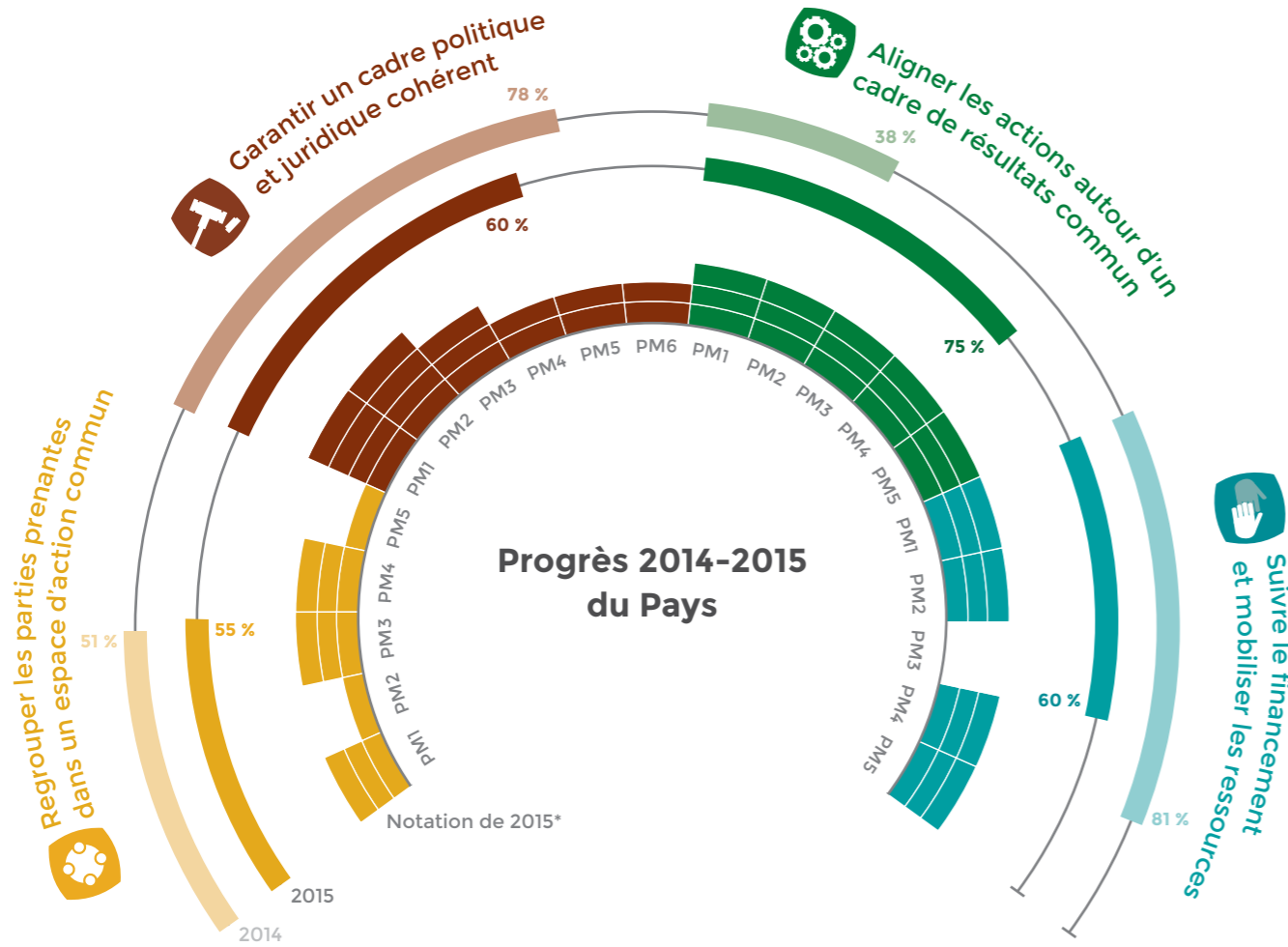
La Stratégie nationale pour le développement social et l'inclusion « Inclusion pour la croissance » (ENDIS), assure la coordination des interventions et des programmes intersectoriels de chaque ministère pour les résultats convenus dans une approche intersectorielle. Dans cette optique, un Fonds d'incitation pour la performance sociale et l'atteinte des résultats (FED) a été mis en place. Il a permis d'harmoniser les actions régionales en vue de stimuler la réalisation des objectifs de la DIT, en commençant par l'amélioration de la couverture de l'ensemble intégré des services pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans et leur milieu de vie.

Le Pérou a réalisé des progrès dans l'articulation des actions des donateurs grâce à des initiatives telles que le Projet d'approche sectorielle, avec la Banque mondiale, qui vise à fournir des produits prioritaires dans le Programme national articulé de nutrition.

Un consensus sur les objectifs, les actions et les mécanismes de suivi et les réalisations définies pour chaque partie prenante a été atteint à tous les niveaux gouvernementaux (national, régional et local). À cet égard, le Pérou a fait un effort considérable pour rendre la mise en œuvre décentralisée et établir des mécanismes qui favorisent l'harmonisation, tels que les plans d'incitation municipales, les accords FED et les accords d'appui budgétaire.

Perú cuenta con un sistema de "Consulta Amigable" del Ministerio de Economía y Finanzas, que da seguimiento al gasto y a las metas físicas. El sistema es transparente y libremente disponible en el siguiente vínculo: <http://apps5.mineco.gob.pe/transparencia/Navegador/default.aspx>

El país aún no ha realizado un análisis detallado de las brechas de financiamiento, pero cuenta con evidencia que indica que el presupuesto es insuficiente para las actividades de nutrición. Actualmente, el 90% de los compromisos presupuestales en nutrición corresponden a recursos domésticos, lo que ha coincidido con un incremento en la inversión del Estado en los últimos años.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

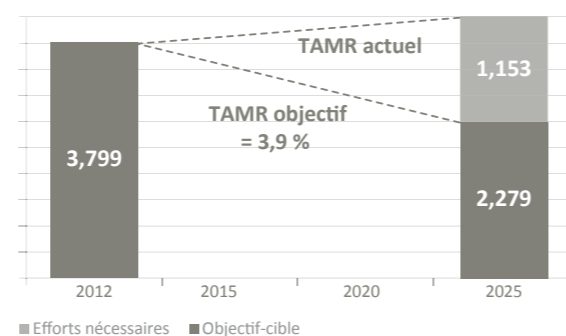
Suivre le financement et mobiliser les ressources

Philippines

Date d'adhésion :
Mai 2014

Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 33,6 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 18,2 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	30,3 %
Faible poids à la naissance :	19,6 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	34,0 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	7,9 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	5,0 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	25,4 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Faits marquants

- Les Philippines ont créé des comités locaux interinstitutionnels de nutrition présidés par des dirigeants locaux élus. Ces comités, fournissent le mécanisme d'action multi-sectorielle pour résoudre les problèmes locaux de nutrition. Une plus grande décentralisation existe au niveau du village ou barangay avec les travailleurs bénévoles de la nutrition communautaires appelés Barangay Nutrition Scholars. Ces chercheurs identifient les familles avec des enfants souffrant de malnutrition (sur- et sous-alimentés à la fois) par des activités régulières de surveillance de la croissance, et aident à la mise en œuvre des interventions nutritionnelles et des interventions connexes.
- Au niveau local, un système de suivi et d'évaluation des plans de nutrition a été institutionnalisé. Le système a la capacité de reconnaître les unités locales du gouvernement qui affichent une performance exemplaire dans la gestion du programme de nutrition.



La République des Philippines continue de rassembler les acteurs autour d'une vision partagée en vue de faire face à la fois à la sous-nutrition et à la surnutrition dans le pays. Le Conseil national de la nutrition (NNC) est l'organe de prise de décision politique et de coordination de plus haut niveau pour la nutrition. Il est composé d'un Conseil d'administration du NNC et du Secrétariat du NNC. Le Conseil d'administration du NNC est présidé par le ministre de la Santé, et co-présidé par les ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur et des collectivités locales. Le Secrétariat du NNC sert de bras exécutif du Conseil d'administration du NNC. Le NNC est appuyé par un comité technique du NNC, qui est composé de représentants techniques des secteurs de la santé et de l'agriculture, du gouvernement local, du milieu universitaire et des organisations de la Société civile. Les groupes de travail techniques ont été organisés pour se pencher sur des préoccupations spécifiques. **Les domaines prioritaires comprennent l'iodation du sel, l'enrichissement obligatoire des aliments, la nutrition dans les situations d'urgence, le suivi de la nutrition et le Cadre intégré de classification de la phase de la sécurité alimentaire.**

Un comité de gestion du programme pour les sous-résultats de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, au titre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (ONU), est co-organisé par le Secrétariat du NNC et le Programme alimentaire mondial. Il comprend des organismes gouvernementaux et des Nations Unies.

Un groupe de travail sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle placé sous les auspices du Forum de développement des Philippines (PDF) est co-organisé par le Secrétariat du NNC et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Le PDF est le principal mécanisme du gouvernement pour faciliter le dialogue politique de fond entre les parties prenantes.

Les organisations non-gouvernementales des Philippines ont formé la Coalition philippine des défenseurs pour la sécurité de la nutrition. Cette coalition est représentée dans la structure formelle du gouvernement chargée de la formulation et la coordination des politiques.

Au niveau local, les comités locaux interinstitutionnels de nutrition sont présidés par des chefs exécutifs élus. Ces comités, fournissent le mécanisme d'action multi-sectorielle pour résoudre les problèmes locaux de nutrition. Une plus grande décentralisation existe au niveau du village ou barangay avec les travailleurs bénévoles de la nutrition communautaires appelés Barangay Nutrition Scholars. Ces chercheurs identifient les familles avec des enfants souffrant de malnutrition (sur- et sous-alimentés à la fois) par des activités régulières de surveillance de la croissance, et aident à la mise en œuvre des interventions en faveur de la nutrition et des interventions connexes.



Le Plan d'action philippin pour la nutrition (2011-2016) (PPAN) fournit le cadre général pour aborder les problèmes nutritionnels dans le pays. Le plan couvre à la fois les composants contribuant à la nutrition et spécifiques à la nutrition pour atteindre les objectifs fixés pendant la période du plan. Il souligne également l'importance de se concentrer sur les 1000 jours les plus décisifs de la vie de l'enfant. Un examen à mi-parcours du plan a identifié la nécessité de :

- 1) renforcer la mobilisation des unités locales du gouvernement ;
- 2) exposer clairement les contributions spécifiques des secteurs clés pour l'amélioration de la nutrition ; et

3) intensifier et systématiser la promotion d'une alimentation complémentaire, la prise en charge de la malnutrition aiguë, la communication et le plaidoyer pour un changement de comportement.

Le ministère de la Santé a commencé à élaborer son plan stratégique pour la nutrition (2015-2025) en vue d'assurer une action stratégique coordonnée entre ses différents programmes et ses unités opérationnelles.

Au niveau local, les comités locaux de nutrition formulent des plans d'action triennaux pour la nutrition en tant que composante du plan de développement local.



Un cadre de résultats pour le PPAN a été rédigé, les secteurs concernés ont été consultés et ce cadre attend l'approbation officielle. Le cadre précise les mesures clés, y compris les activités et les objectifs de production qui devraient être entrepris par chaque secteur, conformément aux priorités du PPAN. En outre, un cadre de suivi et évaluation a été élaboré pour soutenir le PPAN.

Au niveau local, un système de suivi et évaluation des plans de nutrition a été institutionnalisé. L'évaluation porte sur les

aspects de l'efficacité (la mesure dans laquelle les objectifs physiques ont été atteints) et de l'efficience (en termes de changements de l'état nutritionnel de l'enfant). Le système a la capacité de reconnaître les unités locales du gouvernement qui montrent une performance exemplaire dans la gestion de programme de nutrition. **Cela a permis le développement d'un système de récompenses qui est devenu une source d'inspiration pour les unités locales du gouvernement pour leur permettre également d'améliorer leurs programmes de nutrition respectifs.**



L'inexistence du suivi des investissements financiers du PPAN est une lacune qui doit être comblée. Néanmoins, la mobilisation des ressources pour la nutrition est une action continue qui puise dans les ressources des gouvernements nationaux et locaux, des organisations non gouvernementales et des organismes compétents des Nations Unies. **Les investissements**

« clairement définis » pour la nutrition sont bien mis en exergue dans les budgets nationaux du NNC, des ministères de la Santé, de l'Éducation, des Sciences et des Technologies, de la Protection sociale et du Développement et des unités locales du gouvernement. **L'alignement de ces investissements avec le PPAN est une priorité pour les Philippines.**

Progrès notés par le Secrétariat du Mouvement SUN en 2015 et validés par les pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

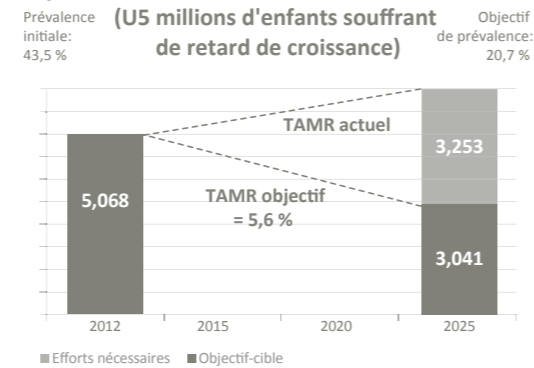
République Démocratique du Congo

Date d'adhésion : Mai 2013

Faits marquants

- Les plateformes (donateurs, ONU, société civile) sont toutes dotées de termes de référence, de plans de travail annuels, et de chefs de fil, ce qui leur permet de remplir leur rôle de soutien au gouvernement.
- Une plateforme des professionnels de la nutrition comprenant scientifiques et académiques est en cours de création, afin d'assurer une prise de décisions basée sur les preuves scientifiques et la valorisation des résultats de la recherche.
- Le plaidoyer auprès du Ministère du budget, des finances et de la primature a permis l'inscription d'une ligne budgétaire dotée d'un milliard de Francs Congolais au budget de l'Etat en 2015.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	42,6 %
Faible poids à la naissance :	10,0 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	47,6 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	8,1 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	4,4 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	49,0 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Le décret institutionnalisant le Comité National Multisectoriel de Nutrition (CNMN) - envisagé dans le cadre du Mouvement SUN - est en attente de signature par le Premier Ministre. Il est prévu que le CNMN oriente, décide, suit et évalue toute question relative à la nutrition, sous l'autorité d'un point focal issu de la primature.

Le CNMN est composé des points focaux issus de sept ministères, des représentants de la société civile, de la recherche, des agences des Nations Unies et des représentants de la Fédération des Entreprises Congolaises. **Un plan annuel pour 2015 a été défini sous le terme de 'feuille de route', afin de guider l'équipe assurant la coordination**

de la nutrition dans l'intervalle. Les pourparlers sont en cours pour intensifier l'engagement du secteur privé et la décentralisation des structures de coordination aux niveaux des provinces et territoires est identifiée comme une priorité.

Enfin, les plateformes des Nations-Unies, des donateurs, et de la société civile ont formalisé leurs réseaux au niveau central, en élaborant des termes de référence et des plans de travail annuels qui **leur ont permis d'être opérationnels et de voir le nombre de leurs membres continuer de croître.** Les réseaux des chercheurs et des parlementaires existent aussi, mais ne sont pas encore mis en place officiellement.

La législation nationale sur la nutrition comprend une stratégie nationale sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, un Protocole sur la gestion intégrée de la malnutrition aiguë, un code sur la commercialisation des substituts du lait maternel, un plan stratégique pour la fortification alimentaire. Un plan de communication sur la nutrition à base communautaire est en cours d'élaboration.

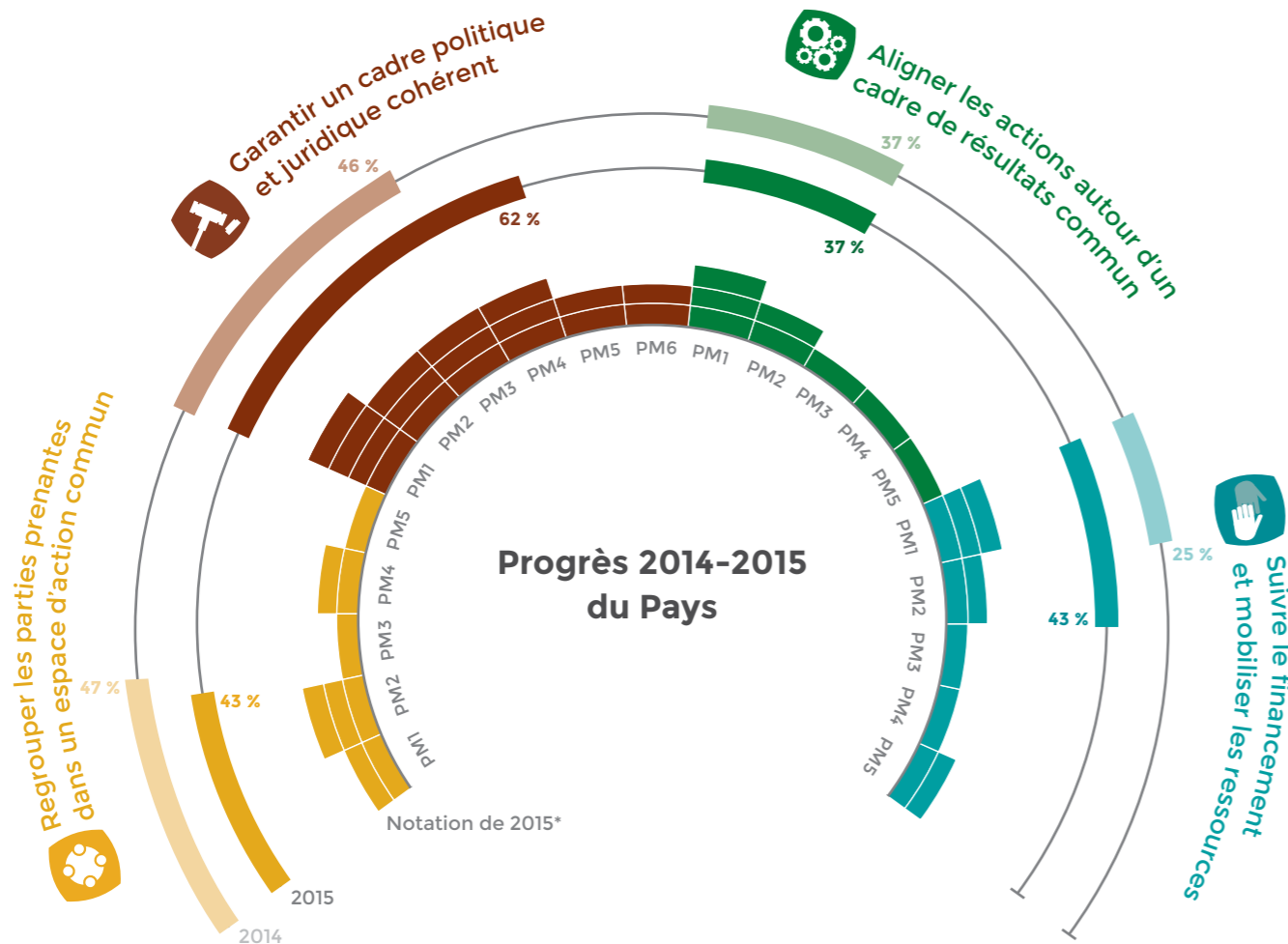
Une étude des politiques en place a permis de revoir et d'élaborer de manière participative, une nouvelle politique nationale multisectorielle de nutrition en Octobre 2013. **A ce jour, la nutrition est en cours d'intégration dans les politiques et plans stratégiques de 11 ministères** (dont : Education, Genre, Protection sociale, Agriculture et développement rural) **qui sont alignés avec la politique nationale de nutrition, avec l'appui des partenaires.**

Le plan national stratégique multisectoriel de nutrition (PNSMN) servira de base pour établir un Cadre Commun de Résultats (CCR) et **un document détaillant les étapes de son développement a été élaboré. Une étude sur la priorisation et l'estimation du coût-efficacité de la mise en œuvre des interventions de nutrition à grande échelle a été menée par le gouvernement avec l'appui de la Banque Mondiale afin d'établir les bases de**

ce document. Finalisée en septembre 2014, elle a mis en évidence 5 scénarios possibles qui doivent être discutés au plus haut niveau de l'Etat. Une fois le PNSMM élaboré, il est prévu de le budgétiser et de le transcrire en un plan opérationnel de mise en œuvre qui servira de CCR et de référentiel à de futurs plans provinciaux. Mais, **un manque de financement a retardé le calendrier envisagé.**

Un exercice de suivi des allocations du budget de l'état a été exécuté sur les 3 dernières années (2012; 2013; et 2014). Certains ministères (santé et éducation) avaient déjà dégagé des lignes budgétaires spécifiques mais **une ligne additionnelle d'un milliard de Francs Congolais a été inscrite pour la première fois au budget de l'Etat de 2015, qui sera utilisée pour la poursuite de l'élaboration du PNSMN, du CCR, du plan**

d'investissement en nutrition et de plans opérationnels provinciaux, l'installation de comités intersectoriels de nutrition dans les provinces, le plaidoyer pour plus de financement, la coordination, le suivi et évaluation. La République Démocratique du Congo espère qu'une fois le PNSMN et le CCR en place, le budget de cette ligne pourra être augmenté.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

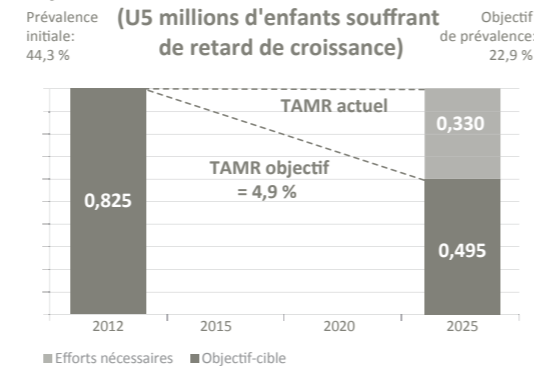
Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Faits marquants

- Le NFNSP 2013 - 2018 du Rwanda comprend à la fois des approches spécifiques à la nutrition et des approches contribuant à la nutrition pour lutter contre la sous-nutrition. Les politiques sont en place dans les secteurs clés qui ont un impact sur les résultats nutritionnels, y compris l'agriculture, la réduction de la pauvreté et le développement, la santé, l'éducation et la protection sociale.
- Le Rwanda a adopté une approche décentralisée pour lutter contre la malnutrition. Le Plan de district pour l'élimination de la malnutrition (DPEM), le Forum d'action conjointe pour le développement au niveau du district (JADF) et le Plan d'action conjoint pour l'élimination de la malnutrition (JAPEM) ont été élaborés. Tous les DPEM ont été mis à jour et alignés avec le programme des 1000 jours les plus décisifs.
- Trente districts ont élaboré et mis à jour leurs plans de district pour l'élimination de la malnutrition (DPEM) et leur mise en œuvre est contrôlée par le logiciel "Devinfo".

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	37,9 %
Faible poids à la naissance :	6,2 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	87,3 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	2,2 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	7,7 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	17,4 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Au Rwanda, plusieurs plates-formes multi-acteurs ont également été mises en place au niveau central et local pour renforcer la nutrition.

Le Comité de coordination inter-ministériel est l'organe de coordination de plus haut niveau, sous la direction du ministre de la Santé et co-présidé par le ministre des Finances et le coordinateur résident des Nations unies (ONU). Le comité réunit le gouvernement et les partenaires au développement.

Le personnel des ministères de la Santé, de l'Agriculture et des ressources animales et les gouvernements locaux coprésident le Comité directeur du Groupe de travail social pour l'alimentation et la nutrition (SCF & NSC). Ensemble, ils coordonnent et mettent en œuvre la politique nationale de l'alimentation et de la nutrition (NFNP) et le Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition (NFNSP) avec le soutien des ministères de l'Éducation, du Genre et de la promotion de la famille, de la Gestion des catastrophes et des réfugiés, et du Service public et du travail.

Le Groupe de travail technique national sur l'alimentation et la nutrition (NF&NTWG) a été créé en 2013 et est la plateforme multisectorielle de coordination de la nutrition au Rwanda. Il comprend des représentants du SCF&NSC, les donateurs, les agences des Nations unies, la Société civile, le milieu universitaire et le secteur privé. Le mécanisme REACH de l'ONU fonctionne comme coordinateur du Réseau des Nations unies et le Réseau des donateurs est coordonné par l'Union européenne (UE). L'Alliance de la société civile a été créée en 2014 et le milieu universitaire est engagé à travers le NTWG. Le Secteur privé a créé l'Alliance nationale pour l'enrichissement des aliments (National Food Fortification Alliance) sous les auspices du NF&NTWG au sein du ministère de la Santé.

Au niveau local, les comités multi-sectoriels de nutrition sont composés de maires, directeurs de district de santé, nutritionnistes, agronomes, responsables de la protection sociale, de la santé animale et de l'hygiène et de l'assainissement.

La politique alimentaire et nutritionnelle nationale du Rwanda (NFNP) comprend des approches spécifiques à la nutrition et des approches contribuant à la nutrition pour lutter contre la sous-nutrition.

Les politiques contribuant à la nutrition sont en place dans les secteurs clés qui ont un impact sur les résultats nutritionnels ; ces secteurs comprennent l'agriculture, la réduction de la pauvreté et le développement, la santé, l'éducation et la protection sociale.

Deux exemples où la nutrition a été bien intégrée comme sous-programme sont la Phase III du Plan stratégique pour la transformation de l'agriculture au Rwanda, et le Plan stratégique III du secteur de la santé. Les programmes de nutrition sont décentralisés par le biais des plans d'action de district pour l'élimination de la malnutrition (DPEM) et le Forum d'action conjointe pour le développement (JADF).

La politique alimentaire et nutritionnelle nationale du Rwanda (NFNP) 2013 - 2018 a permis au Rwanda d'engager sept ministères clés du domaine du travail social pour mettre à jour le « Plan d'action conjoint pour l'élimination de la malnutrition » qui servira de cadre commun de résultats pour la mise en œuvre. Afin d'harmoniser le système de reporting pour suivre les progrès de la NFNSP, un tableau national d'indicateurs de nutrition en ligne sera créé.

La NFNP (2013 - 2018) vise à réduire le retard de croissance à l'horizon 2018 et les priorités du Programme d'aide au développement des Nations unies ont été alignées sur la NFNP.

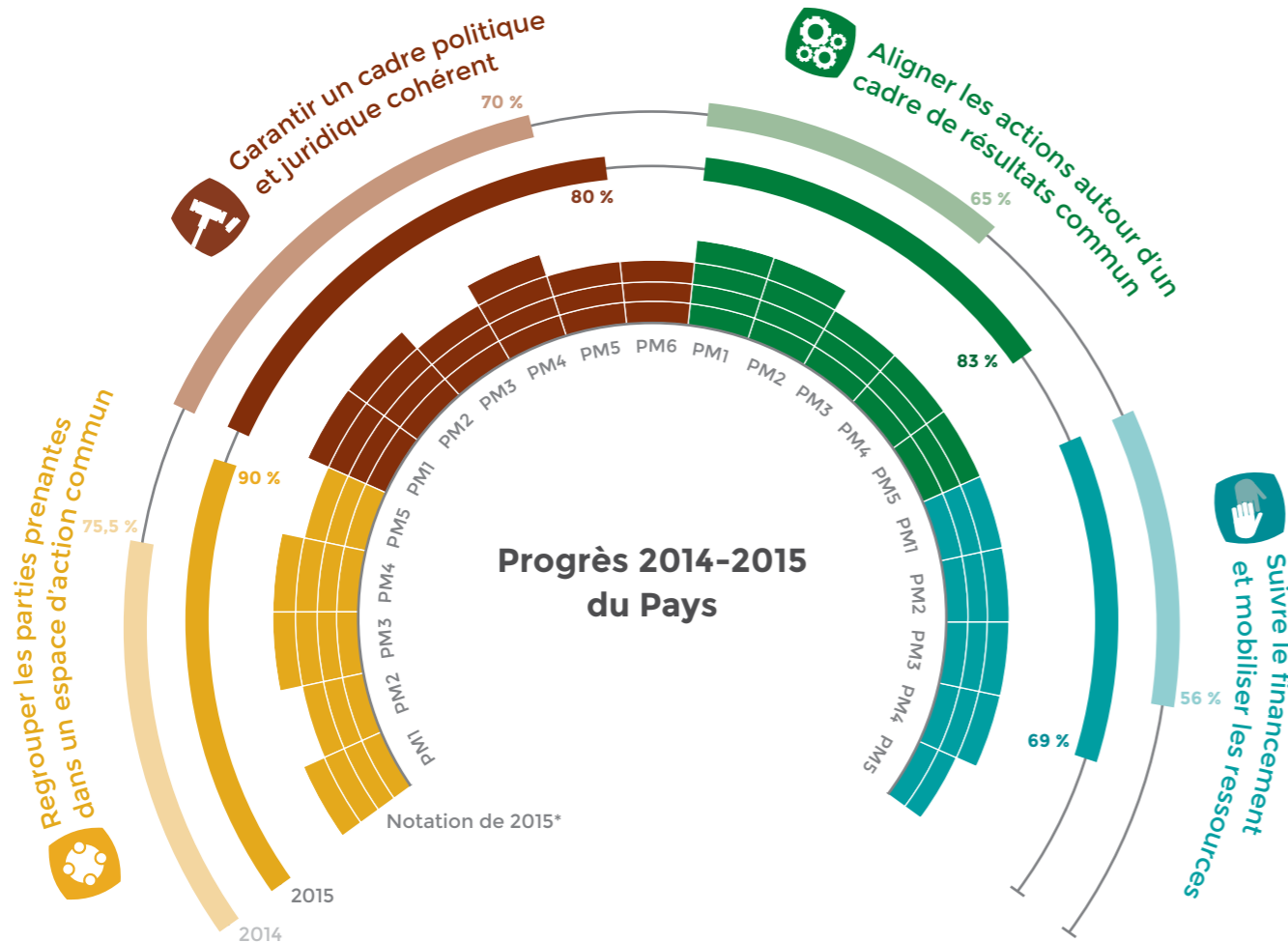
Tous les 30 districts ont actualisé leurs plans d'action de district pour l'élimination de la malnutrition (DPEM) dont la mise en œuvre est contrôlée par le logiciel "Devinfo". Le plan d'action conjoint pour l'élimination de la malnutrition est multi-sectoriel et comprend les actions spécifiques à la nutrition et les actions contribuant à la nutrition.

Le plan d'action commun global de lutte contre la malnutrition est chiffré sur une base annuelle.

Le ministère de l'Agriculture a élaboré un plan stratégique chiffré pour la Phase III de la transformation de l'agriculture au Rwanda (2013 - 2018) et le Rwanda a mis en place un système de suivi des ressources. Des rapports financiers mensuels sont envoyés au ministère des Finances et de la Planification économique (MINECOFIN), y compris le rapport financier sur les interventions spécifiques à la nutrition.

La contribution financière du gouvernement a été clairement identifiée. Le gouvernement a signé un protocole d'entente avec l'UE pour la mise à disposition de 30 millions de dollars en faveur de la nutrition jusqu'en 2016. Divers partenaires mettent à profit des fonds des donateurs à la fois dans le pays et à l'extérieur. Le Rwanda devrait recevoir jusqu'à 12 millions de dollars par an pour la nutrition jusqu'en 2016.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

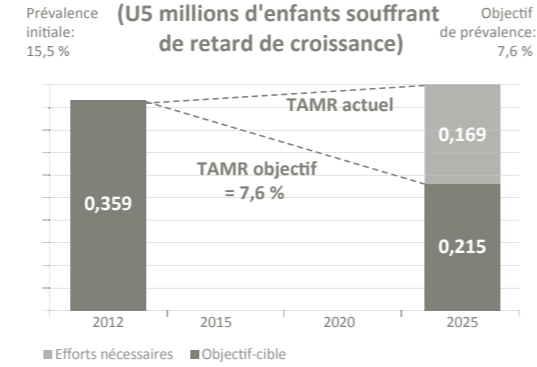


*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Faits marquants

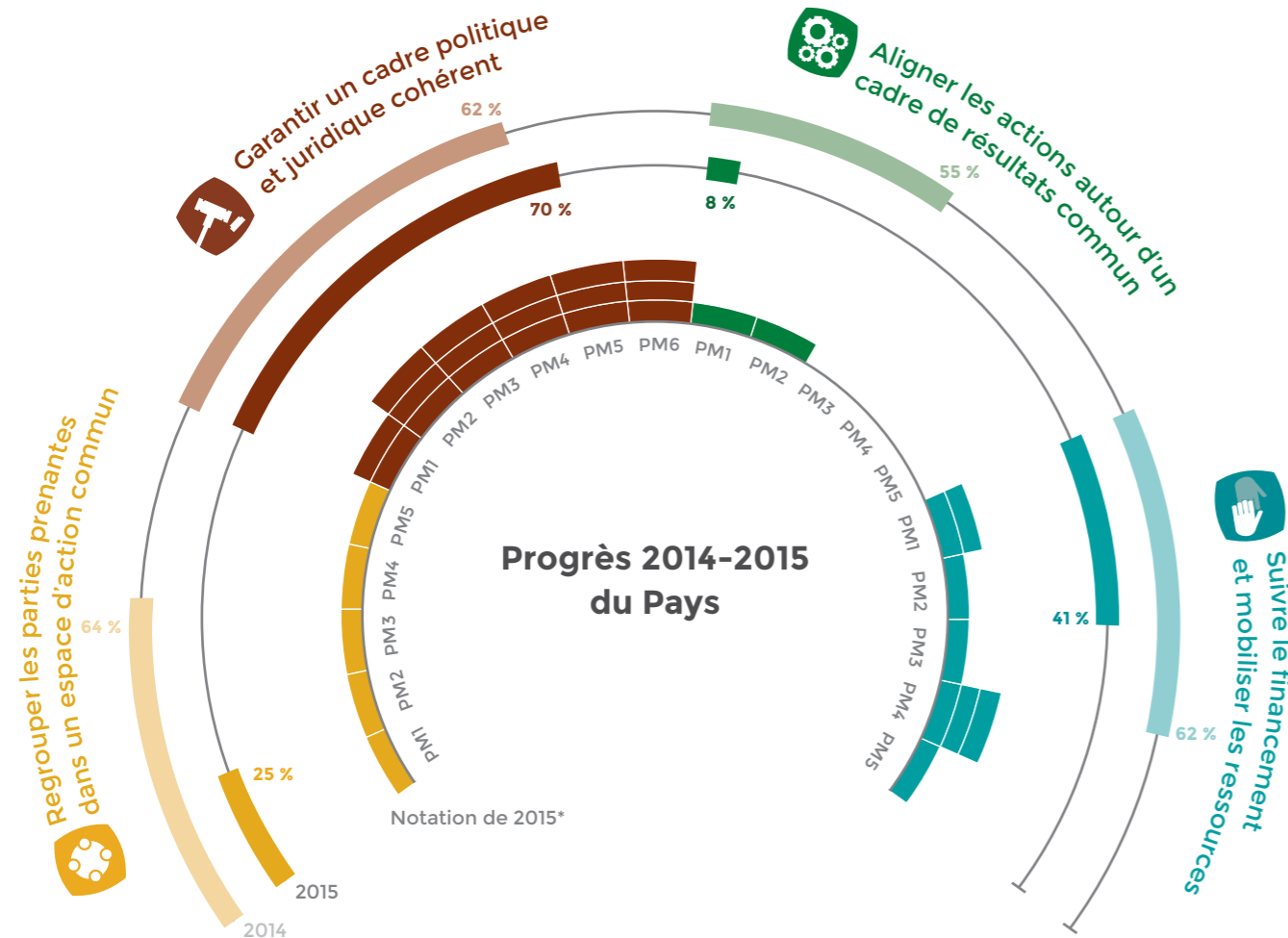
- Plateforme de la Société Civile très active. La définition d'un modèle organisationnel et de gouvernance de la Plateforme sont en cours. Mise en place de comités locaux de suivi du processus Mouvement SUN au niveau régional.
- Mobilisation des ressources nutritionnelles efficace grâce à l'engagement du Gouvernement sur 5 ans et l'alignement des acteurs. La société civile a conçu un plan de plaidoyer pour la mobilisation de ressources supplémentaires.
- Le cadre juridique au Sénégal est particulièrement favorable avec la révision de la politique de nutrition et la prise en compte de la nutrition dans le Programme Sénégal Emergent, cadre de référence global des politiques et stratégies du Sénégal pour l'horizon 2014-2018.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	19,2 %
Faible poids à la naissance :	15,9 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	37,5 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	8,9 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	1,5 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	57,5 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

La cellule de lutte contre la malnutrition (CLM) rattachée au bureau du Premier ministre coordonne les activités de la plateforme multisectorielle. Cette plateforme **multisectorielle est fonctionnelle et doit se renforcer en s'élargissant ainsi que réunir les parties prenantes autour de thématiques diverses lors de réunions périodiques.**

La plateforme donateur/Système des Nations Unies est opérationnelle avec la tenue de réunions tous les deux mois. Elle travaille à l'adhésion et au dynamisme de certains membres. **La nouvelle initiative REACH au Sénégal travaille à une cartographie des acteurs pour une meilleure synergie des interventions et une identification précise des besoins.**

La plateforme de la Société Civile a avancé dans sa structuration grâce à l'appui du PAM. La définition d'un modèle organisationnel et d'un projet de texte de gouvernance de la Plateforme sont en cours. Des comités locaux de suivi du processus du Mouvement SUN au niveau régional on été mis en place (14 comités pour les 14 régions du Sénégal).

La plateforme des universitaires et celle du secteur privé sont en cours de constitution, avec le soutien de l'UNICEF et du BACDI.

Le cadre juridique au Sénégal est particulièrement favorable, notamment avec la révision de la politique de nutrition et la prise en compte de la nutrition dans le Programme Sénégal Emergent, cadre de référence global des politiques et stratégies du Sénégal pour l'horizon 2014-2018.

Le processus de révision de la politique de nutrition est enclenché sous le leadership de la CLM. Le Sénégal est en train de réviser son document d'orientation pour le développement de la nutrition qui date de 2001. Le Sénégal

dispose d'une politique nationale sur l'alimentation du nourrisson et jeune enfant (ANJE) et a transcrit le code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans sa législation. La stratégie ANJE est validée, tout comme le plan stratégique pour l'enrichissement des aliments.

Dans la perspective d'élaboration du plan de plaidoyer de la Plateforme de la Société Civile, il est prévu une analyse situationnelle des politiques et programmes de nutrition et sécurité alimentaire.

Le cadre commun de résultats (CCR) découlera du plan stratégique du secteur de la nutrition qui doit suivre la révision de la politique de nutrition. La complémentarité des interventions des différents secteurs est cependant une opportunité pour sa mise en place à court terme. **Les donateurs/partenaires s'alignent sur la vision du gouvernement en appuyant la CLM et les Ministères clés ainsi que le plan de réponse du gouvernement contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire.**

La Plateforme de la Société Civile s'est dotée d'un projet associatif dont les objectifs et orientations stratégiques sont alignés aux priorités nationales.

Un mécanisme de suivi et d'évaluation sera également créé pour suivre la mise en œuvre de la politique de nutrition.

En 2011, le gouvernement s'est engagé à augmenter d'année en année le financement de la nutrition, pour atteindre 2,8 milliards de francs CFA par an en 2015. **La mobilisation des ressources pour les activités spécifiques nutrition connaît des niveaux satisfaisant conformément à cet engagement. Le suivi des ressources mobilisées permet une meilleure visibilité avec l'implication décisive du Ministère des finances dans le processus. Toutefois, l'identification précise des besoins de tous les secteurs reste à faire.**

La plateforme des donateurs/SNU a assuré l'accompagnement technique et financier pour la mise en œuvre des initiatives REACH et AGIR au Sénégal. Elle va également accompagner techniquement et financièrement l'élaboration de la politique nationale de Nutrition. Toutefois, l'absence de CCR empêche d'avancer réellement sur le processus 4.

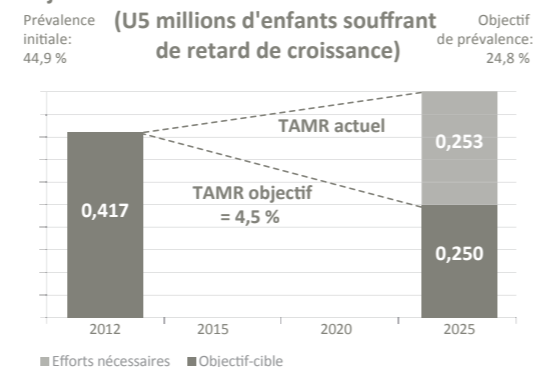
Un plan de plaidoyer pour amener l'État, les collectivités locales, les partenaires et la société civile, etc., à allouer plus de ressources financières aux secteurs de la nutrition et de la sécurité alimentaire est en cours d'élaboration dans le cadre du projet pilote de la société civile.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Faits marquants

- Le gouvernement de la Sierra Leone a accordé la priorité à la sécurité alimentaire et nutritionnelle comme un projet clé dans la stratégie de réduction de la pauvreté, l'Agenda pour la prospérité étant un programme phare.
- En collaboration avec les organismes de coordination de district (DCB) établis et les médias, les OSC renforcent et coordonnent les messages sur l'alimentation et la nutrition.
- Avec le soutien des commissions parlementaires de contrôle des questions de santé, de l'agriculture, de genre et d'éducation, les commissions parlementaires accélèrent l'adoption des législations en faveur de l'alimentation et de la nutrition, garantissent que tous les programmes, politiques et stratégies de développement ont un impact positif sur l'état nutritionnel des femmes et des enfants.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	37,9 %
Faible poids à la naissance :	7,1 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	32,0 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	9,4 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	8,9 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	45,2 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

L'épidémie d'Ebola a de lourdes conséquences sur les domaines clés du développement (agriculture, éducation, commerce, transports et santé) ; et le Secrétariat du Mouvement SUN, logé dans le bureau du vice-Président, a pleinement conscience des défis difficiles pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la forte charge des maladies, en particulier parmi les secteurs les plus vulnérables de la société. La République de Sierra Leone a demandé à toutes les parties prenantes de la Plate-forme de la société civile (CSP), du Secteur privé, aux donateurs et à la famille des Nations Unies (ONU) (qui se réunit régulièrement) de collaborer avec le gouvernement pour soutenir le programme de renforcement de la nutrition (SUN) et de permettre au Secrétariat du Mouvement SUN de développer

et de soutenir les mécanismes de coordination multisectoriels de l'alimentation et de la nutrition au niveau des districts. La CSP est composée des organisations non-gouvernementales nationales et internationales et des groupes communautaires qui travaillent dans divers domaines, y compris les agriculteurs, les pêcheurs, les défenseurs des droits de l'homme, les groupes de femmes, les associations de jeunes, les organismes de recherche, les groupes de consommateurs, les syndicats qui peuvent s'unir comme une voix puissante appelant à l'action et à l'investissement en faveur de la nutrition. La CSP collabore avec les médias pour renforcer et coordonner les messages sur l'alimentation et la nutrition.

Pour assurer un soutien politique total au programme du Mouvement SUN, l'exécutif politique est bien informé et comprend parfaitement la nécessité d'inclure la nutrition dans l'agenda politique en matière de développement du pays. Avec le soutien des commissions parlementaires (santé, agriculture, genre, et éducation), le Parlement accélère la promulgation d'une législation en faveur de la nutrition. Les comités parlementaires demandent également des précisions sur les résultats nutritionnels des enfants de moins de cinq ans et des femmes en âge de procréer pour toutes les politiques, programmes et stratégies de développement qui sont adoptés au Parlement. Les parlementaires veillent à l'intensification de la participation de la communauté et à la compréhension des questions de nutrition ainsi qu'à la durabilité des programmes.

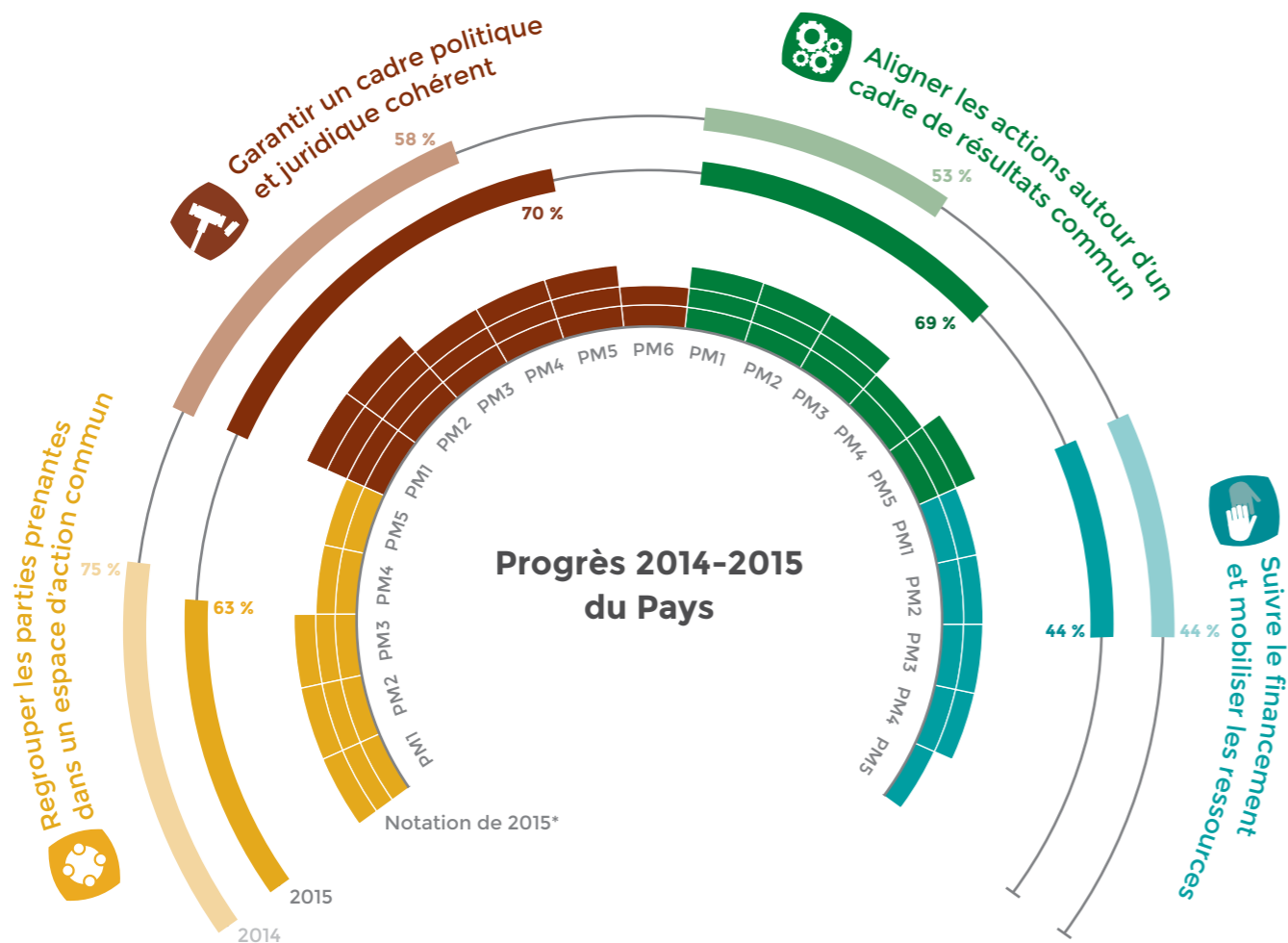
La République de Sierra Leone a fait de la nutrition une priorité dans son Document quinquennal de stratégie pour la réduction de la pauvreté, encore appelé l'« Agenda pour la prospérité ». La Politique nationale d'alimentation et de nutrition a été validée et lancée en juin 2015. D'autres politiques spécifiques à la nutrition (sur la malnutrition du nourrisson et du jeune enfant, la malnutrition aiguë et la supplémentation en micronutriments) et des politiques contribuant à la nutrition couvrant des secteurs clés comme l'agriculture et la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le développement, et la santé publique existent mais doivent être opérationnalisées. Les agences des Nations Unies ont intégré la nutrition dans leurs programmes et plans de développement national, et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement (UNDAF) et procèdent à l'appui technique pour finaliser la législation qui renforce le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel.

Le Plan de mise en œuvre nationale pour l'alimentation et la nutrition (NFNIP) sert de cadre de résultats commun. Il a été examiné, validé et lancé en juillet 2015 par le vice-président. Le budget du NFNIP a été élaboré par les parties prenantes de multiples secteurs en vue de traduire les buts, les objectifs et les stratégies énoncés dans le projet de politique nationale de l'alimentation et de la nutrition en domaines et activités prioritaires réalisables. Les

programmes sont alignés sur les domaines prioritaires avec la participation des ministères concernés, du gouvernement local et des groupes de parties prenantes externes. Neuf points focaux ministériels ont été identifiés pour soutenir la mise en œuvre des interventions et des services renforcés et il est nécessaire de développer un outil commun de suivi basé sur des indicateurs de résultats. Le développement de l'outil a été reporté en raison de l'épidémie d'Ebola.

Le gouvernement paie les salaires des employés du Secrétariat du Mouvement SUN et fournit également la logistique. Le budget du NFNIP a été finalisé en 2014 et le gouvernement en finance la plus grande partie (y compris la dotation en personnel et les opérations). Toutefois, cette approche a été mise à rude épreuve par l'épidémie d'Ebola bien que le gouvernement soit toujours engagé à augmenter les ressources pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et doit maintenir des lignes budgétaires spécifiques pour la nutrition dans les budgets des ministères de la Santé et de l'Agriculture. La République de Sierra Leone a recruté du personnel dans les ministères de

la Santé, de l'Agriculture, des Forêts, de la Sécurité alimentaire et de la Protection sociale. Irish Aid entend continuer à soutenir le secteur de la nutrition en 2015, surtout au cours de la phase de récupération post-Ebola. Les donateurs et la CSP encouragent le Secrétariat du Mouvement SUN à suivre et à évaluer l'exécution du budget de la nutrition du ministère des Finances et du Développement économique et des partenaires au développement. Le Parlement joue également un rôle important dans la promotion de l'engagement financier du gouvernement et a augmenté son financement en faveur des interventions Mouvement SUN dans le pays.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

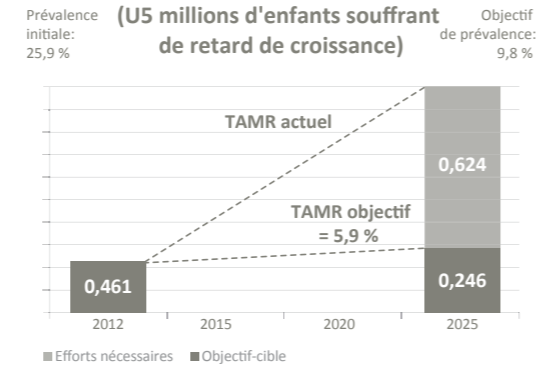
Somalie

Date d'adhésion :
Juin 2014

Faits marquants

- La collaboration de tous les acteurs impliqués dans la nutrition, a été catalysée par la participation de la Somalie au Mouvement SUN et a permis la mise en place de mécanismes institutionnels intersectoriels qui assurent que la bonne nutrition est abordée à travers le spectre des politiques et des cadres juridiques gouvernementaux.
- L'intégration du Système de services de base portant sur la nutrition (BNSP) est assurée dans les régions de la Somalie, où l'EPHS est mis en œuvre avec le soutien du Programme mixte santé et nutrition (JHNP). Le JHNP soutient également des unités de nutrition du ministère de la Santé et des Services humains aux niveaux national et régional afin de garantir la disponibilité d'une capacité suffisante dans les principales institutions gouvernementales.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	25,9 %
Faible poids à la naissance :	5,0 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	9,1 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	14,9 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	2,9 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	42,6 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



La République fédérale de la Somalie a rejoint le Mouvement SUN en 2014 avec une lettre d'engagement du Directeur général du ministère de la Santé et des services sociaux. Au niveau central, le Bureau du Premier ministre accueille le Secrétariat du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN). Le Secrétariat du Mouvement SUN travaille en effet avec des partenaires de développement à établir un comité multi-sectoriel de haut niveau à Mogadiscio.

Dans la région du Puntland, au Nord-Est de la République fédérale de la Somalie, des progrès significatifs ont été réalisés dans le rassemblement des parties prenantes pour un alignement des efforts de renforcement de la nutrition et l'obtention d'un engagement de haut niveau. Un succès a été remporté grâce au vice-Président du Puntland en février 2015. Ce dernier a inauguré la première réunion de haut niveau du

comité multi-sectoriel Mouvement SUN et annoncé que son bureau sera l'hôte de la plate-forme multi-acteurs pour la nutrition au Puntland.

Dans la région du Somaliland, dans le nord-ouest de la Somalie, des plans sont en cours pour établir les modalités de coordination avec l'appui des partenaires au niveau central et des partenaires de développement externes.

Les priorités pour l'avenir comprennent l'institutionnalisation des secrétariats Mouvement SUN au niveau central et régional et l'accord avec les partenaires sur les plans de travail futurs. Les discussions sur le plan de travail incluront l'identification d'un processus de commentaires au niveau central comprenant des partenaires de niveaux local et portant sur l'évaluation des résultats, le partage de l'information et les plans de plaidoyer.



Au cours des deux dernières années, la participation et l'appropriation par le gouvernement se sont intensifiées en matière de politique de la nutrition et de la supervision des programmes de nutrition, en particulier grâce à la prestation de services de santé. Les politiques et stratégies pertinentes pour la nutrition comprennent la Politique de la santé et la nutrition, la Stratégie pour les micronutriments et la Stratégie de développement de capacité de nutrition. Ces politiques, en plus du Plan d'action pour la nutrition qui a été chiffré, présentent une opportunité pour l'intégration.

La collaboration de tous les acteurs impliqués dans la nutrition, a été catalysée par la participation de la Somalie au Mouvement SUN et a permis la mise en place de mécanismes institutionnels intersectoriels qui assurent que la bonne nutrition est abordée à travers le spectre des politiques et des cadres juridiques

gouvernementaux. La République fédérale de la Somalie a reconnu la nécessité du développement d'une stratégie multi-sectorielle pour capter les efforts de tous les ministères d'exécution. En outre, elle envisage de soutenir un examen et une mise à jour des politiques et des stratégies qui sont liées à la nutrition dans d'autres secteurs, notamment l'agriculture et la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la protection sociale, l'eau et l'assainissement, et l'éducation. La Somalie prend également en compte la nécessité de finaliser la législation pertinente pour le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel.



Au sein du ministère de la Santé, un cadre solide mis en place intègre la nutrition dans l'Ensemble essentiel des services de santé (EPHS), bien que, toute la gamme des interventions nutritionnelles ne soit pas systématiquement mise en œuvre, et que l'intégration de la nutrition dans la santé reste partielle. La Somalie vise à mettre en place un cadre commun de résultats (CCR). Dans le même temps, les organismes des Nations Unies et d'autres organisations non gouvernementales travaillent en collaboration avec le Ministère de la Santé pour aligner les programmes dans tous les secteurs.

L'intégration du Système de services de nutrition de base (BNSP) est assurée dans les régions de la Somalie, où l'EPHS est mis en œuvre avec le soutien du Programme mixte santé et nutrition (JHNP). Le JHNP soutient également des unités de nutrition du ministère de la Santé et des services humains aux niveaux national et régional afin de garantir qu'une capacité

suffisante est disponible dans les principales institutions gouvernementales. Le Consortium pour la santé du peuple somalien (HCS) est également un partenaire clé dans cette mise en œuvre. Ils ont intégré la nutrition dans le système EPHS qui est déployé dans trois régions avec un accent sur la sensibilisation communautaire.

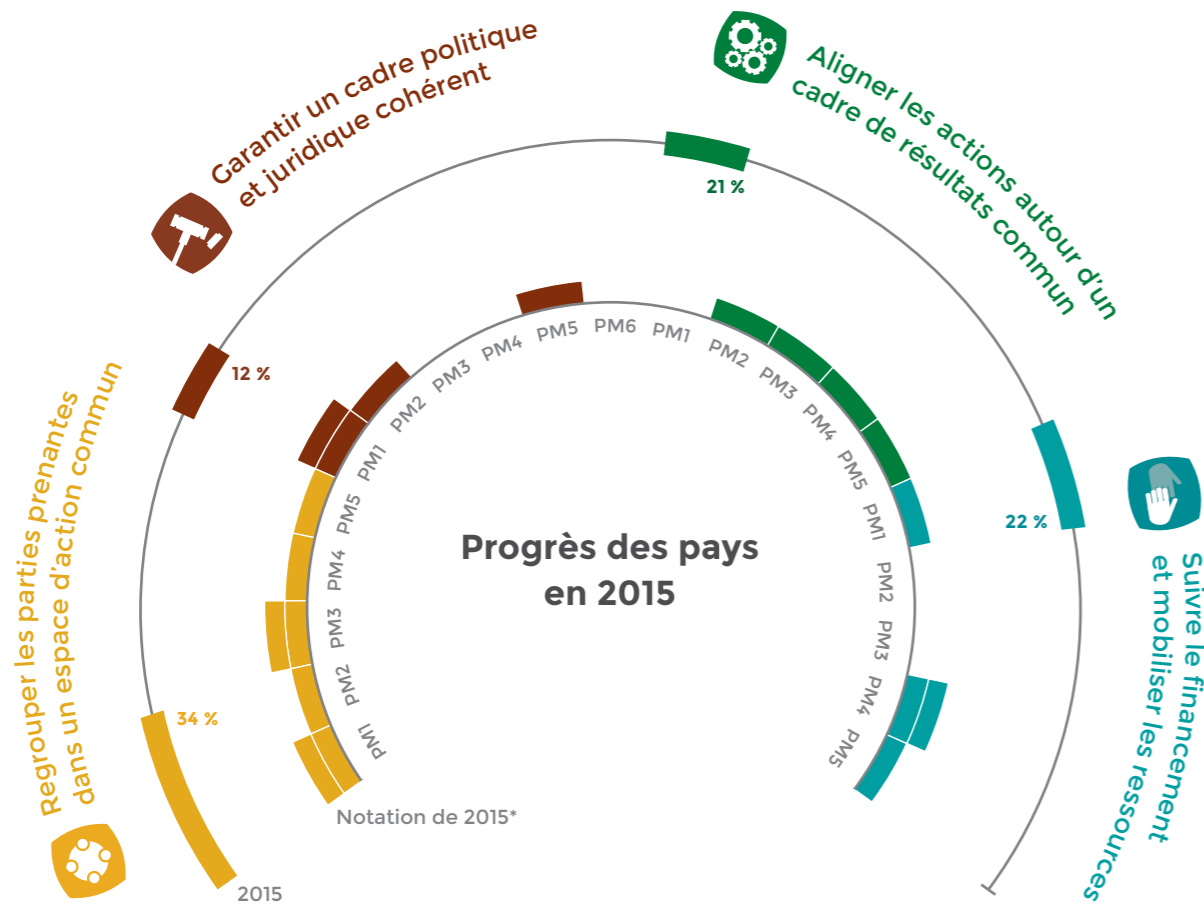
Le pôle humanitaire comprend des interventions de sauvetage nutritionnel et est examiné dans le cadre des plans plus étendus relatifs aux interventions de santé et de nutrition. Le secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) travaille sur la mise en œuvre des plans d'assainissement communautaire total pilotés par les communautés et les villages sans défécation en plein air afin de réduire les maladies diarrhéiques.



Le suivi des dépenses dans le cadre de la nutrition au niveau du gouvernement n'est pas disponible et la majorité des fonds pour les programmes de nutrition ne sont gérés que par les organismes des Nations Unies ou des consortiums d'organismes non gouvernementaux. Les trois canaux principaux sont les systèmes de groupes humanitaires, Somalia Nutrition Consortium (SNS) et Health and Development Programmes (JHNP et HCS).

La majorité des interventions sont directement mises en œuvre par des organisations non-gouvernementales et sont essentiellement axées sur la gestion de la malnutrition aiguë et l'approvisionnement ainsi que la livraison d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (liste ATPE). Une priorité pour la Somalie est de renforcer sa capacité nationale à suivre les finances pour la nutrition soutenue par un cadre politique qui guide l'allocation des ressources.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

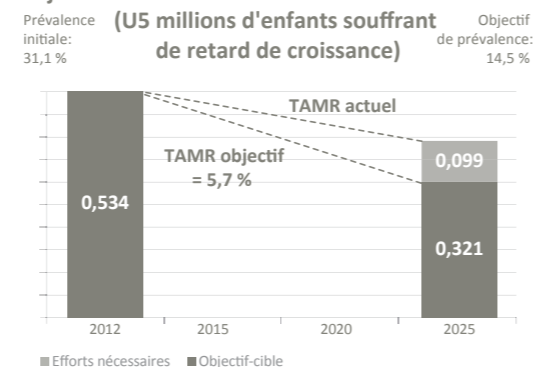
Soudan du Sud

Date d'adhésion :
Juin 2013

Faits marquants

- L'équipe Mouvement SUN du Sud-Soudan reconnaît l'importance de la lutte contre les niveaux élevés de malnutrition et est déterminée à développer une stratégie globale à long terme qui va répondre efficacement aux problèmes de retard de croissance et d'émaciation.
- Une priorité pour la MSP sera de développer un cadre de résultats commun (CRC) et un ensemble d'interventions avec des objectifs stratégiques par secteur. Un solide système de suivi et d'évaluation sera élaboré pour compléter le CRC.
- Le ministère des Finances du Sud-Soudan a convenu de créer une ligne budgétaire distincte pour les programmes de nutrition au ministère de la Santé.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	31,1 %
Faible poids à la naissance :	-
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	45,0 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	22,7 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	6,0 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	-

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Le Soudan du Sud met en place des mécanismes pour favoriser la coordination pour la nutrition. Compte tenu du fait qu'il s'agit de leur première année de mise en place, les parties prenantes sont certaines que de nombreux autres résultats seront atteints dans les années à venir. Le Soudan du Sud a rejoint le Mouvement SUN en 2013 et nommé le sous-secrétaire du ministère de la Santé (MOH) comme Point focal du gouvernement SUN avec l'appui du Directeur de la nutrition (MS) comme un point focal technique. Les partenaires des Nations Unies (ONU) ont soutenu le ministère de la Santé dans l'établissement d'un secrétariat de Mouvement SUN au niveau national.

Les Termes de référence pour une plate-forme multisectorielle (MSP) sont également en cours d'élaboration et seront

approuvés par l'Honorable ministre de la Santé. Les membres proposés pour la MSP comprennent des représentants des ministères d'exécution, des agences des Nations Unies, de la Société civile et du milieu universitaire.

Des progrès sont réalisés dans l'établissement d'une Alliance de la société civile et du Réseau du secteur privé Mouvement SUN. Le Soudan du Sud est désireux d'apprendre de l'expérience d'autres Pays SUN et des plans sont en cours pour une visite d'échange d'apprentissage en face-à-face.

Ce pays prévoit également un événement de haut niveau qui va promouvoir l'importance de la nutrition et permettre le soutien politique et collectif nécessaire pour les actions de renforcement de la nutrition.

Réunir les différents acteurs dans le contexte actuel du Soudan du Sud est un énorme défi à relever, cependant, l'établissement d'une MSP aidera à réunir les décideurs politiques clés de différents ministères et secteurs autour d'une plate-forme commune de discussion. La MSP permettra un examen collectif et l'alignement des politiques et de la législation traitant de différents déterminants d'une bonne nutrition.

Le ministère des Finances du Sud-Soudan a accepté de fournir au ministère de la Santé une ligne budgétaire distincte pour les programmes de nutrition. Ceci a pu se réaliser grâce

à l'engagement efficace avec le ministère des Finances en préparation de l'exercice d'analyse budgétaire du Mouvement SUN pour la rédaction d'un rapport sur les dépenses liées à la nutrition dans l'ensemble des secteurs. Les agences des Nations Unies [Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS)] travaillent avec le ministère de la Santé pour élaborer et appliquer des politiques et législations clés, y compris celles sur l'iodation universelle du sel, le Code de commercialisation des substituts du lait maternel ; et les lois et normes sur l'enrichissement.

L'équipe Mouvement SUN du Sud-Soudan reconnaît l'importance de la lutte contre les niveaux élevés de malnutrition et est déterminée à développer une stratégie globale à long terme qui va répondre efficacement à leurs problèmes de retard de croissance et d'émaciation. Une priorité pour la MSP sera de développer un cadre commun

de résultats (CCR) et un ensemble d'interventions avec des objectifs stratégiques par secteur. Un système de suivi et d'évaluation robuste sera élaboré pour compléter le CCR. **L'UNICEF et le PAM ont déjà uniformisé leurs efforts avec ceux du ministère de la Santé afin de commencer le travail sur le CCR.**

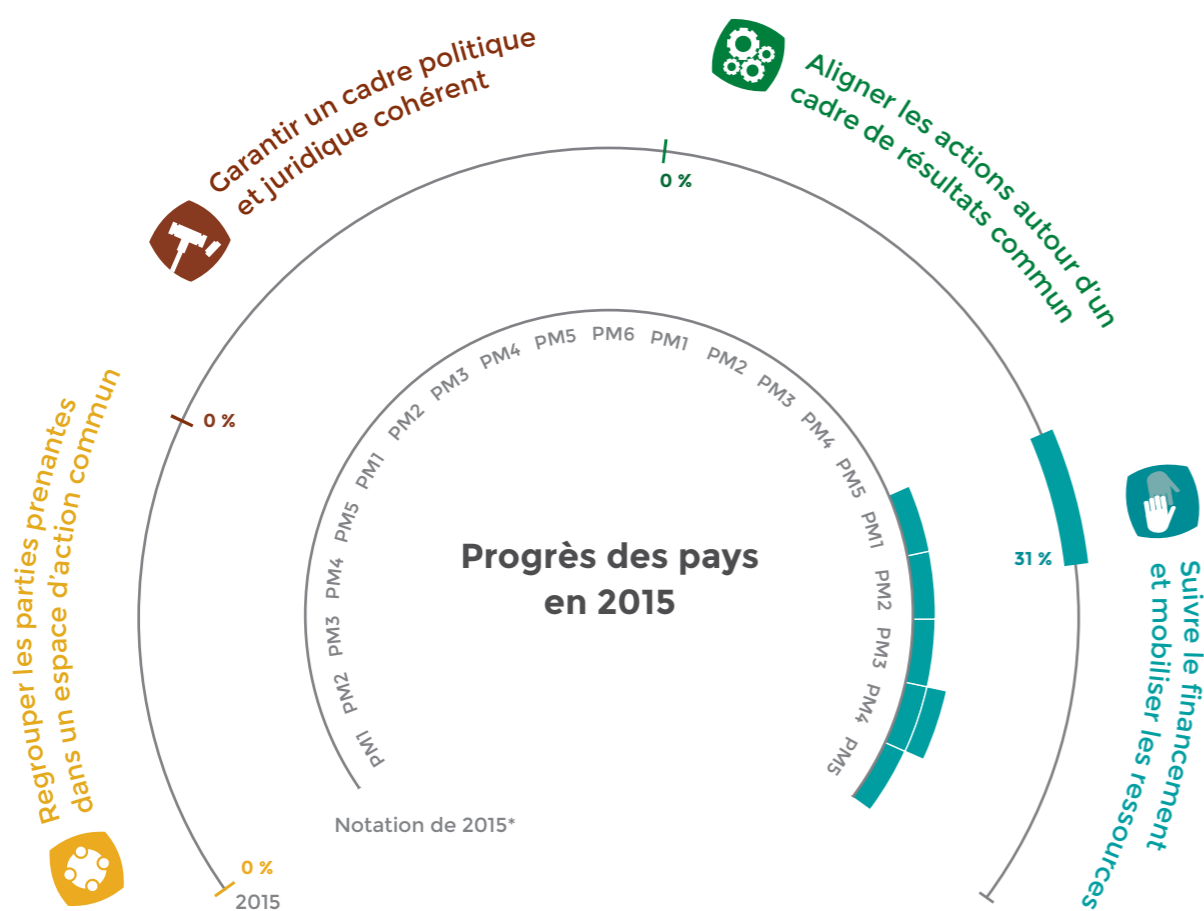
La capacité du Soudan du Sud à mobiliser des ressources financières et techniques suffisantes pour la nutrition est limitée parce qu'il est un pays nouvellement formé. La participation du Sud-Soudan à l'analyse des dépenses liées à la nutrition dans le budget s'est avérée une expérience d'apprentissage « qui a ouvert les yeux » des principales parties prenantes participantes. Par l'exercice, elles ont pu se mettre d'accord avec le ministère des Finances sur le fait qu'une ligne budgétaire distincte sera allouée au département de la nutrition du ministère de la Santé.

donateurs des programmes de nutrition et le financement est canalisé principalement par les agences des Nations Unies et les organisations de la Société civile.

Les interventions nutritionnelles sont mises en œuvre à travers le pays, avec des contributions majeures orientées vers les programmes de malnutrition aiguë sévère en cas d'urgence. Cependant, les données disponibles sur les interventions majeures de développement pour lutter contre la malnutrition chronique ou pour prévenir le retard de croissance sont limitées.

Une priorité pour le Sud-Soudan est d'établir un système financier transparent de rapport et de suivi qui permet au gouvernement et aux donateurs de suivre les ressources et assurer la transparence et la responsabilité.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

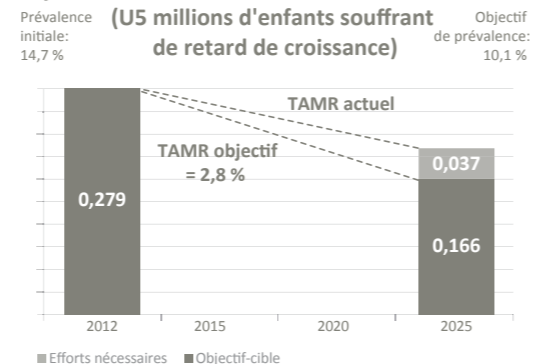
Sri Lanka

Date d'adhésion :
Octobre 2012

Faits marquants

- Le gouvernement du Sri Lanka a déclaré le mois de juin comme étant le mois national de la nutrition et a aligné plusieurs campagnes de sensibilisation et des événements de haut niveau pour démontrer l'importance de la nutrition au grand public.
- Un Comité d'examen de la politique nationale de nutrition (PNN) a été organisé avec la participation multiples acteurs et des Termes de Référence (TDR) finalisés pour évaluer de façon critique la NNP et aligner la politique révisée sur les objectifs mondiaux 2025 et les Objectifs de développement durable (ODD) avec des mécanismes renforcés pour le processus de mise en œuvre.
- Des projets de plans d'action de plaidoyer pour les organisations de la société civile sont en cours d'élaboration sur les thèmes spécifiques de la sécurité alimentaire et de la communication pour une meilleure nutrition.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	14,7 %
Faible poids à la naissance :	18,1 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	75,8 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	21,4 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	0,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	25,7 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Le Conseil national de la nutrition (NNC) du Sri Lanka est présidé par le Président et le secrétaire adjoint du Secrétariat présidentiel est le Point focal du gouvernement désigné auprès du Mouvement SUN. Le Comité directeur national sur la nutrition est l'organe de mise en œuvre du NNC qui regroupe 17 ministères (notamment de la Planification, de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Élevage, de la Santé, des Affaires féminines et de l'autonomisation des femmes, de l'Éducation, des Services sociaux, de la Réduction de la pauvreté, et du Commerce et de l'Industrie), en étroite collaboration avec la Société civile, les organisations non gouvernementales et est soutenu par des agences des Nations Unies (NU).

Les agences de l'ONU (et la Banque mondiale), soutiennent le gouvernement du Sri Lanka pour atteindre une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Forum du peuple pour le renforcement de la nutrition est l'Alliance de la société civile mise en place, qui soutient l'exécution des actions au niveau de la base avec Save the Children en tant que principal partenaire d'exécution. **Réemment, un forum de sensibilisation des médias a été mené en faveur des parties prenantes de l'industrie des médias; y compris les rédacteurs, journalistes, directeurs de programmes, présentateurs de télévision et de radio et discuter de l'éthique des médias dans les campagnes de publicité et de sensibilisation sur la nutrition.**

La Politique nationale de nutrition (NNP) de 2010 à 2018 fournit une plate-forme pour la coordination inter-sectorielle afin d'accélérer les efforts pour parvenir à une nutrition optimale pour tous. La NNP est liée à un plan national stratégique viable de nutrition (2009) qui identifie les interventions liées à la santé et celles qui ne sont pas liées à la santé, visant à améliorer l'état nutritionnel.

La nutrition est également intégrée dans les politiques sectorielles, notamment :

- Politique agricole nationale
- La Politique et les stratégies nationales de développement de l'élevage
- La Politique de cantine scolaire
- La Politique des maladies chroniques non transmissible
- La Politique de développement des soins de la petite enfance

Un comité multi-acteurs d'examen de la NNP a été établi et une réunion organisée pour finaliser les Termes de Référence (TDR). Les Termes de Référence décrivent le rôle de la commission d'évaluer de façon critique la NNP et de garantir qu'elle est alignée avec les objectifs 2025 de l'Assemblée mondiale de la santé et les Objectifs de développement durable (ODD), avec des mécanismes renforcés de mise en œuvre.

Des projets de plans d'action de plaidoyer pour les organisations de la société civile sont en cours d'élaboration sur les thèmes spécifiques de la sécurité alimentaire et de la communication pour une meilleure nutrition. La législation nationale couvre la loi sur l'alimentation, l'iode du sel, l'étiquetage des aliments, la publicité alimentaire, la protection des consommateurs et le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Le congé de maternité dure 6 mois payés dans le Secteur public et 3 mois dans le Secteur privé.

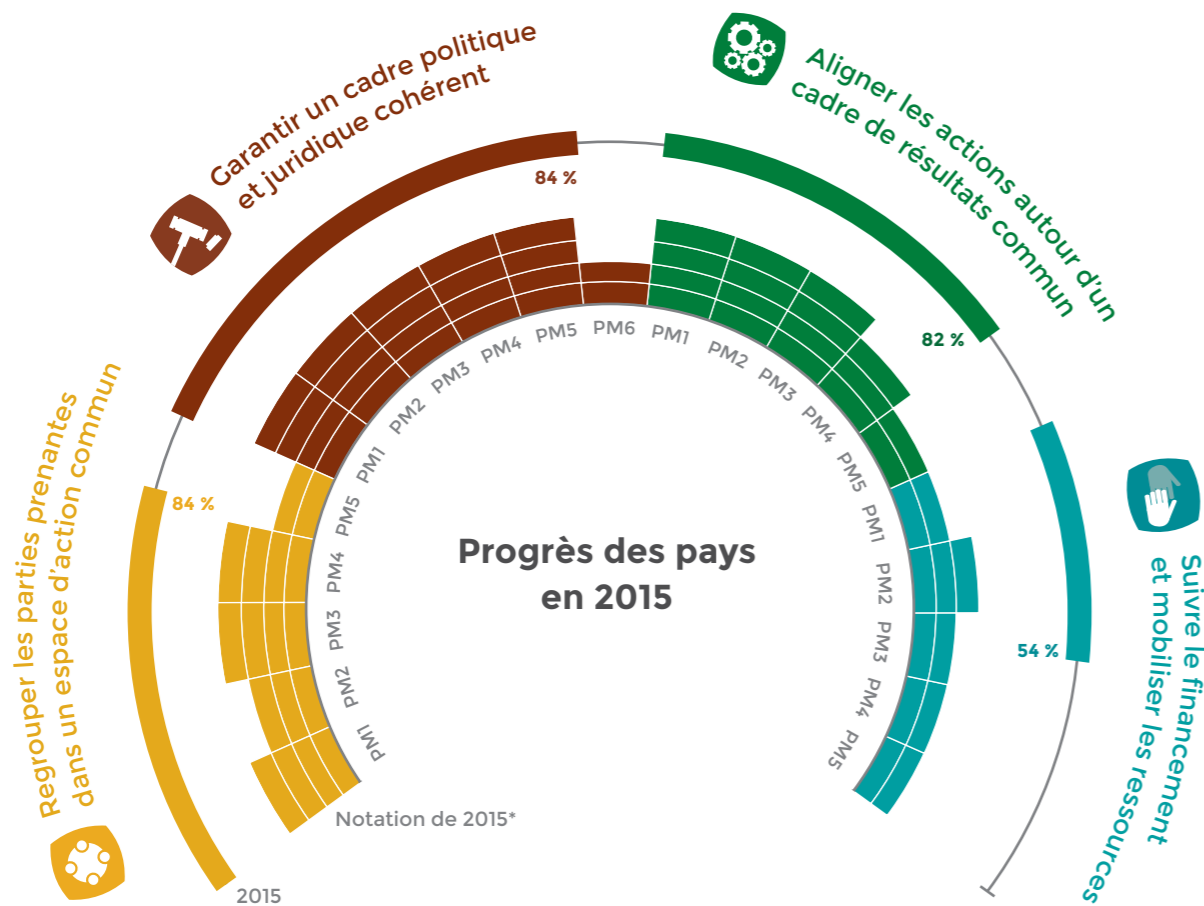
Le plan d'action multisectoriel sur la nutrition (MsAPN) est le Cadre commun des résultats (CCR) qui fixe des objectifs et des étapes pour réduire la prévalence de la sous-nutrition, de l'anémie et du retard de croissance parmi les groupes clés de la population, ainsi que pour améliorer la sécurité alimentaire et fournir l'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène pour les ménages à risque. Le MsAPN a été convenu d'un commun accord par les 17 ministères et partenaires nationaux. Actuellement, le MsAPN est en cours d'examen par les experts pour éviter la dilution, favoriser et améliorer la hiérarchisation des activités permanentes liées à la nutrition à l'échelle nationale,

provinciale, départementale et des districts. L'environnement institutionnel national multisectoriel se reflète également au niveau provincial dans deux provinces ; son extension à toutes les neuf provinces est attendue. Une cellule de suivi permettra de suivre la mise en œuvre globale basée sur le cadre axé sur les résultats de l'Organisation mondiale de la Santé, et a fait l'objet d'un consensus par les ministères pour faciliter l'analyse conjointe des informations recueillies. Une note d'orientation de suivi a également été élaborée pour être utilisée au niveau de district et une base de données a été créée pour suivre les activités.

Le MsAPN a été partiellement chiffré. Les interventions spécifiques à la nutrition de ce plan sont en cours de chiffrage avec le soutien de la Banque mondiale par le biais de l'outil One Health. Le financement est assuré par différentes sources, y compris le gouvernement et les donateurs. Une ligne budgétaire spécifique pour la nutrition a été ouverte au sein du ministère de la Santé et les financements

ont été alloués par le Trésor. Afin de mettre en œuvre le MsAPN, chaque ministère a été chargé par le Trésor de créer une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, à travers une mise en commun des ressources (partenariats public-privé, allocations de fonds provinciaux).

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

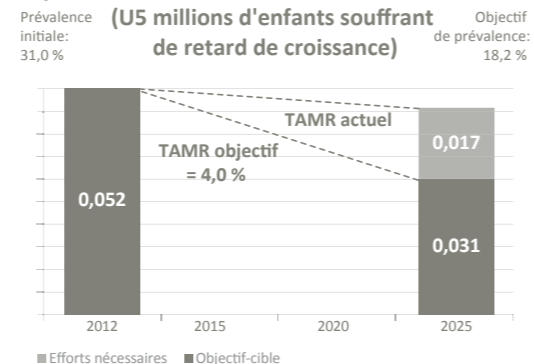
Swaziland

Date d'adhésion :
Novembre 2013

Faits marquants

- La nutrition est intégrée dans le Plan d'action national du Swaziland pour la nutrition (1997), l'Indice de développement du Swaziland (SDI), la Stratégie nationale de développement 2 du Swaziland (NDS2), le Plan national stratégique pour le secteur de la santé 2 (NHSSP2), la Politique globale du secteur de l'agriculture, le Plan stratégique sur les centres de soins de proximité, la Stratégie et plan d'action de réduction de la pauvreté (PRSAP), le Plan national d'investissement agricole (PNIA) et l'UNDAF.
- L'analyse des écarts et la cartographie des interventions des parties prenantes en faveur de la nutrition ont été réalisées pour faciliter l'élaboration des lignes directrices en matière de prévention du retard de croissance.
- Le gouvernement du Swaziland a adopté le Cadre de dépenses à moyen terme triennal pour assurer le suivi financier avec l'aide des partenaires.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	31,0 %
Faible poids à la naissance :	8,7 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	44,1 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	0,8 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	10,7 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	27,8 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Le Conseil national de nutrition du Swaziland (SNNC) est l'organe de coordination au ministère de la Santé en charge de la coordination des interventions de nutrition et de l'élaboration des politiques ainsi que de la mobilisation des ressources et de la fourniture de réponses techniques. Le SNNC regroupe plusieurs ministères de tutelle, y compris l'Agriculture, l'Éducation, le Commerce, l'Industrie et les échanges, les Finances, l'Économie, la Planification et le Développement. D'autres alliances avec un accent sur la nutrition dans leur mandat sont le Forum de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la santé infantile et nutritionnelle, l'Alliance pour les micronutriments et le Forum pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). La mise en œuvre des interventions spécifiques est généralement dirigée par des équipes spéciales soutenant le SNNC.

Le Réseau des Nations Unies pour la nutrition au Swaziland comprend le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'Assemblée de coordination des organisations non gouvernementales (CANGO) est l'organisme faîtière qui rassemble différentes organisations de la Société civile. L'engagement du Secteur privé est démontré par le travail coordonné de la Standards Authority Swaziland (SWASA) et Premier Swazi Milling Division.

Une cartographie des parties prenantes, notamment des ministères du gouvernement, des donateurs et des partenaires, qui soutiennent actuellement des activités spécifiques à la nutrition et des activités contribuant à la nutrition, a été élaborée afin de guider la mise en œuvre des interventions.

La Politique nationale de nutrition (PNN) a été élaborée et est en attente d'approbation par le Parlement. Le plaidoyer par le SNNC dont l'approbation est en cours est soutenu par les partenaires de développement. Des plans sont en cours pour l'élaboration d'un plan stratégique de nutrition qui opérationnalise les priorités énoncées dans le NNP. La nutrition a été intégrée dans plusieurs des documents nationaux :

- Stratégie et plan d'action de réduction de la pauvreté
- Plan national d'investissement agricole (PNIA)
- Cadre d'assistance au développement des Nations Unies au Swaziland (UNDAF)

Un nouveau rapport a été compilé sur la base de l'analyse des lacunes et de la cartographie des interventions nutritionnelles pour aider au développement d'une ligne directrice pour la prévention du retard de croissance.

La loi révisée de la santé publique (devant être approuvée) intègre le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et la loi sur l'iodation du sel. Elle est également réglementée à l'échelle nationale et la non-conformité est considérée comme culpabilisante.

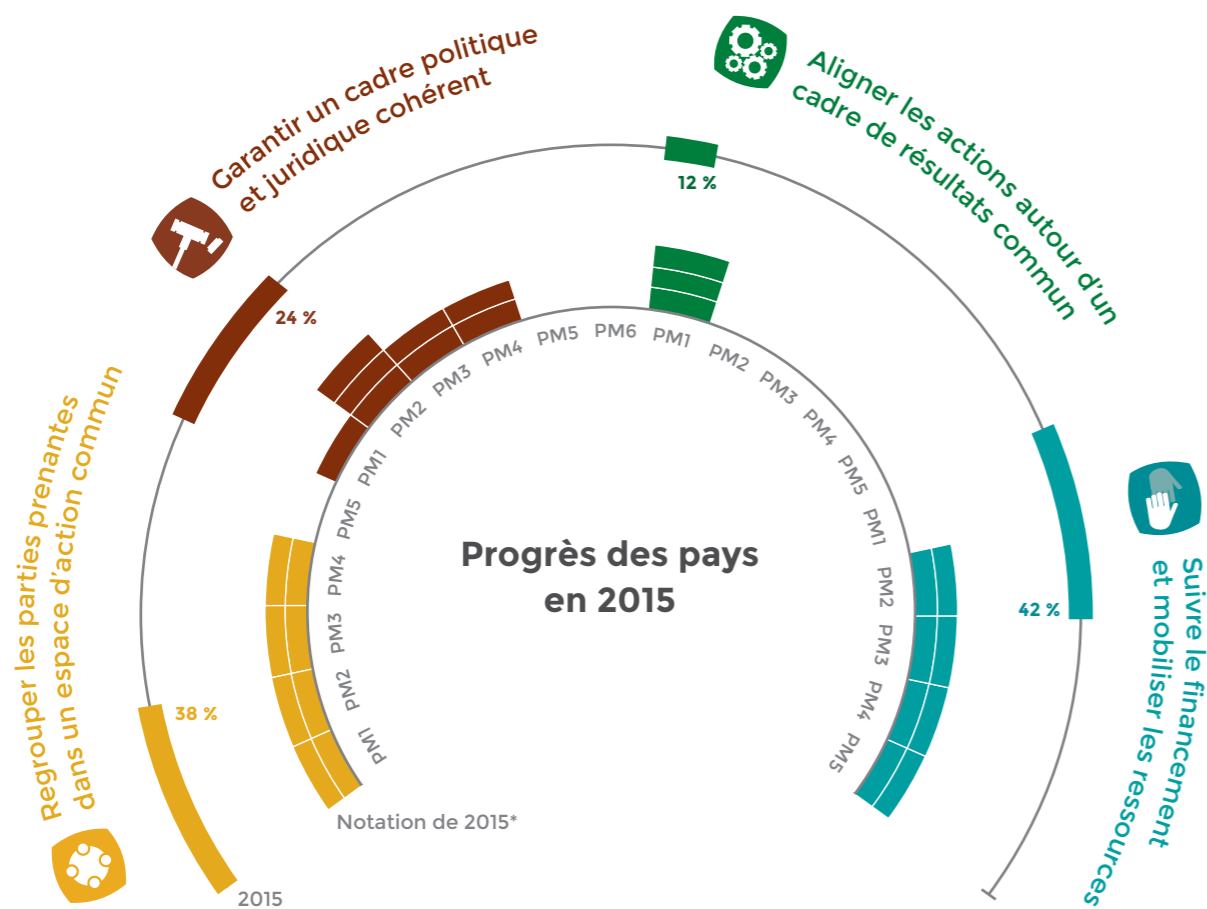
Le Swaziland doit encore élaborer un cadre commun de résultats même si les objectifs en matière de nutrition sont décrits dans les politiques sectorielles nationales. **L'UNDAF aligne différents indicateurs de nutrition aux objectifs nationaux** et même si les programmes de nutrition s'alignent avec des plans nationaux de développement, les opportunités demeurent pour des actions harmonisées dans

tous les secteurs, ainsi que le suivi et le rapport responsables des ministères d'exécution. **Une fois que la politique nationale de nutrition est approuvée, un cadre de suivi et d'évaluation sera élaboré pour faciliter le suivi et le rapport précis.**

Le gouvernement du Swaziland a adopté un Cadre de dépenses à moyen terme de trois ans pour le suivi financier avec l'aide de partenaires. Le financement national pour la nutrition est largement attribué par le ministère de la Santé et le ministère de l'Agriculture. **Les ressources financières du gouvernement pour la nutrition ont considérablement augmenté et plus de nutritionnistes ont été recrutés provenant de différents ministères d'exécution.**

Le projet de NNP doit encore être chiffré bien que les ressources soient allouées pour les interventions de nutrition par ordre de priorité déterminé par le plan de travail annuel du SNNC. Les ressources des partenaires de développement ne sont pas systématiquement suivies avec celles du SNNC. Il est toujours nécessaire de suivre explicitement le financement des donateurs pour la nutrition afin de garantir que tous les programmes qui contribuent à la nutrition sont comptabilisés afin d'améliorer la planification du renforcement des programmes de nutrition.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

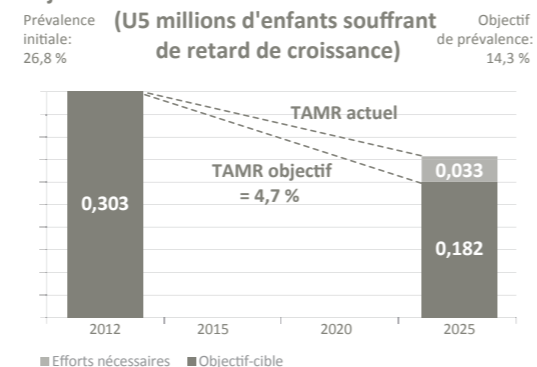
Tadjikistan

Date d'adhésion :
Septembre 2013

Faits marquants

- Une note conceptuelle de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été élaborée en 2014 pour présentation aux responsables gouvernementaux de haut niveau en vue de plaider pour le positionnement de la nutrition comme une priorité nationale de développement, ce qui a abouti à l'intégration réussie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la nouvelle stratégie nationale de développement 2016 - 2030 (NDS).

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	26,8 %
Faible poids à la naissance :	7,2 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	34,3 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	9,9 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	6,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	24,6 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

En République du Tadjikistan, le ministère de la Santé et de la protection sociale de la population (MoHSP) est à la tête d'un conseil de coordination multisectorielle (MSCC) pour œuvrer dans le cadre de la politique de la nutrition. Ce conseil a été établi en 2014 et est soutenu par un groupe de travail technique. Le MSCC et son groupe de travail comprennent des représentants du ministère de l'Agriculture, de l'Économie, du Commerce et du Développement, des Finances, et de l'Industrie et des Nouvelles Technologies et l'Institut de la nutrition.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Agence des États-Unis pour le développement international jouent le rôle de coordinateur des donateurs et assurent la participation active des partenaires au développement. L'engagement des autres acteurs y compris la Société civile et le Secteur privé est également en cours. **Une réunion à succès d'une journée sur le renforcement de la nutrition a été organisée en août 2014 afin de réunir toutes les parties prenantes concernées. Des représentants du Népal et du Kirghizistan ont également assisté à la réunion et ont échangé des idées et des meilleures pratiques.**

La sécurité alimentaire et nutritionnelle a été incluse comme un objectif prioritaire dans la nouvelle Stratégie nationale de développement pour 2016 - 2030. C'était le résultat de la diffusion par des parties prenantes, d'une note conceptuelle sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux responsables gouvernementaux de haut niveau pour plaider en faveur du positionnement de la nutrition comme une priorité nationale de développement. En outre,

la participation du Vice-président du Parlement du Tadjikistan à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition et lors du Rassemblement global du Mouvement SUN 2014 à Rome a contribué à attirer l'attention des décideurs politiques sur la nutrition.

Une stratégie de nutrition et d'activité physique a également été approuvée en 2014.

Le Tadjikistan s'est engagé auprès de MQSUN, à travers le Secrétariat du Mouvement SUN, pour examiner l'alignement des politiques et des plans de la nutrition avec le développement de la cartographie initiale des activités de nutrition des parties prenantes en 2014. **C'était leur première étape vers l'élaboration d'un cadre commun de résultats (CCR) pour qu'il serve de plan multisectoriel d'action pour l'amélioration de la nutrition.** C'était également un exercice d'état des lieux complet pour assurer la mise en œuvre effective des programmes spécifiques à la nutrition sur la base d'une analyse continue des goulots d'étranglement du programme.

Cela a abouti à des recommandations claires avec une clarté conceptuelle et une feuille de route orientée vers le développement du CCR.

La Phase II du soutien de MQSUN au Tadjikistan a été confirmée après un retard en raison de problèmes contractuels. Ce soutien comprend la finalisation d'un CCR et un examen des plans multisectoriels de soutien en ligne avec les cadres politiques existants.

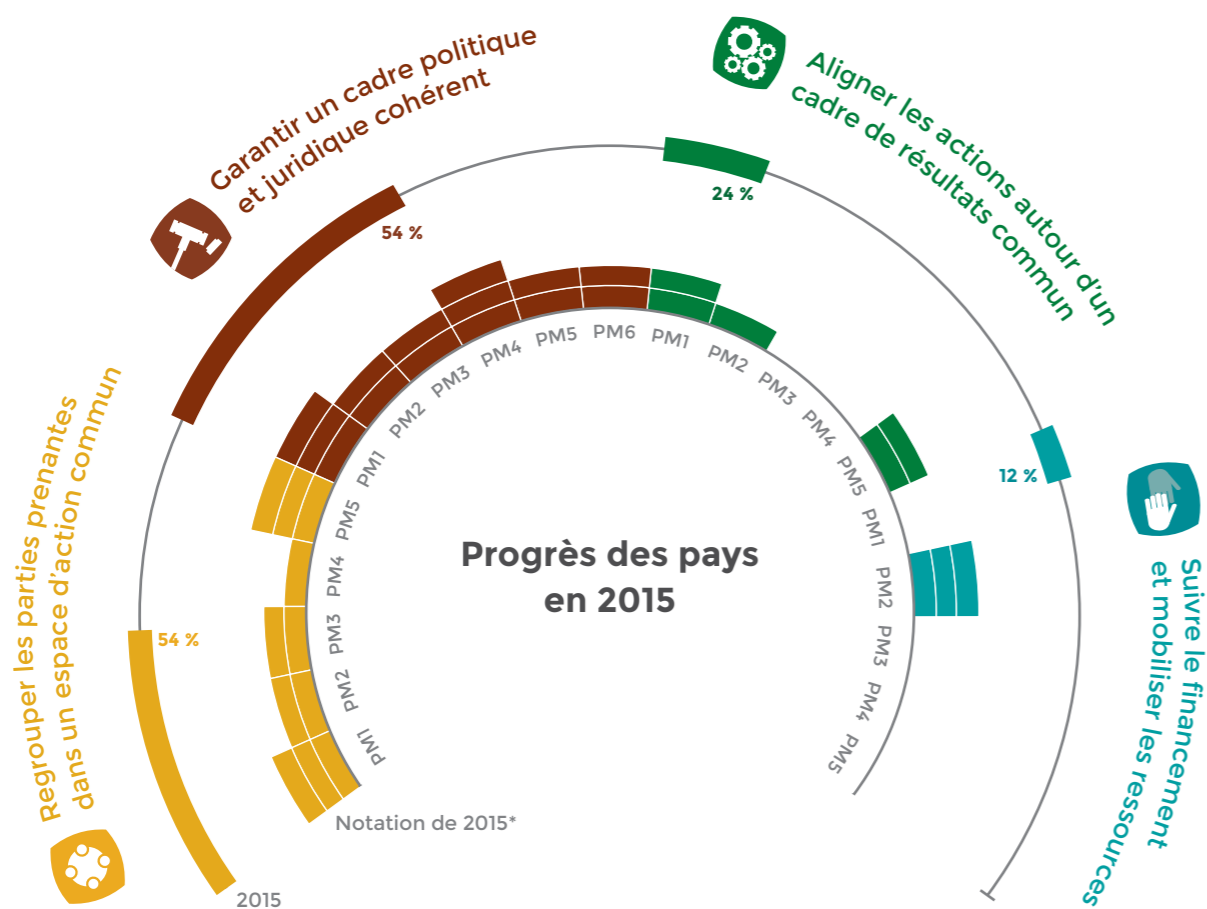
Un mécanisme de surveillance est en place avec différents degrés d'intensité en fonction des programmes, en particulier dans le secteur de la santé. Des progrès des programmes spécifiques à la nutrition sont présentés chaque trimestre, tandis que le mécanisme de suivi et de rapport sur la mise en œuvre des interventions contribuant à la nutrition reste un défi.

La première phase de travail préparatoire a pris fin en décembre 2014 et comprenait une révision sommaire de tous les documents clés et des échanges avec les parties prenantes.

Le Tadjikistan a participé à l'exercice d'analyse budgétaire du Mouvement SUN pour commencer le suivi des allocations budgétaires pertinentes pour la nutrition dans le budget national. Le ministère des Finances y a également participé. Le Tadjikistan est actuellement dans le

processus de reporting sur les financements pertinents pour la nutrition pour un engagement plus poussé avec les membres du MSCC afin de hausser le profil de la nutrition. Cette approche en plus du CCR, une fois à terme, fournira une base solide de mobilisation des ressources supplémentaires pour la nutrition.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

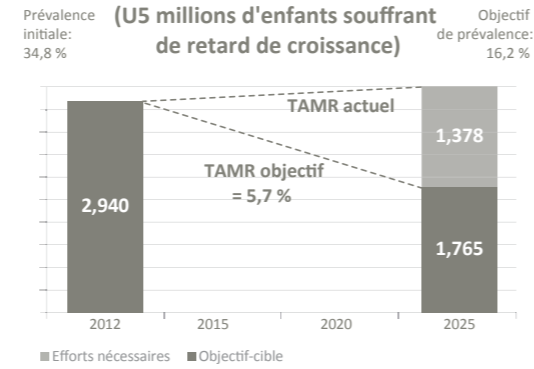
Tanzanie

Date d'adhésion :
Juin 2011

Faits marquants

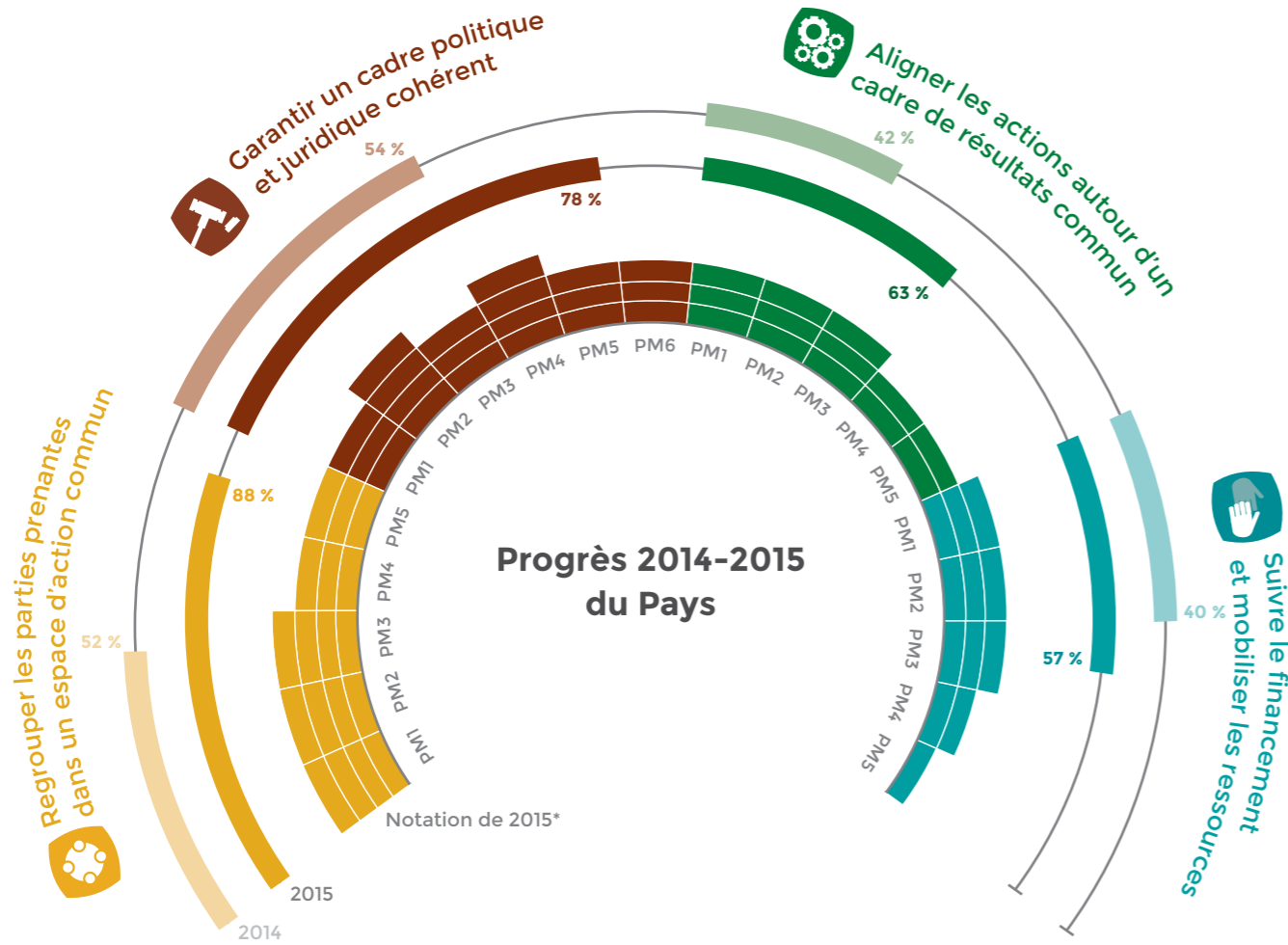
- La stratégie nationale de communication pour le changement de comportement social et nutritionnel (NNSBCC) 2013 - 2018 met l'accent sur les comportements individuels et sociaux et fournit des indications sur les approches et moyens les plus efficaces pour motiver un individu à voir ou à percevoir les choses différemment.
- Le groupe des membres du Parlement a préparé et publié un manifeste de la nutrition pour la redevabilité politique à travers les partis politiques et le manifeste sera utilisé par toutes les parties au cours de la prochaine campagne électorale.
- Le gouvernement a engagé avec succès le secteur privé dans le renforcement de la nutrition et a collaboré avec l'Alliance mondiale pour une meilleure nutrition (GAIN) et le centre du SAGCOT (corridor de croissance agricole du Sud de la Tanzanie) pour élaborer une feuille de route visant à engager le secteur privé dans les initiatives de la nutrition.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	34,7 %
Faible poids à la naissance :	-
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	41,1 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	3,8 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	-
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	39,6 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



En Tanzanie, le Comité de pilotage de haut niveau de la nutrition (HLSCN) est l'organisme multi-sectoriel, multi-disciplinaire et multidimensionnel garantissant que les efforts collectifs sont faits pour renforcer la nutrition. Le HLSCN est présidé par le Secrétaire permanent du Cabinet du premier ministre (CPM), ce qui témoigne de l'engagement de haut niveau du pays. Les membres du HLSCN comprennent des représentants de neuf ministères clés, les partenaires au développement, les organisations non gouvernementales, les organisations confessionnelles, le secteur privé et les établissements d'enseignement supérieur.

La même structure de coordination multi-acteurs est établie au niveau sous-national comme le Comité directeur du conseil de la nutrition (CSCN) avec les agents de la nutrition nommés dans chaque conseil.

Le Groupe national de travail technique pour la nutrition (NTWGN) joue un rôle multi-sectoriel et est présidé par le Centre tanzanien d'alimentation et de nutrition (TFNC).

Des réseaux ont été mis en place pour l'engagement des donateurs, de la Société civile et du Secteur privé. Les réseaux ont été efficaces dans le partage des connaissances et ont contribué à la prise de décision.

Les parlementaires ont publié un manifeste de la nutrition pour la responsabilité politique à travers les partis politiques. Le manifeste sera utilisé par tous les partis au cours de la prochaine campagne électorale, en collaboration avec la Société civile.



La Politique alimentaire et nutritionnelle de Tanzanie (TFNP) 1992 a été revue pour tenir compte de la nature multisectorielle de la nutrition et se conformer aux changements qui ont lieu dans les environnements

économiques, sociaux, politiques et technologiques. La politique révisée doit encore être diffusée.

La nutrition est intégrée dans les politiques sectorielles telles que la santé, le sida, l'agriculture, la protection sociale et la sécurité alimentaire. Les interventions nutritionnelles sont également incorporées dans les plans, politiques, stratégies et programmes de l'administration locale, y compris le Plan d'investissement pour l'agriculture et la sécurité alimentaire en Tanzanie et le Plan de filet de protection social productive.

Les plans et programmes du conseil, y compris le Programme de développement du secteur de l'agriculture sont analysés dans le but de trouver des possibilités d'intégration plus efficace des éléments contribuant à la nutrition.

La Stratégie nationale de la nutrition (NNS) (2011 / 12 - 2015 / 16) et le Plan d'exécution ont été révisés et sont alignés avec,

et contribuent à la vision nationale de développement 2025, la Stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté, et d'autres politiques et stratégies du gouvernement.

La mise en œuvre des activités de communication sociale pour le changement de comportement (SBCC) est orientée par une stratégie nationale de SBCC pour la nutrition qui prend en charge la prévention de la malnutrition ainsi que la promotion et le maintien d'une bonne nutrition en créant un environnement favorable.

La législation et les politiques pertinentes pour la nutrition et l'autonomisation des femmes incluent entre autres, le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et les lois sur l'enrichissement des aliments et de congé de maternité.

Les organismes de réglementation que sont l'Autorité tanzanienne d'alimentation et de médicaments et le Bureau tanzanien des normes travaillent conjointement avec le TFNC pour faire respecter les règlements sur l'enrichissement des aliments.



Le Plan de mise en œuvre de la NNS sert de cadre commun de résultats pour la Tanzanie et aide à définir les rôles de chacune des parties prenantes dans le pays. La Tanzanie met actuellement au point un plan d'action multisectoriel révisé de la TFNP et de la NNS.

Les agences des Nations Unies et les partenaires au développement ont aligné la mise en œuvre de leurs plans et programme avec le Plan de mise en œuvre de la NNS.

La revue annuelle conjointe multisectorielle de nutrition permet à toutes les parties prenantes de suivre, examiner et rédiger un rapport sur la mise en œuvre des interventions nutritionnelles dans le pays et fournit des données qui aident à planifier l'année à venir.

La fiche d'évaluation de la nutrition est un outil qui fait partie du système de suivi et d'évaluation qui est en cours d'élaboration par le gouvernement afin de recueillir des données et suivre la responsabilité.



La dotation budgétaire pour la nutrition par le gouvernement et d'autres partenaires de développement a augmenté avec des contributions du Ministère britannique pour le développement international et de la Fondation du fonds d'investissement pour l'enfance (CIFF). Selon la récente revue des dépenses publiques pour la nutrition (RDP) 2014, les dépenses pour la nutrition ont presque doublé, passant ainsi de 18 milliards de TZS en 2010 / 11 à 33 milliards de TZS en 2012 / 13. Malgré l'augmentation du financement pour la nutrition, l'allocation de fonds reste faible avec seulement 20 % du Plan de mise en œuvre de la NNS financé.

La nutrition a été intégrée dans les lignes directrices du budget national utilisées par les autorités gouvernementales locales lors des sessions de planification afin d'éviter les ambiguïtés en matière de budgétisation de la nutrition.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

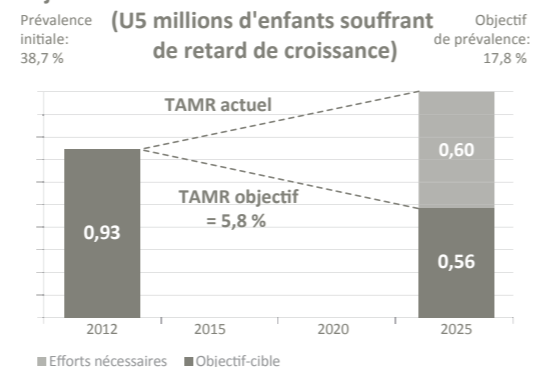
Tchad

Date d'adhésion :
Mai 2013

Faits marquants

- Les scientifiques sont très impliqués dans la nutrition : un réseau de scientifiques a été institué en mai 2015 afin d'assister le centre national de nutrition et de technologie alimentaire, qui convoque la plateforme multi-acteurs. Un axe de la politique nationale de nutrition et de sécurité alimentaire est dédié à l'amélioration de la recherche appliquée.
- Les Partenaires Techniques et Financiers, dont l'Union Européenne (coordinateur des donateurs), se sont engagés financièrement en faveur de la nutrition pour 2014 - 2020 en alignant leurs priorités sur le Plan d'action intersectoriel de nutrition et d'alimentation.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	38,7 %
Faible poids à la naissance :	20,0 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	3,4 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	15,7 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	2,8 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	46,6 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



Le Conseil National de Nutrition et d'Alimentation, plateforme interministérielle au niveau de la primature a été formalisé par un décret en août 2014. Il est soutenu par un Comité Technique Permanent de la Nutrition et de l'Alimentation (CTPNA) qui rassemble les secteurs gouvernementaux clés, la société civile et les académiciens. Ce comité technique permanent fait partie de la Direction de la nutrition et de technologie alimentaire du Ministère de la Santé Publique (version de haut-niveau du précédent (Centre National de Nutrition et de Technologie

Alimentaire - CNNTA). Le CTPNA est soutenu par les Nations-Unies et les donateurs. La participation effective des membres et l'existence d'un plan d'action annuel assurent une coordination efficace au sein de la structure et en dehors, avec les autres institutions, liées notamment à la sécurité alimentaire. Il est admis que les efforts doivent aussi viser l'engagement du secteur privé et la décentralisation des structures existantes.



Les donateurs sont organisés en un groupe dédié et l'Union Européenne, en tant que leader des donateurs, rassemble les partenaires actifs dans l'urgence, la santé et l'agriculture, alors que REACH permet aux Nations-Unies de se coordonner. Un Réseau des parlementaires sensibilisés à la nutrition avait été lancé en Mars 2014, complété par celui des scientifiques lancé en mai 2015. Le réseau de la société civile est en cours de constitution, sous le leadership d'Action Contre la Faim.

Le premier Forum National sur la Nutrition et l'Alimentation a été organisé en Avril 2015, à des fins de plaidoyer et de diffusion des politiques nutritionnelles clés. Le Premier Ministre, présent, a déclaré « l'année 2015, année de la nutrition », et plusieurs 'champions nutrition' ont été identifiés.



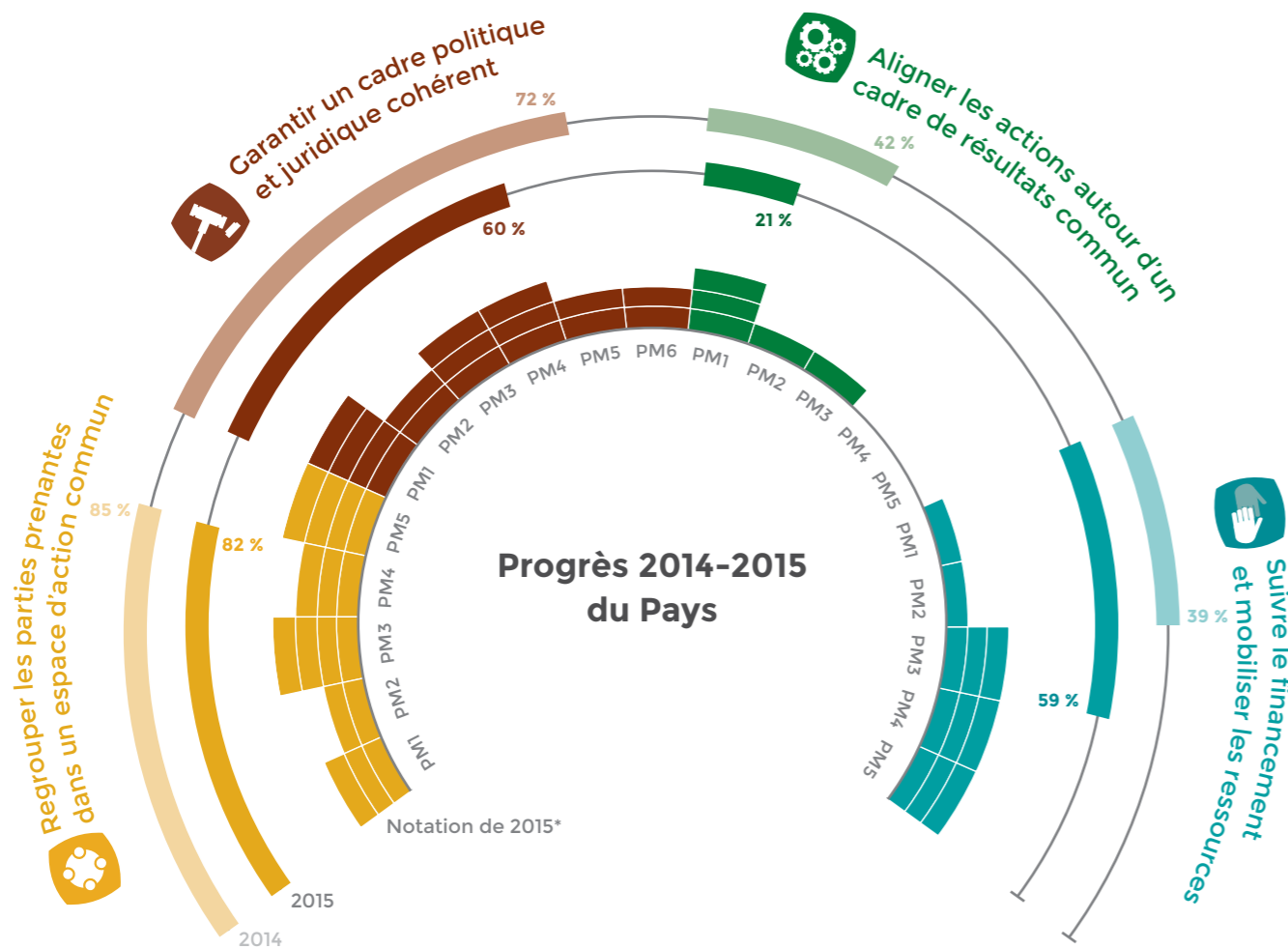
La législation nationale sur la nutrition comprend l'enrichissement des aliments et pourrait être renforcée en mettant l'accent sur le congé maternité, la responsabilité des femmes les dispositions existantes sur les substituts des laits maternels qui ne sont pas encore signées. Le Tchad souhaite aussi développer une stratégie de communication au cours de 2015. En 2014, une étude exploratoire sur les documents cadres de la politique de Nutrition a fait ressortir l'intégration de la nutrition

dans le Plan National de Développement Sanitaire, le Plan National du Développement, la politique de sécurité alimentaire et le domaine de l'éducation. Elle a également émis des recommandations à destination des autres politiques sectorielles. Une Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation (PNNA) et son Plan d'Action Intersectoriel de Nutrition et d'Alimentation (PAINA) ont été élaborés et validés techniquement en 2013. La PNNA a été adoptée en juillet 2015.



L'estimation des coûts du Plan d'Action Intersectoriel de Nutrition et d'Alimentation détaillant la répartition des tâches et des ressources a été finalisée et il est prévu d'y adjoindre un système de suivi et évaluation. Cependant, le retard pris pour l'adoption de la PNNA n'a pas permis de le mettre en œuvre, ce qui appelle sa révision et sa réévaluation. On note enfin qu'un système d'information sur les outils de la collecte d'informations sur la sécurité alimentaire a été mis en place et le Ministère de la Santé a proposé d'effectuer une cartographie régulière de la nutrition pour éviter des crises.

Le gouvernement dispose d'une ligne budgétaire dédiée depuis 2012 dont le décaissement n'est pas toujours assuré et l'adjonction de lignes budgétaires pour chaque secteur concerné est perçue comme nécessaire. Si les ressources mobilisées par les partenaires pour la nutrition relèvent principalement de l'urgence, le 11ème Fonds Européen de Développement a, lui, intégré des objectifs nutritionnels de long terme, et est aligné avec la PNNA.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

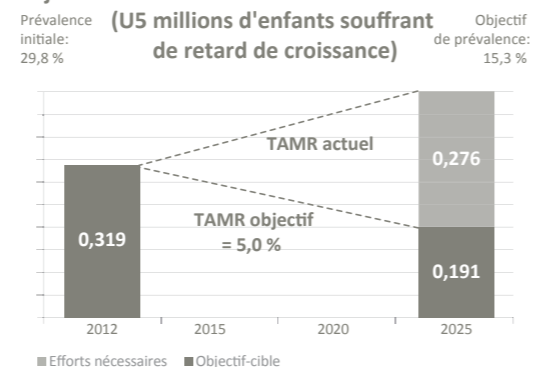
Togo

Date d'adhésion :
Mars 2011

Faits marquants

- L'adhésion du Togo au mouvement SUN a contribué à réaliser deux projets de lutte contre le retard de croissance visant 1) l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des femmes et des enfants et 2) l'appui aux services de santé maternelle et infantile et de nutrition.
- L'exercice d'identification des allocations budgétaires pour la nutrition organisé par le Mouvement SUN et UNICEF a permis d'identifier les ministères disposant de lignes budgétaires contribuant potentiellement à la nutrition.
- L'adhésion du Togo au mouvement SUN a favorisé l'organisation de réunions d'informations et de consultations entre les différents acteurs de la nutrition (gouvernement, société civile, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers).

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	29,8 %
Faible poids à la naissance :	11,0 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	62,4 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	4,8 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	1,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	52,7 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

La FAO a initié de 2013 à 2015, un projet de gouvernance portant sur l'installation de cadres de concertation des aspects de sécurité alimentaire et nutritionnelle, aux niveaux central et décentralisés. **Plusieurs réunions d'informations et de consultations ont eu lieu au cours de l'année 2014-2015, avec la société civile, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers, afin de les sensibiliser au Mouvement SUN et étudier le décret qui est envisagé pour l'établissement de la plateforme multisectorielle.** Ce décret devra être adopté une fois finalisé.

Le Chef du service national de la nutrition du Ministère de la santé assure l'animation et la coordination des acteurs de la nutrition, dans l'attente de la nomination d'un point focal officiel.

Les réseaux des divers acteurs ne sont pas encore mis en place. **2014 a vu l'arrivée d'AGIR, qui est en cours d'installation.**

La législation nationale en matière de nutrition inclut la fortification des aliments (huile, farine de blé), le congé maternité de 14 semaines et l'iodation universelle du sel, dont l'arrêté est en cours de révision. Le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel adopté en 2003 en conseil des Ministres, n'est pas encore adopté par l'Assemblée Nationale. **Une proposition du gouvernement de son actualisation vient d'être acceptée par le parlement togolais avant son adoption.**

Une Politique Nationale d'Alimentation et de Nutrition (PNAN) élaborée en 2010, prend en compte le double fardeau de la malnutrition, le genre et les droits humains. La nutrition est intégrée dans les documents suivants : le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP II), le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS), le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) et le Programme d'Appui à la Diversification Agricole (PADA), la Stratégie de Croissance Accélérée de Promotion de l'Emploi (SCAPE), la politique de protection sociale.

Le Plan Stratégique National pour l'Alimentation et la Nutrition (PSNAN 2012-2015) se concentre sur les interventions directes en matière de nutrition. Cinq (5) sous-programmes sont mis en œuvre avec le soutien technique des partenaires de la santé, de l'éducation et du social :

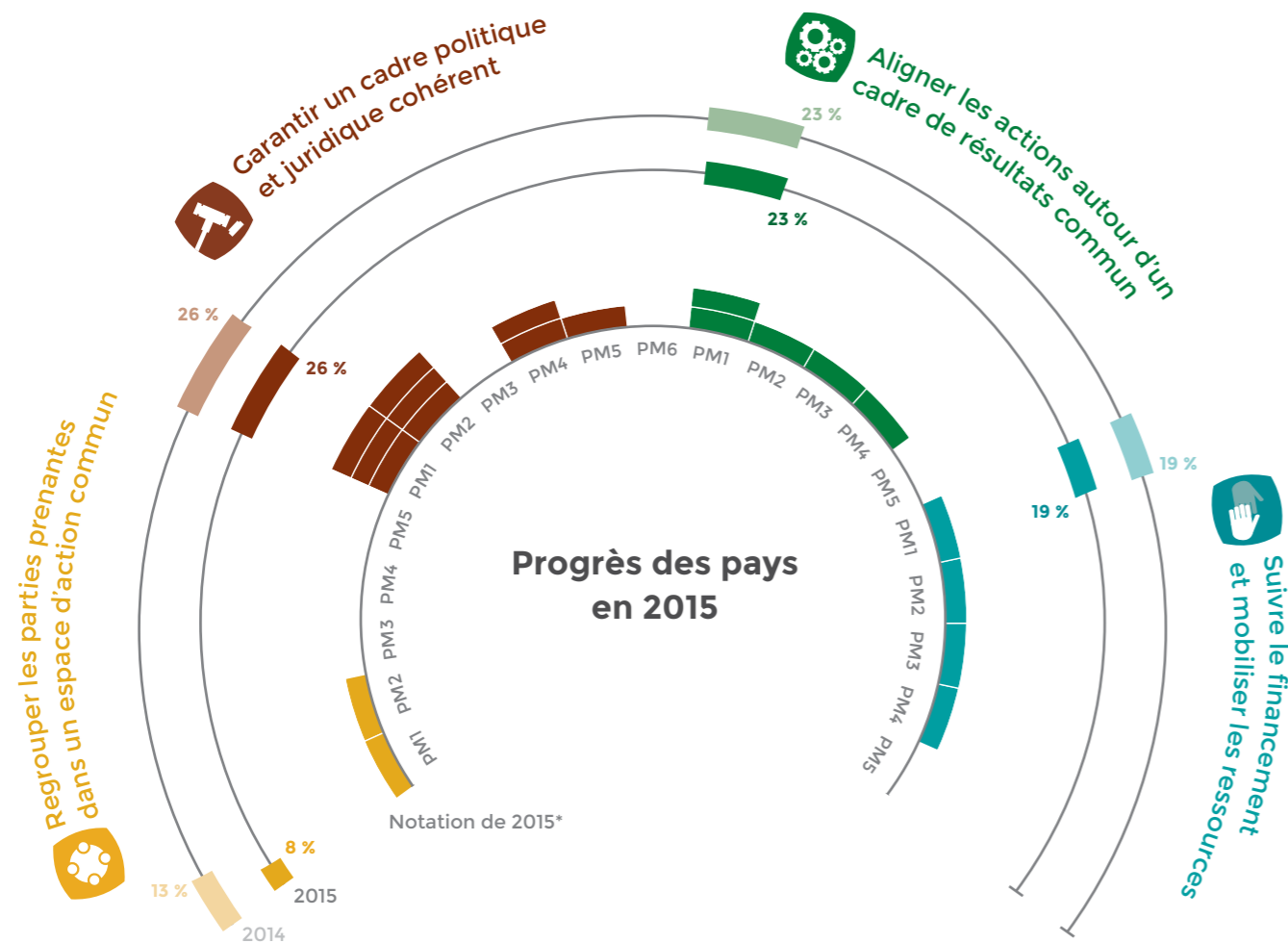
1. **Promotion de la Nutrition et de l'Éducation Nutritionnelle y compris les modes de vie sains et le renforcement de la mise en œuvre de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.**
2. **Renforcement de la lutte contre la dénutrition (Prévention et prise en charge) dans les CREN/FS et à travers l'approche communautaire; l'alimentation et nutrition des enfants d'âge scolaire (projet de cantine scolaire) ; l'alimentation de la fille adolescente, de la femme enceinte et de la femme allaitante.**

3. **Renforcement de la participation communautaire.**
4. **Renforcement de la lutte contre les carences en micronutriments.**
5. **Renforcement de la coordination, du suivi et de l'évaluation à travers le renforcement des capacités institutionnelles.**

Le Togo a reconnu que l'élaboration d'un Cadre Commun de Résultats était une priorité pour 2015.

Les coûts financiers du Plan Stratégique National pour l'Alimentation et la Nutrition n'ont jamais été estimés. **Le Togo a participé à l'exercice de suivi**

des allocations budgétaires, qui lui a permis d'identifier les ministères disposant de lignes budgétaires qui pouvaient potentiellement contribuer à la nutrition.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

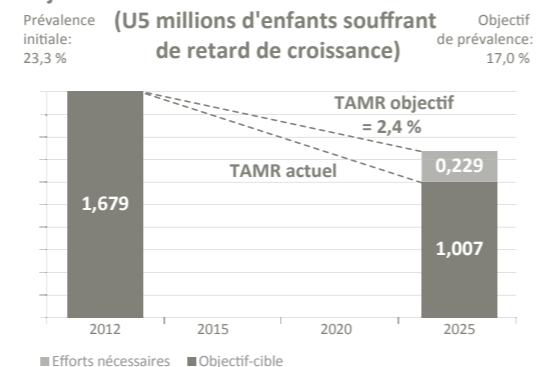
Vietnam

Date d'adhésion :
Janvier 2014

Faits marquants

- Le nouveau décret gouvernemental 100/2014/ND-CP sur la commercialisation et l'utilisation des produits de nutrition pour les jeunes enfants était une étape essentielle pour le pays afin que les enfants accèdent à une meilleure nutrition possible dans leurs deux premières années de vie.
- Le gouvernement a mis au point la ligne directrice opérationnelle pour le marketing social (SM) des produits de nutrition et renforce cette approche de SM.
- La prolongation du congé de maternité à six mois est incluse avec succès dans le Code du travail modifié et approuvé. La promotion des droits des travailleuses est également incluse dans le Code du travail et est complétée par un décret d'orientation sur la mise en œuvre des droits.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	19,4 %
Faible poids à la naissance :	-
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	17,0 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	5,7 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	4,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	14,1 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année

Au Vietnam, l'organisme de coordination de la nutrition est l'Institut national de la nutrition (INN) du ministère de la Santé (MoH). L'INN est la principale institution chargée de la recherche, la formation et la mise en œuvre des activités dans le domaine de la nutrition, des sciences de l'alimentation et de la nutrition clinique. Elle dispose d'un secrétariat dont le rôle spécifique est la mise en œuvre efficace de la Stratégie nationale de nutrition (NNS).

Le Groupe de travail pour la nutrition est la plate-forme multi-acteurs qui coopère avec les principaux représentants de tous

les secteurs externes au gouvernement. En principe, toutes les six semaines, les participants provenant de divers ministères, y compris celui de la Santé, de l'Agriculture et de la Gestion des risques de catastrophes, les instituts, les universités, les agences des Nations Unies (ONU), la Société civile, les donateurs et les initiatives mondiales se réunissent pour travailler en vue d'atteindre un ensemble d'objectifs et des priorités convenues. Ces réunions sont co-présidées par le directeur de l'Institut national de la nutrition et le chef de la nutrition de l'UNICEF.

La NNS (2011-2020) a été ratifiée par le Premier ministre avec une vision à l'horizon 2030.

Tout au long de la dernière décennie, le Vietnam a opéré d'importants changements dans la législation visant à protéger les droits des femmes pour l'allaitement. Ces changements faisaient partie d'un effort pour remplir les obligations découlant de la Convention du droit de l'enfant, du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et des résolutions ultérieures de l'Assemblée mondiale de la Santé. **Le décret gouvernemental 100/2014 / ND-CP était une loi importante sur la publicité interdisant la commercialisation des substituts du lait maternel (pour les enfants de moins de 2 ans) et des aliments pour bébés (pour**

les nourrissons de moins de six mois). Afin de soutenir sa mise en œuvre, le gouvernement a également développé la directive opérationnelle pour le marketing social.

Pour le Code du travail, un amendement a été approuvé qui a vu l'extension du congé de maternité de quatre à six mois et un décret d'orientation est en cours d'élaboration afin de promouvoir les droits des travailleuses.

Le ministère de la Santé et d'autres ministères concernés sont en train d'élaborer un nouveau décret du gouvernement sur l'enrichissement des aliments, y compris sur l'iodation obligatoire du sel et l'enrichissement de la farine de blé.

La NNS sert de cadre commun de résultats (CCR) sur lequel toutes les parties prenantes alignent leurs efforts en appui de la nutrition. Les rôles et les responsabilités de chaque ministère de tutelle sont bien définis dans la NNS et elle est opérationnalisée avec un Plan d'action quinquennal national de nutrition élaboré par le ministère de la Santé.

Les Plans d'action nationaux sur la nutrition et l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant du Ministère de la Santé contribuent à la nutrition et la mise en œuvre de la NNS a été intégrée aux plans. Ces plans d'action du ministère de la Santé pour la nutrition et l'alimentation des jeunes enfants sont décentralisés au niveau provincial. Le Vietnam étudie **la possibilité d'inclure des stratégies régionales de nutrition alignées avec la NNS, dans ces plans régionaux.**

Le Plan provincial d'action 2013 - 2016 sur la santé et la nutrition maternelle, néonatale et infantile intégrées est mis en œuvre par le ministère de la Santé au niveau de la commune et du district.

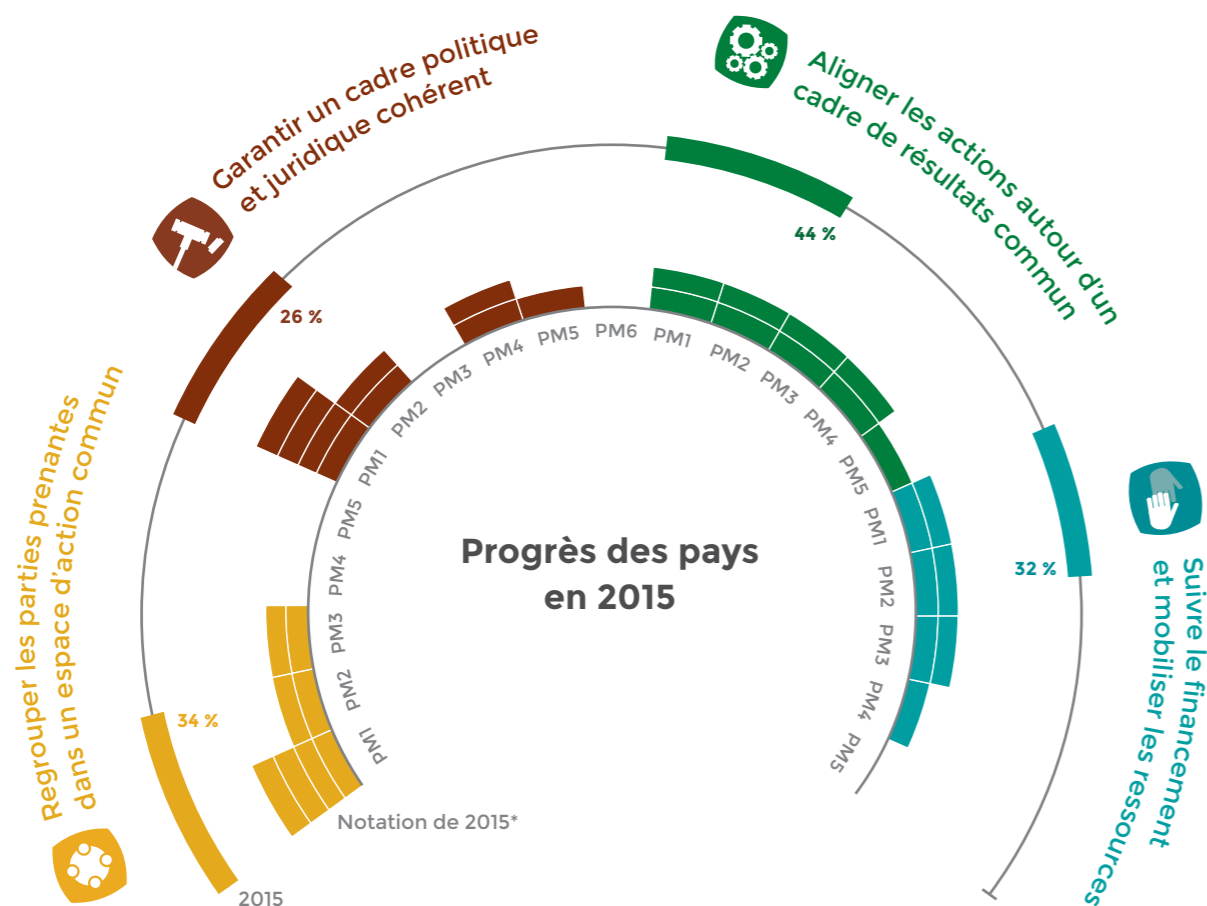
Un exercice périodique pour surveiller la mise en œuvre des politiques de nutrition sur une base annuelle est mené par le gouvernement. Le Programme national de nutrition de l'INN a créé un système de surveillance nutritionnelle nationale officielle pour suivre le processus de mise en œuvre de la NNS, cependant, il n'y a pas d'outils clairs pour suivre la collaboration intersectorielle. Un examen à mi-parcours de la NNS est en cours et le résultat alimentera l'ajustement du plan annuel basé sur la performance et les priorités.

Bien que la NNS n'ait pas été chiffrée, elle sert de base juridique sur laquelle le gouvernement s'appuie pour approuver et allouer le budget annuel pour la nutrition, en particulier pour le secteur de la santé (programmes spécifiques à la nutrition). Les ressources pour la mise en œuvre sont mobilisées et allouées dans le cadre de leur alignement avec la NNS.

Les dépenses spécifiques à la nutrition dans le budget public sont suivies et rapportées annuellement, cependant, les programmes contribuant à la nutrition se sont avérés difficiles à suivre et à contrôler.

Certains fonds sont fournis par d'autres parties prenantes externes, y compris les agences des Nations Unies et les donateurs aux niveaux national et / ou sous-national. Le suivi et le reporting sur les fonds externes s'est avéré difficile à réaliser.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Faits marquants

- Un Haut Conseil pour la sécurité alimentaire, présidé par le Premier ministre a été mis en place et est soutenu par un Comité de pilotage multisectoriel national Mouvement SUN.
- Le Plan d'action national multisectoriel de nutrition (NNMSAP) a été finalisé et approuvé par le comité ministériel en 2014. Un plan opérationnel est en préparation en vue de mettre en œuvre les programmes sectoriels. En raison du conflit en cours, aucun progrès n'a été réalisé et les progrès sur la mise en œuvre du plan ont été entravés et retardés.
- L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture avec le soutien de l'Union européenne, a établi un système d'information de sécurité alimentaire (FSIS) au MOPIC en 2014. Le FSIS est conçu pour recueillir des informations à la fois sur les indicateurs d'approches spécifiques à la nutrition et d'approches contribuant à la nutrition avec les indicateurs de sécurité alimentaire.

Rétrospective: Progrès rapportés lors de l'exercice d'auto-évaluation 2014

61 % Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

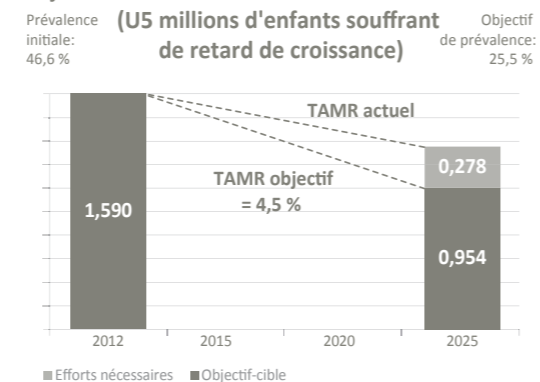
54 % Garantir un cadre politique et juridique cohérent

42 % Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

25 % Suivre le financement et mobiliser les ressources

2014

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	46,6 %
Faible poids à la naissance :	-
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	11,6 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	13,3 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	1,5 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	37,5 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



L'engagement du gouvernement de la République du Yémen à aborder les causes sous-jacentes de la sous-nutrition dans le pays se reflète au plus haut niveau. On peut le constater avec le décret publié en 2012 par le Premier ministre qui conseille les ministères de tutelle à aborder la nutrition comme une priorité dans leurs plans respectifs. **Un Haut Conseil pour la sécurité alimentaire, présidé par le Premier ministre a été mis en place et est soutenu par un Comité de pilotage multisectoriel national Mouvement SUN. Le Comité**

de pilotage comprend des représentants des ministères de la Planification et de la Coopération internationale (MOPIC), de la Santé, de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Eau et de l'Assainissement et de l'Éducation. Il comprend également les représentants des Nations Unies (ONU), des organismes donateurs, de la société civile, des universités et du Secteur privé. Le Comité de pilotage a été institutionnalisé et est présidé par le vice-Ministre du MOPIC.



Comme mentionné dans le NNMSAP (2015 - 2019), chaque secteur concerné examinera les politiques et les législations existantes pour garantir qu'elles contribuent à la nutrition et que leurs lacunes sont abordées. Parmi les politiques et stratégies actuelles contribuant à la nutrition qui sont déjà en place, on peut citer : La Politique et stratégie de sécurité alimentaire (2011), la Stratégie nationale

du secteur de l'agriculture (2012 - 2016), la Stratégie nationale de la pêche (2012 - 2015), la Législation du Fonds pour le bien-être social (2008). La législation nationale existante porte sur l'iodation du sel, l'enrichissement du sucre et de la farine (depuis 1996) et la mise en œuvre du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel (BMS) depuis 2002.



Le Plan d'action national multisectoriel de nutrition (NNMSAP) a été finalisé et approuvé par le comité ministériel en 2014. Un plan opérationnel est en préparation en vue de mettre en œuvre les programmes sectoriels. **En raison du conflit en cours, aucun progrès n'a été réalisé et les progrès sur la mise en œuvre du plan ont été entravés et retardés.**

total piloté par les communautés. Il a été mis en œuvre dans 19 districts à forte prévalence du retard de croissance et d'émaciation à Taiz, Hodeida et Saada ; mais ces activités ont également été bloquées en raison du conflit en cours.

Pour les programmes spécifiques à la nutrition, le ministère de la Santé publique et de la population (MOPHP) est largement engagé avec les partenaires des Nations Unies et les organisations de la société civile pour mettre en œuvre les programmes, en particulier, pour les populations touchées par des urgences

Le gouvernement de la République du Yémen, avec le soutien du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) et la Banque mondiale, met en œuvre un programme de sécurité alimentaire dans les gouvernorats où sévit l'insécurité alimentaire.

L'UNICEF en collaboration avec les organisations de la société civile et le MOPHP a commencé à mettre en œuvre un programme global de prévention du retard de croissance à base communautaire avec un programme d'assainissement

En outre, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture avec le soutien de l'Union européenne, a établi un système d'information sur la sécurité alimentaire (FSIS) au MOPIC en 2014. Le FSIS est conçu pour recueillir des informations à la fois sur les indicateurs relatifs aux approches spécifiques à la nutrition et les indicateurs sur les approches contribuant à la nutrition en même temps que sur les indicateurs de sécurité alimentaire.



Le chiffrage du NNMSAP a été achevé avec l'appui technique de MQSUN et du Secrétariat du Mouvement SUN.

honorés. Le gouvernement du Yémen est déterminé à établir de nouvelles lignes budgétaires dans les ministères compétents pour les programmes de nutrition et augmenter les ressources humaines pour la nutrition de 10 à 20 % au minimum, et publier les informations sur les dépenses nationales.

Le conflit actuel dans le pays entrave les progrès sur le terrain et freine la vitesse à laquelle ces engagements étaient censés être

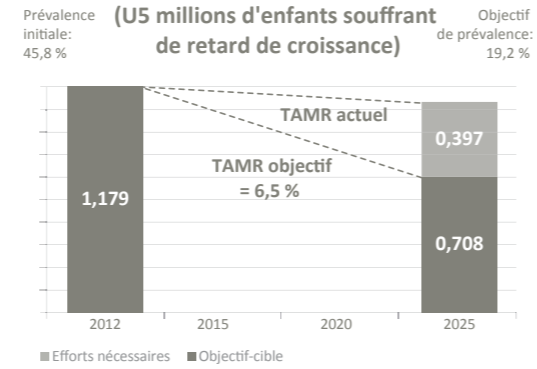
Zambie

Date d'adhésion :
Décembre 2010

Faits marquants

- Une alliance de la société civile forte en place pour le renforcement de la nutrition (CSO-SUN) et menant le plaidoyer pour l'amélioration de la nutrition grâce à une réponse multisectorielle et plaidant pour la formation du groupe parlementaire réunissant des représentants de tous les partis sur l'alimentation et la nutrition, qui rassemble des parlementaires de différents partis pour parler d'une voix coordonnée en faveur de la nutrition sur le plancher du Parlement.
- Le CCR comprend un ensemble minimum d'interventions contribuant à la nutrition et des interventions spécifiques à la nutrition chiffrées basé sur un processus consultatif qui est aligné avec les résultats du programme de développement national (RSNDP) et la Vision 2030.
- Présence d'un mécanisme de financement conjoint, de l'Unité de gestion du Fonds du Mouvement SUN (SFMU) qui finance la mise en œuvre du Programme des 1000 jours les plus décisifs aux niveaux national et sous-national.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	40,1 %
Faible poids à la naissance :	9,2 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	72,5 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	6,0 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	5,7 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	29,2 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



En République de Zambie, la Commission nationale de l'alimentation et de la nutrition (NFNC), relevant du ministère de la Santé, est la plate-forme nationale multi-acteurs (MSP), qui rassemble des partenaires pour la nutrition. Cinq ministères de tutelle ont été désignés comme points focaux pour la nutrition afin de galvaniser la coordination.

Un comité spécial de secrétaires permanents a été nommé au niveau du Cabinet et est représenté par neuf ministères (la Santé, l'Éducation, l'Agriculture et l'élevage, le Développement communautaire, la Santé maternelle et infantile, le Gouvernement local et le logement, le Genre et le développement de l'enfant, les Finances, et la Jeunesse et le Sport). Le Comité de secrétaires permanents se réunit régulièrement pour discuter des questions multi-sectorielles et la nutrition fait partie de leurs attributions.

La structure de coordination multi-acteurs a été décentralisée avec la création de comités provinciaux de coordination de la nutrition

(PNCC) et des comités de district de coordination de la nutrition (DNCC). **14 districts ont également entamé le processus de création des comités de coordination de la nutrition dans les salles communes (WNCC).**

Le Forum des partenaires coopérants pour la nutrition (PCN) comprend le système des Nations Unies et les donateurs.

L'Alliance de la société civile, l'OSC SUN, a inspiré l'organisation des parlementaires à travers la formation du groupe de travail parlementaire multi-acteurs sur l'alimentation et la nutrition, qui rassemble des parlementaires de différents partis autour d'une action coordonnée en faveur de la nutrition sur le perchoir du Parlement. Le Réseau du secteur privé a récemment mis en place plus de 22 organisations membres. Un nouveau réseau académique a élaboré un mandat et un plan de travail de développement de l'agenda de recherche nationale.



Des plans sont en cours pour réviser la politique nationale de l'alimentation et de la nutrition (NFNC) 2006. Les parties prenantes ont été engagées dans un processus de consultation pour examiner la loi de 1967 de la NFNC afin d'augmenter la portée de la réglementation pour une réponse multisectorielle aux problèmes nutritionnels affectant diverses sous-populations.

Des mécanismes sont en place pour faire respecter les législations telles que le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, et les législations sur l'enrichissement des aliments et la protection de la maternité.

La nutrition a été intégrée dans le sixième Plan national de développement 2013 - 2016 (R-SNDP) par son intégration dans tous les plans de mise en œuvre du R-SNDP spécifiques à chaque

secteur (en plus des secteurs de la gouvernance, le VIH et le SIDA, le genre, l'incapacité et l'Environnement et des risques en cas de catastrophe). Le R-SNDP vise à atteindre les objectifs énoncés dans la Vision 2030 à savoir, devenir un « pays à revenu intermédiaire prospère à l'horizon 2030 »

La nutrition est intégrée dans plusieurs politiques sectorielles, y compris :

- la Politique nationale de santé ;
- le Plan stratégique national de santé ;
- la Politique agricole nationale ;
- le Plan d'investissement du secteur agricole ;
- la Politique de protection sociale ; et

la loi sur les aliments et les médicaments qui est à l'étude et devrait être rétablie en tant que projet de loi de la sécurité alimentaire.



Le Plan national stratégique pour l'alimentation et la nutrition (NFNSP) 2011 - 2015 complète la politique nationale alimentaire et nutritionnelle et sert de cadre commun de résultats (CCR) sur lequel toutes les parties prenantes alignent leur soutien. Il comprend huit stratégies opérationnelles et trois orientations stratégiques de soutien (SD) avec une matrice de mise en œuvre complète et un cadre de suivi et d'évaluation. La SD 1 « prévention du retard de croissance chez les enfants âgés de deux ans : les 1000 premiers jours les plus décisifs » contient un programme développé à part entière appelé le programme des 1000 jours les plus décisifs (MCDP) à mettre en œuvre sur une période de trois ans. Avec le soutien et la facilitation des niveaux national, provincial et de district, des plans multisectoriels de nutrition pour les 1000 jours les plus décisifs ont

été élaborés. Des plans bi-annuels (2014 - 2016) multi-sectoriels des comités de coordination de la nutrition au niveau des districts ont été chiffrés sur la base du paquet minimum.

Le paquet minimum d'interventions dans le cadre des 1000 jours les plus décisifs comprend des interventions spécifiques à la nutrition et des interventions contribuant à la nutrition qui sont également alignées sur les résultats du R-SNDP.

La Zambie reconnaît que, **pour renforcer les capacités des différentes institutions de mise en œuvre, des interventions de divers volumes ont été développées et sont en train d'être déployées. Elles couvriront les institutions aux niveaux national et infranational.**

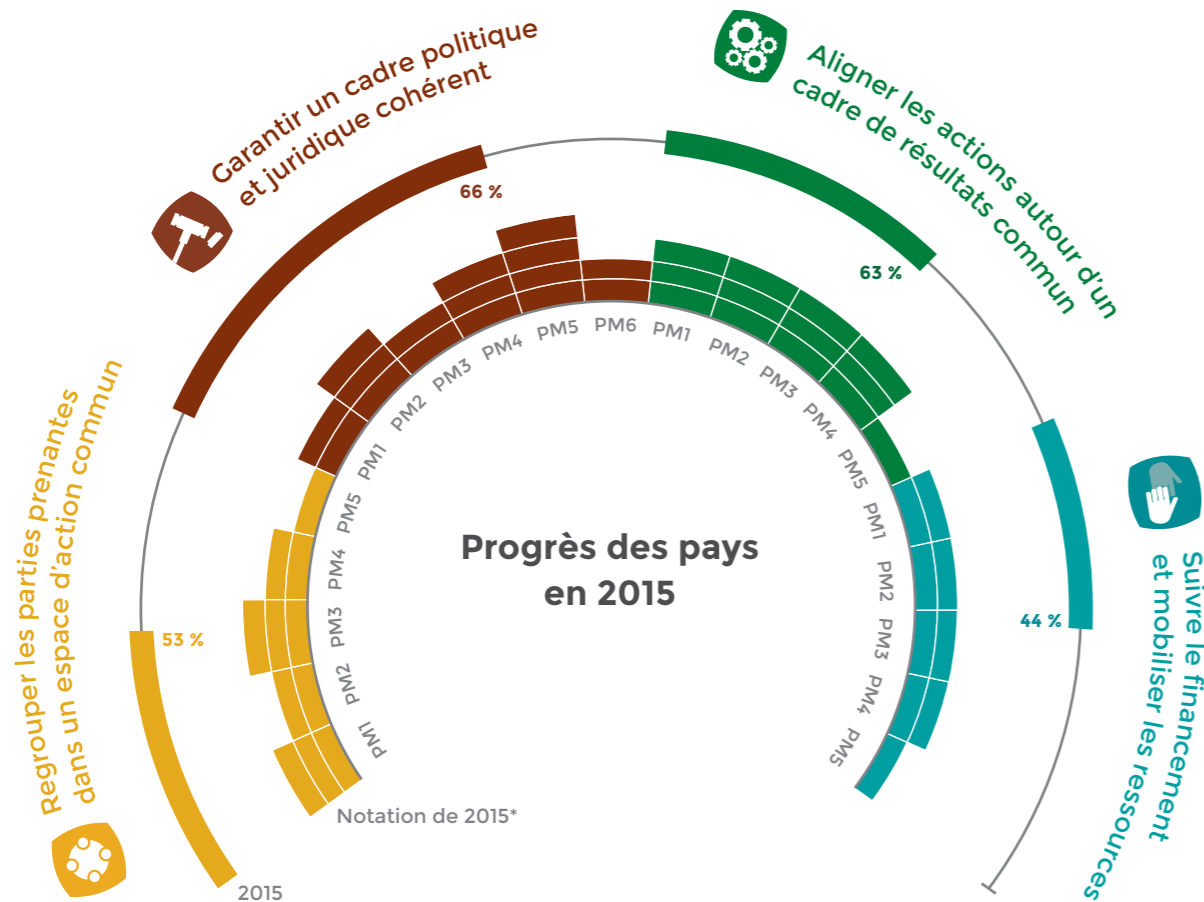


La NFNSP a été partiellement chiffrée pour le paquet minimum et des scénarios recommandés pour guider la mobilisation des ressources pour les 1000 jours les plus décisifs sur la base du SD 1 avec l'appui technique de la Banque mondiale. Plus de travail est nécessaire dans le domaine du chiffrage, notamment en ce qui concerne les interventions contribuant à la nutrition qui ont des limitations dans les hypothèses de coûts. **La Commission nationale de l'alimentation et de la nutrition (NFNC) avec les principaux ministères et les OSC-SUN a proposé de résoudre ce problème en chiffrant les activités au niveau du district pour certaines interventions contribuant à la nutrition du paquet minimum pour aider à combler l'écart retrouvé dans le rapport sur les coûts de la Banque mondiale.**

Le fonds commun, l'Unité de gestion du Fonds SUN (SFMU), soutiendra la NFNC pour le recrutement des experts en vue d'entreprendre une analyse de l'espace budgétaire pour identifier l'écart financier qui aidera à la planification de la mobilisation des ressources pour déployer les programmes à l'échelle nationale.

Les partenaires coopérants pour la nutrition prévoient de cartographier les fonds disponibles parmi ses membres pour la nutrition sur une base annuelle afin d'aider à améliorer la responsabilité dans la gestion des fonds de toutes les parties prenantes pour la nutrition. En outre, le processus d'exécution d'audits indépendants a également été initié par le SFMU.

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

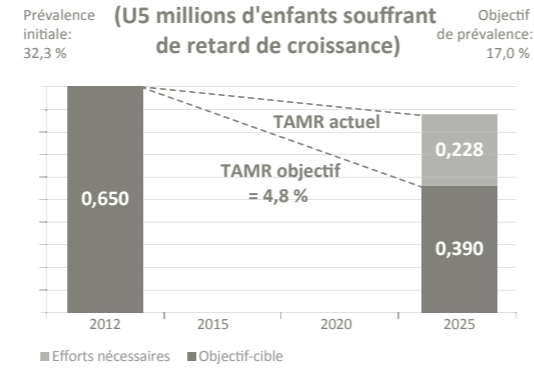
Zimbabwe

Date d'adhésion :
Juin 2011

Faits marquants

- Un système d'information national de sécurité alimentaire et nutritionnelle global et unique (FNSIS) est en cours de développement dans tous les secteurs, afin d'informer la programmation et la prise de décision. Les niveaux décentralisés recueilleront des données et bénéficieront d'un mécanisme d'analyse des commentaires du système d'information.
- Les partenaires techniques et financiers alignent les ressources sur la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle et essaient de rassembler des ressources supplémentaires grâce à des mécanismes de financement conjoints. Ressources du secteur privé engagées pour la mise en œuvre de la stratégie de l'enrichissement des aliments.
- Les médias appartenant au Réseau de la société civile Mouvement SUN (ZCSOSUNA) ont été formés à leur rôle dans le renforcement de la nutrition, de manière à transmettre les informations pertinentes sur la nutrition.

Objectif-cible de réduction du retard de croissance



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	27,6 %
Faible poids à la naissance :	-
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	41,0 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	3,3 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	3,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	28,4 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Le texte en gras porte sur les progrès rapportés au cours de la dernière année



Le Conseil pour l'alimentation et de la nutrition (FNC) est la principale agence nationale chargée de diriger les efforts de coordination, d'analyse et de promotion d'une riposte multisectorielle à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Il engage plusieurs ministères, les organismes des Nations Unies (ONU), la Société civile et le Secteur privé. Le FNC organise également et coordonne le Comité national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (NFNSC) et le Groupe consultatif de haut niveau nouvellement formé pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNSAG), qui a tenu sa première réunion en mars 2015. Les ministères du Genre, de la protection sociale et de la jeunesse ont récemment rejoint ces structures de coordination et un projet de feuille de route pour le Mouvement SUN a été élaboré afin de tracer la voie à suivre pour tous les membres de la plate-forme.

Afin de décentraliser efficacement les efforts du FNC, des conseils de sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNCS) ont été établis dans les dix provinces du Zimbabwe. Plus bas au niveau des districts, 26 sur 60 districts disposent de FNCS opérationnelles.

Les salles municipales sont la plus petite unité administrative, et un projet pilote est en train d'établir des FNCS à ce niveau. En cas de succès, cette approche sera déployée sur une plus grande échelle d'ici la fin de 2015.

Le Réseau de la société civile du Zimbabwe (ZCSOSUNA) a porté sa circonscription de 21 à 100 membres et a établi cinq bureaux régionaux, juste en une année. Leurs dernières activités ont été centrées sur l'engagement avec les parlementaires et les médias pour souligner leur rôle dans le renforcement de la nutrition. Le Réseau des donateurs et le Réseau des Nations Unies rédigent des termes de référence et ont désigné respectivement l'Union européenne et l'UNICEF / FAO comme coordinateurs.

Enfin, un petit-déjeuner a été organisé avec le soutien de tous les réseaux du Mouvement SUN pour démontrer au Secteur privé, l'importance de la nutrition. Il a conduit à l'identification d'un point focal du Secteur privé qui a jusqu'à présent suscité l'intérêt et rassemblé 32 entreprises alimentaires pour se joindre aux efforts nationaux pour la nutrition.



Le droit à l'alimentation est garanti par la Constitution de 2013. La législation de la nutrition comprend deux volets : l'Alimentation du nourrisson et du jeune enfant et la stratégie d'enrichissement des aliments, tous deux adoptés en 2015. Le Bureau du président pilote l'analyse de la politique de la nutrition et a eu pour résultat, l'inclusion des stratégies contribuant à la nutrition dans le développement national (ZimASSET) ; l'agriculture (ZAIP) et la protection sociale (cadre de protection sociale validé en 2015).

La politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (NFNSP) lancée en mai 2013, est en cours de diffusion aux niveaux provincial et de district.

Le Zimbabwe finalise également une stratégie de communication pour la nutrition au service du développement.



La Stratégie nationale de nutrition (2014-2018) qui est en outre inspirée du NFNSP et sa matrice de mise en œuvre, sert de cadre commun des résultats (CCR) pour la nutrition. Elle est en élaboration depuis 2013 et a été finalisée et lancée par le vice-président en avril 2015. La stratégie oriente la mise en œuvre des interventions spécifiques à la nutrition et des interventions contribuant à la nutrition autour de six domaines de résultats clés, mentionnant clairement les objectifs, les activités et les exécutants. Les conseils provinciaux et de district pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle doivent élaborer des plans de travail annuels alignés au NFNSP, ZimASSET et NNS, détaillant les actions à entreprendre pour l'alimentation et la nutrition.

Pour mettre en œuvre ces dernières, un programme multi-sectoriel modèle à base communautaire pour lutter contre le

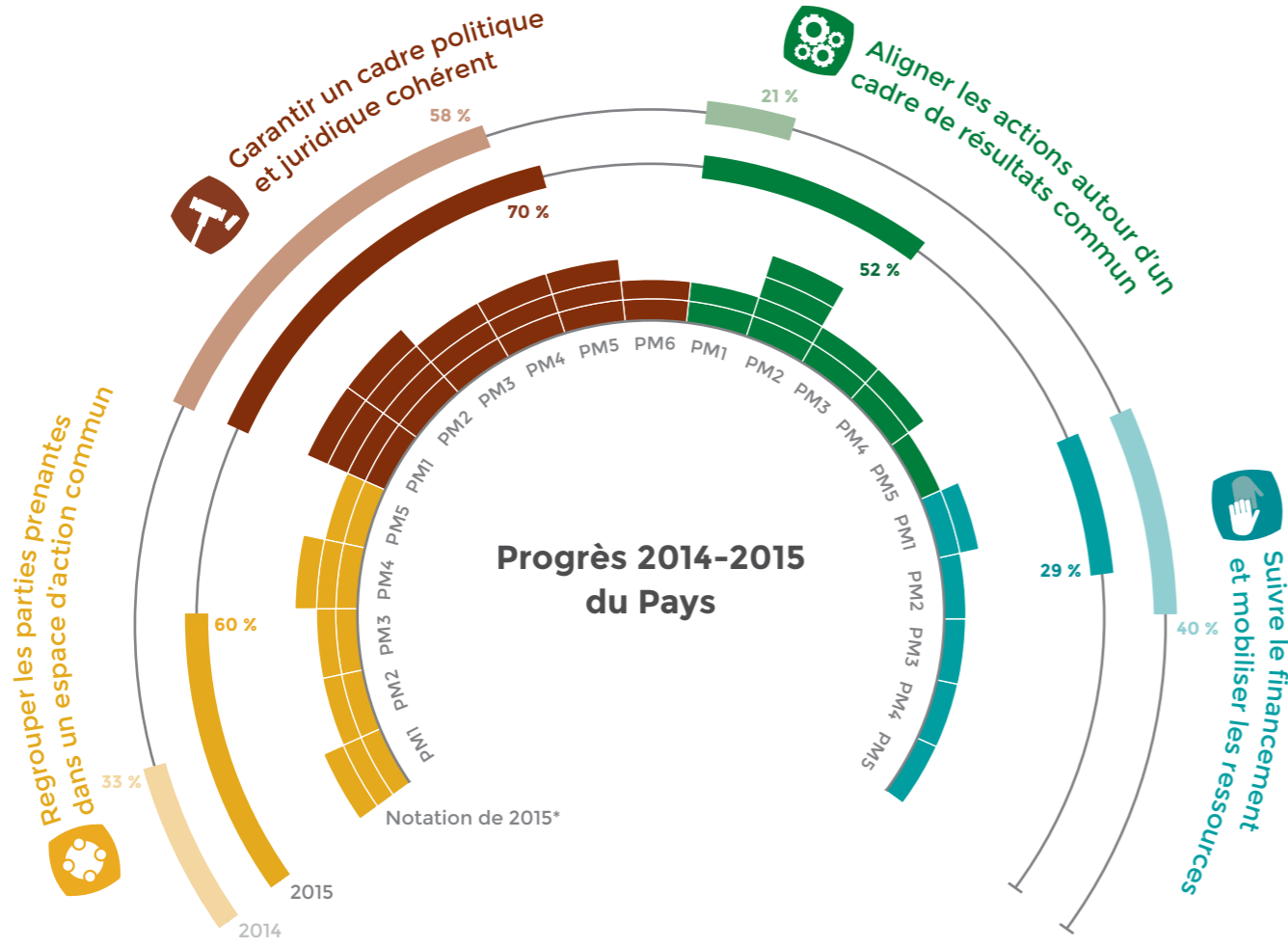
retard de croissance a commencé dans les districts vulnérables et les principaux acteurs alignent des programmes de grande envergure qui mettent en œuvre des interventions directes et indirectes de la nutrition sur ce modèle. Ces programmes sont : Amalima project (2014 - 2019), Livelihoods and Food Security Program 2014 - 2018 (LFSP) et Enhancing Nutrition, Stepping Up Resilience and Enterprise (ENSURE) (2014 - 2019).

La NNS dispose d'un cadre de suivi et d'évaluation qui inclut des valeurs de référence, les indicateurs d'impact et les cibles, pour chaque résultat escompté et les sources des données. Celles-ci doivent être intégrées au Système national d'information de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui est actuellement en cours de conception, afin d'assurer une approche cohérente et harmonisée de reporting.



La NNS a été chiffrée à travers un consensus multi-acteurs, avec des exigences annuelles pour chaque domaine de résultat clé et chaque activité, mais le partage des coûts n'a pas encore été élaboré. La cartographie des dépenses est encore à un stade précoce et le suivi des interventions contribuant à la nutrition est toujours un défi.

Les engagements financiers accrus et soutenus par tous les acteurs, y compris le Secteur privé sont alignés sur le NFNSP et un fonds commun des donateurs contribue à renforcer l'efficacité des interventions en matière de nutrition.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015

Progrès communiqués à travers l'exercice d'autoévaluation du pays

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Suivre le financement et mobiliser les ressources



Pays et régions	Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans	Émaciation des enfants de moins de cinq ans	Surpoids des enfants de moins de cinq ans	Année*	Source de données	Faible poids à la naissance	Source de données 2	Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois	Source de données	Anémie des femmes entre 15-49 ans	Source de données
Bangladesh	38,7	18,1	2,6	2013	Enquête sur l'utilisation des prestations de services essentiels (UESD) 2013. Dhaka : Institut national de recherche et de formation pour la population (NIPORT) 2014.	21,6	EDS 2011**	64,1	EDS 2011**	43,5	Source *
Bénin	34,0	4,5	1,7	2014	MICS*** 2014, Bénin	12,5	MICS*** 2014, Bénin	41,4	MICS*** 2014, Bénin	49,6	Source *
Botswana	31,4	7,2	11,2	2007	Rapport d'enquête sur la santé de la famille IV Botswana 2007. Gaborone, Botswana : OSC, 2009 (et analyses supplémentaires par l'UNICEF).	-		-		28,5	Source *
Burkina Faso	32,9	10,9	-	2012	Enquête nutritionnelle nationale 2012 - méthode SMART	16,2	EDS 2010**	47,2	Enquête nutritionnelle nationale 2012 - méthode SMART	49,5	Source *
Burundi	57,5	6,1	2,9	2010	EDS** Burundi 2010	10,7	EDS** Burundi 2010	69,3	EDS** Burundi 2010.	20,9	Source *
Cambodge	32,4	9,6	2	2014	Rapport sur les indicateurs clés de l'EDS** 2014, Cambodge	8,2	EDS 2010**	65,0	Rapport sur les indicateurs clés de l'EDS** 2014, Cambodge	43,8	Source *
Cameroun	32,6	5,8	6,5	2011	EDS** et MICS*** 2011, Cameroun. Calverton, Maryland, États-Unis : INS et ICF International, 2012 (et analyses supplémentaires)	7,6	EDS 2011**	20,4	EDS 2011**	41,5	Source *
Tchad	38,7	15,7	2,8	2010	MICS*** 2010, Tchad : Rapport final. N'Djamena, République du Tchad, 2011 (http://www.childinfo.org/files/MICS***4_Chad_2010_FinalReport_Fr.pdf).	20,0	2010	3,4	MICS*** 2010	46,6	Source *
Comores	32,1	11,1	10,9	2012	EDS** et Enquêtes à indicateurs multiples, aux Comores en 2012. Enquête démographique et de santé MICS***. Rockville, MD 20850, États-Unis : DGSP et ICF International, 2014 (et analyses supplémentaires).	-		12,1	EDS** / MICS*** 2012	30,8	Source *
Congo	25,0	5,9	3,6	2011	EDS** du Congo (EDSC-II) 2011 - 2012. EDS** s. Calverton, Maryland, États-Unis : CNSEE et ICF International, 2013 (et analyses supplémentaires).	10,0	EDS** 2011-2012	20,5	EDS** 2011-2012	50,7	Source *
Costa Rica	5,6	1,0	8,1	2008	Encuesta nacional de nutrición 2008-2009. San José, Costa Rica, 2011.	7,2	Encuesta nacional de nutrición 2008-2009	18,7	Encuesta nacional de nutrición 2008-2009	19	Source *
Côte d'Ivoire	29,6	7,6	3,2	2012	EDS** et MICS*** Côte d'Ivoire 2011 - 2012. Calverton, Maryland, États-Unis : INS et ICF International, 2012 (et analyses supplémentaires).	14,2	EDS** 2011-2012	12,1	EDS** 2011-2012	48,8	Source *
République Démocratique du Congo	42,6	8,1	4,4	2013	EDS** en République Démocratique du Congo de 2013 à 2014. EDS** s. Rockville, Maryland, États-Unis : MPSMRM, MSP et ICF International, 2014 (et analyses supplémentaires).	10,0	EDS** 2011-2012	47,6	EDS** 2013-2014	49	Source *
El Salvador	14	2	6	2014	Enquête nationale de santé 2014 - Enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) 2014	8,8	EDS** 2014	47	EDS 2014	23,5	Source *
Éthiopie	40,4	8,7	2,6	2014	Mini-EDS** Éthiopie 2014. Addis-Abeba, Éthiopie, 2014.	10,8	EDS 2011**	52,0	EDS 2011**	19,2	Source *
Gambie	23,4	9,5	1,9	2010	MICS*** Gambie 2010 : Rapport final. Banjul, Gambie : GBOS, 2012 (http://www.childinfo.org/files/Gambia_2010_MICS***_Final_Report.pdf).	10,2	MICS*** 2010	33,5	MICS*** 2010	45,3	Source *
Ghana	18,8	4,7	2,6	2014	Indicateurs clés EDS** Ghana 2014, Service de statistique du Ghana, Accra ; Service sanitaire du Ghana Accra, Ghana	10,0	EDS 2008**	52,3	EDS 2014**	56,4	Source *
Guatemala	48,0	1,1	4,9	2009	Encuesta Nacional de Salud materno infantil 2008 (ENSMI-2008/09). Ciudad de Guatemala, Guatemala : Ministerio de Salud Pública, MSPAS, INE y CDC, 2010 (et des analyses supplémentaires).	11,4	ENSMI 2008 - 2009	49,6	ENSMI 2008 - 2009	25,7	Source *
Guinée	31,3	9,9	3,8	2012	EDS** (EDS-IV) et MICS***. L'EDS-MICS*** 2012. Conakry, Guinée et Calverton, MD : INS et ICF, 2013 (et analyses supplémentaires).	-		20,5	EDS 2012**	48,4	Source *
Guinée-Bissau	27,6	6,0	2,3	2014	Inquérito aos Indicadores Múltiplos (MICS***) 2014, Principais Resultados. Bissau, Guinée-Bissau : Ministério da Economia e Finanças, Direcção Geral do Plano Instituto Nacional de Estatística (INE).	21,3	MICS*** 2014	52,5	MICS*** 2014	44,6	Source *
Haïti	21,9	5,2	3,6	2012	Enquête mortalité, morbidité et utilisation des services, Haïti, 2012. EDS** s. Calverton, Maryland, États-Unis : MSPP, IHE et ICF International, 2012 (et analyses supplémentaires).	19,1	EDS 2012**	39,7	EDS 2012**	37,1	Source *
Indonésie	36,4	13,5	11,5	2013	Rapport national sur la recherche en santé de base, RISKESDAS 2013. Jakarta, Indonésie, 2014 (et analyses supplémentaires).	7,3	Rapport national sur la recherche en santé de base, RISKESDAS 2013	41,5	Rapport national sur la recherche en santé de base, RISKESDAS 2013	22,5	Source *
Kenya	26,0	4,0	4,1	2014	Indicateurs clés EDS** 2014 au Kenya	5,6	EDS** 2008-09	61,4	EDS 2014**	25	Source *
Kirghizistan	12,9	2,8	7,0	2014	Kirghizistan, MICS*** 2014 : Principales conclusions. Bichkek, Kirghizistan : Comité national de statistique de la République kirghize et l'UNICEF, 2014.	5,9	MICS*** 2014	41,1	MICS*** 2014	32,5	Source *
Laos	43,8	6,4	2,0	2011	Enquête sur les indicateurs sociaux en RDP Lao (LSIS) (MICS***/EDS**). Vientiane, Laos : Ministère de la Santé et LSB, 2012 (et analyses supplémentaires).	14,8	LSIS 2011	40,4	LSIS 2011	31	Source *
Lesotho	39,0	3,9	7,3	2009	EDS** Lesotho 2009. Maseru, Lesotho	9,3	EDS 2009**	53,5	EDS 2009**	26,8	Source *
Libéria	32,1	5,6	3,2	2013	EDS** 2013. Monrovia, Liberia	9,7	EDS 2013**	55,2	EDS 2013**	49,3	Source *
Madagascar	49,2	-	-	2009	EDS** de Madagascar 2008 - 2009. Antananarivo, Madagascar : INSTAT et ICF Macro, 2010 (et analyses supplémentaires).	12,7	EDS** 2008-2009	50,7	EDS** 2008-2009	31,8	Source *

Pays et régions	Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans	Émaciation des enfants de moins de cinq ans	Surpoids des enfants de moins de cinq ans	Année*	Source de données	Faible poids à la naissance	Source de données 2	Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois	Source de données	Anémie des femmes entre 15-49 ans	Source de données
Malawi	42,4	3,8	5,1	2014	Enquête de ligne de fond sur les OMD au Malawi 2014. Principales conclusions.	12,9	Enquête de ligne de fond sur les OMD au Malawi 2014.	70,2	Enquête de ligne de fond sur les OMD au Malawi 2014.	28,8	Source *
Mali	38,5	15,3	4,7	2006	de l'Économie, de l'Industrie et du Commerce (DNSI / MEIC) et Macro International Inc. EDS** du Mali 2006 EDS**. Calverton, Maryland, États-Unis : CPS / DNSI et Macro International Inc., 2007 (et analyses supplémentaires).	-	Remarque : L'EDS** 2012-13 est rejetée	-	Remarque : L'EDS** 2012-13 est rejetée	56,2	Source *
Mauritanie	22,0	11,6	1,2	2012	Enquête nutritionnelle nationale utilisant la méthodologie SMART : Résultats Préliminaires. Nouakchott, Mauritanie, Juillet 2012 (et analyses supplémentaires).	34,7	SMART 2012	26,9	SMART 2012	39	Source *
Mozambique	43,1	6,1	7,9	2011	Moçambique inquérito demográfico e de Saúde 2011. EDS** s.	16,0	EDS 2011**	42,8	EDS 2011**	44,2	Source *
Myanmar	35,1	7,9	2,6	2009	MICS*** Myanmar 2009 - 2010 : Rapport final (MICS*** 3). Nay Pyi Taw, Myanmar : Ministère de la Planification nationale et du Développement économique et Ministère de la Santé, 2011.	8,6	MICS*** 2009	23,6	MICS*** 2009	30,3	Source *
Namibie	23,1	7,1	4,1	2013	EDS** Namibie 2013.	13,0	EDS 2013**	48,5	EDS 2013**	32,7	Source *
Népal	40,5	11,2	1,5	2011	EDS** Népal 2011. Katmandou, Népal : Ministère de la Santé et de la Population, New Era et ICF International, Calverton, Maryland 2012 (et analyses supplémentaires).	12,4	EDS 2011**	69,6	EDS 2011**	36,1	Source *
Niger	43,0	18,7	3,0	2012	EDS** et indicateurs multiples du Niger 2012. EDS** s et MICS***. Calverton, Maryland, États-Unis : INS et ICF International, 2013 (et analyses supplémentaires).	12,0	EDS 2012**	23,3	EDS 2012**	46,7	Source *
Nigéria	36,4	18,1	4,9	2013	EDS** Nigeria 2013. Abuja, Nigeria, et Rockville, Maryland, États-Unis : NPC et ICF International, 2014 (et analyses supplémentaires).	8,1	EDS 2013**	17,4	EDS 2013**	48,5	Source *
Pakistan	45,0	10,5	4,8	2012	EDS** Pakistan 2012-13. EDS** s. Islamabad, Pakistan, et Calverton, Maryland, États-Unis : NIPS et ICF International, 2013 (et analyses supplémentaires).	25,0	EDS 2012**	37,7	EDS 2012**	51,1	Source *
Pérou	18,4	0,6	7,2	2012	Encuesta demografica y de salud familiar - ENDES continua 2012. EDS** s. Lima, Pérou : INEI, USAID y ORC Macro, 2013 (et analyses supplémentaires).	6,9	EDS 2012**	67,6	EDS 2012**	18,5	Source *
Philippines	30,3	7,9	5,0	2013	8 ^e Enquête nationale sur la nutrition	19,6	EDS 2008**	34,0	NNS 2013	25,4	Source *
Rwanda	37,9	2,2	7,7	2015	EDS** Rwanda 2014 - 15. EDS** s. Calverton, Maryland, États-Unis : INSR, MOH et ICF International 2015	6,2	EDS 2010**	87,3	EDS** 2014-15	17,4	Source *
Sénégal	19,2	8,9	1,5	2013	EDS** continue (EDS-Continue 2012-2013). EDS** s. Calverton, Maryland, États-Unis : ANSD et ICF International., 2013 (et analyses supplémentaires).	15,9	EDS** 2010-11	37,5	EDS-Continue 2012-2013	57,5	Source *
Sierra Leone	37,9	9,4	8,9	2013	EDS** Sierra Leone 2013. EDS** s. Freetown, Sierra Leone et Rockville, Maryland, États-Unis : SSL et ICF International, 2014 (et analyses supplémentaires).	7,1	EDS 2013**	32,0	EDS 2013**	45,2	Source *
Somalie	25,9	14,9	2,9	2009	Enquête anthropométrique nationale de 2009 de Somalie. Unité de sécurité alimentaire et d'analyse nutritionnelle, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Institut de la Santé Infantile (CIHD)	5,0	MICS*** 2006	9,1	MICS*** 2006	42,6	Source *
Soudan du Sud	31,1	22,7	6,0	2010	Enquête sur les ménages au Soudan du Sud 2010	-		45,0	MICS*** 2010		Source *
Sri Lanka	14,7	21,4	0,6	2012	Enquête sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2013. Colombo, Sri Lanka	18,1	Enquête sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2013. Colombo, Sri Lanka	75,8	Enquête sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2013. Colombo, Sri Lanka	25,7	Source *
Swaziland	31,0	0,8	10,7	2010	MICS*** Swaziland 2010 : Rapport final. Mbabane, Swaziland, Bureau central des statistiques et l'UNICEF, 2011 (et analyses supplémentaires).	8,7	MICS*** 2010	44,1	MICS*** 2010	27,8	Source *
Tadjikistan	26,8	9,9	6,6	2012	EDS** Tadjikistan 2012. Douchanbé, Tadjikistan et Calverton, Maryland, États-Unis : SA, MS, et ICF International, 2013 (et analyses supplémentaires).	7,2	EDS 2012**	34,3	EDS 2012**	24,6	Source *
Togo	29,8	4,8	1,6	2010	MICS*** Togo, 2010 : Rapport final. Lomé, Togo : DGSCN 2010 (et analyses supplémentaires).	11,0	MICS*** 2010	62,4	MICS*** 2010	52,7	Source *
Ouganda	33,7	4,8	3,8	2011	EDS** Ouganda 2011. Kampala, Ouganda : UBOS et Calverton, Maryland : ICF International Inc., 2012 (et analyses supplémentaires).	10,2	EDS 2011**	63,2	EDS 2011**	26,7	Source *
Tanzanie	34,7	3,8	-	2014	Enquête nationale sur la nutrition en Tanzanie 2014.	-		41,1	Enquête nationale sur la nutrition en Tanzanie 2014.	39,6	Source *
Vietnam	19,4	5,7	4,6	2013	Profils de suivi nutritionnel 2013. Hanoi, au Viet Nam, 2014.	-		17,0	Profils de suivi nutritionnel 2013	14,1	Source *
Yémen	46,6	13,3	1,5	2011	L'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Yémen. Enquête sur la sécurité alimentaire globale 2011. Sanaa, République du Yémen, 2013 (et analyses supplémentaires).	-		11,6	CFSS 2011	37,5	Source *
Zambie	40,1	6	5,7	2014	EDS** Zambie 2013 - 14. Rockville, Maryland, États-Unis : Bureau central des statistiques, Ministère de la Santé, et ICF International.	9,2	EDS 2014**	72,5	EDS 2014**	29,2	Source *
Zimbabwe	27,6	3,3	3,6	2014	MICS*** 2014. Principales conclusions. Harare, Zimbabwe : ZIMSTAT 2014.	-		41,0	MICS*** 2014	28,4	Source *

* Rapport mondial sur la nutrition (année de données 2011). Basé sur les estimations mondiales produites par le Groupe d'étude sur le modèle d'impact de la nutrition pour l'anémie.

** EDS = Enquête démographique et de santé

*** MICS = Enquêtes par grappes à indicateurs multiples

PAYS	Les dirigeants ont pris des engagements lors de la manifestation du Pacte de la nutrition pour la croissance 2013	Ils ont rapporté la nomination des coordinateurs de donateurs / partenaires au développement	Ils ont rapporté la création d'une MSP pour la nutrition	Ils disposent d'une MSP décentralisée ou en cours de décentralisation	Les MSP collaborent avec des scientifiques / universitaires	Les MSP engagent les parlementaires	Les MSP engagent le Secteur privé	Les MSP collaborent avec les médias pour promouvoir la nutrition	Ils déclarent avoir un CCR en place	Ils déclarent disposer d'une stratégie de SMAC en place	Ils ont une alliance de la société civile (ASC) active
Bangladesh	■	■	■		■		■	■		■	■
Bénin	■	■	■	■	■	■	■		■	■	■
Botswana											
Burkina Faso	■		■	■	■		■	■	■		■
Burundi	■	■	■		■	■					■
Cambodge			■						■		■
Cameroun		■	■	■		■	■				■
Tchad		■	■		■	■					
Comores									■		
Congo			■		■						
République Démocratique du Congo	■	■			■	■					■
Costa Rica											
Côte d'Ivoire	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
El Salvador			■	■	■				■	■	■
Éthiopie	■	■	■		■				■		■
Ghana		■	■	■						■	■
Guatemala	■		■	■		■	■	■	■		■
Guinée	■		■	■	■	■		■	■		■
Guinée-Bissau											
Haiti	■		■		■	■		■		■	
Indonésie	■	■	■	■	■		■	■	■	■	■
Kenya		■	■		■	■	■			■	■
Kirghizistan	■	■	■				■			■	■
Lesotho		■	■	■					■		■
Libéria	■		■								■
Madagascar	■		■	■		■	■		■	■	■
Malawi	■	■	■	■	■	■	■		■	■	■
Mali	■	■	■		■				■		■
Mauritanie	■		■	■	■	■	■		■	■	■
Mozambique		■	■	■			■		■	■	■
Myanmar		■	■			■	■		■		■
Namibie	■		■	■	■	■	■		■		■
Népal		■	■		■	■			■	■	■
Niger	■	■	■	■	■	■	■	■		■	■
Nigéria	■	■	■	■	■	■	■		■	■	■
Pakistan		■	■	■	■	■	■	■			■
Pérou		■	■	■	■	■	■		■		■
Philippines			■		■	■					■
Rwanda	■	■	■						■		■
Sénégal	■	■	■	■						■	■
Sierra Leone	■	■	■	■		■	■	■	■		■
Somalie											
Soudan du Sud			■				■				
Sri Lanka	■		■	■			■		■		■
Swaziland			■		■			■			■
Tadjikistan		■	■								■
Tanzanie	■	■	■	■		■	■			■	■
Gambie	■	■	■		■						■
Togo					■						
Ouganda	■	■	■	■	■	■	■		■		■
Vietnam			■		■		■		■	■	
Yémen	■	■	■		■		■		■		■
Zambie	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Zimbabwe	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■

Suivi des progrès dans le Mouvement SUN - 2015

Le Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN 2015 se fonde sur l'approche de la **cartographie des résultats** présentée dans le Cadre de suivi et évaluation du Mouvement SUN 2013²⁷ afin de réfléchir sur les approches à travers lesquelles les pays et réseaux Mouvement SUN adaptent leurs comportements pour réaliser les quatre objectifs stratégiques énoncés dans la Stratégie du Mouvement SUN 2012 - 2015 :

- **Objectif stratégique I : Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun**
- **Objectif stratégique II : Garantir un cadre politique et juridique cohérent**
- **Objectif stratégique III : Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun**
- **Objectif stratégique IV : Suivre le financement et mobiliser les ressources**

L'approche de la cartographie des résultats utilisée dans le Cadre de suivi et évaluation du Mouvement SUN prend en compte la nature complexe, imprévisible et non-linéaire des progrès réalisés par les parties prenantes portant sur la nutrition dans le cadre de leur engagement collectif. L'approche de la cartographie des résultats reconnaît que les parties prenantes (personnes, organisations, réseaux) sont les moteurs des processus de changement. Dans le suivi des progrès, elle met l'accent sur **un ensemble de marqueurs de progrès²⁸ qui illustrent les résultats comportementaux** qui devraient être affichés par les différents acteurs. Les marqueurs de progrès ont été établis pour chacun des quatre objectifs stratégiques. Chaque partie prenante analyse les relations, les actions, les activités, les politiques et les pratiques associés à chaque marqueur de progrès au cours de la dernière année. Les réalisations par rapport à chaque marqueur sont notées à l'aide d'une échelle de cinq points (*c'est-à-dire comportement non applicable / Non commencé (note = 0), commencé (1), en cours (2), presque terminé (3) ou terminé (4)*).

Les **premiers marqueurs de progrès** affectés à chacun des quatre objectifs stratégiques représentent des types de résultats comportementaux qui sont relativement plus faciles à réaliser alors que les **marqueurs de progrès ultérieurs** au sein de chaque processus représentent des changements plus difficiles et ambitieux²⁹. Pour refléter cela, les notes pour chaque marqueur de progrès sont additionnées et mesurées³⁰ aux premiers marqueurs de progrès (plus facile à réaliser) dont la note est plus faible que celle des marqueurs plus avancés (les plus difficiles).

Guidé par ce concept de cartographie des résultats, les Pays SUN sont encouragés à procéder à une auto-évaluation chaque année avec la participation des différentes circonscriptions reflétées au sein de leurs plates-formes nationales de Mouvement SUN. Il s'agit notamment des participants issus des ministères sectoriels et des secteurs du gouvernement, ainsi que des représentants des donateurs, des organisations de la société civile, des agences onusiennes et du Secteur privé.

Le suivi des progrès dans le Mouvement SUN en se servant des auto-évaluations par pays permet aux plates-formes nationales multi-acteurs d'évaluer - et améliorer - leur efficacité. Il est prévu que le processus d'auto-évaluation aide les parties prenantes à avoir l'appropriation et à bénéficier du suivi des progrès et à être mutuellement redevables de leurs actions collectives.

Évaluation des progrès dans le Mouvement SUN 2015

L'évaluation des progrès dans le Mouvement SUN est un processus volontaire dirigé par les pays, qui est entrepris avec l'appui du Secrétariat du Mouvement SUN et des réseaux Mouvement SUN. En juillet 2014, 30 Pays SUN ont mené les auto-évaluations à terme et **en juillet 2015, le nombre de pays qui avaient mené les auto-évaluations dans le Mouvement SUN à terme était passé à 43³¹**. Les résultats des rapports d'auto-évaluation sont résumés dans les profils de pays contenus dans ce rapport.

Les pays qui ont été incapables de prendre part à l'exercice d'auto-évaluation 2015 ont eu la possibilité de fournir un « instantané narratif du progrès » couvrant chacun des objectifs stratégiques. Pour les pays qui se sont joints au Mouvement SUN récemment dans la dernière année, un « instantané narratif du progrès » a été préparé par le Secrétariat du Mouvement SUN³² et validé par le Point focal SUN du gouvernement. Avant la finalisation du Cadre de suivi et d'évaluation du Mouvement SUN 2014 (2012 et 2013), les évaluations pour chaque objectif stratégique ont été basées sur des informations issues des téléconférences bi-mensuelles du Réseau de Pays SUN. Lorsque cela est possible, **ce rapport comprend des évaluations pour 2014 et 2015 compte tenu de l'utilisation de la même méthodologie c'est-à-dire de l'auto-évaluation par les parties prenantes dans le pays complétée par des informations provenant des téléconférences bi-mensuelles des Pays SUN.**

Messages clés du suivi de 2015

Les observations de nouvelles tendances globales du changement ont une pertinence pour le Mouvement SUN dans son ensemble et sont également mises en évidence dans le présent rapport. Pour comprendre l'état actuel du Mouvement SUN 2015, l'analyse est basée sur le mode (fréquence d'une note donnée) pour les marqueurs de progrès des 43 pays présenté à la **figure 1** ci-dessous.

²⁷ Voir Tableau 4 : Élément du Cadre de suivi et d'évaluation Mouvement SUN (S & E)

²⁸ Se référer à la liste des processus et des indicateurs de progrès au tableau 2

²⁹ Se référer au Cadre de suivi et évaluation du Mouvement SUN

³⁰ Voir tableau 3

³¹ Voir la liste complète des pays et les points de données au tableau 1

³² Se servir des informations de base fournies par le pays peu de temps après l'adhésion

L'analyse de l'information pour chacun des objectifs stratégiques révèle que :

Pour l'**Objectif stratégique I**, les rapports d'auto-évaluation indiquent que les différentes parties prenantes s'engagent davantage dans leurs plates-formes multi-acteurs. En particulier, les téléconférences bi-mensuelles du Réseau de Pays SUN créent une opportunité pour les parties prenantes dans le pays de se rencontrer. Les résultats de l'auto-évaluation indiquent également que les pays qui ont été dans le Mouvement pendant les quatre dernières années ont réalisé d'énormes progrès en matière de coordination par rapport aux pays qui ont adhéré au Mouvement il y a un an ou deux. Ceci suggère que les pays cherchent souvent à avoir une meilleure compréhension de la pertinence de la coordination fonctionnelle comme un pré requis nécessaire pour des actions multi-acteurs efficaces de renforcement de la nutrition.

En ce qui concerne l'**Objectif stratégique II**, plusieurs pays semblent être dans la diffusion des législations et des politiques existantes à travers le plaidoyer intensifié (Processus 2 : PM2.4). Alors que les pays n'actualisent pas autant les politiques et stratégies (ce qui se comprend), l'on a enregistré une augmentation du nombre de pays qui ont rapporté une hausse du niveau de plaidoyer pour une meilleure nutrition.

Pour l'**Objectif stratégique III**, les résultats indiquent qu'il y a une amélioration générale de la compréhension de la nécessité de la mise en place des cadres communs de résultats (CCR). Ceci est démontré par l'augmentation du nombre de pays présentant des améliorations dans la plupart des marqueurs de progrès pour le Processus 3. Cependant, les résultats soulignent également la nécessité d'améliorer le suivi et la communication des résultats de mise en œuvre pour la direction et l'apprentissage des actions futures.

Pour l'**Objectif stratégique IV**, plusieurs domaines qui nécessitaient l'accélération ont été identifiés en 2014 (voir la figure 3). Les résultats des auto-évaluations 2015 indiquent que des améliorations majeures ont été apportées, en particulier sur l'allocation des ressources de suivi pour la nutrition. Cela peut être dû en partie aux quatre ateliers d'analyse budgétaire qui ont eu lieu l'année écoulée. Cependant, les résultats de cette année démontrent que la nécessité d'accroître le financement de la nutrition est urgente.

Bien que chaque pays fixe son agenda pour l'année à venir en fonction de ses propres réflexions et priorités convenues, les résultats des exercices auto-évaluation 2015 du Mouvement SUN suggèrent que la gestion de la mise en œuvre de cadres communs de résultats (PM 3,4) et la réduction de l'écart de financement en assurant un financement continu (PM 4,5) sont les deux domaines qui seront prioritaires en 2016.

FIGURE 1

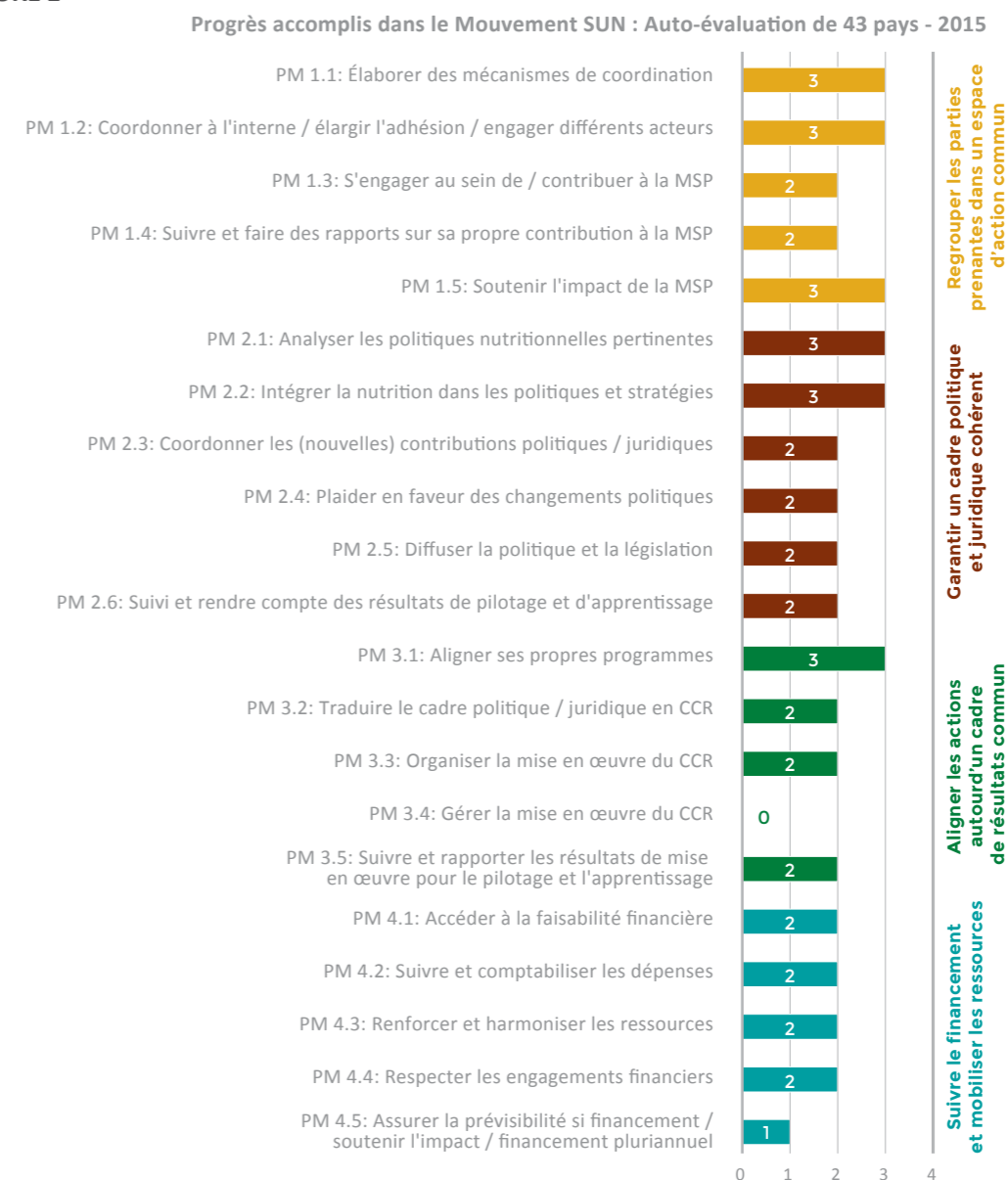


FIGURE 2³³

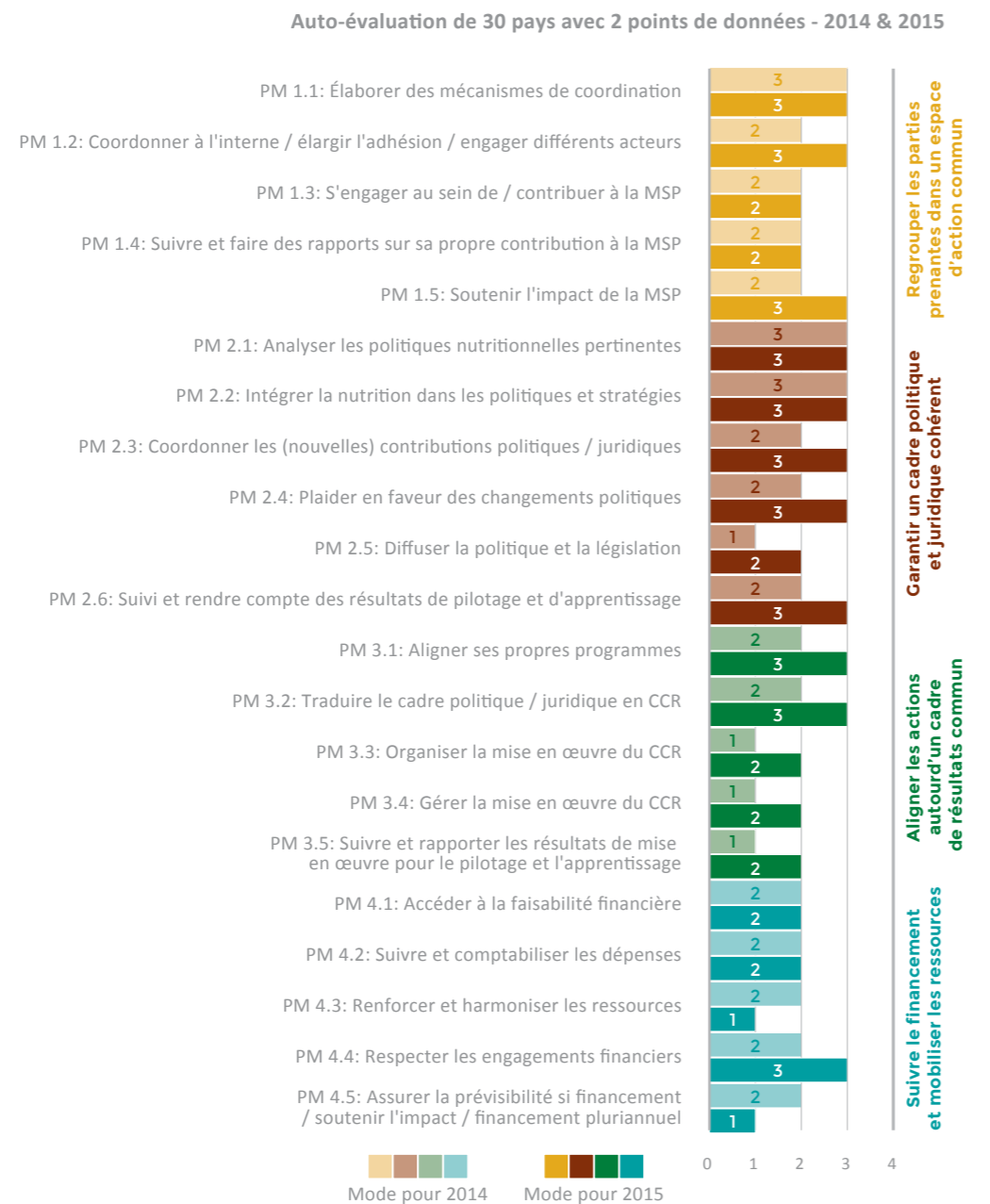
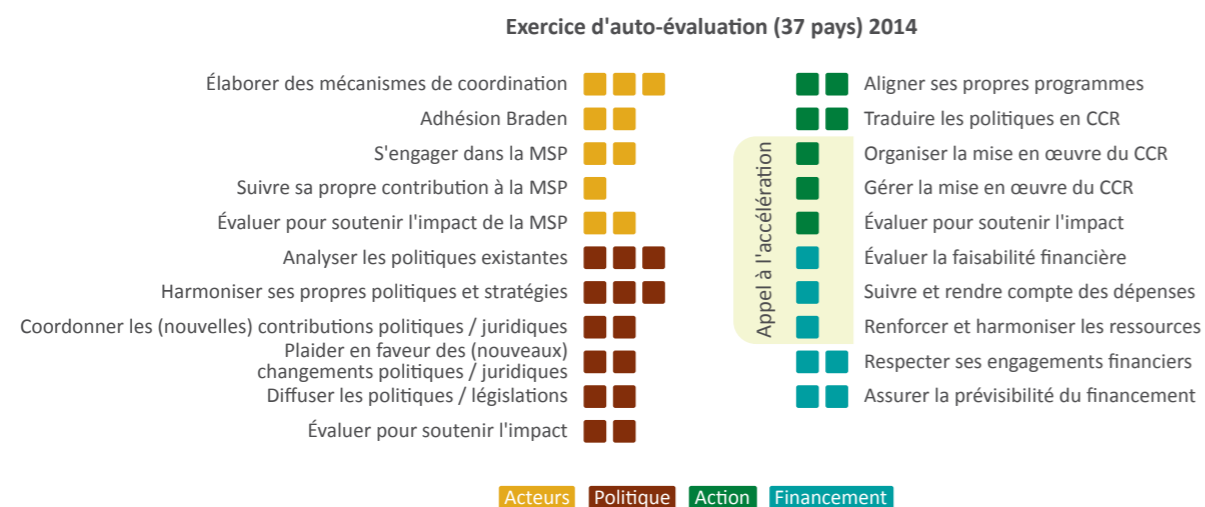


FIGURE 3



³³ Pour analyser les progrès collectifs dans le Mouvement SUN entre 2014 et 2015, l'analyse compare les données provenant de 30 pays qui ont effectué des auto-évaluations pour les deux années.

Comprendre certaines des difficultés rencontrées dans l'interprétation et la comparaison des résultats entre les pays et au fil du temps

L'analyse des résultats obtenus grâce à l'auto-évaluation par les pays à la fois pour 2014 et 2015 suggère que les acteurs nationaux sont généralement auto-critiques dans l'évaluation des marqueurs de progrès par rapport au Secrétariat du Mouvement SUN dans les années précédentes (2012 et 2013). Les auto-évaluations des Pays SUN impliquent beaucoup de réflexion, en particulier sur les aspects de progrès qui ne peuvent être facilement capturés depuis l'extérieur du pays. Une auto-évaluation semble refléter l'hétérogénéité des différents acteurs impliqués, tandis que les évaluations externes, même lorsqu'elles sont validées par les pays, ont tendance à refléter le point de vue de la partie prenante principale.

Une note de marqueur de progrès entre 0 et 4 est prévue pour indiquer la présence d'un comportement particulier. Cependant, certaines notes d'auto-évaluation pour des marqueurs particuliers semblent être influencées par la valeur que leur donnent ceux qui réalisent les auto-évaluations. Cette subjectivité est prévue lorsque le suivi des résultats est basé sur l'approche de la cartographie des résultats. Dans le cadre de l'évaluation, il était question de savoir si un comportement particulier « commence à se développer », « est en cours » ou « existe » : les responsables de l'évaluation sont invités à réaliser l'évaluation sur la base de leurs propres jugements.

Cela implique que les notes d'auto-évaluation ne devraient pas être utilisées pour comparer les progrès entre les pays. Mais elles peuvent aider à identifier et à interpréter des tendances émergentes de transformation institutionnelle dans un pays. Les notes devront toujours être interprétées avec prudence étant donné que la méthode est influencée par l'interaction entre les parties prenantes, la complexité des questions abordées et le caractère unique de chaque pays. Dans le réseau des points focaux nationaux du Mouvement SUN, nombreux sont ceux qui estiment que si les parties prenantes nationales appliquent la même méthode d'auto-évaluation d'année en année, elles seront mieux à même de décrire les défis auxquels elles sont confrontées et le succès des initiatives prises pour y faire face.

La cartographie des résultats comme un moyen de réflexion pour les réseaux du Mouvement SUN

La contribution des réseaux Mouvement SUN au niveau des pays est capturée par l'exercice de cartographie des résultats (des ateliers d'auto-évaluation) au niveau des pays. Les réseaux Mouvement SUN réuniront des groupes de parties prenantes Mouvement SUN - le Secteur privé, la société civile, les donateurs et le système des Nations Unies - à l'échelle internationale. Les réseaux Mouvement SUN soutiennent leurs homologues au niveau des pays afin d'inspirer et de soutenir les efforts du Mouvement dans les Pays SUN. En outre, les réseaux Mouvement SUN mettent un fort accent pour plus de cohérence dans les politiques et programmes globaux au sein de leur groupes de parties prenantes garantissant que la nutrition reste une priorité globale et sur le travail à travers les groupes de parties prenantes pour offrir une réponse globale aux besoins des pays identifiés. Les réseaux Mouvement SUN font partie intégrante du Mouvement SUN, cependant, afin de représenter le rôle complémentaire qu'ils jouent, ils sont considérés comme des acteurs distincts aux fins de suivi des résultats. Un ensemble de huit marqueurs de progrès qui illustrent les résultats comportementaux que les réseaux sont censés afficher, est illustré ci-dessous. Ces marqueurs de progrès sont utilisés pour suivre la contribution des réseaux globaux au Mouvement SUN (voir tableau 4). L'approche de la cartographie des résultats utilise des auto-évaluations par les réseaux pour refléter les progrès en termes de comportement des réseaux Mouvement SUN. À partir de 2012, les animateurs de réseau ont rempli un questionnaire détaillé indiquant la mesure dans laquelle le comportement réel du réseau ressemble à un marqueur de progrès notamment en utilisant une échelle de cinq points (c'est-à-dire, Pas du tout (aucun des signes n'est en place) (note = 0), un peu (1), modérément (2), en grande partie (3), entièrement (4).

Marqueur de progrès des réseaux globaux Mouvement SUN	
Marqueur de progrès (PM) 1	Marqueur de progrès sur l'établissement et la coordination au sein du réseau
Marqueur de progrès (PM) 2	Marqueur de progrès sur l'engagement d'une seule voix au sein du Mouvement SUN
Marqueur de progrès (PM) 3	Marqueur de progrès sur le plaidoyer pour soutenir la nutrition dans l'agenda mondial (y compris la mobilisation des ressources.)
Marqueur de progrès (PM) 4	Marqueur de progrès sur la création d'une masse critique pour une influence plus étendue
Marqueur de progrès (PM) 5	Marqueur de progrès sur l'alignement des politiques, programmes et ressources propres avec la Stratégie Mouvement SUN
Marqueur de progrès (PM) 6	Marqueur de progrès sur la création d'une interaction avec les pays et les réseaux au niveau des pays
Marqueur de progrès (PM) 7	Marqueur de progrès sur la réponse à la demande d'appui au niveau des pays (transformation)
Marqueur de progrès (PM) 8	Marqueur de progrès sur la réflexion pour l'apprentissage et l'amélioration

Tableau 1 : Données analysées pour le Rapport annuel d'avancement 2015

	Rapport d'auto-évaluation 2014	Rapport d'auto-évaluation 2015
1.	Bangladesh	Rapport présenté par pays
2.	Bénin	Rapport présenté par pays
3.	Burkina Faso	Rapport présenté par pays
4.	Burundi	Rapport présenté par pays
5.	Cameroun	Rapport présenté par pays
6.	Tchad	Rapport présenté par pays
7.	République démocratique du Congo	Rapport présenté par pays
8.	Côte d'Ivoire	Rapport présenté par pays
9.	El Salvador	Rapport présenté par pays
10.	Éthiopie	Évalué par le SMS / Narratif de progrès validé pour 2015
11.	Ghana	Rapport présenté par pays
12.	Guatemala	Rapport présenté par pays
13.	Guinée	Rapport présenté par pays
14.	Haïti	Rapport présenté par pays / Narratif de progrès validé pour 2015
15.	Indonésie	Rapport présenté par pays
16.	Kenya	Rapport présenté par pays
17.	Kirghizistan	Rapport présenté par pays
18.	Lesotho	Rapport présenté par pays
19.	Madagascar	Rapport présenté par pays
20.	Malawi	Rapport présenté par pays
21.	Mali	Rapport présenté par pays / Narratif de progrès validé pour 2015
22.	Mauritanie	Rapport présenté par pays
23.	Mozambique	Rapport présenté par pays
24.	Myanmar	Rapport présenté par pays
25.	Namibie	Rapport présenté par pays
26.	Népal	Rapport présenté par pays / Narratif de progrès validé pour 2015
27.	Niger	Rapport présenté par pays / Narratif de progrès validé pour 2015
28.	Nigéria	Rapport présenté par pays
29.	Pakistan	Rapport présenté par pays
30.	Pérou	Rapport présenté par pays
31.	Rwanda	Rapport présenté par pays
32.	Sénégal	Rapport présenté par pays
33.	Sierra Leone	Rapport présenté par pays
34.	Sri Lanka	Évalué par le SMS / Rapport présenté par pays
35.	Tanzanie	Rapport présenté par pays
36.	Gambie	Rapport présenté par pays / Narratif de progrès validé pour 2015
37.	Ouganda	Évalué par le SMS / Narratif de progrès validé pour 2015
38.	Yémen	Rapport présenté par pays / Narratif de progrès validé pour 2015
39.	Zambie	Évalué par le SMS / Présenté par le pays
40.	Zimbabwe	Présenté par le pays
41.	Comores	Base de référence soumise / évaluation par le SMS / Narratif de progrès validé pour 2015
42.	Congo	Base de référence soumise / évaluation par le SMS / Rapport présenté par pays
43.	Costa Rica	Base de référence soumise / évaluation par le SMS / Rapport présenté par pays
44.	Guinée-Bissau	Base de référence soumise / évaluation par le SMS / Rapport présenté par pays
45.	Libéria	Base de référence soumise / évaluation par le SMS / Narratif de progrès validé pour 2015

	Rapport d'auto-évaluation 2014	Rapport d'auto-évaluation 2015
46.	Soudan du Sud	Aucune base de référence / évaluation par le SMS / Rapport présenté par pays
47.	Swaziland	Base de référence soumise / évaluation par le SMS / Rapport présenté par pays
48.	Tadjikistan	Base de référence soumise / évaluation par le SMS / Rapport présenté par pays
49.	Togo	Base de référence soumise / évaluation par le SMS / Rapport présenté par pays
50.	Vietnam	Base de référence soumise / évaluation par le SMS / Rapport présenté par pays
51.	Botswana	A rejoint le Mouvement SUN en 2014 - 2015 / Narratif de progrès validé pour 2015
52.	Cambodge	A rejoint le Mouvement SUN en 2014 - 2015 / Rapport présenté par pays
53.	Somalie	A rejoint le Mouvement SUN en 2014 - 2015 / Rapport présenté par pays
54.	Philippines	A rejoint le Mouvement SUN en 2014 - 2015 / Narratif de progrès validé pour 2015
55.	Lesotho	A rejoint le Mouvement SUN en 2014 - 2015 / Rapport présenté par pays

Tableau 2 : Processus et marqueurs de progrès pour le rapport 2014 sur les auto-évaluations

Processus 1 : Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun	
Marqueur de progrès (PM) 1	Choisir / élaborer des mécanismes de coordination au niveau des pays
Marqueur de progrès (PM) 2	Coordonner à l'interne et élargir l'adhésion / collaborer avec d'autres parties prenantes pour une plus grande influence
Marqueur de progrès (PM) 3	S'engager au sein de / contribuer à la MSP
Marqueur de progrès (PM) 4	Suivre et faire des rapports sur sa propre contribution à la MSP
Marqueur de progrès (PM) 5	Soutenir l'impact de la MSP
Processus 2 : Garantir un cadre politique et juridique cohérent	
Marqueur de progrès (PM) 1	Analyser les politiques et programmes de nutrition pertinents existants
Marqueur de progrès (PM) 2	Intégrer la nutrition dans ses propres politiques et stratégies
Marqueur de progrès (PM) 3	Coordonner / harmoniser les contributions des membres en matière d'élaboration du cadre politique / juridique
Marqueur de progrès (PM) 4	Influencer l'élaboration du cadre politique / juridique à travers le plaidoyer / la contribution
Marqueur de progrès (PM) 5	Diffuser les politiques et opérationnaliser / appliquer le cadre juridique
Marqueur de progrès (PM) 6	Suivre et rendre compte des résultats pour le pilotage et l'apprentissage / Maintenir l'impact des politiques
Processus 3 : Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun	
Marqueur de progrès (PM) 1	Harmoniser ses propres programmes sur les politiques nationales de nutrition pertinentes
Marqueur de progrès (PM) 2	Traduire le cadre politique / juridique en cadre commun de résultats (CCR) pour Mouvement SUN
Marqueur de progrès (PM) 3	Organiser la mise en œuvre du CCR
Marqueur de progrès (PM) 4	Gérer la mise en œuvre du CRC
Marqueur de progrès (PM) 5	Suivre et faire des rapports sur les résultats de la mise en œuvre pour le pilotage et l'apprentissage / évaluer pour soutenir l'impact
Processus 4 : Suivre le financement et mobiliser les ressources	
Marqueur de progrès (PM) 1	Évaluer la faisabilité financière
Marqueur de progrès (PM) 2	Suivre et faire une comptabilité transparente des dépenses
Marqueur de progrès (PM) 3	Mettre à niveau et harmoniser les ressources (notamment combler les lacunes)
Marqueur de progrès (PM) 4	Respecter ses engagements (débloquer les financements promis)
Marqueur de progrès (PM) 5	Assurer la prévisibilité / soutenir l'impact / financement pluriannuel

Tableau 3 : Poids des marqueurs de progrès dans chaque processus

	Mesure PM1	Mesure PM2	Mesure PM3	Mesure PM4	Mesure PM5	Mesure PM6	Somme des mesures (arrondir)
Processus 1							
	4	4	5	6	6	-	
	16 %	16 %	20 %	24 %	24 %	-	100 %
Processus 2							
	2	2	4	4	6	6	
	8 %	8 %	16 %	16 %	24 %	16 %	100 %
Processus 3							
	4	4	5	6	6	-	
	16 %	16 %	20 %	24 %	24 %	-	100 %
Processus 4							
	4	4	5	6	6	-	
	16 %	16 %	20 %	24 %	24 %	-	100 %

Tableau 4 : Élément du Cadre de suivi et d'évaluation Mouvement SUN (S & E)

Élément	Qu'est ce qui est pris en compte ?	Qui a entrepris ce travail ?	Chronogramme de l'évaluation ?
Impact	Des objectifs-cibles étaient définis par l'Assemblée mondiale de la Santé de 2012. Les données sont nécessaires pour permettre l'évaluation des progrès accomplis au regard des objectifs-cibles (tels les taux annuels moyens de réduction de la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans)	Les données sont recueillies, analysées et interprétées par les autorités nationales utilisant des procédures standard (Enquêtes démographiques et de santé, par exemple)	Les intervalles entre les évaluations sont convenus dans les pays : Les parties-prenantes du Mouvement SUN cherchent à augmenter la fréquence des évaluations d'impact à travers les plates-formes nationales d'information prévues pour la nutrition
Résultat	Quatre processus spécifiques sont avancés dans les pays du Mouvement SUN : ceux-ci reflètent les quatre objectifs stratégiques du Mouvement SUN. Les progrès réalisés sont évalués en utilisant un ensemble de « marqueurs de progrès » pour chaque processus	En 2012 et 2013 - évaluation entreprise par le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) en utilisant des données sur les progrès de points focaux du gouvernement dans les Pays SUN : validées par ces derniers avant d'être présentées. En 2014, 37 ³⁴ des 41 pays qui ont rejoint le Mouvement avant septembre 2013 avaient entrepris leur évaluation ³⁵ . Le SMS a entrepris des évaluations de base pour 10 pays qui ont nouvellement adhéré ³⁶ . Les notes des évaluations sont analysées par le SMS avec l'appui du MDF.	Annuellement
Extrants	Les variables utilisées pour surveiller la performance du Secrétariat du Mouvement SUN sont explicitées dans son cadre logique	Rapports du Secrétariat du Mouvement SUN sur ses activités	Annuellement

³⁴ Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Tchad, Congo (RDC), Côte d'Ivoire, El Salvador, Éthiopie, Ghana, Guatemala, Guinée-Conakry, Haïti, Indonésie, Kenya, République kirghize, République démocratique populaire lao, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigeria, Pakistan, Pérou, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Tanzanie, Gambie, Ouganda, Yémen, Zambie, Zimbabwe

³⁵ Le SMS a entrepris des évaluations pour les trois pays qui ne sont pas en mesure de procéder aux évaluations eux-mêmes dans le délai de présentation des rapports : Éthiopie, Zambie, Sri Lanka.

³⁶ Comores, Congo-Brazzaville, Costa Rica, Guinée-Bissau, Libéria, Soudan du Sud, Swaziland, Tadjikistan, Togo, Vietnam

Note technique sur les statistiques présentées dans le Mouvement SUN 2015

Définition des données et des indicateurs

Indicateur	Définition	Cible de l'AMS
Faible poids à la naissance	Pourcentage de naissances vivantes pesant moins de 2 500 grammes à la naissance.	Réduction de 30 % du faible poids à la naissance en 2025
Allaitement maternel exclusif entre 0 - 5 mois	Pourcentage de nourrissons de 0 à 5 mois allaités exclusivement au sein.	Augmentation du taux d'allaitement maternel exclusif pendant les 6 premiers mois jusqu'à au moins 50 % d'ici 2025
Retard de croissance chez les moins de cinq ans	Pourcentage d'enfants de 0 à 59 mois qui sont en dessous de moins deux (modéré et sévère) et en dessous de moins trois (sévère) écarts-types de la hauteur médiane par rapport à leur âge selon les normes OMS de croissance de l'enfant.	Réduction de 40 % du nombre d'enfants de moins de 5 ans victimes du retard de croissance en 2025
Émaciation chez les moins de cinq ans	Pourcentage d'enfants de 0 à 59 mois qui sont en dessous de moins deux (modérée et sévère) et de moins trois (sévère) écarts types du poids moyen pour la hauteur par rapport aux normes OMS de croissance de l'enfant.	Réduire et maintenir l'émaciation de l'enfant à moins de 5 % d'ici 2025
Surpoids chez les moins de cinq ans	Pourcentage d'enfants de 0 à 59 mois qui sont au-dessus de deux écarts-types (modéré et sévère) du poids moyen pour l'âge par rapport aux normes OMS de croissance de l'enfant.	Aucune augmentation du surpoids chez les enfants d'ici 2025
Anémie³⁷	Proportion de femmes non enceintes en âge de procréer (15-49 ans) avec la concentration de Hb < 120 g / L au niveau de la mer	Réduction de 50 % de l'anémie chez les femmes en âge de procréer

Remarques :

1) Les méthodes et les processus sous-jacents pour les estimations conjointes UNICEF-OMS-Banque mondiale sont décrits dans le Budget des dépenses mixte pour la malnutrition des enfants 2012, nouvellement mis à jour dans la version 2013. Les estimations de l'anthropométrie représentatives sur le plan national, après le processus d'examen par chaque agence et une fois collectivement convenues, sont incluses dans l'Ensemble de données conjointes régulièrement mis à jour.

2) Dans un effort pour maintenir une série chronologique cohérente des données anthropométriques comparables au niveau international, une partie de ce processus d'harmonisation pour le calcul des moyennes régionales et globales et la réalisation des analyses de tendance exige que toutes les estimations de prévalence liées à l'anthropométrie soient re-calculées en utilisant un algorithme standard. Cet algorithme a été programmé dans le logiciel et les macros Anthro de l'OMS, examiné par MESURE EDS13 et l'UNICEF. En outre, d'autres institutions [par exemple le CDC (Centers for Disease Control) des États Unis] ont intégré l'algorithme standard dans leur processus d'analyse d'enquête nutritionnelle. Dans les pays où les données anthropométriques sont recueillies dans le cadre d'une enquête démographique et de santé (EDS) ou de l'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS), soit les données brutes sont accessibles au public, soit les programmes de traitement de données d'enquête intègrent déjà l'algorithme de l'OMS, ou les deux alternatives. Dans les pays où les données anthropométriques sont collectées par une enquête nationale sur la nutrition (ou un autre type d'enquête) et analysées en utilisant un algorithme différent, un nouveau calcul de la prévalence liée à l'anthropométrie est souvent nécessaire afin de faire des estimations comparables entre les pays et au fil du temps.

³⁷ Sur la base des estimations du modèle (disponible sur la page (http://www.who.int/nutrition/events/2012_proposed_globaltargets_backgroundpaper.pdf))

Interpréter les graphiques par zone

Graphique avec l'objectif de réduction du retard de croissance

L'AMS avait recommandé un taux annuel moyen de régression (TAMR) de 3,9 % pour atteindre l'objectif mondial de réduction de 40 % du nombre d'enfants dans le monde qui sont victimes du retard de croissance en 2025. Pour identifier la réalisation de la réduction et de l'écart potentiel d'ici 2025 dans le cadre du scénario actuel, le Service consultatif sur la nutrition de la Commission européenne et l'Organisation mondiale de la Santé ont développé l'Outil de calcul de réduction retard de croissance (SRCT), qui estime le nombre projeté d'enfants atteints du retard de croissance en 2025 au niveau de pays selon la tendance courante ou la tendance souhaitée (soit 40 % du nombre actuel) pour la réduction du retard de croissance.

Les calculs dans le cadre du scénario actuel appliquent le TAMR courant à la dernière valeur de prévalence disponible qui est transposée à l'année de référence (c'est-à-dire 2012), alors que le scénario souhaitable commence à partir de l'estimation du nombre cible d'enfants atteints du retard de croissance en 2025, soit 40 % de moins que le nombre estimé d'enfants atteints du retard de croissance au départ. Par conséquent, les calculs sont basés sur cette cible en 2025, sur le nombre d'enfants et la prévalence correspondante est calculée en utilisant les projections démographiques. Puis, la pente entre la prévalence à la ligne de fond et la prévalence à l'année de départ (de tout plan / programme visant à réduire le retard de croissance), et le nombre d'années écoulées entre ces deux points dans le temps, sont utilisés pour calculer le TAMR souhaitable (cible) nécessaire pour atteindre la prévalence de la cible.

Tendances et objectifs pour le retard de croissance, l'émaciation et l'allaitement maternel exclusif

Indicateur	Définition	Pertinence
Taux annuel moyen de régression (TAMR)	Le TAMR est utilisé pour l'analyse en vue du suivi et de l'évaluation de la tendance mondiale à des retards de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, pour la quantification du taux de variation de la prévalence de base pour l'année en cours. Si la prévalence est connue et le taux annuel de réduction est constant, alors la prévalence de l'année suivante peut être calculée ³⁸ .	La prévalence globale du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans a diminué de 36 % au cours des deux dernières décennies - chutant d'une estimation de 40 % en 1990 à 26 % en 2011. Ceci est un taux annuel moyen de régression de 2,1 % par année ³⁹ . Le taux annuel moyen de régression (TAMR) est de 3,9 % pour atteindre l'objectif mondial d'une réduction de 40 % du nombre d'enfants dans le monde qui sont atteints du retard de croissance en 2025.

Au cours de l'événement du Pacte de la nutrition pour la croissance le 8 juin 2013, à Londres, 15 gouvernements se sont engagés à augmenter leurs ressources nationales pour renforcer la nutrition, et 12 gouvernements de pays participants au Pacte de la nutrition pour la croissance ont annoncé des objectifs nationaux de réduction du retard de croissance. Ces objectifs nationaux sont notés dans les profils individuels des pays en conséquence.

Liste des abréviations et acronymes

CI	Conflit d'intérêts
CCR	Cadre commun de résultats
CSN	Réseau des organisations de la Société civile Mouvement SUN
OSC	Organisation de la Société civile
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
RMN	Rapport mondial sur la nutrition
ICE	Évaluation globale indépendante
CIN 2	Deuxième Conférence internationale sur la nutrition
MDA	Ministères, départements et agences
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
FAMP	Fonds d'affection multi-partenaires
MQSUN	Maximiser la qualité du cadre des programmes de renforcement de la nutrition
MSP	Plateformes multi-acteurs
ONG	Organisation non gouvernementale
NIPN	Plates-formes nationales d'information pour la nutrition
NIPN	Plates-formes nationales d'information pour la nutrition
REACH	Efforts renouvelés contre la faim chez les enfants
SBN	Réseau du secteur privé Mouvement SUN
SMAC	Mobilisation sociale, plaidoyer et communication
SMS	Secrétariat du Mouvement SUN
SUN	Renforcement de la Nutrition
ONU	Nations Unies
FNUE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
WASH	Approvisionnement en eau, assainissement et hygiène
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ODD	Objectifs de développement durable




³⁸ UNICEF, Note technique : Comment calculer le Taux annuel moyen de régression (TAMR) pour la prévalence de l'insuffisance pondérale

³⁹ UNICEF, Améliorer la nutrition infantile : Impératif réalisable pour le progrès mondial, UNICEF, avril 2013. p.8



S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

EN SAVOIR PLUS

-  www.scalingupnutrition.org
-  www.facebook.com/SUNMovement
-  www.twitter.com/SUN_Movement